

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

NYPL RESEARCH LIBRARIES
3 3433 08172550 3

Digitized by Google

NYPL RESEARCH LIBRARIES
3 3433 08172550 3

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

MERCURE
DE FRANCE,
DÉDIÉ AU ROI,

Composé & rédigé, quant à la partie littéraire, par MM. Marmontel, de la Harpe & Champfort, *tous trois de l'Académie Françoise; & par M.* Imbert, *ancien Editeur: quant à la partie historique & politique, par M.* Mallet du Pan, *Citoyen de Genève.*

SAMEDI 1er. MAI 1790.



A PARIS,

Au Bureau du Mercure, Hôtel de Thou, rue des Poitevins, N°. 18.

Avec Privilége du Roi.

Digitized by Google

PUBLIC LIBRARY
335352
ASTOR, LENOX AND TILDEN FOUNDATIONS
1905

TABLE

Du mois d'Avril 1790.

MA Profession de Foi.	3	*Dissertations.*	38
Chanson.	7	*Bibliothèque.*	43
Charade. Enig. Log.	23	*Théatre de la Nation.*	46
Lettres.	24		

Epitaphe.	49	*Théorie des Dixmes.*	67
Le Souhait réalisé.	59	*De la Religion.*	80
Vers à Mat. de . . .	55	*Les Joueurs.*	89
Charade, Enig. & Log.	ibid.	*Variétés.*	91
Plan de l'organisation.	58		

LE Jesomnie.	97	*Mémoires,*	113
Couplets.	101	*Variétés.*	136
Sur la Contribution pat.	103	*Spectacles.*	142
Charade, Enig. Log.	110		

LE Goûter.	145	*Je perds mon état.*	180
Annales. Enig. Logog.	154	*Variétés.*	190
Suite des Mémoires, &c.	156	*Théatre de Monsieur.*	192

A Paris, de l'Imprimerie de MOUTARD, rue des Mathurins, Hôtel de Cluni.

Digitized by Google

MERCURE DE FRANCE.

PIÈCES FUGITIVES EN VERS ET EN PROSE.

VERS D'ÉTRENNES, *Aux Dames d'Angers.*

PLEUREZ, Amours; pleurez, Nymphes de Castalie:
D'un spectacle enchanteur dédaignant les plaisirs,
Les Graces, trop long-temps sourdes à nos désirs,
Semblent abandonner le Temple de Thalie.
Pourquoi vous refuser à de si doux loisirs?
Dans les boudoirs de vos retraites,
Sèxe charmant, qui peut vous retenir?
Venez plutôt, venez briller aux fêtes
De l'heureux an qui va s'ouvrir.
C'est pour vous qu'étalant une pompe magique,
Apollon, de lauriers couronne son portique:
Pour vous, tout s'embellit, tout s'embellit par vous.
Hé! que pourriez-vous craindre en des momens si doux?

Digitized by Google

De nos jeunes Guerriers les fougues indiscrètes ?
S'ils sont à craindre, ah ! ce n'est pas pour vous.
L'éventail d'une Belle, étendu sur leurs têtes,
Est comme le Trident,
Qui, d'un seul mouvement,
Du Parterre orageux peut calmer les tempêtes.
Vous portez sur vos pas le bonheur & la paix.
Jusqu'à ce jour au moins, grace au Ciel ! nos épées
Dans le sang Angevin n'ont point été trempées :
Puissent-elles, ô Dieux, ne s'y tremper jamais !
C'est pour venger vos droits, les droits de la Patrie,
Qu'à manier le fer étincelant
D'un Volontaire heureux la main s'est aguerrie.
Et nos plumets, qu'ont-ils donc d'effrayant ?
C'est du Dieu des combats la parure chérie ;
Mais c'est la vôtre aussi, c'est celle de Cypris.
Pour ces rubans, par vous-mêmes choisis,
En forme de cocarde arrondis par vous-même,
Ces ornemens si doux, si précieux,
A qui les tient du tendre objet qu'il aime,
Sont-ils faits pour blesser vos yeux ?...,
Sèxe timide & fier, dissipez vos alarmes ;
Nous mettons à vos pieds & nos cœurs & nos armes.
Rendez, rendez son lustre au Spectacle enchanté ;
Et désormais, toujours fidèles
A la Patrie, au Roi, mais sur-tout à leurs Belles,
A leurs genoux déposant leur fierté,
Les *Volontaires* de la Gloire

Seront même, après la victoire,
Les *Esclaves* de la Beauté.

(*Par M. de Lamothe, à Angers.*)

MOTION

EN FAVEUR DE LA GAITÉ FRANÇAISE.

Air : *Le petit mot pour rire.*

NE plus boire, ne plus chanter,
Toujours gémir & s'attrister,
Ma foi, c'est un martire :
La politique & ses débats
Ont remplacé dans nos repas
Le petit mot pour rire.

Le charme de la liberté,
Loin d'animer notre gaîté,
Est venu la proscrire :
C'est trop imiter les Anglais ;
Soyons libres & bons Français,
Disons le mot pour rire.

Digitized by Google

Rappelons les jeux & les ris ;
Que les plaisirs, mes chers amis,
Reprennent leur empire ;
Que Momus, ce Dieu des Français,
Nous ramène ici pour jamais
Le petit mot pour rire.

Nos ancêtres nous ont laissé
Un remède pour la santé ;
Je vais vous le transcrire :
» Veut-on vivre heureux & long-temps,
» Il faut boire, & de temps en temps
» Dire le mot pour rire «.

Ne démentons pas nos aïeux,
Et suivons, sur le ton joyeux,
Leur aimable délire ;
Buvons le petit coup de vin,
Et puis disons soir & matin,
Le petit mot pour rire.

(*Par M. Valade.*)

Digitized by Google

LA VEILLÉE,

5e. *Histoire.*

APRÈS qu'Olimpe eut achevé : Ariſte, c'eſt à vous, dit-elle à l'un de ſes anciens amis, c'eſt à vous d'occuper la ſcène ; & Ariſte prit la parole.

Ces exemples que vous venez de rappeler, dit-il, de la facilité qu'on trouve à faire des heureux lorſqu'on habite la campagne, me font ſouvenir qu'une fois je goûtai à ſi bon marché le plaiſir de la bienfaiſance, que je rougis encore du peu qu'il m'en couta.

J'étois dans un village, chez une femme aimable, ſingulièrement belle quoique ſur ſon déclin, & dont la politeſſe, unie & naturelle, étoit comme un aimant pour la ſociété. Le voiſinage de Charenton faiſoit ſouvent du pont qui traverſe la Marne, le but de notre promenade. C'étoit là qu'en nous repoſant, nous nous donnions le ſpectacle mobile & varié d'une route continuellement animée.

Cette circulation rapide de mouvemens, tous dirigés, par un intérêt propre, vers un but général d'utilité commune ; cet échange perpétuel de travaux & de bons offices, nous faiſoit admirer dans l'organiſation de l'ordre ſocial le merveilleux ouvrage de la néceſſité.

Digitized by Google

Quelle industrieuse engrainure entre les roues innombrables qui composoient cette machine immense ! quel nœud invisible les unissoit ? quel ressort les animoit toutes, & les faisoit agir ? un seul, le besoin réciproque. Il en est du spectacle moral de la Nature, comme du spectacle physique : l'étonnement y suit par-tout la méditation. Dans celui-ci, une feuille, un brin d'herbe, devient un prodige quand on y pense ; dans l'autre, un Laboureur à la charrue, un Marinier sur son tillac, un Charretier menant à la ville les productions de la campagne, est un homme étonnant, lorsqu'on le considère comme une des pièces essentielles du mécanisme social, & que dans ce système on voit tous les agens de la subsistance commune, réunis, accordés, & mis en mouvement par la même loi, l'attraction.

Je vous indique là quelques-uns de nos entretiens, afin que, sur la route de Champagne, vous ne nous preniez pas pour des bayeurs niaisement occupés de rien, & qui ne font que promener l'ennui d'une ame oisive & d'une tête vide.

Un soir que nous étions assis au bas du pont, un homme du peuple, en cheveux gris, boiteux, cheminant avec peine à l'aide d'un bâton, passe devant nous, près de nous, suivi d'un jeune chien barbet ; & dit aux femmes que j'accompagnois : *Mes Dames, voulez-vous m'acheter mon chien ?* Chacune d'elles en avoit un ; & le sien n'é-

Digitized by Google

toit pas de l'espèce qu'aiment les femmes. Elles lui répondirent qu'elles n'en avoient pas besoin.

Alors, venant à moi, il me dit d'un air plus pressant, plus suppliant : *Monsieur, achetez-moi mon chien.* Ah ! sur le champ, s'écria Juliette, je l'aurois acheté. Mademoiselle, reprit Ariste, ce mouvement aimable auroit dû, je l'avoue, précéder la réflexion ; mais, dans tous les cœurs, la bonté n'est pas aussi alerte que dans le vôtre. Mon premier mot fut un refus, adouci cependant avec tout le respect qu'on doit aux malheureux.

Le vieillard se tint un moment immobile devant moi ; il me regarda d'un air triste, & me laissa mécontent de moi-même.

Comme il montoit lentement le pont, j'eus le temps de démêler en moi la cause du reproche confus que m'avoient fait ses yeux, & que me répétoit mon cœur. Le même instant me rappela que mon ami, le Comte de C***, avoit perdu un chien qu'il aimoit tendrement ; je pensai que l'esprit & l'ame d'un barbet ne le cédoit pas à l'instinct du chien de Sibérie que mon ami avoit perdu ; je le lui destinai, & je rappelai le vieillard.

Quel prix, lui dis-je, demandez-vous de votre chien ? Ce qu'il vous plaira, me dit-il. Ici, Mademoiselle, il me seroit aisé de vous paroître libéral en altérant la vérité ; mais j'aime mieux avouer humblement que je ne fus pas magnifique. Je n'étois pas bien riche ; & je n'avois dans le

Digitized by Google

moment sur moi que six francs ; je les lui offris. Il les accepta sans aucun signe de répugnance ; & en les recevant, il me dit : Le chien est à vous. Mais, lui dis-je, il va m'échapper : je n'ai aucun lien pour le mener en laisse. Il faut cependant l'attacher, me dit-il, car il me suivroit. Alors, ayant défait sa jarretière, il appela son chien, le prit entre ses bras, l'éleva sur le parapet. Vous me faites frémir, dit Juliette, il va tomber dans l'eau. Rassurez-vous, Mademoiselle, le chien ne tomba point ; il se laissa attacher au cou la jarretière de son Maître. Je m'apperçus qu'en la nouant les deux mains du vieillard trembloient. Je ne l'attribuai qu'à son âge, car son visage n'étoit point altéré, & je le regardois bien attentivement. Mais quand il eut serré le nœud, je le vis tout à coup laisser tomber sa tête sur son chien ; &, le front caché dans sa laine, la bouche collée sur son corps, il demeura quelques minutes courbé, immobile & muet.

Je m'approchai de lui. Qu'avez-vous, mon ami, lui dis-je ? Ce n'est rien, me dit-il en se relevant ; cela va se passer. Et je vis son visage tout inondé de larmes. — Vous me semblez avoir bien du regret à vous détacher de votre chien. — Hélas ! oui ; c'est le seul ami que j'avois au monde. Nous ne nous sommes jamais quittés. C'est lui qui m'a gardé sur les chemins quand je dormois ; & lorsqu'il me voyoit souffrant

Digitized by Google

& délaissé, la pauvre bête me plaignoit, me soulageoit par ses caresses. Il m'aime tant qu'il est bien juste que je l'aime. Mais cela ne fait rien. Il est à vous, Monsieur. Et il me présentoit la jarretière dont il venoit de l'attacher. Vous me croyez donc bien cruel, lui dis-je, si vous pensez que je sois capable de vous priver d'un si fidèle ami, & du seul qui vous reste au monde. Il n'insista pas davantage; mais il voulut me rendre mon misérable écu. Je lui dis de garder l'écu avec le chien, & je vainquis sa résistance. Alors je vis ses genoux se ployer. — Ah! Monsieur, je vous dois la vie. C'est la faim qui m'avoit réduit à cette cruelle extrémité.

Dès ce moment, vous pensez bien qu'il eut deux amis au lieu d'un. Je voulus savoir qui il étoit, d'où il venoit, où il alloit, & ce qui l'avoit mis dans cet état de misère & d'infirmité.

Grace au Ciel, me dit-il, j'ai vécu cinquante ans du travail de mes mains; & hier pour la première fois, j'ai eu l'humiliation de demander l'aumône. J'étois Charpentier en Lorraine; mon métier me donnoit du pain; un accident m'a mis hors d'état de travailler debout: c'est un éclat de bois qui m'a fait à la jambe une plaie incurable. Je vais à Rouen trouver ma fille; elle est bonne fileuse, elle gagne sa vie dans les Fabriques de coton. Arrivé auprès d'elle, je ne manquerai plus de rien. Mais comme je vais lentement à cause de ma plaie, &

Digitized by Google

que je viens de loin, le peu d'argent que j'avois amassé ne m'a pas suffi pour la route. Il a fallu tendre la main; mais je n'avois pas l'air d'un pauvre; on ne m'a presque rien donné. J'étois à jeun; il me restoit mon chien.... Ces mots lui étouffèrent la voix.

A votre âge, & par les chaleurs, avec une plaie à la jambe, je ne souffrirai pas, lui dis-je, que vous poursuiviez une route de trente lieues par terre, & de plus que du double, si vous alliez par eau : ce seroit empirer le mal, & le rendre en effet incurable s'il ne l'est pas. Venez. La Providence vous offre près d'ici un asile, où vous trouverez du repos, des remèdes & peut-être la guérison. Le vieillard, qui me regardoit avec un doux étonnement, flatta son chien, & se laissa conduire à la Maison de la charité, qui est située au delà & au dessus du pont.

Je n'y étois pas connu; mais dans ces Maisons respectables, l'indigence & l'infirmité se recommandent elles-mêmes. Le Prieur écouta avec émotion le récit de notre aventure. Il fit appeler le plus habile Chirurgien de la Maison, & lui fit visiter la plaie. Je frémis de voir à quel point les chaleurs de l'été & la fatigue du voyage l'avoient envenimée. Il n'y avoit pas à différer, dit le Chirurgien; mais il est temps encore, je sauverai la jambe. — Il sera donc guéri? —Oui, Monsieur, j'en réponds. —Ce fut là le moment de ma joie & de mon bonheur.

Messieurs, dis-je, n'épargnez rien; &

Digitized by Google

tout ce qu'il conviendra de faire, je le ferai. Ce qui convient, Monsieur, me dit le Prieur d'un air modestement sévère, c'est de nous laisser le malade, & de vous en fier à nos soins.

Je sentis que j'avois blessé la délicatesse de ce bon Père; & je lui en fis des excuses. Mais ne seroit-ce pas, lui dis-je, trop abuser de vos bontés, si je vous demandois que son fidèle ami.... Oui, Monsieur, son ami, son chien lui tiendra compagnie : nous aussi, nous savons chérir l'instinct de l'amitié.

Ces paroles du Père, cet accueil, ces soins diligens, ce dévouement tranquille & froid, cette humanité secourable, cette bienfaisance habituelle, & de toutes les heures & de tous les momens, qui ne se croyoit d'aucun prix, me fit une impression profonde. Quoi, disois-je en moi-même, pour mon chétif écu, & pour quelques pas que je fais au service d'un malheureux, je suis transporté d'aise, je suis content de moi jusqu'au ravissement! & ces Religieux, qui passent les jours & les nuits à veiller, à servir, à soulager les pauvres, qui font plus de bien en un jour que je n'en ferai en ma vie, ne daignent pas même y penser! c'est-là ce qui est rare & sublime.

Avant de quitter mon vieillard, je pris l'adresse de sa fille pour lui donner de ses nouvelles; & j'allai retrouver les Dames qui m'attendoient à l'autre bord. Il fallut bien leur dire ce qui s'étoit passé; & ma bien-

Digitized by Google

faisance mesquine mêla un peu de ridicule au pathétique de mon récit; mais je les défiai d'être plus généreuses; & en attendant la guérison de mon vieillard, je fus son Trésorier.

Notre Société de campagne étoit mobile, & à chaque nouvel arrivant, on me faisoit répéter mon conte. Je ne manquois jamais d'articuler l'offre de mon écu, & l'on ne manquoit pas non plus d'admirer ironiquement cet excès de magnificence. Un écu, disoit-on, un écu à ce bon vieillard, & pour un chien inestimable! — Et vous, Monsieur, disois-je, & vous, Madame, combien lui auriez-vous donné? Chacun renchérissoit, qui le plus, qui le moins, selon le mouvement de sensibilité qu'avoit produit la scène. Eh bien! disois-je alors, le vieillard n'est pas loin, & chacun peut faire pour lui ce qu'il auroit fait à ma place. On se piquoit d'émulation; & moi, je bénissois le Ciel de m'avoir donné pour richesse le talent d'émouvoir les riches. Enfin j'annonçai le beau jour où mon vieillard viendroit avec son chien rendre grace à ses bienfaiteurs. La maison en fut pleine. J'allai le prendre à la Charité; &, après avoir témoigné aux bons Pères ma profonde reconnoissance, & toute ma vénération pour un Institut si sacré & pour des fonctions si saintement remplies, je l'amenai presque aussi ingambe & aussi joyeux que son chien.

Ils furent reçus l'un & l'autre avec des

Digitized by Google

cris de joie ; mais le chien fut le plus fêté. De sa vie il n'avoit reçu tant de caresses. D'abord il en fut étourdi ; mais bientôt il y répondit d'un air à faire croire qu'il entendoit pourquoi on le traitoit si bien.

Le bon vieillard dîna avec nous, & son chien à côté de lui. Ils couchèrent ensemble ; & le lendemain, au point du jour, ils vinrent prendre congé de moi. Le petit trésor du bonhomme lui fut remis. J'eus beau lui dire que j'y avois peu contribué : Je vous dois tout, s'écrioit-il, & je ne l'oublierai jamais. A ces mots, il voulut se prosterner ; je le retins, & nous trouvant dans les bras l'un de l'autre, nous nous serrâmes dans nos adieux comme auroient fait deux anciens amis.

Monsieur, je m'en vais accablé de vos bontés, me dit-il enfin. Mais oserois-je encore vous demander une grace ? vous m'avez embrassé, daignez baiser mon chien. Je veux pouvoir dire à ma fille que vous avez baisé mon chien. Viens, Léveillé, viens, lui dit-il, Monsieur veut bien te faire cet honneur. Léveillé se dressa ; & moi je me baissois vers lui, quand tout à coup s'offrit à ma pensée l'image du vieillard courbé comme moi sur son chien, & croyant l'embrasser pour la dernière fois : aussi-tôt mes larmes coulèrent. Ah ! vous le regrettez, s'écria le bonhomme, gardez-le, il est à vous encore. — Eh non, mon ami, non, va-t-en, & sois heureux. Je le suis

plus moi-même que je n'ai mérité de l'être ; & ton image & celle de ton chien me suffiroient long-temps pour l'être encore de souvenir.

(*Par M. Marmontel.*)

Explication de la Charade, de l'Enigme & du Logogriphe du Mercure précédent.

LE mot de la Charade est *Vapeur* ; celui de l'Énigme est *Géorgie* ; celui du Logogriphe est *Alambic*, où l'on trouve *Mai, Baal, Ami, Lia, Ail, Mil, Bac, Bal, Lima, Mal, Mi, La, Lac, Mail.*

CHARADE.

SUR mon premier l'on voit l'image
D'un bon Roi, d'un nouveau Titus ;
De mon second puissions-nous, d'âge en âge,
Semer ses pas ..... couronner ses vertus !
Le cœur n'a pas besoin, quand il lui rend hommage,
D'emprunter de mon tout les secours superflus.

(*Par Mlle. de Watronville cadette.*)

ÉNIGME.

VOUS tous qui cherchez le bonheur,
Venez à moi, je le dispense ;

Digitized by Google

Je ne vous offrirai richesse ni grandeur,
Ni les vains talens qu'on encense;
Mais cet heureux calme du cœur,
Qui, du passé retraçant l'existence,
Ne laisse aucun souci rongeur;
Rend le présent plein de douceur;
De l'avenir embellit l'espérance;
Qui dispose à la bienfaisance,
Et des humains faux & trompeurs,
Fait endurer avec constance
Et les travers & les noirceurs:
Je sers de compagne à l'enfance;
A ma suite on voit la pudeur,
L'ingénuité, la candeur;
Mais j'ai besoin de vigilance;
Car, fragile comme une fleur,
Je disparois à la moindre imprudence.
Si tu ne m'as perdu, conserve-moi, Lecteur.

(*Par M. Vallois.*)

LOGOGRIPHE.

Je suis brusque, & toujours j'arrive inattendue;
Dans ma marche rapide, imposante, absolue,
Souvent je m'abandonne aux plus cruels excès;
J'accueille tour à tour les vertus, les forfaits;
Je détruis, je relève; & mes fougueux caprices
Favorisent le bien, flattent les injustices:

Digitized by Google

Mais aujourd'hui, François, je suis autre chez toi.
Le bon droit m'accompagne ; en épurant ta Loi,
J'éternise ton Prince, & fonde ton Empire.
De savoir qui je suis, sans doute tu désire.
Pour t'aider, j'ai dix pieds ; fort attentivement,
Cherches, tu trouveras dans ton appartement
Ce qui te fait jouir de la vive lumière ;
Ce qui, des deux côtés, concentre une rivière ;
Des hôtes des forêts le formidable Roi ;
Au vin & sucre unis, un mets, je crois, pour toi
Comme pour moi, Lecteur, quelquefois agréable
Ce qui fait nettoyer ; le sens si favorable
Qui te sert à l'instant ; le premier instrument ;
Ce qu'apprend un Acteur ; ce qui d'un logement
Plaît le moins aux filous ; deux notes de musique
Du cheval une allure ou passe magnifique ;
Le contraire du blanc ; le fond d'une liqueur ;
Ce qui marque dans l'homme & la force & l'ardeur
Un effet de la voix ; bref, une particule ;
Ce par quoi la voiture avance, aussi recule ;
Le Maître d'un Etat ; un droit impérieux ;
Ce qui rend, étant fort, l'Actionnaire heureux ;
Ce qui fait que l'oiseau dans les airs se balance ;
Ce qui, tôt ou tard, mène un homme à la potence ;
Ton présent acte ; un fleuve ; une rivière ; un vent ;
Ce dont use un Chimiste ; à rien l'équivalent ;
Le métal par trop rare..... O mon ami ! courage ;
Tu me tiens.... De moi tire un durable avantage.

(*Par M. André Honoré.*)

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

De la Force publique considérée dans tous ses rapports ; par M. le Comte DE GUIBERT. *A Paris, de l'Imprimerie de* Didot l'aîné ; *& se vend chez* Gattey, *Libraire, au Palais-Royal.*

PREMIER EXTRAIT.

PARMI cette foule d'Ecrits, où la licence la plus outrée déshonore par tant d'excès la liberté accordée à la presse, il est juste, il est consolant de distinguer un petit nombre de bons Ouvrages, dont la sagesse courageuse rend gloire à cette liberté, & en fait sentir tout le prix. Tel est celui que nous annonçons.

L'objet que l'Auteur s'y propose, est l'organisation de la force publique, sa distribution & ses emplois divers.

De tous les problêmes que présente la Constitution Nationale, celui-ci lui a paru & le plus important, & le plus difficile à résoudre. » La force publique est, dit-il, le lien & la clef de toutes les parties de l'édifice. Sans la force publique, les pou-

Digitized by Google

voirs, les contre-poids, la liberté elle-même ne sont qu'un assemblage d'idées vaines & incohérentes ".

Et en effet, les passions humaines, sans cesse en guerre avec l'esprit public, avec l'intérêt social, seront toujours plus fortes que les Loix, si la crainte ne les contient; & leur unique frein est la force publique.

Dans ses rapports elle présente quatre problêmes au lieu d'un. Protection que la force publique doit donner aux Loix, & danger dont elle peut être pour la liberté nationale : *Problême constitutionnel.* Organisation de la force publique, pour lui donner le plus d'action & de puissance qu'il est possible contre les ennemis du dehors : *Problême militaire.* Calcul de ses rapports avec les Nations étrangères, & combinaisons relatives à notre état de paix, de guerre & d'alliances : *Problême politique.* Enfin dépense de la force publique, considérée comme la plus pesante charge de l'Etat, & comme celle qu'il est le plus important de régler avec intelligence & avec économie : *Problême de finance & d'administration.*

Rien de plus vaste, de plus complet, de plus correctement dessiné que ce Plan; mais l'Auteur est loin de promettre, ni d'espérer de le remplir.

» Un Comité, dit-il, qu'on pourroit former à souhait, & d'esprits tels que Montesquieu, pour la partie de la Constitution;

Digitized by Google

de Frédéric, pour la partie militaire; de Destrades & d'Ossat, pour la partie politique; de Colbert & de Sully, pour la partie d'économie & d'administration, ne seroit pas trop éclairé pour la solution de ce problême, de laquelle peuvent dépendre le trouble ou le repos, le bonheur ou le malheur, la sûreté ou la possibilité d'anéantissement d'une Nation de vingt-cinq mille hommes «.

Il ne propose donc lui-même que des observations, mais bien plus approchantes qu'il n'ose le penser de la solution du problême.

Il commence par diviser la force publique en deux forces, relativement à ses deux usages; & il fait voir que la force employée à la sûreté du dedans, n'est pas la même qui doit servir de défense au dehors. Il faut pour celle-ci une armée régulière, permanente, & qui puisse au besoin être portée hors des frontières, quelquefois même au loin; car les hostilités peuvent avoir pour théatre les quatre parties du Monde. » Il faut donc pour cela des hommes jeunes & robustes, qui puissent & qui veuillent perdre de vue leurs foyers. Il faut que cette armée soit au plus haut point disciplinée, instruite & *manœuvrière*; car les armées étrangères possèdent ces avantages, & il faut les balancer. — Pour que l'instruction & la discipline soient en vigueur dans l'armée, il faut que l'armée en fasse son occupation,

Digitized by Google

son habitude & sa gloire. — Les principes qui servent de base à la discipline, & les préjugés qui composent l'esprit militaire sont nécessairement & par leur nature en opposition avec tous les principes de l'esprit citoyen. Les Soldats doivent avoir la soif de la guerre, & les Citoyens l'amour de la paix : l'égalité & la liberté sont les droits du Citoyen ; la subordination & l'obéissance passive sont les devoirs des Soldats : les Soldats ne peuvent avoir ni les mêmes Tribunaux, ni les mêmes peines, ni les mêmes objets d'émulation que les Citoyens ; les Soldats doivent avoir un esprit de corps & de profession ; les Citoyens ne doivent avoir qu'un esprit public & national «. Voilà ce qu'on peut appeler le coup d'œil d'un Observateur philosophe.

» Le commandement, la direction, l'administration de l'armée, ne peuvent appartenir qu'au pouvoir exécutif. — Quand l'armée dépend d'un Roi, elle est vivifiée par ce principe unique. — Si un Roi a du talent & du courage, il est impossible de calculer jusqu'où ce principe direct peut élever l'esprit & les succès d'une armée. Tout ce qui la compose croit servir, combattre & mourir sous ses yeux : avec de petites forces, on exécute de grandes choses ; la guerre se fait à moitié prix, & presque jamais une Nation ne connoît ni revers ni honte «.

Ces avantages ont leurs dangers pour la

Digitized by Google

liberté publique : c'eſt à la force du dedans & aux Loix de la garantir ; & l'Auteur en indiquera bientôt les vrais moyens en ami de la liberté.

» Mais qu'ils ſeroient mal-adroits, dit-il, ceux qu'on prétendroit tirer de la reſtriction ou de l'affoibliſſement du pouvoir du Roi ſur l'armée ! Quoi ! expoſer la ſûreté publique, compromettre l'honneur de la Nation par des terreurs exagérées de l'influence d'un Roi, & d'un Roi habile guerrier, ſur l'armée ! Et où ſont-ils donc les Rois de cette ſorte ? L'armée d'une Nation doit durer autant qu'elle ; & les Rois à talens ſont ſemés de loin en loin dans l'eſpace des ſiècles «.

» Il ne peut y avoir, ajoute-t-il, que des inconvéniens & du danger à laiſſer la légiſlation & l'adminiſtration arbitraire d'un grand Empire dans les mains d'un ſeul homme ; car les facultés d'un homme de génie même, ne ſont jamais en proportion d'un tel fardeau : mais la direction de la force & de l'action publique, elle n'eſt bien, & ne peut être bien confiée qu'à une ſeule tête & à une ſeule volonté «.

Quant au nombre des troupes qui doivent compoſer l'armée, & à la ſomme annuelle affectée à leur entretien, c'eſt à la Nation que l'Auteur attribue le droit d'en décider ; mais il craint bien que ce problême ne ſemble plus facile à réſoudre qu'il ne l'eſt en réalité, vu le nombre de ſes rap-

Digitized by Google

ports, la position du Royaume, sa politique extérieure, la nature & l'étendue de ses frontières & de ses côtes, sa population, le pied d'armement des Puissances voisines pendant la paix, ce qu'elles peuvent y ajouter en cas de guerre, &c. Car l'Auteur est loin de penser comme ceux qui, nous proposant d'affoiblir, de réduire, presque d'anéantir la force destinée à la défense du dehors, nous disent que la France, une fois détrompée de ses vûes d'ambition, n'aura plus d'ennemis à craindre, & qu'elle est assurée d'une éternelle paix avec des voisins qui ne manqueront pas d'être aussi justes, aussi modérés qu'elle-même. Ce sont là de belles espérances que le temps peut réaliser, mais sur la foi desquelles une Nation sage n'abandonnera pas le soin de sa fortune & de sa sûreté.

Il attribue aussi à la Nation le réglement du pied des troupes & de leur solde en temps de guerre; & un avantage considérable qu'il trouve à augmenter la paye du Soldat, c'est d'obliger les autres Souverains de l'augmenter de même; ce qu'ils ne sont en état de faire, qu'en réduisant le nombre de leurs troupes. Ainsi le fléau des armées peseroit moins sur le genre humain; & ce bienfait seroit dû à la France devenue libre.

» Quelques bases du code des peines militaires doivent pareillement être décrétées par la Nation. Mais la sévérité & la promptitud

étude de la discipline militaire, exigeant d'autres Tribunaux, d'autres formes de procédure & de jugemens, ainsi que d'autres peines, il faut que dans la détermination de ces Tribunaux, de ces formes & de ces peines, il y ait des différences, des nuances & des restrictions relatives aux grades; car dans la hiérarchie militaire, rien ne peut & ne doit être sur la même ligne; tous les rapports y sont opposés aux principes d'égalité des droits de l'homme & du Citoyen«.

» L'Auteur finit cet article important, par demander un Conseil pour le Ministre de la Guerre. » La responsabilité des Ministres, dit-il, est sans doute un des meilleurs freins qu'ayent pu imaginer les Peuples. Mais les Ministres ne peuvent être justement responsables que des violations qu'ils commettent contre les Loix. Le supplément nécessaire à joindre à ce frein, consiste à les mettre à l'abri de leurs propres fautes, & à les environner de secours, de témoins & de Juges«.

En considérant les rapports de l'armée avec la Nation, l'Auteur examine, 1°. si les Membres de l'armée doivent avoir le droit de Citoyens actifs; 2°. si l'armée doit prêter un serment, à qui elle doit le prêter, & quelle en doit être la nature & la forme.

Par la qualité de Citoyens actifs, les Soldats seroient plus intimement liés à la Nation, à ses intérêts, & à sa liberté; mais l'Auteur démontre que l'esprit militaire, le genre d'émulation qui lui est pro-

Digitized by Google

pre, & singulièrement la subordination
la discipline sans laquelle il n'y a po
d'armée, seroit détruite par le système
fondre l'armée avec la Nation. » Il n'y
dit-il, déjà que trop de dégoûts & d'im
tience attachés à des détails journaliers,
respirent & qui doivent respirer tous
contrainte & la règle, qui plient tous c
tinuellement la volonté au devoir, &
pensée à l'obéissance. — Les Soldats ne pr
droient dans les Assemblées publiques,
des idées & des habitudes de liberté to
contraires aux principes & aux règles
l'état militaire «. Quant à l'exemple
l'Angleterre : » où il n'y a point de pari
il ne faut point, dit-il, établir d'induction
& il montre les différences physiques
morales qui nous distinguent des Anglo
C'est aux Emérites qu'il veut que l'on
serve le droit de Citoyens actifs, comme u
couronne civique. Tout cela nous sem
mériter de sérieuses réflexions.

A l'égard du serment, celui qu'on a f
prêter à l'armée lors de la révolution, ét
nécessaire ; & l'Auteur en convient. M
pour l'avenir il observe que les armées q
obéiront à une autorité légitime, & pa
ticulièrement les armées qui seront bi
disciplinées, n'auront pas besoin de se li
par des sermens.

Enfin, en admettant un serment nation
pour l'armée : » Je ne sais, dit l'Auteur
s'il ne devroit pas se borner aux Officier
& s'il faudroit pour les Soldats d'autres se

Digitized by Google

mens que celui de leur enrôlement, par lequel ils doivent jurer d'obéir à leurs Officiers «.

Au reste, il veut que ce soit à la Loi que tout serment s'adresse. La Nation elle-même, quand elle a fait la Loi, y est soumise comme l'armée ; » la Loi, tant qu'elle existe, est le Souverain des Citoyens, le Souverain de l'armée, le Souverain du Roi, le Souverain de tous. — La Loi doit être pour le Peuple ce qu'étoit le Jupiter tonnant pour Phidias, après qu'il l'eût créé. Il faut que le Peuple la fasse, & qu'il se prosterne ensuite devant son ouvrage pour l'adorer «.

Mais le Jupiter de Phidias étoit visible ; la Loi est un être moral ; & les noms de Roi & de Nation nous semblent plus frappans, plus imposans pour la multitude ; ils donnent un corps à la Loi.

Après avoir pourvu à la sûreté de la Nation, il reste à pourvoir à sa liberté. Ici, ce n'est plus une armée, c'est la Nation entière qui est engagée à sa propre défense. » Mais, dit l'Auteur, sachons distinguer, cela est bien important, les précautions passagères & illégales que peut justifier la crise d'une révolution, d'avec les principes sages & éternels qui doivent servir de base à une Constitution. Le temps de la conquête est passé ; il s'agit de nous établir en hommes libres & généreux dans ce que nous avons conquis «. Grande & belle maxime !

Digitized by Google

Les deux objets de la force publique du dedans, sont la conservation de la liberté publique, & le maintien des Loix.

Il faut éviter que la force publique intérieure, en protégeant la liberté publique, n'opprime la liberté individuelle. Ce seroit alors, dit l'Auteur, la tyrannie de la liberté; & il présente encore à cet égard des réflexions d'une grave importance.

» Le Trône & l'Armée réunis peuvent être dangereux pour la liberté publique; mais il faudroit que leur coalition fût intime, & que cette conspiration fût menée de longue main; & pour cela, il faudroit qu'un Roi fût guerrier & conquérant; il faudroit qu'aux talens militaires il joignît beaucoup de ces vices brillans qui corrompent les hommes, & de ces qualités aimables qui les captivent. Or, les hommes qui font des révolutions, ne sont pas déjà communs entre les hommes, & ils sont des prodiges entre les Rois. Il faut donc prévoir ce danger; mais il ne faut pas se l'exagérer «.

Après l'avoir réduit à sa juste valeur, il songe à s'assurer au dedans une force publique suffisante pour balancer la réunion du Roi & de l'armée. Pour cela il demande une Milice Nationale permanente; mais il ne veut pas qu'elle soit dans un état d'armement actif, comme si la liberté publique étoit constamment & incessamment menacée. Elle doit être constituée de manière, 1°. qu'elle soit la plus légère charge pos-

Digitized by Google

sible pour la Nation ; 2°. qu'elle ne nuise pas à l'armée ; 3°. qu'elle ne puisse être un moyen ni un sujet de désordre & de trouble.

» Tout Citoyen domicilié, au dessus de seize ans, au dessous de cinquante, sera inscrit dans le tableau de la Milice Nationale de sa Municipalité, sans autre gêne que de se faire inscrire (lorsqu'il change de domicile) dans le tableau de la Municipalité nouvelle où il se sera établi. Cette Milice ne sera qu'une conscription, & un classement général de tous les Citoyens en état de porter les armes. Ce sera la Nation elle-même prête à s'armer, mais sans aucun service habituel. Cette Milice ne sera employée ni contre les ennemis du dehors, ni au dedans pour le maintien de la Police & la protection des Loix : sa force ne sera qu'une force d'inertie & de résistance. On n'aura pas besoin de l'exercer d'avance & de l'habituer aux armes comme les troupes réglées. Des rassemblemens, des formes de discipline, des contraintes d'instruction, ne peuvent lui convenir. Des revues annuelles, combinées avec une fête nationale, quelques exercices de cible faits trois ou quatre fois par an, avec de légers prix d'émulation ; voilà peut-être tout ce qu'il faudroit établir. Il s'agit que cette masse formidable existe, & qu'elle ait le sentiment de la liberté. Quand on criera aux armes pour la défense de cette liberté ;

Digitized by Google

quand de bons chefs se mettront à la tête (& les bons chefs ne manquent jamais dans de grandes occasions), elle aura bientôt acquis ce qui lui manque & ce qui doit lui suffire «.

L'Auteur interdit à la Milice Nationale cette hiérarchie, cette pompe de grades, nécessaire dans une armée dont la subordination est la force. » Ces grades, & jusqu'aux signes de ces grades, sont ce qui alimente l'émulation de l'armée; & en les multipliant autour d'elle, sans qu'il en coûtât aucun effort pour les obtenir, on leur ôteroit tout leur prix. Il en est de même des dignités & des récompenses militaires.

La Milice Nationale n'y doit pouvoir aspirer que dans le cas où elle combattroit pour la liberté de la Nation; car alors il n'y auroit pas, dit-il, à compter avec elle «.

Nulle influence des Milices Nationales sur les Municipalités; & un degré d'autorité très-précisément circonscrit aux Municipalités sur les Milices Nationales. A celles-ci doivent être interdites toutes assemblées particulières, toute action relative à la Police, à l'Administration, &c.

» Rien n'est plus menaçant pour la tranquillité & pour les Loix, que de voir la force publique s'ingérant à délibérer: il n'y a qu'un pas de là à la prétention de gouverner; & la force ne doit jamais qu'obéir & faire obéir «.

L'institution de la Milice n'emporte pas

Digitized by Google

le droit d'être armé. » Si tout le monde étoit armé, il n'y auroit plus de force publique ; ou du moins cette force seroit insuffisante pour le maintien des Loix. — On ne porteroit donc plus dans la Société, & au sein de la paix, cette épée incommode, qui ne rappelle plus que des droits effacés, & des souvenirs opposés à l'esprit de la révolution «. Les fusils ne seroient permis qu'aux Citoyens propriétaires. Ces permissions seroient enregistrées, & un léger impôt y seroit affecté. En Angleterre, la permission du port d'armes est payée une guinée par an, & cette imposition est appliquée aux dépenses publiques du Comté. Il en seroit de même en France ; mais l'impôt seroit plus léger. Les Milices Nationales auroient leurs armes en dépôt dans la principale Eglise de la Municipalité, & ces armes n'en seroient tirées que les jours d'exercices, ou au signal de l'alarme publique pour la *Liberté menacée*.

Le Pouvoir législatif est par sa nature conservateur de la liberté : donc c'est de lui que doit dépendre la Milice Nationale ; & toutes les fois que la Puissance législative jugera la liberté publique menacée, elle doit pouvoir, par une simple proclamation, mettre sur pied les Milices. » Mais le droit réservé à l'Assemblée représentative de la Nation, ne peut partiellement résider dans aucun Corps administratif. Ce n'est que dans le cas où la force destinée au

Digitized by Google

maintien de la Police intérieure, seroit insuffisante pour appaiser le trouble & le désordre, que les Municipalités seroient autorisées à invoquer le secours des Milices «.

» S'il y a une Nation au monde où une Police forte, active & vigilante soit nécessaire, c'est sur-tout celle-ci; elle a des premiers mouvemens si prompts, si violens! la plus grande partie du peuple y est si misérable & si peu éclairée! Le moment ajoute aussi tellement à l'importance de cette nécessité «! Mais plus la Police doit être active, plus elle exige d'unité dans le principe de son action; & si la liberté publique, & tout ce qui doit la garantir, ne peut dépendre que du Pouvoir législatif, c'est du Pouvoir exécutif que la Police doit dépendre.

Pour la sûreté du dedans, le Pouvoir exécutif auroit donc à ses ordres, 1°. une garde en activité, où chaque Citoyen, sans aucune exception, serviroit à son tour, en personne ou par suppléant; 2°. une Maréchaussée répandue dans le Royaume, mais plus nombreuse & mieux distribuée; 3°. les troupes réglées, & les Milices Nationales, dans le cas où les deux premières forces seroient insuffisantes pour rétablir l'ordre public.

Car, » ainsi que dans le danger de la liberté publique, toute la Nation doit se jeter vers la Puissance législative; comme

Digitized by Google

à sa sauve garde constitutionnelle ; de même dans les crises de subversion de l'ordre public, elle doit toute se rallier à la Puissance exécutive, à qui, par la Constitution, la Police & la tranquillité générale sont confiées ».

Mais cette plénitude des forces de l'État, ne seroit dans les mains du Roi, pour la Police intérieure, qu'en vertu d'une Loi que l'Auteur appelle *la Loi des troubles*, & d'après la promulgation de *la tranquillité publique menacée* ; promulgation qui seroit décrétée par le Pouvoir législatif.

Enfin » dans les cas même où le Roi auroit la pleine direction & la conduite suprême de toute la force publique, ses Ministres n'en seroient pas moins responsables à l'Assemblée Nationale de toutes les illégalités, vexations, entreprises quelconques contre la liberté & la Constitution. Ainsi, dans cet état de crise, tandis que toute la force publique seroit déployée, toute la puissance de la Loi veilleroit ; & les deux Pouvoirs constitutionnels seroient à la fois en action & en équilibre ».

L'Auteur prévient ici l'objection, *ce sera une Dictature*, & il y répond, avec autant d'éloquence que de raison, que ce ne seroit pas une Dictature ; & que quand même c'en seroit une, elle n'auroit rien d'alarmant pour la liberté publique, garantie comme elle peut l'être, & comme il veut lui-même qu'elle le soit toujours.

Digitized by Google

Une partie de la force publique doit être affectée à l'appui des Décrets & des exécutions judiciaires ; & celle-ci n'est d'aucun danger, car il ne s'agit que d'appuyer la Loi, ou des jugemens rendus en vertu de la Loi.

En croyant que l'on feroit bien d'abolir la Juriſdiction prévôtale, l'Auteur convient qu'il faut y ſuppléer, & reconnoît qu'il y a des cas de ſédition, de brigandage armé, des crimes contagieux, où la force publique ne peut en impoſer que par des châtimens d'une promptitude effrayante. Il propoſeroit d'établir, pendant le temps de trouble, un Tribunal au centre du Pays où agiroit la force publique, & qui même au beſoin marcheroit à ſa ſuite.

Dans un Mémoire lu à l'Aſſemblée Nationale, il eſt dit que *l'armée du dedans doit être auxiliaire de l'armée du dehors*, & *que l'armée du dehors doit être à ſon tour auxiliaire de l'armée du dedans.*

L'Auteur s'élève contre cette idée ſpécieuſe & ſéduiſante de réciprocité d'action. L'armée du dehors doit, ſans doute au beſoin, ſe joindre aux forces du dedans, comme on vient de le voir ; mais il ne penſe pas que ce ſecours doive être réciproque ; & après avoir démontré de toutes les manières qu'il ne ſeroit ni bon, ni juſte, ni poſſible, de faire ſervir la force publique du dedans d'auxiliaire à la force du dehors, ſoit pour en réparer les pertes, ſoit pour

Digitized by Google

aller en corps faire la guerre, ou garder les frontières; après avoir demandé comment on pourroit enlever un Citoyen à ses foyers, à ses champs, à des fonctions utiles, au travail qui fait subsister sa famille, enfin, si l'on veut, à la philosophie & à son amour du repos, seulement pour l'incorporer comme Soldat de ligne dans les troupes réglées, & l'envoyer peut-être au delà des mers; il finit par un trait de lumière imprévu & frappant sur le projet funeste de faire marcher les Milices Nationales en corps pour faire la guerre avec l'armée, ou seulement pour garder les frontières.

» Si les Nations, dit-il, vont elles-mêmes directement participer à la guerre, la guerre les enveloppera directement de toutes ses horreurs. Aujourd'hui elles ne la sentent que par des accroissemens de subsides; même celles qui sont vaincues, même celles dont le pays en devient le théatre, n'éprouvent point de calamités désastreuses. Il ne se verse de sang que dans les armées; & la générosité, l'humanité y suspendent les coups; dès qu'on est vainqueur, on respecte toujours la vie, & souvent jusqu'au butin des prisonniers; on les échange ou on les rend pour de foibles rançons; jamais on n'incendie, on ne ravage le pays; les habitans labourent & sèment au milieu des camps; & la discipline se fait gloire de conserver tout ce que la nécessité ne consomme pas «.

Digitized by Google

» Mais quand les Nations elles-mêmes prendront part à la guerre, tout changera de face ; les habitans d'un pays devenant Soldats, on les traitera comme ennemis ; la crainte de les avoir contre soi, l'inquiétude de les laisser derrière soi, les fera détruire : tout au moins cherchera-t-on à les contenir & à les intimider par des ravages & des désolations. Rappelez-vous dans l'Histoire la barbarie des anciennes guerres, de ces guerres où le fanatisme & l'esprit de parti ont armé les Peuples. Voilà ce que vous allez faire renaître «.

Cependant, à l'appui de l'armée du dehors, il faut dans l'intérieur, ou des Milices destinées à la fortifier en temps de guerre, & à la renouveler par des remplacemens, ou quelque chose d'équivalent à ces Milices contraintes.

C'est ici une des plus grandes difficultés que l'Auteur s'oppose à lui-même.

» On a, dit-il, décrié, rendu odieux, & enfin aboli le tribut des Milices. Ce tribut est proscrit dans le fait, proscrit dans l'opinion ; & je ne sais si aucune Puissance morale ou physique, si l'envahissement de deux ou trois provinces, & le danger de toutes les autres pourroient le faire rétablir. Quels en seront les supplémens ? Je les cherche en vain, & ma pensée s'y confond «.

Cependant il en propose un : ce seroit un établissement de Milice volontaire de

quatre-vingt mille hommes, à laquelle on pourroit donner, au lieu d'engagement & de solde annuelle, une somme de deux cents livres par homme qui s'enrôleroit volontairement pour huit ans; laquelle somme seroit convertie en une propriété foncière par la Municipalité du lieu. Mais ce moyen lui-même a ses difficultés; & en le proposant, l'Auteur a douté du succès.

» Que toutes ces idées sont vagues, dit-il, & qu'il y a loin de là à un problême résolu! mais que ce problême aussi me paroît difficile à résoudre! Que l'Assemblée Nationale, en abolissant les Milices forcées, & en voulant leur substituer un moyen d'augmenter & de recruter l'armée en temps de guerre, sans violer aucun des droits d'égalité & de liberté de l'homme, qu'elle a pris pour bases de la Constitution, s'est donné une grande tâche, & une tâche dont je doute qu'elle vienne à bout «! Ainsi dans l'immense entreprise de régénérer un Empire, tout nous ramène à cette idée, qu'il est aisé de détruire, mal-aisé de réédifier.

L'Auteur a promis d'indiquer les barrières qu'il est prudent & nécessaire d'opposer à la Puissance exécutive. Cet article important mérite une attention particulière; & nous le renvoyons au Mercure prochain.

Digitized by Google

TABLEAU de la Constitution du Royaume de Navarre & de ses rapports avec la France, imprimé par ordre des Etats Généraux de Navarre, & fait par M. de Polverel, Avocat au Parlement, Syndic, Député du Royaume de Navarre. A Paris, chez Gastellier, Libraire, rue Neuve-Notre-Dame, N°. 18. Vol. in-8°.

CET Ouvrage, dans lequel l'Auteur a répandu tout l'intérêt qu'on est accoutumé de trouver dans ses Productions, dont plusieurs l'ont marqué à tous les caractères d'un Jurisconsulte profond, d'un Publiciste impartial, & d'un Citoyen zélé pour tous les droits de la liberté, soutient que le Royaume de Navarre est indépendant de la Couronne de France & de tout autre Empire; qu'il n'a jamais été réuni à la France, & que l'Edit de Louis XIII, qui en a prononcé la réunion au mois d'Octobre 1620, est nul, & que les Navarrois ont protesté, quatre jours après, contre son exécution, & ont persisté jusqu'à ce jour dans leurs protestations. Louis XIV & Louis XVI les ont invités comme Peuple libre & indépendant de la Couronne de France; le premier, aux Etats qu'il voulut convoquer en

1651, & qui n'eurent pas lieu; & le second, à ceux qui opèrent le retour actuel vers l'ancien ordre constitutionnel de la Nation Françoise.

La fondation du Royaume de Navarre est du huitième siècle; sa Constitution est l'ouvrage de la Nation. Elle a un Roi; mais avant de l'élire, elle a fait les Loix auxquelles il seroit assujetti. Elles sont aussi favorables à la liberté individuelle, à la propriété & à l'ordre public, que si elles eussent paru dans des temps de lumière & de philosophie. Le Roi prête serment de les observer avant de recevoir celui de ses sujets. La condition de leur obéissance est l'observation de leurs Loix.

La Navarre ne peut gagner à adopter la Constitution dont s'occupe l'Assemblée Nationale de France, qu'en ce qu'elle ne sera plus composée d'Ordres distincts, mais de Citoyens ayant un égal droit de Cité; & que faisant une partie intégrante d'un grand Royaume bien constitué, elle en sera appuyée; mais aussi elle est située de manière à la préserver de toute invasion dont l'Espagne pourroit avoir l'idée, & elle est la seule barrière que la France puisse opposer à l'Espagne. C'est parce que la Navarre a une Constitution particulière assez sage pour qu'on ne puisse y rien ajouter, pour ainsi dire, qu'il lui a convenu d'attendre que les bases de celle dont l'As-

Digitized by Google

semblée Nationale de France s'occupe, fussent de nature à lui promettre les avantages dont elle jouit, pour se présenter. Elle y étoit disposée lorsque des obstacles qu'il est difficile de justifier s'y sont opposés ; on espère qu'ils n'auront fait qu'en retarder l'époque de peu de temps. L'Ouvrage qui contient le développement de cette antique Constitution, est rempli des recherches les plus curieuses & tout aussi utiles. C'est un Livre classique sur les matières dont on s'occupe à présent, & qui fixeront pour long-temps l'attention de l'espèce humaine dans toutes les parties du Monde habité.

Le Curé de Lansdowne, ou les Garnisons, imité de l'Anglois de Miss Dalton. 2 Vol. in 12. Prix, 3 liv. br. & 3 liv. 10 s. francs de port par la poste. A Paris, *chez les Marchands de Nouveautés.*

L'ACTION qui compose le fonds de ce Roman n'est pas d'un puissant intérêt ; mais les Personnages attachent le Lecteur, par la variété, la vérité, &, pour ainsi dire, l'harmonie des divers caractères qu'ils présentent à l'imagination. Le bon Curé, annoncé par le titre de l'Ouvrage, intéresse par des vertus dont la peinture n'a

Digitized by Google

rien d'exagéré, & n'en est que plus propre à remplir le but de l'Auteur.

Ce Curé a deux filles dont les caractères opposés produisent divers événemens. L'étourderie de l'une des deux expose sa vertu ; mais toutes deux arrivent au bonheur dont elles ont su se rendre dignes. Les deux Amans sont des Officiers, parmi lesquels l'Auteur a établi la même opposition de caractère qui se trouve entre les deux sœurs. Au reste, aucun des Personnages n'est vicieux, & le dénouement les satisfait tous à la fois.

Il paroît par une espèce d'épilogue qui termine ce Roman, que l'Auteur est jeune ; & ce coup d'essai prouve au moins qu'il sait peindre & observer.

La Henriade de Voltaire, avec les Variantes, in-4°., imprimée par ordre du Roi pour l'éducation de Monseigneur le Dauphin. A Paris, chez P. Didot, fils aîné de Fr. Amb. Didot l'aîné, rue Pavée-Saint-André-des-Arts, 1790. Cette superbe édition, qui fait partie des Classiques François & Latins, est le coup d'essai de M. Didot fils, & fait connoître en lui le digne successeur & le rival de son père, à qui la Typographie a tant d'obligations.

Le même Imprimeur vient de publier l'annonce suivante, qui doit intéresser les Amateurs & les Curieux.

Publii Virgilii Maronis Opera, in-folio, sous presse. (Souscription simple, sans argent.)

Digitized by Google

Cette édition ne sera imprimée qu'à cent exemplaires seulement, sur le plus beau papier vélin d'Angoulême. Les caractères viennent d'en être gravés exprès, & avec toute la précision possible, par Firmin Didot, mon frère. Nos soins réunis & assidus, nos essais multipliés, nos observations réciproques, un goût presque inné pour tout ce qui peut tendre à la perfection typographique, ont peut-être réussi à nous faire adapter, avec certitude, à chaque lettre la forme la plus élégante à la fois, & la plus favorable à l'impression. Au moins, nous avouons avec franchise, & même avec cette satisfaction qui naît des efforts constans qu'il a fallu faire pour parvenir à un certain degré de perfection, qu'il nous est absolument impossible d'y en ajouter un seul de plus.

Ce caractère ne sera jamais employé sur aucun autre Ouvrage quelconque, que ceux qui doivent composer la Collection in-folio (au nombre d'environ 12 Volumes) des premiers Poëtes Latins, François & Etrangers, dont le *Virgile* va former le premier.

Didot fils aîné annonce de plus qu'il fera, sans hésiter, le sacrifice des poinçons & des matrices de ce caractère, qui lui appartiennent, dès l'instant que cette Collection in-folio sera terminée, c'est-à-dire, que les poinçons & les matrices en seront brisés & anéantis sans ressource, afin de procurer ainsi aux Amateurs un nouveau genre de jouissance absolument exclusive, & purement personnelle, dont jusqu'à ce moment il n'y a point eu d'exemple.

Il donnera des soins tout particuliers à l'exécution typographique, ainsi qu'à la correction du texte, & il ose même se flatter qu'il ne se glissera pas une seule faute dans cette édition.

Comme plusieurs Particuliers, tant en France

Digitized by Google

que dans le pays étranger, ont déjà souscrit généralement pour toutes les belles Editions commencées par Fr. Ambr. Didot l'aîné, on invite les personnes qui voudroient s'assurer un exemplaire de cette édition de *Virgile*, à vouloir bien s'inscrire à l'adresse ci-dessus, le plus promptement qu'il leur sera possible. Le prix de chaque exemplaire sera de 96 liv.

Nota. Des cinq qui seront tirés sur vélin, trois seulement seront à la disposition des Curieux de ce luxe typographique, Didot fils aîné en réservant un pour sa Bibliothèque, & l'autre pour celle de Firmin Didot, son frère.

Collection des Mémoires de l'Histoire de France. A Paris, rue & hôtel Serpente.

Les trois derniers Volumes publiés complettent les douze Volumes de la souscription de 1789; savoir, les Tomes LVIII & LIX de la Collection, & le premier Volume de la Table générale, qui comprend les XXI premiers Volumes.

L'année 1790 commencera par le Tome LX, c'est-à-dire, par le dernier Volume des *Mémoires de Pierre-Victor Palma Cayet*, connus sous le titre de *Chronologie novenaire*, *contenant l'Histoire de la Guerre sous le règne de Henri IV*; Ouvrage curieux, recherché, qui étoit devenu extrêmement rare, & dont les premières éditions, en 4 Volumes in-8°., coutoient plus de 150 liv.

La Bastille dévoilée, ou Recueil de Pièces authentiques pour servir à son Histoire; sixième Livraison.

Cette Livraison contient des Notes relatives aux personnes mises à la Bastille depuis le 19 Décembre 1701 jusqu'au 15 Octobre 1779. A Paris, chez Desenne, Lib. au Palais-Royal.

Digitized by Google

SPECTACLES.

THÉATRE DE LA NATION.

ON a donné, le 16 Avril, la première représentation du *Couvent*, ou *les fruits du caractère & de l'éducation*. Cette petite Pièce, d'un genre assez neuf sur la Scène Françoise, & qui devoit au moins exciter l'attention du Public par sa singularité, l'a intéressé par ses détails; & elle attire encore un assez grand nombre de Spectateurs, malgré les circonstances peu favorables aux Spectacles.

La Scène représente le Parloir de l'Abbesse, & laisse voir, à travers la grille, l'intérieur du Monastère. Parmi les personnages, qui sont sous le costume exact des Religieuses, se trouvent des Pensionnaires & une Marquise : pas un seul homme n'y paroît.

Ce jour-là on attend la Marquise de Seincère, dont le fils doit épouser une jeune Pensionnaire du Couvent, fille d'un très-riche Financier. Cette mère sage & sensible veut connoître celle à qui elle doit confier le bonheur de son fils. De

Digitized by Google

concert avec l'Abbesse, elle arrive sous le nom d'une Dame qui vient montrer la musique & le dessein aux Pensionnaires; & elle ne manque pas de renoncer à son projet de mariage, quand elle ne trouve dans la jeune de Fierville, qu'on veut lui donner pour bru, qu'une étourdie, qui n'a ni douceur, ni sensibilité, ni talens, ni envie d'en avoir.

Par hasard, en donnant leçon également à Sœur Saint-Ange, qui a pris l'habit de Novice, elle trouve en elle autant de vertus, qu'elle a reconnu de défauts dans Mlle. de Fierville. C'est bien là l'épouse qu'elle désireroit donner à son fils; ce désir augmente, en apprenant que cette même Novice a vu le jeune Marquis un moment, & qu'elle en a conservé le plus tendre souvenir; & enfin la douleur que laisse éclater cette fille vertueuse, quand on lui écrit que sa belle-mère vient de tomber dans l'infortune, achève d'attendrir la Marquise, qui lui offre & lui fait accepter la main de son fils.

Les mœurs, le ton, le parlage des Cloîtres, retracés dans cette Pièce avec beaucoup de vérité, & sur-tout une charmante scène entre la Marquise & la Sœur Saint-Ange, ont décidé le succès de cet Ouvrage. Le dénouement seul a laissé quelques regrets; & l'on dit que l'Auteur (M. Laujon, connu par d'autres succès) s'occupe à terminer plus heureusement cet agréable Ouvrage.

Digitized by Google

Madame Bellecour, Mlle. Raucour, & Madame Suin, ont joué avec beaucoup de vérité la Tourière, l'Abbesse & la Marquise; Mlle. Petit a fait grand plaisir dans le rôle de Mademoiselle de Fierville; & Mlle. Contat, qui a mis dans celui de Sœur Saint-Ange la grace, la décence, & tout l'intérêt dont il est susceptible, a été applaudie avec enthousiasme dans de jolis couplets, qu'elle chante d'une manière à ne laisser rien à désirer.

GRAVURE.

Carte de Champagne & de Brie, avec les pays circonvoisins, où se trouvent les divisions des Districts & des Départemens décrétés par l'Assemblée Nationale. Dressée géométriquement sous les auspices de MM. les Officiers Municipaux de la ville de Troie; par M. Bazin, Professeur de Mathématiques à l'Ecole gratuite des Arts de la même ville.

On y trouve les Villes, les Bourgs, les Paroisses, les Succursales, les Abbayes, les Prieurés, les forêts, les bois, les étangs, les rivières, les grandes routes, les chemins principaux & de traverse, & généralement tous les détails qui peuvent intéresser les Particuliers & les Administrateurs.

Cette Carte, en deux feuilles, papier grand-monde, se vend à Paris, chez Defauche, rue des Noyers; Lamarche, rue du Foin-Saint-Jacques; Vignon, rue Dauphine; & Demanne, rue de l'Ortie. Prix, 8 liv.

Digitized by Google

AVIS
AUX AUTEURS DU MERCURE.

Le Journal qui avoit pour titre *le Modérateur*, étant réuni à une autre Feuille périodique, nous cessons dès ce moment d'y avoir aucune espèce de part, & nous vous prions d'insérer cet Avis dans votre Journal.

Nous avons l'honneur d'être, &c.

FONTANES, FLINS.

Le Sr. le Thien, toujours occupé de perfectionner les objets de son commerce, continue de vendre des Rasoirs à 6 lames & à rabot d'argent. Après quinze années de travail, il a trouvé le moyen d'une trempe noire, qui raffine l'acier & le fait résister aux barbes les plus fortes; il ne les vend qu'avec garantie. Il a des Rasoirs qu'il ne repasse jamais sur la meule, mais seulement sur une pierre à l'huile, ou sur un cuir préparé qui leur conserve leur première qualité, & que l'on ne trouve que chez lui. Prix des Rasoirs à six lames à rabot d'argent, renfermés dans un cuir, 24 liv. Les mêmes d'un acier qui surpasse celui de Damas en qualité, renfermés dans un cuir, 48 liv. Petits Nécessaires portatifs, contenant 22 pièces toutes concernant la toilette & la propreté de la bouche, le tout fermé à clef; prix, 48 liv.; & quand le Rasoir sera de la première qualité; prix, 60 liv. Couteau représentant un pied-de-Roi, première qualité, 30 liv. seconde, 24 liv. Des Serpettes à quatre pièces, avec des lances à toute épreuve, dont les lames sont moins courbes que ci-devant, ce qui fait qu'elles

Digitized by Google

en coupent mieux & ne s'engagent jamais dans le bois; savoir, un Greffoir, un Ecussonnoir, une Scie qui ne s'engage jamais dans le bois vert, première qualité, 12 liv.; seconde, 9 liv. En outre, le St. le Thien offre toutes sortes de bonnes Coutelleries, qu'il vend à garantie. Il demeure depuis quinze ans, rue St-Merry, n°. 55, près l'Hôtel Jabach, à Paris.

Il fait aussi des Sabres à uniforme, & autres, des lames en acier corroyé à toute épreuve, qui coupe le fer comme le bois, & en vrai Damas à garantie; le prix suivant l'ornement & la qualité de la lame, depuis 18 jusqu'à 300 liv.

Le Sieur Midy, Me en Pharmacie, à Saint-Germain-en-Laye, rue Neuve de l'Eglise, annonce qu'il continue à vendre & distribuer une Eau, qui, en moins de 24 heures, a la propriété de teindre en beau brun les cheveux rouges, sans causer aucun dommage ni aux cheveux ni à la tête, & sans que cette couleur puisse jamais s'effacer. Elle a également l'avantage de brunir les cheveux blancs.

Cette Eau, qui est connue & appréciée, se vend 6 liv. la bouteille, avec un imprimé qui indique la manière de s'en servir. A St Germain, chez l'Auteur; à Paris, chez la Dlle. Quélin, Marchande Bijoutière, rue St-Honoré, Barrière des Sergens; à Versailles, chez le Sr. Deschamps, Md. Parfumeur, rue Satory; à Rouen, chez le Sr. le Lemier, Md. Droguiste; & en Province.

TABLE.

VERS.	3	De la Force publique.	19
Motion.	5	Tableau.	36
Suite de la Veillée.	7	Le Curé.	40
Charade, Enig & Logog.	16	Spectacles.	44

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE
DE
BRUXELLES.

SUÈDE.

De Stockholm, le 3 Avril 1790.

NOTRE Cour prendra certainement une part très-active à la prochaine campagne; et la Porte, qui vient de contracter des alliances importantes, aura toujours à la Suède l'obligation d'être venue la première à son secours, au milieu d'une guerre désastreuse, dans laquelle les projets ambitieux des Cabinets de Pétersbourg et de Vienne la menacent d'une ruine entière, et qu'ils semblaient ne devoir terminer qu'après avoir démembré ses possessions, comme celles de la Pologne.

Le Roi s'est en effet embarqué, le 26 Mars au soir, sur l'*Yacht l'Amadis*; mais le vent ayant changé, il est revenu

Digitized by Google

à terre, et ce n'est que le 28 qu'il est parti pour la Finlande. On avoit cru qu'il viendroit à Stralsund ; mais ce bruit ne s'est point confirmé.

Une nouvelle plus certaine, c'est celle de l'expédition du Capitaine Baron *de Cederstroem* contre Rogerwick dans l'Esthonie. Cet Officier ayant mis à la voile, du port de Hango, le 16 Mars, est arrivé le lendemain près de cette place, à 5 milles de Revel ; il a effectué le débarquement de sa petite troupe, s'est emparé du fort, a fait mettre le feu à deux grands magazins Russes, dont l'un étoit rempli d'habits, de munitions et de matériaux pour la construction de vaisseaux, et l'autre contenoit 54000 muids de bled ; il a de plus encloué 49 pièces d'artillerie, depuis 12 jusqu'à 18 livres de balle, et est ensuite retourné, avec ses deux frégates, au port de Hango. Les Officiers et les Soldats ont été récompensés ; le Roi a fait le Baron *de Cederstroem* Chevalier de l'Ordre de l'Epée : il a accordé la même grace au Lieutenant *Petersen*.

Le 29 Mars, le Prince Royal de Suède s'est rendu en grand cortège à l'Hôtel-de-Ville : là, il a fait lire une lettre que le Roi lui avoit remise avant son départ ; elle contenoit des remercîmens aux Bourgeois d'avoir veillé à la garde de sa Personne, de la Famille Royale et de la Ville, et des exhortations à continuer

Digitized by Google

les mêmes soins aussi long-temps que la nouvelle campagne les rendra nécessaires. Le Grand Gouverneur, un des quatre Bourgmestres et un des cinquante anciens, ont répondu en adressant au jeune Prince des protestations attendrissantes de dévouement au service d'un Roi qui se consacre à leur bonheur et à leur défense, d'une manière digne d'un vrai descendant de Gustave.

On arme à Ystadt une frégate de 40 can.; plusieurs frégates et cutters n'attendent à Rugen que le moment de partir. L'escadre de 40 voiles devoit mettre à la mer vers le milieu d'Avril, et le Roi a fait acheter pour son compte une grande quantité de grains.

Les deux frégates et les deux cutters qui avoient été en croisière dans la mer du Nord sont rentrés à Gothenbourg.

POLOGNE.

De Varsovie, le 8 *Avril* 1790.

Les Sessions de la Diète ont été prorogées jusqu'au 12 d'Avril, à cause des Fêtes de Pâques; mais avant de se séparer, les Etats avoient recommandé au Ministère la ratification et l'échange du Traité d'Alliance conclu, le 24 Mars, avec la Prusse. Le voici plus exact et plus détaillé que nous n'avions pu nous le procurer:

« 1°. Une amitié constante, sincère et mu-

Digitized by Google

tuelle unira les deux Hautes Parties contractantes ; 2°. elles se garantissent réciproquement toutes leurs possessions ; 3°. on empêchera que personne ne se mêle dans les affaires de la République ; 4°. lorsque les Etats de la République seront attaqués, la Prusse fournira à la Pologne 16,000 hommes de Troupes auxiliaires, savoir ; 12,000 hommes d'Infanterie et 4,000 de Cavalerie ; au contraire, la Pologne ne donnera à la Prusse que 12,000 hommes, savoir ; 8,000 de Cavalerie Nationale et 4,000 d'Infanterie. Le Contingent annuel sera de 20,000 ducats pour chaque Régiment d'Infanterie, et de 26,666 pour ceux de Cavalerie, et il sera libre à la Pologne de le payer en bled ou en fourrage ; 5°. dans le cas de nécessité urgente la Prusse s'engage d'assister la Pologne avec 30,000 hommes de Troupes auxiliaires, quand la Pologne en donnera 20,000 à la Prusse, et si le besoin l'exige, les Hautes Parties contractantes s'assisteront de toutes leurs forces ; 6°. Les Troupes auxiliaires seront commandées par un Chef de la partie qui les aura requises ; 7°. on s'engage d'entrer en négociation sur le Traité de Commerce ; 8°. Ce Traité d'Alliance sera ratifié et échangé dans le terme de quatre semaines. »

Le Courrier qui a été porter à Berlin les articles convenus d'alliance est de retour ; il a remis au Roi une lettre du Roi de Prusse, dans laquelle il en témoigne toute sa satisfaction. Le projet pour le nouveau Traité de Commerce est aussi parvenu au Marquis *de Lucchesini* : on assure que les dispositions en sont très-avantageuses à la République.

Digitized by Google

La Cour de Berlin vient de nous envoyer 30,000 armes et 100 quintaux de poudre à canon pour l'Armée de Lithuanie.

Ce qui a, dit-on, singulièrement contribué à accélérer la conclusion du Traité d'Alliance avec la Prusse, est une Lettre de Pétersbourg, produite par le Marquis *de Lucchesini*. La Russie offroit au Roi de Prusse toute la grande Pologne s'il vouloit rester neutre, et ne point se mêler de la guerre actuelle contre les Turcs, qu'on vouloit dépouiller de Nissa, de Widdin et de toute la Bosnie en faveur de l'Autriche. La Russie auroit eu pour sa part la Souveraineté de tout le territoire Turc sur la rive gauche du Danube. On auroit fait de la Moldavie et de la Wallachie des principautés indépendantes.

Ce projet réel ou supposé, mais assez vraisemblable, aura complètement démasqué les vues ambitieuses du Cabinet de Pétersbourg.

Le 30 Mars, la Diète a consenti à l'élargissement du Prince *Poninski*, moyennant la caution de son frère. Le même jour, il a été décidé que le Ministre du Roi et de la République auprès de la Porte, prendroit le caractère d'Ambassadeur, plus convenable aux grands rapports que les deux Puissances vont avoir entre elles pour leur défense commune.

ALLEMAGNE.

De Berlin, le 11 Avril.

Il est encore possible que la média-

Digitized by Google

tion de la Grande Bretagne empêche une rupture décidée entre notre Cour et celle de Vienne ; mais pour que la guerre n'ait pas lieu, il est indispensable que cette Cour et celle de Pétersbourg se relâchent de leurs prétentions à l'égard de la Porte, actuellement notre Alliée, et que nous nous sommes engagés à défendre par le Traité suivant.

Traité d'Alliance conclu entre la sublime Porte et Sa Majesté le Roi de Prusse, le 16 de la Lune de DGANAZI UL-EWEL, *de l'an 1204. 31 Janvier 1790.*

« Comme il est d'un intérêt mutuel, pour la sublime Porte et la Cour de Prusse, d'augmenter l'amitié qui a toujours existé entre elles, et de consolider cette bienveillance et cette amitié subsistantes de part et d'autre, par la fidelle observance des Capitulations, signées l'an 1175 de l'Egire, Sa Majesté Impériale SULTAN SÉLIM III, Empereur des Ottomans, et Sa Majesté FRÉDÉRIC-GUILLAUME II, Roi de Prusse, ont muni de leurs pleins pouvoirs les Soussignés Ministres, pour conclure le présent Traité d'Alliance, et stipuler les articles suivans ; savoir :

« Art. I^er. Comme il est bon et nécessaire, pour l'intérêt des deux Parties contractantes, qu'il y ait entre elles une étroite et solide alliance ; et comme le passage des ennemis, en-deçà du Danube, a dérangé, ainsi qu'il a été dit dans les Conférences antérieures, l'équilibre qui est nécessaire, Sa Majesté le Roi de Prusse promet et s'engage de déclarer la guerre au printemps de l'an 1204,

Digitized by Google

à la Russie et à l'Autriche; de la commencer avec toutes ses forces, et de ne pas la finir avant d'avoir procuré à la sublime Porte une paix selon ses desirs, glorieuse et solide; avant d'avoir obtenu, pour la sublime Porte, toute sureté par terre, et de lui avoir procuré une sureté et tranquillité entière, sans crainte et sans appréhension du côté de la mer Noire, et pour la Capitale. La sublime Porte promet et s'engage, en retour, d'employer ses soins pour qu'à la paix future, l'Empereur restitue à la République de Pologne, la Galicie et autres pays que la Cour de Vienne avoit obtenus au dernier démembrement. La sublime Porte, comme amie et alliée de la Cour de Prusse, s'engage aussi de contribuer à terminer, d'une manière avantageuse pour la Cour de Prusse, les differends qui subsistent entre la Prusse, l'Autriche, la Russie et la Pologne, relativement aux intérêts politiques de la Pologne, et sans que cette République éprouve aucun préjudice. »

« II. Les deux Parties contractantes confirment les articles du Traité de Commerce de l'an 1175 : pour que le contenu de ce Traité de Commerce soit exactement observé, il sera inséré dans le présent nouveau Traité d'Alliance. La sublime Porte promet de protéger tous les bâtimens Prussiens navigeant dans la mer Blanche, avec Pavillon et Patentes de Prusse, de la même manière que les bâtimens des autres Puissances amies. Les bâtimens marchands de Prusse ne pourront, sous aucun prétexte, être inquiétés par les Régences de Tunis, d'Alger ou Tripoli. La sublime Porte promet, à cet effet, de faire part du présent Instrument auxdites

Digitized by Google

Régences, et de les en prévenir, pour que la Cour de Prusse puisse faire, en conséquence, un Traité particulier avec elles. »

« Les Patentes dont ces bâtimens marchands seront munis, auxquelles on ajoutera foi, seront signées par Sa Majesté le Roi de Prusse, et par ses Ministres d'Etat. »

« III. Dans le cas où, avec l'aide de Dieu, la sublime Porte seroit victorieuse, comme elle est décidée de ne pas faire la paix avant qu'elle n'ait repris les Places et les Provinces qui sont entre les mains de ses ennemis, et sur-tout la Crimée, le Roi de Prusse ne discontinuera pas la guerre, tant que la sublime Porte n'aura pas fait la paix; et réciproquement la sublime Porte s'engage à ne point faire la paix avec les deux Cours Impériales, ou avec une d'elles séparément, sans la Prusse, la Suède et la Pologne. »

« Lorsque les deux Cours contractantes auront fait la paix avec l'Empereur et l'Impératrice de Russie, si dans la suite une des deux Cours Impériales, ou les deux ensemble, déclaroient la guerre aux susdites trois Cours, savoir; à la Prusse, à la Suède ou à la Pologne, à toutes ensemble, ou à l'une d'elles seulement, la sublime Porte regardera cette guerre comme faite à elle-même, et assistera immédiatement de toutes ses forces les Puissances susnommées, comme ses propres alliées. De même, s'il arrivoit dans la suite qu'une des Cours Impériales, ou les deux ensemble, fissent la guerre à la sublime Porte, à la Suède, à la Pologne, à toutes à-la-fois, ou à l'une d'elles séparément, le Roi de Prusse regardera cette guerre comme faite à lui, et il assistera avec toutes ses forces lesdites Puissances, comme ses

Digitized by Google

alliées. Pour le moment, ni la sublime Porte, ni le Roi de Prusse, ne feront point de paix, ni avec la Russie, ni avec l'Empereur; et s'ils font des conquêtes sur les ennemis communs, ils n'en restitueront aucune avant que la Cour de Vienne et celle de Pétersbourg n'aient arrangé, par les bons offices de la sublime Porte et de la Cour de Prusse, les différends qui subsistent actuellement entre les deux Cours Impériales et la République de Pologne, ni avant que l'Impératrice de Russie ait terminé ceux qu'elle a avec la Cour de Prusse, relativement aux intérêts de la République de Pologne. Pour que la sublime Porte et la Cour de Prusse obtiennent le but qu'elles desirent, elles ne feront la prochaine paix avec l'Empereur et l'Impératrice de Russie, que par la médiation des Cours de Londres et de la Haie, qui, de leur côté, ne retarderont pas la paix. La sublime Porte et le Roi de Prusse, dans la prochaine paix qui se fera par ladite médiation, y comprendront, et ne la feront qu'avec la Suède et la Pologne; et en outre, la sublime Porte promet que l'on réglera tous les points qui concernent la sureté et les intérêts de la Prusse et de la Pologne; et la Prusse, de son côté, promet également que les intérêts de la sublime Porte y seront également compris. »

« IV. Après que la paix sera conclue et terminée, S. M. Prussienne s'engage à garantir la conservation de tous les pays que la sublime Porte gardera à cette époque, et elle promet en outre d'employer tous ses soins, pour que l'Angleterre, la Hollande, la Suède et la Pologne participent également à ladite garantie, ainsi que toute autre

Digitized by Google

Puissance qui voudront y accéder. Il est convenu qu'alors on fera un nouveau Traité d'Alliance défensif, et par lui les deux Cours se garantiront mutuellement toutes les possessions qu'elles auront à la paix, et cette clause de garantie sera insérée dans le Traité à conclure. Les deux Cours promettent, dès que les deux Cours Impériales voudront leur faire la guerre, de se secourir et s'entre-aider mutuellement avec toutes leurs forces, ou avec un certain nombre de Troupes qui sera stipulé. Dans le cas où, avant la conclusion dudit Traité définitif, une Puissance quelconque, en raison de cette présente convention, déclareroit la guerre à la sublime Porte, ou à S. M. le Roi de Prusse, la sublime Porte et la Cour de Prusse s'entre-aideront mutuellement avec toutes leurs forces, et ne feront de paix qu'elles n'aient obtenu des conditions convenables à leurs intérêts et dignité. »

« Tout ce qui s'observe vis-à-vis des Nations Françoise et Angloise dans l'Empire Ottoman, ainsi que les avantages dont elles jouissent, seront aussi accordés à la Nation Prussienne. »

« V. Le présent Traité sera échangé et ratifié ici et à Constantinople, dans cinq mois, ou plutôt, si faire se pourra. MUHAMMED RASCHID, ASCHIR, VONDIETZ. »

C'est en nous préparant à la guerre que nous nous ménageons la possibilité de faire avantageusement la paix.

Les Régimens dans la Prusse Orientale sont prêts à marcher sur la frontière, où ils formeront un Cordon comme on l'a fait dans la Silésie. Le Corps des Artilleurs a

Digitized by Google

dû se mettre incessamment en marche; il en passera 4 Compagnies dans la Poméranie, 4 dans le Magdebourg et 4 dans la Prusse. Quant à ceux qui avoient coutume de se rendre à Berlin pour y passer la revue après la Pentecôte, ils ont été contremandés, et doivent se tenir prêts à marcher au premier ordre.

Le Comte *de Lindenau*, premier Ecuyer de S. M., a été averti de faire mettre en état le plus promptement possible les équipages de Campagne du Roi. On a augmenté de 200 le nombre des Canonniers qui travaillent nuit et jour dans l'Arsenal; ils sont actuellement 500, et font une quantité prodigieuse de cartouches; enfin les semestriers des Chasseurs à pied rejoignent, et, suivant toutes les apparences, l'Armée sera en marche au commencement du mois prochain.

Nonobstant tous ces préparatifs, le Roi a accordé, le 4 de ce mois, une audience solemnelle au Prince *de Reuss*, Envoyé du Roi de Hongrie et de Bohême, dans laquelle ce Ministre a remis à Sa Majesté ses nouvelles Lettres de créance, et le 28 du mois passé notre Cour a pris le deuil pour six semaines, à l'occasion de la mort de l'Empereur et de l'Archiduchesse *Elisabeth*.

Au reste, le bruit court ici, depuis peu, que le Roi partira incessamment pour Breslau, et l'on ajoute qu'il s'y est déterminé d'après les Dépêches que le Lieutenant *Bersenitzky*, de la Garde Hongroise, arrivé ici le 2 de ce mois, en qualité de Courrier du Cabinet, lui a apportées de Vienne; on prétend que le motif réel de son voyage, voilé sous le prétexte de la revue des Troupes, est la tenue de conférences destinées à prevenir l'embrase-

Digitized by Google

ment général qui menace l'Europe : il est sûr que la ville de Breslau est située de manière à faciliter l'envoi des Courriers respectifs ; ce qui sembleroit appuyer encore cette conjecture, c'est que le Comte *de Hertzberg*, principal Ministre, n'est pas le seul qui l'accompagnera ; les Envoyés d'Autriche, de Russie, d'Angleterre et de Suède, doivent être du voyage. L'inspection des forteresses de Silésie ménageroit à Sa Majesté, l'occasion de s'aboucher avec le nouveau Roi de Hongrie, que son caractère connu doit porter à la paix.

De Vienne, le 15 Avril.

Léopold II, dont le gouvernement paternel le fait bénir de ses Sujets ; *Léopold*, qui a choisi pour devise, *Opes Regum, corda Subditorum*, vient de fixer au 6 Juin prochain son Couronnement à Bude ; les circulaires de convocation, pour une Assemblée des Etats de Hongrie en cette Ville, ont été expédiées. L'inauguration préalable de ce Prince, comme Souverain des Etats d'Autriche, s'est faite solennellement le 6 Avril, et l'on a distribué à cette occasion du pain, du vin, et des médailles au Peuple.

On attend avec impatience le Courrier envoyé à Berlin, et l'on regarde la guerre avec la Prusse comme inévitable, à moins que les bons offices de quelques Puissances médiatrices n'interviennent ; on croit que si l'Angleterre ne réussit

Digitized by Google

pas à la détourner, elle sera déclarée vers la fin du mois au plus tard. Le Maréchal *de Laudhon*, revenu des bains de Baden, compte se rendre incessamment dans la Moravie; il a demandé d'être secondé par le Général *Wurmser*. La marche de nos Troupes s'exécute sans interruption; on en fait passer un grand nombre par Cosel et Brieg, afin d'empêcher de ce côté les Prussiens de joindre les Troupes de Pologne.

Quant à la campagne contre les Turcs, nous voulons la pousser vivement, et nous espérons le faire avec succès : nous apprenons de la montagne d'Allion, que tout le Corps du Bannat est actuellement posté de l'autre côté du Danube, dans la Servie, la Wallachie et la Bulgarie. Nos bâtimens passent devant Orsowa, sans que la Garnison de cette place les insulte; comme elle n'est composée que de 500 hommes, et qu'il n'y en a guères que 150 dans le fort Elizabeth, on n'a conservé, sur la montagne d'Allion, que 1500 hommes; les autres Régimens ont été envoyés vers Widdin : nous attachons pourtant une grande importance à la prise d'Orsowa, cette forteresse nous étant très-précieuse par sa position. S'il faut en croire des lettres de Belgrade, un habile ingénieur a formé un plan pour miner et faire sauter les ouvrages qui ont résisté à notre Artillerie.

Le Corps d'Armée sous les ordres du Gé-

Digitized by Google

néral *de Jordis* a joint le Corps Russe que commande le Comte *de Suwarow*; les deux Chefs dirigent la marche de leur Armée combinée contre Brailow, qu'ils se proposent d'attaquer en même temps que le Prince *de Cobourg* essayera de s'emparer de Widdin.

Le Comte de *Hazfeld* a donné sa démission de la place de Ministre d'Etat pour les affaires de l'intérieur; il a également quitté celle de Premier Ministre des Finances: son successeur à ces deux postes éminens, est le Comte de *Kollowrat* qui abandonne la place de Premier Chancelier de Bohême et de Hongrie au Comte de *Zinzendorf*, Président de la Chambre des Comptes, à laquelle passe le Comte de *Chotek*.

De Francfort sur le Mein, le 21 Avril.

Suivant les derniers avis de Lemberg, ce n'est plus à Tarnopel que se rendent les Dragons de Waldeck, ils vont à Brodi.

Une nouvelle douteuse, et que nous donnons comme telle, parce qu'elle nous paroît au moins prématurée, c'est que Radziwilow sur le Territoire de Pologne, frontière de la Gallicie, est actuellement rempli de Troupes Polonoises, et qu'un autre Corps de 6000 hommes des mêmes Troupes s'est rassemblé près de Sbrisz.

On mande de Vienne que les Paysans de Hongrie refusent absolument de se soumettre au Régime Féodal auquel on veut les ramener, malgré que *Joseph II* l'ait supprimé; les Nobles Hongrois ont, dit-on, por-

Digitized by Google

té des plaintes au Roi *Léopold II*, qui leur a conseillé de s'arranger à l'amiable avec leurs anciens Vassaux.

Les Députés des Etats de Stirie ont obtenu de leur nouveau Souverain l'assurance du rétablissement des anciens droits et priviléges de cette Province.

PAYS-BAS.

De Bruxelles, le 21 Avril 1790.

L'affaire de M. *Van der Meersch* continue d'occuper les esprits. Nous l'avons laissé à Bruxelles, où il ne trouva pas beaucoup de tranquillité, ni de considération. Le Congrès s'obstinoit à ne pas lui répondre sur sa demande de garder les arrêts à Gand sa Patrie. Dans l'intervalle, on le laissoit exposé aux calomnies, aux épithètes les plus insultantes. Des Placards affichés par-tout annoncèrent même dans ses ennemis plus d'envie de le rendre universellement odieux que de véritable amour pour la Patrie. La puissance publique ne s'opposant à rien, ne recherchant rien, le Général se vit forcé de se plaindre lui-même ; ce qui est toujours un rôle très-difficile pour un grand homme. Il écrivit au Congrès, dont la conduite particulière sembloit autoriser ce scandale, et il ne reçut pour réponse qu'un ordre de choisir entre les prisons qu'on lui destinoit. Cette rigueur ne fit que l'éclairer, sans l'alarmer, sur les intentions du Congrès. Il vit avec la même tranquillité, l'Adresse des neuf Nations de Bruxelles, datée du 9 Avril,

Digitized by Google

dans laquelle on établissoit que tous prisonniers, tant Militaires que Civils, accusés de lèse-Nation, seront, dès-à-présent et à l'avenir, colloqués à la Citadelle d'Anvers; que l'on fera déclarer traîtres à la Patrie, tous ceux qui se mettront à la tête d'aucun Corps, soit Militaire ou autre, etc. où l'on établissoit en un mot tous les principes dont on vouloit user pour entreprendre tout ce qui s'est exécuté.

Cependant, tout le monde n'a pas été dupe de ces précautions perfides. C'est une maxime générale que les gens bien intentionnés n'en prennent point. On n'a vu qu'un acharnement à perdre M. *Van der Meersch*, dans une conduite où l'on ne vouloit montrer qu'un esprit de patriotisme et de justice. A Gand, les Volontaires et le Comité Patriotique s'assemblèrent, et demandèrent aux Etats les griefs à charge du Général. A défaut de réponse, ils nommèrent des Commissaires pour aller interroger le Congrès sur cet article, par ordre des Etats de Flandre, et ensuite à Namur prendre des informations à charge, afin qu'en cas d'innocence de l'Accusé, tous les Membres du Congrès fussent cassés et punis comme traîtres eux-mêmes à la Patrie. Ce n'est pas tout. Ils ont encore voulu que deux Députés d'entre eux assistassent aux Etats et au Conseil de guerre, n'entendant plus à l'avenir que les opérations du Gouvernement fussent voilées du moindre mystère. Le Tiers-Etat s'est joint aux Volontaires, et a signifié très-expressément qu'il vouloit avoir ses voix consultatives. On a bu par-tout à la santé de M. *Van der Meersch*; et les Etats de Flandre, qu'on avoit indisposés contre lui,

Digitized by Google

se sont empressés de lui rendre et de lui assurer toute protection, toujours son innocence supposée.

Le Congrès a conjuré cet orage aisément la nuit du 13 au 14 de ce mois. Il a fait enlever le Général, qui est actuellement dans la Citadelle d'Anvers. Bruxelles, Louvain, Anvers ont applaudi; mais le reste des Villes murmurent, et quelques-unes menacent. Les Etats de Flandre, qui avoient requis surséance à cette transaction, s'en sont expliqués avec amertume du moment qu'ils ont été instruits. Ils trouvent mauvais qu'on se soit servi de la Citadelle d'Anvers, qui est une prison d'état, lorsqu'il ne pouvoit être question que d'un simple arrêt; et ne dissimulent point que cette union de 3 Villes dans un système d'autorité arbitraire inspire beaucoup d'ombrage et de défiance; ils finissent leur Adresse par réclamer le Général, priant le Congrès de le faire transférer en Flandre, et dans la ville de Termonde. Le Congrès a répondu par un refus formel, et a prié les Etats de Flandre de croire que M. *Van der Meersch* étoit traité avec tous les ménagemens et la complaisance possibles.

On a ajouté que les Etats rendant justice au Général, et vivement offensés de cette persécution, se disposoient à rappeler leurs Députés du Congrès; nous en resterons à cette époque, pour ne point hasarder de nouvelles qui n'auroient de fondemens que dans l'extrême agitation des esprits.

Digitized by Google

FRANCE.

De Paris, le 20 Avril.

ASSEMBLÉE NATIONALE. 51^e^. *Semaine.*

DU DIMANCHE 18 AVRIL.

Il suffit d'avoir indiqué les débats de cette Séance dans le Sommaire que nous en avons donné. Le Décret seul intéresse tous les Habitans de la Capitale, et nous le rapportons littéralement.

« ART. I^er^. Tous les Habitans de la Ville de Paris indistinctement, seront compris dans le même rôle pour l'imposition ordinaire à payer par chacun d'eux pour la présente année 1790. Le montant des locations sera l'unique base de la fixation des taxes, toutes les fois que le Contribuable n'aura point de voiture. »

« II. Lesdites taxes seront réglées, savoir; pour les loyers au-dessous de 500 livres, à raison de 9 deniers pour livre du montant desdits loyers; pour ceux de 500 livres et au-dessus, jusqu'à moins de 700 livres, à raison d'un sou pour livre ou du vingtième des loyers; et enfin pour ceux de 700 livres et au-dessus, à raison du 15^e^. du montant des locations; le tout avec 2 sous pour livre additionnels seulement, au lieu des 4 sous pour livre qui étoient précédemment perçus. Les taxes des simples journaliers seront réduites de 1 livre 16 sous, à quoi elles étoient fixées par le passé, à 1 livre 4 sous seulement, sans aucun accessoire. »

« III. Il ne sera dérogé aux proportions

Digitized by Google

réglées par l'article précédent, que pour les Contribuables ayant une voiture, soit à deux chevaux, soit à un seul cheval; lesquels ne pourront être imposés, les premiers à moins de 150 livres de principal, et les seconds à moins de 100 livres aussi de principal. Mais la base du loyer sera préférée toutes les fois qu'il en résultera une quotisation excédant les fixations ci-dessus déterminées. «

« IV. Il sera ajouté à chaque quote ainsi réglée, à l'exception de celles relatives à des loyers au-dessous de 500 livres, savoir; 2 sous pour livre à celles provenant des loyers de 500 livres et au-dessus, jusqu'à moins de 700 livres, et 4 sous pour livre à celles relatives à des loyers de 700 livres et au-dessus, pour tenir lieu de la taxe individuelle, à laquelle les domestiques étoient ci-devant imposés. »

« V. Les rôles d'impositions de la Ville de Paris seront encore, pour la présente année 1790, arrêtés et rendus exécutoires, ainsi et de la même manière que l'ont été ceux de l'année 1789. »

« VI. Les Contribuables qui auroient des réclamations à faire contre leur quotisation dans les rôles de 1790, se pourvoiront jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné, pardevant le Comité composé des Conseillers Administrateurs de la Ville de Paris, au Département des Impositions; lequel présidé par le Maire, ou, en son absence, par le Lieutenant de Maire, statuera sur lesdites réclamations provisoirement et sans frais, conformément au Décret de l'Assemblée Nationale du 15 Décembre 1789, concernant le jugement des contestations rela-

Digitized by Google

tives aux impositions de ladite année 1789, et années antérieures. »

Du Lundi 19 Avril.

Sur le rapport de M. *Merlin*, Membre du Comité Feodal, concernant le droit exercé dans plusieurs provinces, sous la dénomination de droit de ravage,

M. *Gossin* a pris la parole contre ce droit funeste à l'agriculture, favorable aux inimitiés particulieres, source de procès, vexatoire et presque par-tout usurpé; en conséquence l'Assemblée a décrété le Projet du Comité en ces termes:

« Le droit de ravage, fautrage, préage, parcours ou pâturage sur les prés avant la premiere fauchaison, sous quelque dénomination qu'il soit connu, est aboli, sauf indemnité dans le cas où il seroit justifié, dans la forme prescrite par l'article 29 du Titre II du Décret du 15 mars dernier, avoir été établi par convention ou par concession de fond, sans que, sous ce prétexte, il puisse être prétendu par ceux qui en ont joui jusqu'à présent, aucun droit de pâturage sur les secondes herbes ou regains, lorsqu'il ne leur seroit pas attribué par titre, coutume ou usage valable.

Les Procès intentés et non decidés par jugement en dernier ressort avant la publication du présent Décret relativement au droit ci-dessus aboli, ne pourront être jugés que pour les frais de procédures antérieurement faits. »

M. *Démeunier* a proposé un autre Projet de Décret en remplacement de l'article II du Décret du 20 mars, dont le Roi suspendoit la sanction, parce qu'il sembloit exclure

Digitized by Google

tous les anciens Administrateurs des nouvelles Administrations. L'Assemblée a décrété cet article, rédigé dans cette forme, pour être offert à la sanction du Roi dans le jour même.

« Les Administrateurs comptables, Trésoriers ou Receveurs des anciens pays d'états qui n'ont pas encore rendu compte des affaires de chaque province ou du maniement des deniers publics, ne pourront, avant l'arrêté de leurs comptes, être élus Membres des Administrations de Départemens ou de District. Il en sera de même des Trésoriers ou comptables des Pays d'élection ou autres parties du Royaume.

Projet de Décret, encore au nom du Comité de la Marine, sur la classification. Nous ne rendrons pas compte de la discussion qui en a été faite, parce qu'il a été ajourné jusqu'au plan général du service de mer, et qu'on a passé à un objet de la plus grande importance pour le momen[t].

M. *le Chapelier* a lu, au nom du Comité de Constitution, un rapport sur le Projet, conçu et publiquement annoncé par les ennemis de la Patrie, d'engager les Assemblées de Département à faire élection de nouveaux Députés à l'Assemblée Nationale, sous le prétexte que les mandats de quelques-uns doivent expirer prochainement, et que la composition de l'Assemblée actuelle est vicieuse, puisqu'on y voit des Membres qui ont été nommés par des Ordres qui ne subsistent plus.

« C'est sans doute une vérité incontestable, a-t-il dit, que toute souveraineté réside essentiellement dans la Nation, et qu'elle peut retirer, quand il lui plaît, les pouvoirs

Digitized by Google

qu'elle a délégués. Mais ce principe est sans application dans la circonstance présente. Ce seroit détruire la Constitution, que de renouveller l'Assemblée avant qu'elle fût finie. Et tel est l'espoir de ceux qui voudroient voir périr en effet la Constitution et la liberté, renaître la distinction des ordres, la prodigalité du revenu public, et les abus qui marchent à la suite du despotisme. »

Tous les regards se sont dirigés vers la partie droite de la Salle, ou siége M. l'Abbé *Maury*; ce qui l'a fait lever brusquement et s'écrier : « Envoyez-les au Châtelet ces gens-là; ou si vous ne les connoissez pas, n'en parlez point. » M. le Président a fait l'observation qu'on manquoit à l'Assemblée entière lorsqu'on se permettoit d'interrompre un Opinant, et il a rappelé M. l'Abbé à l'ordre. Celui-ci a demandé la parole pour répondre d'une manière plus légale, et M. *le Chapelier* a repris son discours.

Dans cette suite, il a établi que la clause limitative des mandats devoit céder à la clause impérative d'achever la Constitution. « Ce mot ne se trouve pas dans les pouvoirs, a-t-il dit, mais tous les cahiers exigent la réforme des abus, et cette réforme ne pouvoit se faire que par la Constitution. Il est impossible que la Constitution ne soit pas faite par une seule Assemblée : il est impossible qu'elle le soit par deux. Que deviendroit-elle si une autre Assemblée pouvoit faire des modifications et prendre des résolutions contraires? Comment d'ailleurs les Elections pourroient-elles être faites? les anciens Electeurs n'existent plus : les Bailliages sont confondus dans les Départemens; les Ordres ne sont plus séparés. La clause

Digitized by Google

de la limitation des pouvoirs devient donc sans valeur : il seroit donc contraire aux principes de la Constitution que les Députés, dont les mandats en sont frappés, ne restassent pas dans cette Assemblée : leur serment leur commande d'y rester ; l'intérêt public l'exige. » L'Orateur a fait lecture du Projet de Décret rédigé par le Comité de Constitution.

M. l'Abbé *Maury* s'est alors représenté pour combattre ce Projet de Décret, qui embrassoit les plus grandes questions du droit public. « Dans quel sens sommes-nous Représentans de la Nation, a-t-il dit? jusqu'à quel point sommes-nous liés par nos mandats? quelle différence doit-il y avoir entre nous et les Législatures subséquentes ? jusqu'où s'étend l'autorité que nous pouvons exercer sur le Corps de la Nation ? »

« La première de ces questions est une de celles que nous ne devrions pas nous faire pour la première fois. La Nation, convoquée par le Roi dans les Bailliages, nous a donné nos Pouvoirs. Chaque Député n'étoit que Député de son Bailliage. En arrivant à l'Assemblée il a pris un plus grand caractère, et s'est vu Représentant de la Nation. Mais cette qualité n'a pas anéanti celle de Représentant de Bailliage, qui est le fondement de tous nos pouvoirs. On nous environne de sophismes : on parle du serment prononcé le 20 Juin, sans songer qu'il ne peut infirmer celui que nous avons fait à nos Commettans. Les sermens subséquens n'anéantissent jamais les premiers : je le demande à tous ceux qui respectent la foi publique. Celui qui a juré à ses Commettans de revenir au terme de l'expiration de ses

Digitized by Google

pouvoirs peut il rester ici malgré eux ? Peut-il être mandataire quand son mandat n'existe plus? »

« Fixons maintenant nos regards sur la distinction d'une convention nationale, d'une Assemblée constituante et d'une Législature; mots nouveaux qu'il a fallu créer pour des idées inconnues, mais dont l'acception ne peut être équivoque. Qu'est-ce qu'une convention nationale ? C'est une Assemblée représentant une Nation entière qui, n'ayant pas de Gouverneme, nt veut s'en créer un. Toute l'histoire ne m'en présente que deux exemples. L'un, à la mort d'Elisabeth, après laquelle le Roi d'Ecosse fût appelé au trône d'Angleterre. Les Ecossois s'assemblèrent pour déterminer si l'Ecosse s'uniroit à ce premier royaume, ou formeroit un Gouvernement séparé. L'autre exemple est celui que donna le Parlement d'Angleterre, à la retraite de Jacques II ; il se transforma en convention nationale, pour disposer de la Couronne, ou changer la forme du gouvernement. »

« Ainsi, tant qu'un Roi demeure assis sur le trône, point de convention nationale. Il ne pourroit y en avoir une que dans le cas où la Nation entière se seroit élevée contre le gouvernement pour s'y soustraire, et vous auroit munis de pouvoirs exprès et indépendans. Si vous les avez ces pouvoirs, il ne tient qu'à vous de déclarer le trône vacant et de bouleverser tout l'empire. (Ici des murmures.) S'il est donc vrai, a-t-il ajouté froidement, que, sous un seul rapport, votre pouvoir ait quelques bornes, vous n'êtes point une convention nationale. Je reviens à la distinction futile d'un Corps constituant et d'une

d'une Législature. C'est la Suède qui nous montre le danger de ces Corps qui prétendent à la plenitude des Pouvoirs, et qui bâtissent leur autorité sur les débris de la Nation. (Des murmures plus élevés ont encore interrompu l'Orateur, et il a continué sans en paroître ému.) C'est ce Sénat sanguinaire qui a méconnu l'autorité royale, et qu'il a fallu anéantir quand les Suédois ont voulu être libres. Croyez-vous que les Législatures subséquentes, ayant la même mission que nous, se croiront liées par vos Décrets? Voici ma profession de foi bien solennelle. »

« Nous devons obéir religieusement à notre Constitution, si nous ne voulons tomber dans la plus malheureuse anarchie. Mais vous ne pouvez limiter les pouvoirs de vos successeurs. Est-ce à nous de dire, comme Dieu, arrêtez-vous là, et ne franchissez jamais? Non, ce n'est point à vous à limiter les droits de la Nation dans la personne de ses Représentans. »

« On parle du serment que nous avons fait le 20 Juin. Eh! Messieurs, la Constitution est achevée. Elle n'est que la distribution des Pouvoirs : vous les avez distribués. Il ne vous reste qu'à déclarer que le Roi possède la plénitude du Pouvoir exécutif. Nous ne sommes ici que pour assurer à la Nation le droit d'influer sur la Législation, pour établir que l'impôt sera consenti par le peuple, pour assurer notre liberté; et sous ces rapports la Constitution est faite. Je m'oppose à tout Décret qui limiteroit les droits du peuple sur ses Représentans. Les fondateurs de la liberté doivent respecter la liberté de la Nation. Elle est au-dessus de

Digitized by Google

nous, et nous détruirions notre autorité en limitant l'autorité Nationale. »

M. *Démeunier* demanda la permission d'anticiper sur son tour pour rectifier des faits utiles à l'Assemblée, et prouver que le Préopinant avoit avancé sophisme sur sophisme. Les faits qu'il a rectifiés, consistent en ce qu'il n'y a que cinq députations dont les pouvoirs sont bornés à une année ; en ce qu'il y avoit deux sortes de conventions nationales. Il les a trouvées dans l'Amérique où la nature de l'une étoit de former un Gouvernement, et celle de l'autre de le réformer. (Il a été interrompu par M. le Président qui lui avoit accordé la parole pour exposer des faits, et non pour discuter le fonds de la question).

M. *Péthion de Villeneuve* a entrepris de répondre à quelques argumens de M. l'Abbé *Maury ;* et entre autres choses moins positives, il a demandé s'il y auroit un état plus funeste que celui où chaque année on pourroit changer la forme du gouvernement. Il a conclu à décréter le Projet du Comité.

M. *Garat* l'aîné a dit que, s'il ne consultoit que les sentimens de son cœur, il ne se joindroit pas aux autres Membres pour combattre M. l'Abbé *Maury*. Qu'il se surprenoit souvent à pousser de profonds soupirs vers sa famille et sa patrie qui l'appeloient ; mais qu'il les faisoit taire pour n'écouter que la voix de la Nation. Il se flattoit qu'il pourroit suivre pas à pas M. l'Abbé *Maury* dans ses raisonnemens. Il les a répétés tous, avec une telle affectation de répéter aussi le nom de M. l'Abbé *Maury* à chacune de ses petites phrases, que cet Ecclésiastique, assez justement offensé qu'on le combattît par des

Digitized by Google

moyens si puérils et si étranges dans une Assemblée si auguste, l'interrompit avec dignité à la septieme ou huitieme fois, dans un discours de douze lignes, et lui dit : « Pourquoi me nommez vous ? » M. *Garat* reconnut qu'il étoit tombé dans une sorte d'incongruité, et promit de ne plus nommer M. l'Abbé *Maury* ; car rien ne coûteroit plus à son cœur que de déplaire à quelqu'un dans cette Assemblée. Il reprit ensuite ses Observations, qu'il enchaîna dans un ordre si méthodique, et sous une forme tellement syllogistique, mais en même tems si penible à analyser, que nous nous en dispenserons, d'autant mieux qu'il n'a pas beaucoup ajouté aux raisons de M. *le Chapelier*, et des autres antagonistes de M. l'Abbé *Maury*.

A la fin du discours de M. *Garat*, M. l'Abbé *Maury* a repris la parole pour lui prouver quelques-unes de ses propositions, et lui rétorquer la plupart de ses argumens ; après quoi, toute l'attention de l'Assemblée s'est fixée sur M. *de Mirabeau* l'aîné.

Après quelques mots de préambule, sur les nouveaux termes qui avoient occasionné le débat, il a dit : « Les Députés du Peuple sont devenus convention le jour où, trouvant l'entrée du lieu de leur Session environnée de bayonnettes, ils se sont réunis dans le premier endroit où ils ont pu se rassembler pour jurer de périr plutôt que d'abandonner les droits de la Nation. Nos Pouvoirs, quels qu'ils fussent ce jour, ont changé de nature ; quels que soient ces Pouvoirs, que nous avons exercés, nos efforts, nos travaux les ont légitimés ; l'adhésion de toute la Nation les a sanctifiés. Vous vous rappelez tous le mot

Digitized by Google

de ce grand homme de l'antiquité qui avoit négligé les formes légales pour sauver sa patrie. Sommé, par un Tribun factieux, de dire s'il avoit observé les lois, il répondit : *Je jure que j'ai sauvé la République.* Eh, bien! Messieurs, (en se tournant vers la gauche du Président,) je jure que vous avez sauvé la France. »

Ce grand mouvement d'une autre espèce d'éloquence en imposa. Toutes les idées qu'avoit fait naître le conflit des autres Orateurs s'évanouirent; on applaudit : on demanda que la discussion fut fermée. Tous les amendemens furent écartés par la question préalable, et l'Assemblée adopta la Déclaration du Comité dans la forme suivante :

« L'Assemblée Nationale déclare que les Assemblées qui vont avoir lieu pour la formation des Corps administratifs, dans les Départemens et dans les Districts, ne doivent point, dans ce moment, s'occuper de l'élection de nouveaux Députés à l'Assemblée Nationale; que cette élection ne peut avoir lieu que lorsque la Constitution sera près d'être achevée; et qu'à cette époque, qu'il est impossible de déterminer précisément, mais qui est très-approchée, l'Assemblée Nationale suppliera Sa Majesté de faire proclamer le jour où les Assemblées Électorales se formeront pour élire la première Législature.

« Déclare aussi qu'attendu que les Commettans de quelques Députés n'ont pu leur donner le Pouvoir de ne travailler qu'à une partie de la Constitution, qu'attendu le serment fait le 20 Juin par les Représentans de la Nation, et approuvé par elle, de ne se

Digitized by Google

séparer que lorsque la Constitution seroit achevée ; elle regarde comme toujours subsistans jusqu'à la fin de la Constitution, les Pouvoirs de ceux dont les mandats portent une limitation quelconque, et considere la clause limitative comme ne pouvant avoir aucun effet. »

« Ordonne que son Président se retirera dans le jour pardevers le Roi, pour présenter le présent Décret à son acceptation, et supplier Sa Majesté de donner les ordres nécessaires pour qu'il soit, le plus promptement possible, envoyé aux Commissaires qu'elle a nommés pour l'établissement des Départemens, afin qu'ils en donnent connoissance aux Assemblées Electorales. »

Du Mardi 20 Avril.

L'Assemblée a été ouverte par la lecture d'une Adresse du District de St. Martin des-Champs, relativement à la foule de Mendians Etrangers qui affluent dans Paris de toutes les parties, non-seulement de la France, mais même de l'Europe entière. — Renvoi au Comité de Mendicité, avec ordre d'en rendre compte incessamment. — M. le Président a dit avoir reçu du Ministre de la guerre une Lettre dans laquelle il assure l'Assemblée de sa vive reconnoissance pour les marques de satisfaction qu'elle a daigné lui faire donner au sujet des explications qu'il lui avoit soumises sur la translation du Sieur *Muscard*, des Prisons de Verdun dans celles de Montmédy. — M. l'Abbé *Grégoire* a insisté sur la nécessité de distinguer la Prévôté de l'Hôtel d'avec le Tribunal des Prévôts de Maréchaussée ; il a fait voir qu'il falloit la conserver. — Sur

Digitized by Google

l'avis du Comité des Pensions, l'Assemblée a conservé celles des Officiers Suisses retirés dans leur pays, ainsi que les Pensions des anciens Gendarmes de la Garde qui seront payées jusqu'à concurrence de 600 liv.

On est revenu à la suite des articles du projet de Décret sur les Dimes, dont les 4 premiers ont été adoptés le 14 de ce mois. M. l'Abbé *Gouttes* a proposé d'ajouter au second, portant qu'à compter du premier Janvier le traitement de tous les Ecclésiastiques seroit payé en argent aux termes et modes qui seront fixés; que les Curés de Campagne continueront d'administrer *provisoirement* les fonds territoriaux attachés à leurs bénéfices, à la charge de compenser. Cet amendement a été soutenu par M. *Mougins*, qui a observé que dans plusieurs Provinces les récoltes, et particulièrement celles des olives, portoient sur deux années. L'Assemblée a décrété par addition que la Dime sur les fruits décimables crûs pendant l'année 1790, pourra néanmoins être perçue, même après le 1.er. Janvier 1791. Les articles 5 et 6 ont passé sans discussion; il n'en a pas été de même du 7.e. conçu ainsi :

Sont et demeurent exceptés quant à présent des dispositions de cet art 1.er. du présent Décret, l'Ordre de Malthe, les Fabriques, les Hôpitaux, les Maisons de charité et autres où sont reçus les malades, les Colléges et Maisons d'institutions, étude et retraite, administrés par des Ecclésiastiques ou par des Corps Séculiers, ainsi que les Maisons de Religieuses occupées à l'éducation publique et au soulagement des malades; lesquels continueront, comme par le passé,

Digitized by Google

et jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné par le Corps Legislatif, d'administrer les biens, et de percevoir durant la présente année seulement, les Dimes dont ils jouissent, sauf à pourvoir, s'il y a lieu, pour les années suivantes, à l'indemnité que pourroit prétendre l'Ordre de Malthe, et à subvenir aux besoins que les autres établissemens éprouveroient par la privation des Dimes. »

M. *de Landemberg* a réclamé en faveur des Chapitres Nobles d'Alsace qui tirent, a-t-il dit, tous leurs titres des actes mêmes d'après lesquels on peut compter l'Alsace au nombre des Provinces de France. S'ils sont détruits, ce sera une grande perte pour le Peuple. Je demande que l'on conserve aux Chapitres Nobles d'Alsace l'inviolabilité de leurs biens et de leur administration; ou bien que l'Assemblée remette à décider jusqu'à ce que l'avis des Départemens de cette Province lui soit parvenu. Il a fini par une protestation. M. l'Evêque *d'Oleron*, tout en promettant obéissance aux Décrets de l'Assemblée, a également protesté en son nom et en celui de tout le Clergé, qu'il ne prendroit aucune part à ceux qui le concernent.

M. l'Abbé *de la Salcette* a désavoué l'Opinant, et M. l'Evêque *de Clermont*, en déclarant que l'espèce de schisme politique dont il parloit ne pouvoit regarder que les individus et non le Clergé, puisqu'il vouloit, ainsi que beaucoup d'Ecclesiastiques, prendre part à tous les Decrets (plusieurs Membres du Clergé se sont levés pour adhérer à cette profession de foi patriotique), un Curé, Député d'Aix, a dit : « Je déclare que j'ai pris part à tous les Décrets et notamment à celui qui ôte aux Ecclesiastiques l'Admi-

Digitized by Google

nistration des biens Nationaux, et que j'ai eu cela suivi le cahier de ma Sénéchaussée. Mes Commettans ont regardé les biens immenses que possédoit le Clergé, comme la source de tous les abus reprochés aux Ministres de la Religion. » MM. l'Abbé *Gassendi*, l'Abbé *Royer*, Député d'Aval, ont observé qu'ils avoient déja voté en faveur des premiers articles, et qu'ils feroient d'autant moins difficulté de prendre part au reste du Décret, que, juste en lui-même, il étoit de plus conforme au Concile de Carthage où s'étoit trouvé St. Augustin; à celui de Nicée, et enfin aux principes de tous les Canonistes.

La Tribune se trouva bientôt assiégée d'une foule d'Ecclésiastiques qui paroissoient tous s'y rendre avec l'intention d'appuyer le Décret; M. le Président fit observer que les déclarations pour ou contre prendroient infailliblement beaucoup d'un temps précieux sur l'ordre du jour auquel on revint en effet. La question préalable ayant écarté plusieurs amendemens, et entre autres celui de M. *de Landenberg*, l'article 7 fut décrété; on adopta le 8^e. sans discussion.

« Tous les Ecclésiastiques, Corps, Maisons ou Communautés de l'un ou de l'autre sexe, autres que ceux exceptés par les art. précédens, continueront de régir et exploiter durant la présente année, les biens et Dîmes qui ne sont pas donnés à ferme, à la charge d'en verser les produits entre les mains du Receveur de leur District. »

« Ils seront néanmoins autorisés à retenir le traitement qui leur aura été accordé. »

« A l'égard des objets donnés à bail ou ferme, les Fermiers et Locataires seront éga-

Digitized by Google

lement tenus de verser les loyers ou fermages dus pour les fruits et revenus de la présente année, dans la caisse du District. »

« Les comptes desdits Ecclésiastiques, Corps, Maisons et Communautés, et ceux de leurs Locataires et Fermiers, seront communiqués préalablement à la Municipalité du lieu, pour être ensuite vérifiés et apurés par les Assemblées administratives, ou par leurs Directoires. »

Vint ensuite le 9e., conçu en ces termes :

« Ils seront tenus pareillement, eux, leurs Fermiers, Regisseurs ou Préposés, ainsi que tous ceux qui doivent des Portions Congrues, de les acquitter dans la présente année, comme par le passé, et d'acquitter toutes les autres charges légitimes, même le terme de la Contribution Patriotique, échu le premier de ce mois; à défaut de quoi ils y seront contraints. Il leur sera tenu compte de ce qu'ils auront légitimement payé, ainsi qu'il appartiendra. »

Cet article donna lieu à un Membre de demander que les portions congrues fussent portées pour cette année à la somme de 1200 liv., fixée par l'Assemblée; M. *Treilhard* répondit que le Comité gémissoit de n'en avoir pu trouver les moyens. Quelques Membres en présentèrent plusieurs, qui tous offroient des difficultés; enfin on ajourna les amendemens en les renvoyant aux Comités Ecclésiastique, des Dîmes et des Finances, réunis.

« Les baux à ferme des Dîmes, tant Ecclésiastiques qu'Inféodées, sans mélange d'autres biens ou droits, seront et demeureront résiliés à l'expiration de la présente année, sans autre indemnité que la restitu-

Digitized by Google

tion des pots-de-vin, celle des fermages légitimement payés d'avance, et la décharge de ceux non-payés, le tout au prorata de la non-jouissance. »

« Quant aux Fermiers qui ont pris à bail des Dîmes, conjointement avec d'autres biens ou droits, sans distinction de prix, ils pourront seulement demander une réduction de leurs pots-de-vin, loyers et fermages en proportion de la valeur des Dîmes dont ils cesseront de jouir, suivant l'estimation qui en sera faite par les Assemblées administratives, ou leurs Directoires, sur les observations des Municipalités. »

Il est décrété en en supprimant la dernière phrase du deuxième paragraphe, à l'insertion de laquelle M. *Tronchet* s'opposoit.

Voici la teneur de l'article 11 mis ensuite à la discussion :

« Aussitôt après la publication du présent Décret, les Assemblées de District, ou leurs Directoires, feront faire, sans aucuns frais même de contrôle, un inventaire du mobilier, des titres et papiers dépendans de tous les Bénéfices, Corps, Maisons et Communautés de l'un ou de l'autre sexe, compris au I^er^. art., qui n'auront pas été inventoriés par les Municipalités, en vertu du Décret du 20 Mars dernier, sauf auxdites Assemblées à commettre les Municipalités pour les aider dans ce travail ; et les uns et les autres se feront également remettre les inventaires faits dans chaque Bénéfice ou Maison, après la mort du dernier Titulaire des Religieux. »

M. l'Abbé *Gouttes* se plaignit de la dilapidation de plusieurs établissemens Religieux, ce qui fit demander par M. *Régnaud*

Digitized by Google

d'Epercy que les Directoires fussent autorisés à exiger les inventaires faits dans les bénéfices à la mort des Titulaires. Sur l'observation de M. le Marquis *de la Galissonnière*, que ces précautions étoient inutiles relativement aux Couvens des Religieuses, très-peu d'entre elles étant disposées à sortir du Cloître, M. *Treilhard* produisit une Lettre de la Municipalité de Vic qui prouvoit tout le contraire de cette assertion, du moins pour cette Ville, et le faisoit présumer à l'égard des autres; en conséquence, on a mis aux voix la question préalable sur l'amendement concernant les Religieuses, et M. le Président a prononcé, après une double épreuve, qu'il n'y avoit lieu à délibérer.

L'article 11 a été adopté avec cette addition de M. *d'Epercy* : « Et les uns et les autres se feront également remettre les inventaires faits dans le bénéfice à la mort du dernier Titulaire. »

DU MARDI 20. SÉANCE DU SOIR.

Beaucoup d'Adresses, d'Offrandes Patriotiques, de Députations et de Rapports d'affaires particulieres, ont précédé celui de M. *Merlin*, concernant les Chasses. Par l'article 3 des Décrets du 4 Août, le droit de Chasse a été rendu à tous les Propriétaires sur leurs possessions seulement. Par abus, la Chasse est devenue une source de désordres funestes aux récoltes. C'est de ce point que le Comité est parti pour rédiger son Projet de Décret. Mais avant tout, M. *Merlin* en a proposé un autre sur la réserve faite pour les plaisirs du Roi. L'Assemblée s'est empressée de l'adopter unanimement, et a décrété que son Président se retireroit

Digitized by Google

à l'instant même pardevers le Roi, pour supplier Sa Majesté de faire connoître les cantons qu'elle veut se réserver exclusivement pour le plaisir de la Chasse.

Durant l'absence de M. *de Bonnay*, remplacé par M. *de Menon*, M. *de Robespierre* s'est élevé contre le principe qui restreint le droit de Chasse aux Propriétaires seulement. Il appartient à tous, et il doit être libre de l'exercer aussitôt après la dépouille de la terre; sauf les mesures à prendre pour la conservation des récoltes et pour la sureté publique : tout gibier appartient à tout le monde depuis la Déclaration des droits de l'Homme.

M. *Mougins de Roquefort* a soutenu que la faculté d'entrer dans une propriété pour y chasser, même après la récolte, seroit une violation manifeste du droit de propriété.

La matière, présentant une question de droit public importante, a paru exiger de plus grands développemens, qu'on a renvoyés à la Séance du lendemain.

Du Mercredi 21 Avril.

M. *de Beaumetz* a présenté, au nom du Comité de Réformation de Jurisprudence Criminelle, plusieurs articles additionnels qui avoient été renvoyés à son examen; le premier de ces articles a souffert de grandes difficultés dans la partie qui porte qu'en l'absence des Adjoints, à l'heure indiquée, le Juge sera tenu de nommer à leur place deux Citoyens actifs, qui ne pourront refuser. Il a paru injuste de mettre une clause coactive pour des Citoyens requis au hasard, tandis qu'il n'y en auroit pas pour les No-

Digitized by Google

tables Adjoints, spécialement engagés à faire ces mêmes fonctions. Mais enfin sur une correction de M. *Goupil de Préfeln*, cet article a été décrété, ainsi que les suivans, pour être réunis à ceux qui ont été décrétés le 27 Mars dernier.

« Art. V. Si les Adjoints, ou l'un d'eux, ne se trouvent pas à l'heure indiquée, à l'Acte de Procédure auquel ils ont été requis d'assister, le Juge, pour procéder audit Acte, sera tenu de nommer à leur place un ou deux dans les Notables du Conseil de la Commune, et s'ils ne comparoissent pas, le Juge passera outre à la confection dudit Acte, en faisant mention de sa requisition, de l'absence des Adjoints ou de l'un d'eux, de la nomination supplétive par lui faite, et de la non comparution des Notables du Conseil de la Commune; ladite mention à peine de nullité. »

« VI. Les Adjoints qui seront parens ou alliés des Parties jusqu'au quatrième degré inclusivement, devront se récuser; et le Juge sera tenu d'avertir, à chaque Acte, les Adjoints de cette obligation, et de leur déclarer les noms, surnoms et qualités des Plaignans, ainsi que ceux des Accusés qui se trouveront dénommés dans la plainte, à peine de nullité; sans que néanmoins on puisse déclarer nul l'Acte auquel des parens, avertis par le Juge, auroient assisté comme Adjoints, en dissimulant leurs qualités, ou faute d'avoir eu connoissance de leur parenté envers l'une des Parties. Les dispositions qui suivent ne sont que des amendemens, sauf rédaction. Le Juge renouvellera cet avertissement à chaque fois qu'un nouvel Adjoint comparoîtra dans l'affaire. Il sera

Digitized by Google

fait mention qu'il n'y a pas lieu à fonder de récusation des Adjoints sur leur parenté avec les Officiers du Ministère public. »

« VII. Lorsqu'un Acte d'instruction ne se fera que par les Juges seuls, accompagnés du Greffier, les Adjoints qui y assisteront prendront séance aux deux côtés du Juge, au même Bureau. Si l'Acte se fait en la Chambre du Conseil et le Tribunal assemblé, les Adjoints prendront séance au bas du Ministère public, et après lui. »

« VIII. Il ne sera donné aucun Conseil à l'accusé, ou aux accusés contumaces ou absens. »

« IX. Il ne sera délivré par le Greffier qu'une seule copie, en papier libre et sans frais, de toute la Procédure, quand bien même il y auroit plusieurs accusés qui requerroient ladite copie sans frais, et elle sera remise au Conseil, ou au plus ancien d'âge des Conseils des accusés : pourront néanmoins les autres accusés se faire expédier telles copies qu'ils voudront, en payant les frais de l'expédition. »

« X. Lorsqu'il y aura plusieurs accusés, chacun d'eux sera interrogé séparément, et il ne sera point donné copie des Interrogatoires subis par les autres, à ceux qui seront interrogés les derniers, si ce n'est après qu'ils auront eux-mêmes subi leur Interrogatoire. »

« XI. Le Décret des 8 et 9 Octobre dernier, non plus que le présent Décret, n'auront aucune application au cas où le titre d'accusation ne pourra conduire à une peine afflictive ou infamante. »

L'assemblée a adopté, sauf rédaction, les

Digitized by Google

amendemens suivans, qui doivent être rapportés demain.

« 1°. Toutes les Procédures faites au petit Criminel jusqu'à ce jour, soit qu'on y ait admis ou non les formes des Décrets des 8 et 9 Novembre, ne pourront être arguées de nullité, si les autres formes des Ordonnances y ont été adoptées. »

« 2°. A l'avenir, tous les Procès au petit Criminel seront portés et jugés à l'Audience, dérogeant à toute Jurisprudence et Réglemens contraires. »

Le même M. *de Beaumetz*, au nom du même Comité, et à celui du Comité Militaire, a proposé que l'Assemblée déclarât ne vouloir, quant au moment, introduire un nouvel ordre de choses dans la forme des Conseils de Guerre.

M. *Dumetz* s'est obstiné à demander qu'il fût donné un Conseil aux accusés contumaces. Le Préopinant lui a objecté que cette disposition favoriseroit le criminel qui se refuse au devoir civique de répondre à la Loi, et que sa situation seroit meilleure que celle d'un innocent qui se remettroit avec confiance entre les mains des Juges.

Une question très-délicate s'est alors élevée. Le Conseil de l'accusé pourra-t-il, lors de la confrontation, faire des interpellations aux témoins? Si, d'un côté, il peut être quelquefois salutaire de presser un témoin artificieux, de l'autre, il est dangereux de livrer un témoin simple et ignorant aux argumens d'un homme instruit et accoutumé aux subtilités de la Procédure. Cette question épineuse a été ajournée pour être soumise à un nouvel examen. Il en a été de même de celle qui étoit relative aux

Digitized by Google

Conseils de Guerre, et l'on est revenu à l'ordre du jour.

M. *Merlin* a ouvert la discussion sur le Projet de Loi relatif à la Chasse. Il a repoussé toute dissertation philosophique pour ne présenter que la Loi déja faite. Avant le 4 Août, la maxime que la Chasse est libre pour tout le monde, avoit été proscrite. Pour que l'Assemblée revînt sur ses Décrets, il faudroit qu'ils portassent un caractère authentique de réprobation : si, par exemple, quelqu'un s'élevoit contre le Décret du marc d'argent, l'Opinant se joindroit à lui, parce qu'il est contraire aux droits de l'Homme.

Mais ici cette même Déclaration des droits de l'Homme consacre les propriétés. De ce que le gibier n'appartient à personne, il ne s'ensuit pas qu'on ait le droit de le poursuivre par-tout. Il n'étoit pas question de faire des Lois pour l'homme de la Nature, mais pour l'homme en Société. . . . M. *Merlin* a proposé, en finissant, le Projet du premier article. Ce Projet, après plusieurs amendemens, et des demandes d'exception en faveur de quelques Provinces, a été rédigé par le même Membre et décrété en ces termes :

ART. I^er^. du Décret sur les Chasses.

« Il est défendu à toute personne de chasser, en quelque temps et en quelque manière que ce soit, sur le terrain d'autrui, sans son consentement, à peine de 20 liv. d'amende envers la Commune du lieu, et d'une indemnité de 10 liv. envers les Propriétaires des fruits, sans préjudice de plus grands dommages et intérêts, s'il y écheoit. »

« Défenses sont pareillement faites, sous ladite peine de 20 liv. d'amende, aux Pro-

Digitized by Google

priétaires ou possesseurs de chasser dans leurs terres non closes, même en jachères, à compter du jour de la publication du présent Décret, jusqu'au 1^er^. Septembre, pour les terres alors dépouillées, et pour les autres terres, jusqu'après l'entier dépouillement des fruits, sauf à chaque Département à fixer, pour l'avenir, les temps dans lesquels la Chasse sera libre, dans son arrondissement, aux Propriétaires sur leurs possessions non closes. »

Du Jeudi 22 Avril.

M. *Bial de Germont*, Membre du Comité de Liquidation, a lu son Rapport sur les arriérés du Garde-Meuble de la Couronne. Il a présenté un Projet de Décret, d'après lequel l'Assemblée a effectivement décrété, en faveur des ouvriers et fournisseurs qui réclamoient leurs avances et leur travail,

« Que les dépenses, vérifiées et arriérées du Garde-Meuble, demeurent fixées, pour l'année 1788, à 319,329 liv.; et pour l'année 1789, à 494,312 liv. 10 sous, sans y comprendre celle de 64,428 liv., qui, ayant été employée aux dépenses de l'Assemblée Nationale, sera distraite de l'état des créances suspendues de ladite année 1789, et acquittée conformément à l'article IV du Décret du 22 Janvier dernier. »

M. *Bouche* a demandé qu'on fît encore le rapport exact de l'Administration du Garde-Meuble depuis 1774. Sa proposition a été décrétée, et l'examen de cette Administration renvoyé au Comité de Liquidation.

M. *de Beaumetz* a présenté la rédaction générale des articles décrétés la veille sur

Digitized by Google

la réformation de la Jurisprudence criminelle. Plusieurs ont été ajoutés :

« 1°. Les Adjoints qui assisteront au Rapport ne pourront interrompre le Rapporteur : mais après le Rapport fait, ils pourront présenter leurs observations aux Juges.

« 2°. Lors de la confrontation des témoins, le Conseil ne pourra faire aucune interpellation, ni examination aux témoins : il pourra seulement réquerir le Juge de faire les interpellations qu'il croira convenables. »

« 3°. A l'avenir tous les procès de petits criminels seront portés à l'audience; dérogeant, quant à ce, à tous réglemens et usages contraires. »

M. *Merlin* a fait lecture des articles de la loi provisoire concernant les Chasses. On les a discutés les uns après les autres. Une foule d'amendemens, d'exceptions, de corrections ont rendu cette Séance très peu intéressante. Nous allons en sauver l'ennui à nos Lecteurs en ne rendant compte que d'un très-petit nombre d'opinions choisies, avant de passer au Décret.

D'abord, M. *de Roberspierre* a attaqué l'article concernant les *vagabonds*, comme tendant à proroger les abus des anciennes lois qui comprenoient sous cette dénomination les personnes pauvres et non protégées.

M. *Cochereel de Charleville* a pensé qu'il ne conviendroit pas de punir d'abord de la prison des délits de Chasse; et qu'on pourroit enfermer les Chasseurs étrangers dans d'autres lieux que des prisons.

M. *Martineau* a fait une observation tendante à prévenir le danger qu'il y auroit à laisser courir armées des personnes sans propriété, et qui pourroient avoir de criminelles intentions.

Digitized by Google

M. *Mougins de Rocquefort* a trouvé que le Projet de Décret manquoit d'une disposition nécessaire pour rendre les peres et maîtres responsables des faits de leurs enfans mineurs et domestiques.

Un grand nombre d'amendemens ont eu pour objet d'assurer aux Propriétaires la faculté d'avoir à leurs frais des gardes particuliers, qui seroient assermentés par la Commune. M. *Gourdan* a observé qu'ou l'individu seroit regardé comme fonctionnaire public, ce qui étoit impossible, ou qu'il pourroit déposer pour celui par lequel il seroit salarié, ce qui seroit immoral.

Enfin l'Assemblée, fatiguée elle-même d'une si longue discussion, a décrété les derniers articles du Projet. On a lu le premier dans la Séance d'hier; voici les autres:

« II. L'amende et l'indemnité ci-dessus statuées contre celui qui aura chassé sur le terrain d'autrui, seront portées respectivement à 30 livres et à 15 livres quand le terrain sera clos de murs et de haies, et à 40 livres et 20 livres dans le cas où le terrain clos tiendroit immédiatement à une habitation. »

« III. Chacune de ces différentes peines sera doublée en cas de récidive; elle sera triplée s'il survient une troisième contravention, et la même progression sera suivie pour les contraventions ultérieures, le tout dans le courant de la même année seulement. »

« IV. Le Contrevenant qui n'aura pas, huitaine après la signification du Jugement, satisfait à l'amende prononcée contre lui, sera contraint par corps et détenu en prison pendant 24 heures pour la premiere fois;

Digitized by Google

pour la seconde fois pendant huit jours ; et pour la troisième, ou ultérieure contravention, pendant trois mois. »

« V. Dans tous les cas, les armes avec lesquelles la contravention aura été commise, seront confisquées, sans néanmoins que les Gardes puissent désarmer les Chasseurs. »

« VI. Les Pères et Maîtres répondront des délits de leurs enfans mineurs de 20 ans non mariés, et domiciliés avec eux, sans pouvoir néanmoins être contraints par corps. »

« VII. Si les Délinquans sont déguisés, ou masqués, ou s'ils n'ont aucun domicile connu dans le Royaume, ils seront arrêtés à la réquisition de la Municipalité. »

« VIII. Les peines et contraintes ci-dessus seront prononcées sommairement et à l'Audience par la Municipalité du lieu du délit, d'après les rapports des Gardes-Messiers, Bangards, ou Gardes-Champêtres, sauf l'appel, ainsi qu'il a été réglé par le Décret de l'Assemblée Nationale du 21 Mars dernier ; elles ne pourront l'être que, soit sur la plainte du Propriétaire, ou autre partie intéressée, soit même dans le cas où l'on auroit chassé en temps prohibé, sur la seule poursuite du Procureur de la Commune. »

« IX. A cet effet le Conseil général de chaque Commune est autorisé à établir un ou plusieurs Gardes-Messiers, Bangards, ou Gardes-Champêtres, qui seront reçus et assermentés par la Municipalité ; sans préjudice de la garde des bois et forêts, qui se fera comme par le passé, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné. »

« X. Lesdits rapports seront ou dressés

Digitized by Google

par écrit, ou faits de vive voix au Greffe de la Municipalité, où il en sera tenu Registre; dans l'un et l'autre cas, ils seront entre les mains d'un Officier Municipal, dans les 24 heures du délit qui en sera l'objet, et ils feront foi de leur contenu jusqu'à la preuve contraire, qui pourra être admise sans l'inscription de faux. »

« XI. Il pourra être suppléé auxdits rapports par la déposition de deux témoins. »

« XII. Toute action pour délit de chasse, sera prescrite par le laps d'un mois, à compter du jour où le délit aura été commis. »

« XIII. Il est libre à tout Propriétaire ou possesseur, de chasser ou faire chasser en tout temps, et nonobstant l'article 1^er^. du présent Decret, dans des lacs et étangs, et dans celles de ses possessions qui sont séparées par des murs ou des haies vives, d'avec les heritages d'autrui. »

« XIV. Pourra également tout Propriétaire ou possesseur, dans les temps prohibés par l'article 1^er^., chasser ou faire chasser sans chiens courans, dans les bois et forêts. »

« XV. Il est pareillement libre, en tout temps, au Propriétaire ou possesseur, et même au Fermier, de détruire le gibier dans ses récoltes non closes, en se servant de filets ou autres engins qui ne puissent pas nuire aux fruits de la terre, comme aussi de repousser avec des armes à feu les bêtes fauves qui se répandroient dans lesdites récoltes. »

Ce dernier article seul a été ajourné.

Du Jeudi 22 Avril, séance du soir.

Parmi le grand nombre des Adresses patriotiques, on en a distingué plusieurs.

Digitized by Google

1°. Celle de la Commune de Vassy en Champagne, qui déclare, que dix ans avant La Saint-Barthélemi, cette ville avoit eu le spectacle d'un horrible massacre, et d'un autre encore occasionné cent ans après, par la révocation de l'Edit de Nantes. Elle a témoigne sa reconnoissance pour le Décret qui va lui rendre des familles utiles à sa prospérité, et a offert en don patriotique toutes les finances de ses Charges municipales, montant à 15,000 liv.

2°. Celle des Officiers et Vétérans du régiment d'Auvergne, habitans au Vigan en Languedoc. Affligés de l'insubordination qui règne dans ce regiment, compagnons du Chevalier *d'Assas*, animés du même courage et du même esprit de patriotisme, ils ne peuvent souffrir que des menées sourdes et criminelles exposent ce régiment à perdre le nom *d'Auvergne sans tache*, qu'il a toujours su mériter, et demandent à rejoindre leurs Drapeaux pour y rétablir l'ordre et la soumission par leur exemple. L'Assemblée les a beaucoup applaudis, et a renvoyé leur demande au Comité militaire.

MM les Députés de Corse, ayant à leur tête le Général *Paoli*, ont été admis à la barre. Ces Députés sont MM. *Panathieri* et *Casabianca*. Nous ne pouvons refuser à nos Lecteurs le Discours qu'il ont prononcé, et où sont renfermés les sentimens d'un Peuple qui a combattu quatre siècles pour sa liberté.

NOSSEIGNEURS,

« La Corse libre nous députe vers vous, pour vous rendre grâce de l'avoir affranchie. Le despotisme nous avoit accablés; mais, nous osons le dire, il ne nous avoit pas

Digitized by Google

soumis : votre justice seule nous a conquis ; et c'est à votre generosité que nous rendons les armes. Nous haïssions des maîtres dans le nom François ; nous y benissons des liberateurs et des freres.

« Pendant 400 ans nous avons combattu pour la liberté, nous avons versé des flots de sang pour elle, et nous n'avons pu l'obtenir ; dans un jour vous nous l'avez donnée : voyez si nous pouvons être ingrats et rebelles. »

« Nosseigneurs, toute l'Europe admire vos travaux, toute la France vous remercie de vos lois ; mais il n'est point de Département qui les admire plus, qui en sente mieux le prix que la Corse. Il n'est pas un de vos Decrets qui n'ait retabli un droit, brisé une entrave, donné un bienfait au Peuple : jugez si les sentimens seront variables. »

« En comparant notre état passé avec ce que nous sommes, ce que nous allons être, tout accroît notre gratitude, et cimente notre attachement. »

« Nous étions une Nation foible, un état borné ; devenus François, nous sommes une Nation puissante ; nous avons la force d'un grand Empire, nous jouissons de tous ses avantages ; il devient le garant de notre tranquillité, et nous sommes pour lui un port de défense et et de commerce. »

« Le fondement solide de toute union, l'avantage mutuel garantit la notre. Oui, Nosseigneurs, soyez-en certains, la France n'a point de Peuple plus devoué, l'Assemblée Nationale de sectateurs plus zélés, la Constitution et le Roi de sujets plus fideles que le Peuple Corse. »

« Ce tableau de nos devoirs en retrace un

Digitized by Google

à nos cœurs, d'autant plus cher, que vous-mêmes l'avez consacre, et qu'il tient aux sentimens que nous vous offrons. En vous parlant de reconnoissance, nos compatriotes n'ont pu manquer de se rappeler, parmi ceux qui ont combattu pour la defense de leur liberté, l'homme qui leur en peignoit si vivement les charmes; et par un sentiment de justice, ils ont voulu que celui qu'ils eurent à leur tête en leur infortune, fût à leur tête le jour de leur triomphe et de leur félicité. »

« Ce devoir acquitté, ils le redemandent avec instance pour avoir sous leurs yeux l'exemple de ses vertus, pour profiter de ses lumières dans l'observation des lois que vous faites, pour les aider à réparer les maux d'un régime qui a tout dévasté. »

« Cette dernière pensée, en nous affligeant sur l'état de notre patrie, nous porte vers une autre qui nous console. »

« En venant des extrémités de la France et la traversant presque en entier, nous avons vu par-tout le spectacle de la joie et de la prospérité, et par-tout nous avons entendu en attribuer le bienfait à l'Assemblée Nationale. »

« Par-tout nous avons entendu bénir sa sagesse; louer son courage; et quand nous apportions l'hommage de notre gratitude et de notre respect, ce n'est pas celui de la Corse seule, c'est celui de toute la France devenue notre patrie commune. »

M. *Paoli* a pris ensuite la parole, et a dit :

MESSIEURS,

« Ce jour est le plus heureux et le plus beau

Digitized by Google

beau de ma vie ; je l'ai passé à rechercher la liberté, et j'en vois ici le plus noble spectacle. J'ai quitté ma patrie asservie, je la retrouve libre ; je n'ai plus rien à désirer. »

« Je ne sais, depuis une absence de 26 ans, quel changement l'oppression aura fait sur mes compatriotes. Il n'a pu être que funeste, car l'oppression ne fait qu'avilir ; mais vous venez d'ôter aux Corses leurs fers, vous leur avez rendu leur vertu première »

« En retournant dans ma patrie, mes sentimens ne peuvent pas vous être douteux. Vous avez été généreux pour moi, et jamais je n'ai été esclave. Ma conduite passée, que vous avez honorée de votre suffrage, vous répond de ma conduite future. J'ose dire que ma vie entière a été un serment à la liberté. C'est déja l'avoir fait à la Constitution que vous établissez ; mais il me reste à le faire à la Nation qui m'adopte, et au souverain que je reconnois. C'est la faveur que je demande à l'auguste Assemblée. »

De nombreux applaudissemens ont prouvé aux Corses et à leur Général la vive satisfaction de l'Assemblée, dont le Président leur a donné un nouveau témoignage en ces termes :

MESSIEURS,

« Un Peuple né pour l'indépendance, un Peuple dont la France admira le courage tant qu'elle eut à le combattre, et dont elle n'a vraiment achevé la conquête que le jour où elle l'a rendu à la liberté, devoit sans doute goûter mieux qu'aucune autre partie de l'empire, le prix d'une Constitution qui rend à l'homme tous ses droits, et qui pro-

Digitized by Google

met au Citoyen, bonheur, gloire et prospérité. L'hommage que vous venez offrir à l'Assemblée Nationale est digne de vous et d'elle. Elle fixe ses regards avec complaisance sur les Députés d'une Nation fière et généreuse, qui désormais ne fera plus qu'un avec la France, et elle se plaît à reconnoître au milieu de vous celui qu'un choix libre mit jadis à votre tête, et qu'un des Décrets dont l'Assemblée se glorifie le plus vient de rendre à vos vœux; elle aime à distinguer en lui *le héros et le martyr de la liberté.* Enfans adoptifs de la France, recevez d'elle le bonheur qu'elle vous a préparé, et payez-la par votre amour et par cette fidélité que vous venez de lui jurer si solennellement. Vouez le même amour et cette même fidélité à ce Monarque, à qui nous l'avons jurée, à ce Roi citoyen qui fait la gloire d'un Peuple dont il est l'idole, à ce Roi restaurateur de notre bonheur, de notre liberté. »

« Les Romains alloient chercher des fils dans les familles étrangères; la France en trouve dans une Nation voisine; et les enfans de son adoption qu'elle a appelés à partager et ses droits et son nom, ne lui sont ni moins chers, ni moins précieux que les autres. L'Assemblée Nationale a reçu vos sermens, elle vous permet d'assister à sa Séance. »

Tous ces discours ont été vivement applaudis. Un des Députés a exprimé le vœu de la Corse pour posséder au plus tôt M. *de Biron*, nommé par le Roi au commandement de leur Isle; et M. le Président a répondu que l'Assemblée prendroit cette demande en considération.

Parmi plusieurs rapports qui ont suivi,

Digitized by Google

nous distinguons celui qui a été fait sur le desséchement des marais. Il a été renvoyé à la Séance du premier Mai au soir. Nous renvoyons à cette Séance des observations intéressantes qui nous ont été adressées, et dont nous ne pouvons faire usage en ce moment.

Du Vendredi 23 Avril.

Trois objets principaux ont rempli cette Séance : la vente exclusive du tabac, l'exécution du Décret qui supprime les Gabelles, et le rachat des droits féodaux.

M. l'Abbé *Gouttes*, Rapporteur du Comité des Finances, a posé la maxime qu'il importe au salut de l'état de prévenir tout ce qui pourroit empêcher la rentrée des revenus publics. Il a montré la branche d'impôts sur le tabac comme la moins onéreuse et la plus sûre de toutes, puisque cette contribution est volontaire, libre et au comptant. La supprimer, ce seroit perdre trente millions ; la remplacer, ce seroit ajouter aux charges territoriales ; l'étendre sur tous les Citoyens, ce seroit une injustice, puisque c'est le moindre nombre qui s'y soumet. Il a conclu à déterminer cette perception dans la forme accoutumée, et à s'opposer par les moyens les plus efficaces à la contrebande du tabac, observant que la santé des Citoyens en dépendoit ; que les tabacs de contrebande sont tous d'une qualité dangereuse ; qu'il n'y avoit presque personne qui ne se repentit de cette espèce d'acquisition, et que beaucoup de villes avoient senti que, frauder les droits, c'étoit réellement voler le peuple et enrichir un petit nombre de personnes avides par des voies injustes. Il

Digitized by Google

a fini par lire un Projet de Décret, qui a occasionné une discussion.

M. *Dupont*, prenant la parole à l'appui de ce Décret, a d'abord opposé son caractère connu au soupçon qui pourroit naître de la faveur qu'il accordoit à un privilége exclusif. Tout privilége de cette nature étoit odieux: « Mais les consommateurs de tabac, a-t-il dit, sont au nombre d'un sur neuf; il ne faut pas établir un impôt sur les huit neuvièmes de la Nation, pour procurer au petit nombre une jouissance à bon marché. La moitié des Départemens sollicitent la conservation de l'ancien régime : on tromperoit l'Assemblée en la déterminant par l'intérêt du Peuple. Les flatteurs du peuple sont plus dangereux et aussi méprisables que les flatteurs des Rois. On objecte l'intérêt de quelques provinces qui ont le privilége de la culture; mais il n'y a plus de Privilége, plus de provinces. Mais la Flandre, l'Artois, l'Alsace! On en parloit autrefois en Géographie, comme on parloit de la Noblesse et du Clergé dans notre Constitution : les Départemens sont sortis de votre génie comme Minerve du cerveau de Jupiter. La Patrie doit être obéie, parce qu'elle est mère et maîtresse. »

L'Orateur a proposé de renvoyer la question au Comité des impositions qui examinera celui des régimes qui pourra être le plus doux. Mais il a demandé la conservation du revenu sur le tabac, l'uniformité du prix dans tout le Royaume, et la diminution à mesure que la dette publique le permettra.

Plusieurs Membres ont adopté l'ajournement. M. *de Beaumetz* est le seul qui l'ait sollicité par forme d'opposition. « Le Comité

Digitized by Google

des Finances, a-t-il dit, n'a pas attendu les éclaircissemens qu'on lui préparoit. Lorsqu'ils seront donnés, on connoîtra l'administration maternelle de cette ferme, qui fait tous les ans à l'Etat un tort de 34 millions pour en rendre 25. » — L'ajournement a été adopté, et fixé au vendredi 30 de ce mois.

Les articles proposés par M. *Dupont* sur la Gabelle, n'ayant occasionné que de simples explications, et point de débats, nous ne pouvons que les donner tels qu'ils ont été adoptés et décrétés par l'Assemblée.

« I. Conformément à la stipulation portée par l'art. 15 du bail général des Fermes, passé à *J. B. Mager*, le 19 Mars 1789, laquelle a prévu le cas de la distraction dudit bail des parties de perception qu'il seroit jugé convenable d'en retirer, les grandes et les petites Gabelles, et les Gabelles locales distraites dudit bail, à compter du 1^er^. Janvier 1789, et seront ledit Adjudicataire et ses cautions tenus de compter de Clerc à Maître, comme pour les objets dont ils ne sont que Régisseurs, de toutes les recettes et dépenses qu'ils auront faites relativement aux Gabelles depuis cette époque. »

« En conséquence de ladite résiliation, la Nation rentre en jouissance de tous les greniers, magasins, bateaux, pataches, meubles, ustensiles de mesurage et autres objets qui servoient à l'exploitation desdites Gabelles, ainsi que de l'universalité des sels que ledit *Mager* avoit à sa diposition le 1^er^. Avril. »

« Les cautions dudit *Mager*, chargés par le Décret du 20 Mars de faire pour le compte de la Nation, au cours fixé par la con-

Digitized by Google

currence du Commerce, et sans pouvoir exceder en aucun lieu le prix de 3 sous la livre, la vente de tous les sels existans au 1er. Avril dans les dépôts, magasins et greniers de la Nation, même de ceux achetés pour le compte de l'Etat, et qui étoient à sa disposition antérieurement au Décret du 20 Mars, compteront tous les mois des produits de ladite vente à l'Administration générale des Finances, et en verseront de mois en mois les deniers au Trésor National, jusqu'à parfaire la somme de douze millions, destinée aux dépenses de l'Etat. »

« Il sera ensuite tenu compte audit Adjudicataire et à ses cautions, sur le produit desdites ventes, de la valeur des sels et autres effets, suivant les regles établies par leur évaluation, et comme il se pratiquoit à l'expiration de chaque bail, lorsque l'Adjudicataire sortant transmettoit à son Successeur les sels et effets, dont celui-ci remboursoit le prix. »

« Et le surplus du produit de la vente desdits sels continuera d'être appliqué d'autant au remboursement des fonds et avances desdites cautions de *Mager*, conformément à l'article V du Décret du 20 Mars dernier. »

« II. Tous les Juges et Officiers des Gabelles, en titre d'Office quelconque, tant dans les greniers que dans les dépôts, salorges, salines et autres établissemens qui tenoient à la manutention et au régime des Gabelles dans les Provinces de grandes et petites Gabelles, de Gabelles locales, pays de quart-bouillon, dépôts situés aux frontieres des pays exempts et rédimés de cet impôt, sont supprimés, et cesseront toutes

Digitized by Google

fonctions desdits Offices à compter de la date du présent Décret. »

« Il sera procédé à la liquidation de leurs Offices en la forme qui sera incessamment réglée ; leurs gages seront acquittés jusqu'au jour de leur suppression, et il sera pourvu, à compter dudit jour, au payement des intérêts de leur Finance, jusqu'à leur remboursement. »

« III. Les quantités de sel appartenant à la Nation, et qui existoient au 1er. Avril 1790, à sa disposition, tant dans les greniers, magasins, dépôts et salorges, que sur les marais salans, seront constatées par les Officiers Municipaux des lieux, savoir ; dans les dépôts et magasins, d'apres les Registres et les Procès-verbaux, tant des Officiers Jurisdictionnels et porte-clefs, que des préposés de la Ferme générale ; et lesdits Registres et Procès-verbaux séront clos et arrêtés par lesdits Officiers Municipaux, à la suite de quoi ces Officiers porte-clefs remettront les clefs aux préposés de la Ferme, qui leur en donneront reconnoissance, avec décharge de la responsabilité et garantie des masses, dont lesdits préposés continueront d'être seuls tenus, sous l'inspection des Municipalités, jusqu'à la formation des Assemblées Administratives de Districts et de Départemens, qui en seront chargées, ou pourront commettre, selon le cas, les Municipalités des lieux. »

« Quant aux sels achetés pour le compte de la Nation avant le 1er. Avril, et non encore enlevés des marais salans, leur quantité sera justifiée par la représentation des polices d'achat, et des livres de comptes des Commissaires ; lesquels livres et polices

Digitized by Google

seront représentés aux Officiers Municipaux des lieux pour être par eux visés et arrêtés. »

« IV. Le droit qui étoit exercé pour la Nation sur les sels des salines de Peccais, Hierres, Borre, Badon, Peyriac et Siégean, ne pourra être étendu au-delà de ceux qui sont actuellement fabriqués. La Nation renonce pour l'avenir à tout privilège sur les sels desdites salines. La prochaine récolte et toutes les suivantes seront à la libre disposition des Propriétaires. »

« V. Pour assurer la comptabilité et la rentrée des recouvremens faits et à faire par les Receveurs-généraux et particuliers des Gabelles, ils seront tenus de laisser au Trésor public les cautionnemens qu'ils y ont consignés, et dont les intérêts continueront de leur être payés comme par le passé jusqu'au remboursement, sans que dans aucun cas, et sous aucun prétexte, ils puissent retenir aucune somme, ni faire compensation des recouvremens provenant de la vente des sels avec le montant de leurs cautionnemens, à peine d'être poursuivis comme pour divertissement des deniers de l'Etat. Cette disposition aura effet contre ceux desdits Receveurs et Comptables qui n'auroient pas vidé leurs mains, et remis toutes les sommes qu'ils ont touchées pour le compte de l'Etat. »

Deux articles, l'un relatif à l'entrée du sel de Portugal pour la Pêche, l'autre à la restitution des droits payés sur les sels qui seroient trouvés au 1^er^. Avril dans les magasins de quelques Villes dénommées, ont été renvoyés aux Comités des Finances, d'Agriculture et de Commerce réunis.

M. *de Folleville* a demandé, comme une

Digitized by Google

chose honorable à l'Assemblée Nationale, et nécessaire à la ville de Paris, que le Comité des Finances soit chargé de proposer, sous trois semaines, des moyens de rapprocher le payement des rentes sur l'Hôtel-de-Ville, de sorte que les premiers mois de 1790 puissent être payés au 15 du mois d'Aout. — Adopté.

M. *Tronchet* est venu alors établir l'ordre à observer dans la discussion qui devoit suivre, concernant le mode du rachat des droits féodaux. Il a porté toute la clarté possible sur une matière obscure et si loin de la portée de la plupart des Lecteurs. Voici les cinq premiers articles de la délibération :

« Art. I^er^. Tout Propriétaire pourra racheter les droits féodaux et censuels dont son fonds est grevé, encore que les autres Propriétaires de la même Seigneurie ou du même Canton, ne voulussent pas profiter du bénéfice du rachat ; sauf ce qui sera dit ci-après à l'égard des fonds chargés de cens ou redevances solidaires. »

« II. Tout Propriétaire pourra racheter lesdits droits, à raison d'un fief ou d'un fonds particulier, encore qu'il se trouve posséder plusieurs fiefs, ou plusieurs fonds censuels, mouvans dans la même Seigneurie, pourvu néanmoins que ces fonds ne soient pas tenus sous des cens et redevances solidaires, auquel cas le rachat ne pourra pas être divisé. »

« III. Aucun Propriétaire de fiefs, ou fonds censuels, ne pourra racheter divisément les charges et redevances annuelles dont le fief, ou le fonds est grevé, sans racheter en même temps les droits casuels et éventuels. »

Digitized by Google

« IV. Lorsqu'un fonds tenu en fief ou en censive, et grevé de redevances annuelles solidaires, sera possédé par plusieurs co-Propriétaires, l'un d'eux ne pourra point racheter divisément lesdites redevances au prorata de la portion dont il est tenu, si ce n'est du consentement de celui auquel la redevance est due; lequel pourra refuser de recevoir la totalité du remboursement, en déchargeant à la fois tous les co-débiteurs de la solidité; mais hors ce cas, il sera tenu de racheter la redevance entière, et alors il sera subrogé aux droits du créancier, pour les exercer contre ses co-debiteurs, à la charge de ne les exercer que comme pour une simple rente foncière, et sans aucune solidité; et chacun des autres co-débiteurs pourra racheter à volonté sa portion divisément. »

« V. Pourra néanmoins le co-Propriétaire d'un fonds grevé de redevances solidaires, en rachetant, ainsi qu'il vient d'être dit, la redevance entière, ne racheter les droits casuels que sur sa portion, sauf au Propriétaire du fief à continuer de percevoir les mêmes droits casuels sur les autres portions du fonds, et sur chacune d'elles divisément, lorsqu'il y aura lieu, jusqu'à ce que le rachat en ait été fait. »

Premier principe : le rachat est une faculté individuelle. Second principe : cette faculté ne s'étend pas jusqu'à donner à l'individu le droit de racheter ce qui est indivisible. Troisième principe : cette faculté ne peut débarrasser de la solidité; mais ce principe se modifie à l'égard du rachat des droits casuels.

M. *Moreau* a ouvert la discussion en s'é-

Digitized by Google

levant contre l'article 3. Il a dit que les droits casuels et éventuels devoient être régis par des principes différens de ceux qui régissent les redevances annuelles. Dans ces redevances, on distingue le cens, qui est imprescriptible, tandis que les autres redevances Seigneuriales ne le sont pas. On peut donc diviser le rachat de ces redevances, et permettre de racheter le surcens sans racheter en même temps les droits casuels.

M. *Tronchet* a répondu que la convention du bail à cens est concédée à condition que le Propriétaire sera payé de la totalité de ses droits, et qu'on ne peut diviser une convention, ni autoriser le remboursement de 50 liv. sur 100 liv. parce que la rente foncière est indivisible.

M. *Richier* a dit que le Projet du Comité ruineroit les Seigneurs et Possesseurs de droits féodaux, s'il étoit permis à des Possesseurs qui ne sont pas solidaires dans le même tenement de se racheter séparément. Qu'en arrivera-t-il en effet? Je suis, dit-il, Possesseur d'un fief, en agrière, de deux cents pièces de vin sur trois mille propriétés particulières. Si chacun me rembourse séparément, il faudra, jusqu'à ce que tous aient racheté, conserver les hommes et les bâtimens nécessaires à la perception de cette redevance. Autre inconvénient : si tous les Propriétaires sont autorisés à racheter, ils racheteront les bonnes vignes, les bonnes terres, et non les mauvaises, et je serai obligé de faire la même dépense pour un moindre revenu. Vous autorisez la libération individuelle. Eh bien, demain je recevrai 6 liv. après-demain 20, pendant quelque temps rien. Que ferai-je de ces petites som-

Digitized by Google

mes?... Je conclus à ce que le tenement soit obligé de se racheter en entier. — Le Préopinant a été appuyé par M. *de Foucault*, et M. *Tronchet* leur a répondu qu'en se conformant à l'article, on pouvoit racheter un fief quand on en a deux, et non le tiers ni le quart d'un fief; ce qui faisoit tomber leurs objections.

M. *Dupont* a proposé un Plan conciliatoire, consistant à permettre à tout Propriétaire grevé de droits Seigneuriaux, de se racheter particulièrement, et d'effectuer le rachat dans la Caisse du Département, qui se procurera des assignats ou autres effets publics qu'il gardera en dépôt, et dont il payera les interêts jusqu'à ce que le Propriétaire veuille retirer partie ou totalité du remboursement.

M. *Richier* n'a pas cru que les Propriétaires de droits aussi sacrés que les droits Seigneuriaux, voulussent les échanger contre des effets publics. Il s'est transporté dans la Savoie, où il fut ordonné, en 1774, que les cens ne seroient rachetés que par la totalité des redevables de chaque Seigneurie, et où le remboursement se fit en entier, à la satisfaction des Contribuables.

MM. *Brillat Savarin*, *Girard* et l'Evêque de Nîmes, se sont engagés dans cette digression, comme témoins de cette opération du Roi de Sardaigne. M. le Président les a rappelés à la question, qui étoit d'établir les principes suivant lesquels le rachat doit avoir lieu.

M. *Tronchet*, dont le rôle étoit de tout expliquer, a repris la parole pour dire que le Comité avoit suivi deux règles dans son travail : le Décret de l'Assemblée qui or-

Digitized by Google

donne le rachat, et les Lois de la justice; qu'il avoit balancé les intérêts du Censitaire et ceux du Propriétaire de fiefs. Le rachat en bloc étoit plus prompt, plus utile au Propriétaire; mais on ne pouvoit l'ordonner sans s'écarter du Décret. Donner au débiteur la faculté de racheter, ce n'étoit pas lui en donner l'obligation. Tout redevable n'est pas toujours en état de racheter. Le rachat en masse en anéantiroit la faculté, et l'on pourroit introduire contre les petits Propriétaires ce qu'on a voulu établir en leur faveur.

L'Assemblée délibérant ensuite, a décrété les cinq articles qui avoient fourni à la discussion, et l'examen des autres a été renvoyé au lendemain.

Du Samedi 24 Avril.

M. *Bouche* s'étant plaint de la lenteur avec laquelle les Ministres envoient les Décrets dans les Provinces, l'Assemblée a engagé de nouveau ses Commissaires à surveiller et presser ces envois essentiels; on a ajourné indéfiniment la rédaction du mode de rentrée des Protestans dans les biens de leurs ancêtres, confisqués sous les règnes précédens.

L'ordre du jour étoit la suite des Décrets sur les droits féodaux; voici ceux adoptés dans cette Séance :

« Art. VI. Pourront les Propriétaires de fiefs ou fonds censuels, traiter avec les redevables de gré à gré, à raison du rachat des droits censuels; et les traités ainsi faits entre majeurs, ne pourront être attaqués sous prétexte de lésion quelconque. »

« VII. Les tuteurs, curateurs et adminis-

Digitized by Google

trateurs des pupiles, mineurs et interdits, les grevés de substitution, les maris dans les pays où les dots sont inaliénables, même avec le consentement des femmes, ne pourront liquider les rachats des droits ci-dessus, qu'au taux ci-après prescrit, et à la charge du remploi. Il en sera de même des Propriétaires qui sont assujétis aux droits de reversion. »

« VIII. Lorsque le rachat se fera pour des objets appartenans à une communauté d'habitans, les Officiers Municipaux ne pourront les liquider que sous l'autorité des Assemblées administratives du Département du Directoire. »

« IX. Si le rachat concerne des droits appartenans à des gens de main-morte, et dont l'administration seroit donnée à une Municipalité, il sera liquidé par elle. Les Officiers Municipaux y procéderont sous l'autorisation du Département ou de son Directoire, et en verseront le prix entre les mains du Trésorier. »

« X. A l'égard des biens Ecclésiastiques, les Assemblées administratives liquideront le rachat des Droits sur lesdits biens, et en feront déposer le prix entre les mains de leur Tresorier. »

« XI. L'Assemblée Nationale se réserve pareillement de statuer sur l'emploi du prix des rachats des Droits appartenans aux Domaines, apanages, engagemens ou échanges non encore consommés. »

« XII. Lorsque les parties ne pourront s'accorder sur le rachat desdits droits, le rachat en sera fait suivant les regles ci-après. »

« XIII. Pour liquider le rachat des droits

Digitized by Google

fixés, il sera formé une évaluation du produit total des charges dont le fonds est grevé. »

« XIV. A l'égard des redevances en grains, il sera formé une année commune de leur valeur sur les 14 années antérieures à l'époque du rachat, d'après le prix commun de chacune d'elles. Il sera soustrait desdites 14 années, les deux plus fortes et les deux plus foibles. »

« XV. Il en sera de même pour les redevances en volaille, beurre, agneaux, cochons, fromage, cire et autres denrées dans les lieux où leur prix est porté dans les registres des marchés. A l'égard des lieux où il n'y en a pas, les Directoires des Districts formeront un tableau du prix desdites denrées, qui servira pendant dix années. »

« XVI. Chaque Directoire de District formera un tableau du prix ordinaire des journées d'hommes, de chevaux, bêtes de travail et de somme, et des voitures, qui servira aussi pendant dix ans. »

« XVII. Quant aux redevances qui consistent en une certaine portion des fruits récoltés sur le fonds, il sera procédé, par des Experts, à une évaluation de ce que le fonds peut produire en nature dans une année commune. L'évaluation en sera faite en la forme prescrite par l'art. XIII ci-dessus. »

« XVIII. Quant aux bannalités non supprimées sans indemnité, lorsque les Communautés d'habitans voudront s'en libérer, il sera fait, par des Experts, une estimation de la diminution que l'objet de la bannalité éprouve par sa suppression, sans déroger aux lois antérieures qui ont autorisé les

Digitized by Google

Communautés à se racheter des bannalités sous des règles particulières. »

« XIX. Dans tous les cas où l'évaluation du produit annuel d'une redevance, pourra donner lieu à une estimation d'Experts, le redevable pourra faire une offre réelle d'une somme déterminée ; et en cas de refus, les frais seront supportés par celui qui succombera dans l'expertise. »

« XX. Si l'offre est faite à un Tuteur ou à un Administrateur quelconque, ces Administrateurs pourront employer en frais d'Administration ceux d'expertise. »

« XXI. Le rachat de la somme à laquelle aura été liquidé le produit annuel des droits de redevances fixes et annuelles se fera, savoir ; pour les redevances en argent et corvées, et pour le produit des bannalités, au denier vingt ; et quant aux redevances en grains, volailles, denrées et fruits de récolte, au denier vingt-cinq. »

L'Article XIV a éprouvé d'abord d'assez grandes difficultés, parce qu'il proposoit de ne faire l'évaluation du prix des droits que sur dix années, desquelles on retrancheroit toutes celles qui s'éleveroient au-dessus du tiers du taux des années communes ; ces temps extraordinaires de disettes peuvent, observa M. *Prieur*, provenir soit de quelques grandes calamités publiques, soit des manœuvres des accapareurs ou des ennemis du bien public. Il est du devoir du Législateur de soustraire, autant qu'il est possible, chacun des individus du Royaume aux suites de ces fléaux ; ni les années extraordinaires de disette, ni celles d'une abondance excessive, ne doivent donc être comprises dans l'évaluation du prix des rentes

Digitized by Google

qui vont être remboursées. Prendre une suite de 14 années, et en retrancher les deux plus fortes et les deux moindres, a paru l'expédient le plus juste, et le plus généralement sûr, pour trouver le taux exact d'une année commune de récolte.

L'Article XV a résisté au choc de plusieurs objections insolubles faites par M. *la Poule*; elles étoient fondées sur la diversité des prix des denrées.

Sur l'Article XVIII, M. *Brunet de la Tuque*, et plusieurs autres Membres demandoient que l'on fixât un mode de rachat pour le matériel et les dépendances nécessaires des bannalités. M. *Bouche* proposoit même de forcer les Propriétaires d'objets bannaux, vendus par les Communautés, de les restituer au taux primitif, à la réquisition des Municipalités.

Cet amendement a donné lieu à la clause de l'Article XVIII, rédigé par M. *Merlin*.

M. *Tronchet* n'eut point de peine à réfuter les argumens de ceux qui prétendoient que les Propriétaires de bannalités devoient être forcés à vendre tous les objets bannaux, aux Communautés qui le requerroient; l'objet bannal est en effet parfaitement distinct et séparé du droit de la bannalité, lorsqu'il n'est point compris dans le contrat; c'est une propriété indépendante, et dont il ne peut être permis aux Communautés de disposer.

L'Article XXI étoit un des plus importans, et fut aussi très-sérieusement discuté.

M. *Fréteau* observa que les Propriétaires même les plus accommodans, refusent souvent le remboursement de leurs rentes au

Digitized by Google

denier trente, craignant les incertitudes du remboursement, les embarras de l'estimation, du remploi, etc. « Comment, continua-t-il, peut-on aujourd'hui vouloir fixer ce prix au denier vingt? Il est sur-tout deux espèces de rentes qui méritent d'être fixées à un taux supérieur, celles qui s'acquittoient à volonté, en argent ou en grains, et celles qui, par des stipulations particulières, étoient déchargées de toute retenue. Je crois que rembourser ces rentes au denier trente, ce seroit encore un marché très-favorable. »

M. *de Roch-brune*, qui se fit rappeler à l'ordre, en avançant que les Préopinans avoient été *de mauvaise foi*, ne tenta pas de le prouver : « Il est impossible, dit-il, qu'il y ait un taux commun pour le remboursement, dans toutes les Provinces. Je demande donc que vous différiez jusqu'à ce que vous puissiez vous procurer des tarifs particuliers à chacune d'elles. Dans les Provinces Méditerranées une terre de 5000 liv. de rente s'achète rarement au-dessous de 200 mille livres ; c'est donc au denier quarante que devroient se rembourser les rentes seigneuriales. Dans ces Provinces, les mutations sont, à cause de l'infertilité des terres, très-rares, et ne compenseroient jamais ce que vous ôtez au prix des droits annuels. »

Divers autres Députés des Provinces considéroient différemment la question ; plusieurs trouvoient même le taux du denier vingt trop fort.

M. *Tronchet*, Rapporteur du Comité, qui avoit refuté successivement toutes les objections, répondit qu'en effet le Propriétaire qui souffre d'un rachat involontaire,

Digitized by Google

doit être parfaitement indemnisé ; mais, observa-t-il ensuite, ne le sera-t-il donc pas lorsqu'avec le remboursement il pourra se procurer le même revenu ? Or, en le plaçant à constitution, il se procurera le même revenu, même un revenu plus considérable, que n'étoit sa rente seigneuriale ; car il ne faut jamais confondre le prix effectif de cette rente avec le prix d'affection fondé sur des prérogatives et droits honorifiques qui y étoient attachés, et que vous avez reconnu devoir être supprimés sans indemnité.

Le prix des rentes change non-seulement de provinces à provinces, mais de cantons à cantons. Pour contenter tout le monde, il faudroit, pour ainsi dire, faire autant de tarifs différens qu'il y a de fiefs ; ce qui est impossible. Il a donc fallu fixer un taux moyen : d'après tous les renseignemens qu'a pris le Comité, celui qu'il vous propose a paru satisfaire au but qu'il avoit en vue ; il a toujours tenu une route moyenne entre les différentes évaluations des provinces, entre les intérêts des Propriétaires de fiefs, et ceux des contribuables.

Conformément à ces observations, l'Article a été littéralement adopté tel que le Comité le proposoit, et tel que nous l'avons ci-dessus transcrit.

L'Assemblée s'est retirée à trois heures et demie dans les bureaux pour procéder à différentes élections. ; et entre autres au renouvellement du Comité des Recherches. M. *d'Ambly* en proposoit la suppression. Quoique beaucoup de Membres de la partie droite appuyassent cette Motion, on a craint de flétrir, par une délibération de cette nature, la sainteté de l'établissement, des secours

Digitized by Google

duquel l'Assemblée a paru juger que la nouvelle Constitution auroit encore peine à se passer.

Du Samedi 24. Séance du soir.

Le résultat du Scrutin a balancé les voix entre M. le Duc *d'Aiguillon* et M. *de Virieu* pour la Présidence. — Nombre d'Adresses, après lesquelles on a passé à deux objets d'un intérêt extraordinaire dans les Séances du soir.

A la suite de la lecture d'une Lettre envoyée par M. *de la Luzerne*, laquelle annonce des troubles à la Martinique, M. *Gouy d'Arsy* a communiqué partie d'une délibération de l'Assemblée du Nord de Saint-Domingue, et une Lettre contenant des griefs contre l'administration de M. *de la Luzerne*, des éloges pour le *Lecteur*, qui a eu le courage de le dénoncer précédemment, et une recommandation aux Députés de la Colonie de poursuivre cette dénonciation.

M. *Goupil de Préfeln* s'est élevé contre ces accusations vagues, ou passionnées, ou calomnieuses qui fatiguent, sans utilité pour l'Etat, les Agens de l'Administration. M. le Vicomte *de Mirabeau* a eu la plus grande peine à se faire entendre pour requérir des peines contre les dénonciateurs perfides ou calomniateurs. M. *de Biauzat* a demandé que les Pièces fussent rejetées comme contenant des expressions peu respectueuses pour l'Assemblée, qui, néanmoins, en a décrété le renvoi au Comité des Rapports, et la communication à M. *de la Luzerne*.

L'ordre du jour amenoit le Rapport de l'affaire du Parlement de Bordeaux; il a été

Digitized by Google

fait par M. le Comte *de Montmorency*. M. l'Abbé *Maury* a entrepris la justification du Réquisitoire soumis au jugement. Sans partager son opinion, qu'il appuyoit sur des faits qui ont été démentis, nous pouvons observer qu'il a été interrompu deux fois très-indécemment, et que si l'on ne proscrit cette méthode d'insulter les Membres qui n'ont pas pour eux l'opinion publique, l'Assemblée entière, compromettant sa majesté, perdra bientôt le respect et la confiance nécessaires au salut de l'Etat. — Cette discussion a produit un Décret qui « improuve le « Réquisitoire du Procureur-général du Par- « lement de Bordeaux, et ordonne que le « Président sera mandé à la Barre de l'As- « semblée. »

Du Dimanche 25 Avril.

Nous reviendrons sur des débats relatifs à l'absence des Députés et à la dénonciation de la dernière Brochure de M. *Bergasse;* et nous nous bornons à la substance de deux Décrets qui ont été portés dans cette Séance. — L'un ordonne que les Trésoriers des dons Patriotiques remettront aux Payeurs des rentes de l'Hôtel-de-Ville, les sommes nécessaires pour les payemens de celles de 100 liv. et au-dessous. — L'autre accorde en indemnité des privilèges supprimés, une gratification annuelle de 30 liv. par cheval aux Maîtres de Postes, et règle le tarif des droits à payer pour les malles et les portemanteaux, ainsi que le nombre des chevaux nécessaires à chaque espèce de voiture.

Digitized by Google

L'affaire de Lille n'aura point les suites que s'en promettoient les gens mal intentionnés: à force de suppositions sur les causes, d'exagération dans les faits, et de mensonges réels entremêlés, on vouloit bien donner à cette querelle, deja trop funeste, l'air d'un essai de contre revolution terrible. De malignes instigations avoient déja mis les Troupes de la Ville dans le cas de se redouter et de se détester mutuellement; les premières craignoient d'être bombardées; les autres d'être affamées; d'une et d'autre part on n'osoit bouger, et le véritable ennemi, quel qu'il fût, triomphoit en silence d'avoir jeté cette semence de discorde.

Mais enfin, le 17 de ce mois, M. le Marquis *de Livarot* reçut ordre du Roi de se rendre à Paris, où il soumet actuellement sa conduite à toutes les recherches qu'il plaira de faire contre lui; et de suite, ordre aux quatre Régimens de la garnison d'en sortir pour se rendre, savoir; Colonel-Général-Dragons, à Dunkerque; la Couronne, à Béthune; Royal des Vaisseaux, à Mézières; et les Chasseurs de Normandie, à Philippeville. Les Bourgeois, qui menaçoient de se garder eux-mêmes, ont reçu à la place, Beaujolois, Brie, Dillon, et Colonel-général Cavalerie.

Au moyen de ces ordres sagement donnés et exécutés, l'ordre et le calme sont rétablis dans la Ville comme dans les esprits. C'est M. *de Boistelle*, Commandant à Dunkerque, qui a été nommé pour suppléer en l'absence de M. *de Livarot*. Celui-ci s'est deja justifié auprès de la Municipalité de Lille. Le dernier reproche qu'on lui fait, c'est de s'être

Digitized by Google

trouvé à l'Abbaye de Noos au moment où sa garnison se battoit à Lille.

Nous ne devons pas oublier d'annoncer aussi que le nombre des morts a été fort exagéré. Sur 16 hommes frappés dans le combat, 6 sont morts, 7 guéris de leurs blessures, et 3 demeurent blessés plus grièvement.

L'Auteur du pamphlet *Garde à Vous*, dont nous avons parlé, a été arrêté; et M. le Marquis *de Vitry*, Dénonciateur de M. le Marquis *de Livarot*, souffre aujourd'hui la défaveur de sa conduite.

Une autre querelle, dont les causes sont aussi simples, et dont on a voulu tirer parti pour semer des alarmes, est celle qui a eu lieu, le 22 au soir, aux barrières de Paris. Un Sous-Lieutenant Suisse, sorti de son Régiment pour passer dans le Corps National des Chasseurs, étoit venu revoir ses anciens amis. L'Adjudant de la Compagnie l'avoit insulté. Ils s'étoient battus, et l'Adjudant avoit été blessé. Voilà une querelle de Corps; mais il falloit bien vîte en faire une querelle publique. Les Suisses de la Compagnie Colonelle se proposent de venger l'Adjudant sur tous les Chasseurs, et vont les chercher aux barrières. Sous quelque drapeau que ce soit, personne ne recule. L'affaire alloit devenir sérieuse, quand M. le Marquis *de la Fayette* se présenta sur le champ de bataille avec

Digitized by Google

des forces suffisantes pour y ramener la paix. Il contint la troupe à ses ordres, et prit des ordres du Roi par rapport aux Suisses, à qui il n'en avoit point à donner. Les Suisses ont été consignés à leur cazerne; et le Peuple, qui protégeoit les Chasseurs, a été dispensé de se montrer ingrat à l'égard d'une troupe qui, tout étrangère qu'elle est, s'est conduite à sa plus grande satisfaction jusqu'à cette époque.

ERRATA.

Il s'est glissé une faute grave dans le N°. 15 du Mercure, page 99. On y lit, art. 4 du Decret du 29 Mars, sur les Commissaires de Département, qu'ils ne pourront être éligibles; *lisez :* et pourront être éligibles dans ce même Département.

Digitized by Google

MERCURE DE FRANCE.

SAMEDI 8 MAI 1790.

PIÈCES FUGITIVES
EN VERS ET EN PROSE.

QUATRAIN

Mme. LE L..., *dont le mari reçoit les Déclarations relatives à la Contribution patriotique, Elle reprochoit à l'Auteur de n'avoir point encore fait la sienne.*

JE n'ai rien déclaré ; je suis pauvre, & j'enrage
Je ne pouvoit payer de Contribution.
Si l'on osoit d'amour vous parler le langage,
Ah ! j'aurois bientôt fait ma déclaration.

(*Par M.* ***, *à Dinan en Br.*)

Digitized by Google

LE TOMBEAU,

Idylle faite à la mort de M. CARIÉ.

Multis ille bonis flebilis occidit,
Nulli flebilior, quam mihi...
HORACE.

PAR son savoir, par sa sagesse,
Le respectable Palémon
Fixa dans son humble maison
La vertu, les jeux, la tendresse.

Il unissoit à la bonté
D'une complaisante vieillesse,
Cette douce amabilité
Qui nous charme dans la jeunesse.

De ses voisins toujours aimé,
L'exemple de tout son village,
Il eut des amis de tout âge;
Chacun, de ses vertus charmé,
Comme lui vouloit être sage.
Hier, dans ces champêtres lieux,
Entouré d'amis; sa présence
Y faisoit encor des heureux;
Hier encor les malheureux
Éprouvoient tous sa bienfaisance,

Digitized by Google

Hélas ! maintenant.... il n'eſt plus !
Les vœux de nos cœurs éperdus,
Les prières de l'innocence,
N'ont pu l'arracher au trépas ;
Et c'eſt en vain que l'indigence
Pouſſe des cris qu'il n'entend pas.

Il ne nous laiſſe, ce bon père,
Que des bienfaits, que des regrets !
En vain mon cœur ſe déſeſpère !
Il a diſparu pour jamais.

Félicité, douce chimère !
Tu n'es qu'une erreur du moment.

De cet ami doux & ſincère,
Que j'aimai toujours tendrement,
J'ai placé, près de ma chaumière,
La tombe en un lieu ſolitaire ;
Et tremblant, je viens de tracer
Sur ce monument reſpectable,
Ces mots que le Temps implacable
Ne devroit jamais effacer :

» Ici repoſe un Sage, à l'amitié fidèle :
» Douce amitié, sèche tes pleurs ;
» Il n'eſt point mort, il vit dans tous les cœurs ;
» Les Dieux ont fait, comme eux, la Sageſſe im-
» mortelle !... «

Et l'if & le ſombre cyprès,
Unis pour ombrager ſes cendres,

Digitized by Google

Y seront témoins des regrets
Qu'éprouveront tous les cœurs tendres,
O mes amis ! j'ai dédié
A la Sagesse cet asile,
Et pour moi ce séjour tranquille
Est le *Temple de l'Amitié*.
(*Par M. Mellinet fils, Volontaire Nantois.*)

Explication de la Charade, de l'Enigme & du Logogriphe du Mercure précédent.

LE mot de la Charade est *Soufleur*; celui de l'Enigme est *l'Innocence*; & celui du Logogriphe est *Révolution*, où l'on trouve *Vire, Rive, Lion, Rôtie, Lotion, Vue, Violon, Rôle, Volet, Ut, Ré, Volte, Noir, Lie, Velu, Ton, On, Roue, Roi, Vouloir, Lot, Vol, Lire, Nil, Loire, Rot, Lut, Nul, Or.*

CHARADE.

AIMEZ-VOUS à courir ? traversez mon premier;
Etes-vous Médecin ? opérez mon dernier;
Lisez-vous les Journaux ? prédisez mon entier.
(*Par Mlle. de Courville.*)

ÉNIGME.

ON me donne le nom d'un célèbre animal;
On ne fait pas si mal;

Digitized by Google

J'en ai des traits, j'en ai la robe blanche,
J'ai tête & bec, j'ai queue avec nuance;
En outre, un pied qui me sert en tout temps,
Au froid, au chaud, à la pluie, au beau temps:
Avec mon pied, bien souvent dans une heure,
Je fais un très-grand tour sans changer de demeure;
Orient, Occident, Midi, Septentrion,
Je parcours tout sans contradiction;
Je n'appréhende rien; éclairs, vents & tonnerre,
Tout m'est indifférent, à tous je fais la guerre;
Je puis passer par-tout pour le coq du pays;
Je domine les Rois, Princes, Comtes, Marquis,
Pape, Evêques, Abbés; aucuns d'eux dans leurs places,
Ne sont assez hardis pour marcher sur mes traces.
Ami, Lecteur, veux-tu me voir?
Hé bien! lèves les yeux, tu peux m'apercevoir.
J'en ai trop dit; on voit que je suis sans ramage,
Et que je manque de plumage.

(*Par M. Fillette, Curé de Patinges.*)

LOGOGRIPHE.

*A Mlle. L***.*

On sent à mon aspect une frayeur soudaine;
Mais on perdant mon cœur, sans orgueil en courroux,
Comme un Forçat portant la chaîne,
J'annonce ce qu'on aime à passer près de vous.

(*Par M. Lagache fils, à Guise.*)

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

De la Force publique considérée dans tous ses rapports ; par M. le Comte DE GUIBERT. *A Paris, de l'Imprimerie de* Didot l'aîné ; *& se vend chez* Gattey, *Libraire, au Palais-Royal.*

SECOND EXTRAIT.

RIEN n'étoit plus instant en parlant de l'usage de la force publique, & des pouvoirs qui doivent l'exercer, que de calmer les inquiétudes que peut donner pour l'avenir la force confiée à la Puissance exécutive. C'est ce qu'a fait l'Auteur ; mais avant de poser les barrières qui défendront la liberté publique des abus de cette Puissance, il commence par adopter cette idée hardie d'un autre Auteur : que *pour que le pouvoir du Monarque soit utile, il faut qu'il puisse en abuser ; & que c'est pour l'en empêcher, que sont faits tous les contre-poids & les préservatifs d'une bonne Constitution.* En effet, dit-il, » si le Monarque ne peut pas faire agir la force qui lui est confiée, elle est nulle dans ses mains ; c'est comme si elle n'existoit pas. Tout l'ar-

Digitized by Google

tifice de cette partie de la Constitution doit consister en ce que le Monarque puisse efficacement employer la force publique pour le maintien des Loix, & en ce que ces mêmes Loix le surveillent & l'arrêtent au moment où il voudroit la diriger contre elles «.

Ainsi l'existence de l'armée & de tous ses accessoires doit dépendre de la volonté nationale, & avoir besoin d'être confirmée au renouvellement de chaque Législature, par un décret solennel qui en fixe en même temps la dépense annuelle.

» Hors le cas *des troubles majeurs*, le Roi ne doit pouvoir faire dans les Provinces intérieures aucun rassemblement de troupes réglées ou de Milices Nationales; & ce n'est que par les divers degrés de force de police établis par la Constitution, & circonscrits dans les limites de leur action ordinaire, qu'il doit assurer & maintenir la police & l'ordre public «.

Dans les cas extraordinaires, c'est à la Puissance législative qu'appartient la proclamation de *la tranquillité publique en péril*; & de cette proclamation dépendra, comme nous l'avons vu, l'action des forces réunies.

» La responsabilité sera le frein de la force publique militaire; mais il ne doit y avoir de responsable que les Chefs. Autrement l'Officier se disant responsable, désobéit à son Chef, le Soldat à son Officier;

Digitized by Google

aucun ordre n'a plus de caractère sacré ; chacun s'en fait à son gré le commentateur, l'interprète & le juge. C'est sans doute pour ôter au Despotisme ses cent mille bras, qu'on a jeté ainsi dans les troupes ces idées de dissolution & de désobéissance. Mais lorsque dans les crises d'une maladie violente, on s'est permis de hasarder les poisons comme remèdes, il ne faut pas ensuite en vouloir faire des principes de vie. Si on ne se hâroit donc pas de rendre à l'armée les préjugés de discipline dans toute leur force ; si on leur portoit le dernier coup par une loi de responsabilité individuelle, c'en seroit fait de l'armée, & il n'y auroit plus de force publique ».

Voilà des vérités palpables & de la plus grande importance.

Enfin, dans la supposition d'un Roi qui, avec de grands talens & un grand caractère, se trouveroit à la tête d'une armée victorieuse, & qu'il se fût attaché cette armée par ses succès & par sa gloire, l'Auteur examine quelles seroient les forces à lui opposer s'il attentoit à la Constitution & à la liberté publique. Et il fait voir d'abord, en Militaire instruit, que ce qui s'est exécuté si aisément, si promptement en Suède & en Russie, ne seroit pas possible dans un pays tel que la France. » Mais, dit-il, le premier obstacle & le plus grand de tous, celui qu'aucune force ne pourroit

Digitized by Google

dompter, c'eſt ce ſentiment national, cet eſprit public, qui ſe formeront ſans doute de plus en plus, quand la Conſtitution ſe ſera perfectionnée, quand les plaies qui ſaignent aujourd'hui ſe ſeront fermées, & qu'une génération nouvelle aura recueilli le fruit de nos ſacrifices. Alors il n'y aura plus à craindre ni Roi, ni Miniſtre, ni Armée: la balance des pouvoirs ſera maintenue par toute la Nation, qui aura reconnu que c'eſt de cet équilibre que dépend ſon repos; & la Conſtitution ſera à la fois, comme en Angleterre, l'orgueil de chacun & la fortune de tous *.

En indiquant tous les puiſſans moyens qu'auroit la Nation de mettre ſa liberté hors de péril, ou de la défendre à force ouverte, il admet la ſuſpenſion dans le payement des dépenſes; mais il avertit de n'arrêter jamais la perception des impôts, à moins que ce ne fût dans les Provinces où le Monarque voudroit, à la faveur des armes, ſe ſervir des deniers publics pour le renverſement de la Conſtitution.

Rien de plus dangereux en effet que de déshabituer les Peuples de porter les charges publiques. Il faut que le tribut ait ſon cours régulier, dans quelque dépôt qu'on le verſe; il tarira s'il ceſſe de couler.

Enfin, comme il pourroit arriver que le Corps légiſlatif abusât auſſi quelquefois des pouvoirs livrés en ſes mains, l'Auteur croit qu'il y auroit à faire dans ce Corps

Digitized by Google

tel changement de constitution, ou seulement d'organisation, qui lui donneroit plus de pondérance, plus de sagesse, & plus de confiance de la part des Peuples. Mais il faut sur cela, dit-il, en appeler à l'expérience & au temps.

Vient enfin la grande question du droit de faire la guerre & la paix; en quoi ce droit consiste, & à qui il appartient. Ce Chapitre, où l'Auteur a mesuré sa force à la difficulté qu'il avoit à combattre, est le seul où nous oserons avoir un avis différent du sien.

Sans doute rien de plus imprudent & de plus dangereux que de livrer le droit de disposer du repos, de la vie & de la fortune des Peuples, à quelques hommes susceptibles d'ambition, de ressentiment, de vengeance, de tous les emportemens de la colère, de tous les vices de l'orgueil. Pour le prouver, il ne falloit pas toute l'éloquence que l'Auteur y déploie, ni tous les funestes exemples qu'il nous a remis sous les yeux; & si toutes les Nations étoient assez sages pour reprendre & se réserver ce droit incontestable de disposer d'elles-mêmes, il n'y auroit pas à balancer. Si seulement la France avoit ou l'assurance raisonnable de n'avoir jamais qu'une guerre simple, ou qu'une guerre loyalement ouverte, à soutenir, sans doute il seroit également juste & sage que les motifs, la délibération, le projet, la résolution, les

Digitized by Google

préparatifs mêmes, en fussent tous soumis à l'examen & à la décision d'une Assemblée Nationale.

Mais dans l'état actuel de l'Europe, les guerres se combinent & se préparent dans le silence. La mine est creusée dans tous ses rameaux, & chargée avant d'éclater. La guerre tient donc essentiellement à la politique; & nous sommes peut-être bien éloignés encore du temps où la politique des Nations sortira des ténèbres & se montrera droite & franche, comme elle devroit l'être entre des Princes équitables & entre des Peuples généreux.

Si donc, comme on n'en peut douter, les négociations politiques, les combinaisons, les projets, les plans de guerre, les préparatifs d'une attaque qui quelquefois va nous surprendre sur les mers, au delà des mers, ne se méditent chez nos voisins que dans l'intérieur des Conseils; si les résolutions y sont les résultats des relations, des conventions, des alliances, des réunions de forces, & des mouvemens combinés que nous cache le mystère souvent impénétrable des Cabinets; quel prodigieux avantage ne donnerions-nous pas à nos ennemis, en mettant à découvert dans une nombreuse Assemblée & en présence de tout un Peuple, nos intentions, nos moyens, nos craintes & nos espérances, & non seulement nos dispositions, mais celles de nos Alliés? Car ce n'est pas tout

Digitized by Google

d'exposer à la Nation la justice, l'utilité, la nécessité d'une guerre, il faut encore l'instruire de la possibilité de la faire avec avantage, ou du moins avec quelque probabilité de succès : or, c'est par les diverses combinaisons d'attaque & de défense, par le calcul des hasards, des ressources, des forces à distribuer, à mettre en mouvement, que cette vraisemblance de succès doit s'apprécier. Ce ne seroit donc pas consulter la Nation sur un projet de guerre que de lui en dérober le plan ; & si ce plan lui est connu, il le sera de l'ennemi.

» C'est une chose, dit l'Auteur, de décider qu'on fera la guerre, & de l'entreprendre ; c'en est une autre de la diriger & de la conduire « : & il croit faire assez que de réserver celle-ci au Roi. Mais pour entreprendre la guerre, il faut savoir, sinon comment elle sera conduite, au moins par quels moyens, par quel concours de forces, & par quel concert d'action, sans quoi l'on ne fait rien : il faut savoir aussi en quel temps, en quels lieux & sur quel plan l'on se propose d'agir, ou seul, ou de concert avec ses Alliés, sans quoi l'on ne fait rien encore ; & si on le fait, l'ennemi le saura.

Ce n'est pas tout. Et si dans ces rapports, la guerre, comme on vient de le voir, est impliquée avec la politique ; & si les autres Puissances de l'Europe ne sont pas, comme nous, d'avis de mettre en évidence le secret des négociations, pouvons-nous disposer de

Digitized by Google

leur secret comme du nôtre ? Et si nous divulguons tout ce qu'on nous confie, où trouverons-nous des Alliés ?

On nous cite le feu Roi de Prusse ; mais seroit il entré en Saxe, & de là en Bohême ; n'eût-il pas été prévenu & attaqué dans ses propres Etats, s'il eût fallu d'avance qu'il eût mis ses projets sous les yeux de sa Nation ? Il avoit l'art de dédaigner les négociations politiques ; mais il avoit formé de puissantes armées ; mais il ne négligeoit peut-être pas réellement tous les moyens qu'il sembloit mépriser.

Les Anglois, aussi jaloux de leur liberté qu'aucun Peuple ait le droit de se vanter de l'être, ont cependant livré à leur Roi le pouvoir de faire la guerre. On répond qu'ils en ont moins à craindre, qu'ils n'y hasardent ni leur fortune ni leur existence ; & cela est vrai. Mais cet avantage de leur position ne les dispenseroit-il pas des précautions politiques & des relations secrètes que notre situation plus expesée nous force de nous ménager ? Ils n'ont qu'un ennemi, & cet ennemi même ne l'est qu'autant qu'ils l'obligent à l'être ; la guerre & la paix avec nous sont dans leurs mains ; leurs mers & leurs flottes leur servent de barrière & de sauve garde : c'est de tous les Peuples du Monde le plus indépendant, le plus sûr de lui-même, & celui dont, sans aucun péril, la conduite peut être la plus franche, & la politique la plus ouverte. Cependant tel

Digitized by Google

eſt à leurs yeux l'importance du ſecret des réſolutions & des opérations de guerre, qu'ils aiment mieux s'en remettre à leur Roi, que de les divulguer entre eux.

Il en eſt à peu près de même de la paix. L'Auteur diſtingue le droit de décider quand elle ſe fera, du droit de décider comment elle ſe fera; & en attribuant l'un au Roi, il croit que la Nation doit ſe réſerver l'autre. Mais le premier tient au ſecond; car il ſeroit très inutile au Roi de décider du temps où la paix ſeroit néceſſaire, ſi d'autres que lui décidoient à quelles conditions elle ſeroit poſſible. La Nation prendroit conſeil du Roi; mais il faudroit dans ce conſeil, que le Roi expoſât ou le preſſant beſoin, & l'épuiſement des reſſources, ou l'affoibliſſement, le découragement des troupes, en un mot, l'état critique des affaires; & ce ſeroit reculer la paix, ou la rendre plus difficile, que de publier ces aveux; car l'ennemi ne manqueroit pas d'en tirer avantage & de s'en prévaloir.

Le Sénat Romain délibéroit & ſur la paix & ſur la guerre; mais l'on ſait combien le ſecret de ſes Conſeils étoit inviolable. Le peuple n'étoit point préſent à ſes Conſeils. Les Romains, d'ailleurs, n'étoient pas auſſi intéreſſés que nous à cacher leurs réſolutions. Des couriers n'en alloient inſtruire ni les Gaulois ni les Germains; & ils n'étoient point ſurveillés par les eſpions de l'Aſie.

Digitized by Google

Si la Nation se réservoit le droit de décider & de la guerre & de la paix, il n'y auroit, à ce qu'il nous semble, qu'un moyen d'éviter l'inconvénient de la publicité. Ce seroit de choisir dans chaque nouvelle Assemblée trois hommes de confiance, à qui le Roi communiqueroit le secret du Conseil; & qui, par la Nation même, seroient munis de ses pouvoirs. Mais ces trois arbitres du sort de la Nation en seroient responsables: & qui voudroit prendre sur soi cette responsabilité?

L'Auteur a fini son Ouvrage, & l'a dignement couronné par des réflexions sur la nécessité d'appuyer la force publique d'une autre force, qui peut seule rendre la liberté durable, & sans laquelle aucun autre soutien ne sçauroit l'affermir. Cette force si nécessaire est celle de l'opinion, des lumières & des mœurs.

Ce Chapitre est lui seul la substance d'un grand Ouvrage. Il n'est pas susceptible d'un extrait; il faut le lire & le méditer. Mais un seul trait en donnera l'idée.

» C'est l'opinion publique qui a détruit l'ancien édifice; c'est à elle maintenant à achever le nouveau & à le consolider. Mais il ne faut pas se le dissimuler, ce sera un ouvrage plus grand, plus difficile; car pour renverser ce qui n'attendoit plus qu'un orage qui déterminât sa chute, il n'a fallu qu'un foible effort, il n'a fallu que soulever le peuple, & pour cela flatter les

Digitized by Google

deux passions qu'il est le plus aisé d'éveiller dans les hommes, l'amour propre & l'espérance; lui promettre, d'une part, des soulagemens & des améliorations, & de l'autre, lui ouvrir les yeux sur une longue & ancienne oppression d'humiliation & d'esclavage. Aujourd'hui il faut faire plus, il faut remplir ses espérances; mais ses espérances sont exagérées, & il faut en même temps les réduire. Ses prétentions se sont portées au delà de ce qui est juste; & il faut tâcher de l'y ramener & de l'y circonscrire. Il faut opposer des digues à un torrent débordé, & remettre sous le joug des Loix les esprits, qui, en brisant leurs fers, ont secoué toute idée d'ordre & de discipline. Sous l'ancien Gouvernement, la force publique tiroit sa puissance d'une obéissance aveugle à l'autorité du Roi; dans la nouvelle Constitution, la force publique doit tirer la fierme d'une obéissance éclairée à la Loi «.

On voit avec quelle clarté, quelle sincérité de caractère & de pensée sont exposées dans cet Ouvrage les vûes dont il est rempli. Par-tout de la lumière, par-tout de la chaleur, mais une chaleur modérée; un sentiment pur, répandu dans toutes les réflexions, l'amour du bien public & de la liberté soumise aux Loix de l'ordre; rien au delà, rien à côté; nulle adulation, nulle prévention; l'impartialité d'un cœur droit & d'un esprit juste; l'éloquence de la

Digitized by Google

raison animée par l'intérêt & le courage de la vérité ; voilà l'idée qui nous en reste. Il sera aisé à la critique d'y remarquer des singularités de style, qu'un goût sévère peut reprendre comme autant d'inexactitudes ; mais avec un Auteur qui pense fortement, ou qui analyse avec finesse, & qui veut s'exprimer de même, on passe volontiers vingt témérités de langage, pour une hardiesse qui enrichit la Langue d'une heureuse & belle expression.

(*M*.....)

Le Décret de l'Assemblée Nationale sur les biens du Clergé, considéré dans son rapport avec la nature & les Loix de l'organisation ecclésiastique ; par M. l'Abbé L..... *A Paris, de l'Imprimerie de* MONSIEUR ; *& se trouve chez* Mérigot le jeune, *Libraire, quai des Augustins, au coin de la rue Pavée.*

Il est tout simple que la nature des biens du Clergé ait occasionné une discussion longtemps débattue : l'intérêt les défendoit, l'intérêt combat toujours jusqu'à l'extrémité, & ne s'embarrasse ni du choix des moyens, ni de celui des raisons. Si l'on eût réduit la question aux seuls termes du bon sens,

Digitized by Google

elle n'étoit pas difficile à résoudre, ou même ce ne devoit pas en être une. Il est de toute évidence que les biens du Clergé ne sont point une propriété. J'appelle ma propriété, ce qui est à moi par le droit naturel, même antérieurement à tout droit légal, de telle manière que personne ne puisse me l'ôter sans injustice. Ainsi l'héritage de mon père, les fruits du sol que j'ai cultivé, le salaire quelconque de mon travail, le don que l'on m'a fait librement & légitimement, & sans condition, &c. tout cela est ma propriété; car quel autre la posséderoit à un titre plus légitime? & qui pourroit me la ravir sans être injuste, c'est-à-dire, sans blesser ces premières notions de la justice qui tiennent au sens intime, au point que si on pouvoit les révoquer en doute, il n'y auroit plus rien de sûr ni de sacré parmi les hommes, ce qui est une supposition absurde?

Ce ne sont point là les caractères des possessions du Clergé. Elles sont toutes, ou des donations, ou des concessions, ou des salaires. Si ce sont des donations, elles ont été faites à des conditions; & 1°. ces conditions n'étant point tenues, les donations sont révocables par la même Puissance publique qui les a autorisées. Si l'intention du donateur a été, comme on n'en peut douter & comme on en convient, que les donataires eussent seulement le nécessaire & que le reste fût aux pauvres, la

Digitized by Google

Puissance publique, chargée de veiller à l'ordre public, & qui n'a permis ces donations que conformément à l'intention des fondateurs, peut les rappeler à leur première institution. 2°. Ces donations étant une disposition publique en faveur de corporations soumises essentiellement à l'ordre public, si ces donations deviennent abusives & contraires au bien général, la Puissance publique a le droit de les anéantir; car il est de fait que l'on peut défendre ce qu'on a pu permettre. Si des fondations pieuses, faites dans des temps d'ignorance, sont devenues dans la suite des siècles des abus & des scandales, la Puissance publique peut éteindre ces fondations & en déterminer un meilleur usage.

J'en dis autant des concessions de tout genre. Comme elles ne reposent que sous la sanction de la Puissance publique, elle peut les détruire dès qu'elle le juge à propos.

Enfin si ces biens sont des salaires affectés au service des Autels, il est tout aussi évident que la Nation qui les fournit peut les restreindre, les modifier, les changer à son gré.

Je ne connois point de bonnes réponses à ces raisonnemens; la seule objection spécieuse qu'on y ait opposée, c'est que ceux qui jouissent actuellement & qu'on dépouille, sont lésés. Je réponds que si cette objection étoit valable, jamais aucun abus

Digitized by Google

ne seroit détruit ; car il y a toujours quelqu'un qui en profite ; & un raisonnement qui entraîne une conséquence absurde, ne peut jamais être bon. Celui ci est détruit par ce grand principe, que l'intérêt particulier doit céder au bien général.

On a dit qu'il eût été mieux d'attendre la mort des possesseurs pour détruire l'abus. Non ; c'étoit un moyen pour que l'abus ne mourût jamais.

Cette réponse est de rigueur, & il faut toujours commencer par-là quand on raisonne. J'ajouterai qu'en descendant aux convenances, ce n'est pas un grand mal, lorsque le droit est prouvé, de diminuer le superflu des uns, pour ajouter au nécessaire des autres ; & c'est ce que doit faire la nouvelle répartition des biens du Clergé.

Je n'ai raisonné jusqu'ici que politiquement. Que seroit-ce si je parlois dans l'esprit de la Religion Chrétienne ? C'est alors que les défenseurs de la propriété du Clergé, non seulement n'auroient plus de prétextes possibles, mais seroient même condamnés par leur croyance, s'ils se prétendoient propriétaires ; & pour leur faire baisser les yeux, il suffiroit de leur montrer l'Evangile. C'est ce qu'a fait l'Auteur de l'Ecrit dont il s'agit ici. C'est l'ouvrage d'un digne Ecclésiastique, pénétré de l'esprit de la Religion. Son objet est de démontrer que si le Clergé étoit encore animé de cet esprit qui

Digitized by Google

fut celui des premiers siècles, non seulement il n'auroit formé aucune opposition au Décret de l'Assemblée Nationale, mais il l'auroit reçu avec reconnoissance & avec joie, comme un bienfait de la Providence qui veut régénérer l'Eglise, en même temps que la Nation se régénère. Voici une de ses assertions; un Chrétien ne peut pas la nier.

» L'une des vérités qui résultent le plus » évidemment de l'idée précise de la constitution de l'Eglise, c'est qu'elle n'a pas » d'état temporel. Son essence est d'être le » Royaume éternel & spirituel de J. C. Il » en a lui même fixé le caractère intime » & distinctif, par ces mots qui me paroissent décisifs & sacramentels : *mon règne n'est pas de ce monde.* Avec un peu » de logique, mêlée à un peu de cette » bonne foi chrétienne, si nécessaire pour » raisonner juste dans les affaires qui concernent l'Eglise, on apperçoit dans ces » courtes & profondes paroles, un moyen » victorieux de démonstration, pour établir que l'Eglise est, de *Droit divin*, inhabile à posséder des fonds en propriété ».

Il faut voir comme il démasque le zèle hypocrite de ceux qui crioient si ridiculement que la *Religion étoit perdue*, si l'on ôtoit au Clergé ses richesses, & que l'Assemblée Nationale n'avoit d'autre intention que d'anéantir le Christianisme.

» Ceux qui s'occupent d'accréditer ces » calomnies, sont les seuls qui verroient

» avec indifférence toutes les vûes de l'im-
» piété s'accomplir, & tous les ſanctuai-
» res de la Religion ſoumis à la démoli-
» tion que nous avons vu ſubir aux for-
» tereſſes du deſpotiſme. Certes, ils par-
» donneroient bien humblement à l'Aſ-
» ſemblée Nationale de détruire tous les
» Temples, pourvu qu'elle leur en laiſſât
» les tréſors. Les biens de l'Egliſe ſont la
» ſeule choſe qu'ils ayent jamais eu d'*Ec-*
» *cléſiaſtique*. Ils n'y ont jamais vu que des
» cens, des dixmes, & de ſomptueuſes
» commodités. Il ne faut pas s'étonner
» qu'en perdant cet unique lien de leur
» correſpondance avec la Religion, ils
» vous diſent en frémiſſant que *la Reli-*
» *gion eſt perdue* «.

Il cite un morceau de Saint Chryſoſtôme, & je le citerai d'après lui, parce qu'on ne peut trop rappeler ce qui ne laiſſe aucune reſſource à la mauvaiſe foi.

» Savez-vous, mes très-chers frères,
» combien ont été funeſtes à l'Egliſe,
» votre avarice & votre indifférence pour
» les pauvres? Lorſque vous étiez plus dé-
» tachés des choſes d'ici-bas, & que vous
» connoiſſiez mieux le prix de l'aumône,
» nous pouvions compter ſur des reſſour-
» ces toujours renaiſſantes pour la ſub-
» ſiſtance des Paſteurs, des Vierges, des
» veuves & de tous les indigens; & notre
» miniſtère, qui eſt tout ſpirituel, & en-
» tièrement étranger aux choſes de la terre,

Digitized by Google

» étoit tel que Jésus Christ l'avoit institué ;
» c'est-à-dire, que nous ne possédions rien,
» & que nous ne vivions que des libéra-
» lités de ceux à qui nous donnions le pain
» surnaturel de la grace divine. Mais les
» choses ont changé au point, que les
» Evêques ne pouvant plus s'attendre,
» comme autrefois, aux secours casuels de
» la charité & de la bienfaisance des Chré-
» tiens, ils ont été contraints de solliciter
» pour les Eglises des revenus fixes &
» assurés, de peur que les Ministres de
» l'Evangile & les pauvres ne mourussent
» de faim. Il est résulté deux grands maux
» de cette innovation. Le premier, c'est
» que vous êtes devenus inutiles au soutien
» de l'Eglise de Dieu ; & le second, c'est
» que les Prêtres de Dieu se trouvent im-
» pliqués dans des soins qui ne leur con-
» viennent pas. Les Evêques sont plus
» chargés de ces sollicitudes, que ne se-
» roient des Intendans, des Economes,
» des Fermiers ; & au lieu de ne penser
» qu'au salut des ames, ils sont inquiétés
» des mêmes affaires qui occupent des Re-
» ceveurs & des Tréforiers.... Ainsi le
» refroidissement de votre piété nous a
» forcés de nous rendre ridicules, puisque
» nous sommes obligés de quitter la prière,
» l'instruction & nos autres saints devoirs,
» pour traiter continuellement avec des
» Marchands de vin, de blés & d'autres
» denrées ; en sorte que nous portons des

Digitized by Google

» noms qui ne conviennent qu'à des Sé-
» culiers «.

L'Auteur a bien le droit de se servir de l'éloquence des Pères de l'Eglise; car il sait l'égaler lui-même, comme on en voit la preuve dans ce discours, qu'il voudroit que le Clergé eût adressé à l'Assemblée Nationale.

» Chers Concitoyens! la Patrie est en
» danger, & nous possédons de grandes
» richesses. Le temps presse, & ce n'est pas
» le moment de discuter & de régler les
» droits du Sacerdoce, sur les fonds que la
» bienfaisance & la piété ont attribués à
» l'Eglise. La France demande de nous un
» sacrifice extraordinaire. Malheur à nous,
» s'il étoit une seule privation qui pût nous
» couter des répugnances ou des regrets!
» Nous venons donc déposer aux pieds de
» cette Nation aimable & malheureuse, nos
» possessions, notre or, notre substance,
» notre sang s'il le faut. Renversons dès ce
» moment la barrière qui séparoit le trésor
» de l'Eglise de celui de l'Empire. Que
» nos biens s'unissent & se confondent,
» comme nos esprits & nos cœurs, pour
» la restauration de la félicité commune.
» La Religion elle-même vous offre l'ar-
» gent & l'or de ses sanctuaires; elle vous
» ouvre ses Temples; elle vous abandon-
» neroit, si ce sacrifice étoit nécessaire au
» salut de tous, jusqu'aux pierres de ses parvis
» & de ses Autels. Ce n'est pas de l'ap-

» pareil

Digitized by Google

» pareil éclatant dont la magnificence des » Souverains & la piété des Grands ont » environné ſes Tabernacles, qu'elle tire » ſa grandeur. Les ſecours humains ne peu- » vent être néceſſaires à une économie » que le Ciel ſoutient de toute ſa force. » Trop heureux, ô vénérables Dépoſitaires » des vœux de la Nation, lorſque nos yeux » ſe repoſeront ſur le doux ſpectacle de la » félicité des François, d'aller adorer ſous » des tentes & dans des vaſes d'argile, » les Myſtères d'humilité & de pauvreté » dont le divin fondateur du Chriſtianiſme » nous a laiſſés l'adorable dépôt «!

Je ne ſuis pas étonné que la Religion n'ait pas ſuggéré aujourd'hui un pareil diſcours, qui eſt plutôt des temps apoſtoliques que du nôtre. Mais peut-être la bonne politique eût ſuffi pour le dicter, ſi les paſſions n'aveugloient pas même les *enfans de lumière.* » A voir les alarmes (continue » l'Auteur) & les inquiétudes de quel- » ques Eccléſiaſtiques ſur le ſort à venir de » nos Evêques, on diroit qu'il eſt de foi » qu'il leur faut des carroſſes & des livrées. » *Qu'ils ſont beaux ſur les montagnes,* » *LES PIEDS de celui qui vient évangéliſer* » *la paix, & prêcher le ſalut!* Voilà ſous » quels traits les anciens Oracles nous dé- » peignent la grandeur & l'appareil du Mi- » niſtère évangélique. Il me ſemble que » cette image ne reſſemble guère à notre » coſtume épiſcopal, & qu'un Prélat qui

Digitized by Google

» arrive dans une Paroiſſe de ſon Diocèſe » en magnifique équipage, & entouré de » tous ſes laquais, n'a pas l'air de vou- » loir qu'on ſe reſſouvienne de cette ſu- » blime prophétie «.

Il finit par un morceau fort éloquent, où le ſtyle des Prophètes eſt très-heureuſe- ment imité.

» Voïci ce que dit l'Eternel aux enfans » des François : Du haut de mon antique » & immobile Empire, je viſiterai cette » Nation qui fut mon Peuple, & qui a » violé la ſainteté de mon alliance. Tous » les maux qui l'affligent lui ſont venus de » la corruption & des vices de ſes Prêtres » & de ſes Inſtituteurs. Ceux-ci ont plus » eſtimé l'or & l'argent, que la gloire de » mon nom. Ils ont voulu reſſembler à » ceux qui poſsèdent des tréſors, des mai- » ſons & des champs. Et le Peuple a dit : » Le bonheur conſiſte donc dans les richeſ- » ſes ; car les hommes de Dieu ont cher- » ché l'abondance ; ils ont acquis de nom- » breux troupeaux, & une grande multi- » tude de ſerviteurs & de ſervantes.

» Et les Peuples n'ont plus ajouté foi » aux diſcours des Paſteurs, lorſqu'ils prê- » choient la juſtice, la ſageſſe & la ſo- » briété. Ainſi l'amour de cette ſageſſe, qui » ſeule aſſure le bonheur des Nations, s'étei- » gnit dans tous les cœurs, & les paſ- » ſions dévorantes prirent ſa place. Et » toutes les Loix de la juſtice & de la

Digitized by Google

» vertu furent foulées aux pieds. Chacun » voulut tout avoir, tout dévorer, tout » envahir. La maiſon du Prince devint un » gouffre qui engloutiſſoit ſans ceſſe la » ſubſtance publique. Elle ne fut plus ha- » bitée que par des hommes ambitieux, » ſuperbes, voluptueux, tyranniques. Les » Puiſſans furent iniques, oppreſſeurs & » méchans, & les foibles, réduits à toutes » les angoiſſes de l'eſclavage, & à toutes » les tribulations de l'indigence; & le » Royaume étoit épuiſé, & toutes les ſour- » ces étoient taries, & toutes les forces » étoient uſées; il chanceloit ſur ſes fon- » demens ébranlés; il alloit tomber, & » ſes ennemis ſe réjouiſſoient déjà de ſa » ruine.

» Alors les ſages de la Nation, & les » Envoyés du Peuple ſe ſont aſſemblés. » Ils ont dit: Abattons l'orgueil des op- » preſſeurs du pauvre, & faiſons ſervir » les richeſſes des Princes des Prêtres à » conſoler les enfans des malheureux de » leurs longs gémiſſemens; car c'eſt moi, » dit le Seigneur, qui ai mis ces penſées » dans le cœur des Légiſlateurs que j'ai » ſuſcités à cette Nation dans ſes malheurs, » afin que la racine de la corruption uni- » verſelle fût retranchée du milieu d'elle, » & que le mal public ayant commencé » par mon ſanctuaire, le renouvellement » de toute choſe commençât auſſi par » cette ſource qui donne la vie ou la mort

Digitized by Google

» aux Empires, selon qu'elle est saine ou » dépravée.

» Et il arrivera à la suite de ce change- » ment, que mon nom redeviendra grand » parmi vous, comme il l'étoit dans les » anciens jours, & que l'on pensera de » moi & de mon culte comme en pen- » soient vos pères, lorsqu'ils adorèrent » pour la première fois la croix de mon » Christ plantée sur les ruines de leurs » idoles, & qu'ils commencèrent de mar- » cher dans l'admirable lumière qui leur » fut apportée par les premiers Apôtres » des Gaules. Voilà que tout va être nou- » veau dans l'Eglise & dans ses Pasteurs, » & que tous les biens vont renaître avec » l'esprit de sagesse, de simplicité & de tra- » vail dans l'Ordre sacerdotal.

» Car les enfans des riches ne diront » plus : Entrons dans le sanctuaire de Dieu, » & ajoutons-en l'or à celui que nous recueil- » lerons dans la maison de nos pères. Et » les enfans des pauvres ne diront plus : » Attachons-nous aux services du Temple, » afin que nous vivions dans l'abondance, » nous, & nos frères, & nos sœurs, & » tous nos proches qui sont dans l'indi- » gence ; car il n'y aura plus de trésors » dans la maison de l'Eternel. Ceux qui » la serviront, recevront des Chefs & des » Magistrats du Peuple, la subsistance qui » est due à l'ouvrier assidu & fidèle. Mais » les avares, les ambitieux, les amateurs

Digitized by Google

» du plaisir & de l'ostentation, n'y trou-
» vant plus que des devoirs sévères à rem-
» plir, & rien de ce qui sert à contenter
» les folles passions, laisseront toutes les
» fonctions du culte & des Autels aux
» hommes sages, modérés & laborieux;
» il n'y aura plus que les vrais amis de
» la vertu qui aspireront à un état où l'on
» ne sçauroit plus être grand que par elle.

» Alors l'entrée d'un adolescent dans
» l'Ordre sacerdotal, ne passera plus pour
» la précaution d'un homme intéressé à
» s'assurer un état aisé & commode. Mais
» on admirera le premier pas qu'il fera vers
» le sanctuaire, comme la démarche d'un
» grand cœur qui s'immole pour le service
» de ses Concitoyens, & qui se sent le
» courage d'endurer à la fois la peine des
» grands travaux & celle des grandes pri-
» vations.

» Alors la Tribu Lévitique deviendra beau-
» coup moins nombreuse. Mais sa dimi-
» nution fera sa gloire, & elle trouvera sa
» vigueur & sa force dans son décroisse-
» ment; car elle composera la portion la
» plus saine, la plus incorruptible & la
» plus vénérable de tout le Peuple.

» Alors on ne verra plus les Prêtres
» du Très-Haut errer dans la grande Cité,
» abdiquer l'éphod sacré, se mêler sous des
» formes fastueuses & séculières, avec les
» enfans de Bélial, & consumer, dans le
» désœuvrement & la mollesse, la subs-

Digitized by Google

» tance de l'Eglise, dont ils sont la honte,
» & la nourriture des pauvres qui les mau-
» dissent, & le prix de la sueur & des fa-
» rigues de ces Prêtres obscurs & labo-
» rieux qui portent tout le poids de la
» chaleur & du jour, au milieu des dé-
» tresses de l'infortune.

» Alors on verra que la pauvreté des
» Chefs des Pasteurs, est plus utile au trou-
» peau, que leurs richesses; car ils seront
» véritablement Pasteurs, & ils feront en-
» tendre leurs voix à leurs ouailles; & ils
» les connoîtront; & ils marcheront de-
» vant elles; & ils leur parleront de Dieu,
» de la vérité & de la vertu; & ils leur
» inspireront l'amour de la paix, le res-
» pect des Loix, le zèle de l'ordre & de
» la justice: & ainsi les Apôtres du Peuple
» lui feront estimer & chérir ce que ses
» Législateurs lui commanderont d'obser-
» ver; en sorte que la Religion devenant
» le plus inébranlable rempart de la Patrie,
» la Patrie ne croira jamais assez faire pour
» maintenir la grandeur & l'autorité de la
» Religion.

» Et à mesure que le renouvellement de
» l'Eglise s'acheminera vers sa perfection,
» & qu'elle se rapprochera de ce qu'elle
» étoit dans les jours de sa nouveauté &
» de sa splendeur, on verra tomber &
» s'effacer peu à peu tout l'éclat séculier &
» profane, dont les erreurs & les relâche-
» mens des derniers temps avoient défi-

Digitized by Google

» guré ſa phyſionomie majeſtueuſe & auſ-
» tère. Et le Pontife n'habitera plus des
» Palais comme l'enfant des Rois ; mais il
» vivra dans l'humilité & la frugalité, ſous
» des toits modeſtes, & il n'ira plus au
» Temple aſſis dans un char doré & attelé
» de courſiers ſuperbes ; mais il marchera
» au milieu des enfans du Seigneur, qui
» ſe trouveront heureux d'environner un
» Père ſi ſage & ſi bon, & d'être bénis
» de ſes mains ridées & vénérables.

» Et il ſortira de la même manière de la
» Cité, pour aller viſiter la partie de ſon
» troupeau qui laboure les champs. Et les
» innocens habitans des champs iront avec
» alégreſſe au-devant du Paſteur. Ils pouſ-
» ſeront des cris de joie, du plus loin qu'ils
» l'appercevront ſur les côteaux, s'avan-
» çant au milieu de ſes Prêtres & de ſes
» Lévites, & s'appuyant ſur un bâton
» noueux & agreſte. On le diſtinguera de
» tout le presbytère à la blancheur de ſes
» cheveux, à la dignité de ſon maintien
» & de ſa démarche, au hâle de ſon front,
» aux ſillons de ſon viſage, traces auguſ-
» tes & reſpectables des longues années
» & des longs travaux. Et toute la mul-
» titude s'arrêtera dans ſon admiration,
» & elle fera répéter à tous les échos ces
» paroles de bénédictions & de louanges :
» *Qu'ils ſont beaux ſur les montagnes, les*
» *pieds de celui qui vient nous prêcher la*
» *paix, & nous annoncer la nouvelle du*
» *ſalut univerſel* « !

Digitized by Google

Il seroit à souhaiter que ce petit Ecrit fût lu au Prône par tous les Curés. Il y auroit peu d'Instructions pastorales capables de faire autant de bien.

D.....)

Observations sur les Mémoires de M. le Comte de Ferrières-Sauvebœuf. A Paris, chez L. Poyet-de-L lle, rue Favart.

Dans les Mémoires des Voyages de M. le C. de Ferrières, M. le Comte de Choiseul-Gouffier, Ambassadeur de France à la Porte, a été personnellement attaqué, & sa famille, en son absence, n'a pas cru devoir garder le silence sur les plaintes & les accusations que l'on publioit contre lui.

La réponse qu'elle y a faite porte le caractère de la vérité dans toute sa candeur & dans toute son évidence. Elle résulte des Mémoires mêmes & des paroles de M. de Ferrières, & d'un petit nombre de pièces justificatives, par lesquelles il est prouvé que M. le Comte de Choiseul s'est conduit, à l'égard de M. le C. de Ferrières, en homme sage & en homme juste; qu'il a fait son devoir de Ministre, & qu'il n'a fait que son devoir. Il est des caractères connus qu'on ne peut attaquer qu'avec de grands désavantages.

Les Châteaux en Espagne, Comédie en cinq Actes & en vers, par M. Collin d'Harleville, représentée, pour la première fois, au Théatre de la Nation, le 20 Février 1789; & à Versailles, devant Leurs Majestés, le 26 Mars suivant. A Paris, chez Moutard, Libr. rue des Mathurins; & Desenne, au Palais-Royal.

Digitized by Google

Nous reviendrons sur cet Ouvrage qui a joui d'un si grand succès sur la Scène, & qui dans le Cabinet sera sans doute soutenu par le charme du style.

SPECTACLES.

Dans le N°. prochain, nous donnerons l'Article de l'Opéra.

MUSIQUE.

Fantaisie pour le Clavecin ou Forté-Piano, avec accompagnement d'une Flûte ou un Violon, *ad lib.*; composée par J. Haydn. Œuvre 38e. Prix, 3 liv. 12 s. port franc. = 3 Sonates pour la Harpe, avec accomp. de Violon obligé; par C. Sallèse, Professeur de Harpe. Œuvre 1er. Prix, 7 liv. 4 s. franc de port. = 6 Duo concertans pour deux Clarinettes, à l'usage des Commençans; par G. M. Cambini. 1er. Livre. Prix, 7 liv. 4 s. port franc. = Ouvertures des deux Savoyards, du Marquis Tulipano, & du Philosophe imaginaire; toutes trois arrangées séparément pour une Guitare & un Violon; par M. Porro; prix chaque, 1 liv. 16 s. pour Paris & la Province, franc de port. = Grande Sonate, composée par J. Pleyel, & arrangée pour la Guitare, avec accomp. de Violon; par M. Porro Prix, 1 livre 16 s. port franc. = Les Délassemens de Polymnie, ou les Petits Concerts de Paris; 4e. Recueil. Prix de l'Abonnement pour 12 Recueils, 18 liv., chaque

Digitized by Google

Recueil séparé, 2 liv. 8 s. = Journal de Violon, N°. 4. Même prix. = Journal de Guitare. Prix de l'Abonnement pour 12 Cahiers, 18 liv., & chaque Cahier, 2 liv. Les Souscripteurs recevront gratis les Etrennes, que les non-Souscripteurs payeront 7 liv. 4 sous. A Paris, chez M. Porro, rue Tiquetonne, N°. 10.

Six Trio concertans pour Violon, Alto & Violoncelle, par A. Lorenziti ; 1er. Livre de Trio d'Alto. Prix, 9 liv. A Paris, chez Deroullède, rue St-Honoré, près l'Oratoire.

= *Six Trio* pour Flûte, Violoncelle ; par A. Gyrovetz. Prix, 9 liv. A Paris, même adresse.

Trois Sonates pour le Piano-Forté ou le Clavecin, avec accompagnement d'un Violon, *ad libitum* ; par M. Désormery fils. Œuv. 1er. Prix, 7 liv. 4 s. A Paris, chez l'Auteur, rue Poissonnière, près le Boulevart, N°. 159 ; & aux adresses ordinaires de Musique. = *Trois Sonates*. Même Auteur, même adresse. Prix, 6 liv.

Ces deux Œuvres de Musique sont les premiers que mette au jour M. Désormery, jeune Elève de M. Hullmandel. Cet Elève est déjà très-connu par le mérite distingué de son élocution ; le mérite de sa composition y répond parfaitement ; & ce double talent le rend digne du Maître célèbre qui l'a formé.

Digitized by Google

GRAVURE.

Tableaux, Statues, Bas-reliefs & Camées de la Galerie de Florence & du Palais Pitti, dessinés par M. Wicar, gravés sous la direction de M. Lacombe, Peintre; avec les explications de M. Mongez, de l'Académie des Belles-Lettres, &c. 4e. Livraison. Prix, 18 liv. papier vélin, grand in-folio. Se trouvent chez M. Lacombe, Peintre, Editeur de l'Ouvrage, rue de la Harpe, N°. 84, chez lequel seulement on peut souscrire, à Paris.

Il seroit difficile de citer une entreprise de ce genre, exécutée avec plus de soin. Cette 4e. Livraison est aussi recommandable que les précédentes, par le mérite des morceaux qu'elle contient, & par la beauté du burin qui les a reproduits.

Deux Estampes pour le LXXe. Volume des *Œuvres de Voltaire*, qui contient la Vie de l'Auteur, & la Table. A Paris, chez Saugrin, rue du Jardinet St-André-des-Arts, N°. 9.

La première est un Frontispice; elle fait la 108e. des Estampes gravées pour les Editions, d'après les dessins de M. Moreau le jeune.

La seconde est un Tableau des Œuvres de l'Auteur, Edition de Kell. Ce Tableau est absolument nécessaire. Le prix des deux Estampes est de 3 liv. papier ordinaire, & 4 liv. pap. vélin.

Portraits de MM. les Députés. Le Sr. de Jabin, Editeur & Directeur de la Collection en Gravure des Portraits de MM. les Députés, prévoyans que

Digitized by Google

cette entreprise exigeroit des avances considérables pour la porter à sa perfection ; & voulant associer à ses travaux tous les Citoyens dont la reconnoissance envers les auteurs de la Liberté Françoise, devient un devoir de concourir à l'amélioration de cet Ouvrage, continue sa Souscription pour Paris, jusqu'à la fin du présent mois, sur le pied de 240 liv. ; & pour la Province, jusqu'au 5 Juin suivant, sur le pied de 336 liv. franc de port, aux conditions, en souscrivant, de payer pour Paris 60 liv. & 6 liv. par mois jusqu'à la fin du payement des 240 liv. & pour la Province, le quart d'avance de la Souscription, qui sera renouvelé aussi-tôt après la réception de la 32e. Livraison, & ainsi de suite jusqu'à l'entier payement de la somme. Il en a paru jusqu'à présent huit Cahiers.

En souscrivant on recevra 4 Livraisons, chacune de 8 Portraits, & ensuite au moins une Livraison par semaine ou quatre par mois, au choix du Souscripteur.

Le prix de chaque Livraison pour les non-Souscripteurs, est de 4 liv., & pour chaque Portrait, 1 liv.

On souscrit chez lui, rue Neuve-Ste-Geneviève ; & chez le Sr. Beljambe, Graveur, & Membre de plusieurs Académies, rue des Petits-Augustins, N°. 3.

TABLE

QUATRAIN.	49	*De la Force publique.*	54
Le Tombeau.	50	*Le Décret.*	65
Guirlande, Enigme.	52		

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE
DE
BRUXELLES.

SUÈDE.

De Stockholm, le 11 *Avril* 1790.

S'IL est permis de former des conjectures et des vœux sur le sort de cette campagne, nous dirons qu'il est aussi probable qu'à souhaiter que le Roi de Suède, qui doit être le conservateur de l'équilibre de la balance politique dans le Nord de l'Europe, comme celui de Prusse en Allemagne, remplisse avec succès ce rôle vraiment digne d'un Descendant du Grand *Gustave*. Sans doute il eût été plus facile si le Danemarck, connoissant mieux ses intérêts, se fût joint à la Suède contre la Russie : mais quand on songe que ce sont les petits fils des Soldats de *Charles XII* qui vont combattre sous un Prince qui a déja

Digitized by Google

donné plus d'une fois des preuves de courage et de talens, on peut espérer de voir triompher la cause de la justice et celle même de l'humanité, puisque les avantages que remporteroit le Roi de Suède ne pourroient manquer d'accélérer une paix équitable, seul but qui puisse légitimer la guerre.

On vient d'apprendre que le Roi, heureusement arrivé le 31 Mars à Abo en Finlande, en est reparti sur-le-champ pour se rendre au quartier général de son armée. Ce voyage, sur lequel plusieurs Papiers publics s'étoient mépris, a pleinement développé la raison qui avoit fait couper pendant quelques jours toute communication entre la Suède et le Danemarck; en effet, les Voyageurs, les Courriers, les Officiers Danois qui passoient de Norwège en Finlande, avoient été retenus. Le but de cette interruption rigoureuse, qui étonnoit beaucoup à Copenhague, étoit d'assurer le trajet du Roi, et les mesures prises pour le passage de plusieurs flotilles des ports Suédois en Finlande; on avoit sur-tout en vue de prévenir les Russes, en s'emparant avant eux des deux postes que leur situation aux pointes de Porkala et de Hango-Udd rend si importans, puisque la communication entre la Finlande et la Suède en dépend.

Au reste on présume, d'après les préparatifs, que cette campagne-ci sera

Digitized by Google

décisive, car les diverses escadres de galères et d'autres bâtimens forment près de 200 voiles ; on prétend que la Russie doit leur opposer une escadre de 32 vaisseaux de ligne, et que celle qui agira dans le golfe montera à plus de cent galères.

On mande aussi de Copenhague, que deux cutters d'observation sont allés en rade le 6 d'Avril, et qu'on équipera incessamment cinq vaisseaux de ligne et quatre frégates.

Nos Troupes, qui devoient se porter en Finlande, se sont embarquées le 10. Les Régimens d'Ostrogothie et de Seelande ont dû partir le même jour de Gefle.

Les hostilités sont commencées ; indépendamment de l'attaque de Rogerwick, par le Capitaine *Cederstroem*, un de nos Croiseurs s'est emparé, dans la mer du Nord, d'un navire Hollandois chargé de munitions pour la Russie.

POLOGNE.

De Varsovie, le 15 *Avril* 1790.

Le plan que les Etats ont arrêté, d'après les demandes de notre Allié, fera porter l'armée à 65,000 hommes ; on espère qu'elle sera complète incessamment ; c'est du moins ce que promet l'activité avec laquelle le Gouvernement s'en occupe. Déja nos Troupes défilent vers les frontières de la Gallicie ; elles

Digitized by Google

seront divisées en trois camps, au commencement du mois prochain, et c'est auprès de Cracovie que s'établira le principal : de leur côté, les Troupes Autrichiennes s'étendent en cordon depuis Brodi jusqu'à Kaminiec, et pour les seconder, des Troupes Russes marchent sur les frontières de la Lithuanie et de la Russie Blanche.

On assure même qu'une troupe de 150 Cosaques a enveloppé un piquet Polonois dans la Vaivodie de Braclaw; ils ont tué quelques hommes des 27 dont il étoit composé; de là, ils se sont portés sur le bourg de Joseph-Grod qu'ils ont pris et pillé : mais les Généraux Russes auxquels on s'est plaint, désavouant ces Cosaques, toute espérance de dédommagement est ôtée.

La Diète, dont les Fêtes de Pâques avoient suspendu les travaux, les a repris le 5 de ce mois dans une Assemblée extraordinaire, convoquée relativement à l'arrivée du Courrier, porteur de la Ratification de la Cour de Prusse, par laquelle elle accède au Traité d'alliance défensive dont nous avons donné le précis. Les Conférences de la Députation avec M. le Marquis *de Lucchesini* ont commencé le même jour; elles ont pour objet, et l'échange des Ratifications, et l'ouverture du Traité de Commerce qui doit avoir lieu d'après l'article VII de celui d'Alliance.

A Varsovie et dans beaucoup d'autres endroits on s'occupe nuit et jour de mettre en état les tentes, charriots, fourgons et autres

Digitized by Google

attirails nécessaires à un Corps de 25,000 hommes, que l'on veut pouvoir faire entrer en campagne au premier signal.

ALLEMAGNE.

De Vienne, le 21 Avril.

Les différentes lettres de Vienne concourent toutes à faire regarder la guerre avec la Prusse comme inévitable; en conséquence, elles annoncent de grands préparatifs, et des mouvemens qui jusqu'à-présent ont principalement les Turcs pour objet.

Des nouvelles, en date du 12, portent que la majeure partie du Corps d'Artillerie se mettra en marche pour la Moravie, le 20 au plus tard. 45 bataillons d'Infanterie et 31 divisions de Cavalerie composeront l'armée qu'on assemble dans cette Province. Elle sera répartie en deux Corps, l'un sous les ordres du Prince *de Ligne*, qui aura son quartier général à Wischaw; l'autre, sous ceux du Comte *de Brown*, à Leipnik.

Le Maréchal *de Laudhon* a dû partir le 18 pour aller prendre le commandement en chef de l'armée de Bohême entièrement complète. On y compte plus de 8000 Croates: elle reçoit la paye de guerre depuis le commencement d'Avril; chaque troisième bataillon a été augmenté de deux Compagnies, et chaque Régiment d'une division de réserve de 500 hommes.

Digitized by Google

Des lettres du 17 annonçoient que les Troupes assemblées dans la Servie et dans la Valachie faisoient des mouvemens, et qu'on espéroit ne pas tarder à recevoir la nouvelle de la prise d'Orsowa, après laquelle on investiroit Widdin. Il passe aujourd'hui pour certain que cette importante place est au pouvoir des Autrichiens ; d'autres avis, qui attendent confirmation, les font aussi maîtres de Widdin.

Les Turcs, de leur côté, se préparent à la défense ; tandis qu'un Corps considérable d'observation se déploie près des frontières de Pologne, les autres Troupes avancent vers la Bulgarie et la Bessarabie.

On écrit de Krajowa, en date du 14 Avril, que le quartier général y est établi depuis le 13 Mars. Une partie du Corps de Transylvanie reste auprès de cette place ; l'autre, en deux divisions, est à Radovan et à Ceraul. Le Général *de Kray* s'est avancé avec un fort détachement jusqu'à Carracal. Cependant il continue d'arriver beaucoup de grosse Artillerie et d'autres munitions de guerre à Krajowa, centre de tous les efforts dans cette partie.

Le Roi *Léopold II* a admis à l'Audience le Marquis *de Noailles*, Ambassadeur de France ; le Comte *de Woyna*, Envoyé de Pologne, et le Baron *de Hohengk*, Envoyé de l'Electeur de Mayence. Les deux premiers ont remis leurs nouvelles lettres de créance.

Jalouse du bonheur de ses Peuples, Sa Majesté a établi une Commission Ministérielle, pour prendre connoissance

Digitized by Google

de tout ce qui est relatif aux impôts, et Elle a invité les Députés des diverses Provinces de se rendre à ces Conférences.

Par une suite de ce même esprit de bienfaisance, le Roi a défendu de brûler dorénavant les marchandises de contrebande; elles seront vendues au profit des pauvres.

Le 13 au soir, le Comte *de Podewils*, Ministre de Prusse, eut une conférence avec le Prince *de Kaunitz*, dans laquelle il lui remit plusieurs Mémoires; il passa ensuite chez le Roi, qui lui donna une Audience à laquelle assista le Baron *de Jacobi*, Ministre pour l'Electorat de Brandebourg, et la même nuit on expédia un Courrier à Berlin.

De Francfort sur le Mein, le 28 Avril.

Suivant des lettres de Berlin, en date du 17, le départ des Régimens en garnison dans cette Ville étoit fixé au 17 de Mai; ce qui faisoit craindre que, malgré l'activité des négociations, on ne pût prévenir la rupture de la paix.

Des avis du Brandebourg portent, que les ordres pour la marche des Troupes, à l'exception des Régimens dans la Westphalie, sont déja expédiés; les uns se mettront en route le premier de Mai, les autres le 10, et le 17 les Régimens de Cavalerie dans la Silésie recevront la paye sur le pied de guerre.

S'il faut s'en fier à des lettres de Vienne, il ne se passe pas de jour qu'on

Digitized by Google

ne voie arriver des Déserteurs Prussiens; on en compte déja quelques milles à Prague, à Olmutz et à Kœnigsgratz. Cet avantage pour l'Autriche, en cas que c'en soit un, est compensé par une perte du même genre. Le Corps de Volontaires que l'on a formé de Sujets Turcs, a rejoint l'armée Ottomane avec toute la munition qu'il avoit : on donne pour motif de cette désertion, les dévastations que l'on a faites dans plusieurs endroits d'où étoient un grand nombre de ces Volontaires.

Les Députés des Etats de Bohême ont obtenu du Roi *Léopold II*, qu'il iroit à Prague leur porter la Couronne de ce Royaume, et examiner leurs griefs, sur lesquels, d'après son caractère d'équité bien connu, il ne manquera pas de leur rendre justice. C'est dans la même espérance que des Députés de la Moravie, et de la Silésie Autrichienne se sont rendus dans la Capitale.

Les personnes attachées au service de *Joseph II* n'auront rien perdu en changeant de maître. On rapporte que M. *Deldon*, Trésorier de la cassette de ce Prince, ayant remis au Roi *Léopold* la Liste des pensions secrètes, demanda à Sa Majesté s'il devoit continuer de les payer. Le Roi ne regarda que le total, et lui remit l'état en disant : « Payez les pensions aux personnes qui en jouissent, tant qu'elles vivront. Je ne veux point en lire la Liste, de peur d'être dans le cas d'effacer quelques noms. »

Les Princes *Henri* et *Louis*, fils du Prince *Ferdinand de Prusse*, ont été élevés par le

Digitized by Google

Roi leur oncle, au grade de Lieutenant-Colonel. Le Prince *Henri*, qui servoit dans les Gardes-du-Corps, passe au Régiment des Gendarmes ; et le Prince *Louis*, ci-devant Capitaine au Régiment de Mollendorf, dans le Régiment de Jeune-Scheverin, Infanterie. L'on s'attend à voir le Prince Royal et le Prince *Louis*, fils du Roi, servir dans l'Armée, si la guerre se déclare ; on prétend même que le second fera les fonctions d'Aide-de-Camp du Duc régnant de Brunswick, qui doit avoir un Commandement en chef. Quant au Prince *Henri*, oncle du Roi, il est douteux qu'il fasse la campagne, et l'on dit qu'il ira passer l'été en Suisse pour rétablir sa santé.

Il circule ici un Imprimé de 15 feuilles, que le Ministre de Cologne a distribué à Ratisbonne, relativement à l'affaire de Liège, et qui y a fait, dit-on, une vive sensation : on y blâme la conduite du Directoire de Clèves, qu'on représente comme contraire à la Constitution Germanique. Les Etats de l'Empire sont invités, par le même Ecrit, à prendre les mesures propres à maintenir la Constitution générale de l'Empire, celle des Cercles, et l'administration de la Justice.

On écrit de Vienne que l'on vient d'enjoindre aux Régimens d'accélérer leur marche pour la Bohême, la Silésie et la Moravie. Cet ordre a été donné sur la nouvelle qu'on avoit reçue que plusieurs Régimens de Hussards Prussiens avoient formé un cordon sur les frontières de Silesie jusqu'à Glatz.

Voici les noms des Régimens autrichiens, le nombre des Bataillons, et leurs stations dans les Provinces : Bréchainville 2 Bataillons à Wischau, 5 Bataillons de Grenadiers à

Digitized by Google

Leipnik, 4 à Osek, 4 à Kokor, 1 à Fridek; le Quartier-général est à Leipnik; Kallenberg 2 Bataillons à Prosniz; Charles de Toscane 2 Bataillons à Hollein; Ferdinand de Toscane 2 Bataillons à Morkorsaz, Teutschmeister 2 Bataillons à Flamaschau; Pellegrini 2 Bataillons à Kajetin; la Terer 2 Bataillons à Nemschiz; Klebek 2 Bataillons à Klenoviz; Neugebauer 2 Bataillons à Vanoviz; Caprara 2 Bataillons à Wisterniz, Khevenhuller 2 Bataillons à Neustadt; Wenceslas Colloredo 2 Bataillons à Olmuz; Warasdins 2 Bataillons à Polten; en tout, dans ce moment, 40 Bataillons. Cavalerie, Anspac, Cuirassiers, à Holleschau; Modène, Chevaux-légers, à Bistriz; Haddik, Hussards, à Neutitscheim; Empereur, Chevaux légers, à Littau; Lobkoviz, Chevaux-légers, à Predliz; Wurmser, Hussards, à Freistadt; Zeschviz, Cuirassiers, à Mescriz; Nassau, Cuirassiers, à Cottelez; Kavanagg, Cuirassiers, à Kaniz; Schukmin, Cuirassiers, à Humpolez; en tout 30 Divisions.

On assure que le Roi de Prusse a déclaré la guerre au Roi de Hongrie, et que son Ambassadeur, le Comte *de Reuss*, a quitté Berlin, sans prendre congé. Cette nouvelle possible et probable n'est pas encore certaine.

Le dénombrement des Juifs dans les Etats Prussiens, en exceptant la Silésie et la Prusse Occidentale, en porte la totalité à 13,179 individus, sur lesquels il ne se trouve que 3,952 chefs de famille domiciliés; leurs contributions montent à 60,205 thalers.

Digitized by Google

Il y a eu à Pétersbourg, pendant le cours de l'année dernière, 6,248 naissances, dont 3,254 garçons et 2,994 filles; le relevé des morts est de 8,422, dans lesquelles on ne compte que 1,849, tandis qu'il a péri 6,573 hommes : il s'est fait 1,306 mariages.

Dresde et Munich ont actuellement un Conseil Aulique, parce que ces deux villes servent de Siége au Vicariat de l'Empire; on vient même de frapper dans cette dernière des monnoies au coin des Vicaires, et la Chambre Impériale a reçu l'ordre de ne plus faire usage que des armes du Vicariat qui gouverne dans l'interrègne.

Un Marchand Juif de Brodi a légué 4000 ducats à S. M., en reconnoissance de la protection accordée par son frère à sa nation; il laisse aussi 25000 ducats à l'institut des Pauvres.

PAYS-BAS.

De Bruxelles, le 1^er^. Mai 1790.

Depuis la translation du Général *Van der Meersch* à la Citadelle d'Anvers, la fermentation est devenue menaçante dans sa Province. Les Villes d'Ypres, de Gand et d'Oudenarde sont celles qui ont réclamé avec le plus d'énergie. Dès le 18, le bruit s'est répandu, comme nous l'avons dit, que les Députés de Flandres alloient quitter le Congrès, et l'on a beaucoup appréhendé que les

Digitized by Google

Flamands ne se fissent justice eux-mêmes, en se portant à Anvers pour y reprendre le Général à force armée.

Le Congrès n'a pas été sans inquiétude sur l'extrême agitation de cette Province. Outre l'assurance qu'il s'empressa de donner concernant les égards par lesquels on adoucissoit autant que possible le sort de M. *Van der Meersch*, il employa, pour calmer les esprits, la précaution de ramener les Officiers de l'Armée, en leur faisant signer une déclaration par laquelle ils expliquoient leur signature attachée à l'acte du 30 Mars, aujourd'hui l'un des griefs contre le Général. Cette déclaration est une espèce de rétractation de la part des signataires, et renferme une adhésion très-légèrement conditionnelle à toutes les décisions du Congrès. Il s'est trouvé dans six cantonnemens épars 44 Officiers qui ont signé cette déclaration tout aussitôt rendue publique par les ordres du Congrès.

Mais les Etats de Flandres, sans considération pour cette pièce, ont député trois Volontaires auprès de M. *Van der Meersch*. Leurs instructions portoient qu'ils se rendroient à Bruxelles, où ils remettroient aux Députés de la Province une Lettre ouverte qui indiquoit leur mission, et une autre fermée qui contenoit les intentions desdits Etats.

Le rapport fait par les Volontaires

Digitized by Google

eux-mêmes, contient en substance : Qu'étant arrivés à Anvers après la permission de leurs Députés au Congrès, ils trouvèrent M. *Van Eupen* instruit de leur arrivée, et déja préparé à leur répondre : « Que le Congrès ne pouvoit « absolument consentir à la réquisition « de transférer le Général en Flandres, « parce que cela compromettroit la di- « gnité du Congrès. »

Qu'accompagnés ensuite par le même, M. *Van Eupen*, à la Commission de guerre, puis à la Citadelle, ils avoient eu un quart-d'heure d'entretien avec le Général qui leur avoit dit ne se plaindre aucunement des égards : « Parce que ceux « qui savent se contenter de peu n'exi- « gent pas beaucoup ; mais que néan- « moins, pour prix de ses services, il se « trouvoit prisonnier, calomnié, et « dans l'impuissance de se justifier ; qu'il « persistoit à demander sa translation « dans sa Patrie. »

Qu'alors M. *Van Eupen* entra, sans que pour cela le Général changeât de conversation ; que le Chanoine convint de la légitimité des plaintes, donnant sa parole d'honneur que ni lui, ni M. *Van der Noot* n'avoient été capables de noircir ou faire noircir le Général par des calomnies ; et que quant au crime de trahison, il jurait encore qu'il ne l'en croyoit pas coupable.

Qu'après cela, le Général et M. *Van*

Digitized by Google

Eupen s'étoient retirés en conférence particulière; qu'étant revenus ensemble, le Général leur avoit répété les mêmes plaintes en d'autres termes, les mêmes choses sur sa translation dans sa Patrie, ajoutant que des raisons de santé se joignoient à tant d'autres qu'il avoit de se plaindre de son état. Qu'enfin, le Chanoine présent à leur départ avoit donné des ordres pour que les égards fussent continués à M. *Van der Meersch*, leur accordant à eux députés ou à tous autres la permission de redoubler leurs visites.

Cependant les Etats de Flandres, offensés du ton de hauteur qui règne dans la réponse du Congrès, ont porté leurs plaintes aux Etats de Brabant. Les différens Comités de la Province s'étant réunis pour rédiger de nouvelles propositions plus instantes, les Etats les ont développées dans un Mémoire dont l'énergie puisse enfin déterminer ceux de Brabant à leur faire justice de la conduite du Congrès. Ils persistent à réclamer plus vivement que jamais la translation du Général dans une Province dont il est Citoyen direct et immédiat, l'articulation prompte des griefs à sa charge, un Tribunal compétent pour le juger, et la publicité de ses moyens de justification; à défaut de quoi la Province de Flandres prendra ce dernier refus comme une déclaration de suprématie des trois Chefs-Villes du Brabant.

Digitized by Google

FRANCE.

De Paris, le 20 Avril.

ASSEMBLÉE NATIONALE. 52°. *Semaine.*

DU DIMANCHE 25 AVRIL.

Nous avons annoncé le débat qui eut lieu dès l'ouverture de cette Séance. Il fut occasionné par une Motion de M. *Voydel*, dont l'objet étoit d'exiger, sous quinzaine, le retour de tous les Députés absens. On lui objecta que ceux qui donnoient la liberté aux autres ne devoient pas être esclaves; à quoi il répondit que les Membres de l'Assemblée devoient être esclaves, s'il le falloit, pour que les autres fussent libres. Il insista sur les raisons que MM. *Regnaud*, *Rœderer* et *Fermond* venoient de donner à l'appui de sa Motion, et il avança que le rappel de tous les Députés absens étoit nécessaire au salut de la Patrie.

« Il en est, dit-il, qui sont absens depuis 4 et 5 mois ; il en est même qui sont domiciliés à Paris, et qui depuis six mois n'ont pas assisté à une seule Séance. » M. *Lucas* prit la parole pour dénoncer particulièrement M. *Bergasse*, Auteur *de la Protestation contre le Décret portant création des Assignats*, et demanda que tous Députés coupables d'un semblable délit fussent déclarés infidèles à leur devoir, à leur serment, et traîtres envers la Patrie. »

M. *Populus* entreprit de détourner l'accusation, et de faire renvoyer au Comité

Digitized by Google

des Rapports l'examen de cette affaire. Mais M. *de St. Martin* interpella le Président de dire s'il avoit reçu la Lettre imprimée à la suite de l'ouvrage dont il s'agissoit, parce qu'alors il n'y auroit plus de doute que M. *Bergasse* n'en fût l'Auteur. M. le Président déclara l'avoir reçue, et demanda qu'on en fît lecture, ce qui fut accordé. M. *Chabroux* termina cette information en disant que le fait dénoncé à l'Assemblée méritoit plutôt une consultation de Médecins et une Assemblée de Parens, qu'une délibération des Représentans de la Nation Françoise. Il demanda l'ordre du jour, auquel on passa, et qui produisit les deux Décrets que nous avons rapportés concernant les petites rentes et les postes.

Du Lundi 26 Avril.

Une Lettre de M. *de la Luzerne* a instruit l'Assemblée, de la part du Roi, qu'il vient d'être conclu par M. le Marquis *de Senneville* un Traité entre Sa Majesté et la Régence d'Alger. Ce Traité assure la continuation de la paix pour cent ans, et la restitution de tous les François Prisonniers des Algeriens. — M. le Président a été chargé de témoigner au Roi la reconnoissance de l'Assemblée.

On a passé à l'ordre du jour, qui étoit la suite de la discussion sur le rachat des droits féodaux. Nous restituons les articles 22 et 23 qui avoient été décrétés dans la Séance du Samedi matin.

« Art. XXII. Tout redevable qui voudra racheter les droits seigneuriaux dont son fonds est grevé, sera tenu de rembourser, avec le capital du rachat, tous les arrérages

Digitized by Google

des rentes fixes et annuelles qui se trouveront dues, tant pour les années antérieures que pour l'année courante, au prorata du temps qui se sera écoulé depuis la dernière échéance jusqu'au jour du rachat. »

« ART. XXIII. A l'avenir, les corvées réelles, champarts et autres redevances ne s'arrérageront pas, même dans les pays où le principe contraire avoit lieu, si ce n'est qu'il y ait eu demande et jugement de condamnation. Elles ne pourront pas non plus être exigées en argent, mais en nature, si ce n'est qu'il y ait eu demande ou condamnation. En conséquence, il ne sera tenu compte, lors du rachat des corvées, que de l'année courante, laquelle sera évaluée en argent au prorata du temps qui se sera écoulé depuis la dernière échéance, jusqu'au jour du rachat. »

M. *Tronchet* a fait le rapport du travail du Comité Féodal, concernant le mode du rachat des droits casuels et éventuels. Il a fait apercevoir tout l'intérêt de la question, et a posé les bases de la discussion qui alloit avoir lieu : « 1°. Le mode doit être appliqué de manière que la proportion à la différente nature des biens consiste dans une portion aliquote du droit ; 2°. que toujours la quotité approche de la valeur des fonds ; 3°. que la révolution de la division d'une année soit proportionnée à la fréquence des mutations. » — On a fait lecture de l'article 24, et il a été décrété sans discussion.

« XXIV. Quant au rachat des droits casuels, c'est-à-dire, de ceux qui ne sont dus que dans le cas de mutation, soit de la part du Propriétaire du fonds ci-devant roturier, soit de la part des fonds ci-devant appelés

Digitized by Google

fiefs, il sera fait d'après les règles et les distinctions ci-après. »

L'article 25 a été lu. M. *Ricard* a prononcé un Discours qui étoit le résultat de ses calculs sur les proportions des ventes dans un fief pris en masse. Il supposoit un fonds d'un million sujet à des droits casuels; si sur ce million il n'étoit vendu, année commune, que pour 12500 liv. de fonds, en supposant ce droit de mutation fixé au sixième du prix, cette partie de droits éventuels ne rendroit au Propriétaire du fief que deux mille vingt-trois livres par année, dont le capital au denier 20 seroit de 40,660 liv.; suivant le projet du Comité, le capital montera à 70 mille livres, ce qui augmentera infiniment la charge des débiteurs. Il demandoit donc que les taux fixés par le Comité fussent diminués d'un tiers. Il a proposé ensuite des articles additionnels propres à hâter la libération des Propriétaires, et donnant aux Municipalités la faculté de payer en Corps de Commune. — Ces articles doivent être examinés par le Comité Féodal.

M. *Magnet de Nantou*, observant qu'on ne pouvoit se déterminer sur le taux du rachat avant que de savoir à quelles formalités les débiteurs seront astreints, a demandé que l'article 41 fût discuté avant l'article 25. La transposition de cet article a été mise aux voix et décrétée. Le voici tel qu'il est conçu, étant devenu le 25°. dans l'ordre du Décret.

« XXV. Si le Propriétaire qui aura racheté les droits seigneuriaux, casuels et autres dont son fonds étoit chargé, vend ce même fonds ou l'aliène dans les deux années postérieures au rachat par un acte volontaire

Digitized by Google

quelconque sujet au droit de mutation, le droit sera dû nonobstant le rachat; en exceptant néanmoins ceux qui se racheteront dans les deux premières années, à compter du jour de la publication du présent Décret. »

M. *Tronchet* a expliqué les motifs de l'article qui n'étoit pas encore amendé de l'exception qui le termine, et qui a été proposée par M. *Charles de Lameth*. Le principal des motifs étoit de prévenir la fraude qui auroit lieu si l'on ne remboursoit qu'à la veille de vendre ou même après avoir vendu sous seing-privé. La discussion a été fort longue. MM. *Ricard*, *Brillat Savarin*, *Lanjuinais*, *Buzot de St. Martin*, *Populus* et *Barnave* y sont entrés comme opposans. Mais enfin l'article a été défendu avec supériorité par MM. *Garat* l'aîné, *Richier*, *de la Rochefoucault*, *Fréteau*, *Charles de Lameth* et *Tronchet*, et il a été enfin décrété tel qu'on vient de le lire.

Du Mardi 27 Avril.

Le commencement et la fin de cette Séance ont offert le spectacle d'un schisme bien décidé à l'occasion de la Présidence de M. *de Virieu*. M. *Bouche* a demandé la parole que M. le Président a dit ne pouvoir lui accorder puisqu'il avoit rempli sa Présidence, et que l'unique devoir qui lui restoit à remplir étoit celui de rendre compte du résultat du scrutin. Mais la Majorité ayant décidé que M. *Bouche* seroit entendu avant la proclamation du nouveau Président, l'honorable Membre a fait la Motion incidente de décréter :

« Que tout Membre, entrant en exercice

Digitized by Google

des fonctions qui lui auront été confiées par l'Assemblée, renouvellera le serment prêté le 4 Février, et jurera qu'il n'a jamais pris et ne prendra jamais part à aucun acte, protestation, ou déclaration contre des Décrets de l'Assemblée Nationale, acceptés ou sanctionnés par le Roi, ou tendant à affoiblir le respect et la confiance qui leur sont dus. »

Le premier mouvement de la Majorité fut une acclamation. — M. *de St. Simon* demanda la discussion pendant trois jours. — M. l'Evêque *de Nancy* rappela, non point l'histoire dont s'étoit appuyé M. *Bouche*, mais le Règlement même de l'Assemblée, qui porte expressément que le résultat du scrutin sera l'unique Loi pour la nomination d'un Président. La Motion qu'on proposoit ne pouvoit donc avoir d'effet rétroactif sur un Président déja nommé, ou elle auroit elle-même le caractère de la protestation la plus insidieuse contre les Décrets de la Majorité. Il a dit enfin que ce seroit un outrage pour le nouveau Président que de l'assujétir à une nouvelle formalité, et que cette Motion ne pouvoit être décemment proposée que lorsqu'il seroit installé, c'est-à-dire, au moment où la Loi ne paroîtra pas avoir été faite pour lui, mais où elle pourra devenir Loi générale pour toute l'Assemblée.

M. *de Biauzat* répondit au Préopinant, que le Règlement portoit une clause qui réservoit à la Majorité le droit d'y faire des changemens, et qu'il ne pouvoit comprendre des dispositions sur des faits que l'on ne devoit pas prévoir. Ensuite il a proposé pour amendement à la Motion, que le serment n'ait pour objet que les intentions présentes

Digitized by Google

et les actions futures, sans rétroaction vers le passé.

Des murmures avoient coupé son Discours, et ils s'élevoient de plus en plus, lorsque M. le Marquis *de Bonnai*, toujours Président, substitua une réponse plus pacifique à celle de M. *de Biauzat* : « Il ne s'agissoit pas de détruire un Décret. La question étoit une Motion incidente, indépendante du scrutin et de toute personnalité. » M. *Moreau* a demandé que l'Assemblée reçût toutes les abjurations de ceux qui seroient désabusés. Les amendemens se multiplioient. D'autres questions s'élevoient : « Celui qui refuseroit de prêter le serment devoit-il voter dans l'Assemblée? l'Assemblée avoit-elle dans aucun cas le droit d'exclure un de ses Membres? » Plusieurs Membres ont réclamé l'usage observé dans les Cours Judiciaires pour les nouveaux Présidens. D'autres ont demandé que ceux qui ne pourront prêter le serment requis soient déclarés incapables d'assister aux délibérations de l'Assemblée. La question préalable a fait tomber toutes ces questions, tous les amendemens, tous les débats, et la Motion a été adoptée. Alors M. le Président a déclaré que le résultat du scrutin donnoit la Présidence à M. *de Virieu*.

Le nouveau Président, prenant la parole près du fauteuil, a dit qu'il n'avoit point ambitionné les honorables fonctions auxquelles il étoit élevé par la Majorité des suffrages; mais qu'il ne se croyoit plus à lui du moment que cette Majorité avoit prononcé sur son sort, et qu'il alloit chercher dans son respect pour les Décrets de l'Assemblée, la conduite que les circonstances lui impo-

Digitized by Google

soient. Par la suite de son discours il a fait sentir qu'un homme livré à la chose publique, dans un long intervalle d'évènemens critiques, auroit pu ne pas approuver toutes les opinions sans qu'on en puisse inférer contre son zèle pour le bien public, et sans perdre son droit à l'indulgence. Si l'on connoissoit quelque protestation faite par lui, et de la nature de celles énoncées dans la Motion, il étoit prêt à se retirer du moment qu'elle lui seroit représentée. Sa mémoire ne lui rappelant du reste aucun acte de cette nature, il acceptoit l'honneur qui lui étoit offert, et renouveloit en sa conscience le serment du 4 Février : « D'être fidele à la Nation, à la Loi, au Roi, et d'obéir aux Décrets de l'Assemblée Nationale acceptés ou sanctionnés par le Roi; de n'avoir pris, de ne prendre jamais part à aucuns actes, protestations ou déclarations contraires aux Décrets de l'Assemblée Nationale acceptés ou sanctionnés par le Roi, ou tendant à affoiblir le respect et la confiance qui leur sont dus. »

M. *de Virieu* a occupé le fauteuil après ce Discours. M. *de Bonnay* a prononcé le sien selon l'usage, et a été vivement applaudi; on a adopté quelques projets de Décrets, après quoi l'ordre du jour a ramené la suite des articles sur le rachat des droits féodaux, qui ont été décrétés dans l'ordre qui suit :

Suite du Décret sur le rachat des Droits Féodaux.

« Art. 26. Dans les pays et les lieux où les fonds sont soumis à un droit particulier pour les mutations par vente ou autres équi-

Digitized by Google

pollens à vente, il sera payé pour le rachat de ce droit particulier, savoir ; »

« 1°. Pour les fonds sur lesquels le droit de vente est de la moitié du prix ou au-dessus, cinq seizièmes dudit droit. »

« 2°. Pour les fonds sur lesquels le droit est du tiers, cinq quinzièmes, ou le tiers du droit. »

« 3°. Pour les fonds sur lesquels le droit est du quint et requint, ou du quart, cinq quatorzièmes dudit droit. »

« 4°. Pour les fonds sur lesquels le droit est du quint, cinq treizièmes dudit droit. »

« 5°. Pour les fonds sur lesquels le droit est du sixième, cinq douzièmes dudit droit. «

« 6°. Pour les fonds sur lesquels le droit est du huitième, cinq onzièmes. »

« 7°. Pour les fonds sur lesquels le droit n'est que du douzième, ou à une quotité inférieure quelle qu'elle soit, la moitié du droit. «

« 27. Dans les pays et les lieux où le droit dû pour les mutations par vente, ne se trouveroit être dans aucune des proportions ci-dessus indiquées, et dont la quotité se trouveroit être à un terme moyen entre deux des sept classes ci-dessus, le rachat dudit droit se fera sur le pied de celle de ces deux classes, dont le taux est le moins fort. «

« 28. Dans les pays et les lieux où les fonds sont soumis, outre le droit dû pour les mutations par vente, à un droit particulier et different pour les mutations d'un autre genre, le rachat de cette seconde espèce de droit se fera d'après les distinctions et les règles ci-après. »

« 29. 1°. Dans les pays et les lieux où ce

Digitized by Google

droit est dû à toutes les mutations, à la seule exception des successions et donations en directe, et des mutations de la part du Seigneur, il sera payé pour le rachat dudit droit, sur les fonds qui y sont sujets, les cinq douzièmes dudit droit. »

« 30. 2°. Dans les pays et les lieux où ce même droit n'est dû que pour les seules mutations en succession collatérale, il sera payé pour le rachat les cinq dix-huitièmes dudit droit. »

« 31. 3°. Dans les pays et les lieux où le même droit est dû à toutes mains c'est-à-dire à toutes les mutations de la part du propriétaire du fonds redevable, et même pour les successions et donations en directe, il sera payé pour le rachat les cinq sixièmes dudit droit. »

« 32. 4°. Dans les pays et les lieux où le même droit, quoique dû pour les successions directe et collatérale, n'a lieu que quand l'héritier succède par moyen ou quand il est mineur, il ne sera payé pour le rachat que les cinq huitièmes dudit droit. »

« 33. 5°. Dans les pays et les lieux où le droit ci-dessus désigné se paye à toutes les mutations autres que par vente, tant de la part du vassal ou emphytéote, que de la part du ci-devant Seigneur, il sera payé pour le rachat un droit entier. »

« 34. Dans les pays et les lieux où le droit dû pour les mutations qui ne s'opèrent point par vente, ne pourroit point se placer dans l'une des cinq classes ci-dessus comprises aux articles précédens, soit parce qu'il ne seroit point dû dans tous les cas exprimés par l'un de ces articles, soit parce qu'il seroit dû dans un cas non prévu par l'article, le rachat

Digitized by Google

achat s'en fera au taux fixé par celui desdits articles qui réunira le plus grand nombre des cas pour lesquels le droit est dû dans ces pays ou ces lieux particuliers. »

« 35. Pour l'application de l'artic. précédent on n'aura aucun égard au droit que certaines coutumes ou certains titres accordent pour les prétendues mutations par mariage, ou par la mort du mari, sur les biens personnels de la femme, lequel droit est et demeure supprimé à compter du jour de la publication du présent Décret. »

« 36. Dans les pays et les lieux où les fonds ne sont soumis qu'à un seul et même droit, tant pour les mutations par vente que pour les autres mutations, il sera payé pour le rachat les cinq sixièmes du droit. »

« 37. Lorsqu'il s'agira de liquider le rachat des droits casuels, dus pour les mutations par vente, l'évaluation du droit se fera sur le prix de l'acquisition, si le rachat est offert par un nouvel acquéreur: si non, sur le prix de la derniere des ventes qui aura été faite du fonds dans le cours des dix années antérieures. »

« 38. Si le rachat n'est point offert par un nouvel acquéreur, ou s'il n'existe point de vente du fonds faites dans les dix années précédentes, dans le cas où les parties ne s'accorderoient point de gré à gre, le redevable qui voudra se racheter, pourra faire une offre extrajudiciaire d'une somme. En cas de refus, de la part du Propriétaire des droits, d'accepter l'offre, les frais de l'estimation par experts seront supportés par celui qui aura fait l'offre ou par celui qui l'aura refusée, selon que l'offre sera déclarée suffisante ou insuffisante, sauf aux Ad[illegible]

Digitized by Google

trateurs qui n'ont point la faculté de composer de gré à gré à employer en frais d'Administration ceux de l'expertise, ainsi qu'il est dit en l'article 19 ci-dessus. »

« 39. Lorsqu'il s'agira de liquider le rachat des droits casuels qui se payent à raison du revenu, l'évaluation s'en fera sur le taux du dernier payement qui en aura été fait dans les dix années antérieures ; s'il n'en existe pas, le redevable pourra faire une offre d'une somme, et en cas de refus, les frais de l'estimation par experts seront supportés comme il est dit en l'article précédent. »

« 40. Il ne sera payé aucun droit, ni de vente, ni de rachat pour les fonds Domaniaux ou Ecclésiastiques qui seront vendus en exécution du Décret du..... L'exemption n'aura lieu cependant, à l'égard des biens Ecclésiastiques, que pour ceux qui sont mouvans de fonds Domaniaux, ou qui auront payé le droit d'indemnité aux Propriétaires des fiefs dont ils relèvent, ou à l'égard desquels le droit d'indemnité se trouveroit prescrit conformément aux règles qui avoient lieu ci-devant. »

« 41. Les sommes qui seront dues pour le rachat, soit des redevances annuelles, soit des droits casuels, seront payées aux Propriétaires desdits droits, outre et indépendamment de ce qui se trouvera leur être dû pour raison de mutations, ou d'arrérages échus antérieurement à l'époque du rachat. »

« 42. Les lignagers de celui qui aura reçu le rachat des droits seigneuriaux dépendans de son fief, ne pourront point exercer le retrait desdits droits, sous prétexte que le rachat équipolle à une vente. »

Digitized by Google

« 43. Les Propriétaires de fiefs, qui auront reçu le rachat en tout ou partie des droits seigneuriaux, fixes ou casuels, dépendans de leurs fiefs, et qui seront soumis eux-mêmes à des droits casuels envers un autre fief, seront tenus de payer au Propriétaire du fief le rachat qui lui sera dû, proportionnellement aux sommes qu'ils auront reçues; et ce rachat sera exécuté progressivement dans tous les degrés de l'ancienne échelle feodale. »

« 44. Le rachat dû par le Propriétaire du fief inférieur sera liquidé sur la somme portée en la quittance qu'il aura donnée, encore que la quotité en soit inférieure aux taux ci-dessus fixés, à moins qu'il n'y ait fraude et déguisement dans l'énonciation de la quittance; et ce rachat sera liquidé sur ceux des taux ci-dessus fixés, qui seront applicables au fief dont dépendoient les droits rachetés; en telle sorte qu'il ne sera payé pour ce rachat que la même somme qui seroit due pour le rachat d'un fief de la même valeur que celle portée en la quittance. »

« 45. Tout Propriétaire de fief, qui aura reçu le rachat de droits dépendans de son fief, sera tenu, à peine de restitution du double, d'en donner connoissance au Propriétaire du fief dont il relève, dans le cours du mois de Janvier de l'année, suivant celle dans laquelle les rachats lui auront été faits, sans préjudice du droit du Propriétaire supérieur d'exiger les rachats à lui dus avant le terme, s'il en a eu connoissance autrement. »

« 46. Pourront tous les Propriétaires de fiefs qui ont sous leurs mouvances d'autres

Digitized by Google

fiefs, se former, s'ils le jugent à propos, au greffe des hypothèques du ressort de la situation des chefs-lieux des fiefs mouvans d'eux, une seule opposition générale au remboursement de toutes sommes provenantes de rachats offerts aux Propriétaires des fiefs qui sont sous leur mouvance; mais ils ne pourront former aucune opposition entre les mains des redevables; et les frais de l'opposition générale, ainsi que ceux qu'elle occasionneroit, seront à leur charge, si la notification ordonnée par l'article 45, leur a été faite ou leur est faite dans le délai prescrit. »

« 47. Les créanciers des Propriétaires de fiefs dont dépendent les droits féodaux ou censuels rachetables, pourront former au greffe des hypothèques du ressort de la situation des chefs-lieux desdits fiefs une seule opposition générale au remboursement des sommes provenantes desdits droits, mais ils ne pourront former aucune opposition particulière entre les mains des redevables, à peine de nullité, et de répondre en leur propre et privé nom des frais qu'ils occasionneroient. »

« 48. Dans les pays où l'Edit de Juin 1771 n'a point d'execution, les oppositions générales dont il est parlé aux articles 46 et 47 ci-dessus, pourront être formées au greffe du siége royal du ressort; il y sera tenu à cet effet un registre particulier par le Greffier, auquel il sera payé les mêmes droits établis par l'Edit de Juin 1771. »

« 49. Les Propriétaires de fiefs et les créanciers qui formeront les oppositions générales désignées dans les articles 46 et 47 ci-dessus, ne seront point obligés de les

Digitized by Google

renouveler tous les trois ans. Lesdites oppositions dureront 30 ans, dérogeant, quant à ce seulement, à l'Edit de Juin 1771."

" 50. Les créanciers qui auront négligé de former leur opposition, ne pourront exercer aucun recours contre les redevables qui auront effectué le payement de leur rachat."

" 51. Les redevables ne pourront effectuer le payement de leur rachat qu'après s'être assurés qu'il n'existe aucune opposition au greffe des hypothèques, ou au greffe du siége royal dans les pays où il n'y a point de greffe des hypothèques. Dans le cas où ils existeroit une ou plusieurs oppositions, ils s'en feront délivrer un extrait qu'ils dénonceront à celui sur lequel elles seront faites, sans pouvoir faire aucune autre procédure, ni se faire autoriser à consigner que trois mois après la dénonciation, dont ils pourront répéter les frais, ainsi que ceux de l'extrait des opposans."

" 52. Toute quittance de rachat des droits seigneuriaux, même celles reçues par les Notaires dont les actes sont exempts du contrôle, seront assujéties au contrôle; il en sera tenu un registre particulier, sur lequel le commis enregistrera par extrait la quittance, en énonçant le nom du Propriétaire du fief qui aura reçu le rachat, celui du fief dont dépendoient les droits rachetés, le nom de celui qui aura fait le rachat, et la somme payée. Il ne sera payé que 15 sous pour le droit de contrôle et d'enregistrement. Les frais en seront à la charge de celui qui fera le rachat, lequel sera tenu de l'obligation de faire contrôler la quittance, sous les peines prescrites par les réglemens existans."

Digitized by Google

« 53. Dans les pays où le contrôle n'a pas lieu, il sera établi dans chaque siége royal un registre particulier pour le contrôle et enregistrement des quittances de rachat, et il sera payé au greffier 15 sous pour tout droit. »

« 54. Il ne sera perçu aucun droit de centième denier sur les rachats et remboursemens des droits féodaux et censuels, soit fixes, soit casuels. »

« 55. Les droits d'échanges établis au profit du Roi par les Edits de 1645 et 1647, et autres règlemens subséquens, soit qu'ils soient perçus au profit du Roi, soit qu'ils soient perçus par des concessionnaires, engagistes, ou apanagistes, sont et demeurent supprimés, à compter de la publication des Lettres-Patentes du 3 Novembre 1789, sans néanmoins aucune restitution des droits qui auroient été perçus depuis ladite époque. Les acquéreurs desdits droits présenteront, dans le delai de 6 mois, à compter du jour de la publication du présent Décret, leurs titres au Comité de Liquidation, établis par le Décret du 23 Janvier de la présente année, et sera pourvu à leur remboursement ainsi qu'il appartiendra. (Décrété sauf rédaction.) »

On étoit prêt à lever la Séance, lorsque M. *de Rochebrune* demanda que M. le Président voulût bien s'expliquer sur la nature du Serment qu'il avoit entendu prêter au commencement de la Séance, parce que le Décret qui l'avoit ordonné lui paroissoit évidemment contraire à la liberté individuelle des Membres, et à l'intérêt de leurs Commettans.

M. *de Virieu* a lu la formule du Serment

Digitized by Google

qu'il avoit prêté. Il a déclaré qu'il ne s'étendoit, et qu'il ne l'avoit étendu qu'aux Décrets *acceptés ou sanctionnés* par le Roi. S'il y avoit d'autres Actes munis de sa signature contre des Décrets *non sanctionnés*, il ne les n'oit point, et ne se rétracteroit jamais. « Je ne nierai point, a-t-il ajouté, et plusieurs d'entre nous ne peuvent nier que, n'ayant point eu un avis conforme à celui de la Majorité, nous ayons signé une Déclaration de notre opinion et de quelques faits essentiels à notre justification. Comme il ne doit rester aucun doute sur le respect dû aux Loix et sur la conduite d'un honnête homme, si l'on demande d'autres éclaircissemens, je suis prêt à les donner. »

M. *Alexandre de Lameth* a interpellé M. le Président de déclarer si sa disculpation portoit sur ce que les Décrets contre lesquels il auroit protesté, n'étoient pas encore acceptés ou sanctionnés; et s'il entendoit que les Membres de l'Assemblée ne dussent pas être soumis à ces Décrets, même avant la Sanction. « Quoique non encore obligatoires pour le Royaume à cette époque, ils le sont pour les Membres de l'Assemblée, parce que le premier principe d'un Corps délibérant, est la soumission passive de la Minorité aux décisions de la Majorité. » Si donc M. le Président avoit signé une protestation contre un Décret depuis sanctionné, l'Opinant faisoit la Motion expresse qu'il fût procédé à une autre nomination. — M. *Charles de Lameth* y ajouta celle de replacer au fauteuil M. le Marquis *de Bonnay*, puisqu'un Membre ne pouvoit présider une Assemblée devant laquelle il étoit en cause.

M. *de Bonnay* a dit que M. *de Virieu*

Digitized by Google

avoit prêté le Serment suivant les termes dans lesquels il étoit conçu; et qu'un Serment avoit quelque chose de si saint et de si solennel, qu'il n'étoit pas permis à la pensée d'aller au-delà des expressions qui le composent. Il a conclu qu'il n'y avoit pas lieu à délibérer, ni à suivre l'interpellation faite à M. le Président, qu'il ne remplaceroit point, à moins que la Majorité ne lui fît la loi.

M. *Bouche* a distingué deux parties dans le texte du Serment. La première ayant trait aux Décrets acceptés ou sanctionnés; la seconde, à ceux non encore acceptés ou sanctionnés. M. le Président n'avoit juré sans doute que sur la première, et il avoit dû jurer sur toutes les deux. — Nouvelle lecture du Décret; beaucoup de commentaires; grande diversité d'opinions; tumulte.

MM. *Populus*, *Goupil de Préfeln*, *Biauzat*, *Dumetz*, *Latyl*, *Coupé*, *etc.* demandent que M. *de Virieu* quitte le fauteuil, puisqu'il ne peut diriger une discussion dont il est l'objet. Les plus modérés demandent qu'il le quitte au moins provisoirement. M. *de Virieu* répond qu'il est l'organe de l'Assemblée, et ne peut renoncer à ses fonctions sans l'avoir consultée. On lui réplique hautement qu'il ne peut même consulter la Majorité. Il oppose encore quelque temps sa patience au tumulte, qui croissoit; mais enfin ses forces s'épuisent, et il prie M. *de Bonnay* de présider à sa place.

M. le Marquis *de Bonnay* répétant qu'il n'y avoit pas même lieu à interpellation, d'après la manière dont M. le Président s'étoit justifié, se disposoit à mettre aux voix, comme Président, la question préalable,

Digitized by Google

qu'il venoit de réclamer, comme Membre de l'Assemblée.

M. *Charles de Lameth* observe que la question préalable est très-adroitement demandée par M. *de Bonnay*, qui lui dit : « Je ne regarde point l'expression comme injurieuse, mais comme désobligeante : je vous prie de la retirer, et je ne vous rappelle point à l'ordre. » M. *de Lameth* continue : « La question préalable, très-ingénieusement proposée par M. *de Bonnay*, n'est point admissible. Il est question d'une Déclaration qui a causé de l'inquiétude au Public et des alarmes à plusieurs Membres de cette Assemblée. Si elle a été faite contre un de nos Décrets avant qu'il fût sanctionné, elle n'en est que plus coupable, puisqu'elle tendoit à influer sur l'esprit du Monarque pour faire éloigner la sanction. Je demande si aucun de nous a cru que M. *de Virieu* eût signé aucun Acte, lorsqu'on l'a entendu prononcer son Serment ? Je demande de quel œil le Public verra maintenant sa restriction jésuitique ? Je demande si c'est le moyen d'établir la confiance due aux Décrets de l'Assemblée, que de voir le Président lui-même souscrire une Déclaration contre eux ? »

M. l'Abbé *Maury* a relevé l'erreur de la supposition que M. *de Virieu* eût signé contre des Décrets depuis sanctionnés ; et M. *de Lameth* lui-même, reconnoissant qu'il avoit argumenté sur cette supposition, a proposé d'ajouter dans la formule du Serment : *ou contre des Décrets qui ne seroient pas de nature à être sanctionnés.* Après quoi M. l'Abbé *Maury* continuant, a dit :

« Cette délibération est liée à plusieurs principes, qu'on semble avoir totalement

Digitized by Google

oubliés. 1°. Ce n'est pas au moment où la Loi doit être faite, qu'elle doit recevoir son application; car alors elle seroit un Jugement. 2°. Du droit de voter, vient celui d'être élu. 3°. Il n'y a dans le Réglement, ni dans la raison, aucun principe qui permette d'imposer à vos Officiers un Serment particulier. Ce seroit faire une injure à vos Collègues et à l'Assemblée. 4°. Personne n'a droit d'interpeller aucun Membre de l'Assemblée; l'interpellation officielle n'appartient qu'à un Juge quand il y a délit et preuves acquises. 5°. Lorsque les circonstances obligent des Membres de l'Assemblée à souscrire un Acte de précaution, ils n'en doivent compte qu'à leurs Commettans. Les déclarations et protestations sont étrangères au Corps législatif: mais lorsqu'ils ont signé, ils n'en doivent pas moins hommage à la vérité. J'improuve le silence de M. *de Virieu*, et je déclare publiquement que j'ai signé le même Acte que lui, et que si vous persistez à mettre de nouvelles formalités dans l'élection de vos Officiers, je me regarde comme exclu de cette Assemblée. » — Tous les autres Signataires, au nombre de près de 200, se sont levés pour adhérer à cette déclaration.

M. *de Virieu* demanda à s'expliquer une dernière fois. « Il avoit long-temps résisté à ceux des Membres de l'Assemblée qui vouloient le porter à la Présidence. Il a rappelé differens traits de sa vie, et les dangers qu'il avoit courus, à l'appui de l'assurance qu'il donnoit de son patriotisme; et, venant à la restriction que l'on reprochoit à son Serment, il a dit n'avoir pas cru devoir aller plus loin que la Loi, ni troubler la paix de l'Assemblée. Il a persisté à ne se point regarder

Digitized by Google

somme inculpé. — La discussion a été fermée.

M. *Garat* l'aîné a justifié pleinement M. *de Virieu*. « Toute formule de Serment, a-t-il dit, doit être claire, précise, et ne pas renfermer un piége en présentant deux sens, dont l'un exposeroit au soupçon de parjure. Je ne puis me faire à l'idée de voir l'Assemblée en deux partis, dont un seul occuperoit les places d'où l'autre seroit exclu. » — Il a été interrompu par un grand bruit : la question préalable a été réclamée, et l'on a décidé qu'il n'y avoit pas lieu à délibérer.

M. *de Virieu* a repris le fauteuil, et a dit que la Séance seroit levée aussitôt qu'il auroit parlé. « Je résigne entre vos mains, a-t-il ajouté, une place que je ne crois pas devoir occuper. » La Séance a été levée à 6 heures.

Du Mercredi 28 Avril.

Plusieurs Membres ont cru voir des inexactitudes dans le rapport du discours de M. *de Virieu*, présenté par M. *Muguet de Nantou*, rédacteur du procès-verbal ; mais la majorité a décidé qu'il ne seroit fait aucun changement à la rédaction.

M. *Camus* vouloit que le Comité de Constitution rédigeât de nouveau la formule du serment décrété la veille ; son mode trop peu déterminé pouvoit alarmer les consciences ; la sienne ne lui permettroit pas de le prêter sans les changemens propres à la rassurer, entre autres sur la liberté de publier ses idées. M. *Dufraisse Duchey*, faisant valoir cette dernière considération, demanda si le refus de prêter le serment, qui paroissoit menacer d'exclure des fonctions dans l'As-

Digitized by Google

semblée, ne priveroit pas aussi du droit de voter? M. *Rœderer* fit observer que la formule du serment étoit inaltérable, puisqu'en la décrétant, l'Assemblée avoit jugé à propos d'écarter les changemens, les additions et les interprétations.

Le vœu de l'Assemblée s'est manifesté pour l'ordre du jour.

M. *de Bonnay*, Président, a lu la lettre suivante de M. *de Virieu*.

Paris, le 28 Avril 1790.

« Je me suis apperçu hier, Monsieur, qu'au moment où je levois la Séance, en donnant ma démission de la place dont j'avois été honoré contre mon vœu personnel, un grand nombre de voix s'est élevé pour la refuser. Je vous prie donc de vouloir bien recevoir ici l'expression motivée de mes sentimens. »

« Tant que j'ai cru mon honneur, le respect dû aux suffrages qui m'avoient élevé à la Présidence, et le bon ordre intéressés à ce que je conservasse cette place, j'ai dû ne pas l'abandonner. »

« Lorsqu'après avoir eu le bonheur de ramener la question à son véritable jour et à un état convenable de modération et de tranquillité, je me suis vu rendre la justice que je n'avois pas cessé de mériter, j'ai cru devoir à ma dignité propre de résigner des fonctions que, pour le bien public, on doit exercer sans être compromis par d'injustes attaques. »

« C'est dans le calme de mon ame, et par le sentiment de mon bonheur et de ce même bien public, que j'ai pris cette résolution quand j'ai cru avoir accompli tous les devoirs de ma situation, et donné à

Digitized by Google

l'Assemblée les témoignages de mon respect. »

« C'est donc sans retour que je me suis démis, et que je vous prie, Monsieur, de vouloir bien annoncer à l'Assemblée qu'elle doit procéder à l'élection d'un nouveau Président. »

« Recevez l'assurance du sincère et inviolable attachement, etc. »

Signé, le Comte DE VIRIEU.

En conséquence, il a proposé de procéder immédiatement après la Séance, à l'élection d'un nouveau Président; sur le doute de M. l'Evêque de Nîmes, si l'Assemblée acceptoit la démission de M. *de Virieu*, M. *de la Chèze* a fait observer qu'il n'existoit aucun Décret qui défendît de refuser la Présidence.

M. *Merlin* a dit que deux légères difficultés retardoient la sanction du Décret sur la Chasse. L'Assemblée a levé la première, en ajoutant après le mot *possesseur*, *autres que les usagers*. La seconde exigeoit une explication sur ce qui pouvoit toucher aux plaisirs personnels du Roi; elle a été donnée dans le Décret suivant :

« XVI. Il sera pourvu par une Loi particulière à la conservation des plaisirs personnels du Roi; et par provision, en attendant que Sa Majesté ait fait connoître les cantons qu'elle veut se réserver exclusivement pour sa chasse, défenses sont faites à toutes personnes de chasser ou de détruire aucune espèce de gibier dans les parcs attenans aux Maisons Royales de Rambouillet, Versailles, Marly, Saint-Germain, Saint-Cloud, Fontainebleau, Compiegne, Meudon, et Bois de Boulogne. »

Le même Rapporteur a proposé un Projet

Digitized by Google

de Décret sur le remboursement à faire à quelques Propriétaires Etrangers, Possesseurs de fiefs en Alsace; il a été adopté. Le voici :

« L'Assemblée Nationale, en conséquence de l'article XXXIX du titre II de son Décret du 17 Mars dernier, a décrété et décrète :

« Que le Roi sera supplié de prendre des mesures pour qu'il soit remis à l'Assemblée un état détaillé et appuyé de Pièces justificatives, 1°. des indemnités que les Propriétaires de certains fiefs d'Alsace pourroient prétendre leur être dues par suite de l'abolition du régime féodal. »

« 2°. Des différens droits pour raison desquels ils réclameroient cette indemnité. »

« 3°. Des conditions de réversibilité ou autres, sous lesquelles ils possèdent ces fiefs. »

M. *de Beaumetz*, Rapporteur du Comité de Jurisprudence Criminelle, a présenté ensuite un travail sur la réforme provisoire des Procédures Militaires, où entre autres dispositions, il propose de donner un Conseil à l'accusé, et de déterminer quelle sera l'action de ce Conseil.

M. *de Roberspierre* a demandé un Projet de Loi définitive sur la composition des Conseils de Guerre. « Si vous ne donnez, dit-il, aux Soldats tous les moyens de confiance dans leurs Juges, vous n'aurez point rempli le but que vous vous proposez. Les Soldats, comme tous les autres Citoyens, doivent jouir des droits essentiels de tous Citoyens. Je ne prétends rien dire de désobligeant aux Officiers de l'Armée Françoise; mais je soutiens qu'il est impossible que vous décrétiez

Digitized by Google

que provisoirement, et sur-tout dans les circonstances actuelles, les Soldats ne soient point jugés par leurs Pairs. Certes, les mouvemens que j'entends s'élever dans une partie de la Salle ont lieu de m'étonner. Ce n'est pas dans une Assemblée où l'on a relevé avec tant de sévérité les expressions seulement équivoques d'un Membre Patriote contre l'Armée ; ce n'est pas dans cette Assemblée, dis-je, qu'on me défendra de prendre les intérêts des Soldats François. Or, je crois que dans les circonstances actuelles, les Officiers et les Soldats de l'Armée ont des principes et des intérêts différens sur la Révolution. Ne craindrez-vous pas que, sous le prétexte d'un Jugement nécessaire pour maintenir la police Militaire, on ne punisse le Patriotisme? Je conclus donc à ce qu'avant tout, l'Assemblée Nationale décrète que les Conseils de Guerre seront composés moitié de Soldats. »

M. *Alexandre de Lameth.* « Les Décrets qui vous sont proposés ne changent point la constitution des Conseils de Guerre, et je pense que c'est le seul moyen de rétablir l'ordre dans l'Armée. Il est impossible que les Conseils de Guerre soient composés uniquement de Soldats. J'admettrois trois Soldats, un Caporal, un Sergent, un Sous-Lieutenant, un Lieutenant, un Capitaine et un Officier Superieur. Mais je ne crois pas que, dans ce moment, nous devions décréter une Loi provisoire. Tout le monde sait combien est facile l'usage des Jurés pour les délits militaires, tous très-simples dans leur nature. »

« Je demande que vous décrétiez que le Comité Militaire et le Comité de Constitu-

Digitized by Google

tion soient chargés de vous présenter un Projet de Décret définitif sur l'organisation des Tribunaux et les formes de Procédures Militaires. »

Sept ou huit Opinans appuient ces différentes observations ; au bout d'une demi-heure de discussion, on reconnoît qu'il étoit à-la-fois, et plus utile et plus facile, de faire un Décret définitif, et qu'il y avoit peu d'inconvéniens à prolonger le sursis aux Jugemens Militaires déja ordonné par M. *de la Tour-du-Pin*. Les deux Comités Militaires et de Constitution font espérer qu'ils communiqueront sous quinzaine leur travail.

Suite de la discussion sur les Jurés.

M. *Brillat Savarin* s'est déclaré contre cette forme ; il n'a vu que des Juges peu instruits dans des Jurés renouvelés sans cesse ; il a craint les préjugés, les rivalités, les jalousies. Au moins dans l'ancienne Procédure, la distinction entre le fait et le droit paroit aux inconvéniens qu'amenera nécessairement dans celle-ci l'ignorance des formes. « D'ailleurs, a-t-il ajouté, l'opinion publique a été citée par les Partisans de cet établissement nouveau. Mais comment l'opinion publique peut-elle demander des Jurés, quand il n'y a pas le millième des Habitans de la France qui connoissent encore la définition de ce terme? Consultez les Adresses qui vous arrivent de toutes les Villes du Royaume. Vous demandent-elles des Jurés, des Juges ambulans? Elles veulent des Tribunaux. Ne vous exposez donc point à adopter un système dont vous ne connoissez la possibilité que par les rapports vagues et inexacts de ce qui se passe dans les

Digitized by Google

pays voisins; système qui seroit inapplicable à nos mœurs, à nos lois et à nos habitudes. »

M. *Thouret* a lu une longue réfutation du Projet de M. l'Abbé *Syeyes*, qu'il s'est surtout attaché à montrer impraticable.

« On vous a avancé, Messieurs, a-t-il dit, que non-seulement l'Ordre Judiciaire seroit bientôt organisé dans ce système, mais qu'il seroit en pleine activité avant le mois de Juillet prochain. Je doute si ce Projet n'éprouveroit point de difficultés lorsqu'il seroit soumis à la discussion; mais fût-il déja adopté, il faudroit encore faire quatre lois pour le rendre susceptible d'exécution. »

1°. Un code de Police générale; 2°. La séparation des affaires qui seroient jugées définitivement par les tribunaux primaires, et de celles susceptibles d'être portées aux tribunaux d'appels.

3°. Un Tarif des épices pour les Juges et les Greffiers qui seroient payés par les plaideurs.

4°. La rédaction de ce Tarif et l'évaluation du *Dépôt provisoire* ou droit de *consignation* feroient le désespoir de ceux qui en seroient chargés.

« Ce Plan, dit-on, a l'avantage d'attacher les gens de lois à la Constitution. L'état des Juges, qu'on feroit entrer dans les Jurés, seroit au contraire indispensablement perdu. Qu'est-ce, en effet, que ces fonctions accidentelles, comparées à un travail permanent? Quelqu'indemnité que vous donniez aux gens de lois, que vous détournerez de leurs occupations, donnerez-vous à un père de famille ce qui lui sera nécessaire pour soutenir sa maison, et entretenir sa famille? »

Digitized by Google

« Je crois que ces considérations personnelles, quelque touchantes quelles soient pour votre sensibilité, ne doivent point influer sur l'intérêt général ; mais je vais vous faire apercevoir combien ce projet, de M. l'Abbe *Syeyes*, seroit onéreux pour l'Etat. Pour les Juges et les tribunaux, à la charge de l'Etat, 9,600,000 liv., non compris les procédures criminelles taxées d'office, qui seroient encore à la charge du Trésor public. Joignez à cette dépense les épices payées par les plaideurs ; total 17,600,000 liv. Or, voici le plus grand inconvénient, c'est de faire salarier les Juges par les plaideurs. Cette disposition seroit contraire à un de vos Décrets, qui déclare que la justice sera rendue gratuitement ; elle est contraire à l'opinion publique. Est-il d'une bonne Constitution de fermer l'entrée des Tribunaux à ceux des Citoyens qui n'auroient pas assez d'argent pour se l'ouvrir ? Ne seroit-ce pas favoriser les riches au détriment des pauvres ? On a reconnu les autres inconvéniens qu'offre le plan de M. l'Abbé *Syeyes* ; aussi, a-t-on dit que l'usage des gens de lois dans les Jurés ne sera que provisoire. Or, je demande quand ce provisoire cessera ? quand viendra le temps où tout François sera bon légiste et bon Juge ? il faudra toujours payer 4,200,000 livres pour les tribunaux provisoires. »

De la multiplication des petits tribunaux, indispensable dans ce système, résulteront une multiplicité de jugemens mal rendus, et par conséquent une multiplicité d'appels.

« Je ne demande pas comment il se formeroit des Juges bien expérimentés, lorsque chacun ne jugera qu'accidentellement dans

Digitized by Google

les temps des assises. J'aborde une autre difficulté omise par M. l'Abbé *Sieyes*, la récusation des Juges : comment se fera-t-elle dans les procédures où il y aura cinq à six parties? »

« Supposons actuellement les Jurés établis au civil et au criminel. Il faudra 20 Jurés pour le civil, et pour le criminel 14. Je fais même abstraction du nombre nécessaire pour les accusations. Je mets en fait que ce petit nombre même de gens de lois, est impossible à trouver dans tous les chefs-lieux de Districts, ainsi que dans les petites villes où les assisses auront lieu. Quatre ou cinq Juges, et dix ou douze Avocats forment la totalité des hommes de lois dans la plupart des Jurisdictions inférieures. Le même inconvénient auroit lieu dans les villes où il n'y auroit pas un grand excédent au-dessus du nombre nécessaire; les hommes de lois seroient toujours des Jurés permanens.

Les réalités démentiroient donc toutes les excellentes vues de M. l'Abbé *Sieyes*. Est-il possible de ne pas remarquer l'inconvénient des mêmes personnes tour-à-tour juges et postulans l'une de l'autre. Pierre jugeroit aujourd'hui Paul, son confrère, qui plaideroit devant lui; demain Paul le jugeroit à son tour. Cette position n'est pas bonne pour un juge, et il ne vous est pas difficile de l'apercevoir.

« Je pense donc que l'Assemblée doit continuer de discuter la série de questions qu'elle s'est proposées. Je persiste à croire que tous les besoins seront sauvés, tous les intérêts ménagés quand vous aurez créé des tribunaux, organisés de telle manière qu'ils pourront juger avec ou sans Jurés, et quand les

Digitized by Google

Jurés auront été établis en matière criminelle. Je propose d'ajourner les questions pour les matieres civiles, et je demande la question préalable contre la Motion de donner la priorité au plan de M. l'Abbé *Syeyes.* »

Ce plan, dont on apercoit les bases dans cet extrait de la réfutation de M. *Thouret*, ne soutint pas la logique d'un tel adversaire, éloquent et preparé : la question de priorité, proposée en sa faveur par M. *Buzot*, fut sur-le-champ mise aux voix sans discussion ultérieure, et l'Assemblée décida qu'il n'y avoit lieu à délibérer.

M. *Chabroux* exposa de nouveau la premiere partie de son plan, que nous avons déja rapporté ; il ajouta cependant quelques développemens sur la possibilité des Jurés en matière civile. « Il faut, dit-il, que je fasse connoître le secret de mon métier. Les Juges distinguoient autrefois le fait et le droit dans toutes les procédures.

Cet usage ne fut détruit que parce qu'ils se concertèrent ensemble pour créer des formules propres à prolonger les affaires. C'est par une suite de ces subtilités, c'est parce que nous avons chargé notre mémoire de commentaires, de ces indigestes compilations, appelées le digeste ; c'est parce que nous sommes accoutumés à les employer dans toutes les procédures, que nous croyons qu'il est impossible de juger le fait séparément du droit et sans la connoissance de la loi. Tous nos procès viennent de nos rapports, et nos rapports sont toujours des faits dont l'existence peut et doit être consultée avant l'application de la loi, et par conséquent sans

Digitized by Google

les commentaires ni la connoissance de cette loi.

Pour expliquer et commenter, par exemple, les expressions d'un contrat, il faut connoître quel étoit le langage habituel de celui qui l'a fait; les Tribunaux, l'Académie Françoise elle-même, seroient incompétens. Il faut donc prendre pour Juges les pairs de l'Accusé ou des parties, gens habitués à parler le même langage, à se trouver dans les mêmes circonstances. C'est ce qu'ont reconnu les Anglois. Leurs lois ne sont pas plus simples que les nôtres, et cependant ils ont des Jurés au civil et au criminel.

Du Jeudi 29 Avril.

La lecture du procès-verbal de la veille a été l'origine d'un débat plus violent encore que les précédens. Plusieurs Membres ont demandé pourquoi la lettre de M. *de Virieu*, confirmative de sa démission, n'y étoit que mentionnée, et non textuellement insérée. — M. *de l'Epaux*, Secrétaire-Rédacteur du procès-verbal, a répondu que cette lettre contenoit des expressions injurieuses pour l'Assemblée. Par exemple, M. *de Virieu* disoit : « *Lorqu'après avoir eu le bonheur de ramener la question à son véritable jour, et à un état de modération.* » L'Assemblée ne pouvoit souffrir certainement qu'on dît qu'elle étoit hors de l'état de modération. Il étoit aussi question *d'injustes attaques* dans la lettre de M. *de Virieu*, et l'Assemblée ne pouvoit souffrir encore, qu'on qualifiât *d'injustes attaques*, les motions faites contre M. *de Virieu*.

M. *Voydel* a demandé qu'on mît aux voix la question en ces termes : « Les [illegible] s

de M. *de Virieu* compromettent-elles la dignité de l'Assemblee? » On demande que toute discussion soit arrêtée. — M. le Comte *de Clermont-Tonnerre* ne regarde point *les expressions* comme injurieuses. « L'Assemblée elle-même, en terminant par la question préalable les motions présentées, a solennellement reconnu que ces motions étoient *d'injustes attaques*. Il a voté pour l'insertion de la lettre de M. *de Virieu*. M. *de Fermond* a dit que l'insertion de cette lettre pourroit avoir des suites dangereuses, en faisant penser que la motion relative au serment, avoit pour objet la démission du Président; tandis qu'il n'avoit été question que de connoître les sentimens qu'il professoit. — Il a conclu a rejetter la lettre du procès-verbal. Plusieurs Opinans ont demandé l'ordre du jour. Le résultat des épreuves étoit toujours douteux. Mais, enfin, M. *de Foucauld* ayant observé qu'une discussion minutieuse pouvoit occasionner à l'état une dépense de 12,000 liv. dans le jour en pure perte, l'ordre du jour a été décrété.

Alors, M. le Président annonça le résultat du scrutin en faveur de M. l'Abbé *Gouttes* qui avoit obtenu 454 voix sur M. l'Abbe de *Montesquiou* qui n'en avoit eu que 200, et 19 de perdues.

M. le Marquis *Digoyne* a demandé la parole pour faire une question à l'Assemblée avant que M. l'Abbé *Gouttes* eut prononcé son serment. Contradiction sur cette demande de la part de M. le Marquis *de Bonnay*. M. *de Grosbois* et M. le Vicomte *de Mirabeau* se réunissent pour appuyer la liberté de la parole, et l'Assemblee décide que nul Mem-

Digitized by Google

bre ne l'obtiendra que pour parler sur l'ordre du jour.

M. l'Abbé *Gouttes* a prononcé la formule du serment, et un discours dans lequel on a vivement applaudi cette phrase : « Je crois que ce n'est pas moi que vous avez regardé dans le choix que vous avez fait de votre Président. C'est la qualité de Curé, c'est la religion de vos peres que vous avez voulu honorer en honorant son ministre. » — Remerciment par acclamation à M. *de Bonnay*.

M. le Marquis *de Digoyne* a réitéré sa demande de faire une interpellation au nouveau Président. Dans la crainte de nouveaux troubles, on a réclamé l'ordre du jour. M. *de Digoyne* a insisté, appuyé par quelques Membres du côté gauche. Il a gardé sa place à la Tribune avec M. *Fausrtiny*, qui le secondoit, et M. *Fermond* qui avoit le premier la parole dans l'ordre du jour, concernant les Jurés. Il en est résulté un débat très-tumultueux qui a duré jusque dans l'après-midi. M. M.... a dit aux personnes placées près de la Tribune : « Il y a 360 Membres qui ne peuvent prêter ce serment il s'agit de savoir s'ils sont Députés, ou s'ils ont cessé de l'être. » M. le Président rappelle encore à l'ordre du jour. On ne veut point y passer que M. *Digoyne* n'ait été entendu.

M. *de Biauzat* se lève pour dire qu'on ne peut méconnoître l'intention des Membres qui s'opiniâtrent à garder la Tribune : « Ce désordre est prémédité. On a des projets de dissoudre l'Assemblée : mais le piége est grossier. Soyons calmes, ajoute-t-il ; le calme sera terrible. Que les bons Citoyens fassent silence. »

Le tumulte augmente au point que le Pré-

Digitized by Google

sident n'a pu se faire entendre. Enfin, l'on a renvoyé au lendemain l'objet sur lequel M. *Digoyne* vouloit la parole; et M. *Fermond* a commencé à parler sur l'organisation judiciaire.

Mais à chaque fois qu'il a voulu prendre la parole il a été interrompu par M. le Marquis *de Foucault* qui, chaque fois aussi, rappelé à l'ordre, s'est tenu à dire qu'il avoit à faire une observation essentielle. Sur le refus constant qu'on lui a fait de la parole, il a montré un papier contenant sa protestation contre la tyrannie qui l'empêchoit de parler.

M. *Fermond*, ayant acquis la parole, a pu s'étendre enfin sur plusieurs des inconvéniens que présentoit le système des Jurés. « Leur institution n'est d'aucune influence sur la liberté. En multipliant l'inquiétude des plaideurs, elle multipliera les frais. C'est en vain qu'on prétend induire de la possibilité d'établir des Jurés au criminel, celle de les établir au civil. La Justice en matière civile ne concerne qu'un petit nombre de Citoyens: en matière criminelle, c'est toute la Société qu'elle intéresse. Au criminel le fait est simple; au civil, il ne peut être connu que par la comparaison des lois. Les Juges civils, élus par le peuple et institués à temps, ne sont autre chose que des Jurés. Quand nos pères avoient des Jurés en toute matière leurs mœurs étoient simples; la Marine, le commerce et les rapports avec les étrangers n'existoient pas. Nous sommes loin de cet ancien état, et je ne crois pas que nous puissions désirer d'y retourner. »

M. *de Biauzat* s'est présenté pour combattre aussi le système des Jurés; mais sur une observation qu'il falloit entendre un des

Orateurs

Digitized by Google

Orateurs qui vouloient parler pour, il a cédé la Tribune à M. *Garat* le jeune, qui a examiné la question dans l'ordre permanent auquel il faut tendre, et qu'il a distingué de l'ordre provisoire par lequel il faut passer. Il a comparé les avantages et les désavantages de l'institution des Jurés.

Avantages : « 1°. Cet établissement affoiblira la puissance des Juges comme hommes, et fortifiera celle de la justice ; 2°. la confusion du fait et du droit sera prévenue ; 3°. nul homme ne sera juge toute sa vie ; nul ne sera sûr de l'être deux fois ; chacun étant juge à son tour, une égalité parfaite sera établie ; 4°. c'est en occupant les Citoyens à la chose publique qu'on les attache à la chose publique. L'établissement des Jurés est donc une source de patriotisme ; 5°. il augmentera le respect des Citoyens pour la justice ; comme Juges et comme Jurés ils ne la considéreront que dans ses rapports avec les intérêts des autres et ceux de la chose publique, et jamais sous les rapports d'intérêts personnels. »

Désavantages : « 1°. Les Lois auront beau être simples et les Citoyens éclairés, il y aura toujours un certain talent qui naît de l'habitude. On sera privé de cette espèce de talent par l'amovibilité des Juges. L'habitude émousse le cœur, et l'esprit rend insouciant, inattentif et barbare ; mais il n'en est pas moins vrai que l'exercice perfectionne ; 2°. si les Jurés changent et que les Juges ne changent pas, il y aura entre eux une rivalité qui donnera un grand avantage aux Juges ; 3°. les jugemens des Jurés occasionneront des haines et des vengeances ; 4°. le temps que les Jurés employeront à leurs

Digitized by Google

fonctions sera perdu pour le Commerce et pour les Arts ; 5°. Cet établissement propagera l'esprit de chicane, et multipliera la race des Perrin-Dandin. »

M. *Garat* continue par un balancement scrupuleux des avantages et des inconvéniens, et conclut à l'admission des Jurés tant au Civil qu'au Criminel.

M. *Duport* a présenté des idées sérieuses dont le but étoit d'exiger l'unanimité pour la peine de mort, et un choix de Jurés fait dans les classes les plus éclairées.

M. *Tronchet* a combattu M. *Garat*, et les plans de MM. l'Abbé *Sieyes* et *Duport* comme impraticables, ou inconstitutionnels. Il a prouvé qu'en adoptant celui de M. l'Abbé *Syeyes*, il faudroit plus de 400 personnes en activité dans chaque Ville de District, et 1,480 personnes dans chaque Ville de Département, ce qui étoit impossible à trouver. Il a relevé d'autres inconvéniens, et sur-tout le danger que les parties n'eussent leurs propres Conseils au nombre des Juges.... Il a soutenu qu'une association de Juges permanens étoit une Constitution plus utile et plus pure, une meilleure garantie pour la liberté individuelle. Quant à la liberté publique, il n'y a plus à craindre cet esprit de Corps si souvent dangereux ; les Tribunaux créés ne ressembleront pas à ceux qui vont être anéantis ; élus par le Peuple, toujours dépendans du Peuple, réduit au seul emploi de juger, soumis à la responsabilité, ils ne pourront jamais rien entreprendre contre la liberté publique. L'Assemblée a ordonné l'impression du Discours de M. *Tronchet*, et la Séance a été levée sans rien avoir décidé.

Digitized by Google

Du Jeudi 29 Avril, séance du soir.

Parmi plusieurs adresses et dons patriotiques, on a remarqué un acte capitulaire du Chapitre de Strasbourg qui offre la moitié au lieu du quart de ses revenus d'une année, à condition d'être conservé dans son état actuel. MM. *Lavie* et *Alexandre de Lameth* ont été d'avis que le don ne devoit pas être accepté; M. *Garat* l'aîné a témoigné sa surprise de ce qu'un Membre de l'Assemblée se fût permis de lire une pareille adresse. M. *Lavie*, reprenant la parole, a donné au Chapitre de Strasbourg la qualité d'un plaideur qui vient payer ses juges. Mais la cause étoit jugée par un Décret de l'Assemblée qui s'est reservé d'examiner s'il y avoit lieu d'accorder quelques indemnités aux possesseurs des fiefs d'Alsace; la demande qui accompagne l'offre, a-t-il ajouté, est fondée sur ce que le Chapitre de Strasbourg prétend être souverain sur ses domaines, et s'assimiler aux Princes étrangers. Mais je vous prouverai, clair comme deux et deux font quatre, que vous êtes François malgré vous (et il a paru adresser ces mots à M. l'Abbé *d'Eymard* qui avoit lu l'adresse). Tous les Députés d'Alsace et plusieurs autres Membres ont demandé que l'Opinant fût rappelé à l'ordre. Mais tout s'est terminé paisiblement, et l'Assemblée a décidé que les offres du Chapitre de Strasbourg ne seroient point acceptées.

M. *Augeard*, Président de la Chambre des Vacations du Parlement de Bordeaux, a été introduit à la Barre. M. le Président lui a fait lecture du Décret qui le concernoit. Pendant cette lecture, une très-grande partie

Digitized by Google

des Membres du côté droit se sont tenus debout, et dans l'attitude de M. *Augeard* qui s'est retiré à la fin de la lecture.

Sur le rapport de quelques troubles aux environs de Dieppe, relativement aux grains, l'Assemblée a ordonné que son Président iroit supplier le Roi de donner les ordres nécessaires pour le rétablissement de l'ordre et de la circulation des grains.

M. *Salicetti*, Député de Corse, a supplié l'Assemblée de permettre à M. le Duc *de Biron* qu'il se rendit au poste de Commandant que le Roi lui a confié dès le mois de Décembre dernier, et aux vœux empressés de tous les habitans de l'Isle de Corse. Il y a eu quelqu'opposition fondée sur le Décret du 26 Janvier, qui défend d'accepter aucun emploi du Gouvernement. Elle a été levée sur l'observation que ce commandement n'étoit pas un emploi, mais un simple avancement que les Décrets de l'Assemblée ne pouvoient interdire à aucun de ses Membres; et attendu que la nomination de M. le Duc *de Biron* avoit précédé le Décret, il a été déclaré que rien ne s'opposoit à ce qu'il allât prendre le commandement des Troupes en Corse.

Du Vendredi 30 Avril.

M. *Target* a fait, au nom du Comité de Constitution, le Rapport des difficultés qui s'élèvent dans un grand nombre de Villes entre les Municipalités et les Gardes Nationales, au sujet de l'organisation de ces dernières. Voici le Projet de Décret que proposoit le Comité de Constitution, Décret qui excita d'abord quelques difficultés de rédaction, fut ensuite combattu par les motifs généraux qui s'opposent aux Lois provi-

Digitized by Google

soires, lorsqu'on peut en faire de définitives, et enfin littéralement adopté tel qu'il suit :

« L'Assemblée Nationale, voulant prévenir les difficultés qui résultent des Réglemens et Projets opposés qui lui sont adressés de toute part, relativement au régime des Gardes Nationales, »

« Décrète provisoirement, que jusqu'à la prochaine organisation des Gardes Nationales, elles resteront sous le régime qu'elles avoient lorsque les nouvelles Municipalités, dans l'arrondissement desquelles elles sont établies, ont été régulièrement constituées; et quant aux modifications que les circonstances pourroient rendre nécessaires, elles seront faites de concert avec les nouvelles Municipalités. »

Une autre difficulté majeure, a dit ensuite M. *Target*, se présente à votre délibération. Les Départemens des frontières sont remplis d'Etrangers, domiciliés depuis long-temps dans le Royaume, y ayant des propriétés; ils ont même rempli des places Municipales, ils sont Officiers dans les Gardes Nationales, ils ont prêté le Serment civique; dans quelques endroits, ils forment jusqu'au huitième de la population; et enfin il ne leur manque que d'être nés François pour jouir des droits de Citoyens actifs. A quelles conditions doivent-ils les acquérir? Le Comité de Constitution a l'honneur de vous présenter à ce sujet le Projet de Décret suivant :

« L'Assemblée Nationale, voulant prévenir les difficultés qui s'élèvent de toute part, et principalement dans les Départemens des frontières, et les Villes Maritimes, au sujet

Digitized by Google

des conditions requises pour l'éligibilité, a décrété ce qui suit :

« Tous ceux qui, nés hors du Royaume de parens Etrangers, sont établis en France, seront admis aux fonctions de Citoyens actifs après cinq ans de domicile fixe dans le Royaume, s'ils ont ou acquis des immeubles, ou épousé une Françoise, ou fait un Etablissement de Commerce, ou reçu des Lettres de Bourgeoisie; sans que l'on puisse, dans aucun cas, revenir sur les Elections deja faites. »

Ce Décret prononcé, il a été donné lecture d'une Lettre du Ministre de la Marine, ayant pour objet l'élargissement des galériens pour faux-saunage, d'après les Décrets de l'Assemblée. Ils sont au nombre de 306. M. *de la Luzerne* craint qu'en les délivrant tous à-la-fois, il n'en résulte du danger pour la tranquillité publique. Ils ne doivent pas, à la vérité, être présumés criminels, n'ayant été enfermés que pour faits de faux-saunage; mais l'expérience apprend que les captifs, long-temps détenus avec des brigands, contractent facilement leurs vices; il sera donc pris des précautions pour leur élargissement successif, et pour s'assurer de leur retour dans leurs Provinces.

M. *Camus* a demandé ensuite à parler avant l'ordre du jour, ayant, dit-il, une Motion importante à faire relative au Serment que doivent prêter tous les Fonctionnaires publics de l'Assemblée. Après ce qui s'étoit passé hier, et le refus obstiné d'accorder la parole à M. *Digoine* sur la même matière, on ne devoit pas présumer que M. *Camus* l'obtînt aisément.

M. *Foucault* observa que la Motion de

Digitized by Google

M. *Digoine* étoit ajournée à l'ordre de deux heures, et que ce n'étoit qu'après lui que M. *Camus* pourroit faire la sienne; mais aujourd'hui, à leur tour, les Membres du côté gauche se trouvoient à l'ouverture de la Séance, beaucoup plus nombreux que de coutume, et non-seulement accordèrent la parole à M. *Camus*, mais décreterent sur-le-champ sa Motion, ainsi conçue :

« L'Assemblée Nationale décrète que la formule du Serment décrété le 27 de ce mois, sera renvoyée à la rédaction du Comité de Constitution; et en attendant, l'effet dudit Serment demeurera suspendu. »

Ce Décret n'a pas peu contribué aux rumeurs qui agitèrent cette Séance; il a paru concerté pour éluder la Motion de M. *Digoine;* il ne pouvoit qu'aigrir les esprits de ceux à qui on avoit promis de l'entendre.

M. *le Couteux de Canteleu* fit ensuite part à l'Assemblée d'une difficulté qui arrêtoit le Comité des Finances; il s'agissoit de savoir si, dans l'intitulé des Assignats, on se serviroit des termes de *Domaines Nationaux.* Il fut décrété à l'affirmative, et en même temps l'on décida qu'il seroit nommé quatre Commissaires du Comité des Finances pour surveiller la fabrication des Assignats.

Suite de la discussion sur les Jurés.

M. *Lapoule* a parlé contre les Jurés au Civil; nous ne répéterons pas ses argumens, qui sont les mêmes que ceux de MM. *Tronchet* et *Fermont*, rapportés dans la Séance précédente.

M. *Duport*, Auteur du premier Plan des Jurés, avoit obtenu de parler le dernier pour réfuter toutes les objections.

Digitized by Google

« Je devois, dit-il, à vous et à ma Patrie, de dévoiler les abus que ma profession m'a fait connoître. J'ai présenté un système nouveau qui les détruiroit tous; je dois répondre aux objections qui m'ont été faites, et j'ose dire que je ne m'étonne que de leur foiblesse; elles me paroissent même devoir servir beaucoup les principes simples, clairs, qui me semblent devoir diriger tous les hommes instruits. J'avois cru qu'ils ne laisseroient de doute que pour ceux que des préjugés et de vieilles habitudes attachent à leurs anciennes fonctions... On a cherché à insinuer que des intérêts personnels s'opposoient à l'admission de mon Plan. Ce n'est point par de tels argumens que je réfuterai mes adversaires. Je ne calculerai pas non plus l'âge de ceux qui ont témoigné le plus d'aversion contre les Jurés. L'expérience personnelle est bonne pour exercer une profession; elle ne vaut rien pour créer. Il faut des personnes qui ne soient encore imbues d'aucun préjugé; si elles se servent de l'expérience, ce n'est que comme moyen subalterne, toujours subordonné à la raison. »

« L'ordre social, le maintien de la liberté exige qu'il y ait des Juges délégués dans chaque partie du Royaume, pour y faire exécuter les Lois. Il faut que le Juge dise à tous ceux qui viennent le consulter : *Mettez-vous d'accord sur les faits.* Si vous n'êtes pas d'accord, je vais assembler vos compatriotes, vos voisins; vous récuserez tous ceux qui vous déplairont. Et lorsque les restans, en qui vous aurez une entière confiance, vous auront mis d'accord sur les faits, vous reviendrez à moi, et je vous dirai ce que la Loi ordonne en pareil cas. Voilà le principe

Digitized by Google

des Jurés en matiere civile. La même chose se passe tous les jours dans les cabinets des Jurisconsultes. Lorsque vous êtes convenus du fait, ils vous appliquent la Loi. Si, au contraire, le même Juge prononce sur le fait et applique la Loi, il ne tiendra qu'à lui de juger le fait de manière à appliquer cette Loi plutôt qu'une autre. Alors les Parties n'obéiront pas à la Loi, mais à la volonté du Juge, qui l'aura substituée à celle de la Loi. J'ai conclu de-là qu'il falloit toujours que le Juge n'eût qu'une question à juger, afin qu'il ne fût point entierement maître des Procès; et c'est ainsi que je suis arrivé à la nécessité d'établir des Jurés pour toutes les Procédures. »

« On vous a dit qu'au Civil la séparation du fait et du droit etoit difficile. J'en conviens. Il en résulte que nous avons à faire une chose difficile. Lorsqu'un Peuple veut devenir libre, il ne faut pas craindre les difficultés. Seroit-ce le mot de Jurés qui nous arrête? seroit-ce parce que ce sont de simples Citoyens? Les Américains, ce Peuple qui est dans la jeunesse de la liberté et dans la vieillesse des lumières, a mis dans sa Déclaration des Droits, celui de n'être jugé que par des Jurés, tant au Civil qu'au Criminel. Ils ont reconnu que le Peuple doit conserver tous les Pouvoirs qu'il peut exercer par lui-même. Je crains bien que ceux qui vous ont dit que l'Election des Juges par le Peuple étoit suffisante, ne connoissent bien peu les droits des Peuples, et ne les aient étudies que dans les Livres de Jurisprudence, où ils ne se trouvent jamais. Il existoit à Rome des Juges de droit et d'équité, qui étoient les Préteurs. A Rome actuellement,

Digitized by Google

au Tribunal de la Rote, on trouve des Procès-verbaux de Jugemens des propositions d'erreurs. Je demande si cette Procédure, qui se fait apres le Procès, peut se faire sans distinguer le mauvais jugement de fait et la mauvaise application de la Loi. »

« Actuellement en Angleterre, il y a autant de formules que de manières d'être lésé. Ces formules ne peuvent être connues que des Gens de Loi. C'est-là ce qui augmente leur empire, et ce qui occasionne la cherté des Procédures Angloises. Personne n'a jamais dit que cette cherté dût être attribuée à la Procédure par Jurés. »

« En Angleterre, on a donné une grande autorité aux preuves testimoniales. La Justice ne peut pas douter de la parole d'un homme. Mais cette coutume est dangereuse dans une Société qui n'a pas les mœurs généralement pures; elle facilite même la corruption. Qu'y a-t-il donc de commun entre cet argument et les Jurés? Quoi! à cause que les conventions seront prouvées par des actes, nous n'aurons point de Jurés? Je crois au contraire, que la conviction existe dès qu'un acte est présenté; l'authenticité de cet acte seroit-elle plus difficile à connoître que le témoignage d'un homme qu'on ne connoît pas? Si le fait est compliqué, s'il exige la connoissance de la Loi, les Jurés renverront l'affaire au Juge, et lui demanderont ce que la Loi ordonne en pareil cas. Il est donc faux de dire qu'après le jugement du fait, le Juge est inutile, parce qu'il n'existe plus de Procès. Il est impossible que les Lois prévoient tous les cas. Les Lois ne sont, la plupart, que des principes abstraits, souvent difficiles à appliquer, et

Digitized by Google

qui ne se réalisent que par leur application. Il me paroît donc que vous ne devez pas différer d'admettre les Jurés, tant au Civil qu'au Criminel. Rappelez-vous ce que vous a dit un excellent esprit de cette Assemblée, qui a aussi de l'expérience. Rappelez-vous Athènes, Rome, l'Amérique et l'Angleterre. »

M. *Duport* ayant terminé son Discours, la discussion a été fermée. Après quelques débats, écartés par les réflexions de M. *le Chapelier*, il a été décidé d'abord que les Jurés au Civil ne seront point admis; 2°. qu'ils seront établis en matière Criminelle. Les difficultés ne portoient plus que sur les obstacles qu'opposoit à la Procédure par Jurés notre ancien Code Criminel. M. *le Chapelier* a annoncé que le Comité de Constitution et celui de Jurisprudence Criminelle alloient s'occuper d'un Projet de Loi pour régler les fonctions des Jurés. La seconde difficulté portoit sur la question de savoir s'il falloit décider négativement la question des Jurés au Civil, ou s'il falloit simplement l'ajourner. On a pensé qu'annoncer au Peuple une autre forme de Procédure pour l'avenir, seroit lui faire entendre que la forme actuelle est vicieuse, et altérer le respect dû aux Tribunaux.

La Séance a été terminée par la lecture que M. *de Montesquiou* a faite, au nom du Comité des Finances, d'un Projet d'Adresse aux François, relativement à l'émission des Assignats.

Du Samedi 7 Mai.

Suite de la discussion sur l'Ordre Judiciaire.

« La Justice sera-t-elle rendue par des

Digitized by Google

Juges sédentaires ou par des Juges d'assises? » M. *Chabroux* a fait joindre la question suivante à la première : « Y aura-t-il des degrés de Jurisdiction ? »

M. *Pison du Galand* s'est opposé aux Assises, par la raison que la Justice doit être administrée dans la forme la plus commode et la plus expéditive. Les Tribunaux sédentaires la rendent chaque jour, les Assises par intervalle. Avec des transactions simples, les Assises séduiroient : mais dans l'étendue de nos rapports, avec la multiplicité de nos Lois, il faut instruire ; il faut des consultations préalables. Sera-t-il plus commode de courir après les Juges d'Assise, que de trouver les Gens de Loi dans la même Ville où l'on est attiré par les préliminaires des Procès ?

M. *Chabroux* n'a point cherché de conclusions en faveur de l'établissement général des Assisses : il s'est borné à répondre aux objections : 1°. sur la lenteur des assisses à expédier les procès, en ne jugeant qu'une fois ou deux fois par année. D'abord quel est le plaideur qui, dans l'etat actuel, ne se trouveroit pas heureux qu'on lui cautionnât la fin de son procès au terme d'une année ? et ensuite le but des assisses est précisément l'expédition plus prompte des affaires. 2°. Sur la commodité de trouver dans les villes voisines des tribunaux sédentaires. On le forçoit à dire son secret. Il voyoit qu'on s'occupoit beaucoup plus de l'intérêt des villes que de celui des campagnes ; et qu'on n'avoit point pour but de délivrer la justice de tous les accesssoires honteux et funestes de la chicane. Etablissez, dit-il, des tribunaux sédentaires, et vous continuerez à réunir dans

Digitized by Google

le lieu du tribunal, nombre d'affaires, de gens de lois, de praticiens qui vexeront encore le peuple avec les intentions les plus droites, et seront, par la nature même de leur profession, les fléaux de la Société.

M. *de Landine*, dont le savant travail a jeté beaucoup de jour sur la question, et puissamment contribué à en faire clorre l'examen, a d'abord recueilli dans l'Histoire, tout ce qui pouvoit favoriser les Tribunaux ambulans jusqu'au onzième siècle ; c'est-à-dire, depuis la vie pastorale, jusqu'aux époques oisives de la féodalité. La conséquence de cette judicieuse discussion a été pour l'Orateur, que ce qui fut bon et facile à nos ayeux ne l'étoit pas pour nous ; et, d'après ces motifs, adoptant l'ordre qu'exigent les conjonctures présentes, il a conclu par demander la permanence des Tribunaux, au moins jusqu'à ce que le code fût réformé.

On alloit aux voix, lorsque MM. *de Toulongeon* et *de Bousmard* ont demandé la division de la question relativement aux jugemens de première instance, et relativement aux jugemens d'appel.

M. *de Beaumetz* a voté pour l'ambulance des tribunaux en dernière instance, et des Tribunaux d'appel et de révision. Ils auront tous l'influence qui leur convient ; ils ne seront pas connus des parties : la justice sera plus impartiale et plus solennelle.

M. *de Roberspierre* n'a fait qu'ajouter aux réflexions du Préopinant en présentant cette considération : « Le Tribunal doit être nécessairement redoutable en le rendant sédentaire : on donne lieu à toutes les relations particulières propres à le corrompre : on en fait un foyer de puissance et d'intrigue, au

Digitized by Google

lieu qu'on évite ces inconvéniens par des tribunaux d'assises.

M. *Gaux* l'aîné a combattu les opinions précédentes, et a entrepris de justifier la sienne par des observations détaillées sur les inconvéniens de l'ambulance des tribunaux. « Ce n'étoit pas la permanence qui avoit corrompu les Cours; c'étoit la trop grande puissance et l'arbitraire. L'ambulance étoit contraire à la perfection des Juges : ceux d'appel devoient donc être sédentaires. Elle étoit inutile pour ceux de révision, car les demandes en cassation seront extrêmement rares. Les observations qu'il avoit à présenter alloient faire disparoître la nécessité prétendue des assises. »

« 1°. On ne pourra trouver la gravité de caractère et d'allure dans des Juges qui viendront nous juger en poste et en bottes; 2°. les fonctions des Juges exigent du recueillement : je ne crois pas que la dissipation des voyages soit bien propre à les y entretenir; 3°. pour être bon juge, il faut être bon père de famille : fera-t-on voyager des pères de famille? 4°. il est intéressant que les justiciables connoissent les vertus privées de leurs Juges, et s'y confient : pourront-ils connoître celles de juges coureurs de poste? s'ils en ont, des vertus, chose difficile avec l'ambulance, elles seront perdues pour les justiciables; 5°. l'opinion publique est un frein pour les Juges : ils s'y soustrairont sans cesse, en courant la poste sans cesse.

« On a dit enfin que la justice seroit plus impartiale. Je vous y attends, Messieurs; créez des Juges chevaucheurs, vous verrez si les parties ne sauront point aller à leur rencontre et les complimenter : vous verrez

Digitized by Google

s'ils ne seront pas fêtés à leur arrivée ; vous verrez s'il ne se trouvera pas d'aimables sollicitueuses prêtes à assaillir leur impartialité échauffée par le voyage ; vous verrez s'il n'y en aura pas de soudoyées pour cela, et s'il en est une que M. le Juge affectionne?.... »

Comme on entendoit impatiemment l'Orateur sur une matière confiée aux études les plus sérieuses des Membres de l'auguste Assemblée, l'opinion unanime appela dans ce moment M. *Tronchet* à la Tribune.

Par des Observations claires et précises, il a ramené la question à son véritable état, et l'a posée dans des termes qui ne préjugent aucune des questions à discuter. Après quoi l'Assemblée a décrété, presqu'à l'unanimité, ce qui suit :

« Les Juges, de première instance, seront « sédentaires ; l'Assemblée se réservant de « statuer ultérieurement si l'appel sera admis « ou non, et si les Juges d'appel ou de révi- « sion seront sédentaires. »

L'ordre amenoit la question de savoir s'il y aura plusieurs degrés de jurisdiction, ou si l'usage de l'Appel sera aboli.

M. *Pison du Galand* a soutenu l'appel, comme le moyen le plus sûr d'arriver à une justice exacte ; ce qu'il a établi par deux raisons capitales : 1°. sous le rapport des parties co-litigantes, l'appel est avantageux : il maintient l'esprit de conciliation, il amène à la conviction, et donne moins l'air de la contrainte aux jugemens ; 2°. sous le rapport des Juges, l'appel les engage à mettre plus d'attention dans les instructions et les jugemens. C'est le remède le plus sûr contre la corruption et contre la négligence.

M. *de la Rochefoucault* objecta qu'un petit

Digitized by Google

nombre de juges feroit la loi au plus grand, que les juges d'appel ne pouvoient être présumés d'une nature supérieure; qu'il y auroit dix degrés de jurisdiction qu'on les parcourroit tous ; que les jugemens de première instance seroient presque tous illusoires, que l'appel est une vraie contradiction qui altère le respect dû à la justice.

M. *Barnave* a développé les argumens de M *Pison* de maniere à se faire généralement approuver ; il a aussi pensé que le jugement par Jurés au criminel rendoit en cette matière l'appel impossible, mais qu'il étoit indispensable de l'admettre au civil. Les Juges primaires, plus rapprochés des justiciables, pourront avoir des raisons d'intérêt, de préférence ou de haine; le juge d'appel plus éloigné échappera plus aisément aux passions et aux séductions.

M. *Péthion de Villeneuve* n'a pas cru que les juges d'appel seroient plus exempts de passions que les autres. Les appels multiplieront les frais, favoriseront l'homme riche, écraseront le pauvre, et tous ces maux seront consacrés par une institution inutile. En conséquence, il a rejetté les degrés de jurisdiction.

La discussion a été fermée, et l'Assemblée a décrété qu'il y aura deux degrés de jurisdiction en matière civile, sauf les exceptions particulières qui pourront être décrétées, et sans rien préjuger en matière criminelle.

Du Samedi. Séance du soir.

Une députation de la Municipalité et Garde Nationale de Sezanne, Département de la basse Marne, après avoir assuré l'Assemblée de sa soumission à tous ses Décrets,

Digitized by Google

a déclaré hautement qu'elle regarde comme ennemis de la Nation ceux qui cherchent à soulever les Peuples contre ces mêmes Décrets par des écrits, conseils, complots ou *protestations*. A ces mots, M. l'Abbé *Maury*, s'avançant vers la Barre, a paru adresser un geste menaçant à la députation, que plusieurs Membres du côté droit sembloient aussi ne pas vouloir écouter. L'Assemblée a décidé néanmoins qu'elle seroit entendue, et c'est au milieu du tumulte que l'Orateur a achevé son Discours.

Le calme rétabli, M. *Heurtault de Lamerville* a fait lecture d'un projet de Décret sur le desséchement des marais, dont le premier article a été décrété dans la teneur suivante:

« I. Chaque Municipalité de Département « s'occupera des moyens de faire dessécher « les marais, les lacs et les terres de son « territoire habituellement inondés, dont « la conservation dans l'état actuel ne seroit « pas jugée d'une utilité préférable au des- « séchement, pour les Particuliers ou les « Communautés dans l'enclave desquelles « les terres seront situées, en commençant, « autant qu'il sera possible, en améliorations « pour les marais les plus nuisibles à la santé, « et dont le sol pourroit devenir le plus « propre à la production des subsistances; « et chaque Assemblée de Département em- « ployera les moyens les plus avantageux aux « Communautés pour parvenir aux desséche- « mens de leurs marais. »

C'est par l'adoption de cet article qu'une des plus orageuses Séances a fini à près de dix heures.

Digitized by Google

Du Dimanche 2 Mai.

Cette Séance, sur laquelle nous reviendrons la semaine prochaine, a été très-tumultueuse au commencement; on y a repris la discussion sur l'Ordre Judiciaire. Les Juges d'appel seront-ils sédentaires? Telle est la première question qui a donné lieu à un Projet de Décret, sur lequel l'Assemblée n'a pas encore prononcé.

N. B. Nous apprenons que les Districts viennent d'être supprimés par le Décret suivant, rendu dans la séance du soir du Lundi 3 Mai.

« L'ancienne Municipalité de la Ville de Paris, et tous les Offices qui en dépendoient, la Municipalité provisoire, subsistante à l'Hôtel-de-Ville, ou dans les Sections de la Capitale, connues aujourd'hui sous le nom de Districts, sont supprimées et abolies; et néanmoins la Municipalité provisoire, et les autres Personnes en exercice continueront leurs fonctions jusqu'à leur remplacement. »

SUPPLÉMENT A L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Liste de MM. les douze Commissaires nommés pour l'aliénation des biens Domaniaux et Ecclésiastiques.

PRÉSIDENT.

M. le Duc *de la Rochefoucault.*

SECRÉTAIRES.

MM. *de Delley d'Agier*, *Dupont* de Nemours, Conseiller d'Etat.

MESSIEURS,

L'Abbé *de Montesquiou*, rue de Monsieur; le Duc *de la Rochefoucault*, rue de Seine, n°. 42; *du Chatelet*, rue neuve de Luxem-

Digitized by Google

bourg, n°. 36 ; *Merlin*, rue Saint-Honoré, n°. 510; *de Delley d'Agier*, rue de Grenelle Saint-Honoré, n°. 35 ; *Dupont* de Nemours, rue du petit Musc, n°. 10; *de Coulmier*, Abbé d'Abbecourt, rue Royale, place Louis XV, vis-à-vis le Garde-Meuble; *de Kervelegan*, hôtel de la Marine, rue de Gaillon ; *Lavie*, hôtel d'Antin, rue de Gaillon; *Bouteville Dumetz*, Avocat au Parlement de Paris, chez M. *Thibault*, rue des Deux-Anges, faubourg S. Germain ; le Baron *de Menou*, rue des Filles S. Thomas, n°. 19; *de Kytspotter*, hôtel des Trois-Evêchés, rue des Filles-Saint-Thomas.

Liste de MM. les quatre Commissaires nommés pour prendre connoissance des opérations habituelles de la Caisse-d'Escompte.

MESSIEURS,

Dupont de Nemours, le Duc *de la Rochefoucault*, *de Delley d'Agier*, *Bureaux de Pusy*.

Les Municipalités, ou Particuliers du Royaume, qui auroient des demandes à faire ou des renseignemens à donner sur les biens Domaniaux et Ecclésiastiques, sont priés d'adresser leurs paquets à M. *le Président du Comité pour l'aliénation des biens Domaniaux et Ecclésiastiques*, *place Vendôme*, n°. 9.

Nota. Les Députés à l'Assemblée Nationale n'ont point leurs ports francs, lorsqu'on leur écrit individuellement. Il faut leur écrire en Corps de Députation de Bailliage, ou de Province.

Exemple.

A MM. les Députés du Bailliage, ou de la Province de , chez M. , rue

Alors celui de MM. les Députés chez qui le paquet sera adressé, aura son port franc.

Digitized by Google

L'information du Châtelet concernant les journées des 5 et 6 Octobre, a produit une affaire qui occupe aujourd'hui tous les esprits. Les alarmes causées, moins par l'information elle-même, que par les bruits et les écrits qu'elle a fait circuler avec rapidité, ont porté quelques Districts, animés par celui des Cordeliers, à dénoncer le Châtelet à l'Assemblée Nationale, et à proposer de lui retirer la connoissance des crimes de Lèze-Nation. D'autres se bornent à demander qu'il suspende ses informations; et le plus grand nombre veut que ce Tribunal soit conservé jusqu'à l'organisation du Pouvoir Judiciaire.

On croit, et l'on se dit dans le monde, que les Districts ennemis sont excités par les personnes impliquées ou compromises par la recherche qui se fait véritablement avec sévérité. Mais les reproches qu'elle occasionne paroîtront aussi plus que sévères; ils sont tous contenus dans l'arrêté du District des Cordeliers. En dernière analyse, ils portent tous sur cette supposition que le glaive des lois, entre les mains des Juges du Châtelet, a respecté les têtes titrées, et n'a frappé que celles des hommes du Peuple : cependant on les accuse aussi de ne pas faire justice des voleurs; et puis ces mêmes accusateurs appellent meurtriers de *Favras* ces mêmes Juges qui auroient été coupables du salut de *Favras*, il y a trois mois.

Digitized by Google

Le Comité des Recherches a paru se joindre aux ennemis du Châtelet, en demandant acte à la Commune de la déclaration qu'il faisoit « de n'avoir dé-« noncé au Châtelet que la journée du « 6 Octobre seulement, jour où le Peu-« ple s'est introduit dans le château, et « où les jours de la Famille Royale « n'ont pas été en sureté. » C'est aussi à la Commune que l'information sur celle du 5 a été qualifiée d'*anti-révolutionnelle*, comme si l'on croyoit possible de saisir autrement le fil qui lie ces deux journées.

On ne croit pas encore que l'Assemblée Nationale arrêtera une instruction qu'elle a ordonnée, mais nous ne pouvons nous refuser le plaisir de citer à cette occasion des réponses de la Reine à la Députation du Comité des Recherches de la Ville : *Jamais je ne serai la délatrice des Sujets du Roi ;* et à celle du Châtelet, qui vint aussi pour savoir si Sa Majesté n'auroit pas quelques lumières à lui fournir sur les excès dont toute la France gémissoit encore, la Reine a répondu : *J'ai tout vu, j'ai tout su, et j'ai tout oublié.*

Une Lettre de Saint-Marc, en date du 9 Mars, annonce que les gens de couleur n'ont point voulu ajouter au Serment Civique d'être fidèles à la Nation, à la Loi et au Roi, la clause de se montrer soumis et respectueux envers

Digitized by Google

les blancs; ils se sont retranchés dans les montagnes de l'Artibonite. Quatre cents hommes envoyés du Cap et du Port-au-Prince les ont dispersés sans coup férir; on avoit proscrit 29 mulâtres comme Chefs de la révolte; des Nègres, auxquels on avoit promis leur liberté, ont apporté la tête de deux de ces malheureux; tous sont rentrés dans le devoir, et ont prêté le Serment qu'on exigeoit.

On vante beaucoup à Saint-Marc la conduite de M. *de Peynier*, ainsi que le zèle des Nègres libres et des esclaves en faveur des Blancs.

On écrit en même temps du Cap, que M. *de la Chevalerie*, Commandant Général, ainsi que ses Majors-Généraux, Colonels et autres Officiers de sa création, ont été cassés par l'Assemblée du Cap, et obligés de quitter la Ville.

Académie des Sciences.

L'Académie avoit proposé pour sujet du prix ordinaire de 1790, la Question suivante :

Donner de la nouvelle Planète une théorie aussi complète que les Observations actuelles peuvent le permettre, en ayant égard aux pertubations que l'attraction de Jupiter et de Saturne peuvent produire. Elle a adjugé ce prix à la pièce N°. 1, ayant pour Epigraphe: *Quænam est stella hæc quæ movetur....propè Septemplicem Pleiada?* dont l'Auteur est M. *de Lambre*, des Académies de Berlin, de Stockholm, d'Upsal et d'Amiens.

Digitized by Google

L'Académie propose, pour le sujet du prix de 1792 : *De déterminer, par les Observations et par la théorie, les inégalités des Satellites de Jupiter, sur-tout celles du troisième, et particulièrement ce qui a rapport aux mouvemens des nœuds, et à l'inclinaison des orbites, en ayant égard à l'attraction des Satellites, à celles du Soleil et des autres Planètes, dont l'influence pourroit être de quelque considération.* Le prix sera de 2000 liv.

Les Ouvrages ne seront reçus que jusqu'au 1^er^. Septembre 1791 exclusivement: ce terme est de rigueur.

L'Académie avoit proposé pour sujet du prix, qui devoit être donné en 1790, *La meilleure manière d'établir les Ecluses, soit pour les Canaux de Navigation, soit pour les Ports de Mer; de les construire solidement dans toutes leurs parties, et d'en faciliter la manœuvre.*

N'ayant reçu aucune pièce qui lui ait paru mériter ce prix, elle propose le même sujet avec un prix double. Elle désire que l'on s'appuie, autant qu'il sera possible, sur des expériences faites en grand.

Le prix sera de 2000 liv.

Les ouvrages ne seront reçus que jusqu'au 1^er^. Février 1791, exclusivement.

L'Académie avoit proposé, pour sujet d'un prix fondé par M. l'Abbé *Raynal*, la Question suivante :

Trouver pour la réduction de la distance apparente de deux Astres en distance vraie, une méthode sûre et rigoureuse, qui n'exige cependant dans la pratique que des calculs simples, et à la portée du plus grand nombre des Navigateurs.

Digitized by Google

N'ayant point trouvé, parmi les pièces qui lui ont été envoyées, de solutions ni assez exactes, ni qui remplissent l'objet de la question, l'Académie a cru devoir remettre le même sujet avec un prix double. Il sera de 2400 liv. Les ouvrages ne seront reçus que jusqu'au 1^er^. Février 1791.

L'Académie propose de déterminer, *La Théorie du Tannage, et de chercher les moyens les plus propres à obtenir des cuirs de bonne qualité, et abréger la durée de cette opération sans nuire toutefois à la bonté des cuirs.* Le prix consistera en une Médaille d'or de la valeur de 1800 liv. Les Ouvrages ne seront reçus que jusqu'au 1^er^. août 1793.

Il s'est glissé deux fautes d'impression dans les Programmes de l'Académie. Il faut lire *pour le prix d'Astronomie.* Les ouvrages ne seront reçus que jusqu'au 1^er^. Septembre 1791, au lieu du 1^er^. Février 1792 : le prix sera de 2160 liv. ; *lisez*, le prix sera de 2000 liv.

Pour le prix de Méchanique, les Ouvrages ne seront reçus que jusqu'au 1^er^. Septembre 1791 ; *lisez*, les Ouvrages ne seront reçus que jusqu'au 1^er^. Février 1792.

Les Numéros sortis au Tirage de la Loterie Royale de France, le 1^er^. Mai 1790, sont : 6, 11, 52, 50, 70.

Digitized by Google

MERCURE DE FRANCE.

SAMEDI 15 MAI 1790.

PIÈCES FUGITIVES EN VERS ET EN PROSE.

VERS

A M. l'Abbé SICARD, *de plusieurs Académies, Instituteur Royal des Sourds & Muets.*

Surdos facit audire & Mutos loqui.
LUC.

TOI, dont le Ciel aux malheureux prospère,
Pour les consoler a fait choix,
Explique-moi, cher Abbé, ce mystère;
D'où vient, lorsqu'à Muet ton talent rend la voix,
Je ne puis qu'écouter, admirer & me taire?

(*Par M. l'Abbé Dourneau.*)

Digitized by Google

LA PAIX ! LA PAIX !

AH ! ah ! des vers ! voyons ; cet homme est-il
des nôtres ?
Ceci ſera-t-il ſuite aux *Actes des Apôtres* ? . . .
— Non, Meſſieurs ; banniſſez un eſpoir ſuperflu.
Vous nommez un Journal que je n'ai jamais lu.
— Monſieur eſt Démocrate ? — Oh ! non. — Ariſ-
tocrate ?
— Mon Dieu, non, je vous jure ; & mon oreille
ingrate
Ne peut s'accoutumer à tous ces noms nouveaux.
— Eh ! mais, qu'êtes-vous donc en ce cas ? — En
deux mots,
Un Citoyen loyal. — J'en ai l'ame ravie ;
Mais il faut être enfin d'un parti dans la vie.
— Je vous déclare, moi, que je ne ſuis d'aucun.
Expliquons-nous pourtant ; car j'en ai bien pris un ;
C'eſt de vivre avec tous en bonne intelligence ;
C'eſt, puiſque j'ai beſoin moi-même d'indulgence,
D'en avoir pour autrui ; ſans être indifférent,
D'être doux, modéré, ſur-tout très-tolérant ;
De n'être point ſurpris qu'ici-bas chacun tienne
A ſon opinion, & de garder la mienne, . . .
— Etes-vous contre ou pour la *Révolution* ?
Eh ! pourquoi me tenter par cette queſtion ?
Je gage qu'à l'inſtant, pour peu que je m'explique,
Vous m'allez répliquer... Dieu ſait quelle réplique !

Digitized by Google

Si je veux me défendre, alors vous prendrez feu ;
Et moi je finirai par oublier mon vœu,
Et dans ce long débat qu'un mot aura fait naître,
Par affliger... que sais-je ? un bon ami peut-être :
Car j'oserai le dire, & j'en fais vanité,
J'ai des amis, j'en ai d'un & d'autre côté :
Et pourquoi voulez-vous, Messieurs, que je m'expose
A perdre une si rare, une si douce chose ?
Un beau droit, un grand bien va nous être rendu :
Mais moi, me rendra-t-on l'ami que j'ai perdu ?
Et d'ailleurs, qui m'oblige à rompre le silence ?
Suis-je donc nécessaire au bonheur de la France ?
O que je la plaindrois! Mais, grace au Ciel, je croi
Que tout pourra fort bien se conclure sans moi.
Mon inutilité ne manque pas d'excuses :
Je cultive en secret le commerce des Muses ;
Car on lira des vers encor, c'est mon espoir.
Fatigué tout le jour, il faudra bien, le soir,
Revenir, tôt ou tard, aux plaisirs doux, honnêtes.
Puis, franchement, Messieurs, grace au bruit que vous faites,
Lorsque vous parlez tous, à la fois & si haut,
Je n'ai ni les poumons ni la force qu'il faut.
On ne m'entendroit point. Tout ce que je puis faire,
C'est d'aller, de venir dans ma petite sphère,
D'adoucir les esprits, de calmer les débats.
Je m'approche de l'un, & je lui dis tout bas :

Digitized by Google

» Vous perdez, vous souffrez ; mais quoi, vous
» êtes père ;
» Et moi, je souffre aussi, je souffre..... Hé bien,
» j'espère ».

Et lorsque je rencontre un cœur trop ulcéré :
» Un malheureux, me dis-je, est un objet sacré (1),
» Quand il seroit injuste ; il est bien excusable :
» *Je suis homme* (2), & dois plaindre un homme
» inconsolable ».

Je lui laisse exhaler & sa bile & son fiel,
Espérant tout du temps, & laissant faire au Ciel.
Je dis à l'autre : » Eh ! mais, quelle fureur vous
» pousse ?
» Ayez donc une joie & plus calme & plus douce ;
» Supportez le bonheur avec humanité,
» Et montrez-nous qu'au moins vous l'avez mé-
» rité ».

Du reste, autour de moi qu'on s'emporte, qu'on
fronde ;
Je vais criant par-tout : *Ami de tout le monde !*
Non en valet poltron & prompt à s'alarmer ;
Mais en homme qui sent le doux besoin d'aimer,
Trouvant tout naturel de chérir ses semblables,
Et pourvu qu'ils soient bons, les voyant tous aimables.

---

(1) *Res est sacra miser.*

(2) *Homo sum, humani nihil à me alienum puto.* Ter.

Digitized by Google

La Liberté sans doute est un bien précieux ;
Mais la Paix..... Ah ! la Paix est un présent des Cieux :
Et pour les savourer l'une & l'autre, il me semble
Qu'il les faut réunir toutes les deux ensemble.
Réunissons-les donc ; ne séparons jamais
La Paix, la Liberté, la Liberté, la Paix.
Mon bon Patron, Saint Jean, non pas ce Jean-Baptiste
Prêchant dans le Désert, mais Jean l'Evangéliste,
Disciple bien aimé du Maître le plus doux ;
Disoit toujours : » Enfans, aimez-vous, aimez-» vous ;
» Puis, *aimez-vous* encor... Morale enchanteresse «!
Et moi, je le répète, & je le dis sans cesse :
Aimons-nous, *aimons-nous* ; voyons des mêmes yeux,
Soyons du même avis, cela vaudroit bien mieux ;
Mais si nous épousons des sentimens contraires,
Souvenons-nous du moins que nous sommes tous frères.

(*Par M. Collin d'Harleville.*)

A M. le Chevalier DE GASTON, *Officier de Dragons, qui, en mon nom, a répondu à des Vers qui m'avoient été adressés.*

SALUT à vous, mon Secrétaire,
Vaillant & tendre tour à tour ;
Sachez vous battre, aimer & plaire,
Et sous le casque d'un Pandour,
Volez des baisers à Glycère ;
Vous êtes né pour la gloire & l'amour.

Quand, dans le boudoir d'Aspasie,
Quelque fripon voluptueux
Chante l'Amour & la Folie,
Grands yeux bien noirs, taille jolie,
Pied bien mignon : voilà ses Dieux.
Mais moi !... voyez... quelle chimère !
Dois-je, Cénobite effréné,
Sous le cilice & sous la haire,
Languir aux pieds d'une Phryné ?
Au fond d'une sombre retraite
Le sort cruel a fixé mon séjour.
J'ai perdu mon génie, & ma Lyre muette
Ne redit plus des vers d'amour.
Las ! il n'est plus pour moi de ces tant doux mystères,
Donnant un prix même au plaisir ;
Je ne vois plus ces danses si légères,

Digitized by Google

Où les yeux indiscrets du perfide Zéphir
Faisoient rougir les modestes Bergères.
Tout fuit, & je ne puis, au gré de mon désir,
Remplacer le bonheur par d'aimables chimères.
De loin, sur un sopha, je vois la Volupté
De mes transports malignement sourire.
C'étoit auprès de la Beauté
Que Tibulle montoit sa Lyre;
Et lorsque le doigt de la Mort
Pressoit sa paupière affoiblie,
Tibulle languissant, par un dernier effort,
D'un regard prolongé fixoit encor Délie.

Mais vous, dans le boudoir comme au sacré vallon,
Aimez & célébrez les Belles;
Apollon, j'en conviens, rencontra des cruelles;
Mais sous la feutre d'un Dragon,
Il auroit su triompher d'elles.

(*Par le P. Venance, de Carcassonne.*)

Explication de la Charade, de l'Enigme & du Logogriphe du Mercure précédent.

LE mot de la Charade est *Mercure*; celui de l'Énigme est *Coq* (de clocher); celui du Logogriphe est *Monstre*, où l'on trouve *Moutre*.

Digitized by Google

CHARADE.

A Mademoiselle N.....

SOrs, adorable objet, avec moi mon premier!
Pour chanter tes appas je ferai mon dernier;
Et toujours à tes pieds tu verras mon entier.

(*Par M. l'Abbé Lalande, Chanoine de Noailles, près Brive.*)

ÉNIGME.

PENDANT les feux brûlans du jour,
Quand Hylas veut parler d'amour,
Sous mon dais je reçois sa Bergère ingénue;
L'Eté je suis couverte, & l'Hiver je suis nue.

(*Par le même.*)

LOGOGRIPHE.

JE suis, mon cher Lecteur, un meuble nécessaire
Au beau Sexe qui veut appeler les Zéphirs;
Ouvre tous mes replis, car j'offre d'ordinaire
Le tableau de l'Amour, des graces, des plaisirs.
Aurai-je pu te satisfaire?
Mais... vois... occupes tes loisirs.
Cherches dans mes huit pieds cette première mère
Sur qui le vil serpent fit glisser son poison;

Digitized by Google

Tu trouveras encore une femme étrangère
Que Jacob épousa, mais sous un autre nom ;
Ce temps qui du Messie annonce la naissance ;
Ce qui du bien d'autrui nous donne jouissance ;
Et de l'orage enfin un compagnon fougueux.
C'est assez... je pourrois devenir ennuyeux.

(*Par le même.*)

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

TACITE, nouvelle Traduction, par M. DURAU DE LA MALLE, *Associé Etranger de l'Académie d'Angers, &c. ; Vol. in-8°. A Paris, chez* Théophile Barrois le jeune, *Libraire, quai des Augustins, N°.* 18.

QUAND les plus grands objets absorbant tous les esprits, semblent condamner pour un temps les Beaux-Arts à l'inaction & l'imagination au silence, c'est un dédommagement précieux qu'un bon Ouvrage de Littérature. Telle est cette nouvelle Traduction de Tacite, Ecrivain dont le génie penseur & profond offre d'ailleurs un rapport avec la tournure actuelle des esprits, & donne encore à cette Traduction un

Digitized by Google

mérite du moment dont elle pourroit se passer. Annoncée depuis dix ans, on peut dire qu'en total elle n'est point au dessous de cette longue attente, puisqu'elle est, du moins selon mon opinion, la meilleure qu'on ait encore faite. Je ne me rappelle point d'avoir jamais dit *qu'une bonne Traduction de Tacite fût une Œuvre impossible*; car je ne l'ai jamais pensé, & si je l'avois dit, comme le prétend M. Durau, je le remercierois de grand cœur de m'avoir démenti. J'ai dit seulement, dans un fragment sur les Historiens Latins, que *le secret du style de Tacite, qu'on n'égalera jamais, tient non seulement à son génie, mais encore aux circonstances où il s'est trouvé*; & j'en ai développé les preuves. Il me paroît certain que même, à talent égal, la supériorité de l'idiome doit toujours laisser à Tacite un grand avantage; & ce n'est pas faire tort à M. Durau d'avouer que dans sa Traduction, toute estimable qu'elle est, cet avantage n'a point disparu & ne pouvoit point disparoître. Il a fait beaucoup pour le balancer. Il s'est appliqué particulièrement à la précision & à l'énergie, & se permet souvent, avec beaucoup de bonheur, des tournures irrégulières & elliptiques, qui, sans trop blesser notre Langue, la rapprochent de celle de l'original. Il fait entrer fort adroitement dans sa narration le style indirect si familier à Tacite, & qu'il n'est pas toujours aisé de concilier

avec la clarté & la netteté dans une Langue aussi timide & aussi méthodique que la nôtre. Mais quelquefois aussi en cherchant la concision, il pèche contre l'élégance, & sa diction n'est pas toujours d'un goût sûr. Je ne crois pas qu'on approuve des phrases telles que celles-ci : » Gendre & beau-» père, ils ne s'en détestoient *que mieux* «. *Détester mieux* est trop éloigné du style noble. » Germanicus, non content des pré-» paratifs formidables qu'il faisoit pour » l'été, voulut *occuper le printemps* «. Je n'assure pas que l'on puisse dire mieux en aussi peu de mots ; mais je doute que l'on puisse dire *occuper le printemps*, pour dire agir pendant le printemps. » Auguste *dé-» ployoit dans ses fêtes beaucoup de grace* «. On ne dit certainement pas *déployer des graces*. » La nuit on ne reposa point : mais » quelle différence des deux temps ! Chez » les Barbares, des festins, des chants d'al-» légresse, ou des cris menaçans que les » bois retentissans renvoyoient au fond des » vallées ; chez les Romains, quelques feux » languissans, quelques mots entrecoupés, » un accablement général dans les Soldats » étendus le long des palissades, errans le » long des tentes, *contraints de veiller, ne » pouvant dormir* «. Cette version est excellente, aux quatre derniers mots près : *Contraints de veiller, ne pouvant dormir*, semble dire deux fois la même chose : c'est de plus une espèce de contre-sens. Il sem-

Digitized by Google

bleroit que l'Auteur eût voulu dire que les Soldats ne pouvant pas dormir, prenoient le parti de veiller : ce n'est pas cela ; le sens est qu'ils étoient trop alarmés pour se livrer au sommeil, & trop fatigués pour soutenir la veille ; & peut-être pouvoit-on rendre la précision latine : *Insomnes magis quam pervigiles*, de cette manière : Ne pouvant ni dormir ni veiller.

L'Auteur traduit plusieurs fois par *Ambassadeurs* le mot *Legati*, pour dire les Députés ou Commissaires que le Sénat envoyoit aux Légions révoltées. Cette expression est impropre : ni le Sénat, ni l'Empereur n'envoyoient d'Ambassadeurs aux Légions.

Voyons un morceau plus étendu qui pourra faire juger à la fois & du talent du Traducteur, & de ce qu'on peut désirer encore dans la Traduction. Voici d'abord le latin pour mettre les objets de comparaison sous les yeux des Lecteurs à portée de juger. » *Haud procul Teutoburgiensi saltu, in quo reliquiæ Vari Legionumque insepultæ dicebantur.*

» *Igitur cupido Cæsarem invadit solvendi suprema Militibus, ducique ; permoto ad miserationem omne, qui aderat, exercitu, ob propinquos, amicos, denique ob casus bellorum & sortem hominum. Præmisso Cæcina, ut occulta saltuum scrutaretur, ponteſque & aggeres humido paludum & fallacibus campis imponeret, incedunt mastos-*

Digitized by Google

locos, visuque ac memoria deformes. Prima Vari castra, lato ambitu, & dimensis principiis, trium Legionum manus ostentabant: dein semiruto vallo, humili fossâ, accisa jam reliquiæ consedisse intelligebantur: medio campi albentia ossa, ut fugerant, ut restiterant, disjecta vel aggerata: adjacebant fragmina teloruin, equorumque artus simul truncis arborum antefixa ora; lucis propinquis Barbaræ aræ, apud quas Tribunos, ac primeram ordinum Centuriones mactaverant: & cladis ejus superstites pugnam aut vincula elapsi, referebant, hîc cecidisse Legatos; illic raptas aquilas; primum ubi vulnus Varo adactum; ubi infelici dextrâ, & suo ictu mortem invenerit; quo Tribunali concionatus Arminius; quot patibula captivis, quæ ferobes; ut que signis & aquilis per superbiam inluserit.

» Igitur Romanus, qui aderat, exercitus, sextum post cladis annum, trium Legionum ossa, nullo noscente alienas reliquias an suorum humo tegeret, omnes ut conjunctos, ut consanguineos, auctâ in hostem irâ, mœsti simul & infensi condebant. Primum extruendo tumulo cespitem Cæsar posuit, gratissimo munere in defunctos, & præsentibus doloris socius. Quod Tiberio haud probatum; seu cuncta Germanici in deterius trahenti; sive exercitum imagine casorum insepultorumque tardatum ad prælia, & formidolosiorem hostium credebat: neque imperatorem auguratu & vetustissimis cærimoniis præditum, ad tractare feralia debuisse «.

Digitized by Google

Voici maintenant la traduction de M. Durau.

» Non loin de là se trouvoient les bois » de Teutbergue, où l'on disoit que Varus » & ses Légions étoient restés sans sépul- » ture. Germanicus se sentit pressé du dé- » sir de rendre les derniers devoirs au Chef & » aux Soldats. La même compassion gagne » toute son Armée, qui s'attendrit sur ses » amis, ses proches, sur les hasards de la » guerre & le sort de l'humanité. Cœcina » fut détaché en avant pour sonder les » profondeurs de la forêt, & en même » temps établir des ponts & des chaussées » sur tous les terreins marécageux & mou- » vans. Puis l'on s'enfonce dans ces bois » sinistres, qui offroient un coup d'œil & » des ressouvenirs affreux. Le premier camp » de Varus, à sa vaste enceinte, aux di- » mensions de la place d'armes, annonçoit » le travail des trois Légions. On compre- » noit à ses foibles retranchemens, à son » rempart délabré, que le second avoit » recélé les débris de la défaite. Au milieu » du champ de bataille, on voyoit des » ossemens blanchis, épars ou entassés, » suivant qu'on avoit ou fui ou combattu, » des monceaux d'armes brisées, des mem- » bres de chevaux, des têtes d'hommes » attachées aux troncs des arbres. Dans les » bois voisins, on aperçut les Autels bar- » bares sur lesquels on avoit égorgé les » Tribuns & les Centurions des premières

Digitized by Google

» Compagnies. Quelques témoins de cette
» fatale journée, échappés du carnage ou
» des fers, montroient les lieux où l'on tua
» les Lieutenans, ceux où l'on prit les
» aigles, & celui où Varus reçut sa pre-
» mière blessure, & celui où ce Chef in-
» fortuné s'acheva de ses propres mains.
» Ils n'oublièrent pas le Tribunal d'où Ar-
» minius harangua, ce qu'il y eut de gi-
» bets, ce qu'il y eut de fosses pour les
» prisonniers, & tous les outrages dont
» son orgueil accabla les enseignes Ro-
» maines.

» Le Soldat en redoubloit de colère con-
» tre l'ennemi. Enfin, après six ans de dé-
» laissement, les ossemens des trois Lé-
» gions sont recueillis par toute l'Armée:
» incertain s'il renfermoit dans la terre les
» étrangers ou les siens, chacun s'intéres-
» soit à tous ces tristes restes, comme à
» ceux d'un proche ou d'un frère, & les
» ensevelissoit avec une douleur mêlée d'in-
» dignation. Germanicus posa le premier
» gazon sur le tombeau qui fut élevé, ho-
» norant ainsi les morts par ce devoir
» pieux, & s'associant à l'affliction des
» vivans. Tout cela fut blâmé par Tibère,
» soit qu'il ne pût rien approuver dans
» Germanicus, soit que le spectacle de tant
» de milliers d'hommes massacrés & sans
» sépulture lui parût propre à refroidir le
» Soldat pour les batailles, & à lui inspirer
» la crainte de l'ennemi, soit qu'il crût la

Digitized by Google

» dignité de Général, & la sainteté d'un » Sacerdoce aussi vénérable que l'Augurat, » incompatible avec toutes ces fonctions » funéraires ».

Il y a dans cette Version des choses bien rendues; mais on peut y observer plusieurs fautes, & la description pouvoit, ce me semble, avoir beaucoup plus de vivacité. *La même compassion gagne toute son Armée, qui s'attendrit sur ses amis*, &c. Il étoit facile d'éviter cette petite incorrection; *l'Armée qui s'attendrit sur ses amis*, & le style devenoit plus vif en coupant ainsi la phrase : on s'attendrit sur ses amis, &c. *Le premier camp de Varus à sa vaste enceinte, &c. annonçoit le travail des trois Légions. On comprenoit à ses foibles retranchemens, &c. que le second*, &c. La construction de la première phrase est un peu dure, & l'on ne sait qu'à la fin de la seconde, que *ses foibles retranchemens* appartiennent au second camp & non pas au premier, comme l'arrangement naturel des mots semboit l'indiquer. On pouvoit se préserver de ces petits défauts en traduisant ainsi : On reconnoissoit le premier camp de Varus à sa vaste enceinte, aux dimensions de la place d'armes, au travail de trois Légions : De foibles retranchemens, un rempart délabré annonçoient que le second avoit recélé les débris de la défaite.

Au milieu du champ de bataille, on voyoit

Digitized by Google

des ossemens blanchis, &c. On voyoit est inutile & ralentit la phrase : notre Langue permettoit cette tournure bien plus animée : « Au milieu du champ de bataille, les ossemens blanchis, &c. les monceaux d'armes, &c. des têtes d'hommes, &c. *dans les bois voisins on apperçut les Autels barbares*, &c. retranchez encore *on apperçut*, & la phrase y gagnera. » Quelques témoins » de cette fatale journée, échappés du car» nage ou des fers, *montroient* les lieux où » l'on *tua* les Lieutenans, &c. «. Cette phrase est languissante, & même incorrecte à cause du prétérit qui vient après l'imparfait. Je proposerois à M. Durau de rendre ainsi tout cet endroit : Quelques témoins de cette fatale journée, échappés du carnage ou des fers, marquoient les lieux par leurs souvenirs : Ici l'on tua les Lieutenans ; là on prit les aigles ; ici Varus reçut la première blessure ; là ce Chef infortuné s'acheva de ses propres mains. Ils n'oublioient pas le Tribunal d'où Arminius harangua ; les gibets élevés, les fosses creusées pour les prisonniers, & l'orgueil du Barbare insultant aux enseignes Romaines «.

Le Traducteur observera sans doute que l'on ne peut *accabler d'outrages* que ce qui peut les sentir. Cette expression appliquée aux enseignes Romaines, est vicieuse, & il est clair que la version gagneroit beaucoup à se rapprocher de l'original.

M. Durau me paroît plus sûr de son

ſtyle & de ſa marche dans les diſcours que dans la narration. Je crois en voir une preuve dans ce diſcours d'Othon avant ſa mort.

» *Hunc animum, hanc virtutem veſtram ultrà periculis objicere, nimis grande vitæ meæ pretium puto. Quantò plus ſpei oſtenditis, ſi vivere placeret, tantò pulchrior mors erit. Experti invicem ſumus, ego ac fortuna: nec tempus computaveritis: difficilius eſt temperare felicitati, quâ te non putes diu uſurum. Civile bellum a Vitellio cœpit: & ut de principatu certaremus armis, initium illic fuit: ne pluſquam ſemel certemus, penes me exemplum erit: hinc Othonem poſteritas æſtimet. Fruetur Vitellius fratre, conjuge, liberis: mihi non ultione, neque ſolatiis opus eſt. Alii diutius imperium tenuerint; nemo tam fortiter reliquerit. An ego tantum Romana pubis, tot egregios exercitus, ſterni rurſus, & reipublicæ eripi patiar? eat hic mecum animus, tanquam perituri pro me fueritis; ſed eſte ſuperſtites: nec diu moremur, ego incolumitatem veſtram, vos conſtantiam meam. Plura de extremis loqui, pars ignaviæ eſt: præcipuum deſtinationis meæ documentum habete, quòd de nemine queror; nam inſufare deos vel homines, ejus eſt qui vivere velit* ".

» Ma vie ne vaut pas que j'expoſe en» core tant de courage & de vertu. Plus » vous me faites enviſager de reſſources ſi

» je voulois vivre, plus ma mort ſera belle.
» Nous nous ſommes éprouvés mutuelle-
» ment la fortune & moi. Et ne dites pas que
» l'épreuve a été courte ; il eſt plus difficile
» de ſe modérer quand on jouit d'un bon-
» heur qu'on ſent qui nous échappera
» bientôt.

» C'eſt Vitellius qui a commencé la
» guerre civile ; & ſi l'on a combattu pour
» l'Empire, on le doit à lui d'abord : on
» me devra de n'avoir combattu qu'une
» fois. Que la Poſtérité par-là juge entre
» nous deux.

» J'aurai conſervé à Vitellius ſon frère,
» ſa femme, ſes enfans : Je n'ai pas be-
» ſoin, moi, de vengeance non plus que
» de conſolation.

» D'autres auront gardé l'Empire plus
» long-temps, nul ne l'aura plus coura-
» geuſement quitté. Eh ! comment pourrai-
» je ſouffrir qu'une auſſi floriſſante Jeu-
» neſſe, que d'auſſi belles Armées fuſſent
» égorgées de nouveau & enlevées à la
» Patrie ? Laiſſez-moi emporter en mou-
» rant l'idée que vous fuſſiez morts pour
» moi ; mais vivez, & ne retardons plus,
» moi, votre ſûreté, vous, ma réſolution.

» Parler plus long-temps de mourir ſe oit
» un reſte de foibleſſe. Jugez par là même
» combien cette réſolution eſt invariable ;
» je ne me plains de perſonne. Quand on
» querelle les Dieux ou les hommes, on
» tient encore à la vie «.

Digitized by Google

Tout ce morceau est bien dans le goût & dans le caractère de Tacite : s'il y a encore quelques taches (tant il est difficile de bien traduire), elles sont très-faciles à effacer. Je remarquerai seulement (& cet est un avertissement général pour toute la suite de l'Ouvrage) que quand l'Auteur se trompe, c'est faute de se tenir assez près de l'original. » Si on a combattu pour l'Empire, *on le doit à lui d'abord* : on ne » devra de n'avoir combattu qu'une fois «. *Doit* ne se dit guère dans ce sens que lorsqu'il entraîne l'idée d'une obligation. Il est bien dans le second membre de la phrase : dans le premier, j'aimerois mieux : » Si » l'on a combattu pour l'Empire, c'est lui » qui l'a voulu «. De plus, le Traducteur n'a point rendu, *ne plusquam semel certemus penes me exemplum erit.* Le mot *exemplum* étoit essentiel à conserver, & j'aurois traduit : » Si l'on ne combat qu'une fois, » c'est un exemple qu'on me devra «.

» Je n'ai pas besoin *moi* de vengeance, » &c. «. *Moi* est déplacé ; il n'est opposé à rien. » Jugez par là même combien cette » résolution est invariable : Je ne me plains » de personne «. *Par là même* semble appartenir à ce qui précède. Dans le latin, c'est le contraire : *Præcipuum destinationis meæ documentum habete, quod de nemine queror.* Il falloit donc mettre : » Vous pouvez juger si ma résolution est invariable, » puisque je ne me plains de personne «.

Digitized by Google

Je ne pousserai pas plus loin cette guerre de chicane. Une Traduction n'est pas autre chose. Si l'on peut en faire une encore meilleure que celle de M. Durau, personne n'en est plus capable que lui. Mais j'oserai lui dire que pour en venir à bout, il ne suffit pas du travail de l'Auteur, qui ne peut pas tout voir, il faudroit encore l'œil d'un ami éclairé, qui n'auroit d'autre soin que de revoir; avec le talent de l'un & la vigilance de l'autre, on auroit un double moyen d'approcher de la perfection : Tacite en vaut la peine, & M. Durau est fait pour y prétendre.

(D....)

La Constance dans l'adversité, ou *Histoire de James Wallace, traduite de l'Anglois. 3 Vol. in-12. A Bruxelles, chez* H. Dejardin; *& à Paris, chez* Defer de Maisonneuve, *Libraire, rue du Foin-Saint-Jacques, Hôtel de la Reine Blanche.*

Quoique les Aventures de *James Wallace* soient assez romanesques, le ton du récit est naturel; les détails en sont piquans & ingénieux; & le Héros intéresse sans attrister. Wallace, long-temps malheureux & persécuté, quoique toujours

innocent & sage, arrive enfin au bonheur; & le Lecteur n'a guère à lui reprocher que d'être trop irréprochable; car, quoiqu'on aime à admirer, on veut aussi avoir à pardonner quelque faute, quelque foiblesse.

Un mérite essentiel à ce genre d'Ouvrage, c'est celui des caractères: le Roman que nous annonçons, en offre un assez grand nombre qui sont bien prononcés & bien soutenus. Les personnages principaux y sont peut-être trop nombreux; ils se confondent dans la mémoire, & lui font perdre quelquefois le fil des évènemens; mais en général ce Roman mérite d'être distingué.

Le Despotisme dévoilé, ou Mémoires de Henri Malers de la Tude, détenu pendant 35 ans dans quatre prisons d'Etat; rédigés sur les pièces originales, par M. Thiéry, Avocat, Membre de plusieurs Académies; dédiés à M. le Marquis DE LA FAYETTE. 3 Vol. in-8°. Prix, 6 liv. br imprimés aux frais de la Tude, & se vendent chez lui, rue Bétizy, N° 1, au coin de celle de la Monnoie; & chez Léjay fils, Libraire, rue de l'Echelle.

M. de la Tude désavoue formellement une prétendue *Histoire de sa détention*, imprimée en 1787, petit Volume in-8°. Non seulement il est faux, comme on l'annonce, qu'elle ait été écrite par lui-même; mais il l'est également que les faits que renferme cette petite Brochure, soient

Digitized by Google

ceux de sa détention. Il n'adopte & ne reconnoît pour vrais que ces Mémoires, signés de sa main au bas de l'Avertissement.

Cet Ouvrage, dans lequel on a osé dire la vérité, révèle par-là d'odieux mystères qu'on est loin de soupçonner encore ; dans un moment tel que celui-ci, il peut paroître un simple objet de curiosité.

Mémoire sur les avantages que le Royaume peut retirer de ses Grains, considérés sous leurs différens rapports avec l'Agriculture, le Commerce, la Meûnerie & la Boulangerie ; avec le Mémoire sur la nouvelle manière de construire les moulins à farine, qui a remporté le Prix de l'Académie Royale des Sciences en 1785, par M. Dransy, Ingénieur du Roi, avec Figures, gravées d'après ses dessins ; par M. Parmentier. A Paris, chez Barrois l'aîné, Lib. quai des Augustins.

Cet Ouvrage est devenu aujourd'hui d'une utilité indispensable pour toutes les Municipalités, puisque le Décret de l'Assemblée Nationale, qui vient de supprimer la Banalité des moulins & des fours, va donner lieu à la construction de ces deux Instrumens si essentiels, l'un pour la bonté des farines, & l'autre pour l'économie du bois & la qualité du pain. On trouvera dans l'Ouvrage que nous annonçons le terme de leur perfection.

L'Inconnu, ou le Préjugé nouvellement vaincu, Comédie en 3 Actes & en prose, représentée pour la première fois, à Paris, sur le Théatre du Palais-Royal, le 17 Novembre 1789 ; par M. Collot-d'Herbois. A Paris, chez la veuve Ducheſne & fils, Libr. rue St-Jacques.

Digitized by Google

VARIÉTÉS.

QUELQUES Réflexions sur la Liberté de la Presse.

LA Liberté de la Presse a des dangers, cela est vrai ; mais le ciel a des orages, la Société a des méchans : cependant il ne faut pas y renoncer pour cela. — On se promène quand le temps est beau, on soupe gaîment avec ses amis, on ne se cache plus pour lire ou pour acheter un bon Livre, & on commence à se douter que si, en Littérature & par-tout, les inconvéniens sont près des avantages, la prudence les sépare.

En Angleterre, on punit les Libellistes ; en Danemarck, on les tolère : nulle part on ne peut les détruire. — Il faut les rendre utiles, cela est pour. — Ils cesseront d'être dangereux quand ils seront tranquilles.

Ceci paroît un paradoxe. La vérité a toujours ce petit inconvénient-là quand elle contrarie une opinion reçue.

Il en est des Libelles comme des poisons, la vengeance même les redoute ; l'effet en est certain, & l'emploi dangereux. — D'ailleurs, qui les lit ? les méchans & les oisifs : les premiers n'en ont pas besoin pour nuire, & les autres les oublient. On ne juge pas l'honnêteté sur le Libelle qui l'accuse. — Ces Ecrits anonymes sont souvent des canaux impurs qui font circuler quelques vé-

rité

rités salies par des mensonges. — Que l'opinion publique les écoute & les juge. Le sot qui croit tout, & l'homme sensé qui ne veut rien entendre, sont au même point de nullité.

Si la Loi qui punit les Libellistes est vague, le Despotisme ou l'inquiétude voient des Libelles dans tout ce qui les contrarie; si la Loi est bornée, le Libelliste échappe par des subterfuges.

Si l'on veut punir l'Imprimeur & le Libraire, les connaîtra-t-on ? l'obligation de les nommer n'est qu'un mensonge de plus pour l'Ecrivain calomniateur.

L'action des Loix est donc nulle pour les Libelles, puisque le délit ne peut être fixé; & quand la Loi ne peut empêcher le mal, elle en multiplie les moyens.

Que les Libellistes menteurs & connus ne soient donc pas punis par les Loix, bientôt ils seront méprisés. On ne les lit que parce qu'on ne peut s'imaginer que celui qui s'expose n'a pas à dire des choses très-importantes; & le cri du danger paroît alors celui de la vérité. — Quand ils seront libres d'écrire des mensonges, il deviendra ridicule de les croire.

Puisque les Loix sont insuffisantes pour empêcher les Libelles, quand elles voudroient punir le Libelliste calomniateur; puisque la vie des hommes honnêtes est un témoin qui l'effraye lors même qu'il ose les accuser; puisqu'il est possible de le rendre plus méprisable encore en lui permettant de tout dire, il faut convenir que ce fléau, attaché à la Liberté de la Presse, se réduit à beaucoup de peur & très-peu de mal.

Doit-on répondre à des injures anonymes ? doit-on les lire, les brûler, & se taire ?

Digitized by Google

La difficulté ne seroit pas de les brûler sans les lire. — Mais comment se taire ? comment répondre ?

Le Libelle a paru. — La prévention se répand, la méchanceté l'adopte, & la pitié seule la combat ; mais si peu de gens s'intéressent à ceux qui ont des talens & un éclat qu'on envie ! — On ne lit pas la réfutation, parce que le hasard ne la procure pas, ou que la pensée l'éloigne ; & le Libelliste triomphe.

Il me semble qu'il seroit très-possible d'établir un moyen prompt d'assurer authentiquement la vérité d'une réclamation contre un Libelle menteur, de faire circuler avec rapidité la justification, & de repousser la calomnie assez vîte pour en éviter la blessure. Alors les calomniateurs n'écriroient plus, car leurs mensonges, bientôt dévoilés, ne seroient pas vendus ; & souvent ces gens-là mentent pour dîner.

Si ce moyen existoit, il seroit bientôt inutile ; mais il faudroit toujours le conserver ; car tant qu'il n'existera pas, il sera très-nécessaire.

La Liberté de la Presse favorise les Ecrivains anonymes, mais honnêtes, utiles & vrais, qui, par leur impartialité, fixent l'opinion publique. Quand la liberté de tout dire auroit des inconvéniens, il ne faut pas oublier qu'elle éloigne la liberté de tout faire, qui en a bien davantage.

L'autorité ne peut peser également sur tous les individus ; ceux qui la dirigent n'ont pas à la craindre ; mais sa réaction est dans l'opinion publique, qui sera toujours l'autorité de tous les temps, de tous les rangs, de toutes les circonstances, parce qu'elle ne fait justice qu'avec la vérité.

Si une voix calomnie un homme respectable,

Digitized by Google

les autres le justifient, & l'erreur ou la méchanceté d'un seul lui vaut l'éloge de tous. — Les Ecrits anonymes tranquillisent le Peuple ; sûr de connoître par eux le mal s'il existoit quelque part, il cesse de le soupçonner par-tout. — On peut donc assurer que la Liberté de la Presse est sans danger, puisque ses dangers même peuvent devenir des avantages.

(*Par M. de Villeterque.*)

SPECTACLES.

ACADÉMIE ROYALE DE MUSIQUE.

LE sujet d'*Antigone* est simple, il est fondé sur un acte des plus sacrés de la Religion des Anciens, la sépulture. Ils croyoient que l'ame de celui qui n'avoit pas reçu les honneurs du tombeau, erroit plaintive & rebutée sur les sombres bords.

Etéocle & Polinice sont convenus après la mort d'Œdipe de régner à Thèbes, chacun une année; mais Etéocle ayant goûté le premier les douceurs du Trône, ne veut pas tenir la convention qu'il a faite avec son frère, & le laisser régner à son tour; & celui-ci, aidé des Argiens, vient mettre le siége devant Thèbes pour recouvrer son Sceptre & ses Etats. Les deux frères se provoquent à un combat singulier, & s'en-

Digitized by Google

tretuent ; mais Etéocle étant mort en défendant sa Patrie, & Polinice en l'attaquant ; Créon leur oncle, qui règne par leur mort, ordonne les honneurs funèbres pour Etéocle, & les défend pour Polinice. Voilà le sujet & le commencement de la Pièce de Sophocle, Pièce suivie assez exactement par M. Marmontel pendant les trois premiers Actes de la Tragédie Grecque.

Je dirai en quoi ces deux Auteurs diffèrent, à la fin de l'analyse de l'Opéra ; ce sera d'autant plus le temps d'en parler, que la Tragédie de M. Marmontel finit, au troisième Acte de Sophocle, par le seul dénouement qui convenoit au Théâtre lyrique, & que la Pièce de Sophocle, après l'ordre d'enterrer vivante Antigone, continue, & amène un des plus tragiques dénouemens de l'Antiquité.

Parmi plusieurs tombeaux, qui s'élèvent dans une place environnée de cyprès, on distingue celui d'Etéocle, sur lequel Euridice, femme de Créon, & quelques femmes Thébaines, sèment des fleurs & répandent des parfums, *en disant* :

Malheureux sang d'Œdipe, inexorables frères,
Dans le sein de la mort enfin vous reposez.
Puissent vos Manes appaisés,
Oublier au tombeau vos fureurs sanguinaires !

Hémon, fils d'Euridice & Amant d'Antigone, vient annoncer à sa mère que le Roi

Digitized by Google

va rendre les honneurs funèbres à Etéocle, & livrer aux vautours le corps de Polinice. Il la conjure d'employer tout son crédit auprès de Créon, pour l'engager à épargner cet outrage à Antigone. Créon arrive suivi d'un peuple nombreux, & ordonne qu'on rende les honneurs funèbres à Etéocle & à ceux qui sont morts en servant la Patrie.

Antigone & Ismène sa sœur surviennent, & Antigone réclame pour Polinice, les mêmes honneurs qu'on rend à Etéocle; mais Créon lui répond que la Patrie les refuse à ceux qui meurent en combattant contre elle. Antigone demande pour toute grace, que les cendres de Polinice soient renfermées dans une urne; qu'on lui remette cette urne, *elle ira la porter* dans le tombeau de son père. Cette piété, cette tendresse d'Antigone ne font qu'irriter l'ambitieux & féroce Créon, qui prononce la peine de mort, la peine affreuse, d'être enfermé vivant dans un tombeau, contre qui osera donner la sépulture à Polinice. Les imprécations d'Antigone, les prières d'Hémon, les larmes d'Euridice & d'Ismène, n'ébranlent pas le Tyran, & il sort avec sa femme & Ismène, qui le suivent pour le fléchir, & avec le Peuple qui partage politiquement ses fureurs. Hémon reste avec Antigone, qui se livre à la douleur, à l'indignation, au désespoir; & Hémon tâche de la rassurer en lui persuadant que Créon ne sera pas insen-

Digitized by Google

sible aux larmes de sa femme & de son fils. Hémon, *lui répond-elle*,

Hémon ne m'aime plus, puisqu'il est rassuré.

Cette scène des deux Amans est tout ce qu'elle doit être. Antigone ne veut pas que son Amant partage ses malheurs, qu'il se rende ingrat envers son père pour la servir; & Hémon, conservant le double caractère de fils respectueux & d'Amant passionné, quitte Antigone en jurant de la servir ou de mourir pour elle. Ismène rentre, & Antigone lui confie qu'elle veut, malgré la menace de Créon, donner la sépulture à Polinice. Ismène lui en fait voir les dangers, tâche de l'engager à vivre pour son Amant; & ne pouvant la détourner de son projet, veut en partager les périls & la gloire.

Acte second. Le Théatre représente la fontaine de Dircé, au bas de laquelle Cadmus avoit bâti la ville de Thèbes.

On y célèbre de nuit la levée du siége; un Soldat vient interrompre ces fêtes, & apprendre à Créon qu'Antigone a enterré Polinice. Antigone, qui survient, se fait gloire de cette action de piété, & irrite le Tyran. Il la condamne à être enterrée vive, & Ismène vient en ce moment s'avouer complice de sa sœur. Scène intéressante & combats généreux entre les deux sœurs, pendant lesquels le Tyran est ébranlé, mais

Digitized by Google

non pas vaincu. Il s'éloigne d'elles en ordonnant qu'on les sépare, & qu'elles soient toutes deux conduites en prison. Les deux sœurs, après une courte scène de douleur, de tendresse & de désespoir, se séparent entourées de Soldats.

Le troisième Acte représente d'abord une salle du Palais de Créon.

Euridice, Ismène & Hémon viennent prier le Souverain de pardonner à Antigone; & sur son refus, le fils déclare à son père, qu'il suivra le sort de celle qu'il aime; tant d'attaques ne touchent pas le Tyran, & il menace de toute son indignation son fils, qui reste le dernier en scène avec lui, s'il ne sépare pas sa cause de celle d'Antigone.

Le Théatre change, & représente le mont Cithéron, au bas duquel on voit un lieu sauvage & ombragé par des vieux chênes. Au fond est une sombre caverne, où Antigone est destinée à être enfermée vivante. Elle paroît enchaînée auprès de la caverne, & environnée de gardes & d'un corps nombreux de Thébains. Elle regrette Thèbes, sa Patrie, *lieux, dit-elle,*

Lieux plus chers que jamais à mon ame attendrie;
Et toi, ma sœur, & toi, fidèle Amant,
Que j'aurai tant aimé jusqu'au dernier moment.
Avançons... je frémis.... nuit profonde & terrible!

Digitized by Google

Ah ! quel Dieu par pitié, dans ce séjour horrible,
Daignera de ma mort abréger le tourment ?

Hémon vient mourir avec elle, & lui montre un poignard qui doit les unir dans la tombe. Un grand bruit se fait entendre; il annonce l'arrivée d'Euridice, d'Ismène, de Créon & de sa suite. Hémon, le poignard levé pour se frapper & frapper Antigone, arrête tout à coup la fureur de son père. On l'entoure, on le presse, & il se rend.

Voilà le plan qu'a suivi M. Marmontel, & je vais y revenir, après avoir suivi Sophocle en deux mots.

Dans l'*Antigone* de Sophocle, Créon, au troisième Acte, condamne cette Princesse à être enterrée vive. Tirésias vient lui prédire, au 4me. Acte, les plus grands malheurs, la mort de son fils & celle de sa femme, s'il ne rétracte cet arrêt inique & barbare; & le Tyran, effrayé de ces menaces, court délivrer Antigone; mais en faisant ouvrir l'antre où Antigone est enfermée, il la trouve morte, attachée au lien fatal qu'elle avoit formé de ses voiles. Hémon la tenoit embrassée, & poussoit des cris lamentables. A l'aspect de son père, il se tue sur le corps de son Amante, & le Tyran fuyant désespéré, apprend un moment après, la mort de sa femme, qui n'a pu survivre à celle de son fils.

M. Marmontel n'a laissé dans Sophocle

Digitized by Google

que ce qui ne convenoit pas au Théatre lyrique. Trois Ballets naturellement amenés, des jeux funèbres au premier Acte, des réjouissances pour la levée du siege de Thèbes au second, & les fêtes de l'Hymen au troisième, rompent un peu la monotonie du sujet; & les ressources de l'art ne peuvent ajouter rien à ces convenances. La conduite du Poëme est sage, le dialogue juste, & le style sain; mais le sujet est-il bien lyrique? & sur-tout nous convient-il beaucoup? Attachons-nous la même imposture que les Grecs à l'inhumation? La musique d'ailleurs, est-elle toujours vraie, originale, énergique? Le récitatif a-t-il toujours de la rapidité & de l'expression? Voilà, je crois, ce qui a fait trouver quelques longueurs à cet Opéra, qu'il faut que le Poëte & le Musicien resserrent davantage. Le Musicien est un jeune Compositeur Italien, M. Zingarelli. Il annonce de vrais talens. Plusieurs morceaux de sa musique ont été vivement applaudis, le dernier du premier Acte, rôle d'Antigone: *Cruelle! & que t'a fait ma gloire?* Dans le second Acte, l'Air de la première scène, même rôle: *Affermis-toi, femme timide.* Le Duo d'Antigone & de Créon avec le Chœur: *Dans le fond de son cœur, &c.* Le Trio d'Ismène, d'Antigone & Créon: *Non, je ne puis souffrir ces funestes adieux.* Et le dernier Chœur du troisième Acte: *Laissez fléchir votre colère.* Les Ballets sont de la composition de M.

Digitized by Google

Gardel; ils sont bien faits, & on y a v
avec plaisir les principaux Sujets de l
Danse. Les rôles de la Pièce sont rend
par MM. Chardini & Rousseau, Mlle
Maillard, Gavaudan la cadette & Mulot
avec les talens qu'on leur connoît. Il y
trois décorations nouvelles qui sont d'u
bel effet. Nous reviendrons sur cet Opé
après quelques représentations.

THÉATRE DE LA NATION.

LA retraite aussi prématurée qu'imprév
de M. de la Rive, avoit laissé aux Amate
de la Scène Françoise, des regrets qui a
roient été bien plus vifs, s'ils n'avoient
adoucis par l'espoir de son retour. Cet e
poir paroissoit prêt à être détruit par le
refus réitérés qu'il opposoit depuis long-
temps au vœu du Public & à celui de sa
Société. Enfin, obligés de réunir toutes
leurs ressources contre la défaveur des cir-
constances, & désirant échapper aux re-
proches de quelques personnes qui leur im-
putoient l'absence d'un talent si estimable &
si utile, les Comédiens Français ont tenté
de nouveaux offerts que le succès a cou-
ronnés.

M. de la Rive a donc été rendu aux

Digitized by Google

laisirs du Public ; & le jour qu'il a reparu ir la ſcène, a été pour lui un triomphe es plus éclatans. L'affluence du Public, : l'enthouſiaſme qu'a excité ſa préſence, irent tels, qu'on peut dire en général, u'avec les titres les plus inconteſtables à eſtime publique, on ne reçoit pas deux ois en ſa vie un pareil hommage. On peut jouter à ſa louange, que dans tous les temps, manière dont il a joué Œdipe, auroit brenu les mêmes applaudiſſemens. Il y a nis une ſageſſe qui ſans rien ôter à l'intérêt lu rôle, n'a rien laiſſé à déſirer aux con- oiſſeurs.

Au prochain Mercure, l'article du Théâtre Italien.

Digitized by Google

AVIS.

M. de Montprein, seul propriétaire de la Manufacture de Sparterie, établie par Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, à Paris, rue de Popincourt, sensible à l'accueil favorable que le Public a toujours fait à son établissement, a fait de nouvelles recherches qui le mettent à même de réitérer ses offres de services. Outre qu'il a complété les différens objets de sa Manufacture, il est encore parvenu à en rendre le travail plus solide & plus agréable à l'œil ; un Elève, qu'il a employé, a porté ses teintures pour les Tapis rayés & Planches de verdure à leur dernière perfection. Il prie les personnes qui voudront bien l'honorer de leur confiance, de lui adresser leurs ordres par écrit ; elles seront servies avec célérité & avec toute l'exactitude possible.

TABLE.

Vers. 85
La paix ! La paix ! 86
A M. le Ch. de Gaston. 90
Charade, Enig. & Log. 92
Tacite, nouv. Trad. 93
La Constance. 100
Variétés. 101
Acad. Roy. de Musiq. 111
Théâtre de la Nation. 116

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE
DE
BRUXELLES.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 28 Avril 1790.

Le Prince Royal de Danemarck, qui étoit allé visiter le Holstein avec le Prince *Charles de Hesse*, est reparti de Sleswick, le 22, pour retourner à Copenhague.

Il paroît que le Danemarck, quoique décidé à garder la plus exacte neutralité, se propose de prendre les précautions que la sureté de ses ports et de son commerce peuvent exiger. En conséquence, on arme 5 vaisseaux de ligne, 3 frégates et 2 brûlots, qui seront soutenus en cas de besoin de quelques autres vaisseaux de ligne que l'on se hâte de mettre en état d'entrer en mer sous les

Digitized by Google

ordres de M. le Commandeur *Grotschilling*.

Les mêmes lettres de Copenhague annoncent qu'il étoit arrivé le 20 dans la rade d'Elseneur, une flottille Suédoise venant de Gothembourg, et destinée à passer dans la Baltique. M. *Fischer*, Capitaine de vaisseaux, envoyé par l'Amirauté, est allé saluer le Commandant au nom du Gouvernement.

Le froid est devenu très rigoureux dans la Finlande, où le Roi de Suède étoit à St. Michel, le 9 de ce mois, après avoir visité quelques postes dans la Province de Savolax.

D'après des lettres de Stockholm, le Duc *de Sudermanie* a dû partir le 16 pour Carlscron, avec autant de vaisseaux qu'il s'en trouveroit de prêts à sortir, parce que l'on étoit informé qu'il y avoit des vaisseaux Russes en mer. L'escadre de galères devoit mettre à la voile quelques jours après.

Des lettres de Pétersbourg, en date du 6 Avril, annoncent que M. le Prince *Potemkin* vient d'exercer une justice rigoureuse sur une troupe de Zaporoviens qui s'étoient portés, en vrais brigands, sur une des petites douanes des frontières de la Pologne, où ils avoient tué quelques personnes qui s'opposoient au pillage. Il ne falloit pas moins que le soin qu'il a pris d'éloigner sur-le-champ leur poste de la frontière, pour rassurer

Digitized by Google

les Peuples voisins; en effet, on pouvoit concevoir des inquiétudes sur l'élévation de ce grand Seigneur Russe, dont l'Impératrice a fait en quelque sorte un Souverain : Hetman des Cosaques, il est presque maître absolu de tous les Peuples de ce nom, depuis le Caucase jusqu'à Bohapro, et son pouvoir s'étend même sur la Bessarabie.

Il y a eu en 1789, dans tous les Etats Danois, 18,739 mariages, 71,416 naissances, dont 3,262 enfans illégitimes, et 60,299 morts. L'excédent des naissances sur les morts s'est trouvé de 11,117.

La Diète de Pologne est rentrée en activité le 12 de ce mois. Dans la Séance du 16, M. le Maréchal *Malachowski* présenta la situation où se trouvoit la République, menacée de plus d'un côté. On assure que ses observations vont faire créer une Commission particulière, chargée de la prompte exécution de tout ce qui sera nécessaire à la défense. On pourvoit Kaminiec et le château de Cracovie de vivres, d'artillerie et de munitions de guerre; on parle même de réparer les fortifications de cette dernière place, quoique ce soit une dépense de 400,000 florins. Déja les Commandans des divisions et la plupart des Officiers se trouvent à leurs quartiers. Le Prince *Joseph Poniatowski*, Neveu du Roi, est à son poste de Tulczyn dans l'Ukraine. Les fonderies et les forges de Kielze et de

Digitized by Google

Konsky travaillent sans cesse à fabriquer du canon et des armes; en un mot, la République consulte encore plus son zèle que ses forces, pour se rendre utile à ses Alliés.

De Vienne, le 30 Avril.

Enfin, nous avons reçu la nouvelle certaine de la prise d'Orsowa; cette forteresse s'est rendue par capitulation le 16 de ce mois. On a accordé à la garnison les mêmes conditions qu'avoit obtenues celle de Belgrade. Elle a eu la permission de se retirer à Widdin, où on l'a fait conduire par une escorte. Le Roi *Léopold II*, juste appréciateur du courage et des qualités guerrières, quoiqu'il aime la paix, a cru devoir récompenser ceux qui ont le plus contribué à cette importante conquête qui ouvre si avantageusement la campagne. Le Lieutenant Feld-Maréchal Comte *de Wartensleben* a été décoré de la Grand'Croix de l'Ordre de Marie Thérèse, et le Colonel Comte *d'Aversperg* a eu la petite. Plusieurs Officiers qui s'étoient distingués ont été avancés d'un grade; un mois de solde, au-delà des sommes nécessaires pour leurs équipages, a été donné à tous ceux qui ont assisté pendant l'hiver au blocus d'Orsowa: les gratifications se sont étendues jusqu'aux Bas-Officiers qui ont reçu chacun un ducat et un mois de solde.

Digitized by Google

Ces succès contre les Turcs, auxquels on espère enlever bientôt Widdin, contribueront peut-être à la rupture avec la Prusse; la guerre n'est pas encore décidée: on assure que le Cabinet de Berlin a proposé au nôtre de faire un traité séparé avec la Porte Ottomane, qui lui abandonneroit tout ce que la Maison d'Autriche a possédé avant la paix de Passarowitz, ainsi que le District de Chocziim, et lui assureroit la navigation libre sur la mer Noire; quant à l'alliance avec la Russie, elle pourra subsister; mais dans ce cas, l'armée Autrichienne, portée à 60,000 hommes, n'aura la liberté d'agir qu'en qualité de Troupes auxiliaires.

Quoique le Prince *de Reuss*, notre Ambassadeur à la Cour de Berlin, ne se soit pas retiré sans congé, comme on l'a publié faussement, et que par conséquent toute espérance de conserver la paix ne soit pas évanouie, nous continuons à nous mettre en état de défense, tant contre la Prusse que contre la Porte. Les Généraux qui doivent commander dans la Bohême, la Moravie, la Silésie et la Gallicie font des tournées sur les frontières, afin d'y ordonner les dispositions convenables. Le Prince *de Hohenlohe* visite les places frontières dans la Bohême; il a donné ordre d'augmenter les magasins établis à Plan, Pilsen et Mies. L'Armée de Bohême montera

Digitized by Google

à 40 et quelques bataillons d'Infanterie, et à 20 divisions au moins de Cavalerie. Celle de Moravie sera composée de 45 bataillons d'Infanterie, et de 31 divisions de Cavalerie, et enfin celle de Gallicie sera de 45,600 hommes. Chaque Armée a déja un parc considérable d'Artillerie.

Des Lettres très-récentes nous apprennent que l'Armée du Prince *de Saxe-Cobourg* est en marche vers Widdin, où elle doit bientôt arriver, et nous recevrons incessamment des nouvelles importantes de ce côté.

On parle de la suppression prochaine de la Commission des études, et l'on assure que les établissemens d'éducation publique seront remis sur le même pied où ils étoient avant les changemens introduits par *Joseph II*. On applaudit en général à cette disposition regardée comme très-sage; mais ce qu'on ne voit pas avec plaisir c'est le projet annoncé depuis quelques jours, et qui nous ramèneroit une censure très-rigide que présideroit le Cardinal Archevêque de Vienne; il ne manqueroit pas de rétablir l'ancien *Index* pour la Librairie de Vienne.

Des Lettres de la Transylvanie nous annoncent que tous les cœurs ont été pénétrés de joie et de reconnoissance lorsqu'on a fait aux Assemblées des Comitats la lecture de la Lettre du Roi,

Digitized by Google

où Sa Majesté déclare de la manière la plus formelle qu'on peut être assuré qu'Elle maintiendra dans toute leur force les droits, prérogatives, priviléges et immunités dont cette Province a toujours joui, et qu'Elle accède à l'arrêté des Etats du 28 Janvier dernier, qui (d'après la date de ces nouvelles) a dû commencer de s'exécuter le 1^er^. Mai.

Le Roi et l'Archiduc *François* se font faire des habits à la Hongroise, en sorte que ce sera sous le costume de la Nation qu'il va se faire couronner à Bude. Ces petits moyens produisent quelquefois de grands effets, et sur-tout de bien précieux, puisqu'ils contribuent à resserrer les liens de l'affection entre le Prince et ses Sujets.

Aussi cher aux Protestans qu'aux Catholiques, *Léopold II* vient d'acquérir de nouveaux droits à l'amour de ces premiers, en confirmant l'établissement de leurs consistoires. — Il a aussi fait une nomination agréable à toute cette Capitale en en donnant le commandement au Comte *de Gommingen*.

On parle, mais d'une manière encore fort incertaine, du projet de réunir la Ludomirie et la Gallicie au Royaume de Hongrie; ces pays deviendroient autant de Bannats qui partageroient les priviléges et les franchises de la Nation Hongroise. On ajoute qu'ils ont déja la promesse du Roi que les impôts ne se-

Digitized by Google

ront réglés que par leurs Etats, auxquels il accordera aussi l'abrogation de certaines Lois préjudiciables. La juridiction dans les affaires Ecclésiastiques sera toujours conservée aux Evêques, que *Léopold* ménage beaucoup plus que feu l'Empereur.

De Francfort sur le Mein, le 2 Mai.

C'est le 19 Avril au matin que s'est faite à Munich la cérémonie de l'ouverture du Tribunal du Vicariat; tous les Membres qui le composent se sont rendus à l'Eglise de Notre-Dame, la principale de cette Ville. Une voiture de gala de la Cour, attelée de six chevaux, y a conduit le Président, que précédoient les Assesseurs dans des carrosses particuliers. La Messe célébrée, tout le cortège s'est réuni au lieu des Séances, où les Membres du Tribunal ont prêté serment entre les mains du Président, de qui l'Electeur avoit reçu la nouvelle que la place que devoit occuper M. *Regis* (On sent combien elle est brigué par les deux rivaux Allemands; mais on croit que c'est M. *de Stein*, qui va consolider Audique au Conseil Impérial, qui l'obtiendra.

Des Lettres de Ratisbonne portent que le même jour la délibération y a été ouverte sur cette importante question: La Diète sera-t-elle continuée pendant l'interr

règne sous l'autorité des Vicaires. « A l'instigation du Ministre-Directorial d'Autriche, celui de Salzbourg a d'abord refusé l'ouverture du Protocole dans le Collége des Princes. Mais enfin interpellé par ceux des autres Cours de remplir son Office Directorial, il l'a fait en protestant contre cette Délibération. La principale objection du Ministre de Salzbourg contre la continuation de la Diète, étoit motivée sur ce que cette Assemblée n'étoit restée en activité pendant aucun des dix interrègnes précédens. Mais on lui a rappelé le grand interrègne où, faute d'une autorité centrale et protectrice des Lois, la plus injuste de toutes, le droit du plus fort, fut seule connue; et ses raisons ont paru si foibles, que de cent voix, dont est composé le Collége des Princes, il n'en a eu que onze pour lui, tandis que trente-neuf ont demandé la continuation de la Diète. D'autres Ministres attendent des instructions; mais, en général, on présume que cet avis, qui a déjà la Majorité provisoire, sera confirmé par une Majorité décisive.

En attendant, le Ministre du Roi de Prusse, en sa qualité d'Electeur de Brandebourg, a fait les propositions suivantes, quant au mode, d'après lequel les Vicaires exerceroient leur autorité passagère, et il a demandé qu'il fût déclaré :

« 1°. Qu'à chaque vacance du Trône Impérial, la Diète de l'Empire restera de droit en activité.

« 2°. Qu'on ne peut accorder aux Vicaires ni la Représentation, ni la majesté du Chef de l'Empire, qu'en conséquence,

« 3°. Ils nommeront conjointement une

Digitized by Google

Commission Vicariale qui sera par eux munie de pleins pouvoirs, et accréditée au Corps Germanique par les Lettres de créance usitées, que la Commission présentera, avec ses pleins pouvoirs, au Directoire de l'Empire qui gardera en dépôt les unes, et portera les autres à la Dictature, au moyen de quoi ladite Commission sera reconnue, autorisée et légitimée : mais que,

« 4°. On ne lui accordera ni les prééminences, ni le cérémonial d'une Commission Impériale. »

« 5°. Elle pourra bien proposer des matières de délibérations par un Décret Commissorial ; mais ce ne sera que par forme de recommandation, sans demander un avis comitial : au moyen de quoi,

« 6°. L'Empire et le Directoire Comitial ne seront point tenus ni aux objets, ni à la série proposée par les Vicaires. »

« 7°. On ne présentera pas d'avis comitial aux Vicaires : mais le résultat de la majorité des suffrages sera aussitôt réputé et présenté comme des *Conclusum* des Colléges et de la Diete. »

« 8°. Ces *Conclusum*, signés de la Chancellerie de Mayence, seront remis à la Commission Vicariale, à l'effet que les Vicaires fassent, non-seulement connoître leurs sentimens ou leur adhésion (laquelle cependant ils ne pourront jamais refuser), mais aussi mander, en conséquence, ce que besoin sera : de sorte que,

« 9°. Il ne sera pas question d'une ratification formelle. »

« 10°. On requerra la confirmation de tous les *Conclusum* de l'Empire, faits pendant

Digitized by Google

l'intérêgne, lors de la Capitulation Impériale. »

» 11°. Le résultat des délibérations présentes, sur les modifications proposées, sera communiqué aux deux Cours Vicariales, pour se déclarer et y adhérer; ensuite de quoi ledit résultat deviendra *Conclusum* de l'Empire, et on s'employera à le faire confirmer dans la Capitulation prochaine. »

Il est évident que si l'on adopte en entier ce projet de la Cour de Berlin, c'en est fait de l'autorité des Vicaires de l'Empire; mais que l'Electeur Palatin n'en accuse que lui-même: c'est son dévouement servile à la Maison d'Autriche qui fait craindre de lui laisser une trop grande influence dans la Législation d'Allemagne.

Ce Prince est bien éloigné de penser comme *Marie-Anne*, Duchesse de Bavière, née Princesse Palatine de Sulzbach, qui vient de mourir à Munich, âgée de 68 ans. Singulièrement attachée à la Nation Bavaroise qu'elle jugeoit avec raison la partie la plus précieuse des Etats de sa Maison, elle nourrissoit une haine profonde contre l'Autriche. Ce ressentiment étoit justifié par les efforts que cette puissance a faits depuis trois siècles pour accabler et même anéantir la Maison Palatine, projet favori de *Joseph II*, qui l'auroit probablement réalisé, si elle n'eût trouvé des défenseurs dans le Duc des deux Ponts et *Frédéric II*. La Princesse douairière *Marie-Anne* se

Digitized by Google

semble que la Maison d'Autriche, constamment attachée à son plan d'agrandissement n'avoit fait que changer de mesure, pour arriver à son but; qu'après avoir tenté d'usurper la Bavière en 1778, le Cabinet de Vienne avoit proposé captieusement le fameux échange des Pays-Bas; elle voyoit que, déconcertée dans ce dernier projet, l'Autriche cherche au moins à faire peser sur la Bavière tout le fardeau de son influence; qu'elle maîtrise absolument l'Electeur, comme l'associée de *Joseph II* en projets d'ambition, l'ennemie de la Pologne qu'elle a dépouillée, de la Suède qui s'oppose à ses vues, de la Porte à laquelle elle envie ses plus belles Provinces après lui avoir enlevé la Crimée, la perturbatrice de la balance politique dans le Nord de l'Europe, *Catherine II* enfin, maîtrisoit le Kan *Sahim Guerai* par dépendance prouvée, puisque sur les 6 voix qui suspendent leur exercice dans l'affaire de la continuation de la Diète, il y en a 6 qui appartiennent à l'Electeur Palatin, dans lequel il est étonnant qu'au moins une extrême défiance de la Maison d'Autriche ne soit pas héréditaire. Le juste, le sage *Leopold II* est digne de renoncer à ces menées sourdes, à cette politique intrigante, dont il paroît que le Cabinet de Vienne n'a fait que trop d'usage, et qu'il continue d'employer, peut-être sans son aveu, particulièrement

à l'égard de l'Electeur, tantôt en l'intimidant, tantôt en berçant d'espérances chimériques son amour pour ses enfans naturels.

Un dénombrement récent de la population de la Silésie et du Comté de Glatz, donne 1,711,578 hommes, sans y comprendre, le Militaire. Dans ce nombre se trouvent, 800,000 Catholiques Romains, 900,000 Protestans, 11,500 Juifs et 78 Grecs. — L'année dernière, on a compté dans ce pays 14,205 mariages, 66,985 naissances et 81,374 morts.

La Cour de Vienne vient d'adresser aux Cercles de Franconie et du Rhin des lettres réquisitoriales pour le passage des Troupes Autrichiennes. Les Hussards d'Esterhazi et une partie de ceux de Wurmser traverseront incessamment ces pays, pour se rendre à Luxembourg. L'Electeur-Palatin, Duc de Bavière, a reçu de pareilles lettres. Il paroît qu'on est décidé à reconquérir les Pays-bas, car des avis antérieurs de Wirtzbourg annonçoient que le Prince-Evêque abandonnoit à la Cour de Vienne, comme Troupes auxiliaires, 2,200 hommes d'Infanterie et 400 Dragons également destinés à passer dans le Luxembourg. Ces lettres, en date du 23, ajoutent : Le Baron *d'Ettenau*, principal Commissaire de guerre, se trouve ici avec un Officier Autrichien, pour régler la marche de ces Troupes.

On apprend de Berlin, que le Roi a as-

signé un fonds de 18,000 thalers, pour améliorer l'établissement du Corps de cadets Gentilshommes, auquel ce Prince prend un vif intérêt. Les mêmes lettres portent, que le Landgrave de Hesse-Cassel donnera à la solde Prussienne trois Regimens d'Infanterie et deux de Cavalerie, et, s'il en faut croire des bruits encore douteux, une armée de 37,000 hommes, dont 25,000 Prussiens, doit s'assembler incessamment vers le Rhin. — Toute l'Artillerie sera rendue à Wesel le 15 Mai, et l'on établit une Boulangerie à Emmerich.

Le Duché de Brabant est un assez beau domaine pour réveiller les prétentions de quiconque seroit en état de les appuyer par la force des armes; mais assurément s'il échappe à la Maison d'Autriche, nous ne voyons pas trop qu'aucun Prince puisse le revendiquer. Le Landgrave de Hesse a pourtant d'anciennes prétentions, comme descendant des anciens Ducs de Brabant. Voici la généalogie de cette Maison : *Henri II*, Duc de Brabant, eut deux Fils, *Henri III* son successeur, et *Henri* surnommé *l'Enfant*, qui est la souche de la Maison de Hesse. *Jean I* succéda à *Henri III*; vint ensuite *Jean II* qui fut suivi de *Jean III*. Ce dernier n'eut que deux Princesses; *Jeanne* mariée d'abord à *Guillaume*, Comte de Hollande; et en secondes, à *Venceslas*, Duc de Luxembourg; et *Marguerite* mariée à *Louis*, Comte de Flandres. *Jeanne*, qui avoit

Digitized by Google

succédé à son Père, en vertu des priviléges des Empereurs *Henri III* et *Charles IV*, par lesquels les femmes avoient été déclarées habiles à succéder au défaut d'hoirs mâles, ne laissa point d'enfant, et son héritage passa au Petit-Fils de sa Sœur *Marguerite*, le Duc *Antoine de Bourgogne*. Quand la Branche masculine de cette Maison de Bourgogne s'éteignit, le Brabant et toutes les autres Provinces Belgiques furent dévolues par mariages à la Maison d'Autriche. S'il suffisoit d'une généalogie pour donner des droits à gouverner un Peuple, ceux du Landgrave de Hesse seroient incontestables; reste à savoir si dans les conjonctures présentes, où les Provinces Belgiques se sont déclarées indépendantes, le Landgrave peut faire valoir ses prétentions, et si les Brabançons en secouant le joug de la Maison d'Autriche ont prétendu aussi vouloir anéantir des droits qui auroient été regardés comme très-valables il y a quelques années.

Au reste, on assure que le Cabinet de Berlin a fait insinuer à ce Prince, par son Ministre le Général *de Kalkreuth*, qu'il ne seroit point convenable qu'il fît des démarches à ce sujet, et que l'on trouveroit moyen de l'indemniser d'une autre manière. On conclut de cette insinuation que la Cour de Berlin ne désire que l'indépendance des Etats Belgiques.

Digitized by Google

On ne peut se dissimuler que le Prince-Evêque de Liège est abusé par des conseils si non perfides, du moins bien funestes. C'est ce que démontre la conduite qu'il a tenue dans toute la malheureuse affaire dont il paroît aujourd'hui devoir finir par être la victime.

En vain le Roi de Prusse s'est-il efforcé de réconcilier le Pasteur avec ses brebis; il a constamment refusé de souscrire aux accommodemens proposés par un Prince puissant, qui auroit bientôt terminé la contestation à son gré, pour peu qu'il eût voulu quitter le rôle d'arbitre pour en prendre un moins impartial. Au reste, voici l'état des choses depuis le point où nous les avons laissées.

Les trois Corps de l'Etat se sont réunis vers le milieu du mois passé. Les Bourgeois, ayoient prêté quelques jours auparavant, entre les mains du Magistrat, le serment d'être fidèles au Peuple Liégeois, à la Loi, au Magistrat de la Cité, et de maintenir l'heureuse révolution du 18 Août. L'Ordre Noble, aussi mécontent de la réponse du Prince-Evêque au Roi de Prusse que le Tiers l'avoit été, a repris la chose en considération dans son Assemblée du 13 Avril; ce qui a déterminé un recès conforme à celui du Tiers, bientôt suivi de l'accession de l'Etat primaire. Les Troupes d'exécution commandées par M. le Lieutenant-Général Baron *de Schlieff n*, se sont retirées en emportant les témoignages honorables dus à la discipline sévère, à l'ordre exact et à l'honnêteté scrupuleuse observés par elles. Les Troupes Na-

Digitized by Google

tionales ont pris possession de la Citadelle et de la Ville, et tous les autres postes ont été confiés à des compagnies, soit Volontaires, soit Bourgeoises. Neuf Chanoines de la Cathédrale, rassemblés à Aix-la-Chapelle, se sont opposés à ces vues patriotiques, en protestant, dans une Lettre adressée au Sous-Greffier de l'Etat primaire, contre tout ce qui se feroit en leur absence. Le Prince-Evêque, s'opiniâtrant à soumettre les Liégeois par la force, a sollicité de la Chambre Impériale de Wetzlar un Mandement auxiliatoire pour obtenir des Troupes de quatre autres Cercles. L'Etat de Liége, convaincu de la nécessité de se mettre en défense, a, de son côté, levé de nouveaux Corps, et supplié Sa Majesté Prussienne de laisser un bataillon à Stockhem sur la frontière.

Un nouveau Corps de Munstériens s'est joint à ceux qui étoient déjà cantonnés près d'Aix-la-Chapelle, et delà devoient se réunir aux Troupes Palatines que l'Electeur de Cologne a secondées par des Soldats envoyés en exécution dans le pays de Stavelot et dans le Marquisat de Franchimont. A ces mesures, les trois Corps de l'Etat, le Conseil de Ville et le Comité Militaire ont opposé toute l'activité qu'inspire l'amour de la liberté recouvrée et la crainte de la perdre. M. le Bourgue-mestre *de Chestret*, Colonel du Régiment Municipal et le Major M. *de Rossius*, ont formé de nouvelles Troupes Volontaires et Bourgeoises au maniement des armes, que le Prince-Evêque a forcées ses Sujets de prendre par ses refus réitérés de se prêter aux termes d'accommodemens sans cesse offerts par le Roi de Prusse qui a fait marcher à grands frais un Corps de 5000 hommes, tandis que

Digitized by Google

ses Co-Directeurs, l'Evêque de Munster et le Duc *de Juliers* s'en sont fourni que 1200; c'est ce que le Cabinet de Berlin a cru devoir exposer pour sa justification dans un imprimé sous le titre de *Mémoire et Correspondance sur les troubles de Liége*, où il se plaint que les Co-Directeurs ont voulu diriger toute l'exécution, pour laquelle ils faisoient de si foibles efforts.

Le Tiers-Etat ne s'est permis aucune violence contre les adhérens du Prince; il a seulement fait sommer les Chanoines absens et Protestans de rentrer dans le pays sous peine d'être déclarés *forains*, c'est-à-dire, privés des revenus de leur bénéfice. Quant à son Altesse, inutilement pressée depuis 8 mois de rentrer dans ses Etats, un Recès a arrêté ses revenus destinés à soulager en partie la Nation des frais du séjour des Troupes qu'Elle seule a appelées dans la Principauté.

Le 19 d'Avril, la Chambre de Wetzlar, au mépris des déclarations de la Cour de Prusse, a rendu le Mandement auxiliatoire sollicité pour servir la vengeance du Prince-Evêque. Les Munstériens, d'abord établis à Stockhem, sont venus rejoindre les Palatins à Maseyck, où ils se sont retranchés au nombre d'environ 1700 hommes, en se ménageant une retraite par la Meuse. Un Député des Etats et du Magistrat leur a signifié de s'éloigner; sur la réponse ambigue du Général, plus de 25000 Patriotes se sont rangés sous les Drapeaux, et 15000 sont déja en marche pour aller à la rencontre de ces Troupes.

On prétend que le Prince-Evêque a répondu, à une dernière Lettre du Roi de

Digitized by Google

Prusse, écrite par le Baron *de Stein*, qu'il s'en tenoit aux décisions des Directoires réunis de Clèves, Juliers et Munster; on ajoute qu'à la sollicitation d'un Chanoine, il abdique en faveur de l'Archiduc *Maximilien*, Electeur de Cologne et Evêque de Munster, qui s'est pourtant solennellement engagé, par des capitulations expresses sous la garantie du Pape, à se borner aux Evêchés dont il est déja en possession; on dit aussi que le Grand-Prévôt de l'Eglise de Liége a proposé au défaut de l'Archiduc, le second fils du Roi de Hongrie, âgé de 21 ans; mais que sept des Trésonciers, ayant à leur tête M. *de Ghisels*, Grand-Ecolâtre, ont rejeté ces propositions insidieuses, et quitté Aix-la-Chapelle pour retourner à leur Chapitre. Le Conseil privé du Prince-Evêque vient d'être suspendu de ses fonctions par un recès du Tiers-Etat, en date du 24 Avril, et les trois Ordres ont choisi d'un commun accord le Colonel *Donsel* pour Général en Chef de leurs Milices. On s'attend à recevoir sous peu de jours la nouvelle d'une action.

FRANCE.

De Paris, le 27 Avril.

ASSEMBLÉE NATIONALE. 53e. *Semaine.*

DU DIMANCHE 2 MAI.

Suite de la discussion sur l'Ordre Judiciaire.

« Les Juges d'appel seront-ils sédentaires ou ambulans? »

M. *Régnier*, de Lorraine, a parlé le pre-

Digitized by Google

mier en faveur de la stabilité. Il a appuyé toutes ses raisons sur ce principe, que les hommes les plus propres aux fonctions judiciaires sont les Peres de famille, ceux qui se font chérir dans la Société par la douceur de leurs mœurs et par la bonté de leur caractère. Ceux-là ne renonceront point à leurs plus douces habitudes pour courir de District en District, et ne se reposer de la fatigue des voyages que dans les soins plus pénibles encore d'administrer la justice. Les Citoyens n'auront plus la liberté d'honorer de leur choix celui qui leur convient le droit le plus dans cette Administration. Le Juge, dans une distraction continuelle, n'aura plus ni l'application, ni la sagesse, ni les lumieres qu'attend de lui la Société. Le but de l'institution proposée est de rapprocher la justice des justiciables. Mais on peut multiplier les Tribunaux, et par ce moyen détruire les ressources des hommes litigieux. Il est rare qu'un bon Citoyen ait recours aux Procès. Il ne faut pas se dissimuler pourtant qu'une suite de la révolution sera d'en produire beaucoup, et pendant long-temps. Mais comment espérer que des Procès compliqués par l'esprit de chicane qui n'est pas détruit, puissent être jugés si fort à la hâte dans des Audiences périodiques? L'Orateur ne se dissimuloit pas non plus qu'en prenant les Juges dans chacun des Districts des Départemens pour les rendre sédentaires, il ne fussent mus quelquefois par l'amour de leurs Concitoyens, par les préjugés locaux, par la partialité, si l'on vouloit appeler ainsi l'attention d'un Juge à favoriser tous les points d'un même Département; mais il espéroit mieux de l'humanité et de la nouvelle Cons-

titution, mieux du choix des François qui ne tomberoit que sur des hommes éclairés et vertueux, et mieux enfin du sentiment particulier de chaque Juge qui se réduiroit au seul amour de la justice, et qui attacheroit son honneur, son intérêt, celui de sa famille entière à justifier le choix de ses Concitoyens par un exercice constant de vertus publiques et universelles. »

« M. *Thouret*, qui a parlé successivement sur chacune des questions concernant l'organisation de l'Ordre Judiciaire avoit, sur celle des Jurés, présenté un plan intermédiaire entre les deux systèmes opposés. Il proposoit d'établir dans chaque Département 3 Juges sédentaires et 3 Juges ambulans qui iroient tenir leurs assises dans les Chefs-lieux des Départemens voisins, où ils se réuniroient aux Juges sédentaires. Dans la Séance dont nous rendons compte, il restreignit l'application de ce système aux Juges d'appel; mais toujours en le regardant comme le meilleur sous le rapport de l'économie des Finances, de légalité constitutionnelle, et sous celui de la division topographique et politique des Départemens.

« Une Cour supérieure de vingt Juges ayant un territoire de quatre Départemens, présente naturellement l'idée d'une corporation qui sera toujours assez de consistance pour exercer l'esprit de Corps au préjudice des Justiciables; et s'il se faisoit une association entre ces différens Tribunaux, qui pourroit prévoir combien elle pourroit devenir nuisible à la liberté publique ? Il n'est pas difficile d'appercevoir que l'intervention périodique de la Section ambulante déconcerteroit tous les projets, écarteroit toutes les passions, tous les pré-

Digitized by Google

jugés locaux qui pourroient dominer les Juges sédentaires. »

Le plus grand inconvénient des Tribunaux sédentaires seroit l'éloignement ; les frais de 83 Tribunaux seroient excessifs. Par le plan de M. *Thouret*, on obtiendroit les avantages des Tribunaux permanens réunis à ceux des Juges d'Assises. Des Juges studieux prépareroient avec maturité le rapport des affaires qui seroient jugées par trois Juges sédentaires. Ceux-ci jugeroient les questions de moindre importance, ainsi que celles qui ne pourroient souffrir de délai.

Si l'on objecte contre le petit nombre des Juges, la bonté du Jugement ne dépend pas de là, mais de leur probité. Plus il y a d'hommes, plus il y a de chances à l'erreur. C'est le plus petit nombre qui a reçu de la nature les qualités nécessaires pour les fonctions de la Justice. Presque tous peuvent être bons pères de famille.

M. *Prugnon* s'est déclaré contre l'ambulance des Juges ; mais il a paru porter beaucoup trop loin sa gaîté familière, et presqu'à chacune de ses phrases, il a été interrompu. Ce qu'on a pu conclure de son Discours, c'est que l'ambulance dégraderoit la dignité de Juge, que ces Juges postillons seroient toujours placés entre l'Aubergiste et le Bourreau ; qu'au lieu de trouver le travail après le travail, selon l'expression de *Montesquieu ;* ce seroit ici la bourse après la course. Que la vie des Juges deviendroit une douce habitude de ne s'appliquer à rien ; que les grands chemins les retiendroient plus longtemps que les grandes causes, et que le livret des Postes seroit pour eux le livre des Lois ; qu'il n'étoit pas dans l'ordre que l'oracle

Digitized by Google

allât chercher ceux qui doivent le consulter; qu'il étoit impossible d'abréger les Procedures, et par conséquent impossible que les Juges n'aient à faire que d'appliquer la Loi en passant; qu'il y avoit des institutions que l'Assemblée ne pouvoit détruire, et une colonnade dans la Législation qui méritoit d'être respectée comme celle du Louvre, au milieu des morceaux d'architecture de tous les siècles; qu'on n'avoit pas encore une nouvelle fabrique d'hommes; qu'il étoit absurde de travailler pour l'homme de la nature; que tous ceux qui proposoient des Plans ressembloient aux Geometres qui ne voient que des lignes sans étendue, et des points sans superficie; que *Locke*, *Montesquieu*, *d'Aguesseau* et *l'Hôpital*, au Comité de Constitution, s'en retireroient bien vite, quand on leur parleroit de tout réformer; et qu'enfin il falloit dire de tous ces Plans magnifiques, ce que l'Evêque de Verdun répondit au Dauphin, qui lui demandoit ce qu'il y avoit de beau dans le Plan d'un certain edifice. « C'est, lui dit le Prélat, qu'il « ne sera jamais exécuté qu'en idée. »

M. *Tronchet*, revenant à la question, a combattu pour la permanence contre le système même de M. *Thouret*. Il a cherché le but direct de tout Ordre Judiciaire, et a fait consister dans quatre conditions nécessaires la meilleure administration de la Justice, 1°. qu'elle soit d'un abord facile; 2°. qu'elle soit rendue avec le plus de célérité possible; 3°. avec le moins de frais; 4°. qu'elle soit éclairée, au point qu'on puisse dire, selon son expression, que la Justice soit juste.

Placé près du Justiciable, le Juge sera

d'un abord plus facile que dans les voyages. Si on lui attribue en faveur du pauvre de juger definitivement jusqu'à concurrence de certaine somme, la peine de se transporter restera pour le riche qui voudra poursuivre un appel, et il lui sera indifférent d'aller quelques lieues plus loin. D'ailleurs, le Plaideurs n'ont pas besoin d'avoir leurs Juges auprès d'eux. C'est un moyen de séduction qu'il faut eviter. — Quant à l'expédition des affaires, elle perdra beaucoup aux Jugemens d'Assises. Tous les Procès ne commencent pas en même temps pour être achevés dans le moment. Pendant que l'un s'instruit on juge l'autre dans les Tribunaux sédentaires; et dans ceux d'assise il faudroit renvoyer à l'année suivante celui qui auroit besoin d'une instruction de quinze jours seulement. On n'y remediera point par des Jugemens provisoires: et le droit d'une Partie sera exposé par ce delai, durant lequel l'autre Partie peut devenir insolvable. — La Justice n'en sera pas non plus moins dispendieuse; ce n'est point l'etablissement des Assises, mais la reforme des Lois qui doit soustraire le Justiciable à l'avidité des Avocats et des Procureurs. En admettant l'appel, on ne peut éviter une double instruction, qui sera beaucoup plus coûteuse lorsqu'on aura dix mois à attendre pour le retour de l'Assise. — Enfin, la bonne administration de la Justice dépend de l'intégrité et des lumières des Juges. S'ils sont accessibles à la corruption, elle les atteindra par tout. S'ils sont purs, ils n'en seront pas moins exposés à l'influence des Juges sedentaires sur les arrivans, qui n'auront pas le temps de prendre connoissance des affaires. Il se présentera dans

Digitized by Google

dans un Jugement des combinaisons qui les réduiront à trouver leur mémoire en défaut ; et privés de la ressource des Livres, ils seront forcés, avec la meilleure intention, de juger mal, ou de renvoyer le Jugement.

L'Orateur a fini par repousser les craintes de ceux qui ne voient dans la stabilité des Tribunaux que l'attirail de l'ancien colosse parlementaire : il a employé à cet effet les raisons, déja souvent exposées, de la présence perpétuelle de la Législature et de la surveillance de tous les Corps administratifs ; et il a persisté dans son premier avis contre l'ambulance.

Quelques débats ont occupé le reste de la Séance sur la maniere de poser la question. Plusieurs Membres ont demandé l'ajournement, et en effet la discussion a été continuée au lendemain.

Du Lundi 3 Mai.

Cette Séance a commencé par la lecture du Décret général sur le rachat des Droits Féodaux, auquel M. *Tronchet* a proposé d'ajouter trois articles qui ont été décrétés sans discussion, en ces termes :

Le premier doit être le 36e.

« Dans la Coutume du Grand-Perche, si celui qui devoit ci-devant porter la foi pour les puinés ou boursaux, veut racheter les droits casuels dont est tenu le fief boursal, il sera tenu de payer au Propriétaire desdits droits, conformément à l'article précédent, les cinq sixiemes d'un droit de rachat, liquidé sur les évaluations portées par la Coutume ; et au moyen dudit rachat, il pourra exiger de ses puinés ou boursaux la contribution dont ils étoient ci-devant tenus, lors-

Digitized by Google

qu'il arrivera dans la portion de fief une mutation de la nature de celles qui donnoient lieu à cette contribution ; et si les puînés ou boursaux veulent se racheter eux-mêmes, vis-à-vis de leur aîné de cette contribution, il lui sera payé les cinq douziemes d'un droit de rachat, au payement desquels cinq douziemes, chacun des puînés ou boursaux qui voudra se racheter, contribuera pour sa part ou portion. »

« Il en sera de même dans les pays où les mêmes règles et les mêmes usages ci-dessus rappelés, quant à la Coutume du Grand-Perche, ont lieu. »

Le second article doit être le 57e.

« Il sera libre aux Fermiers qui ont ci-devant pris le bail des droits casuels d'un ou plusieurs Fiefs, sans mélange d'autres biens, ou dont les baux ne comprendroient, avec lesdits droits casuels, que des droits supprimés sans indemnité par le Décret du 15 Mars, de remettre leurs baux, sans pouvoir prétendre, à l'égard desdits droits casuels, d'autre indemnité que la restitution des pots-de-vin et fermages payés d'avance, au prorata de la jouissance. »

« A l'égard des Fermiers qui ont pris le bail des droits casuels avec d'autres biens, ils percevront tous les droits casuels qui écherront pendant le cours de leur bail, sur les fonds qui n'auront point été rachetés, ou sur lesquels ils seroient dus, nonobstant le rachat ; et s'il survient sur des fonds rachetés des mutations qui eussent donné lieu à un droit casuel, le Propriétaire du Fief auquel le droit auroit appartenu, en tiendra compte au Fermier, à la déduction néanmoins d'un quart sur le montant dudit droit. »

Digitized by Google

« A l'égard des redevances fixes et annuelles qui seroient rachetées pendant le cours du bail, le Propriétaire desdits droits en tiendra compte annuellement au Fermier, par diminution sur le fermage. »

L'article suivant doit être placé le 53e.

« Les offres tendant au rachat des droits seigneuriaux fixes ou casuels, seront faites au chef-lieu du Fief dont dépendront les droits rachetables; pourront néanmoins les Parties liquider les rachats et en opérer le payement en tel lieu qu'elles jugeront à propos. Dans le dernier cas, les payemens qui seront faits en conséquence d'un certificat délivré par le Greffier des hypothèques ou par celui du Siége Royal, qu'il n'existoit point d'opposition, seront valables, nonobstant les oppositions qui seroient survenues depuis, pourvu que la quittance ait été contrôlée dans le mois de la date de ce certificat. »

Sur une Motion de M. *le Chapelier*, on a encore porté le Décret suivant :

« L'Assemblée Nationale décrète que les Officiers Municipaux n'ont, pour l'exercice de la Police, d'autre serment à prêter que celui qu'ils ont fait lors de leur installation, d'être fidèles à la Nation, à la Loi et au Roi, et de remplir exactement les fonctions Civiles et Municipales qui leur sont confiées. »

Sur une autre proposition de M. *Duquesnoi*, il a été aussi décrété que l'Adresse aux Français sur les Assignats sera incessamment envoyée dans les Provinces, et le Roi supplié d'en ordonner la publication.

Digitized by Google

Fin de la discussion sur la résidence des Juges d'appel.

M. *Goupil de Préfeln* a entrepris de réfuter M. *Tronchet* seulement, et a dit ne vouloir point répondre aux lieux communs, calembourgs, historiettes ou facéties insignifiantes dont on avoit égayé la discussion de cette matière. Il s'est élevé avec energie contre l'esprit de Corps inhérent à tous les Tribunaux sédentaires, et il a fait disparoître la plupart des inconvéniens attribués au déplacement des Juges. Si M. *Thouret*, dont il préferoit le système, a-t-il dit, n'etendoit qu'à deux Départemens la Jurisdiction des Juges d'Assises, ils pourroient demeurer soixante jours dans chacun, et y tenir deux Assises par an. Il suffiroit de 252 Juges pour tout le Royaume. Ainsi, la Justice seroit plus rapprochée, plus expéditive et moins dispendieuse, trois des qualités demandées pour en perfectionner l'administration. Quant à la quatrième, qui est celle des lumières, il s'est appuyé sur ce qui avoit été dit précédemment, savoir; que ce n'est pas dans les Tribunaux nombreux que les décisions sont plus réfléchies; et ensuite sur l'exemple des *Missi Dominici* de *Charlemagne*, auxquels on n'a jamais fait le reproche d'être moins instruits que les autres Juges; et l'exemple encore des Prélats soumis par les Conciles à faire la visite de leurs Dioceses, alors très-étendus: les plus fideles à ce devoir n'ont point été les moins vénérés, ni les moins instruits. C'etoit pour les uns et pour les autres un aiguillon puissant qui les portoit à s'enrichir de toutes les connoissances et de toutes les vertus propres à s'at-

Digitized by Google

tirer dans une profession noble et sacrée, la confiance et le respect le plus profond des Peuples. Les livres doivent être tous dans la tête du Juge, et non dans sa bibliothèque.

M. *Milcent* a présenté plusieurs objections nouvelles contre le Plan de M. *Thouret*. « Considérons, a-t-il dit, les Juges ambulans amalgamés avec les Juges sédentaires. Le Juge ambulant ne se reposera-t-il pas aveuglément sur le Juge sédentaire qui aura eu toutes les Pièces de l'instruction sous les yeux, qui aura entendu, examiné les demandes et les moyens des Parties? Les trois Juges ambulans ne seront précisément que pour la forme réunis aux trois autres. On craint l'abus de la puissance, et l'on adopte des Juges au nombre de trois, qui jugeront en dernier ressort, et prononceront sur les Sentences interlocutoires. Ils auront donc l'attribution des trois quarts des Jugemens. Est-il prudent de donner à trois hommes une influence aussi redoutable? Il n'y aura de Justice et de Jugemens qu'à certains intervalles; supposons toutes les affaires instruites et soumises aux Juges d'Assises; tous les hommes ne voient pas de même : l'un regarde comme décisif un moyen qui paroît à l'autre fort indifférent : il faudra donc une nouvelle instruction, une nouvelle communication; il faudra écrire aux Parties à l'extrémité des Départemens; le temps de la Session arrivera et l'affaire sera renvoyée à l'année suivante. » M. *Milcent* a fini par adopter les réflexions de M. *Tronchet*, et n'a pas cru que des Juges d'Assises nous convinssent, ni sous le point de vue de la liberté politique, ni sous celui d'une meil-

Digitized by Google

leure administration de la Justice. Sa dernière observation a été que la majorité des Départemens ne les demandoit pas, et que l'Assemblée seroit responsable du peu de succès de leur établissement.

La discussion a été fermée et l'Assemblée a décrété,

« Que les Juges d'appel seront sédentaires. »

On a passé à la question suivante : « Les Juges seront-ils établis à vie ou pour un temps déterminé? »

M. *Brocheton*, en soutenant le premier avis, en a ouvert un autre, qui seroit d'établir en même temps que l'inamovibilité, un scrutin d'épreuve qui les soumettroit tous les six ans à la destitution par la majorité qui n'en seroit pas contente. Mais sans l'inamovibilité, les gens honnêtes et aisés ne voudront jamais d'une profession qui les rendra les jouets de l'intrigue.

M. *Dandré* s'est déclaré pour l'autre partie de la question : « L'expérience, a-t-il dit, ne nous a que trop fait voir que des hommes nommés à vie à un office quelconque, finissent par le regarder comme une propriété dont ils ne cessent d'étendre les prérogatives. La seule objection qui puisse paroître raisonnable seroit qu'on ne trouvera pas de bons Juges. Mais celui, au contraire, qui sera toujours Juge, s'applique à jouir de son état, beaucoup plutôt qu'à le mériter. Il se fait une routine et se dispense de l'étude. Honoré du choix du Peuple, il ne se croira plus fait pour apprendre, mais pour juger. Je ne crois pas avoir besoin d'autre preuve que celle de l'expérience. Le Juge à temps, piqué d'émulation, cherchera l'estime,

Digitized by Google

la gloire, et travaillera son ame, son cœur et son esprit. Il mettra dans l'harmonie la plus approchante de notre foiblesse humaine, sa science, son caractère et sa vertu. Tous les Gens de Loi surveilleront les Juges, qui les surveilleront à leur tour. Je conclus que le moyen de les avoir bons, est de les mettre en fonction pour cinq ans, et qu'ils puissent cependant être réélus. »

M. *Buzot* a beaucoup appuyé l'opinion du Préopinant, et il a exposé de nouveaux motifs en faveur de l'amovibilité. Ceux de l'incapacité, qui vient ou de l'âge, ou de la négligence, ou de la foiblesse naturelle; de l'intrigue, qui peut porter au Tribunal un homme qui ne conviendroit pas au Peuple; de la corruption, qui ne manque presque jamais d'atteindre celui à qui l'opinion publique devient moins précieuse quand il est affermi dans un état qui lui assure toujours la considération extérieure. Il a beaucoup insisté sur le danger d'avoir des Juges, dont l'inamovibilité seroit un Traité entre eux et le Monarque, et leur attacheroit une infinité de créatures. Ils auroient dans les Elections une influence directe ou indirecte, mais toujours trop à craindre; et s'ils se coalisoient avec le Pouvoir ministériel, ils s'empareroient des Législatures, et feroient avorter tous les Projets de réforme dans l'Ordre Judiciaire.

M. *Fauchon*, en adoptant aussi les élections périodiques et la faculté de réélire, a proposé quelques modifications: « Que tous les six ans il y ait une Assemblée pour confirmer ou pour révoquer les Magistrats; que nulle révocation ne puisse se faire qu'à la majorité des quatre cinquièmes des Elec-

Digitized by Google

teurs ; et que, comme il est un terme où la vertu doit cesser d'être éprouvée, les Juges ne soient plus soumis au scrutin après avoir triomphé dans trois épreuves. »

M. *Rœderer* appuya les mêmes opinions, développa les mêmes principes que les Préopinans, et la discussion fut fermée. L'Assemblée a décrété

« que les Juges seroient établis pour un temps déterminé. »

On mit à la discussion la question suivante : « Les Juges peuvent-ils être réélus? »

Il a été curieux de voir les mêmes Membres qui venoient de s'opposer à l'amovibilité s'animer avec la même chaleur contre les réélections.

M. *Garat* l'aîné voyoit un grand moyen de corruptibilité pour le Juge qui favoriseroit tous ceux qui lui paroîtroient les plus capables de lui obtenir les suffrages pour l'élection suivante ; il proposoit de décréter, comme pour les places Administratives qu'il faudroit l'intervalle d'un certain nombre d'années avant la réélection.

M. *Barnave* : « Vous n'avez qu'un moyen de défendre les Juges de l'influence des gens puissans, c'est d'armer l'opinion publique contre elle, et de lui donner de la prépondérance. L'estime publique, qui malgré les ressentimens particuliers venge l'homme juste, le récompensera toujours et le réélira en dépit de ces ressentimens. On peut dire qu'il n'y a d'élection vraiment éclairée que la seconde ; elle est fondée sur l'expérience et la connoissance du Sujet. Je crois même que vous devez leur donner l'espoir d'un avancement sans lequel vous ne trouveriez pas même de Juges

Digitized by Google

pour la première élection. Je conclus qu'ils puissent être réélus sans intervalle. »

Après quelques débats sur la manière de poser la question, l'Assemblée a décrété conformément à la conclusion de M. *Barnave*.

Du MARDI 4 MAI.

« L'Assemblée Nationale, sur le rapport de son Comité des Finances, déclare que les Notaires et Huissiers aux Greniers à sel, ne sont point compris dans les dispositions de l'article 2 du Décret du 24 Avril dernier; en conséquence, elle décrète que ces Officiers continueront, comme par le passé, les fonctions qu'ils exerçoient en concurrence avec les autres Notaires et Huissiers, et ce jusqu'à ce qu'il y ait été autrement pourvu. »

Suite de la discussion sur l'Ordre Judiciaire.

Il s'agissoit de savoir quel seroit la durée des fonctions des Juges désormais électifs. M. *Milcent* a parlé sur la nécessité de séparer les époques d'élection par un intervalle suffisant et propre à mettre à profit l'expérience des Juges. Si la durée des fonctions étoit fixée à trois ans, la fréquence des élections ouvriroit un champ trop vaste à la cabale et à l'intrigue. On sait tout ce qu'elles se permettent contre ceux qui exercent des fonctions publiques. Le Juge ne prononce pas une Sentence qu'il ne se fasse un ou plusieurs ennemis. Les Parties offensées ne manqueront pas de décrier leur Juge dans l'opinion. Est il convenable que le Juge descende à chaque instant de son Tribunal pour se livrer à ce genre d'escrime? Il faut, pour l'intérêt public, encourager le Juge; sans quoi, moins attaché à son état, il rendra moins de services. Vous lui ôtez son impartialité, son

Digitized by Google

énergie, si vous ne le soutenez par l'assurance d'un certain temps de jouissance dans son état. La vétérance d'un Magistrat s'obtient après vingt ans d'exercice; en prenant la moitié de ce temps il suffira d'avoir été une fois réelu pour avoir fourni une carrière complète. Si vous prenez une époque plus courte, vous n'aurez que des Juges intrigans, plus jaloux d'obtenir la confiance publique que de la mériter. Au contraire, un mauvais Juge ne pourra pas tromper durant 10 ans l'opinion publique.

M. *Muguet de Nanthou* a dit que ce seroit renouveler le système des Juges à vie contre le Décret qui les rendoit temporaires. Il a témoigné plus de confiance dans le choix du Peuple qui étoit aussi consacré par les Décrets de l'Assemblée. S'il étoit possible que la première élection fût vicieuse, c'étoit une raison de rapprocher la seconde, et de rendre au Peuple la faculté de corriger son choix; ce même Peuple n'est pas non plus assez aveugle sur son intérêt pour annuller une bonne élection. Il falloit choisir entre les termes de quatre et six ans pour les réélections, parce qu'il ne s'agissoit que d'établir une precaution contre l'erreur des premières; et quand il arriveroit qu'un bon Juge devînt la victime des intrigues, ce malheur n'entreroit point en compensation avec celui de gémir pendant 10 ans sous le despotisme ou l'ignorance d'un mauvais.

M. *de Clermont-Tonnerre* ajouta à ces diverses considérations, la nécessité de proportionner la durée des fonctions du Juge et à leur importance et à l'étendue des études qu'elles exigent. « Les hommes dignes de juger, forment une classe très-resserrée dans

Digitized by Google

l'ordre social. Ils ne peuvent se présenter au choix de leurs Concitoyens, qu'après de longues études, et ceux-ci ne peuvent les dédommager et les encourager, qu'en leur offrant une durée de fonctions d'une certaine étendue. Je propose le terme de huit ans. »

M. *Dandré*. « Il est un grand nombre de Jurisconsultes qui m'ont dit qu'ils accepteroient les fonctions de Juges pour un temps très-court; qu'ils ne les accepteroient point pour un temps très-long. S'il étoit vrai que le Ministère de la Justice fût une profession; ce que je suis loin de désirer, il faudroit donc que les Juges fussent inamovibles; vous avez décidé hier le contraire. »

« Je vous demande quel est le Jurisconsulte qui quittera son état pour dix ans? Ne perdra-t-il pas toutes les connoissance qui soutiennent son Cabinet? Si, au contraire, il ne reste Juge que pendant quelques années, et s'il exerce avec sagesse et intégrité ses fonctions, il pourra r'ouvrir son Cabinet, et en aura amélioré le produit. Je conclus à ce que vous ne fixiez qu'un intervalle de quatre années. »

MM. *Garat* l'aîné, *Voidel* et *Chabroud*, parlèrent successivement sur ces questions, sans cependant les enrichir de moyens nouveaux.

MM. *Buzot* et *Fréteau* proposèrent de ne fixer, comme article constitutionnel, que l'*Ultimatum* des époques proposées, en laissant aux Législatures suivantes de choisir depuis quatre jusqu'à dix années; ils craignoient d'exposer la Nation à manquer de Juges, par la démission de ceux des anciens Tribunaux qui refuseroient d'embrasser, à

Digitized by Google

la fin de leur carrière, un état aussi précaire.

M. *Fréteau*, en sa qualité de Juge d'appel, dont il a, pendant vingt ans, exercé les fonctions, a rendu un hommage public à l'intégrité des Juges des anciens Tribunaux de première instance, dont il n'a jamais infirmé les Sentences que parce que la première instruction avoit été insuffisante; trois fois seulement il s'est vu dans le cas de réduire les épices que les Juges avoient exigées de leurs Parties; il en concluoit qu'à plus forte raison, sous le nouveau régime, des Juges amovibles tous les dix ans devoient obtenir la confiance publique.

Ce fut enfin lorsque l'on voulut aller aux voix sur les quatre questions de 4, 6, 8 et 10 années, que s'élevèrent toutes les difficultés qui devoient naturellement résulter d'une délibération complexe et du combat confus de tant d'avis.

Le terme de quatre années fut rejeté à une très grande Majorité. La priorité étoit ensuite proposée pour celui de six ans. Plusieurs délibérations par assis et levés furent sans résultat. On prit le parti, après une demi-heure de débats, de reporter la délibération sur la proposition du terme de dix années, qui fut rejetée par la question préalable. Il ne restoit plus que d'opter entre six et huit.

Quoique beaucoup de personnes appercussent une assez notable Majorité pour le premier avis, le Président ne la crut point assez certaine pour prononcer le Décret. Il fallut enfin recourir à l'appel nominal, qu'on éludoit depuis plus d'une heure. Beaucoup de Membres de la partie droite de la Salle

Digitized by Google

s'étant absentés, et d'autres peut-être ayant changé d'avis, 517 voix contre 274 prononcèrent que les Juges seroient élus pour la durée de six années.

Du Mardi 4. Séance du soir.

Cette Séance a été presqu'entièrement occupée par le débat qui a suivi le rapport de l'affaire de Toulouse, où le Peuple a été mis en mouvement par des prédications, des processions, des pélerinages, des prieres publiques, et par un imprimé contenant des remontrances au Roi et à l'Assemblée Nationale; mais dans lequel on provoquoit des assemblées dans les Chapitres, Communautés, Chambres de commerce et corporations, à l'effet de faire déclarer la Religion Catholique celle de l'Empire François, et d'obtenir la conservation des Monastères. Le 18 Avril cette convocation avoit été faite au Prone des Eglises Paroissiales, sous l'autorité d'un des Vicaires-généraux du Diocèse. Les assemblées ont eu lieu les 18, 19 et 20 Avril, aux Augustins et à la Salle de l'Académie des Sciences. Le Procès-verbal de la Municipalité constate qu'elles ont été très-orageuses, qu'on cria aux armes dans les rues, et qu'un Procureur sortit d'une maison pour poursuivre les Citoyens. L'ordre avoit été rétabli par une proclamation de la Municipalité, portant défenses de tenir de pareilles Assemblées, ni de prêter d'emplacement pour leur tenue. M. *Huot de Goncourt*, Rapporteur de ces faits, sollicitoit un décret confirmatif des défenses faites par la Municipalité de Toulouse, et dans lequel l'Assemblée approuveroit la conduite de cette Municipalité, en même temps qu'elle confieroit au Comité des Recherches tout ce

Digitized by Google

qui concerne les manœuvres et voies de fait qui ont accompagné, précédé ou suivi lesdits événemens. — Après l'exposé de plusieurs opinions diverses, dans lesquelles on a distingué celle de M. *de Roussillon*, qui a justifié la Municipalité, ce Décret a été porté, tant en faveur de la Municipalité, que des Légions Nationales qui l'ont aidée à ramener le calme dans leur Ville.

Du Mercredi 5 Mai.

Suite de la discussion sur l'Ordre Judiciaire.

« Les Juges seront-ils élus par le Peuple? Seront-ils institués par le Roi? »

La premiere de ces questions a été décrétée à l'unanimité, et sans discussion. Il n'en a pas été de même de la seconde.

M. *Mougins de Roquefort* a rapporté l'avis du Comité, qui pense que les Juges de Police doivent être institués par le Peuple, et que les autres ne peuvent être institués que par le Roi sur la présentation qui lui sera faite de trois Candidats. Il s'est ensuite déclaré contre ce principe, et il a fait apercevoir plusieurs des inconvéniens qui en résulteroient. Le principal est celui qui naîtroit de l'influence du Ministère sur le choix du Monarque, dont les Candidats ne seroient jamais connus. Cette influence fatale écarteroit le plus digne, parce que c'est toujours le moins intrigant, et que les Ministres eux-mêmes n'ayant pas le temps d'examiner, sont, de bonne ou mauvaise foi, presque indispensablement déterminés par le jeu des cabales et de l'intrigue.

M. le Comte *de Clermont-Tonnerre*, en se plaçant au point précis de la question et sur les bases de l'Assemblée, a frappé, non pas sur le principe, mais sur les conséquences

Digitized by Google

du Préopinant. « Qu'est-ce qu'un Juge dans le nouvel ordre de choses? Un homme dont les fonctions complexes lui permettent de dire : il y a un fait : voilà la Loi sur ce fait; je décide et je fais exécuter. Le droit de connoître du fait émane du Peuple, celui d'exécuter émane du Pouvoir exécutif : il doit donc être élu par le Peuple, et institué par le Roi. »

M. *de Lépaux* est rentré dans l'opinion de M. *Mougins*, et il a rejeté le concours du Pouvoir exécutif, comme une cause de corruption. Le Peuple devoit conserver tous les Pouvoirs qu'il pouvoit exercer. C'est pour cela qu'on lui avoit donné l'élection et l'institution des Administrateurs. Il ne lui importoit pas moins que son honneur, sa vie, sa fortune ne fussent pas compromis; que la chose publique fût bien administrée. Si l'on objectoit l'unité d'exécution, cette unité consistoit pour le Monarque à rassembler tous les Pouvoirs par le jeu des ressorts mis en sa main. Pourquoi les anciens Corps Municipaux étoient-ils si dévoués aux Ministres? C'est parce que le Pouvoir exécutif influoit dans leur institution.

M. . . . . est revenu de même à l'appui de M. *de Clermont-Tonnerre*, en se bornant à observer qu'on avoit décrété que la Justice se rendroit au nom du Roi; qu'il suivoit directement qu'on avoit regardé la Justice comme une dette du Roi, et que l'argument tiré des Administrations étoit invalidé par le fait qu'il n'avoit pas été décrété que l'administration se feroit au nom du Roi.

Mais M. *Barnave* a dit que nous ne voulions plus de régime feodal, de Monarchie absolue, et que l'institution des Juges par

Digitized by Google

qui concerne les manœuvres et voies de fait qui ont accompagné, précédé ou suivi lesdits événemens. — Après l'exposé de plusieurs opinions diverses, dans lesquelles on a distingué celle de M. *de Roussillon*, qui a justifié la Municipalité, ce Décret a été porté, tant en faveur de la Municipalité, que des Légions Nationales qui l'ont aidée à ramener le calme dans leur Ville.

Du Mercredi 5 Mai.

Suite de la discussion sur l'Ordre Judiciaire.

« Les Juges seront-ils élus par le Peuple? Seront-ils institués par le Roi? »

La premiere de ces questions a été décrétée à l'unanimité, et sans discussion. Il n'en a pas été de même de la seconde.

M. *Mougins de Roquefort* a rapporté l'avis du Comité, qui pense que les Juges de Police doivent être institués par le Peuple, et que les autres ne peuvent être institués que par le Roi sur la présentation qui lui sera faite de trois Candidats. Il s'est ensuite déclaré contre ce principe, et il a fait apercevoir plusieurs des inconvéniens qui en résulteroient. Le principal est celui qui naîtroit de l'influence du Ministère sur le choix du Monarque, dont les Candidats ne seroient jamais connus. Cette influence fatale écarteroit le plus digne, parce que c'est toujours le moins intrigant, et que les Ministres eux-mêmes n'ayant pas le temps d'examiner, sont, de bonne ou mauvaise foi, presque indispensablement déterminés par le jeu des cabales et de l'intrigue.

M. le Comte *de Clermont-Tonnerre*, en se plaçant au point précis de la question et sur les bases de l'Assemblée, a frappé, non pas sur le principe, mais sur les conséquences

Digitized by Google

du Préopinant. « Qu'est-ce qu'un Juge dans le nouvel ordre de choses? Un homme dont les fonctions complexes lui permettent de dire : il y a un fait : voilà la Loi sur ce fait; je décide et je fais exécuter. Le droit de connoître du fait émane du Peuple, celui d'exécuter émane du Pouvoir exécutif : il doit donc être élu par le Peuple, et institué par le Roi. »

M. *de Lépaux* est rentré dans l'opinion de M. *Mougins*, et il a rejeté le concours du Pouvoir exécutif, comme une cause de corruption. Le Peuple devoit conserver tous les Pouvoirs qu'il pouvoit exercer. C'est pour cela qu'on lui avoit donné l'élection et l'institution des Administrateurs. Il ne lui importoit pas moins que son honneur, sa vie, sa fortune ne fussent pas compromis; que la chose publique fût bien administrée. Si l'on objectoit l'unité d'exécution, cette unité consistoit pour le Monarque à rassembler tous les Pouvoirs par le jeu des ressorts mis en sa main. Pourquoi les anciens Corps Municipaux étoient-ils si dévoués aux Ministres? C'est parce que le Pouvoir exécutif influoit dans leur institution.

M. . . . . est revenu de même à l'appui de M. *de Clermont-Tonnerre*, en se bornant à observer qu'on avoit décrété que la Justice se rendroit au nom du Roi; qu'il suivoit directement qu'on avoit regardé la Justice comme une dette du Roi, et que l'argument tiré des Administrations étoit invalidé par le fait qu'il n'avoit pas été décrété que l'administration se feroit au nom du Roi.

Mais M. *Barnave* a dit que nous ne voulions plus de régime feodal, de Monarchie absolue, et que l'institution des Juges par

Digitized by Google

Juges du Pouvoir exécutif n'est pas fondée en principes, et qu'elle seroit, comme on l'avoit dit, contraire aux mœurs et à la liberté. Il a fini par proposer cette autre question : Le Roi aura-t-il le droit d'ôter les pouvoirs du Juge à qui le Peuple les aura confiés? »

M. *de Cazalès* est revenu sur une autre erreur, posée en principe par M. *Barnave*, savoir, qu'en Angleterre le Pouvoir judiciaire dérivoit de la puissance féodale, tandis que dans ce Royaume il ne dérive réellement que du Pouvoir exécutif, et que le Roi y doit nommer les Juges comme les Officiers militaires. C'est au contraire le régime féodal qui avoit usurpé ce droit sur les Rois eux-mêmes. Dans tout gouvernement il n'y a que deux Pouvoirs, celui qui fait la loi, et celui qui la fait exécuter. Le Corps législatif est nul sans la force exécutive. L'opinion publique à soutenu les Décrets de l'Assemblée; mais elle est inconstante. Le philosophe le moins suspect à l'Assemblée a dit : « Les Rois sont les Juges-nés des Peuples : quand ils ne veulent pas exercer la justice, ils la confient » (Rousseau). Cette maxime est le résultat de l'histoire de tous les Peuples. Tous ont respecté dans le chef suprême qu'ils s'étoient choisis, le droit de se choisir lui-même ses Agens. Il auroit été plus digne du caractère François d'avouer franchement qu'il veut une démocratie que de nous y conduire par tant de circonflexions, et de ne point porter des Décrets qui se détruisent les uns les autres. Quel sera le bien qui unira les 80 Sections du Royaume? Point de chef, point de force. Il ne reste que multitude et confusion. il ne peut suivre qu'un

Digitized by Google

nouveau morcélement de l'Empire, une nouvelle féodalité. Vous ne suffirez point contre tous les maux; parce que, comme je l'ai dit, c'est l'opinion qui a fait jusqu'à ce jour votre seule force, et que vous ne pourrez pas toujours consacrer les erreurs de l'opinion. Mais puisque le pouvoir judiciaire est remis au Peuple par votre Décret, il ne reste qu'un moyen, c'est de présenter trois sujets au Roi; et l'intrigue, encore plus active autour du Peuple, qu'autour des Rois, verra ses efforts trompés ou du moins suspendus.

M. *Goupil de Préfeln* a dit que le Roi ne pouvoit avoir d'influence sur le Pouvoir Judiciaire, car ce seroit l'exercer indirectement. Il a proposé une méthode propre à concilier les droits du Peuple et la liberté, et conclu quant à présent que les Juges fussent institués par le Roi, après avoir remis, entre les mains de son Garde-des-Sceaux, les preuves de leur capacité et de leur intégrité.

M. *Chabroud* a observé qu'il seroit très-dangereux de mettre les Juges sous la main du Roi. Que hors les droits du Peuple il ne restoit plus que des fonctions et point de prérogatives. Que le Pouvoir législatif a toujours été contrarié par le Pouvoir exécutif; que le premier étoit indivisible, mais que l'autre seroit toujours dangereux s'il n'étoit divisé; que dans l'exemple des Romains il n'étoit pas vrai qu'ils eussent mis dans les mains d'un seul toute la force exécutrice en masse; que les Chefs Militaires ont toujours été les Maîtres des Nations; que la liberté ne se rétablit que par une surveillance continuelle; qu'une institution royale est moralement et politiquement un fléau. Que les mœurs sont compromises et les vices pro-

Digitized by Google

tégés par cette espece d'autorité, et que dans la pétition qui causoit le debat, les plus ardens amis de la révolution seroient exposés à des Mémoires et à des calomnies de la part de la Cour, si l'on accordoit au Monarque l'investiture des Juges. — Il a fait un portrait de la liberté si véritable, qu'il en falloit conclure contre son opinion même. C'étoit une chose si delicate, si fragile; le moindre souffle pouvoit la ternir si aisément qu'au prix des soins qu'elle couteroit, il seroit plus avantageux de ne pas en jouir. C'etoit en un mot la pudeur si difficile à garder qu'on prenoit le parti de s'en passer.

M. l'Abbe *Maury* a rendu justice à la franchise du Préopinant, qui faisoit au moins l'aveu très-textuel du desir qu'on avoit d'établir la démocratie en France. C'étoit la suite des Decrets et des raisonnemens de M. *de Chabroud*. Par les Décrets, le Pouvoir exécutif suprême résidoit dans les mains du Roi. Ce Pouvoir existoit dans les Monarchies comme dans les Républiques. Dans les Republiques il est divisé; il est un dans les Monarchies, et renferme dans la même main.

M. *de Mirabeau* l'aîné a demandé la parole. M. l'Abbé *Maury* a continué: « J'ai lu dans la Constitution que le Pouvoir exécutif suprême réside dans les mains du Roi. Je demande si dans le moment où l'on rejeta le mot de *démocratie royale* » l'opinant, pour excuser cette expression, ne disoit pas qu'il avoit voulu montrer le ridicule de tous ces systémes?

M. le Baron *de Wimpffen* a demandé la parole pour répondre à M. l'Abbé *Maury*, qui a suivi son Discours, demandant s'il n'etoit pas bien étrange que les mêmes Lé-

Digitized by Google

gislateurs qui avoient associé le Roi à la Législation l'éloignassent des Tribunaux, et privassent la Nation Françoise de ce lien de la justice et de l'obéissance, sans lequel on ne peut attendre que troubles sur troubles et discorde éternelle. S'il falloit combattre les ennemis de l'autorité royale par l'histoire, c'est-à-dire, avec leurs propres armes, rien ne lui seroit plus facile, et il trouveroit partout entre les mains des Rois l'Administration de cette justice que la féodalité leur avoit ravie? Qui ne savoit pas en France qu'il fut un temps où il n'y avoit que quatre Bailliages (Vermandois, Sens, Mâcon et Saint-Pierre le Moustier). Qui ne savoit que les feudataires s'étoient emparés du Pouvoir Judiciaire comme du plus grand moyen de dominer les Peuples (murmures à droite, applaudissemens à gauche). C'est pour le bonheur du Peuple, c'est pour rétablir l'ordre naturel que je persiste à demander que le Roi puisse influer sur l'Ordre Judiciaire. On nous cite l'Angleterre, dix fois conquise, obéissant éternellement à des Etrangers, fière seulement de ce que ces Etrangers n'ont pas usurpé le droit de juger, et de ce qu'ils l'ont reçu d'elle. Désirons de même que les Rois soient nos seuls Juges inaccessibles aux petites passions. Il y a impossibilité, je le sais; mais que les Tribunaux soient remplis de leurs substituts, parce que l'ordre le veut ainsi, parce que les Justiciables ne doivent pas être les maîtres de leurs Juges. Peut-on sans effroi considérer les conséquences d'une Loi qui rendroit le Juge dépendant de son Justiciable? Dans l'état de liberté, les terreurs qui font voir du danger par-tout, sont ce qu'il y a de plus dangereux à la liberté.

Digitized by Google

Je vois votre Constitution comme un édifice dont vous taillez, disposez, placez toutes les pierres; sans le ciment du Pouvoir exécutif, elles tomberont, et les Ouvriers eux-mêmes et l'édifice seront détruits.

« C'est au nom du Roi que la justice sera rendue, et non pas au nom de la Nation, puisqu'elle ne peut exercer des pouvoirs qu'elle a délégués. Vous n'avez point de Roi s'il est sans influence, mais un pensionnaire oisif et inutile. Le Roi n'élira point; il n'aura qu'à prononcer sur vos élections et vous avez peur pour la liberté! Soyez plus francs: dites que vous ne voulez plus de Roi. Quel intérêt aura le gouvernement de séduire un Juge qui n'est pour rien ni dans l'établissement de l'impôt, ni dans l'administration publique? s'il y a séduction, ce sera celle des Plaideurs qui acheteront la justice; ce sera celle des Juges qui acheteront le droit de la vendre. Voilà la séduction dont l'Angleterre gémit, et dont la France n'est pas encore victime, ce qui le lui fait désirer. Je conclus que l'ordre judiciaire est de votre ressort, mais que l'institution des Juges appartient au Roi, qui doit préserver le Peuple de ses propres erreurs, ainsi que de la séduction des flatteurs et des astuces des intrigans. »

M. *de Mirabeau* l'aîné, paroissant à la Tribune, a déclaré qu'il alloit attaquer la théorie du Propinant, et justifier l'Assemblée de la tendance qu'il lui reprochoit au Gouvernement républicain. Voici son premier argument: « Selon M. l'Abbé *Maury*, dès que le Pouvoir exécutif est divisé, il y a république, et selon M. l'Abbé *Maury* nous réunissons tous les Pouvoirs dans notre Cons-

Digitized by Google

titution. Nous ne faisons donc pas une République. (Grands murmures.) J'ai peur que ceux qui rient, ne comprennent pas que je livre au propre jugement de M. l'Abbé *Maury* l'incohérence de ces deux difficultés. (Vous êtes un bavard, et voilà tout ; c'est ce qu'on lui crie de la partie droite : il demande qu'on réprime l'insolence de ceux qui l'appellent bavard : on lui fait quelques gestes, auxquels il répond qu'un défi public n'est pas assez noble pour qu'on y réponde, et il recommence à prier M. le Président de lui obtenir du silence.) Enfin, après le rétablissement de l'ordre, il a repris la parole pour accuser l'Abbé *Maury* d'avoir substitué le Pouvoir exécutif au Pouvoir législatif. L'influence du Roi, sur le Pouvoir judiciaire, est l'attribut, a-t-il dit, du despotisme le plus certain. Les Citoyens ont des différens entre eux, ils se nomment des Juges : le Pouvoir exécutif n'est pour rien là-dedans et ne peut être rien. C'est où finissent les fonctions judiciaires que le Pouvoir exécutif commence: il n'est donc pas vrai qu'il doive nommer ceux qui prononcent la décision. Il n'y a que rêverie, a-t-il dit encore, à vouloir chercher les caractères des divers gouvernemens. Ils se ressemblent tous à la distribution près des pouvoirs : le but est le même dans tous ceux qui sont bons il n'y en a que deux mauvais, l'anarchie et le despotisme; mais au fond ce n'est que l'absence du gouvernement dans l'un et l'autre. C'est une chimere que la distinction de M. l'Abbé *Maury* sur la nature et la différence des Pouvoirs. Voilà ce que j'avois à relever en montant à cette Tribune.

Après ce discours, on a fermé la discus-

Digitized by Google

sion. M. *de Cazalès* a demandé que le Comite de Constitution fût entendu sur la matiere. M. *Alexandre de Lameth* a dit qu'il ne devoit point avoir d'influence déterminante ; et qu'il suffisoit d'avoir entendu son rapport et son avis : M. *Charles de Lameth* a ajouté que ce seroit donner au Comité une sorte de dictature ; qu'il étoit circonscrit dans la préparation des matieres, et qu'il ne pouvoit resumer les délibérations. M. *Démeunier* a expliqué l'institution des Juges par le Roi en la restreignant aux Officiers du ministere public. M. *de Mirabeau* l'aîné a expliqué à son tour les mots *d'investiture* et *d'institution*. Ce dernier mot ne désigne que la Patente par laquelle le Roi reconnoîtra que tel a été élu juge par des gens capables de l'elire, et c'est à quoi doit se borner le droit du Monarque. Enfin apres beaucoup de débats insignifians la question a été ajournée.

Du Jeudi 6 Mai.

Le retour de la discussion sur l'ordre Judiciaire a été si prompt, qu'on s'attendoit à un Decret pour resultat de cette Seance. La question de savoir si le Roi pourroit instituer les Juges apres qu'ils auroient été nommés par le Peuple, paroissoit facile à decider ; cependant toute la Seance a été remplie par un débat tantôt vif et tantôt pire, sur la maniere de poser cette question déja discutée.

M. *le Chapelier* a le premier renversé l'ordre de la discussion précédente, en proposant à une nouvelle ces deux questions : « 1° Le Peuple nommera-t-il un ou plusieurs Candidats pour remplir une place de Juge? 2°. En cas qu'il soit decrété que le Roi n'elira qu'un Juge,

Digitized by Google

Juge, le Roi lui donnera-t-il l'investiture? »

M. *de Beaumetz*, appuyé sur la distinction des mots d'*investiture* et d'*institution*, expliqués la veille par le Comte *de Mirabeau*, a dit que ces mots avoient coûté des millions d'hommes à l'Europe, et qu'heureusement ils n'avoient occasionné dans cette circonstance que la perte d'une journée à l'Assemblée Nationale. Il ne prévoyoit pas le résultat de la Séance qui ne faisoit que de s'ouvrir. Il a ensuite présenté son ordre de questions sur la question principale, en ces termes: « 1°. Le Roi aura-t-il le pouvoir de refuser son consentement à l'admission d'un Juge choisi par le Peuple? 2°. Les Electeurs présenteront-ils au Roi plusieurs Candidats pour qu'il choisisse un Juge entre eux? 3°. Le Juge choisi recevra-t-il des Lettres-Patentes scellées du sceau de l'Etat? »

M. *Rewbell* a proposé, comme devant être adoptée de préférence, la question posée en ces termes: « La Nation se chargera-t-elle d'un milliard de remboursement, pour donner aux Ministres le droit d'élire des Juges? » Mais sa proposition n'est venue qu'à la suite d'une infinité d'autres, et d'un débat très-long sur la priorité des trois questions proposées par M. *de Beaumetz*; on a redemandé les termes de la question de la veille. Grand tumulte en faveur de la proposition de M. *de Beaumetz*. Délibération; doute réel sur le résultat des voix; doute affecté: on a demandé l'appel nominal; les Membres du côté gauche sont allés se replacer du côté droit, ce qui a causé une interruption. M. le Président a observé qu'il n'y avoit pas de doute sur la priorité à accorder à la question de la veille: « Les Juges seront-ils institués par le Roi? »

Digitized by Google

On se récrie d'un côté ; on persiste à demander l'appel nominal de l'autre. M. *de Clermont-Tonnerre* soutient qu'il n'y a pas de doute, et que c'est compromettre les intérêts de la Patrie, que de demander en ce cas l'appel nominal. M *de Foucauld* s'anime dans une discussion qui doit décider de la forme du Gouvernement monarchique. Le tumulte augmente à ces mots. M. *de Crillon* le jeune observe que cette question, d'où dépend la destinée de la France, n'est qu'une question de priorité : il entreprend de ramener les opinions à consulter l'Assemblée sur le doute ; plus grand tumulte encore. M. le Président est sommé de mettre aux voix la question s'il y a du doute. On s'y oppose ; et après une heure entière, il est décidé qu'il n'y a pas de doute. On revient à demander la série des questions de M. *de Beaumetz*. Nouvelles difficultés : on prétend que la seconde question doit être la première, et qu'il faut juger avant tout, si le Peuple présentera trois sujets au Roi. M. *Malouet* parle et se voit interrompu chaque fois qu'il prononce les mots de *Souverain*, de *souveraineté :* on lui crie du côté gauche de parler françois, et de dire le *Peuple* ou le *Roi*, le *Peuple* quand il entend la *souveraineté.* Il continue, mais tous ses efforts sont perdus. M. *Barnave* monte à la Tribune, et il fait adopter la *question préalable* contre les motifs avancés par M. *Malouet*. On a levé la Séance à près de quatre heures, et la discussion doit s'ouvrir sur des sous-divisions de questions. Ainsi le résultat de cette Séance, a été que les questions proposées par M. *de Beaumetz*, resteroient dans l'ordre où elles avoient été posées au commencement.

Digitized by Google

Du Vendredi 7 Mai.

On a repris la discussion sur l'institution des Juges, suivant la série des questions proposées la veille par M. *de Beaumetz*.

M. *Rœderer* a divisé ce qu'il avoit à dire, en deux points essentiels à considérer. Du concours du Roi pour la nomination des Juges, suivra-t-il que la Nation aura de meilleurs Juges que de la volonté de la Nation, sans concours et sans partage? M. *Barnave* ne lui avoit laissé rien à dire sur ce premier point. On ne pouvoit plus mettre en doute l'improbité ministérielle, et tout ce qui résulteroit de fatal de son influence en pareil cas. Jamais on n'auroit de Juges populaires.

Le point qui restoit à considérer, étoit de savoir si le concours du Roi étoit nécessaire à la Constitution monarchique, et si l'exclusion de sa volonté nous réduisoit à l'état de démocratie.

Que le pouvoir judiciaire soit séparé du pouvoir exécutif, c'étoit l'opinion de Montesquieu, de cet Ecrivain politique, qu'on oppose sans cesse aux opinions populaires. Cette opinion étoit réalisée dans nos usages et dans notre droit public. Ni le Roi, ni le Conseil n'ont jamais jugé. L'inamovibilité des Juges a été consacrée comme un moyen de les soustraire à l'influence royale. M. *de Lamoignon*, dans l'Edit de la Cour Plénière, déclaroit, que les Parlemens n'ayant jamais eu de Juges, il étoit temps de leur en donner: donc les Juges n'ont jamais dépendu du Roi.... Donc ce n'est pas détruire le caractère d'une Monarchie, que de refuser au Monarque le droit d'instituer les Juges de

Digitized by Google

la Nation. Les Rois ne doivent paroître devant les Juges que pour requérir, pour inspecter, et non pour juger, et non pour influer sur les jugemens. La main de justice dans leurs mains, c'est-à-dire, dans celles des Ministres, est une main de fer; on l'a vu sous Louis XVI: de perfides Ministres ont jugé sous nos yeux, jugé des Magistrats, et frappé les Prêtres de la justice dans son sanctuaire.

L'Orateur a insisté sur la nécessité de séparer absolument le pouvoir du jugement, du pouvoir des armes, ou d'exécution. Il est trop facile au pouvoir d'appliquer la Loi, d'envahir le droit de la faire. Le Peuple ne doit se déssaisir de l'un ni de l'autre. Quand on peut aider les inimitiés, les affections, par la justice qui s'applique à tous les droits et à tous les intérêts, on n'a qu'un pas à faire pour arriver à la tyrannie.

Que restera-t-il au Roi? la nomination de l'Armée proprement dite, la nomination du Ministère public, la force universelle de la Nation, la surveillance des Tribunaux et des Administrations; et s'il faut quelque chose de plus précieux encore au Monarque, l'amour du Peuple qui ne manque jamais à la vertu des Rois.

Enfin, pour arriver à sa conclusion, de quoi s'agit-il, s'est-il demandé? de savoir si l'intérêt de la Constitution demande que le Roi concoure à la nomination des Juges; ou la nomination royale donnera aux courtisans et courtisannes, de l'influence sur la justice, ou elle n'en donnera pas. Si elle n'en donne point, que deviennent tous les argumens des partisans de l'autorité royale? et si elle en donne, que deviennent-ils encore, puis-

Digitized by Google

que la Constitution dépend de détruire cette influence qui nous ramèneroit à un despotisme plus dur par le plus infâme des moyens, celui de la corruption de la justice.

M. *Irlin de Bazoche*, Lieutenant-général de Poitiers, n'a pas précisement relevé ce fondement de toutes les argumentations anti-monarchiques, qui git dans la supposition que l'essence de la Cour, du Ministere, et peut-être même de la Royauté, est de toujours corrompre et toujours détruire : mais il a rappelé les principes qui mènent à écarter cette supposition, et à raisonner sur des fondemens plus solides. Le premier est que le Pouvoir judiciaire est une émanation du Pouvoir exécutif; le second, que la Justice doit se rendre au nom du Roi. L'Assemblée est d'accord sur ces principes. Le Pouvoir judiciaire est celui de faire exécuter les Lois : le Roi tient le Pouvoir de faire exécuter; le Juge est donc l'Agent du Roi. Etre l'Agent de quelqu'un sans son consentement, n'est pas une idée susceptible d'être combattue; c'est une absurdité. Si le Roi est forcé d'accepter le Juge, vous ne l'honorez pas en le lui présentant, vous vous moquez de lui, et vous engagez le Peuple à en faire de même. Par rapport aux Ministres, dont on affecte de redouter la corruption, je demande si la Constitution régénérera les mœurs? Si elle ne les régénère pas, elle est jugée, elle est condamnée. La corruption deviendra l'attribut populaire, et les Ministres n'auront plus d'intérêt qu'à faire le bien. Si elle peut régénérer les mœurs par le plus subit des miracles, alors les Départemens et les Districts formeront un faisceau de vertus que

Digitized by Google

les Ministres ne pourront jamais rompre. Nul inconvénient donc à ce que le choix du Roi puisse être libre dans l'acceptation et dans l'institution des Juges.

On demande qu'on aille aux voix. M. *Goupil de Préfeln* veut parler (aux voix, aux voix). M. *Goupil* continue en disant, comme *Thémistocle : frappe, mais écoute.* Le tumulte augmente. MM. l'Evêque *d'Uzès* et *de Foucault* déclarent qu'ils vont protester. M. *Dufraisse du Chey* invite tous les amis de la Monarchie à quitter l'Assemblée, puisqu'on ne veut plus de Monarchie. M. *Charles de Lameth* s'écrie qu'il n'est pas permis de s'opposer à la volonté de la Majorité. M. *de Clermont-Tonnerre* reproche à M. le Président d'avoir usurpé le droit de fermer la discussion. M. l'Abbé *Grégoire* soutient qu'elle est régulièrement fermée. M. *Dumetz* se récrie contre ceux qui ont élevé le tumulte et qui élevent la réclamation. Enfin, la constance de M. *de Foucault* fait r'ouvrir la discussion, et M. *Goupil de Préfeln* reprend la parole.

Il a parlé très-long-temps pour développer tout ce qui a été dit en général sur le danger de laisser au Roi l'institution des Juges, toujours dans le même point de vue qui n'offre que la corruption du Ministère. Il a pourtant pensé qu'en refusant au Roi le droit de refus absolu d'un tel pour Juge, il pouvoit être investi d'un droit limité de refus. La faculté indéfinie de refuser réduiroit le Peuple à nommer enfin celui qui plairoit aux Ministres, et le droit sacré du Peuple seroit illusoire. On veut des Juges intègres, et pour en avoir, on a guéri le Royaume de l'horrible plaie de la vénalité

Digitized by Google

des charges. On y substitueroit une vénalité perverse et de corruption, si le choix des Juges étoit à la disposition du Roi. Il a cité le Général *Montluc*, qui, sous *Louis XII*, obtint douze *bons* de Conseiller au Parlement pour l'indemniser de la perte de ses bagages dans une bataille. Il a cité les consignations trouvées chez les Notaires pour obtenir des places par des personnes en crédit à la Cour.

Ce n'étoit pas contre le Pouvoir Royal qu'il parloit, mais contre le *Visiriat*. Il étoit persuadé qu'un Roi n'a d'intérêts que dans la prospérité de son Empire. Mais il n'en étoit pas de même des dépositaires passagers de son autorité, tout-à-fait semblables à cet Etranger logé à Londres en un Hôtel garni, où le feu vint à prendre, et qui répondit : *Qu'est-ce que cela me fait ? je pars demain.*

Il faudroit supposer tous les Légistes aspirans aux places de Judicature, des héros de patriotisme, incapables d'être effrayés par l'anathème du Ministère. Ce qu'on doit au Prince, c'est d'assurer le bonheur de ses Peuples. Les grands principes de tout Gouvernement tendent à ce que les Lois pourvoient au plus grand bien de tous. C'étoit une absurdité de dire que le Pouvoir exécutif renfermoit le Pouvoir judiciaire. De ce que le Roi ne peut pas juger par lui-même, il suit qu'il ne peut pas influer sur les décisions des Tribunaux, il suit qu'il ne peut influer sur la formation des Tribunaux, ce qui seroit, s'il lui étoit permis de refuser les Juges. Le Pouvoir exécutif doit avoir toute la force nécessaire au bien de la Nation; mais non pas la force qui le rendroit oppresseur. S'il

Digitized by Google

est un moyen pour que le Roi puisse écarter un Sujet indigne, et corriger le choix du Peuple, je conclus à l'adopter; et je demande qu'on décrète faculté au Roi de refuser, et faculté au Candidat de se pourvoir contre le refus, c'est à-dire que le refus du Roi soit motivé, et que dans le cas où le Sujet donnera preuve de vertus et de capacité, la suspension de par le Roi cesse, et que les Lettres d'institution soient expédiées par la Chancellerie.

M. *de Cazalès*, revenant à l'appui de l'institution Royale et du refus absolu, a réfuté M. *Barnave* et *Montesquieu*, cité par lui. *Montesquieu* avoit été égaré par les principes de son état de Président au Parlement; on ne pouvoit conclure de son opinion autre chose que les Parlemens avoient réuni des portions du Pouvoir exécutif et du Pouvoir administratif. Aujourd'hui que le Jugement n'étoit plus que l'acte matériel de l'application de la Loi, les fonctions judiciaires faisoient évidemment partie du Pouvoir exécutif. Toute l'Histoire n'offroit aucun exemple que le droit de juger n'ait pas été dépendant du Pouvoir exécutif, et que les Rois n'aient pas toujours institué leurs Juges. L'Opinant est revenu contre M. *Barnave*, qui avoit exagéré les portraits de la Cour et des valets qui environnent le Trône, qui avoit usé tous les lieux communs répétés contre les Ministres, et fatigué l'air d'une puérile éloquence, puisée dans tous les Livres et dans toutes les conversations; et quand il seroit vrai qu'il eût peint cette classe d'hommes avec le pinceau vrai, simple et sage d'un Philosophe qui connoit réellement les hommes, il étoit toujours peu

Digitized by Google

généreux de battre un ennemi sans force, et dont il ne reste plus rien à craindre. Le grand défaut de ses raisonnemens consistoit en ce que l'on ne doit rien accorder au Roi, parce que le Roi partage avec ses Ministres. Qui lui avoit appris que le Roi feroit toujours mal ses partages? Et quand il ne choisiroit pas toujours heureusement, l'inconvénient passager de ses mauvais choix ne seroit-il pas même préférable à tous ceux qui naissent des factions du Peuple, des effets funestes des intrigues, et des prestiges de l'éloquence populaire? Falloit-il rappeler les *Socrate*, les *Lycurgue*, les *Aristide*, les *Solon*, toutes les illustres victimes des erreurs et des violences populaires? Falloit-il remettre sous les yeux le tableau de Rome où les Assemblées n'étoient que des conjurations populaires, les Comices que des coalitions factieuses, les places publiques que des champs de bataille? Tout Peuple qui faisoit des Elections étoit sujet aux mêmes inconvéniens (on l'interrompt. M. l'Abbé *Maury* l'encourage; il continue). La suite de son Discours, rempli d'éloquence véritable et sentie, a paru faire le plus grand plaisir. Et quelques mots sur la destruction du Clergé, de la Noblesse et des Parlemens, mots qui servoient mal sa cause, n'ont pas empêché qu'on ne distinguât tout ce qu'il a dit pour le maintien de l'autorité Royale. Mais on n'a pas généralement cru qu'il fallût, pour la maintenir, laisser aux Agens Ministériels le choix des Juges. On a décrété,

« 1°. Que le Roi n'aura pas le pouvoir de refuser son consentement à l'admission d'un Juge élu par le Peuple; 2°. que les Electeurs ne présenteront au Roi qu'un seul Sujet. »

Digitized by Google

La troisième question demeure à discuter.

Du Samedi 8 Mai.

Nous renvoyons à la fin de cette Séance les premiers objets dont on s'est occupé, pour placer de suite, à l'ordre judiciaire, la troisième question de M. *de Beaumetz* : « Le Juge, élu par le Peuple, recevra-t-il du Roi une Patente scellée du Sceau National? »

Après avoir décrété la nomination des Juges par le Peuple, et l'institution forcée par le Roi, il n'y avoit plus d'inconvénient à accorder au Roi une institution de pure formalité. Aussi n'a-t-on point entendu de discussion, mais des amendemens ; celui de M. *Goupilleau* consistoit à faire délivrer les provisions sans frais. M. *de Robespierre* a fixé l'attention de l'Assemblée sur la rédaction de la formule qui devoit être faite de manière qu'elle ne parût pas être une institution, et l'Assemblée a décrété :

« Que le Juge, élu par le Peuple, recevra du Roi des provisions qui seront expédiées sans frais, et selon la formule qui sera décrétée par l'Assemblée. »

On a mis ensuite à la discussion : « Le Ministère public sera-t-il entièrement nommé et institué par le Roi?

M. *Milcent* a dit que, s'il n'y avoit qu'un seul Magistrat à faire nommer par le Peuple, il faudroit que ce fût le Procureur-général destiné à servir de tuteur aux mineurs, aux orphelins, aux interdits, à tous ceux qui n'ont point de défenseurs ou qui ne peuvent se défendre eux-mêmes. On dira que les Procureurs-généraux sont les coopérateurs du Roi. Mais le Roi ne coopère pas à la justice. Ils correspondront avec les Ministres.

Digitized by Google

Mais les premiers Présidens de cour souveraine y correspondent. Raison de plus pour que les Officiers du Ministère public soient choisis par le Peuple, et parmi les Magistrats du tribunal.

M. *Chabroux* a réclamé pour le Roi, non pas une prérogative, mais une grande fonction dans le droit de nommer au ministère public. La Constitution le charge de veiller à l'exécution de la Loi. Le Peuple est intéressé à l'observation de la Loi. Ils y sont intéressés tous les deux, et personne même ne l'est plus que le Roi à ce qu'il soit choisi de bons surveillans à l'exécution. Le peuple ne pouvant exercer l'action, il délègue le pouvoir de l'exercer : c'est une fonction paternelle qu'il donne au Roi. Veut-on qu'il ne choisisse pas ses coopérateurs dans cette auguste et touchante fonction? Il est avantageux au Peuple de confier au Roi ses actions publiques, ses actions générales qui composent sa volonté. Elles se manifestent différemment. Il y a une confusion de ceux qui accusent, de ceux qui sont accusés, de ceux qui doivent juger. Le moyen le plus sûr d'attenter à la liberté seroit que le premier individu pût en accuser un autre au nom du Peuple. Le Peuple ne pouvant que déléguer ses actions ne peut aussi les déléguer qu'au Roi; sans quoi il les délégueroit à un individu qui seroit l'homme du district qui l'auroit choisi; et alors il n'y auroit plus d'unité entre les hommes qui auroient tous l'intérêt général pour but. Le Monarque doit avoir place dans toutes les parties de la Constitution. C'est lui qui doit en être le lien; il doit surveiller l'armée, les administrations, les tribunaux, par le moyen du

Digitized by Google

ministère public. Il lui faut encore une place entre la loi et les violateurs de la loi. Dès qu'il ne juge pas le Peuple, il doit le protéger, et il est de son intérêt direct que le Peuple soit bien jugé. »

On a fermé la discussion. De tous les amendemens on n'a conservé que ceux de MM *d'André, Dubois de Crancé et Muguet de Nanthou*, qui ont été fondus dans le Décret suivant, après autant de réclamations que de suffrages.

« Les Officiers, chargés des fonctions du ministère public, seront nommés par le Roi: ils ne pourront être Membres des Assemblées administratives de Département, de District non plus que des Municipalités. Ils seront institués à vie, et ne pourront être destitués que pour cause de forfaiture jugée. Les Membres de l'Assemblée Nationale actuelle ne pourront être nommés Officiers du ministère public avant quatre ans: les Membres des Législatures suivantes ne pourront être nommés à ces mêmes fonctions que deux ans après la clôture de chaque Session. »

Toujours continuant la discussion sur la matière judiciaire, on a posé la question suivante:

« Y aura-t-il un Tribunal de cassation ou « des grands Juges d'assises? »

M. *d'André* a réfuté l'objection capitale faite contre le système de l'ambulance des Juges, savoir; l'impossibilité physique de terminer dans le cours des assises toutes les affaires, et les suites fâcheuses de ces délais. Le Tribunal de cassation ne jugera jamais le fond des affaires, ce qui seroit très-dangereux, mais seulement les formes de l'application de la loi, en renvoyant l'af-

Digitized by Google

faire à un autre tribunal. Le plus grand inconvénient seroit les frais immenses qui résulteroient à la charge des justiciables de l'eloignement d'un tribunal permanent, qui doit être nécessairement unique pour tout le royaume. Les riches seuls auroient la faculté de se transporter au loin, et le pauvre resteroit à la merci du riche.

M. *Barrère de Vieuzac*, proposoit de composer les Tribunaux de cassation de deux sections; l'une sédentaire, l'autre ambulante.

M. *Barnave* a développé les motifs de M. *d'André*, et proposé de corriger ainsi l'inconvénient que lui avoit objecté un Membre à qui la foiblesse de son organe n'avoit pas permis de se faire entendre, celui du défaut de cohérence entre des Sections ambulantes séparées, et de l'unité nécessaire pour maintenir dans tout le royaume l'uniformité de jurisprudence, et des formes de l'application de la loi. On réuniroit une fois par an toutes les Sections, afin qu'elles examinent leurs jugemens respectifs, et se concertent ensemble; ensuite tous les Membres du tribunal tireroient au sort pour le renouvellement des Sections, qui partageroient aussi au sort la juridiction des chefs lieux des differens Departemens du Royaume.

(La discussion continuée à Lundi.)

Au commencement de cette Séance, l'Assemblée a porté les Décrets qui suivent, et qui interessent le public en général.

Sur la représentation qu'un Membre a faite d'abus qui s'étoient élevés dans la manière de payer les interêts des billets de Caisse, l'Assemblée Nationale a decrété:

« Que l'Assemblée Nationale, considé-

Digitized by Google

« rant qu'elle ne peut donner trop d'atten-
« tion aux abus qui occasionnent le renché-
« rissement du numéraire, décrète que les
« intérêts échus de la somme qu'on paiera
« en billets de Caisse, seront remis en ar-
« gent par ceux qui la recevront, tant que
« ces mêmes intérêts ne passeront pas 50 l.

Un des Membres du Comité des Finances a proposé ensuite, au nom de ce Comité, un projet de Décret qui, après de légères discussions, a été adopté dans les termes suivans :

« L'Assemblée Nationale autorise la Caisse
« d'Escompte à échanger pour 12,000,000 l.
« de billets de 300, ou de 200 liv., contre
« pareille somme de billets de 1,000, à la
« charge de brûler lesdits billets de 1,000 l.,
« qu'elle retirera de la circulation, jusqu'à
« concurrence desdits 12,000,000, en pré-
« sence des Commissaires chargés de l'ins-
« pection de cet établissement, qui en pré-
« senteront le Procès-verbal à l'Assemblée
« Nationale. »

Sur un autre rapport, que n'ont pas suivi de longues discussions, il a été rendu le Décret suivant :

« L'Assemblée Nationale autorise la Com-
« mission intermédiaire des ci-devant Etats
« de la Province de Bigorre, à faire, con-
« jointement avec deux Commissaires de cha-
« que District, le rôle des impositions, tant
« de l'année 1790, que celui des six derniers
« mois des ci-devant privilégiées de 1789;
« et à le rendre exécutoire. En conséquence
« déclare qu'elle rend communs à la Province
« de Bigorre les Décrets rendus pour le Béarn,
« la Navarre et autres pays adjacens, en tout

Digitized by Google

« ce qui est conforme aux anciens règlemens « de la Province. »

Il a été fait un autre rapport sur lequel on a présenté quelques oppositions, mais qui toutes ayant été repoussées, ont fait place au Décret conçu en ces termes :

« L'Assemblée Nationale, après avoir ouï « le rapport de ses Comités des Domaines, « des Finances, d'Agriculture et de Com- « merce, a décrété et décrète ce qui suit :

« ART. Ier. Il sera fourni par le Trésor « public, provisoirement et à titre d'avance, « une somme de six cent mille livres, pour « être employée à l'achèvement des travaux « du canal du Charolois, sauf à statuer ul- « térieurement par qui la dépense doit en être « supportée. »

« II. Les paiemens de cette somme de 600,000 « se feront de six mois en six mois, en six « termes égaux de 1000 livres chacun, dont le « premier est fixé au premier Juin prochain ; « et il sera effectué auxdites époques, entre « les mains de l'Administrateur comptable, « qui sera indiqué par le Directoire du Dépar- « tement de Saone et Loire.

« III. Ladite somme de 600,000 livres « sera appliquée en totalité au paiement des « travaux qui restent à faire au canal, et « nulle portion n'en pourra être distraite, « même sous prétexte d'acquitter les dé- « penses précédentes, sauf à pourvoir d'une « autre manière au remboursement des avan- « ces ci-devant faites par les Entrepreneurs. »

Du Dimanche 9 Mai.

Plusieurs Décrets ont été portés sans dis- cussion. Le premier, concernant le droit de *troupeau à part* exercé dans la Lorraine, comme droit émolumentaire de la haute jus-

Digitized by Google

tice, a été motivé par l'intérêt des fermiers et de la capitale dont il aide l'approvisionnement.

« Les baux passés aux Fermiers des droits de pâture dans la Lorraine Allemande seront exécutés suivant leur forme et teneur, jusqu'au 11 novembre prochain ; l'Assemblée les autorise à continuer de mettre sur les pâtures les troupeaux à eux appartenans ; défend de les troubler dans leur jouissance, à peine de tous dépens, dommages et intérêts ; à la charge par les Fermiers, dans le cas où le même droit viendroit à cesser avant le 11 novembre, d'indemniser les Communautés de la non-jouissance, et de leur payer proportionnellement le prix des fermages pour la portion dont ils jouissent. »

L'Assemblée, sur la Motion de M. *Dubois de Crancé*, et la rédaction de M. le Vicomte *de Noailles*, a décrété qu'à compter du premier Mai, les Invalides des Compagnies détachées, recevront l'augmentation de solde décrétée pour l'armée.

M. *Barrère de Vieuzac* a proposé le premier article de Décret sur l'aliénation des Domaines.

M. *de Montlauzier* a soutenu que les Domaines étoient un patrimoine incommutable de la Maison de Bourbon. De grandes raisons avoient engagé les Rois à les mettre, pour la conservation et les échanges, sous la tutele de la Nation. L'administration immense de ce grand royaume les empêchoit de veiller sur leur propre patrimoine. Jusqu'à la troisieme race ils en ont conservé la disposition ; tout ce qu'ils ont donné aux Eglises, a été regardé comme donation légale et irrévocable. Si la Nation les a traités

Digitized by Google

en mineurs, c'est en vertu d'une loi à laquelle ils s'étoient eux-mêmes soumis; mais de ce qu'ils n'aliénoient pas, il ne s'ensuit point qu'ils ne soient pas propriétaires. Tout ce que l'Assemblée peut c'est de donner au Roi la permission de vendre; mais elle ne peut vendre elle-même, ni porter la dissipation où il n'y a jamais eu que la conservation.

M. *Rœderer* a répondu par un principe général en matière de Domaine : c'est que le Roi est la seule personne de l'Etat qui ne puisse jamais avoir de propriété individuelle, et qui n'en ait jamais eu. Louis XII croyoit avoir acquis personnellement le Duché de Bretagne par son contrat de mariage, et vouloit disposer d'une partie de ce Duché par son testament. Ce testament fut cassé; et l'on reconnut par-là que les acquisitions des Rois étoient naturellement réunies aux Domaines de la Couronne, ou plutôt de la Nation. Louis XVI a rendu hommage à ce principe dans la première Assemblée des Notables de 1787. Si, jusqu'à François Ier, nos Rois ont joui des Domaines de la Couronne, c'est qu'ils leur tenoient lieu de rétributions Nationales. Ainsi, dès lors même, la Nation étoit propriétaire.

M. *Fréteau* a rappelé les propres paroles de Henri IV, qui, après huit ans de guerre, cédant à la nécessité, renonça à la propriété de ses Domaines. Il a proposé de citer encore les Lettres-Patentes de Philippe-le-Long. — On a demandé vivement à aller aux voix. M. *de Montlauzier* a réclamé la faculté de démentir les faits allégués. D'autres Membres ont offert de rapporter des pieces justificatives. La discussion a été fermée, et les trois articles suivans ont été dé-

Digitized by Google

crétés en attendant une rédaction plus claire des cinq autres.

« ART. I. Les Domaines de la Couronne, corporels et incorporels, sont aliénables à titre perpétuel et incommutable, par la Nation, en vertu d'un Décret de ses Représentans accepté par le Roi, abrogeant toutes Lois, Ordonnances et Règlemens à ce contraires. »

« II. Les propriétés foncières du Prince qui parvient au Trône, et celles qu'il acquiert pendant son règne, à quelque titre que ce soit, sont, de plein droit, réunies et incorporées au Domaine de la Couronne, et cette réunion est perpétuelle et irrévocable. »

« III. Les acquisitions faites par le Roi, à titre singulier, et non en vertu des droits de la Couronne, sont à sa disposition pendant la durée de son règne; et, ledit temps passé, elles se réunissent de plein droit au Domaine de la Couronne. »

Sur la proposition faite par M. le *Couteulx du Canteleu*, Membre du Comité de Finance, l'Assemblée Nationale a décrété:

« Qu'il y aura vingt personnes auxquelles seront attribuées la fonction de signer les assignats; et que le Roi sera supplié de faire connoître, par une proclamation, les noms des Signataires choisis par S. M. »

SUPPLÉMENT A L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

En vertu d'un Décret du 14 Décembre,

Digitized by Google

portant que la Ville de Paris, à cause de son immense population, auroit un Reglement particulier, mais établi sur les mêmes bases et les mêmes principes que les autres Municipalités, le Comité de Constitution a formé un Plan divisé en quatre Titres, dont la discussion a occupé la plus grande partie des Séances du soir de cette semaine.

Le premier Titre contient les principes constitutionnels en 61 articles. Le second traite des Elections, des formes d'Election et de leurs effets, en 43 articles. Le troisième concerne le régime de la Municipalité de Paris, les fonctions et la responsabilité du Maire et des Administrateurs, le Conseil Municipal, les Notables, les traitemens et les indemnités, en 49 articles : le quatrième a rapport au Comité des Sections, et forme 32 articles.

C'est dans la Séance du Lundi soir, 3 Mai, que M. *Demeunier* a fait lecture de ce Plan du Comité.

« Le Corps Municipal, y est-il dit, offre un Maire et 48 Officiers Municipaux, dont 16, sous le nom d'Administrateurs, composent le Bureau, et 32 le Conseil Municipal. Nous demandons 96 Notables : le Conseil-Général de la Commune sera donc de 144 personnes, ou 145 le Maire y compris. Ce nombre, auquel on s'est arrêté après bien des combinaisons, ne paroît ni trop petit, ni trop considérable, et on a suivi exactement les proportions établies pour toutes les Municipalités. » — Nous observons que si l'on n'adoptoit pas la forme du scrutin, établie au Titre 2, les Elections dureroient plus de six mois, et que d'après cette forme l'augmentation ou la diminution, sur la

Digitized by Google

quotité des Membres du Conseil-général de la Commune, ne pourra se faire que par 24 ou 48. — Nous proposons, pour chaque Section, un Commissaire de Police et 12 Commissaires de Section, chargés de la surveillance du Commissaire de Police, et de plusieurs fonctions utiles; les uns et les autres élus par les Citoyens. — Aucun article ne regarde les Gardes Nationales, ni le contentieux de la Police, qui doivent demeurer dans le même état jusqu'à une organisation particulière.

M. *Demeunier* ayant lu les premiers articles du Décret, M. l'Abbé *Maury* est monté à la Tribune pour combattre, dans le Plan du Comité, des principes qui n'étoient pas ceux de l'Assemblée. Il avoit été dit dans le Préambule, que la Ville sera constamment sous les yeux de l'Assemblée. Sa première attaque a été dirigée contre cette phrase où l'on supposoit que Paris seroit toujours le Siège des Assemblées Nationales; prérogative qui n'étoit accordée à cette Ville par aucun Décret encore. Sur le Titre I.er contenant les articles constitutionnels, qui auront toute la stabilité de la Constitution, et qui seront séparés des articles réglementaires; il n'a rien voulu connoître de constitutionnel dans l'Organisation de la Ville de Paris, qui seroit un Royaume particulier, si son Réglement entroit dans la Constitution générale du Royaume. Frappant ensuite sur l'objet particulier de la Police, il a ouvert cette grande question de Droit Public, de savoir si la Police d'une grande Capitale doit être soumise à la Municipalité ou au Pouvoir exécutif. Après quoi parcourant les articles, il a proposé très-raisonnablement que les an-

Digitized by Google

ciens Officiers Municipaux comptables ne puissent être remboursés qu'après avoir rendu compte. Sur un autre article, qui règle la formation des Officiers Municipaux, il a justement encore observé qu'on s'étoit toujours occupé d'Officiers Municipaux, sans se douter de ce que c'étoit qu'une Municipalité.

M. *de Roberspierre* a considéré ce Plan du même œil et dans des points plus importans. Il a demandé, contre le premier article, la conservation des Districts, et la limitation des pouvoirs de la Commune; il a développé tout ce qui résulteroit de funeste à la liberté même, d'une trop grande étendue de pouvoir dans les mains de quelques personnes, et les heureux fruits des autorités réparties. Qui pouvoit douter que sans la surveillance active des Districts, l'œuvre de la Constitution n'eût pas été rallenti par des moyens plus efficaces? Tout n'etoit pas encore fait. Il a été fort applaudi.

M. *de Mirabeau l'aîné, sans rechercher des applaudissemens perfides, et sans craindre des rumeurs tumultueuses*, mais en étonnant beaucoup de monde, s'est déclaré contre les deux Préopinans et contre la permanence des Districts; de sorte que cette Séance a été terminée par le Décret du premier article du Plan qui les supprime.

Les Séances suivantes n'ont été employées qu'à décréter successivement tous les autres, presque sans discussion. Mais on doit sentir qu'il nous est impossible, attendu les bornes de ce Journal, d'y en insérer 185, qui forment une brochure assez répandue pour que les Habitans de la Capitale puissent y avoir

Digitized by Google

récours. L'intérêt en est moindre pour les Provinces, qui auront aussi la même facilité.

L'Empire François ne se dissoudra pas, ainsi que semblent le vouloir des gens mal intentionnés. Au contraire, des Lois sages feront le bonheur des Colonies comme celui de la Mère-Patrie, à laquelle elles resteront attachées. Des troubles passagers ont pu les agiter, mais elles ne tarderont pas à sentir tout le prix d'une paix intérieure, nécessaire à leur culture et à leur commerce. D'ailleurs, la voix d'un Roi-Citoyen qui mérite autant l'amour que le respect, et auquel la nouvelle Constitution fait jurer par tous les François une fidélité d'autant plus inviolable qu'elle est mieux motivée, ne peut manquer de se faire entendre aux cœurs de nos frères qui ne seront jamais vraiment heureux que du bonheur général, et forts que de la force collective d'une Nation dont il est si glorieux aujourd'hui de porter le nom.

Copie de la lettre écrite par le Roi aux Colons de Saint-Domingue.

Mes bons et amés Sujets, ne doutez pas que, malgré l'éloignement où vous êtes du lieu de ma résidence, je n'aie été constamment occupé de votre bonheur. J'aurois voulu connoître avec certitude tout ce qui pouvoit y contribuer davantage, et vous auriez éprou-

Digitized by Google

vé plus sensiblement encore l'effet de mes bonnes intentions; mais aujourd'hui que j'ai appelé à mon aide les lumières et les conseils de toute la Nation, j'aurai plus de moyens pour assurer votre contentement d'une manière solide et invariable. Le Décret de l'Assemblée Nationale que je vous envoye, après l'avoir approuvé et sanctionné, vous est un premier gage des espérances que je conçois.

Il est de toute justice que vous participiez aux avantages de la Constitution dont mes sujets d'Europe vont jouir, puisque vous n'êtes séparés d'eux ni par la nature de vos droits, ni par les degres de mon affection. Vous cultivez avec intelligence et avec succès une Colonie dont les productions font une partie essentielle des richesses de l'Empire François; ainsi vous concourrez au bien général, en vous occupant, comme vous y êtes invités, à faire connoître les dispositions qui peuvent établir le meilleur ordre au milieu de vous, et réunir tous les habitans de Saint-Domingue par les liens du bonheur et de la confiance. Vous n'oublierez point que, ne faisant qu'un avec nous, vous devez soigner attentivement les intérêts du Commerce de France, comme il doit, par réciprocité, s'occuper des moyens propres à encourager vos utiles travaux. C'est par une pareille union, l'objet de mes vœux, que je verrai mes Sujets de l'un et l'autre hémisphère ne former qu'une même famille, et déconcerter les projets de ceux qui ont le malheur de se plaire dans les divisions. Je n'ai jamais douté un moment de votre fidélité; car vous êtes François, et vous en avez manifesté le généreux patriotisme dans les plus grandes occasions; j'ai donc trouvé du

Digitized by Google

plaisir à vous donner directement un témoignage de mes sentimens, et vous pouvez, vous devez y compter dans tous les temps. *Signé*, LOUIS.

Nota. Une lettre à-peu-près pareille a été écrite par le Roi aux Colonies de la Martinique et des autres Isles du Vent.

L'Hôtel-de-Ville avoit particulièrement chargé M. *d'Angremont* du renvoi des Déserteurs, Soldats émigrans et autres qui ne peuvent rester dans la Garde Nationale Parisienne, dont la composition ne sauroit être faite d'après des principes trop rigoureux; en conséquence, il a fait sortir de Paris 1721 hommes reconnus dans leurs Compagnies respectives pour séditieux, cabaleurs, etc., et chassés comme tels; beaucoup de Déserteurs, auxquels la grace du Roi n'étoit pas applicable, ont été renvoyés par ses soins aux Corps qu'ils avoient quittés; il en a usé de même à l'égard des Sémestriers que l'appât d'une plus haute paye avoit attirés dans la Garde Nationale, purgée désormais d'une foule de gens qui n'étoient pas faits pour y servir.

La Ville de Bordeaux doit au patriotisme éclairé de son Corps Municipal un très-bel établissement qu'il seroit à souhaiter qu'on imitât par-tout. C'est une Caisse publique où tous les Artisans, gens de peine, gens de campagne connus qui auroient été obligés de recevoir des Assignats ou Billets de Caisses de leurs débiteurs,

Digitized by Google

débiteurs, pourront à l'instant les échanger contre des écus, sans perdre un sou du capital ni des intérêts.

La plus sévère impartialité nous fait une loi de revenir sur le fameux Livre-Rouge : La signature de tous les Membres du Comité des Pensions a donné à ce registre un caractere d'authenticité qui ne pouvoit qu'influer prodigieusement sur l'opinion publique ; il n'est donc pas étonnant que deux Ministres se soient empressés de substituer à l'exagération l'idée juste qu'on doit avoir de ces dépenses et du véritable usage de ces *Ordonnances de comptant ;* on se la formera d'après les éclaircissemens fournis par M. *Necker* et par M. le Comte *de Montmorin.*

Les *Ordonnances de comptant* ont été originairement imaginées pour faire acquitter par le Trésor-Royal des dépenses dont il ne fournissoit pas les détails ni les quittances à la Chambre des Comptes. Le motif étoit de ne pas donner de publicité à celles qui par leur nature devoient être secrètes, telles que plusieurs du Département des Affaires Etrangères, etc. ; mais l'état de ces dépenses étoit vérifié au Conseil, signé du Roi et de tous les Ministres, et cette vérification avoit lieu souvent long-temps après la retraite du Ministre à l'Administration duquel se rapportoit le compte ; ensuite toutes les Ordonnances étoient portées et déposées au Louvre, pour y être compulsées au besoin, comme l'a fait et peut encore le faire le Comité des Pensions.

L'usage de donner aux Ordonnances la forme qui les faisoit entrer dans l'acquit de comptant, fut étendu à plusieurs dé-

Digitized by Google

penses dont le secret n'étoit pas nécessaire, comme l'insinue l'avertissement du Livre-Rouge, mais à toutes celles dont la forme auroit pu susciter des delais ou des obstacles de la part de la Chambre des Comptes. Par exemple, les emprunts par anticipations, les intérêts et frais des anticipations, quoique dépenses publiques et notoires, n'étoient pas censés lui être connus, parce qu'ils n'avoient pas pour fondement un Edit dont l'enregistrement lui en eût donné connoissance.

Cet usage donnoit beaucoup de simplicité et de rapidité à la comptabilité. Les Ordonnances n'étoient plus relatives au secret, puisqu'elles contenoient le détail de leurs motifs, qu'elles étoient vérifiées, libellées, expédiées et payées par les bureaux du Contrôle-général et du Trésor Royal. Les Receveurs-généraux acquittoient dans les Provinces différentes dépenses pour des ateliers de Charité, pour la mendicité, pour des remises en indemnités de grêle, d'incendies, pour les maladies épizootiques, pour les frais d'impression, de bureaux d'intendance, non valeurs ou remises aux provinces sur les impositions, petit équipement de Milice, frais d'armement, intérêts des cautionnemens des diverses Compagnies de Finance et ceux des dettes de l'ancienne Compagnie des Indes, etc., etc. Toutes dépenses dont le jugement en comptabilité auroit éprouvé des longueurs ou des discussions dispendieuses.

M. *Necker*, après cette explication, auroit pu se plaindre du silence qu'on a gardé sur les soins qu'il a pris de réduire le nombre de ces ordonnances de comptant, à quoi il a effectivement réussi. Il résulte de toutes

Digitized by Google

ses observations qu'elles n'étoient point un voile employé pour cacher des dépenses qu'on auroit honte d'avouer; et M. le Comte *de Montmorin* achève de le confirmer par les preuves les plus positives des dépenses de son ministère.

M. *Necker* avoue franchement qu'il y a eu moins d'économie qu'on n'en devoit attendre. Mais que gagnera-t-on pour la chose publique à relever toutes les erreurs ou les fautes d'un gouvernement qui n'existe plus? Nous n'entrerons pas dans tous les autres sujets de plainte qu'il se croit contre le Comité; ce qui nous dispense aussi de résumer la replique des Membres qui le composent, et à laquelle deux seulement, MM. *de Wimpfen* et *de Montcalm*, se sont excusés d'attacher leur signature; il suffit aux lecteurs éclairés et honnêtes de connoître le fondement d'une querelle de cette nature : ses incidens sont jugés facilement d'après cette connoissance.

On distribuoit, le 7 Mai, dans les rues de la Capitale, une Relation de la prise du fort St. Jean, écrite d'un style beaucoup plus pur que ces feuilles dont l'envie de gagner de l'argent, ou même des motifs bien moins excusables alimentent journellement la curiosité des Parisiens : il étoit question d'un siége dans les formes, d'un assaut livré par un gros de 60,000 hommes à une garnison nombreuse, d'un combat sanglant, d'une victoire éclatante, d'une victime immolée pour venger des Citoyens abusés, mais courageux, morts en héros sur

Digitized by Google

la brèche. Enfin, l'imagination du romancier s'étoit donné carrière; il ne reste de tout cela que l'entrée du Peuple de Marseille dans trois forts qui n'ont opposé aucune résistance, et l'horrible assassinat commis le lendemain en la personne de M. *de Beausset.* — Voici des détails plus authentiques de cet évènement :

Le 20 Avril, au matin, la Garde Nationale s'est introduite dans le Fort de Notre-Dame de la Garde, où il ne se trouvoit qu'une cinquantaine d'Invalides; elle en a pris possession, et s'y est établie. La Municipalité, encouragée par ce premier succès, a fait sommer la Citadelle, connue sous le nom de Fort Saint-Nicolas, de recevoir garnison de la Garde Nationale. Il a été tenu Conseil de Guerre: pour épargner la ville et les bâtimens qui sont dans le port, il a été résolu qu'on admettroit la Garde Nationale par moitié avec la Garnison, qui n'auroit pu tirer un coup de canon du côté de la ville sans détruire les maisons; l'exemple de la Citadelle a déterminé le Fort Saint-Jean, situé à l'autre côté du port, à admettre également la Garde Nationale. La nuit du 1^er^ au 2 Mai, le Peuple excité par le bruit qui s'étoit répandu que M. le Chevalier *de Beausset*, Major et Commandant en survivance de M. *Calvet*, Commandant du port, s'étoit opposé, dans le Conseil de Guerre, à ce qu'on ouvrît la Citadelle aux Gardes Nationales, s'est porté en foule à son logement; il a été assassiné sur le seuil de la première porte du fort, d'où il sortoit pour se rendre à l'Hôtel-de-Ville. On a promené sa tête dans les

Digitized by Google

rues de Marseille. Comment les assassins ont-ils pu massacrer M. *de Beausset* si près du Fort, dont les portes étoient gardées par les deux Troupes réunies? C'est ce qu'il est impossible de concevoir: du reste, la Garnison n'a pas tiré un seul coup de fusil; et c'est le comble de l'impudence d'imprimer, comme on l'a fait, qu'elle montoit à 5000 hommes : le Fort Saint-Jean ne peut loger qu'un Bataillon, et les deux à peine un Régiment.

La Lettre suivante, lue à l'Assemblée Nationale, ne peut qu'être infiniment affligeante pour les vrais amis de la liberté, qui voient la licence et les atrocités faire de jour en jour des progrès effrayans à la faveur de ce nom sacré qu'elles deshonorent. Soyons libres, mais soyons humains, ou cette liberté même dont nous nous vantons ne sera que celle d'un tigre qui a rompu ses chaînes, et qui, en s'enivrant de sang, mérite qu'on répande le sien.

« Je vous adresse, Monsieur, comme Représentant du Bailliage de l'Auxois, le récit des excès auxquels se porte dans le pays un Peuple féroce, excité encore contre la Noblesse et le Clergé. J'ai cru, ainsi que plusieurs Gentilshommes du District de Sémur, devoir aller, malgré les risques à courir dont j'étois averti; j'ai cru, dis-je, devoir donner l'exemple de la soumission à la Loi, en concourant à l'élection du canton de Pressy-sous-Til, et prêtant le Serment Civique. »

« A peine arrivé, la Communauté de ma

Digitized by Google

terre d'Aisy m'a fait signifier par son Maire, qu'elle *ne vouloit pas que je fusse éligible.* J'ai demandé lecture du Règlement, après laquelle j'ai été admis à l'Assemblée qui s'est tenue dans l'Eglise paroissiale de Pressy-sous-Til. »

« Là un Officier Municipal est monté dans la chaire, et y a prononcé le Discours le plus incendiaire, désignant les Nobles et les Prêtres comme devant être repoussés des Assemblées d'élection, où sans doute ils alloient se permettre toutes les séductions, pour faire tomber le choix sur des hommes qui attendoient avec impatience le moment de les faire retomber dans l'esclavage.... »

« Etant le seul noble à cette Assemblée, j'ai vu tous les yeux se tourner sur moi pendant le Discours. Cependant, sentant les risques de rester plus long-temps, j'ai prêté le Serment Civique; voulant démontrer combien j'étois loin d'avoir l'idée de m'opposer à l'accomplissement des Décrets de l'Assemblée Nationale. »

« Après cette prestation, je me suis retiré. Dans ce moment s'est répandue dans l'Assemblée la nouvelle du meurtre commis à Vitteaux le même jour 28 Avril, en la personne de M. *Fitz-Jean de Sainte-Colombe*, Gentilhomme, Seigneur de Sainte-Colombe, du Comté de Vitteaux. Grand nombre de Paysans se sont écriés à cette nouvelle combien ils regrettoient de ne m'avoir pas fait le même traitement. »

« En retournant chez moi, j'appris le détail de ce terrible évènement par un exprès envoyé de Vitteaux aux parens de M. *de Fitz-Jean*, lequel peu de momens après son arrivée à l'Assemblée du Canton de Vitteaux,

Digitized by Google

sur une difficulté élevée par les Habitans de sa terre de Sainte-Colombe, a été traîné par eux hors de l'Eglise, et massacré avec tous les excès de la férocité la plus atroce et la plus dégoûtante. C'étoit un vieillard de 75 ans. »

« Toujours le même jour 28 Avril, à l'Assemblée de quelques Paroisses des environs de Sémur, en l'Eglise des Capucins de la Ville de Sémur, MM. *de Virieu*, *de Damas* et *de Sainte-Maure*, Gentilshommes, et M. le Curé de Massigny, ont été attaqués par les Habitans de la Campagne : le premier s'est sauvé heureusement sans accident, par un sentier ; MM. *de Damas* et *de Sainte-Maure* ont été assommés de coups de pierre et de bâton, et le Curé de Massigny assassiné de six coups de couteau. »

« M. *Loet de Sainte-Maure* est Maire de sa terre de Flée, et, comme vous savez, l'homme le plus honnête, et jouissant d'une réputation intacte. Il a nourri presque tout l'hiver la Ville de Sémur du bled de sa terre, qu'il donnoit à bas prix ; mais on savoit qu'étant très-aimé, il auroit beaucoup de voix. Il n'est pas difficile de voir d'où partoit la cabale qui, dans le même jour, a été funeste à tant de personnes. »

« Je vous prie, Monsieur, de faire lecture de ma Lettre à l'Assemblée Nationale, et lui demander justice des coupables ; elle la doit sévère et éclatante, si elle veut rendre ses Décrets durables, si elle ne veut pas livrer à la plus affreuse proscription les Curés, les Nobles qui, de père en fils, ont versé leur sang pour la défense du Royaume, et fait fleurir l'Agriculture dans les Provinces. Le Décret que nous demandons à

Digitized by Google

l'Assemblée pour assurer la punition des coupables, nous éclairera sur notre sort; nous saurons si nous sommes proscrits, ou si nous sommes pour quelque chose dans ces droits de l'homme, écrits avec tant de sang, et s'il ne nous reste enfin d'autre ressource que celle d'aller porter sous un autre ciel le reste de nos propriétés et de notre malheureuse existence. Le cœur déchiré des affreux traitemens exercés sur mes malheureux Compatriotes, et particulièrement sur ceux qu'a essuyés M. *de Sainte-Maure* mon parent, je vous demande encore avec instance de lire ma Lettre à l'Assemblée, et de lui demander prompte et sévère justice.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Signé, le Baron DU BOIS-D'AISY.

Aisy, 29 Avril 1790.

L'Assemblée Nationale a ordonné la recherche et la punition des coupables.

Le Suisse condamné à être pendu pour avoir tué un Chasseur soldé dans la rixe dont nous avons fait mention, vient d'obtenir sa grace; il la doit à la générosité de la Garde Nationale, et particulièrement aux vives instances des Chasseurs. Arrivé au lieu du supplice, il a trouvé des députations du Corps offensé, qui ont sollicité un pardon qu'il n'osoit espérer; aussi cet homme qui marchoit à la mort avec assez de fermeté, n'a-t-il pu soutenir le bonheur d'être rendu à la vie; il s'est évanoui: on a été assez long-temps à le faire revenir. Le produit d'une quête abon-

Digitized by Google

dante l'a mis en état de quitter, sans inquiétude pour sa subsistance, la Capitale d'où il est banni. On assure que ce qui a rendu son crime plus graciable, c'est qu'il a été prouvé qu'il n'étoit tombé sur le Chasseur que pour défendre son camarade contre lequel il a cru voir deux personnes se réunir; il a voulu rendre le combat plus égal.

Le Gouvernement s'est procuré, il y a quelques années, des plants des épiceries que la Hollande a été en possession jusqu'aujourd'hui de vendre exclusivement à l'Europe; ces plants transportés à Cayenne dans une température semblable à celle des Moluques, y ont parfaitement réussi. Le girofle sur-tout commence à donner un produit considérable, et la récolte de cette épicerie, qui n'avoit été que de deux livres huit onces en 1785, de quatre-vingt-quinze livres en 1786, et de deux cents soixante-treize livres en 1787, a produit environ deux mille livres en 1788. Cette progression rapide donne lieu d'espérer qu'il ne s'écoulera pas beaucoup de temps avant que la Nation Françoise tire de ses propres possessions tout le girofle qui est nécessaire à sa consommation, et qu'elle pourra même en fournir aux Etrangers.

Les clous de girofle de Cayenne ont acquis successivement une qualité supérieure; et ceux de la récolte de 1788 ne sont aucunement inférieurs à ceux que la Hollande tire de ses possessions, comme le prouvent les expériences faites par divers Membres de l'Académie des Sciences, qui réunissent

Digitized by Google

le plus de connoissances en chymie, et notamment par M. *Lavoisier.* Le Roi, voulant faire jouir, le plutôt possible, la Nation Françoise de ce nouveau bienfait, a ordonné qu'il seroit fait incessamment à Paris, au Bureau des Marchands Epiciers, rue de l'Aiguillerie, cloître Sainte-Opportune près la rue des Lombards, une vente publique de girofle de 1788; elle sera faite par sacs de six, douze, vingt-cinq et cinquante livres, afin de mettre le Public à portée de connoître la supériorité de la qualité.

Cette vente se fera le Lundi 17 Mai 1790, à trois heures après-midi; les conditions seront expliquées au moment de la vente. On pourra voir ce girofle le Samedi 15 Mai toute la journée, au Bureau des Marchands Epiciers.

Aux nombreux assasinats dont nous avons eu malheureusement à rendre compte depuis quelques mois, il faut encore en ajouter un. Le Ministre a reçu, le Mercredi 5 Mai, la nouvelle de la mort de M *de Rully*, Colonel au Régiment du Maine. Des bruits populaires fort incertains l'avoient accusé, lors des derniers troubles de Bastia, d'avoir ordonné de faire feu sur des insurgens; il avoit senti la nécessité de s'éloigner de cette Capitale où il savoit que sa tête étoit proscrite, mais il y étoit revenu croyant tout oublié. M. le Vicomte *de Barin*, qui connoît mieux le profond ressentiment des Corses, et comment ils couvent la vengeance, l'avoit averti

Digitized by Google

du danger par une lettre dont l'infortuné n'a pu avoir connoissance, parce qu'il venoit de quitter son domicile lorsqu'elle y arriva. Cet Officier, trop confiant, reparut à Bastia, et la nuit même de son arrivée, il paya cette imprudence de sa vie. On s'occupe actuellement des informations contre les coupables; il sera probablement difficile de les connoître. La veuve de cet Officier qui devoit ramener son Régiment en France, et n'étoit même parti que pour remplir cette mission, a reçu du Ministre de la guerre des témoignages de la part qu'il prend à son malheur; la sensibilité de plusieurs anciens Militaires s'est également manifestée par des députations vers cette Dame.

Un Collecteur s'étant présenté, dit-on, dans le château d'un Seigneur, en Auvergne, pour recueillir son imposition, a été la victime d'une violence d'autant plus coupable, qu'elle insulte à la Loi. Ce Seigneur a répondu qu'il alloit chercher de quoi l'acquitter sur le champ, et il a reparu avec un fusil dont le coup n'a heureusement pas été mortel; mais le Collecteur a le bras cassé. On ajoute que des Ouvriers sont accourus au bruit du coup et aux cris de l'infortuné. Le lâche assassin a voulu prendre la fuite, mais bientôt le tocsin a rassemblé 14 villages en armes; le coupable arrêté, a essuyé les mauvais traitemens du Peuple justement indigné, et l'on craint même qu'il n'ait payé de sa vie cette atrocité, contre laquelle il vau-

Digitized by Google

droit mieux voir sévir les Lois, qu'une ve[n]geance particulière, excusable peut-être en ce moment, mais toujours contraire au bon ordre.

M. *Bernard* vient de publier le Prospectus d'un établissement d'éducation, dont les vues aussi sages que neuves, à plusieurs égards, nous paroissent mériter l'attention du Public; en conséquence, nous engageons les parens à se le procurer, et à le lire attentivement; on le trouve chez M. *Rouen*, Notaire, rue des Petits-Champs, vis-à-vis celle d'Antin, chargé de recevoir les soumissions. Nous nous contenterons de dire que l'Auteur, dont une heureuse pratique a déja confirmé la théorie, s'est efforcé de donner à son plan la plus grande simplicité. Il soustrait les parens à la vexation des frais particuliers, et les enfans à la servitude du pédantisme. Le Commerce si honorable, puisqu'il est si utile, entre aussi dans le plan judicieux de cet Instituteur auquel nous souhaitons les succès qu'il mérite.

P. S. On vient d'apprendre que le Roi d'Angleterre a envoyé un message au Parlement, relativement à la prise de quelques vaisseaux par les Espagnols dans le détroit de Nootka, où les Sujets de Sa Majesté faisoient le Commerce de Pelleteries. Il y a eu des débats à ce sujet dans la Chambre des Communes. On arme, on presse des Matelots, et l'on s'attend que la guerre ne tardera pas à être déclarée officiellement à l'Espagne. Nous reviendrons sur cette nouvelle importante; elle est certaine, mais les détails n'en sont pas encore bien connus.

Digitized by Google

MERCURE DE FRANCE.

SAMEDI 22 MAI 1790.

PIÈCES FUGITIVES EN VERS ET EN PROSE.

DISCOURS EN VERS, SUR L'ÉDUCATION PUBLIQUE,

Adressé à l'Assemblée Nationale, par M. FERLUS, *Professeur d'Eloquence au Collége Royal de Guienne, à Bordeaux.*

VENGEURS de mon pays, ô vous dont le courage,
Du pouvoir tyrannique affranchissant nos droits,
Elève fièrement l'édifice des Loix
Sur des bords diffamés par mille ans d'esclavage;
Vainement l'Univers admire votre ouvrage.
Qu'avez-vous fait encor, hardis Réformateurs,

Digitized by Google

Si vous ne désarmez nos vices destructeurs ?
Des Princes conjurés vos Loix n'ont rien à craindre,
En vain des factieux on soulève les flots ;
A vos pieds, en grondant, leur courroux va s'éteindre,
La terreur & la honte enchaînent leurs complots.
Mais craignez de nos mœurs la funeste influence,
Sur des cœurs corrompus les Loix sont sans pouvoir,
Il faut, par nos penchans, nous conduire au devoir,
Et leur pente rapide entraîne à la licence
Nos pas qu'un guide aveugle égare dès l'enfance.

Oui, le vice en naissant a souillé nos regards,
L'avarice, l'orgueil, les préjugés stupides ;
Devançant la raison, viennent de toutes parts
Entourer nos berceaux de leurs piéges perfides.
Nous croissons, & des nœuds toujours plus accablans
De notre adolescence enchaînent les élans.
D'imbécilles Docteurs, Tyrans de la pensée,
Sous un vain tas de mots la tiennent oppressée ;
Ils changent en cachots les jardins du Lycée,
Et parmi les dégoûts d'un travail assidu,
Nous transmettent enfin leur sagesse insensée,
Des systêmes sans nombre & pas une vertu.
O vertu, don sacré qu'on vante & qu'on dédaigne !
S'il est un Art frivole, un Maître nous l'enseigne ;
Et toi, si dans l'Ecole on ose te nommer,
C'est pour te définir, non pour te faire aimer.

Digitized by Google

Cet Élève fameux, introduit dans le monde,
Étale sur un vers sa science profonde ;
Il frémit en lisant un Quatrain peu soigné,
Siffle d'Alcidamis la Muse vagabonde,
Et voit l'affreux Cléon sans en être indigné.
Connoît-il, en effet, l'honneur & la Patrie ?
Nous a-t-on fait jamais du nom de Citoyen
Embrasser l'étendue & sentir l'énergie ?
Savons-nous détester l'horrible tyrannie,
Qui de l'égalité rompant l'heureux lien,
Fait aux genoux des Grands tomber le Plébéien ?
O des mœurs & des Loix oubli lâche & funeste !
Nous savons l'art des mots, qu'importe tout le reste ?

Ce n'étoit pas ainsi que Licurgue, autrefois,
Cultivoit de l'Etat la fragile espérance.
Ses Citoyens naissoient & croissoient pour les Loix ;
A l'école de l'homme ils passoient leur enfance.
Dès l'âge le plus tendre, ainsi qu'un arbrisseau,
Qui, planté sur les monts au milieu des orages,
S'élève, en les bravant, plus robuste & plus beau,
Etonne les regards & triomphe des âges ;
Ils se fortifioient contre les Dieux jaloux ;
Ils provoquoient le sort, & leurs jeunes courages
Ne pouvant le dompter, s'exerçoient à ses coups.
Déjà pour la Patrie, enflammés d'un saint zèle,
Ils apprenoient par-tout à n'exister qu'en elle.
C'est elle incessamment qu'ils avoient sous les yeux ;
Elle aidoit leurs travaux, présidoit à leurs jeux,

Digitized by Google

Des naissantes vertus faisoit jaillir les flammes,
Unissoit tous les vœux, lioit toutes les ames.
Ainsi d'un Peuple obscur, ce grand Législateur,
Par l'éducation, prépara la splendeur ;
Ainsi de l'égoïsme où l'homme se renferme,
Sous l'intérêt commun il étouffa le germe,
Et sa Loi ne trouvant que des cœurs épurés,
Les retint, sans effort, dans ses nœuds adorés.

Vous donc, rivaux heureux de ce puissant génie,
Voulez-vous de la France assurer l'harmonie ?
Que l'éducation fasse aimer vos Décrets,
Et suspende autour d'eux le choc des intérêts.
Que l'enfant, dont la langue à peine se dégage,
Sur ce Code immortel exerce son langage :
Que de l'homme en naissant il connoisse les droits ;
Ces droits sont les garans & la base des Loix.
Qu'il sache qu'il est libre & que chacun doit l'être ;
Que cette liberté, le plus heureux des biens,
Ennoblit tous les rangs où le sort nous fait naître,
Honore la Patrie & fait les Citoyens.
La Patrie !... ô Français ! elle vous est rendue,
Dans le bruit de vos fers sa voix long temps perdue,
Vient de se faire entendre à vos cœurs affranchis.
Le père, avec transport, lui consacre son fils....
Jeune enfant, que ton cœur lui soit toujours fidèle !
Par elle Citoyen, tu dois l'être pour elle.
Aux destins de l'Etat vois nos destins liés ;
Sa honte avoit flétri nos fronts humiliés,
Ils brillent désormais de sa gloire immortelle.

Digitized by Google

Et qui peut nous ravir ce généreux espoir,
Si par le sentiment la Jeunesse ennoblie
Sait que son existence est toute à la Patrie,
Et que chérir ses Loix, assurer son pouvoir,
Est le plus beau penchant & le premier devoir?
De là naissent en nous mille vertus rivales:
La modération, la foi, l'intégrité,
Vont entourer nos cœurs des chaînes sociales:
Dans ce doux esclavage est la félicité.

Sur-tout du fol orgueil détestant les caprices,
Nous proscrirons le luxe, auteur de tous nos vices;
Le luxe, monstre impur, de nos biens affamé,
Qui dévore les cœurs dont il fait les délices,
Et qui, pareil au feu par les vents animé,
Gagne, embrase, détruit, s'accroît par le ravage,
D'un éclat désastreux frappe les yeux surpris,
Consume avec fracas l'aliment de sa rage,
Se dévore lui-même, & meurt sur des débris.
C'est lui qui de ses mains creusa le gouffre immense
Où s'alloit engloutir le bonheur de la France;
Il corrompt les penchans, il renverse les Loix,
Et l'esclave du luxe est l'esclave des Rois.

Mais en vain des vertus vous élevez le Temple,
Si le Sexe adoré n'y dirige nos pas.
Remettez dans ses mains le flambeau de l'exemple:
Les devoirs qu'il prescrit ont toujours des appas.
Français, Peuple abusé, quelle erreur est la vôtre,
Quand vous livrez au vent de la frivolité

Digitized by Google

Ces esprits séducteurs qui disposent du nôtre !
Quel cœur assez pervers a jamais résisté
Aux traits de la sagesse unie à la beauté ?
La beauté, d'un coup d'œil, nous égare ou nous guide.
Elle fit d'un Roi foible un Héros intrépide ;
Et le fougueux Hercule, à ses pieds abattu,
Oublia ses exploits, son nom & sa vertu.
Epurons l'ascendant qu'elle obtient sur nos ames ;
Qu'au foyer de l'honneur elle allume nos flammes.
Idoles de nos cœurs, montez au rang des Dieux,
Et l'amour des Français vous suivra dans les Cieux.

Cependant, au milieu de ces grandes maximes,
L'élève admirera l'Auteur de l'Univers
Couronnant les vertus, épouvantant les crimes,
Des complots ténébreux éclairant les abîmes,
Ayant sur tous nos pas les yeux toujours ouverts.
Qu'il croisse sous la main de ce Maître suprême.
Dites-lui l'union de la Terre & des Cieux.
S'il sait que vos Décrets sont la voix de Dieu même,
Le cri des passions se taira devant eux.
Etres présomptueux & foibles que nous sommes !
Vainement nos égaux nous offrent leur appui.
Il faut le bras d'un Dieu pour soutenir les hommes ;
Il faut que nos liens remontent jusqu'à lui.

Voilà le Citoyen qu'attendoit la Patrie :
L'Europe le contemple & l'adore à genoux.
Qu'importe que les Arts n'ornent point son génie ?
S'il sert bien son pays, il les possède tous.

Digitized by Google

Il sera bon François, bon père, bon époux.
La gloire des Beaux-Arts n'a qu'un éclat perfide :
Le spectacle des mœurs a des charmes plus doux ;
Périclès m'éblouit, & j'adore Aristide.

Mais d'un nouveau Platon craignant l'austérité,
Je vois à ce discours, d'un pas précipité,
Les Neuf Sœurs, en pleurant, abandonner ces rives.
Arrêtez, revenez, aimables fugitives ;
Revenez, c'est à vous d'embellir mes leçons.
L'édifice est construit, que vos mains le décorent.
Malheureux mille fois les cœurs qui vous ignorent,
Plus malheureux, hélas ! s'ils profanent vos dons !
Je veux en entourer mes tendres Nourrissons,
Je veux que le ciseau, les crayons & la lyre,
Pour aider mes efforts, reprennent leur empire,
Et que de la vertu les charmes ravissans,
Dans leur ame agrandie entrent par tous les sens.
Pour eux vous s'animer, sous l'Art des Praxitelles,
Des Héros Citoyens les antiques modèles.
Nos Zeuxis, des couleurs déployant les effets,
Au lieu de consacrer ces crimes politiques,
Ces meurtres éclatans qu'on nomme des hauts faits,
Peindront le règne heureux des mœurs patriotiques,
Le civisme des Rois & l'amour des Sujets.
Et toi, charme puissant, divine Poésie,
Qui trop souvent du vice as orné la laideur,
Viens, revêts à nos yeux ton auguste splendeur ;
Par de nouveaux accens dignes de ton génie,

Digitized by Google

Célèbre la Nature, annonce son Auteur,
Fais adorer les Loix, l'honneur & la Patrie :
La sagesse, en beaux vers, pénètre au fond du cœur
Aux enfans de l'Etat peins ce Roi magnanime,
A la hauteur du Trône élevant les Français ;
Peins Neckre, à son amour arraché par le crime,
Et le crime effrayé de ses propres succès,
Contraint, en frémissant, d'implorer sa victime.

Pour moi, de l'Eloquence organe plus heureux,
Quel beau champ désormais est ouvert à mes vœux!
Je ne me borne plus à montrer Démosthène,
Du feu de la vengeance incendiant Athène ;
Ou l'ardent Tullius, dans son fougueux transport,
Lançant sur les pervers l'infamie & la mort.
Antiques Orateurs de la Grèce & de Rome,
De vous seuls trop long-temps l'Ecole a retenti;
Elle entendra Target, Barnave, Autun, Bailli,
Toi sur-tout, Mirabeau, toi, le vengeur de l'homme,
Dont la vive éloquence, à flots toujours pressés,
Pareille aux Aquilons qui poussent les nuages,
Emporte dans son cours les projets insensés,
Les sophismes trompeurs, la chaîne des usages,
Et les traits que l'Envie oppose à nos hommages.
Mes Elèves charmés vont devenir les tiens :
Ton ame & tes Ecrits passeront dans leur ame,
Et bientôt, animés du beau feu qui t'enflamme,
Ils seront Orateurs, Sujets & Citoyens.

Digitized by Google

VERS

Adressés à M. DE SÈZE, *Avocat, sur le gain d'une Cause plaidée par lui* (1).

Quand pour la cause publique,
A la Tribune monté,
Tu nous fis admirer, de l'Eloquence antique,
Le chef & le modèle en toi ressuscité;
Quand ton intrépide équité
Louoit en même temps, d'une voix mâle & fière,
Et Bésenval & notre Liberté;
Aisément l'Europe entière
Prit part à ces intérêts:
Un Roi, l'ami des François,
T'offrit un public hommage;
L'or empreint de tes succès,
De sa reconnoissance est devenu le gage.

Perrier, d'un métal moins brillant,
Mais que de l'Art éternise l'ouvrage,
Paya ton zèle & ton talent.

Comme eux, je te dois tout, & je fus ton Client;
Mais pressé d'acquitter des tributs légitimes,

(1) Le Roi de Pologne a envoyé à M. de Sèze une Médaille d'or, pour le remercier de la défense de M. de Bésenval son parent; & M. Perrier a fait présent à M. de Sèze d'une Médaille d'argent, après le gain de son Procès.

Digitized by Google

Faudra-t-il ne t'offrir, pour unique présent,
Qu'un stérile papier chargé de quelques rimes?

Les Ecrits, je le sais, peuvent survivre aux temps;
Mais ce droit n'est acquis qu'aux œuvres du Génie;
Il consacre à jamais tes Discours éloquens;
Et pour te bien louer, c'est ton Art que j'envie.

Qu'importent, après tout, tes éloges inscrits
Par de savantes mains aux fastes de Mémoire?
Les plus beaux titres de ta gloire
Sont consignés dans tes Ecrits.

(*Par un Abonné.*)

---

*A Mde. de ***, qui avoit donné une Boîte à l'Auteur.*

PANDORE en eut une des Dieux;
La mienne est d'une autre Pandore;
Ainsi que la première, elle obtint tout des Cieux;
Leur pouvoir l'embellit, & le Monde l'adore.
Entre ces deux objets rivaux,
Voici pourtant la différence:
Si l'une étourdiment répandit tous les maux,
Elle y joignit, dit-on, l'espoir qui les compense;
L'autre répand les biens de la Société,
L'esprit, les agrémens, la douceur, la gaîté:
Elle ne fait qu'un mal .... il est sans espérance.

(*Par M. de la Harpe.*)

Digitized by Google

Explication de la Charade, de l'Enigme & du Logogriphe du Mercure précédent.

LE mot de la Charade est *Univers*; celui de l'Enigme est *Charmille*; & celui du Logogriphe est *Eventail*, où l'on trouve *Eve*, *Lia*, *Avent*, *Vente*, *Vent*.

CHARADE.

MA tête quelquefois prend mon pied par le bout;
Mes pieds sont vertueux par principe & par goût;
On voit peu de bossus se louer de mon tout.

(*Par M. Moisseau de Malesset.*)

ÉNIGME.

POUR me nommer, si l'on m'en croit,
La chose n'est pas difficile;
Car je puis assurer, qu'aux champs comme à la ville,
Chacun, à tout moment, me montre au bout du doigt.

(*Par M. Juhel.*)

Digitized by Google

LOGOGRIPHE.

Tantôt costume, & tantôt agrément,
Je suis également
Employé par le Petit-Maître
Et par le grave Magistrat;
De diverses façons chacun me fait paroître,
Suivant la mode ou bien suivant l'état;
Je sers la vanité d'un Bailli de village,
Et le plaisir d'un Héritier;
A Paris, plus qu'ailleurs, on sait m'apprécier.
Mais sans bavarder davantage,
Cherchez dans mes huit pieds, vous trouverez, Lecteur,
Un animal fort sale; un animal rongeur;
Un animal rampant; ce qui de tout joueur
Flatte agréablement l'œil; l'arme meurtrière
De la sœur d'Apollon; ce que tout bon buveur
Visite chaque jour; celui qui sur la terre
Pour jouir se prive de tout;
Ce qui répugne au goût;
Ce dont se passe la jeunesse,
Mais que la triste & fâcheuse vieillesse
Appelle à son secours; ce qui toujours est noir.
En voilà bien assez, ami Lecteur, bon soir.

(*Par M. Gélanor.*)

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

DESPOTISME des Ministres de France, ou Exposition des Principes & Moyens employés par l'Aristocratie, pour mettre la France dans les fers. 3 *Vol. in*-8°. *A Paris, chez* Godefroi, *Libraire, quai des Augustins, N°.* 43.

CHACUN de ces deux titres sembloit promettre un Ouvrage intéressant, & la seule raison de se défier de cet augure, étoit peut-être la longueur de l'Ouvrage même.

D'après le premier titre, *Despotisme des Ministres de France*, on pouvoit croire que l'Auteur alloit développer les moyens par lesquels les Ministres avoient assuré, étendu, affermi l'autorité royale. On pouvoit de plus se flatter que, considérant les Ministres sous un autre point de vue, l'Auteur alloit montrer comment ils étoient parvenus à faire de cette autorité, l'instrument de leur ambition personnelle, de leurs vûes particulières, de leurs caprices, & enfin le jouet de leurs subalternes, quelquefois même de leurs derniers sous-ordres. Le

Digitized by Google

développement de leurs ruses & de leurs manœuvres eût fourni quelques pages à Tacite ; &, à son défaut, Suétone eût attaché la curiosité par le récit d'un grand nombre d'anecdotes fort agréables & fort divertissantes. On sait qu'en ce genre les hommes instruits, ou, comme on dit, *les gens au fait*, peuvent fournir d'excellens Mémoires.

Le second titre, *Exposition des Principes & Moyens employés par l'Aristocratie, pour mettre la France aux fers*, paroît encore plus heureux, & promettoit davantage. L'Auteur pouvoit réduire en résultats très-piquans la partie la plus essentielle de l'Histoire de France. On eût été fort aise de voir comment, après les premiers coups portés à l'Aristocratie féodale, l'esprit Aristocratique, contre lequel les Rois avoient appelé le secours du Peuple, parvint à tourner contre les Peuples l'autorité des Rois ; comment se prépara le Traité tacite entre le Trône & l'Aristocratie, Traité par lequel il sembloit que les Grands & le Clergé se fussent engagés à promettre au Roi la soumission du peuple, à condition de recueillir seuls tous les avantages de l'union politique : Traité qui a subsisté dans sa teneur jusqu'au moment où le Peuple, averti de sa force par les lumières, a réclamé ses droits, ou plutôt les a repris ; car autrement, qu'est-ce qu'une réclamation du Peuple ?

Il ne seroit pas moins curieux d'examiner comment on avoit su attacher à ce système d'oppression légale les intérêts de certains corps, ou des hommes qui pouvoient exercer sur ces corps une influence d'autorité ou d'opinion; comment, pour appuyer ce système anti-social, on avoit su recruter dans le Peuple même la classe de ses oppresseurs, par l'invention de l'anoblissement & par tant d'autres moyens connus. Le fond de ces idées n'est pas neuf, sans doute; mais il est aisé de sentir ce que le talent peut encore en tirer.

C'est ce qu'on auroit tort de demander à l'Auteur de cet Ouvrage. Nous avons cependant fait entendre qu'il est curieux à certains égards. En voici la preuve.

On est étonné de retrouver dans un Livre, récemment sorti de la presse, des idées qui, depuis long-temps ridicules aux yeux de tous les bons esprits, font rire maintenant à peu près tout le monde. Sans les faits dont la date atteste celle du Livre, on croiroit qu'il fut écrit il y a trente-cinq ou quarante ans, à l'époque des disputes du Jansénisme, des querelles du Ministère & du Parlement. On a le plaisir de voir prouver longuement que les remontrances du Parlement de Paris, de Rennes ou de Toulouse, avoient raison contre tels ou tels Arrêts du Conseil. Et puis, là-dessus, de grandes hardiesses contre les Ministres, mais de ces hardiesses

Parlementaires, qui sont aujourd'hui plaisantes; le tout appuyé par de grands passages de *Pasquier* ou d'*Omer Talon*. N'oublions pas une réfutation très sérieuse des Edits du mois de Mai 1788. Il paroît que l'Auteur a sur-tout conservé un vif ressentiment *contre la Cour plénière*. C'est une belle rancune. L'Edit du timbre, de la même époque, est aussi exposé à de grandes critiques, qui probablement resteront triomphantes; mais le Chapitre où l'Auteur paroît le plus fort, c'est celui où il examine *ce qui constitue l'essence de l'enregistrement des Loix*. Nous espérons qu'à cet égard les méprises de la postérité ne sçauroient être bien dangereuses, & que le Chapitre peut impunément rester sans réfutation.

Nous avons dit un mot des hardiesses de l'Auteur; il faut parler de la sagesse qui les accompagne. Voici le titre d'un Chapitre particulier: *Notre Histoire offre plus d'un exemple de Rois égarés par leurs Courtisans.*

On sent que les idées de politique, d'administration, de finances doivent être à peu près de la même force. Il suffira d'en donner pour preuve l'approbation dont il honore l'invention des rentes viagères.

Croiroit-on que l'Auteur, qui ne laisse percer nul esprit d'innovation, ni même aucun esprit, admet, ou plutôt établit avec force la nécessité d'une réforme dans

Digitized by Google

l'éducation publique ? Rien ne prouve mieux, soit dit en passant, à quel excès cette éducation est absurde, puisqu'une réforme a paru nécessaire à un Ecrivain de cette trempe. Il trace son plan avec une facilité surprenante ; rien ne l'embarrasse : la raison en est simple. *Les Maîtres*, dit-il, *sont tous trouvés*. Ce sont Messieurs de la Congrégation de l'Oratoire. Quant au plan, on nous dispense vraisemblablement d'en parler. Nous observerons seulement que, pour donner lieu à l'exécution de ce plan, il eût fallu que les Parlemens triomphassent de la Nation en 1789, comme ils avoient triomphé du Roi en 1788 ; arrangement qui n'a pas réussi ; c'est dommage.

Ce qu'il y a de plus divertissant dans cette étrange production, c'est la table des Chapitres de l'Ouvrage. L'Auteur y devient tout-à coup une espèce de Montesquieu par la singularité de ses titres, & quelquefois les Chapitres eux-mêmes sont très-courts ; nouvelle preuve de profondeur & de génie. Il est vrai que plusieurs de ces titres ressemblent à ceux de William Pikle ou de Tristram Schandy. *Mal-adresse*; *Changement de scène* ; *il est plus facile d'accuser que de confondre* ; *fausses apparences*. Le style est quelquefois digne des idées répandues dans le Chapitre. Voici un de ces titres : *Dans la Législation. La promptitude est une fournaise, & l'uniformité une faux tranchante.*

Digitized by Google

Mais de ces Chapitres, le plus facétieux est intitulé, *ce que doit faire un Citoyen, honnête homme, qui voit son Roi dans l'erreur.* Il n'est pas que parmi nos Lecteurs il ne se trouve des gens curieux, comme nous l'avons été, de savoir quelle conduite il faut tenir s'il arrivoit un pareil malheur. Le voici. Il faut alors *dire au Souverain*, avec Burlamaqui, *que les Rois qui prennent tout*; (apparemment que l'Auteur ne connoît que cette erreur-là dans les Rois, car il ne parle d'aucune autre), *les Rois qui prennent tout, possèdent seuls tout l'Etat; mais aussi l'Etat s'épuise d'hommes & d'argent. Attendez une révolution. Cette puissance monstrueuse ne sauroit durer; au premier coup qu'on lui porte, l'idole tombe, &c.* Voilà ce que disoit Burlamaqui, quand son Roi étoit dans l'erreur, au moins dans l'erreur de tout prendre. Mais on oublie de nous apprendre si Burlamaqui alloit lui-même porter au Roi ces grandes vérités, ou s'il se contentoit de les consigner dans ses Livres de Droit politique; différence essentielle, au moins quant à l'effet du moment.

Finissons, car on pourroit croire que nous avons voulu nous égayer, ce qui seroit bien naturel après la lecture d'un pareil Ouvrage, mais ce qui seroit très-blâmable en rendant compte d'une production si volumineuse.

On revient malgré soi à la surprise que fait naître la publication d'un tel Ouvrage,

Digitized by Google

dans un moment tel que celui ci. Elle prouve qu'il est des hommes dont la raison ne peut être éclairée par la raison publique. Mais une réflexion console ; c'est de voir que les absurdités reproduites si naïvement par l'Auteur, n'excitent plus guère que cette espèce de rire produit par l'aspect d'une mode surannée. Il n'y a pas long-temps que ces idées osoient se montrer par-tout, & déjà elles semblent se perdre dans un grand lointain, & s'être reculées comme dans l'enfoncement d'un siècle.

(C.....)

RECUEIL des Ouvrages du Musée de Bordeaux, dédié à la Reine. A Bordeaux, de l'Imprimerie de Racle ; *& à Paris, chez les Marchands de Nouveautés.*

N'EST-CE donc plus que loin de nous qu'il faut chercher le goût de la Littérature légère ? & tandis que tous les Ecrivains de la Capitale s'occupent à l'envi de Politique & de Législation, les Habitans des Provinces sont-ils les seuls qui osent rendre un culte public aux Muses aimables ? C'est là ce qu'on voit depuis quelque temps du moins ; mais quoique nous devions peut-être des remercîmens à ceux qui ont le courage d'imprimer en ce moment des Productions purement littéraires, gardons-nous de blâmer les Auteurs qui ont tourné toutes

Digitized by Google

les facultés de leur esprit vers un but d'
intérêt plus pressant, & qui, par leurs O
vrages, secondent & fortifient l'opini
publique, de laquelle nous tirons une bi
faisante Liberté : cette Liberté créatrice
récompensera bientôt des soins qu'ils
pris pour elle. Nous verrons éclore
sa féconde influence des Ecrits profond
vrais ; & la pensée se montrant avec t
son audace, donnera à la Langue des
mes nouvelles, & trouvera des expres
plus énergiques & plus heureuses.

Supposons qu'un Poëte né avec un g
égal à celui de Racine, & aussi bien o
nisé que ce grand Homme, joigne à
goût exquis pour la Poésie, cette ra
victorieuse dont les Ouvrages de Ph
sophie portent maintenant l'empre
Croit-on que s'il traitoit quelque suje
notre Histoire, que Racine n'eût jamais
mettre sur la Scène, ou n'y eût mis q
vec les préjugés superstitieux qu'on avo
la Cour de Louis XIV, même pour be
coup de choses qui ne tenoient point
Religion ; croit-on, dis-je, que son O
vrage ne seroit pas d'un intérêt supérieur au
Tragédies puisées chez les Grecs & les Ro
mains, & que le Poëte n'y développeroit pa
une foule de sentimens & de vérités dont on
ne peut devoir l'idée qu'à l'utile révolution
qui régénère la France ? Il en sera de même
pour tous les Arts de l'esprit : les Sœur
de Melpomène ont droit de partager son
espoir.

Digitized by Google

Mais ces réflexions qui nous ont un peu écartés du Musée de Bordeaux, doivent nous ramener à son Ouvrage. Ce Recueil contient un grand nombre de Pièces qui annoncent dans leurs Auteurs beaucoup d'amour pour les Lettres, amour qui, à la vérité, est trop de fois indépendant du talent. On voit que la ville où Montagne composa une partie de ses Essais, & où Montesquieu écrivit les charmantes & immortelles Lettres Péruviennes, conserve des hommes faits pour se distinguer en plus d'un genre; mais on voit qu'il y en a aussi dont les Opuscules sont entachés d'un mauvais esprit d'imitation & d'un goût peu raisonnable.

Quelques Philosophes pensent que la fondation des Académies, qui semble favorable aux progrès des Arts, nuit véritablement au génie. Cette assertion peut n'être qu'un paradoxe; mais ce qui n'en est point un, c'est que cette multitude de Musées qui couvrent maintenant la France, est de même très-dangereuse, en anéantissant, manifestant, & sanctionnant en quelque sorte tous les délires de la médiocrité. Malgré cela, M. Saige a voulu prouver, dans le Discours préliminaire du Recueil que nous annonçons, que ces Sociétés étoient très-utiles; & après être remonté à Orphée, à Hésiode & à Zaleneus, à propos du Musée de Bordeaux, il soutient que ces Etablissemens doivent renouveler

Digitized by Google

insensiblement l'alliance antique de la Philosophie & des Arts. Nous avouons que ce Discours nous semble écrit avec trop de prétention pour l'objet dont il traite, & trop d'emphase dans le style, & qu'en outre il manque quelquefois de cette propriété d'expression, mérite premier de tout Ecrivain qui veut instruire ou plaire : » Les premiers Poëtes furent les premiers Philosophes, les premiers Législateurs «, dit M. Saige, & cela paroît presque incontestable. Ensuite il continue : » Cette liaison intime des Sciences & des Arts subsista dans les beaux Siècles de la Grèce, & se fortifia *sous le règne du Platonisme*. L'enthousiasme qui caractérisoit cette Ecole exaltoit l'imagination & la sensibilité du Maître & des Disciples. Les Ouvrages de Platon sont parsemés d'allégories pleines de chaleur & de poésie, & de chants sublimes sur la Divinité & les grands objets de la Religion & de la Morale. Les Romains, qui reçurent des Grecs les Lettres & les Sciences, conservèrent cette association précieuse de la Philosophie & des Beaux-Arts..... Virgile chanta la formation du Monde dans ses Eglogues..... &c. « Nous ne nous arrêterons point à analyser ceux-là : il y auroit beaucoup à dire ; car qu'est-ce que *le règne du Platonisme?* Qu'est-ce que *le règne d'une Ecole ?* & puis l'enthousiasme *du Maître & des Disciples?* qui exalta *le Maître & les Disciples ?* Comme si l'enthou-

Digitized by Google

ême n'étoit pas lui-même une exaltation ; omme si l'Auteur devoit prendre ici l'effet our la cause. Mais, quoi qu'en dise M. aige, Platon, qui sans doute avoit un ès-beau génie, ne peut pas être considéré omme un Poëte ; & ce Philosophe croyoit ui-même si peu à l'utilité de la Poésie, u'il bannit de sa République Homère & s autres Poëtes. Quant à Virgile, il est rai que dans sa VIe. Eglogue, il chanta uelque chose du Système de la Création de la Théologie Païenne ; mais ce n'est u'en passant : le principal but de ses vers ucoliques étoit de célébrer les charmes de campagne, Thersilès, Galatée, Eglé, & s amours de Corydon.

M. Saige parle de la culture des Sciences ans le siècle dernier, & il ajoute : » Les avans, à cette époque, enfoncés dans des alculs géométriques, dédaignèrent & re-ardèrent comme frivoles les charmes du tyle & l'emploi de l'éloquence. Les Lettres urent donc abandonnées à *des esprits su-erficiels* & dépourvus de connoissances. De là le *vide* de la plupart de leurs Pro-uctions, qui, *dénuées de substance*, ne euvent causer que des émotions passagè-es, parce que leur mérite principal con-iste dans le choix des expressions & dans arrangement des mots ; que leurs images e sont jamais puisées dans les grands ta-leaux de la Nature, ni ses sentimens dans ne connoissance profonde de l'homme.

Digitized by Google

» Tel étoit l'état de la Philosophie & de la Littérature, lorsque l'exemple de quelques hommes de génie fit parmi nous une révolution heureuse. Voltaire, Fontenelle, &c. rétablirent les nœuds d'une alliance détruite depuis si long-temps, entre les Sciences & les Beaux-Arts «.

Il me semble qu'on ne peut guère rassembler plus d'erreurs en moins de paroles. Quoi ! les Bossuet, les Fénélon, les Pascal, les Arnaud, les Nicole, les Corneille, les Racine, les La Fontaine, les Boileau, tant d'autres grands Ecrivains qui ont illustré le siècle dernier, sont, suivant M. Saige, *des esprits superficiels ?* leurs Productions étoient *dénuées de substance* (pour nous servir de ses singulières expressions), & ils n'ont *ni connu l'homme, ni pris les images dans la Nature ?* Voilà assurément de quoi vous ne vous seriez jamais douté ! & quoique nous pensions bien que les Ecrivains de nos jours ont un avantage réel sur ceux qui les ont précédés, par le cours des connoissances nouvellement acquises, & par l'extension des lumières dans une Métaphysique profonde & vraie dont ils investis, nous nous garderons de fermer les yeux, avec M. Saige, aux beautés sublimes que le talent a produites, indépendamment des lumières & des connoissances nouvelles.

C'est un triste devoir à remplir que celui de la critique ; mais nous la croyons trop utile pour nous y refuser, en rendant compte

compte d'un Ouvrage qui peut devenir une source d'erreurs publiques. Nous saisissons cependant, avec bien plus de plaisir, l'occasion de louer deux morceaux de M. l'Abbé Sicard; l'un sur l'Art d'instruire les Sourds & les Muets de naissance; & l'autre sur l'Art Tachygraphique, ainsi que l'Analyse d'un Discours de M. le Chevalier de la Coudraye, sur la Théorie des Vents. L'Académie de Dijon avoit proposé la solution du Problême de la Théorie des Vents, pour sujet d'un de ses Prix, & M. le Chevalier de la Coudraye entre dans la lice, & traite cette question avec tous les avantages que lui donnent vingt-cinq ans de navigation, beaucoup de connoissances physiques & géographiques, & le talent d'écrire d'un style clair & très-élégant.

La Poésie a reçu de nombreux hommages dans le Recueil du Musée de Bordeaux, & il y en a d'heureux. Une Idylle de M. Latour de la Montagne, annonce de la grace & de la facilité; & une Ode de M. Lagravere, sur la mort de Néron, est remplie d'enthousiasme & étincelle des riches couleurs de la Poésie. Il est seulement fâcheux que cet Ouvrage manque un peu de plan, & que l'ensemble ne fasse pas mieux ressortir la beauté des détails.

Digitized by Google

HISTOIRE de Louis de Gonzague, Duc de Nevers, Pair de France; contenant les principaux évènemens de la Ligue sous les règnes de François II, Charles IX, Henri III & Henri IV; par M. TURPIN. *A Paris, chez* Durand père & fils, *Libraires, rue Galande.* 1 *Vol. in-*12.

CETTE Vie est précédée d'un *Précis historique de la Maison de Gonzague*; & ce Précis commence par une description du Mantouan & de Mantoue, dont cette Maison fut Souveraine. En parlant de la Capitale, l'Auteur auroit pu nous instruire du génie de ses Habitans, de l'industrie, du commerce, des monumens & des établissemens publics; il s'est borné, pour nous donner une grande idée de Mantoue, à dire que dans cette ville, peuplée de 50 mille ames, on comptoit 40 Monastères richement dotés; que le Palais du Prince, magnifique par son architecture, contenoit 500 chambres; que les jardins égaloient *ceux des Hespérides*, ou *les bords du fleuve Amphrise*; que les maisons de plaisance étoient encore plus belles que les jardins; & qu'enfin les écuries, supérieures à tout le reste, sembloient avoir été destinées à être *la demeure d'un Monarque puissant.*

Digitized by Google

Quelque admiration qui soit due à des Princes qui logent si bien leurs chevaux ; nous avouerons cependant que tout ce début n'annonce pas un Historien Philosophe ; & sans Philosophie, qu'est-ce que l'Histoire ?

Ce même défaut se fait souvent sentir & dans le reste de ce Précis historique, & dans la Vie qu'il précède. On y trouve aussi une sorte d'ambition de style, & une affectation de figures & de comparaisons que les bons Historiens ne se permettent pas. Voici, pour exemple, un passage où tous ces vices nous semblent réunis.

» Le bonheur des Gonzague fut d'être nés dans une terre favorable aux productions du Génie. Il étoit à craindre que le Mantouan, après avoir produit Virgile, ne tombât dans l'épuisement. Un génie trop élevé décourage son siècle & les âges suivans par le désespoir de pouvoir l'atteindre : l'admiration épuisée tombe dans l'indifférence du beau. Le Nil, en se retirant dans son lit, ne laisse que des insectes & des reptiles dans les terreins qu'il a fertilisés. Les Gonzague, par leurs largesses & leur exemple, ont entretenu la fécondité des champs du génie ; & en descendant dans la classe des Savans & des Littérateurs, ils ont invité les autres à l'être «.

Si l'on vouloit relever tout ce qu'il y a de singulier dans ce peu de lignes, on

Digitized by Google

n'auroit jamais fini. Disons, sans trop épiloguer, que si le Mantouan se trouva épuisé après avoir produit Virgile, il avoit eu le temps de se remettre au temps où les Gonzague y protégèrent les Lettres & les Arts; que dans une si longue suite de siècles, presque tous ignorans & barbares, ce fut par d'autres raisons que par découragement & par le désespoir d'atteindre Virgile, qu'on se dispensa de l'imiter; qu'il n'y a entre Virgile & le Nil, qui se retire dans son lit, aucune comparaison à faire; qu'il y en a encore moins entre les insectes & les reptiles nés du limon déposé par ce fleuve, & les compatriotes d'un grand homme, qui, sans pouvoir l'égaler, profitent du moins des lumières, & du goût qu'il a répandus dans son siècle, & qui sont toujours, après lui, un peu moins insectes & moins reptiles qu'ils ne l'étoient auparavant. Disons sur-tout à l'Auteur qu'un Prince, quel qu'il soit, ne *descend* point dans la classe des Savans & des Littérateurs; & qu'en prenant le mot *Savant* & le mot *Littérateur* dans leur acception véritable, la plupart des Princes auroient, au contraire, beaucoup à monter pour y atteindre.

M. Turpin paroît aimer beaucoup le Nil; car il l'emploie encore dans son exorde pour objet de comparaison. Voici cet exorde, qui est un peu sur le haut style: » Je m'étois proposé de ne remuer les cendres » que de ces intelligences sublimes & pri-

Digitized by Google

» vilégiées dont la France s'honore, & » *qu'elle se glorifie d'être sorties de son sein* » (ceci n'est pas du haut style, c'est du » mauvais style): mais les illustres Etrangers, » qui, transplantés dans cette terre for- » tunée, en ont cimenté la grandeur, ne » sont-ils pas des enfans d'adoption, d'au- » tant plus dignes *qu'on consacre* leur mé- » moire, *que* ne devant rien à la France, » ils ont tout sacrifié pour elle? Le NIL, » sorti des montagnes arides de l'Ethiopie, » appartient à l'Egypte, dont il arrose & » fertilise les campagnes desséchées «.

Or, voici comme Louis de Gonzague ne devoit rien à la France, comme il sacrifia tout pour elle, & comme il ressembloit au Nil arrosant & fertilisant les campagnes desséchées de l'Egypte. Lorsque ce troisième fils d'un petit Prince d'Italie vint s'établir en France, il eut d'abord pour apanage les biens qu'y avoit possédés son aïeule Anne d'Alençon, les Seigneuries de la Guerche, de Senonches, Provençai, Château-Gontier, Bresolles, & autres Domaines. Quelques années après, il épousa Henriette de Clèves, héritière d'une partie des riches Domaines de la Maison de Bourgogne, qui lui apporta pour dot les Duchés de Nevers & de Réthelois, la Baronnie de Donzi, des Terres en Bourbonnois & en Berri, de riches Domaines en Picardie & en Artois. N'en déplaise à son Historien, on ne voit pas ce que la France gagnoit à tout cela.

Digitized by Google

Sans parler des dignités lucratives, des Commandemens, des Gouvernemens, qui furent ensuite accumulés sur sa tête, devenu, jeune encore, le plus riche Propriétaire d'un pays qui n'étoit pas le sien, il ressemble moins à un fleuve qui dépose & qui fertilise, qu'à un torrent qui emporte & qui engloutit. Ce fut pourtant, il faut le dire, en tout bien & en tout honneur. Un patrimoine, qui ne lui en appartenoit pas moins pour être situé en France; un grand mariage dont il fut digne par sa naissance, ses qualités & ses vertus, des emplois qu'il mérita par ses services, & qu'il remplit avec gloire, rien assurément de plus légitime, mais aussi rien qui ressemble moins au Nil: & c'est là tout ce que nous voulions dire.

C'étoit pour guerroyer que le jeune Louis de Gonzague étoit venu en France. Il y trouva d'abord de quoi se satisfaire. Henri II ayant hérité de la haine de son père contre l'Espagne, il falloit que la France ruinée d'hommes & d'argent pour les fantaisies de François I, le fût encore pour celles de Henri II; & sans autre raison que cette haine héréditaire, l'Italie, le Piémont, la Flandre & les frontières de France, *n'offroient*, comme le dit l'Auteur, *qu'un spectacle de carnage*. C'est dans cette guerre si raisonnable, comme l'ont été celles de tous les Peuples soumis aux caprices d'un seul homme, que Louis de Gonzague fit

ſes premières armes. Les François furent vaincus dans une bataille, & le Prince fait priſonnier, après des prodiges de valeur. On le conduiſit avec honneur dans la tente de l'un des Généraux ennemis. Et quel étoit ce Général ? C'étoit le célèbre Ferdinand de Gonzague, ſon oncle, l'un des plus grands Guerriers de ſon temps, qui verſa des larmes de joie de ſe voir revivre dans ſon jeune neveu. Ce ſont-là de ces traits aſſez fréquens dans l'Hiſtoire des temps chevaleresques, temps de barbarie où toute la gloire d'un Noble étoit de ſe bien battre, où la guerre, c'eſt-à-dire ſous un nom honnête, le maſſacre & le brigandage, étoit ſon ſeul élément, où, pourvu qu'il pût ferrailler, il ne s'informoit ni pour qui, ni contre qui. Deux Princes Italiens, l'un ſur le déclin, l'autre à la fleur de l'âge, pouvant jouir paiſiblement de la vie dans un pays agréable & fertile, s'en vont, loin de leur patrie, tuer, piller, dévaſter, l'un pour l'Eſpagne, l'autre pour la France. Ce qu'ont de plus horrible les guerres civiles, les combats de parens contre parens, les voilà qui s'y livrent avec fureur, pour des querelles étrangères. Ils ſe revoient après la bataille, & s'embraſſent en pleurant de joie ; mais au milieu de la mêlée, ils pouvoient s'entrégorger, & ce qu'ils nomment *la gloire* eût permis à peine au meurtrier de pleurer ſur ſon crime & de s'en repentir.

Digitized by Google

» Le retour de la paix, & la mort du » Roi, qui arriva l'année suivante, le re» tinrent dans une inaction pénible, jus» qu'à la naissance des guerres civiles, » où une partie des François s'arma de » poignards pour égorger l'autre moitié «. Certainement M. Turpin dit ici ce qu'il ne veut pas dire; car à prendre cette phrase dans le sens qu'elle présente, Louis de Gonzague ne se sentit soulagé de cette inaction où languissoient les gens de sa sorte, dès qu'ils ne tuoient plus, que lorsqu'il vit les poignards hérétiques & catholiques tournés les uns contre les autres, dans toute l'étendue de la France; & cette époque sanglante, dont tout véritable François rougit & frémit encore, remplit les vœux de ce bon Prince, en l'arrachant à son oisiveté.

Il avoit pourtant des ressources pour en être moins surchargé que ses semblables. Les Lettres, les Arts, la Politique l'occupoient tour à tour dans le loisir de la paix. L'*homme de génie*, dit l'Historien, *n'est jamais oisif, & même il n'est jamais plus occupé que dans le repos.* Qu'est-ce que ce repos, cette inaction avoient donc de si *pénible* pour lui? & qu'avoit-il besoin, pour se distraire, de l'horreur de nos guerres religieuses?

C'est ainsi que presque toute cette vie est écrite. Les faits, les principes & le style s'y choquent & s'y contrarient sans

ceſſe. On ne la lit cependant pas ſans intérêt. Elle nous retrace des temps dont il nous eſt enfin permis d'enviſager le tableau, depuis qu'une Conſtitution nouvelle nous aſſure qu'ils ne reviendront plus. Ces règnes orageux du ſecond Henri, de François II, de Charles IX, de Henri III, & le commencement de celui de Henri IV, pendant leſquels le Prince de Gonzague tint une des premières places dans les Armées, dans les Conſeils, dans les Ambaſſades, ſont affligés de deux plaies, dont la France eſt à jamais guérie; la tyrannie féodale & le fanatiſme. Alors des Seigneurs turbulens & des Prêtres ſanguinaires diviſoient, déchiroient & déshonoroient l'Empire. La Nation étoit eſclave, ignorante, aveugle; elle ne connoiſſoit ni ſes droits ni ſes forces. Les crimes qu'elle commit alors ont pu lui être reprochés tant qu'elle eſt reſtée dans cet état d'abjection & de ſervitude. Aujourd'hui qu'elle eſt libre, ils ſont pour elle comme les erreurs & les crimes d'un autre Peuple. Ils peuvent même contribuer à ſon bonheur & à ſa gloire, en faiſant ſentir davantage la néceſſité & la difficulté de ſa noble entrepriſe. Enfin, l'un des plus grands bienfaits de notre Révolution, c'eſt que nous pouvons ſans honte, & même avec un mouvement d'orgueil, écrire, lire, & avouer les ſottiſes & les cruautés de nos ancêtres. Que nous importe ce dont ils ſe ſont rendus coupa-

Digitized by Google

bles ? C'étoient, à la vérité, des Habitans de la France, mais ce n'étoient pas encore des François.

ESSAIS sur les avantages qui réſulteroient de la ſécularisation, modification & ſuppreſſion des Monaſtères Religieux de l'un & l'autre sèxe. A Londres; & ſe trouvent à Paris, Hôtel Boutillier, rue des Poitevins. in-8°. de 110 *pages.*

CETTE Brochure a paru dans un temps où la ſuppreſſion des Ordres religieux n'étoit encore que projetée, & où l'emploi de leurs biens n'étoit point déterminé. Il ne paroît pas que le plan de l'Auteur ait ſervi de baſe aux déciſions de l'Aſſemblée Nationale. Un léger apperçu de ce plan ſuffira pour indiquer à nos Lecteurs tout ce que l'Etat y a perdu. Nous les prévenons ſeulement, ce qu'ils auroient peine à croire, que l'Auteur paroît être de bonne foi, & qu'il propoſe très-ſérieuſement ſes idées: c'eſt en cela que conſiſte le mérite & l'agrément de cet Ouvrage.

La première Partie traite des Abbayes, Prieurés & Monaſtères d hommes. Tous ſeront ſupprimés, à l'exception des Maiſons utiles pour le ſervice des pauvres malades, ou pour l'inſtruction de la jeuneſſe, telles

Digitized by Google

que celles des Oratoriens, des Lazaristes, &c. Elles seront conservées, mais seulement comme Congrégations libres & exemptes de vœux.

Les revenus des Maisons Abbatiales des Ordres de Saint Benoît, Cîteaux, Saint Augustin & Prémontrés, seront affectés à la Noblesse de Robe & d'Epée, aux Offices militaires, aux enfans des Nobles, & à ceux d'Officiers militaires de tous grades.

De tous les biens des Abbayes, tant en commande qu'en règle, on formera quatre Ordres, savoir :

L'Ordre de Saint Benoît, dont les biens seront destinés à la récompense de l'Infanterie Françoise :

Ceux de l'Ordre de Cîteaux, à la Cavalerie, aux Dragons & Légions :

Ceux de l'Ordre de Saint Augustin, à la Marine Royale :

Ceux de l'Ordre des Prémontrés, aux Officiers de l'Ordre du Mérite militaire.

Chaque Ordre aura pour Chef le Protecteur suprême, le Roi, & sera composé d'un Grand-Maître (de la Famille Royale), d'un Grand-Prieur Ecclésiastique, de Grands-Baillis Militaires, de Grands-Croix Ecclésiastiques & Militaires, de Grands-Abbés Chefs de Chapitres, d'Abbés Commendataires réunis aux Chapitres, de Commandeurs Ecclésiastiques & Militaires, de sous-

Digitized by Google

Commandeurs Militaires, de Grands-Chevaliers, de Chevaliers Militaires vétérans, & Chevaliers Prêtres ou Chanoines.

Aucun Ecclésiastique ne sera admis dans les Chapitres, qu'il n'ait fait preuve de noblesse, au degré fixé par le Roi, excepté les Aumôniers de Régimens & Hôpitaux, & les fils d'Officiers Militaires de tout grade. Aucun Militaire n'y sera admis qu'il n'ait acquis la vétérance de cinq années depuis sa réception dans l'Ordre de Saint Louis.

Chaque Ordre sera partagé en Prébendes, valant chacune mille livres de revenu. L'Ordre de Saint Benoît, aura 5842 Prébendes, Cîteaux 2139, St. Augustin 1570, Prémontré 1017.

On payera avec ces Prébendes non seulement les Grands-Officiers & les Chevaliers des Ordres, mais même tous les Militaires d'un grade supérieur qui ont aujourd'hui des pensions. Ainsi, le Grand-Maître d'un Ordre aura deux cent cinquante-quatre Prébendes, c'est-à-dire, 254,000 liv. de rente; le Grand Bailli cent quarte, & les simples Chevaliers vétérans, une seule; les Maréchaux de France, vingt; les Lieutenans-Généraux, dix; les Maréchaux de Camp, six; ainsi du reste. Les Ministres du Roi seront aussi payés en Prébendes; ils en auront chacun quarante, les Gouverneurs généraux, vingt, &c.

Digitized by Google

Viennent ensuite les décorations de vétérance de chacun des Ordres, & les marques d'honneur affectées à chaque grade. Les Croix, les Barons, les Cordons, sont dénombrés & distingués dans le plus grand détail, & avec beaucoup de patience.

Dans les dispositions utiles que fait l'Auteur du restant des revenus des Ordres Religieux supprimés, il partage ceux des Chartreux & des Camaldules, entre les deux Ordres du Saint-Esprit & de Saint-Michel, dont les pensions sont aujourd'hui trop modiques, en raison de leur *illustration* & de leur *éclat* dans la Société. Il affecte les biens des grands & petits Carmes, des Picpuces, des Pénitens, des Théatins, aux Académies Françoise, des Sciences, des Inscriptions & Belles-Lettres, d'Architecture, de Peinture & Sculpture, dont les pensions, par ce moyen, ne seront plus à la charge du Gouvernement. Ainsi les Gens de Lettres & les Artistes ne seront plus pensionnés; ce seront des espèces de Chanoines ou des Académiciens prébendés.

La seconde Partie a pour objet les Monastères de filles Religieuses.

On réunira les biens qui dépendent des 260 Abbayes de filles, pour en former 48 Chapitres, dans lesquels il ne sera admis que des Demoiselles ou veuves Nobles, ou filles ou veuves d'Officiers Militaires. Ces

Digitized by Google

Chapitres seront établis à l'instar de ceux de Remiremont, Maubeuge, Denain & autres Chapitres nobles; ils seront divisés en trois classes.

Pour être admises dans la première, dont les Prébendes vaudront 4000 liv., les veuves ou Demoiselles seront obligées de prouver huit générations de noblesse, de père & de mère, ou d'être filles ou veuves de Maréchaux de France, de Chanceliers ou Gardes des Sceaux, de Ministres & Secrétaires d'Etat, de Lieutenans-Généraux des Armées, ou au moins filles de Premier Président de Cour Souveraine.

Dans la seconde classe, dont les Prébendes vaudront 3000 l., il faudra faire preuve de six générations, *idem*, ou être veuve ou fille de Maréchal de Camp, de Brigadier des Armées, de Colonel, ou de Conseiller d'Etat, d'Avocat ou Procureur-Général de Cour Souveraine, d'Intendant de Province, ou Maître des Requêtes.

Enfin, pour les Chapitres de la troisième classe, il suffira de quatre générations, *idem*, ou d'être fille ou veuve de Lieutenant-Colonel, ou d'Officier Militaire de grades inférieurs, ou de Conseiller de Cour Souveraine. Aussi les Prébendes ne vaudront qué 2000 liv.

Chaque classe sera présidée par une Abbesse générale, qui, sous le bon plaisir du Roi, sera une Dame du Sang de

Digitized by Google

France. Elles auront au dessous d'elles 48 Abbesses Supérieures, 193 Abbesses Commendataires, & 1517 Chanoinesses de différentes classes.

Les veuves & les orphelines seront admises à tout âge ; les Demoiselles au dessous de 24 ans, passeront au pensionnat. Celles qui auront père & mère ne seront admises que depuis 6 ans jusqu'à 8, afin que les filles d'une éducation étrangère ne viennent pas corrompre & intervertir l'ordre de l'éducation établie.

Cette éducation est fort soignée. Les occupations utiles y sont mêlées aux talens agréables ; les Chanoinesses y sont conduites par degrés depuis leur admission jusqu'à l'âge de 24 ans, où elles prennent appartement, & jouissent de la plénitude de leurs Prébendes & des droits & titres de Dames Chanoinesses. Jusque-là elles n'auront joui que d'une demi-Prébende. L'autre moitié, placée chaque année, leur formera un capital suffisant pour leur servir de dot, si elles veulent se marier à 24 ans.

» On se flatte qu'au moyen de ces dots » & de l'éducation qu'elles auront reçue, » elles seront recherchées par des hommes » dignes de leur naissance ; que la Noblesse » Françoise reprendra son caractère primi- » tif de grandeur, de générosité & de » franchise ; que son sang ne sera plus

Digitized by Google

» abâtardi par *la baſſeſſe des alliances mal*
» *aſſorties*, que la pauvreté des Demoiſelles
» & des cadets de famille les obligeoient
» de contracter avec des familles *qu'elles*
mépriſoient ».

Nous ne croyons pas inutile de rappeler ici que c'eſt très-ſérieuſement, & de la meilleure foi du monde, que l'Auteur écrivoit tout cela en 1789.

On doit bien penſer que s'il s'eſt occupé de la décoration & de la parure de ſes Chapitres d'hommes, il n'a eu garde de paſſer légèrement ſur celles des Chanoineſſes. La robe, la jupe, les rubans, les cordons, la coiffure, rien n'eſt oublié. Ce ſeroit certainement une jolie armée que celle qu'on pourroit former de tous ces Chapitres réunis. Abbeſſes & Chanoineſſes veuves des Ordres de Saint Benoît & de Fontevrault, en habit noir, jupon & rubans couleur de feu; & les Chanoineſſes Demoiſelles, jupon & garnitures bleues de ciel. — Abbeſſes & veuves des Ordres de Cîteaux & de S. Auguſtin, en habit violet, jupon & garniture aurore; Chanoineſſes Demoiſelles, jupon & garniture blanche; Penſionnaires, jupon & garniture roſe. — Chapitres Prieuraux, les uns en habit marron-d'Inde, jupon & garniture ponceau, ou bleu, ou roſe, ſelon les grades; les autres en habit bleu de Roi, jupon & garniture blancs, citron ou roſe. — Tous

les Chapitres avec le grand cordon de l'Ordre en écharpe, de quatre pouces de longueur, couleur de feu, bleu-ciel, bleu de Roi, tous trois liserés de blanc, & le dernier blanc, liseré de couleur de feu, &c. Rien sans doute de plus brillant, de plus riant à l'œil & à l'imagination que ces élégans uniformes; rien de plus propre à entretenir parmi les femmes ce goût pour la parure, sur lequel l'Auteur du Projet craint peut-être qu'elles ne viennent à se négliger.

Il nous semble inutile d'entrer dans de plus longs détails, & de joindre à ceux ci aucune réflexion. Si la Nation eût suivi les idées de l'Auteur, jamais on n'eût vu en France autant de cordons, de croix, d'uniformes, de marques distinctives de toute espèce; cela est sûr. L'emploi qu'on va faire des biens ecclésiastiques ne sera pas aussi propre à récréer la vue, cela est sûr encore; mais dans notre nouveau système d'utilité & d'égalité civiles, peut être aura-t-il d'autres avantages.



Digitized by Google

TRAITÉ Elémentaire, ou Principes de Physique, fondés sur les connoissances les plus certaines, tant anciennes que modernes, & confirmés par l'expérience; par M. BRISSON. *3 Vol. in-8°., avec 46 Planches. Prix, 21 liv. br. & 24 liv. rel. A Paris, chez* Moutard, *Libraire, rue des Mathurins, Hôtel de Cluni.*

DEPUIS un certain nombre d'années, on a acquis en Physique un grand nombre de connoissances nouvelles, qui ont mis à portée de rendre raison des phénomènes de la Nature, d'une manière très-satisfaisante.

M. Brisson a recueilli toutes ces connoissances, à mesure qu'elles ont été acquises : il s'est assuré de leur réalité par des expériences concluantes, & en a formé un corps de doctrine, d'où il a déduit un grand nombre de propositions ou de *principes*, au moyen desquels il est aisé de rendre raison des Phénomènes. C'est cette doctrine qui fait la matière des trois Volumes qu'il présente aujourd'hui au Public. Toutes les questions relatives à la Physique y sont compriſes ; & il paroît que cet Ouvrage est le plus complet qui ait été pu-

Digitized by Google

blié jusqu'ici; mais ce qui en fait le vrai mérite, c'est la clarté & la précision que l'Auteur a mises, soit dans l'exposition des phénomènes, soit dans l'explication qu'il en donne. Depuis près de trente ans qu'il enseigne publiquement la Physique, il a été à portée de comparer les différentes méthodes; & il a choisi pour son Ouvrage, celle qui lui a paru la plus propre à être entendue du plus grand nombre de l'un & de l'autre sexe. M. Brisson termine son Ouvrage par une Table des matières rangées par ordre alphabétique, qui en fait l'équivalent d'un Dictionnaire, au moyen duquel on pourra trouver sur le champ la question dont on aura besoin, & tout ce qui y a rapport.

Cet Ouvrage est de plus enrichi de deux Tables de synonymes, contenant l'ancienne & la nouvelle nomenclature chimique.



Digitized by Google

Les Dangers de l'Opinion, Drame en 5 Actes en vers, représenté, pour la 1re. fois à Paris, sur le Théâtre de la Nation, par MM. les Comédiens François ordinaires du Roi, le Mardi 19 Janvier 1790; par J. L. Laya. Prix, 10. s. A Paris, chez Maradan, Lib. rue St-André-des-Arts, Hôtel du Château-Vieux.

Cet Ouvrage, qui a réussi, est le coup d'essai d'un jeune Auteur, & établit un préjugé avantageux en faveur de son talent.

Odes, Cantates, Epîtres & Poésies diverses de J. B. Rousseau; in-4°. A Paris, chez P. Didot fils aîné & F. A. Didot l'aîné, rue Pavée St-André-des-Arts. Imprimé par ordre du Roi, avec les caractères gravés exprès par Firmin Didot.

Ce Volume fait partie de la Collection des Classiques pour l'éducation de Mgr. le Dauphin.

Manuel Militaire, pour le Réglement de service & de police, à l'usage de la Garde Nationale, tant de Paris que des Provinces; Ouvrage rendu public à l'invitation de M. de la Fayette; par M. de Bacon. A Paris, chez Didot fils le jeune, Libr. rue Dauphine; & au Palais-Royal. Prix, 1 l. 16 sous.

Cet Ouvrage utile est fait pour être placé entre les mains de tous les Volontaires Nationaux qui voudront remplir patriotiquement l'importante mission que leur ont fait ambitionner l'amour & la gloire de leur pays. On y traite de tout ce qui a du rapport aux élémens du service militaire, & qui peut en assurer l'exécution.

Digitized by Google

Vie de Voltaire, par M. le Marquis de Condorcet; suivie des *Mémoires de Voltaire*, écrits par lui-même; d'une *Table des Œuvres*, &c. 1 Vol. in-8°. faisant le LXXe. & dernier de la Collection des Œuvres de Voltaire de ce format. A Paris, chez l'Editeur, Hôtel d'Hollande, Vieille rue du Temple.

= La même, in-12, faisant le XCIIe. & dernier Volume de cette Edition.

La Pucelle, Poëme, suivi des Contes & Satires de Voltaire. 1 Vol. grand in-4°. papier vélin Anglois. Prix, 24 liv. en feuilles, avec le Portrait de l'Auteur.

= La même, in-18, nouv. éd. 2 Vol. Prix, 3 liv., en pap. vél. Ang. 6 liv.

La Henriade, Poëme, suivi de quelques autres Poëmes de Voltaire. 1 Vol. grand in-4°. pap. vélin Ang. 24 liv. en f., & 48 liv. avec Fig. de M. Moreau le jeune, belles épreuves, éditions très-soignées, & imprimées avec les caractères de Barkerville.

Note des différentes éditions des Œuvres de Voltaire, imprimées à Kehl par la Société Littéraire Typographique.

Editions in-8°. en 70 Volumes, y compris la Vie de l'Auteur, à 9 liv. le Volume en papier vélin Anglois; à 6 liv. beau pap. de France; à 3 liv. pap. ordinaire.

Editions in-12, en 92 Volumes, y compris la Vie de l'Auteur, à 6 liv. le Volume, pap. vélin Anglois; à 2 liv. 10 s. beau pap. de France; à 2 liv. pap. ord.; à 1 liv. 10 s. pap. commun.

Toutes ces Editions peuvent être satinées, à raison de 6 den. par feuille, à l'Etablissement du Satinage des Papiers, rue des Sept-Voies, Mont St Hilaire.

Digitized by Google

SPECTACLES.

THÉATRE ITALIEN.

ON a donné, le 1er. Mai, *les Fous de Médine*, ou *la Rencontre imprévue*, Comédie en trois Actes, mêlée d'Ariettes extraites de la Musique des *Pélerins de la Mecque*, par le Chevalier Gluck. L'Auteur l'ayant retirée pour y faire des changemens, nous attendrons pour en parler qu'elle ait été remise au Théatre.

LE Mardi 4, on a donné la première représentation de la *Suite des Solitaires de Normandie*. M. de Piis avoit pris dans un Conte intéressant de Mad. la Marquise de Sillery le sujet d'une première Pièce dont nous avons annoncé le succès. Ce second Ouvrage n'a pas été une suite malheureuse, comme il arrive assez souvent; le Public y a reconnu l'Homme de Lettres, dont il a souvent accueilli les Productions sur ce même Théatre, & il l'a témoigné par ses applaudissemens.

On avoit vu dans la première Pièce Michel & Jacqueline trouver un appui dans la Duchesse, Dame du lieu où ils

Digitized by Google

s'étoient retirés après leur infortune. Leur Protectrice a toujours veillé sur eux ; & à leur insçu, elle leur a fait bâtir une petite maison, dont elle leur envoie les clés. C'est leur établissement dans leur nouveau domicile, avec des détails intéressans, tels que la visite de la Duchesse qui vient dîner avec eux, qui forment l'action de cette nouvelle Pièce, dans laquelle on a applaudi des Couplets bien faits, & ce talent qui a mérité plus d'un succès à son Auteur.

Au prochain N°., l'Article de *Jeanne d'Arc*, représentée sur le Théatre Italien ; & celui de *Il Geloso in Cimento*, qui a paru sur celui de Monsieur : ces deux Ouvrages ont réussi.

MUSIQUE.

Six Duo concertans pour 2 Flûtes, par Krasinsky, Œuvre 5. Prix, 7 liv. 4 s. = 3 Symphonies à 2 Violons, par A. Stamitz. 4e. Livre. Prix, 7 liv. 4 s. A Paris, chez M. de Roullède, rue St-Honoré, près l'Oratoire, N°. 614.



Digitized by Google

AVIS.

ON a mis en vente, Hôtel de Thou, rue de Poitevins, N°. 18 :

Voyage aux sources du Nil, en Nubie & Abyssinie, pendant les années 1768, 1769, 1770, 1771 & 1772 ; par M. James Bruce ; avec Cartes & Figures ; traduit de l'Anglois par J. H. Castera. Tome I, in-4°. Prix, 15 liv. 10 s.

Tome VIII & dernier des Animaux quadrupèdes, avec plus de 80 Planches, formant le XIV^e. Volume des Œuvres complettes de M. de Buffon ; in-4°. Prix, 21 liv. en feuilles, 21 liv. 10 s. br. & 24 liv. rel.

Le même Volume, sous le titre de Tome VIII Supplément pour l'édition de l'Histoire Naturelle in-4°., avec la partie Anatomique. Même prix. Ce Volume complète en entier tout ce qu'a fait M. de Buffon, lui-même en a terminé tout le Manuscrit avant sa mort.

Faute à corriger.

En annonçant les *Mémoires de M. de la Tude*, on avoit fait une erreur sur le prix ; ils se vendent 4 liv. 16 sous pour Paris, & 6 liv. franc de port pour la Province.

TABLE.

DISCOURS et Vers.	121	Recueil.	15
Vers.	129	Histoire.	15
A Madame de ***.	130	Faits.	15
Chanson. Enig. Log.	131	Traité Elémentaire.	16
Despotisme.	133	Théatre Italien.	16

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE
DE
BRUXELLES.

SUÈDE.

De Stockholm, le 25 Avril 1790.

LE Roi de Suède paroît commencer la campagne sous les plus heureux auspices, et deux avantages très marqués doivent lui inspirer autant de confiance que de découragement aux Russes contre lesquels on fera agir cette année deux corps d'armée; le plus considérable dirigera ses opérations vers la Finlande méridionale, du côté de Fridericsham; c'est celui dont le Roi s'est réservé le commandement : le second attaquera les possessions Russes vers le nord; les Barons *d'Armfeld* et *de Steding* sont à la tête de ce dernier. Les forces maritimes se trouvent également réparties en deux grandes divisions; la première

Digitized by Google

est l'escadre de Carlscrone, consistant en 60 voiles, tant vaisseaux de ligne que frégates sous les ordres du Duc *de Sudermannie;* nous en avons donné l'état nominal dans le N°. 16 de ce Journal : la seconde, appelée la flotte de l'armée, ou l'escadre légère, composée de plus de 250 bâtimens armés, côtoye toujours les côtes, pour soutenir les opérations de l'armée de terre, et favoriser ses descentes ; sous-divisée en deux escadres, dont l'une est stationnée à Stockholm, et l'autre à Swéaborg, elle doit se réunir dans ce dernier port, pour s'opposer aux opérations de l'escadre légère des Russes, commandée par le Prince *de Nassau.*

Suivant des lettres de Copenhague, en date du 27, la grande escadre de Carlscrone n'avoit pas encore mis à la voile; on la disoit en rade depuis le 15, mais celle de Gothembourg avoit passé le Sund le 22.

On apprend de la Finlande que le Roi s'est emparé le 15 des deux défilés de Kiarnakoski et de Susmenieni près de Wilmanstrand dans la Finlande Russe: on y a pris deux canons de métal et toutes les provisions de l'ennemi, comme farines, pain, munitions de guerre et bagages : on a fait un butin assez considérable en armes, habits et argent ; la somme passe 14,000 roubles. Les Suédois, qui n'ont eu que 10 hommes tués et quelques blessés, ont fait prisonniers,

Digitized by Google

un Major Russe et 80 Soldats. Cette affaire, exécutée sous les yeux du Roi par le Baron *d'Armfeld*, fait autant d'honneur à son habileté qu'à son courage. Le Corps du Général *de Steding* est près de Nyslott, celui du Général *de Meyerfelt* entre Lowisa et Aborfors; le Roi, à la tête du troisième, a pénétré dans la Finlande Russe, où il est probable que de nouveaux succès l'attendent.

A ses vertus guerrières, il est à souhaiter que Gustave joigne celle de la clémence. Le Conseil de guerre assemblé à Frédéricshoff a jugé, le 19 de ce mois, les Officiers qui crurent, durant la campagne de 1788, ne pouvoir servir dans une guerre offensive que le Roi s'étoit permis de déclarer sans l'aveu des Etats, et prirent part en conséquence à la confédération d'Anjala. Cette sentence de sang condamne une cinquantaine d'Officiers, de différens grades, à périr par divers genres de supplices. La plupart servant actuellement dans l'armée en Finlande, et ayant même mérité par leur bravoure d'obtenir de l'avancement, il est probable qu'à cette considération le Roi leur accordera une grace qu'on pourroit regarder comme une justice. Le Conseil leur a fait signifier qu'ils peuvent s'adresser au Roi par requête, et relever les inexactitudes que la procédure d'information pourroit contenir.

Digitized by Google

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 5 Mai.

On assure que le Comte *de Stackelberg*, Ambassadeur de Russie auprès de la République, vient d'être rappelé à Pétersbourg; le sieur *de Bulgakow*, ci-devant Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Constantinople, le remplacera en qualité de Ministre du second rang : il est attendu à Yassi quelque temps après le départ du Comte *de Stackelberg*, et ce sera le Baron *d'Asch* qui se chargera des affaires jusqu'à ce qu'il arrive. On ajoute que lorsque l'alliance entre la Prusse et la Pologne fut signée, on afficha en grandes lettres, sur la porte du Comte : *Jour de divorce de la Russie avec la Pologne.* Si cette anecdote est vraie, elle prouve avec combien d'impatience les Polonois supportoient l'influence du Cabinet de Pétersbourg sur celui de Varsovie.

L'Impératrice de Russie a fait mettre en liberté les deux Comtes de Wachtmeister, faits prisonniers à l'affaire de Hoogland, en 1788; c'est à l'intercession de l'Ambassadeur d'Espagne qu'ils doivent leur grâce : l'Impératrice s'est contentée d'exiger leur parole d'honneur qu'ils ne serviroient plus dans cette

Digitized by Google

guerre, et ils se sont rendus auprès de leur famille.

On assure que les Russes se sont emparé de Varna, et que le Prince *Potemkin* compte pousser ses conquêtes aussi loin que la fortune voudra le seconder. Une chose qui pourroit les arrêter, si la nouvelle est vraie, c'est que la Grande-Bretagne se propose de déployer toutes ses forces pour empêcher des progrès ultérieurs, secourir les Turcs, et forcer le Cabinet de Pétersbourg d'accéder à une paix équitable; propositions auxquelles on dit *Léopold II* disposé à souscrire.

De Berlin, le 1er. Mai.

La guerre que la Prusse paroît sur le point d'entreprendre exigera, non-seulement des hommes, du courage et des lumières, elle coûtera aussi beaucoup d'argent. On a compté vers le milieu du mois passé les sommes nécessaires pour l'armée; elles s'élèvent à environ 6 millions de rixdalers; c'est le Trésor-Royal qui les a données. — Les fournisseurs de chevaux ont reçu l'ordre d'en fournir 6 à 8000 jusqu'au premier de ce mois. Ces dépenses, ces préparatifs n'ont rien d'étonnant, quand on songe que les seuls Régimens Westphaliens formeront un Corps d'observation d'environ 25,000 hommes. Si la guerre

Digitized by Google

éclate, toute l'armée Prussienne agira en trois Corps; l'un sur les frontières de Bohême sous les ordres du Roi; l'autre dans la haute Silésie sous ceux du Duc Frédéric *de Brunswick*, et le troisième en Pologne sous la conduite du Duc régnant *de Brunswick*.

Onze compagnies d'Artillerie sont parties, le 26, pour Magdebourg; le Roi avoit fait dire verbalement 5 à 6 jours auparavant, que ceux des Officiers qui ne voudroient pas faire la Campagne obtiendroient leur congé. Au reste, tous les employés au Commissariat de guerre, aux Hôpitaux de Campagne, aux magasins et aux boulangeries, sont nommés. Une nouvelle assez singulière, si elle est vraie, c'est qu'il est question d'échanger le Margraviat d'Anspach contre la Lusace. Le départ des Commissaires du Roi pour Anspach a fait renouveler ce bruit; on assure que l'objet de leur mission est de vérifier le produit de cette Principauté.

De Vienne, le 8 Mai.

On ignore encore le contenu des dernières dépêches de Berlin, mais il y a lieu de présumer qu'elles n'ont pas été favorables, puisqu'il s'est tenu, le 28 Avril, une longue Conférence ministérielle, à la suite de laquelle tous les Officiers qui se trouvoient encore à Vienne

Digitized by Google

ont reçu l'ordre de rejoindre leurs Régimens dans la Bohême et dans la Moravie; au reste, le Comte *de Podewils*, Ministre de Prusse, est toujours ici, et il a de fréquentes conférences avec le Prince *de Kaunitz*. Notre Cabinet attend avec impatience le Courrier de Pétersbourg, qui doit arriver le 12; on dit que la décision finale de la paix ou de la guerre dépend de la réponse qu'il apportera.

Quelques personnes, qui se prétendent bien instruites, assurent que dans les dernières dépêches apportées par un Chasseur de Berlin au Comte *de Podewils*, il est question de convenir d'un terme pendant lequel on traitera définitivement des conditions de paix avec la Porte Ottomane.

En attendant cette paix, à laquelle *Léopold II* ne se refusera surement pas, pour peu que les conditions soient équitables, nous venons d'avoir encore deux avantages contre les Turcs, que la prise d'Orsowa déja effectuée, et celle de Widdin, regardée comme prochaine, ne peuvent manquer de décourager.

Le Supplément à la Gazette du 26 rend le compte suivant de l'expedition du Colonel *Michalieiwick*, contre Alexience, à 2 lieues de Nissa. Le Colonel se mit en marche dans la nuit du 5 au 6 Avril, à la tête d'une partie de l'Infanterie de son Corps, et d'une Division de Hussards, qui avoient du canon

Digitized by Google

à leur suite; arrivé près d'Alexience, son avant-garde fut attaquée par l'Ennemi; mais il le repoussa et le força de se sauver, ainsi que toute la garnison qui, repassant la Morava, se replia vers Nissa. *Ali Pacha* mit tant de précipitation dans sa fuite, qu'il abandonna toute sa correspondance. Le vainqueur fit mettre le feu aux magasins établis à Alexience, et revint le 9 à Jagodina.

Le second avantage plus récent est celui que nous avons eu dans une escarmouche près de Kallefat sur le Danube. Un detachement du Corps du Prince *de Cobourg* a tué 50 hommes aux Turcs, et leur a pris une tschaïque avec deux canons.

Assurément de petits succès de cette nature ne sont pas décisifs, et la campagne pourroit encore traîner long-temps de cette manière; mais la possession d'Orsowa est, pour nous, du plus haut prix, et, s'il en faut croire des Officiers instruits, plus avantageuse que celle de Belgrade même : en effet, cette place est située au milieu du Danube, qu'elle coupe en deux parties égales. Une garnison de 1000 à 1200 hommes suffit pour la défendre, et ses magasins sont d'une étendue à contenir des munitions et des vivres pour deux ans. La Garnison Turque l'a évacuée le 19, sous une escorte qui l'a conduite jusqu'à la rivière du Timok : on y a trouvé 154 pièces d'artillerie, tant de métal que de fer. Cette prise ouvre à nos Armées la communication par le fleuve entre les Troupes de la Servie, du Bannat, de la Valachie et de Gladowa.

Nous venons de recevoir la triste nouvelle que le magasin à poudre de cette Ville, qui en renfermoit 1500 quintaux, a sauté

Digitized by Google

le 20 Avril, en entraînant le château dans sa ruine; il a péri dans cet accident 28 personnes, et 59 sont plus ou moins blessées.

Des Lettres de Nagodin disent que l'Armée Turque qui s'est rassemblée près de Widdin, seule place qui lui reste dans la Bulgarie, n'est que de 20,000 hommes : l'Armée du Grand-Visir se concentre entre Nissa et Adrianople. C'est le Prince *de Cobourg* qui va former le siège de cette forteresse, dont la perte contraindroit les Turcs d'abandonner cette Province importante pour eux. Son Armée est partie de Bucharest, et l'on attend avec impatience des nouvelles de ses opérations; il s'est fait sentir vivement dans cette dernière Ville un tremblement de terre, qui s'est propagé dans tout le Bannat, la Transylvanie et la Valachie; il a eu lieu le 6 Avril, et a duré à Bucharest 11 à 14 secondes; le temps étoit clair et le vent modéré. Sa direction étoit du Midi au Nord; plusieurs maisons ont été fortement endommagées.

GRANDE-BRETAGNE.

De Londres, le 10 Mai.

Depuis quelques années la Grande-Bretagne sembloit ne prendre aucune part aux troubles qui agitent l'Europe : elle avoit le bonheur de ne rien fournir à l'histoire, et ses tranquilles Habitans n'entendoient que de loin gronder l'orage. Ces jours de paix, les plus heureux, quoique les moins brillans d'une nation,

Digitized by Google

sont passés pour elle et pour l'Espagne, et l'antique rivalité des deux Peuples vient de se réveiller. Conquérante par caractère, l'Espagne a toujours essayé d'étendre au loin sa domination; mais embrassant plus qu'elle ne pouvoit retenir, et prenant rarement possession par les moyens qui donnent les seuls titres légitimes, la culture ou le commerce, elle s'est presque toujours vu arracher ou dérober les stériles acquisitions faites par son courage, qui ont fructifié entre des mains plus actives, de manière à exciter ses regrets et sa jalousie. On pourroit en dire autant du Portugal, devenu pour ainsi dire une province tributaire de la Grande-Bretagne. Celle-ci, au contraire, a toujours fait servir son courage à son opulence, à laquelle elle doit, ainsi qu'à ses lumières, une influence beaucoup plus considérable dans la balance politique de l'Europe, que celle qu'elle pouvoit naturellement se promettre de l'étendue de son territoire et de sa population.

Nous croyons devoir à nos Lecteurs quelques détails sur un évènement aussi important et aussi peu attendu que la rupture de l'Espagne et de l'Angleterre : il a paru surprendre M. *Pitt* lui-même. Voici l'origine de cette crise politique.

La côte du nord-ouest de l'Amérique offre un commerce de fourrures très-précieuses, comme l'a appris le dernier voyage du Ca-

Digitized by Google

pitaine *Cook* dans la mer du Sud. Deux bâtimens, le *King-George* et la *Queen-Charlotte*, commandés par le Capitaine *Dixon*, firent ce commerce avec avantage pour quelques particuliers qui avoient obtenu en 1785 une Charte de la Compagnie de la mer du Sud.

En 1786, M. *Mears* fut chargé d'une expédition relative au même objet sur la côte de l'Amérique septentrionale, qui borde la mer du Sud vers la Californie. Partis du Bengale, l'un des deux navires se perdit; celui de M. *Mears*, après une navigation périlleuse à travers des glaces, rapporta une cargaison de fourrures très-précieuses à la Chine.

En 1788 et 1789, quatre bâtimens furent expédiés des Indes pour suivre ce commerce. Les succès firent juger que l'Angleterre avoit fait une acquisition importante. Un port commode, aux environs duquel M. *Mears* avoit eu le bonheur de trouver tout ce qu'exige la construction d'un vaisseau, et dont il profita pour en construire et armer un, le premier qui l'ait été dans cette partie du monde, fit sentir encore mieux tout l'avantage de cette nouvelle découverte. Enfin, vers le mois de Juin de l'année passée, le commerce s'étendit au point qu'il s'établit sur les lieux plusieurs factoreries, telles qu'à la baye d'Hudson; le projet de le suivre avoit même fait établir une colonie près de Nootka-Sound. C'est cette colonie qui a été attaquée vers la fin de 1789 par une petite escadre de vaisseaux Espagnols qui ont saisi deux navires, et envoyé au Mexique les deux équipages chargés de fers, malgré les remontrances les plus actives.

Digitized by Google

M. *Mears* étoit à la Chine, où ils ménageoit des débouchés à la vente de ces fourrures, lorsque cette capture se fit; de retour sur le navire le *Gange*, il rendit compte au Roi d'Angleterre de l'état de la colonie et des améliorations qu'elle comportoit.

Après des plaintes réciproques, Sa Majesté Britannique a fait remettre, le 5 de ce mois, à la Chambre des Communes et à celle des Lords le Message suivant.

« GEORGES, Roi. Sa Majesté vient d'apprendre que deux navires de ses Sujets, sous pavillon Anglois, et deux autres, dont la description n'est pas encore connue, ont été pris à Nootka-Sound, sur la côte nord-ouest de l'Amérique, par un Officier commandant deux vaisseaux de guerre Espagnols; les cargaisons des navires ont été saisies, et les équipages détenus prisonniers dans un port appartenant à l'Espagne. L'Ambassadeur de Sa Majesté Catholique avoit déja notifié la prise d'un de ces vaisseaux, en témoignant que sa Cour désiroit que la fréquentation et le commerce de ces côtes, antérieurement occupées par les Espagnols, fussent interdits aux Anglois, ainsi que la pêche dans les mers qui avoisinent le continent Espagnol, comme des procédés contraires aux droits de cette Couronne, et contre lesquels elle réclamoit, d'après cette communication: sa Majesté a fait d'abord demander une satisfaction équivalente; Elle a particulièrement insisté sur la restitution desdits navires, condition de rigueur, avant de mettre cette matière en discussion.

Digitized by Google

Par la réponse de la Cour d'Espagne, il paroit que le Vice-Roi du Mexique a mis en liberté les navires et leurs équipages; mais elle a ajouté que c'est de son propre mouvement qu'il a tenu cette conduite, en supposant que l'ignorance seule des droits de la Couronne d'Espagne avoit pu encourager les Sujets d'une autre Nation à venir sur ces côtes pour y commercer et former des établissemens, et conformément à ses anciennes instructions qui lui recommandoient les plus grands égards pour les Sujets de Sa Majesté Britannique. Cependant, aucune satisfaction n'a été faite ni offerte, et la Cour d'Espagne persiste à prétendre au droit exclusif de Souveraineté, navigation et commerce sur les territoires, côtes et mers de cette partie du monde. En conséquence, S. M. a chargé son Ministre à Madrid de faire de nouvelles représentations à ce sujet.

Le reste du Message parle des grands armemens de l'Espagne, de la nécessité de lui en opposer de suffisans pour soutenir la dignité et les droits de la Grande-Bretagne, et du vœu de Sa Majesté Britannique pour la continuation de la paix, s'il est encore possible de la conserver.

Cependant l'Angleterre arme; elle a rassemblé, par le moyen violent de la presse, 2000 Matelots en 24 heures. Six frégates étoient parties de Portsmouth le 4 de Mai; et le 5, la frégate l'*Hébé* a dû les rejoindre. Voici l'état des vaisseaux mis en commission, et destinés pour la Méditerranée. A Plymouth: le *Royal-Sovereign*, de 100 canons; le *Gibraltar*, de 80; l'*Egmont*, de 74; le *Valiant*, de 74; le *Melampus*, de 36; le *Winchelsea*, de 32; la *Daphné*, de 24. — A

Digitized by Google

Portsmouth, la *Victory*, de 100 canons; la *Princesse Royale*, de 98; le *Formidable*, de 98; le *Courageux*, de 74; le *Canada*, de 74; le *Warrior*, de 74; le *Prudent*, de 38; l'*Arethusa*, de 38; la *Minerve*, de 36; la *Nymph*, de 36. — A Chatam: le *Robust*, de 74 can.; l'*Alexander*, de 74; l'*Alfred*, de 74. — A Sheerness : l'*Iphigenia*, de 32 canons; le *Spitfire*, brûlot. — A Deptford : la *Leda*, de 32 canons; le *Cyclops*, de 28; le *Hussar*, de 28; le *Hind*, de 28.

Son Altesse Royale, le Duc *de Clarence*, va arborer son pavillon en qualité d'Amiral sur le *Brunswick*, superbe vaisseau de 74 canons, qui vient d'être armé à Woolwich.

L'examen du Message du Roi fut ajourné à la réquisition de M. *Pitt* lui-même, qui demanda que la Chambre se formât en Comité le lendemain pour le prendre en considération. Quoique M. *Fox* se plaignît de l'omission d'un grand nombre de circonstances importantes à connoître qui auroient dû rendre ce Message plus instructif, il n'en appuya pas moins le délai que toute la Chambre s'empressa d'adopter.

La marche des débats a été à-peu-près la même dans les deux Chambres. Le Jeudi 6 Mai, le Duc *de Leeds*, Ministre des Affaires Etrangeres, a ouvert la Séance de celle des Pairs, en proposant de venger l'affront fait au pavillon Britannique, et de voter une respectueuse Adresse à Sa Majesté pour la remercier d'avoir communiqué le contenu du Message. Lord *Rawdon*, en appuyant cette Motion, demanda de plus des documens sur la pêche de la baleine dans les mers du sud de l'Amérique, des informations détaillées relativement à la saisie

Digitized by Google

des navires Anglois, et enfin celles que le Ministère pouvoit avoir sur les armemens de l'Espagne. Lord *Stormont*, du même avis que le Préopinant, ne dissimula pas sa surprise de ce que les Ministres, connoissant l'outrage fait par l'Espagne, n'en avoient pas moins annoncé à la rentrée du Parlement une paix permanente.

Lord *Hawkesbury* a objecté l'impossibilité de se procurer le bilan de la pêche de la baleine, et l'intérêt de l'Etat qui ne permettoit pas de divulguer le secret des informations. Le Duc *de Leeds* soutint que le Roi, par sa prérogative, avoit le droit de refuser communication des informations qu'il recevoit. L'Adresse fut admise et la Motion rejetée.

M. *Pitt*, appuyé de M. *Greenville*, dit à la Chambre des Communes, instruite des prétentions de l'Espagne au droit exclusif de la pêche dans la mer du Sud, qu'il espéroit que la cause de l'Angleterre la détermineroit à voter avec zèle les subsides nécessaires pour venger son honneur insulté. M. *Fox* lui reprocha d'avoir leurré la Nation de l'espoir d'une paix durable au moment même qu'il la savoit troublée; le Chancelier de l'Echiquier répondit avec beaucoup de modération à son antagoniste, et l'assura que quand il avoit présenté le bilan de recette et de dépense de l'année passée, il ignoroit les dispositions hostiles de l'Espagne. M. *Pultney* dit que la continuation de cette paix également précieuse pour les deux Nations n'étoit peut être pas impossible; en approuvant l'armement, il souhaita que leur querelle pût s'accommoder d'une manière amicale; peut-être les vais-

Digitized by Google

seaux saisis faisoient-ils la contrebande; dans ce cas, les Espagnols n'avoient agi que comme les Anglois l'auroient fait eux-mêmes; d'ailleurs, ils avoient restitué ces vaisseaux, et annoncé vouloir entretenir amitié avec la Grande-Bretagne, qu'ils prioient de ne la point troubler. Assurément il n'y avoit dans ce procédé rien qui ressemblât à une insulte; le Commerce de fourrures n'étoit pas d'un grand rapport, sur-tout depuis quelque temps. Quant à la pêche de la baleine, il convenoit de son importance; rien au monde ne devoit la faire abandonner. Comment étions-nous certains que les équipages de nos vaisseaux se fussent conduits comme nous l'aurions desiré? Tous ces faits restoient à éclaircir: on s'étoit trop pressé en exigeant la restitution des vaisseaux préalablement à toute discussion; les Espagnols n'avoient peut-être fait qu'user de leurs droits. Cependant leurs armemens le décidoient à voter en faveur de l'Adresse.

Sur la demande de M. *Fox* d'être instruit de ce que pouvoit valoir le Commerce de Nootka-Sound, M. *Grenville* dit qu'il ne falloit pas s'arrêter à l'idée désavantageuse que venoit d'en donner un honorable Membre, le seul peut-être qui n'en fît pas plus de cas; ce Commerce déjà fort bon promettoit de devenir excellent.

M. *Burke* fit valoir tous les avantages de la paix; il assura que l'Angleterre ne pourroit que s'affoiblir par des conquêtes, et que toutes les possessions Espagnoles, ne lui coûtassent-elles qu'un souhait, ne le mériteroient pas. Persuadé de la modération du Ministère, il croyoit que la guerre n'auroit pas lieu si les moyens conciliatoires pou-

Digitized by Google

voient la prévenir, ou du moins qu'elle seroit de courte durée.

A la demande de M. *Pitt*, M. *Fox* consentit de retirer sa Motion; mais il en fit une autre pour connoître l'état des armemens de l'Espagne. Il insista malgré les observations de Lord *Mulgrave*, qui prétendit que ces documens, donnés publiquement à la Chambre, avoient l'inconvénient, ou de l'induire en erreur, s'ils étoient inexacts, ou de trahir un secret qui doit être concentré dans le Cabinet pour le succès même des opérations. La Motion de M. *Fox* fut rejetée, et la Chambre s'ajourna.

FRANCE.

De Paris, le 4 Mai.

ASSEMBLÉE NATIONALE. 53^e. *Semaine.*

Du Lundi 10 Mai.

M. *Thouret* a repris, pour la seconde fois, le fauteuil de la Présidence. M. l'Abbé *Gouttes* a prononcé son Discours de remercîment; ce Discours, qui portoit sur l'incompatibilité des richesses avec la Religion, a été si vivement applaudi, que l'impression en a été décrétée.

L'ordre du jour a ramené le projet de Décret sur la vente des biens Domaniaux et Ecclésiastiques, désormais appelés biens Nationaux. Le premier article a été décrété en ces termes :

« ART. I. Les Municipalités qui voudront

Digitized by Google

acquérir seront tenues d'adresser leurs demandes au Comité établi par l'Assemblée Nationale pour l'aliénation des biens Domaniaux Ecclesiastiques. Les demandes seront faites en vertu d'une délibération du Conseil général de la Commune. »

MM. *Regnaud d'Angely* et *de Crillon* ont proposé un article additionnel, qui a été discuté, et dont l'objet se fera connoître par les termes mêmes du Décret.

« II. Les particuliers qui voudront acquérir directement des biens Nationaux, pourront faire leurs offres au Comité chargé par l'Assemblée Nationale de les recevoir; le Comité les fera passer aux Corps Administratifs des lieux où sont situés ces biens, pour s'assurer de leur véritable valeur, et pour les mettre en vente, d'après le mode déterminé par le Règlement que l'Assemblée Nationale donnera incessamment à cet effet. »

Sur l'article 2 du Comité, qui est devenu le 3^e. et qui classe les differens biens aliénables, un Membre a demandé qu'on exceptât de la vente les bois excédant 50 arpens, afin de les conserver à la Marine. M. *Martineau* a observé que la pénurie des bois de cette espèce étoit la suite du vice de l'ancienne Administration; que les bois produisent plus entre les mains des particuliers que sous une régie publique, et qu'il étoit nécessaire d'aliéner tous les bois au-dessous de 500 arpens, sauf à aliéner les forêts plus étendues, par la suite. M. l'Abbé *Goutte* a répondu que l'intérêt particulier des Propriétaires les déterminoit à tirer le meilleur parti des bois pour eux-mêmes; mais qu'ils ne sacrifieroient pas cet intérêt à attendre le temps nécessaire pour former des arbres de

Digitized by Google

construction. Où se trouveroient d'ailleurs les Propriétaires en état d'acquérir de si grandes forêts? Il faudroit les diviser, et il arriveroit qu'elles seroient abattues.

M. *Regnaud*, en appuyant ces observations, proposoit de se borner provisoirement à la vente des bois affectés à des Domaines particuliers et affermés, car M. *Delley d'Agier* prouvoit qu'il étoit impossible d'en fixer la quotité. Il est des bois d'une très-grande étendue qui sont essentiellement attachés aux fermes ou à des forges qui ne pourroient être vendues sans ces bois; ils sont principalement l'objet des spéculations des capitalistes. Il falloit donc se borner à conserver l'Administration des bois non affermés.

Cependant ces explications étoient loin d'écarter toutes les difficultés. Un Député de Lorraine répondoit que dans sa Province, par exemple, dans laquelle les bois Domaniaux sont très-bien administrés, il étoit plusieurs forêts peu étendues, mais cependant très-importantes par leur situation auprès des Villes auxquelles elles fournissent les bois de consommation. Il étoit à craindre que ces bois livrés entre les mains des particuliers ne fussent abattus ou dégradés par des coupes trop fréquentes. Cette objection, que se faisoient beaucoup de personnes, a été levée par l'annonce qu'a faite le Rapporteur du Comité, d'une Loi pour empêcher les défrichemens des forêts.

Plusieurs Membres proposoient un ajournement, qui est devenu inutile par la nouvelle rédaction de l'article, en ces termes:

« III. Le prix capital des objets portés dans les demandes sera fixé, d'après le re-

Digitized by Google

venu net, effectif ou arbitré, mais à des deniers différens, selon l'espece de biens actuellement en vente, qui à cet effet seront rangés en quatre classes. »

« Premiere classe. Les biens ruraux consistans en terres labourables, prés, bois attachés aux fermes ou métairies, et qui servent à leur exploitation, pâtis, marais salans, et bâtimens relatifs à l'exploitation. »

« Seconde classe. Les rentes et prestations en nature de toute espèce, et les droits casuels rachetables en même temps. »

« Troisieme classe. Les rentes et prestations en argent, et les droits casuels sur les biens, par lesquels ces rentes et prestations sont dues. »

« Toutes les autres espèces de biens formeront la quatrieme classe; à l'exception des bois et forêts à ménager, sur lesquels l'Assemblée Nationale se réserve de statuer. »

L'article 3, devenu le 4^e., étoit relatif à l'estimation des Domaines aliénés, et proposoit pour disposition fondamentale de les estimer d'après les baux à fermes existans. Cette disposition est une de celles dont la discussion a éprouvé le plus de difficultés.

M. *Regnaud* a proposé d'y substituer les estimations d'experts.

M. *Delley d'Agier* a dit qu'il étoit utile pour le succès de l'opération d'y attacher, pour les Municipalités, l'intérêt d'un bénéfice honnête; par exemple, du quart de l'excédent de la revente, sur la 1^ere. acquisition qu'elles auront faites.

Plusieurs Membres proposoient de charger le Comité d'indiquer un moyen intermédiaire qui ne participât ni aux inconvéniens

des estimations par baux, ni à ceux des Expertises.

Le Comité ayant annoncé qu'il s'étoit vainement occupé pendant long-temps de la recherche d'un pareil moyen impossible à trouver, l'estimation à bail a été adoptée.

Une autre difficulté s'est élevée sur les mots *déduction faite des charges et impositions foncières*, ajoutés aux dispositions de l'estimation.

Voici la rédaction définitive de l'article :

« Art. IV. L'estimation du revenu des trois premières classes de biens sera fixée d'après les baux à fermes existans, passés ou reconnus pardevant Notaire, et soutenus par les Déclarations assermentées des Fermiers, devant les Directoires de District, ou d'après un rapport d'Experts, à défaut de bail de cette nature, déduction faite de toutes les charges et impositions foncieres. »

« Les Municipalités seront obligées d'offrir, pour prix capital des biens des trois premieres classes, dont elles voudront faire acquisition, un certain nombre de fois le revenu net, d'après les proportions suivantes :

« Pour les biens de la première classe, 22 fois le revenu net. »

« Deuxieme classe, 20 fois. »

« Troisieme classe, 15. »

« Le prix des biens de la quatrième classe sera fixé d'après une estimation particuliére. »

L'article déja sanctionné par le Roi, et qui exigeoit un cautionnement de la part des Municipalités, a été annullé après une discussion tres-desordonnée qui a produit les deux suivans, dans lesquels on y supplée.

Digitized by Google

« Art. VI. Au moment de la vente aux Municipalités, elles déposeront dans la Caisse de l'Extraordinaire, à concurrence des trois quarts du prix capital fixé et convenu, quinze obligations, payables d'année en année. »

« Elles pourront rapprocher le terme desdits payemens, mais elles seront tenues d'acquitter une obligation chaque année. Les fermages des biens acquis par les Municipalités seront versés dans les Caisses de Districts, à concurrence des intérêts par elles dus. »

« VII. Les obligations des Municipalités porteront intérêt à cinq pour cent, sans retenue; et cet intérêt sera versé, ainsi que les capitaux, dans la Caisse de l'Extraordinaire. »

Du Mardi 11 Mai.

Suite des Décrets sur l'aliénation des Biens Nationaux.

L'article septième du Comité, et maintenant le huitième, affranchissoit les biens vendus de toutes rentes et redevances fixes et casuelles. Le premier mouvement d'un grand nombre de Membres de l'Assemblée fut de se récrier contre cette opération, qui leur paroissoit devoir absorber tout le produit des ventes.

M. *de la Rochefoucault* observa, mais un peu tard, que le Décret d'hier, qui rejette les cautionnemens des Municipalités acquéreuses, étoit évidemment contradictoire à celui du 9 Avril, sanctionné, et solennellement consacré par une Proclamation Royale; entre ces deux Décrets contradictoires, il

Digitized by Google

en demandoit un troisième, abrogatoire du premier.

M. *Fermond* a avancé, à cette occasion, un principe, auquel il eût été important de répondre, pour détourner les impressions défavorables qui pourroient en être déduites; c'est que toute la Commune devoit être responsable de la gestion de sa Municipalité, relativement à l'administration et à la revente des biens qu'elle auroit acquis; il en concluoit que toute autre garantie étoit inutile.

Quelqu'importantes que fussent ces questions, rien ne fut statué, et l'on passa à une troisième question, la plus intéressante et la plus difficile à résoudre. Il s'agissoit de décider si les Fermiers pourroient être expulsés par les nouveaux acquéreurs. Le plus grand nombre des douze Membres du Comité d'Aliénation avoient d'abord décidé la négative; dans une seconde Séance, ils avoient résolu de proposer que les acquéreurs partiels des fermes démembrées pussent retirer l'exploitation aux Fermiers, en leur donnant l'indemnité d'usage; enfin, dans une troisième Séance, à laquelle seulement quatre Membres avoient assisté, ils avoient rédigé un nouveau Projet de Loi, en 5 articles, qui a été présenté aujourd'hui par M. *Delley d'Agier*, et qui accordoit à tous acquéreurs quelconques, la faculté de donner congé à leurs Fermiers, en leur remettant, pour indemnité, un tiers du fermage.

M. *Reubell*. « Il est bien étonnant que le Propriétaire, qui n'a pas le droit de chasser le Fermier, puisse transmettre ce droit à l'acquéreur. Le Fermier a contracté avec la certitude qu'il ne pouvoit être expulsé par

Digitized by Google

ses Biens Domaniaux et
sont inaliénables; il a fait
ce la ferme sur cette
reconnaissant que le Co-
reconnu ce principe, après
re Public, vienne nous
la guerre civile. Je vais
seront une suite inévi-
qui vous est présen-
je me suis obligé de vous
au Clergé d'Alsace
protestation pour sou-
aliénation des Biens
: vous allez être
de vous dépouiller
que les Juifs,
acquérir. Les
opinent et de
une Lettre
Bénéficiers,
a s'op-
nationale,
qui
Il se
on fait cir-
une quête
dans la
à donner : et
les Par-
maires qui
ne souscrivent
et des
sur la liste

de
tout ce
vos amis
pour les
contributions

Digitized by Google

Communautés elles-mêmes ; ces fonds sont en grand nombre en Alsace, et s'ils ne suffisoient pas, il faut ne vendre les biens affermés que sous la condition de l'entretien des baux. »

« Ce principe a été établi par vous-mêmes, lors du Décret du 9 Avril, et a été renvoyé à la rédaction du Comité. »

« Les avances que sont obligés de faire les Fermiers, celles qu'ils ont faites sur la foi d'un contrat irrévocable, sont si considérables, que souvent le tiers, et la moitié du fermage ne seroit pas une indemnité suffisante. Pourquoi toujours rechercher des spéculations honteuses? On diroit qu'il faut vendre dès-à-présent tous vos domaines. Qu'est-ce qu'une vente de 400 millions sur tous les Biens Domaniaux et Ecclésiastiques du Royaume? Je conclus à ce que les biens ruraux, affermés avant le 2 Novembre 1789, ne puissent être vendus qu'à la charge de l'entretien des baux. »

Les excellentes observations de M. *Reubell* avoient répondu d'avance à celles qu'y opposoit M. *Duport*, relativement à la difficulté qu'opposeroit aux ventes l'obligation de conserver aux anciens Fermiers leur exploitation.

« Il est un autre inconvénient, ajouta cependant M. *Duport*, qui est beaucoup plus grave, et qui sera irrémédiable. Les Citoyens peu aisés, qui seroient dans le cas de faire des acquisitions partielles pour les cultiver eux-mêmes, ne voudront point acquérir s'ils sont obligés de conserver les Fermiers. Il est même un grand nombre de gens riches qui sont dans l'intention d'exploiter par eux-

Digitized by Google

une vente, puisque les Biens Domaniaux et Ecclésiastiques etoient inaliénables; il a fait toutes les avances de la ferme sur cette assurance. Il est bien étonnant que le Comité, après avoir reconnu ce principe, après l'avoir repandu dans le Public, vienne nous proposer froidement la guerre civile. Je vais vous prouver qu'elle seroit une suite inévitable de la disposition qui vous est présentée, par des faits que je suis obligé de vous dénoncer. Un Membre du Clergé d'Alsace a fait imprimer une Protestation pour soulever le Peuple contre l'aliénation des Biens Ecclésiastiques. On leur dit: vous allez être reduits à la mendicité; on va vous dépouiller de vos fermes; on vend, pour que les Juifs, vos oppresseurs, puissent acquérir. Les Chambres Ecclesiastiques de Spire et de Strasbourg ont fait repandre une Lettre circulaire à tous les Titulaires, Bénéficiers, Communautés, etc. pour les engager à s'opposer aux Décrets de l'Assemblée Nationale, et aux operations des Commissaires qui viendront pour faire les inventaires..... Il se tient des Assemblées secrettes; on fait circuler des Projets de Protestations; on quête des signatures; il y en a deja 1500 dans la Basse-Alsace, et 600 dans la Haute; et quels sont ces Signataires? Ce sont les Parties interessées; ce sont des Fermiers qui craignent de perdre leurs baux. On obtient même les signatures des Lutheriens et des Protestans contre vos Decrets sur la Religion. "

" Il n'est qu'un moyen, m'écrit-on, de rassurer les gens de campagne; c'est de ne mettre en vente à present que les fonds morts et ceux qui sont exploités par les

Communautés

Communautés elles-mêmes ; ces fonds sont en grand nombre en Alsace, et s'ils ne suffisoient pas, il faut ne vendre les biens affermés que sous la condition de l'entretien des baux. »

« Ce principe a été établi par vous-mêmes, lors du Décret du 9 Avril, et a été renvoyé à la rédaction du Comité. »

« Les avances que sont obligés de faire les Fermiers, celles qu'ils ont faites sur la foi d'un contrat irrévocable, sont si considérables, que souvent le tiers, et la moitié du fermage ne seroit pas une indemnité suffisante. Pourquoi toujours rechercher des spéculations honteuses? On diroit qu'il faut vendre dès-à-présent tous vos domaines. Qu'est-ce qu'une vente de 400 millions sur tous les Biens Domaniaux et Ecclésiastiques du Royaume? Je conclus à ce que les biens ruraux, affermés avant le 2 Novembre 1789, ne puissent être vendus qu'à la charge de l'entretien des baux. »

Les excellentes observations de M. *Reubell* avoient répondu d'avance à celles qu'y opposoit M. *Duport*, relativement à la difficulté qu'opposeroit aux ventes l'obligation de conserver aux anciens Fermiers leur exploitation.

« Il est un autre inconvénient, ajouta cependant M. *Duport*, qui est beaucoup plus grave, et qui sera irrémédiable. Les Citoyens peu aisés, qui seroient dans le cas de faire des acquisitions partielles pour les cultiver eux-mêmes, ne voudront point acquérir s'ils sont obligés de conserver les Fermiers. Il est même un grand nombre de gens riches qui sont dans l'intention d'exploiter par eux-

Digitized by Google

mêmes, ou de faire sur ces biens d'utiles et de nobles spéculations. »

M. *Dupont* ajoutoit qu'avec les facilités de ces ventes, il n'y avoit pas un Fermier en France qui ne fût en état d'acheter sa propre ferme.

M. *Merlin* reprit les observations de M. *Reubell*, et ajouta que les mêmes troubles qui menaçoient l'Alsace et les mêmes manœuvres parcouroient la Flandre, le Hainault, l'Artois, etc. et enfin toutes les Provinces qui renferment un grand nombre de Domaines qui doivent être mis en vente.

Il est inutile d'entrer dans le détail des discussions qu'ont élevées les Jurisconsultes au sujet de la Loi *Emptorem*, sur laquelle étoient appuyés les cinq articles du Comité. Ces articles furent rejetés presque unanimement, et le premier avis du Comité rétabli.

La suite des articles du Titre IV éprouva peu de difficultés; car c'est avec une rapidité extrême qu'on vit encore le Décret du 9 Avril, ou au moins le Préambule du Décret, annullé par une disposition entièrement contraire.

Voici la rédaction définitive des articles décrétés dans la Séance:

« VII. Les biens vendus seront francs de toutes rentes, redevances ou prestations foncières, comme aussi de tous droits de mutation, tels que quint et requint, lods et ventes, reliefs, et généralement de tous les droits seigneuriaux ou fonciers, soit fixes, soit casuels, qui ont été déclarés rachetables par les Décrets du 4 Août 1789 et 15 Mars 1790, la Nation demeurant chargée du rachat desdits droits, suivant les regles prescrites, et dans les cas déterminés par le

Digitized by Google

Décret du 3 de ce mois; lequel rachat sera effectué des premiers deniers provenans de la vente desdits biens. «

« VIII. Seront pareillement lesdits biens affranchis de toutes dettes, rentes constituées et hypothèques, conformément aux Décrets des 10, 14 et 15 Avril 1790, toute opposition contraire étant déclarée nulle de plein droit. »

« IX. Les baux à ferme ou à loyer desdits biens, qui auront une date certaine et authentique, antérieure au 2 Novembre 1789, seront exécutés selon leur forme et teneur, sans que les Acquéreurs puissent, même sous l'offre d'indemnité de droit et d'usage, expulser les Fermiers qui seront entrés avant cette époque en jouissance des baux. «

« X. Les Municipalités revendront à des particuliers, et compteront de *Clerc à Maître* avec la Nation, du produit de ces reventes. »

« XI. Les Municipalités seront chargées de tous les frais relatifs aux estimations, ventes, subrogations et reventes. Il leur sera alloué, et fait raison, par le Receveur de l'Extraordinaire, du seizième du capital net des ventes, à mesure que les sommes seront versées dans la Caisse de l'Extraordinaire. »

« XII. Si, pour assurer le payement des obligations aux époques convenues, quelques Municipalités étoient dans le cas de faire des emprunts, elles ne pourront y procéder qu'après y avoir été autorisées par l'Assemblée Nationale, qui en déterminera les conditions. »

« XIII. Les payemens à faire par les Municipalités ou par les acquéreurs, à leur décharge, ne seront reçus à la Caisse de

Digitized by Google

l'Extraordinaire, qu'en espèces ou en Assignats. »

« XIV. La somme totale des ventes à faire aux Municipalités, ne pourra excéder quatre cents millions; l'Assemblée Nationale se réserve de statuer sur les conditions des ventes ultérieures qui pourroient avoir lieu. »

M. *de Cernon*, Membre du Comité de Finances a donné, sur la demande de M. *Necker*, tous les éclaircissemens nécessaires. Les dépenses du mois d'Avril se sont élevées à 31 millions; les recettes à 46,500,000 l. il restoit donc au 1^er^. Mai 15,500,000 l. Les dépenses de Mai doivent être de 29,000,000 l. Il ne se trouve que 24,000,000 liv. dans le Trésor; il faut donc un supplément de 15,000,000 et quelques millions pour le fond de Caisse; le premier Ministre des Finances demande cette somme en billets de Caisse, pour réserver et ménager les espèces.

« Après ces éclaircissemens, l'Assemblée Nationale a décrété et décrète que la Caisse d'Escompte délivrera au Trésor public la somme de 20,000,000 liv. en billets, portant promesse de fournir Assignats, en la même forme qui a eu lieu le mois dernier, et en présence des Commissaires chargés par l'Assemblée Nationale d'inspecter les opérations de la Caisse d'Escompte. »

Du Mardi. Séance du soir.

Cette Séance a été remplie par la lecture d'un grand nombre d'Adresses. Nous ne nous arrêterons qu'à celle du Club des amis de la Constitution, composé de 400 Citoyens de la Ville de Nîmes. Les faits n'y sont pas présentés de même que dans une délibération précédente, signée de plus de six mille

Digitized by Google

habitans de la même Ville. Il est nécessaire de les résumer dans cette pièce pour éclairer les motifs de la discussion qui en a suivi la lecture.

Deux Compagnies de la Garde Nationale avoient planté un mai à la porte de M. le Baron *de Marguerittes*, Maire de la Ville, et Député à l'Assemblée Nationale. Elles furent invitées à un déjeûner le lendemain; la plupart des Citoyens qui composent ces Compagnies s'y rendirent avec des Cocardes blanches que, malgré les observations de M. le Maire, on ne quitta point. Dans l'après-dîner, un Légionaire parut au cours avec cette même Cocarde. Un Sergent du Régiment de Guienne la lui arracha. D'autres Légionaires accoururent; des Soldats du Régiment de Guienne vinrent à la défense de leur Sergent; les sabres furent tirés. On courut avertir le Corps Municipal, occupé à signer dans ce moment une délibération contre la Cocarde blanche. Il vint; le combat cessa. La défense de porter des Cocardes blanches fut proclamée. La nuit paroissoit devoir être tranquille; mais on trouva mauvais qu'une des Compagnies qui avoient déjeûné chez M. le Maire fût nommée de garde, quoique ce ne fût pas son tour de service. Des hommes armés de piques, et éclairés par des torches, ont répandu l'alarme dans la Ville. Le Commandant du Régiment de Guienne demanda que la Loi Martiale fût publiée; ce qui fut aussitôt accordé par la Municipalité, et le Drapeau rouge rétablit le calme.

Sur le rapport de ces faits, M. *Charles de Lameth* a demandé le renvoi des pièces au Comité des Recherches, et que M. le

Digitized by Google

Baron *de Marguerittes* fût mandé à la Barre pour rendre compte de sa conduite. Il l'a fortement inculpé d'après les inductions qu'il a tirées du séjour de ce Député dans la Ville dont il est le Chef, après le terme de son congé. Mais ce n'a pas été sans de fréquens murmures que l'Opinant a pu exposer son opinion dans toute sa sévérité.

M. *de Clermont-Tonnerre* a présenté la sienne avec plus de douceur, et en approuvant la dénonciation des faits au Comité des Recherches, il a demandé que le Maire de Nimes, en sa qualité de Député, ne fût appelé à la Barre que lorsqu'il y auroit contre lui accusation en forme. En attendant, il proposoit d'inviter M. le Baron *de Marguerittes* à venir reprendre sa place dans l'Assemblée, et là rendre les comptes qu'il jugeroit convenables (d'autres murmures l'ont interrompu). Si on persiste à vouloir mander à la Barre M. *de Marguerittes*, j'espère, a-t-il ajouté, qu'on voudra bien amener à cette même Barre les Officiers Municipaux sous les yeux desquels on a assassiné.... On m'entend.

M. *Barnave* a appuyé la proposition de mander le Maire de Nimes à la Barre. Sa qualité de Député ne pouvoit le dispenser de sa responsabilité. Le Maire de Paris, le Commandant de la Garde Nationale y paroissoient tous les jours sous les titres étrangers à celui de Député, et sans rien perdre de leur dignité. Ce seroit un terrible privilége que celui de Membre de l'Assemblée Nationale, s'il affranchissoit de la responsabilité! — L'Opinant a passé à de nouvelles inculpations contre la Municipalité de Nimes, qui s'étoit montrée tout au moins insou-

Digitized by Google

rante sur les événemens qui se sont passés, et qui se laissoit précéder dans la dénonciation qu'elle en avoit dû faire la première.

M. le Vicomte *de Noailles* a voulu qu'on suppliât le Roi de faire rester le Régiment de Guienne à Nimes. Quelques Membres ont demandé à parler pour, apres le contre; mais on a décidé que la discussion étoit fermée, et l'Assemblée a décrété « que le Maire « de Nîmes se rendroit à la Barre pour y « rendre compte de sa conduite et de celle « de la Municipalité; que toutes les pieces « seroient remises au Comité des Recherches, « pour prendre tous les éclaircissemens ne- « cessaires, et que le Président iroit sup- « plier le Roi de ne pas éloigner de Nîmes « le Régiment de Guienne. »

Du Mercredi 12 Mai.

Cet Séance a commencé par un Décret qui autorise la Ville d'Orleans à se faire remettre une somme de 313,000 liv. provenante des fonds destinés par Henri IV à l'entretien de l'Eglise de Sainte-Croix, pour lui tenir lieu de l'emprunt qui lui avoit été accordé, et qu'elle n'a pu remplir qu'à des conditions inadmissibles.

Autre Décret par lequel M. le Président se retirera devers le Roi pour remercier S. M. des soins qu'Elle ne cesse de prendre pour maintenir la paix publique.

A l'ordre du jour, qui étoit la continuation de la discussion sur le mode de la vente des biens Nationaux, les articles suivans ont été décrétés sans discussions qui doivent nous arrêter :

« Art. Ier. Toute Municipalité pourra se

Digitized by Google

faire subroger, pour les biens situés dans son territoire, à la Municipalité qui les auroit acquis. Mais cette faculté n'arrêtera pas l'activité des reventes à des acquéreurs particuliers, dans les délais et les formes prescrites ci-apres. Les Municipalités subrogées jouiront cependant du bénefice de cette subrogation, lorsqu'elle se trouvera consommée avant l'adjudication définitive. »

« II. Toutes les terres et dépendances d'un corps de ferme seront censées appartenir au territoire dans lequel sera situé le principal bâtiment servant à son exploitation. »

« Une piece de terre non dépendante d'un corps de ferme, et qui s'étendra sur le territoire de plusieurs Municipalités, sera censée appartenir à celui qui en comprendra la plus grande partie. »

« III. Pour éviter toute ventilation entre les Municipalités, la subrogation devra comprendre la totalité des objets qui auront été réunis dans une seule et même estimation. »

« IV. Les Municipalités qui auront acquis hors de leur territoire, seront tenues de le notifier aux Municipalités dans le territoire desquelles les biens sont situés, et de retirer de chacune un certificat de cette notification, qui sera envoyé au Comité. »

« Les Municipalites ainsi averties auront un mois, à dater du jour de la notification, pour former leurs demandes en subrogation, et le mois expiré, elles n'y seront plus admises. »

« V. La demande en subrogation faite par délibération du Conseil-général de la Commune requérante, contenant la désignation des objets, sera adressée au Comité, et

Digitized by Google

notifiée à la Municipalité qui auroit précédemment acquis. »

« VI. Lorsque la demande en subrogation aura été admise par l'Assemblée Nationale, la Municipalité subrogée déposera dans la Caisse de l'Extraordinaire, 1°. des obligations pour les trois quarts du prix de l'estimation des biens qui lui sont cédés; 2°. la soumission de rembourser à la Municipalité, sur laquelle elle exercera la subrogation, la part proportionnelle des frais relatifs à la première acquisition, lesquels, en cas de difficulté, seront réglés par le Corps législatif ou les Commissaires par lui délégués à cet effet. »

« VII. Il sera donné par le Receveur de l'Extraordinaire à la Municipalité cédante, à imputer, par portions égales, sur chacune de ses obligations, décharge du montant de celles de la Municipalité subrogée. »

« VIII. Les Municipalités admises à la subrogation, seront tenues de remplir les conditions énoncées par l'article VI, dans le délai de deux mois, pour celles qui ne sont pas à plus de cinquante lieues de la Municipalité cédante;

« De deux mois et demi, pour celles qui sont distantes depuis cinquante jusqu'à cent lieues;

« Et de trois mois pour les autres;

« Le tout, à compter du jour de la notification; et, passé lesdits délais, elles seront déchues du bénéfice de la subrogation. »

« IX. Les Municipalités qui se seront fait subroger, n'auront, sur les objets de subrogation, que les trois quarts du seizième du prix capital des reventes aux particuliers, alloué par l'article II du Titre I, l'autre

Digitized by Google

quart formant le soixante-quatrième de ce prix capital, appartiendra à la Municipalité qui aura acquis la première, et il lui en sera fait raison par le Receveur de l'Extraordinaire, dans les proportions et aux époques prescrites par le même article. »

M. le Rapporteur a proposé un article additionnel en cette forme :

« L'acquisition sera censée consommée, lorsque l'appréciation des biens par les baux, ou l'estimation ayant été faite et l'étendue fixée, l'Assemblée Nationale ou les Législatures auront accepté la soumission. »

Cet article a été décrété.

« X. L'acquisition sera censée consommée, lorsque l'appréciation des biens par les baux à ferme, ou l'estimation ayant été faite, et l'étendue de l'acquisition fixée, l'Assemblée Nationale ou les Législatures auront accepté les offres. »

TITRE III.

« Art. Ier. Dans les quinze jours qui suivront l'acquisition, les Municipalités seront tenues de faire afficher aux lieux accoutumés de leur territoire, à ceux des territoires où sont situés les biens, et des villes chefs-lieux de District de leur Département, un état imprimé et détaillé de tous les biens qu'elles auront acquis, avec énonciation du prix de l'estimation de chaque objet, et d'en déposer des exemplaires aux Hôtels-de-Ville desdits lieux, pour que chacun puisse en prendre communication ou copie, sans frais. »

« II. Aussitôt qu'il sera fait une offre, au moins égale au prix de l'estimation, pour totalité ou partie des biens vendus à une

Digitized by Google

Municipalité, elle sera tenue de l'annoncer par des affiches, dans tous les lieux où l'état des biens aura été ou dû être envoyé, et d'indiquer le lieu, le jour et l'heure auxquels les enchères seront reçues. »

« III. Les adjudications seront faites dans le chef-lieu et pardevant le Directoire du District où les biens seront situés, à la diligence du Procureur ou d'un fondé de pouvoir de la Commune venderesse, et en présence de deux Commissaires de la Municipalité dans le territoire de laquelle se trouvent lesdits biens ; lesquels Commissaires signeront les Procès-verbaux d'enchères et d'adjudications, avec les Officiers du Directoire et les Parties intéressées, sans que l'absence desdits Commissaires duement avertis, de laquelle sera fait mention dans le Procès-verbal, puisse arrêter l'adjudication. »

« IV. Les enchères seront reçues publiquement ; il y aura quinze jours d'intervalle entre la premiere et la seconde ; et il sera procédé, un mois après la seconde, à l'adjudication définitive, au plus offrant et dernier enchérisseur. Les jours seront indiqués par des affiches où le montant de la derniere enchère sera mentionné. »

« V. Pour appeler à la propriété un plus grand nombre de Citoyens, en donnant plus de facilité aux acquéreurs, les payemens seront divisés en plusieurs termes. »

« La quotité du premier payement sera réglée en raison de la nature des biens, plus ou moins susceptibles de dégradation. »

« Dans la quinzaine de l'adjudication, les acquéreurs des bois, des moulins et des usines, payeront 3o pour cent du prix de

Digitized by Google

l'acquisition, à la Caisse de l'Extraordinaire. »

« Ceux des maisons, des étangs, des fonds morts et des emplacemens vacans dans les villes, 20 pour cent. »

« Ceux des terres labourables, des prairies, des vignes et des bâtimens servant à leur exploitation, et des biens de la deuxième et troisième classe, 12 pour cent. »

« Dans le cas où des biens de ces diverses natures seront réunis, il en sera fait ventillation, pour déterminer la somme du premier payement. »

« Le surplus sera divisé en douze annuités égales, payables en douze ans, d'année en année, et dans lesquelles sera compris l'intérêt du capital à cinq pour cent, sans retenue. »

« Pourront néanmoins les acquéreurs accélérer leur libération par des payemens plus considérables et plus rapprochés, ou même se libérer entièrement à quelque échéance que ce soit. »

« Les acquéreurs n'entreront en possession qu'après avoir effectué leur premier payement. »

« VI. Les enchères seront en même temps ouvertes sur l'ensemble ou sur les parties de l'objet compris en une seule et même estimation; et si, au moment de l'adjudication définitive, la somme des enchères partielles égale l'enchère faite sur la masse, les biens seront, de préférence, adjugés divisément. »

« VII. A chacun des payemens sur le prix des reventes, le Receveur de l'Extraordinaire sera tenu de faire passer à la Municipalité qui aura vendu, un *duplicata* de la quittance délivrée aux acquéreurs, et por-

Digitized by Google

tant décharge d'autant sur les obligations qu'elle aura fournies. »

« VIII. A défaut de payement du premier à-compte, ou d'une annuité échue, il sera fait, dans le mois, à la diligence du Procureur de la Commune venderesse, sommation au débiteur d'effectuer son payement avec les intérêts du jour de l'échéance; et si ce dernier n'y a pas satisfait deux mois après ladite sommation, il sera procédé, sans délai, à une adjudication nouvelle, à sa folle enchère, dans les formes prescrites par les articles III et IV du Titre Ier. »

« IX. Le Procureur de la Commune de la Municipalité poursuivante se portera premier enchérisseur pour une somme égale au prix de l'estimation, ou pour la valeur de ce qui restera dû à sa Municipalité, si cette valeur est inférieure au prix de l'estimation; il sera prélevé sur le prix de la nouvelle adjudication, le montant de ce qui se trouvera échu avec les intérêts et les frais, et l'adjudicataire sera tenu d'acquitter, au lieu et place de l'acquéreur dépossédé, toutes les annuités à écheoir. »

« X. Si une Municipalité croyoit devoir conserver pour quelque objet d'utilité publique une partie des biens par elle acquis, elle sera tenue de se pourvoir, dans les formes prescrites par le Décret du 14 Décembre 1789, pour obtenir l'autorisation nécessaire, après laquelle elle sera admise à enchérir concurremment avec les particuliers; et dans le cas où elle demeureroit adjudicataire, elle payera dans les mêmes formes, et dans les mêmes délais que tout autre acquéreur. »

« XI. Pendant les quinze années accor-

Digitized by Google

dées aux Municipalités pour acquitter leurs obligations, il ne sera perçu, pour aucune acquisition, adjudication, vente, subrogation, revente, cession et rétrocession des Biens Domaniaux ou Ecclésiastiques, même pour les Actes d'emprunts, obligations, quittances et autres frais relatifs auxdites translations de propriété, aucun autre droit que celui de contrôle, qui sera fixé à 15 sols. »

M. *Delley d'Agier* a annoncé que le Comité s'étoit occupé d'un article ayant pour objet de conserver les hypothèques des Municipalités sur les acquéreurs.

M. *de Volney* a proposé un article pour l'anéantissement des anciens titres de propriété relatifs aux Biens Nationaux qui auront été vendus, en donnant aux nouveaux titres une forme précise, claire, et accompagnée d'un Plan géométrique, ce qui préparera les matériaux dans le cadastre universel. Sur les observations de MM. *Moreau* et *Fréteau*, le Projet d'article a été renvoyé au Comité.

A la suite de ces Décrets, on a fait lecture d'une Lettre de M. le Comte *de Saint-Priest*, ainsi que de deux autres des Officiers Municipaux de la Ville de Marseille. Nous devons à nos Lecteurs de les mettre dans le point de vue le plus sûr de toute cette affaire, et nous ne le pouvons sans commencer par leur faire connoître le contenu de ces Lettres. Voici celle du Ministre au Président de l'Assemblée :

« Dès le commencement de l'année dernière, des troubles ont régné à Marseille ; le Roi a fait passer dans cette Ville trois Régimens d'Infanterie et 200 Dragons. Vous savez que ces troubles ont duré pendant

Digitized by Google

long-temps. A peine la nouvelle Municipalité a été formée, qu'elle a demandé le renvoi de ces Troupes. Elles ont en effet été transférées à Aix sur la fin du mois dernier; le 30 du même mois, à 4 heures du matin, à l'instant où l'on venoit de baisser le pont-le-vis du fort de Notre-Dame de la Garde, et de placer la Sentinelle, des gens sans aveu se sont jetés sur le factionnaire, lui ont mis le pistolet sur la gorge pour le forcer à se rendre, et il s'est rendu. La garnison a été surprise, et ces gens, au nombre de 30, se sont rendus maîtres de la place. Le Peuple et la Garde Nationale, excités par cette entreprise, se sont portés sur les forts Saint-Jean et Saint-Nicolas, qui ont été remis aux Officiers Municipaux qui s'y étoient transportés. Le fort Saint-Jean avoit fait quelque résistance; elle a été attribuée au Chevalier *de Beausset*, Major de cette place. Cet Officier se rendant le lendemain, premier Mai, à la Municipalité, accompagné de la Garde Nationale et de deux Officiers Municipaux, a été attaqué, poursuivi et massacré. Le Roi, sensiblement affecté de ces désordres, et des malheurs qui en ont été la suite, a ordonné de poursuivre les coupables avec toute la rigueur des lois. Il m'a chargé de faire parvenir à la Municipalité l'ordre d'évacuer les forts, et de les remettre au troupes auxquelles leur garde avoit été confiée. S. M. ne doute pas que l'Assemblée Nationale ne reçoive avec satisfaction la communication de ces mesures. M. *de Mirau*, Commandant de Marseille, ayant donné sa démission, le Roi a choisi M. le Marquis *de Crillon*, pour le remplacer. S. M. desire que la qualité de Député ne soit

Digitized by Google

pas un obstacle à ce que *M. de Crillon* accepte ce commandement : elle verroit avec peine que son choix ne fût pas accueilli par l'Assemblée.

P. S. La forteresse de Montpellier vient d'être prise par les jeunes Volontaires ; la remise aux troupes de S. M. en sera également ordonnée. On a appris en même temps ce qui est arrivé à Nîmes. Le Roi a fait témoigner sa satisfaction au régiment de Guienne.

Première lettre des Officiers Municipaux de Marseille, 30 Avril.

« Les approvisionnemens extraordinaires, faits pour les Forts de la ville. L'Artillerie de ces Forts augmentée et braquée d'une manière menaçante sur la cité ont inquiété les Citoyens, à un tel point, que les opérations de commerce et d'industrie ont été suspendues ; c'est à l'aspect de ces prépatifs effrayans que la Garde Nationale s'est emparée du Fort de Notre-Dame de la Garde ; qu'à cette nouvelle deux Officiers Municipaux se sont transportés dans ce Fort dont ils ont pris possession. »

Dans la seconde lettre, les Officiers Municipaux mandent que les Commandans des Forts S. Jean et S. Nicolas ayant écrit qu'ils feroient une vigoureuse résistance, le Peuple n'avoit point été arrêté par ces menaces ; qu'alors les Officiers Municipaux avoient proposé de faire faire la garde des Forts par la Garde Nationale, concurremment avec les troupes réglées ; que ces propositions, d'abord refusées, ont été depuis acceptées et signées entre les Officiers Municipaux et les Commandans de ces Forts, enfin que la tran-

Digitized by Google

quillité étoit rétablie dans la ville de Marseille.

M. *d'André*, ne voyant pas dans ces lettres les faits exposés avec toute l'exactitude nécessaire, voyant même dans celles de la Municipalité une omission complète de ce qui regardoit le massacre de M. le Chevalier *de Beausset*, a pris la parole pour exposer d'abord le narré le plus simple et le plus authentique.

« La ville de Marseille devoit être calme, a-t-il dit; une amnistie avoit été accordée: le Grand-Prevôt s'étoit vu déposséder d'une procédure inquiétante pour les Citoyens. Les Troupes avoient été renvoyées. L'ancienne Garde Nationale, remplacée par une Milice plus agréable, il n'y avoit plus rien à demander. Les 22 et 23 du mois dernier les troupes royal Marine, Dragons, et Artillerie sortirent de la Ville. Le 27, à une fête, donnée à la Municipalité d'Aix, il fut dit que les ennemis de la révolution avoient encore des projets, et l'on forma celui de s'emparer des Forts. Le 30, cinquante hommes forcent une sentinelle et surprennent le Fort de Notre-Dame de la Garde. Ils braquent le canon contre la citadelle et le fort S. Nicolas; ce qui engage le Peuple à attaquer ces deux places. On dit qu'on a vu un Officier Municipal parcourir les rues et exciter à cette entreprise. On saura ce fait quand un Officier de Justice osera faire des informations sans craindre d'être massacré. La Municipalité se rassembla : elle décida de sommer les Forts de se rendre. M. *Jean-François Lieutaud* s'opposa vainement à ce parti. La Municipalité se transporta dans les deux places. Le Conseil de Guerre, assemblé à

Digitized by Google

S. Nicolas, ne vouloit livrer ce Fort qu'au Roi et à la Nation; la Municipalité n'étoit ni l'un ni l'autre. Mais les Soldats de Vexin ayant annoncé des intelligences avec les Citoyens, il fallut bien se rendre. Le Fort S. Jean, dont M. *de Beausset* étoit Major, fit beaucoup plus de resistance; mais la citadelle étant prise, il se rendit à 8 heures du soir. Le lendemain on demanda à M. *de Beausset* les clefs du Magasin des poudres et des fusils: il répondit qu'il ne les avoit pas: la même demande fut faite au Commandant qui dit que M. *de Beausset* les avoit. Deux Officiers Municipaux, du nombre de ceux que le Prevôt avoit fait arrêter, assurèrent que c'étoit par l'ordre du Maire qu'ils faisoient cette demande. M. *de Beausset* dit qu'il vouloit parler au Maire: il demanda qu'on le conduisit par mer; on le lui refusa, et il partit avec les deux Officiers Municipaux et un détachement de la Garde Nationale. Arrivé sur le Glacis, il fut insulté par le peuple: il continua sa route, et voyant qu'on l'insultoit encore, sans que personne cherchât à le défendre, il voulut se sauver et entrer dans la boutique d'un Perruquier. Le Perruquier ferma sa boutique, et M. *de Beausset* reçut un coup de bayonnette dans le dos; il tomba et fut bientôt massacré. La populace, parmi laquelle la Garde Nationale étoit mêlée, se livra sur ce cadavre aux plus affreuses et indécentes atrocités. Voila les faits.

« Que devoit faire la Garde Nationale? On ne peut admettre dans aucune hypothese que cinquante hommes sans aveu ayent le droit de surprendre une citadelle. La Municipalité devoit donc ordonner de vider le

Digitized by Google

fort, et prendre les précautions nécessaires pour qu'on ne se portât plus à de semblables entreprises. Elle devoit employer tout son pouvoir à dissiper les attroupemens qui se dirigeoient vers les forts. Quel a été le prétexte d'une conduite opposée? des approvisionnemens, des préparatifs hostiles.. Ces préparatifs n'étoient pas naturels : depuis quatre jours les Forts étoient menacés; mais je vais plus loin, et dis que ces approvisionnemens étoient manifestement faux. Le 23 et le 24, cinq pièces de canon et six voitures, chargées de munitions et de cartouches, étoient sorties; les Commandans ne les auroient pas laissé sortir si l'on avoit voulu faire des approvisionnemens.

« Je me dis : les Municipalités sont donc souveraines? elles sont donc en guerre avec le Roi? mais le Roi s'est mis à la tête de la révolution, et je demande si attaquer des forts qui sont sous ses ordres, ce n'est pas violer tous les principes. Quels moyens auriez-vous de réprimer une Municipalité telle que Marseille si elle venoit à s'élever contre vos Décrets, et que les moyens qui appartiennent au Pouvoir exécutif fussent en ses mains; si par-tout les forces du Pouvoir exécutif étoient usurpées, il n'y auroit plus de Police, plus de Gouvernement en France.

« Je ne parlerai pas de M. *de Beausset*; mais j'observerai seulement qu'il a été tué à côté de deux Officiers Municipaux : on a prétendu qu'il vouloit mettre le feu à la poudrière, et il étoit garde dans sa Chambre à vue; le Fort étoit rempli de Gardes Nationales : il y a toujours à la poudrière une sentinelle le sabre à la main. Je ne présenterai pas de projet de Décret : c'est bien

Digitized by Google

assez d'avoir retracé, malgré moi, des faits de cette nature : je l'ai fait parce que j'ai dû le faire, et avec le sentiment des dangers que peut attirer sur moi mon exactitude à remplir mon devoir. Toutes mes propriétés, ma femme, mes enfans sont à cinq lieues de Marseille. J'ai oublié leurs périls et mes plus chers intérêts, parce qu'il faut soutenir la révolution et la liberté, réprimer la licence et l'anarchie.

M. le Duc *de la Rochefoucault* s'est joint à M. *d'André* dans l'opinion qui lie la liberté à la soumission pour l'autorité légitime. Il s'étoit commis des excès à Toulon comme à Marseille : on vouloit aussi s'emparer des Forts à Grenoble. Il falloit un Décret de l'Assemblée qui apprît au Peuple qu'elle étoit déterminée à maintenir le bon ordre. Il a ensuite énoncé son projet de Decret.

M. *de Castellanet*, Député de Toulouse, a entrepris la justification de la Municipalité de Marseille. Tout ce qu'elle n'avoit pas fait et qu'on croyoit qu'elle auroit dû faire n'auroit servi qu'à augmenter le mal. Le Peuple étoit difficile à calmer. Le Peuple étoit irrité du délai des Troupes à évacuer la ville : le Peuple étoit imbu de plusieurs nouvelles qu'on faisoit répandre concernant les projets de l'Espagne et des réfugiés de Savoie contre la liberté françoise. La Loi Martiale ne pouvoit rien dans une Ville telle que Marseille, où la colère du Peuple ne manqueroit pas d'ouvrir le Lazaret et d'introduire les germes d'une maladie terrible, où trente mille marins n'auroient rien à craindre de cette loi, en se retirant sur leurs vaisseaux. Enfin, il a justifié le Peuple de Marseille sur ses intentions,

Digitized by Google

en attribuant toutes ces entreprises aux craintes qui lui avoient été suggérées.

M. le Marquis *de la Fayette* a encore insisté sur les dangers qui résultent du desordre pour la liberté naissante. Il ne redoute rien des Nations étrangères. La Nation se suffit pour consolider la Révolution : elle a deux forces invincibles : l'énergie du Peuple et la bonté du Roi. Mais quand des Municipalités s'écartent de leurs fonctions, il faut repousser de vains désirs de popularité, et les rappeler sévèrement à leurs devoirs. Il a fini par voter des remercîmens au Roi, réservant à présenter son opinion lorsque M. *de la Rochefoucault* auroit indiqué l'amendement qu'il vouloit joindre à son projet de Décret.

M. *de la Rochefoucault* a dit qu'il consistoit à mander à la Barre deux Membres de la Municipalité de Marseille.

Ici M. *de Mirabeau* l'aîné a élevé la voix pour approuver les dispositions du Monarque, et les distinguer du plaidoyer insidieux envoyé par son Ministre. Il a promis de prouver, quand il en seroit temps, cette qualification, à laquelle il se bornoit; car il avoit pensé dire davantage. Lorsque le Roi exige de la Municipalité de Marseille qu'on informe contre les Gardes Nationales qui ont surpris le passage des portes des Forts, il fait son devoir de chef suprême de la force publique. Il a soutenu ensuite en faveur de la Municipalité qu'une illégalité n'étoit pas une rébellion : il s'est appuyé sur l'importance d'une ville métropole et mère-patrie du commerce et de l'industrie, et sur ce que le Roi lui-même ne demandoit rien, si non que cette affaire fût ren-

Digitized by Google

voyée au Comité des rapports. C'étoit préjuger une Municipalité coupable que de la mander à la Barre, et il n'y avoit rien de prouvé à cet égard. Il a fini par une comparaison entre la journée du 5 octobre à Versailles et celle du 30 avril à Marseille, et par demander pourquoi la hache ne tomberoit pas sur la tête des Parisiens, puisqu'on appelloit toutes les foudres du Pouvoir executif sur celle des Marseillois ?

M. le Vicomte *de Mirabeau* qui se préparoit à répondre, a dit qu'il s'en dispensoit à cause de cette seule phrase qui venoit d'échapper au Préopinant. Il a demandé que les deux journées fussent jugées par les mêmes Juges déja chargés de connoître des forfaits de la nuit du 5 au 6 octobre.

Un Ecclésiastique s'écrie qu'on veut provoquer Marseille ; qu'on veut se faire donner le commandement d'une armée pour y entraîner le Roi.

M. *de la Fayette* répond, avec la plus grande sérénité, que c'est avec le desir de voir tout éclairci, qu'il demande le renvoi au Comité des rapports.

M. *de Menou* demande que le Roi soit supplié de rappeler tous les Commandans qui sont opposés à la Révolution, attendu que c'est de cette cause que naissent tous les désordres.

M. *Charles de Lameth*, qui avoit opiné la veille contre la Municipalité de Nîmes, a reconnu qu'il y avoit un Corps de délit dans l'affaire de Marseille, mais ne pouvant opiner sur ce délit, il lui étoit permis d'attaquer le Ministre. Ce qu'il a fait aussitôt en accusant M. *de Saint-Priest* d'avoir voulu donner tort au Corps législatif envers le Roi,

Digitized by Google

ou au Roi vis-à-vis de la Nation ; d'avoir renfermé, dans ses expressions, *Le Roi verroit avec peine que M. de Crillon...* un ordre à M. *de Crillon* d'accepter ; et il a dit que M. *de Crillon* ne le pouvoit ; quoiqu'il ait été décidé, très-récemment, que M. *de Biron* le pouvoit.

M. *de Virieu* a dit plusieurs choses à la justification de M. *de Saint-Priest*.

M. *de Mirabeau* l'aîné est revenu à la Tribune pour s'y plaindre, ou plutôt pour mépriser les calomnies par lesquelles on le faisoit passer pour instigateur des troubles de Marseille. Ces mêmes calomnies faisoient entendre aussi que la procédure du Châtelet de se continuoit que pour *l'illuminer de crime*. Et il s'est écrié : « J'ai mis la paix à Marseille ; je mets la paix à Marseille ; je mettrai la paix à Marseille. Qu'ils viennent, ces Calomniateurs, au Comité des Rapports : qu'ils me dénoncent au Tribunal du Comité des Rapports ; je le demande, je demande que tous mes crimes soient mis à découvert. »

M. *Barnave* a paru à la Tribune. M. le Vicomte *de Mirabeau* a dit aussitôt qu'il demandoit la question préalable sur ce qu'alloit dire M. *Barnave*. Enfin le Décret a été porté conformément aux amendemens proposés par MM. *Barnave* et *Charles de Lameth*, en ces termes :

« L'Assemblée Nationale, profondément affligée des désordres qui ont eu lieu dans plusieurs endroits du royaume, et notamment dans la Ville de Marseille, charge son président de se retirer vers le Roi pour remercier Sa Majesté des mesures qu'elle a prises, tant pour la recherche des coupables que pour la réparation de ces excès, et renvoie

Digitized by Google

l'examen de cette affaire et de ses dépendances au Comité des Rapports. »

Du Jeudi 13 Mai.

Suite des Décrets sur l'aliénation des biens nationaux.

On a repris la lecture de l'article 9 du titre 2, qui avoit été renvoyé à la rédaction. Quelques Membres ont proposé que l'Assemblé ne prononçât jamais de Décret sauf rédaction. Mais l'Assemblée a déclaré qu'il n'y avoit pas lieu à délibérer. Elle a décrété ensuite l'article 9, qui en forme 3 avec les amendemens.

« Art IX. Toutes les Municipalités, qui dans le délai d'un mois, à dater de la publication du présent Décret, se seront fait subroger pour les fonds situés dans leur territoire, aux Municipalités qui auroient fait des soumissions antérieures, jouiront de la totalité du bénéfice porté par l'article XI du titre premier. »

« X. Les Municipalités qui se seront fait subroger après le délai ci-dessus, jouiront pareillement dudit bénéfice, mais il en sera distrait un quart au profit de la Municipalité, après avoir fait sa soumission; la première se trouvera évincée par la subrogation, pourvu qu'elle ait consommé l'acquisition dans le mois qui suivra cette soumission. »

« XI. L'acquisition sera censée consommée lorsqu'après l'estimation des biens, faite dans la forme prescrite par l'article IV du titre premier, les offres auront été acceptées par l'Assemblée Nationale. »

Il s'est élevé ensuite une discussion sur le tiercement des enchères des biens ecclésiastiques,

Digitized by Google

tiques, et il a été décidé que le tiercement n'auroit pas lieu après les adjudications. On a décrété ensuite l'article 4 du même titre 2, et également renvoyé au Comité, en ces termes :

« IV. Les enchères seront reçues publiquement : il y aura quinze jours d'intervalle entre la première et la seconde publication, et il sera procédé, un mois après la seconde, à l'adjudication définitive, au plus offrant et dernier enchérisseur, sans qu'il puisse y avoir ouverture, ni au tiercement, ni au doublement, ni au triplement ; les jours seront indiqués par des affiches où le montant de la dernière enchère sera mentionné. »

M. le Baron *de Menou* a pris la parole sur le cautionnement de 70 millions, offert par la ville de Paris, et a déclaré que plusieurs personnes étoient venues le prier de ne point s'opposer à ce *cautionnement*, et lui offrir de participer au bénéfice, dans le cas où il réussiroit à faire décréter ce *cautionnement*. Il a ajouté qu'il n'avoit pas besoin de cette circonstance pour être assuré des mauvais effets du *cautionnement*, et qu'il l'avoit toujours considéré comme nuisible, et propre à favoriser l'agiotage des Capitalistes, qui seroient en même-temps cautionneurs, vendeurs et acheteurs.

M. *de la Rochefoucault*, considérant que la nature des biens à vendre consistoit pour Paris en maisons, a dit que le cautionnement étoit essentiel pour la chose publique. — M. *de Lameth* a réclamé contre cette opinion, et il a dit que les Capitalistes trouveroient un bénéfice aux dépens de l'Etat ; que ce qu'on doit désirer, c'est qu'ils ne se mêlent point des acquisitions, ni des ventes

Digitized by Google

de ces biens; que si l'on exigeoit ce cautionnement de la ville de Paris, il faudroit l'exiger de toutes les autres Municipalités, ce qui seroit une perte de 20 millions pour l'Etat; et qu'enfin, si les Capitalistes se mêloient de donner du crédit aux assignats, ils feroient tomber cette opération.

L'Assemblée décide qu'il ne sera donné nulle suite ni exécution au cautionnement proposé par la ville de Paris.

M. *de Crillon*, l'un des Secrétaires, a fait lecture d'une lettre de M. *de Saint-Priest*, Ministre de la Marine, elle est adressée à M. le Président, et contient le récit des désordres de Toulon.

Le Roi, vivement touché de ce qui s'est passé à Toulon, m'ordonne d'en instruire l'Assemblée Nationale. Par les lettres que j'ai reçues, il paroit que le 3 Mai, à deux heures après midi, il s'est formé un nombreux attroupement d'Ouvriers devant l'Arsenal, dont les portes venoient d'être fermées. L'attroupement s'est porté à l'Hôtel de la Marine où loge M. le Commandeur *de Glandèves*, qui dinoit alors. Plusieurs demandes ont été faites, aucune n'a été refusée : la première ayant pour objet la liberté de trois Matelots, détenus prisonniers sur la frégate l'*Alceste*, M. *de Glandèves* répondit qu'il m'avoit écrit à ce sujet, que j'avois donné les ordres nécessaires pour que ces Matelots fussent mis en liberté, et que leurs cartouches étoient prêtes. On demanda ensuite des armes et des gibernes; il répondit qu'il ne doutoit pas que la Municipalité ne fît cette demande, et il donna ordre de délivrer des armes et des gibernes. Malgré ces réponses, on le força de sortir de l'Hôtel de la Marine pour

Digitized by Google

aller à l'Hôtel-de-Ville ; on arracha de ses bras son frère, le Chevalier *de Glandèves*, qui voulut sortir avec lui. M. *de Chaulet*, qui l'accompagnoit, reçut trois coups de sabre et deux coups de bayonnettes ; il a été sauvé par quelques Volontaires Nationaux. M. le Commandeur *de Glandèves* fut insulté et menacé par le Peuple ; il arriva enfin à l'Hôtel-de-Ville, où il trouva M. le Maire en chaperon, qui venoit au-devant de lui. M. le Commandeur *de Glandèves* m'a écrit qu'il a été très-bien traité par la Municipalité, et que les Officiers Municipaux, pour rétablir le calme, sont obligés de lui faire beaucoup de demandes, auxquelles il lui est impossible de ne pas accéder. On m'écrit du lendemain qu'on demande de nouveau des armes, quoiqu'on en ait livré beaucoup ; que M. *de Glandèves* est encore retenu à l'Hôtel-de-Ville, mais que les Officiers Municipaux et la Garde Nationale paroissent se disposer à le reconduire chez lui. Le Roi est douloureusement affecté des violences qui ont été commises ; il m'a donné des ordres pour faire poursuivre les coupables. »

« Dans tous les grands ports, on fait des demandes de même nature ; ce qui est essentiellement contraire à l'intérêt public. Les emplacemens et ustensiles ont été achetés pour l'utilité générale ; ils appartiennent à tous les François ; nul particulier ne peut s'en emparer. Depuis long-temps je cherche à établir ces principes. Plusieurs pièces de bois ont été enlevées du port de Toulon ; la Salle d'Armes de l'Arsenal va être entièrement spoliée. Il importe cependant, plus que jamais, que la Marine matérielle soit conservée ; il faut garder avec vigilance des

Digitized by Google

objets si nécessaires à la gloire du Royaume et à l'honneur du Pavillon François. »

M. *Ferrand* communique une Lettre de la Municipalité, qui annonce que M. *de Glandèves* a été accompagné chez lui avec tous les applaudissemens du Peuple, et que tout est rentré dans l'ordre.

MM. *de Montcalm* et *de Rochebrune* s'accordent à dire qu'il faut réprimer les attroupemens séditieux, si l'on veut assurer la stabilité de la Révolution.

M. *Reubell* est d'avis que l'on attende le Procès-verbal de la Municipalité, et d'ordonner que toute l'affaire soit renvoyée au Comité des Rapports. Cette opinion est adoptée, et il a été en outre décrété que le Président se retireroit pardevers le Roi pour lui donner communication de la Lettre écrite par la Municipalité.

Après cette affaire, terminée sans discussion, il s'en est élevée une légère sur la demande de M. *de Vieufville des Essarts*, ayant pour objet d'obtenir son congé pour aller assister aux Elections de sa Province. Les opinions se sont réunies sur le Décret qui defend à un Membre de quitter son poste. La question préalable a été demandée et adoptée.

Du Vendredi 14 Mai.

Les adresses des Municipalités de Loriol et de Pezenas, portant désaveu de la conduite de quelques particuliers de Nîmes, ont été solennellement distinguées.

M. le Comte *de St. Priest* a fait communiquer à l'Assemblée des Lettres de Toulon qui annoncent que tous les Corps et tous

Digitized by Google

les Citoyens y sont réunis dans un même esprit de paix et d'affection.

Après quelques Décrets concernant des Municipalités particulières, les deux suivans ont été prononcés apres une assez longue discussion.

« Art. I. L'entrée du sel étranger, déjà prohibée par l'Ordonnance de 1680, le sera dans toute l'étendue du Royaume, et provisoirement, sous les peines prescrites par les Ordonnances relativement aux autres marchandises prohibées, à l'exception néanmoins de toutes peines afflictives. »

« Le transport et le cabotage des sels destinés à la consommation du Royaume, ne pourront être faits que par les vaisseaux et bâtimens François, dont le Capitaine et les deux tiers au moins de l'équipage soient François. »

« II. Les sels chargés avant le 1^er^. Avril, et expédiés depuis, jouiront de l'exemption des droits de traite sur le sel destiné à la consommation du Royaume. »

M. *Anson* a présenté un projet de Décret relatif aux Assignats. Il a observé que le 22 de ce mois le payement des rentes de 1789 sera ouvert en entier, c'est-à-dire, qu'au lieu de payer un semestre, on en payera deux à-la fois, à commencer par la lettre A, jusqu'à la lettre J, pour les rentes au-dessous de 100 liv., au moyen des fonds qui ont été faits en écus par la Caisse des dons patriotiques. — Par l'article VII du Décret des Assignats, il est dit que les débiteurs feront l'appoint lorsqu'ils donneront des Assignats en payement. Les Contribuables payeront en argent, cet argent sera nécessaire à l'Etat; il est à propos de prendre

Digitized by Google

des précautions pour empêcher la conversion de cet argent en Assignats, ce que l'interêt qu'ils portent ne manquera pas d'effectuer. M. *Anson* a proposé ensuite un projet de Décret en trois articles ajournés à Dimanche. Nous les rapporterons lorsqu'ils auront été décrétés.

M. le Président a lu une Lettre écrite par M. *de Montmorin*, le 14 de ce mois, de la part du Roi, au Président de l'Assemblée Nationale, relativement aux différends d'entre les Cours d'Angleterre et d'Espagne; différends qu'il y a lieu d'espérer de voir terminer incessamment par la médiation du Roi, et les dispositions apparentes des deux Puissances. Voici la teneur de cette Lettre:

14 Mai 1790.

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« Les armemens qui viennent d'avoir lieu chez une Puissance voisine, la presse des Matelots qui y a été ordonnée et exécutée avec la plus grande activité; enfin les motifs que l'on donne de mouvemens aussi marqués, ont fixé toute l'attention de Sa Majesté. Elle a pensé que son premier devoir étant de veiller à la sureté de l'Etat, elle ne pouvoit différer de prendre toutes les mesures propres à remplir cette obligation. Elle va en conséquence se mettre en état d'avoir incessamment quatorze vaisseaux de ligne armés dans les Ports de l'Océan et de la Méditerranée. Elle prescrira en même temps aux Commandans de la Marine dans ces différens Ports, de préparer les moyens d'augmenter les armemens maritimes, si les circonstances l'exigent. »

« Sa Majesté, en m'ordonnant, Monsieur

Digitized by Google

le Président, d'informer par votre organe l'Assemblée Nationale de ces dispositions, a désiré qu'elle fût également instruite qu'elles sont purement de prudence et de précaution. Le Roi conserve les espérances les plus fondées, que la paix ne sera pas interrompue. Sa Majesté y est autorisée d'après les assurances qui lui ont été données par la Cour de Londres, *que ces préparatifs n'avoient pour objet qu'un différend qui s'est élevé entre cette Puissance et l'Espagne; différend que Sa Majesté Britannique desiroit sincérement de voir terminer par une Négociation;* et en effet M. *de Fitz Herbert*, Ambassadeur d'Angleterre en Espagne, est en chemin pour se rendre à Madrid. Cette communication a été accompagnée d'assurances *du désir de Sa Majesté Britannique, de conserver avec la France la bonne intelligence qui règne si heureusement entre les deux Nations.* »

« Mais, quelque rassurant que soit ce langage, il ne peut dispenser Sa Majesté de prendre les mesures qu'exige la prudence. Il n'est personne qui ne soit convaincu que lorsque l'Angleterre est armée, la France ne peut ni ne doit rester désarmée; et il nous importe de montrer à l'Europe que l'établissement de notre Constitution est loin d'apporter aucun obstacle au développement de nos forces. Nous ne pouvons d'ailleurs nous dissimuler que la reconnoissance et notre propre intérêt nous prescrivent dans cette circonstance une marche dont l'Espagne nous a donné l'exemple dans toutes les occasions qui nous ont intéressés. »

« Le Roi va employer tous les moyens qui dépendent de lui, pour effectuer entre les

Digitized by Google

Cours de Madrid et de Londres, un rapprochement qu'il desire avec ardeur. Sa Majesté connoît trop la justice et la modération du Roi d'Espagne pour n'être pas persuadée qu'il se prêtera avec empressement à toutes les voies de conciliation qui seront compatibles avec la dignité et les véritables intérêts de sa Couronne. Les dispositions qu'annonce la Cour de Londres donnent une égale espérance que, de son côté, elle n'exigera rien qui ne soit conforme à la justice et aux convenances réciproques. »

« Le Roi m'a ordonné de témoigner à Sa Majesté Britannique toute sa sensibilité à la communication amicale dont elle a chargé son Ministre Plénipotentiaire auprès de lui, et de lui donner les assurances les plus fortes et les plus positives de son extrême desir que la bonne harmonie entre les deux Nations ne soit troublée, ni dans cette occasion, ni dans aucune autre. »

« Enfin, quelle que soit la confiance de Sa Majesté dans les efforts d'une grande Nation, qui ne souffriroit surement pas que les premiers momens de sa régénération fussent flétris par une conduite que l'honneur national désavoueroit, elle est si frappée des malheurs de tout genre qu'amèneroit la guerre, qu'elle n'épargnera ni soin ni démarche pour l'éviter. Ce seroit avec une douleur inexprimable que le Roi y verroit la Nation entraînée; et c'est essentiellement pour éloigner d'elle un semblable malheur, que Sa Majesté croit devoir envoyer dans ses Ports, les ordres dont j'ai eu l'honneur de vous donner connoissance au commencement de cette Lettre. Les dispositions qui en sont l'objet, exigeront nécessairement

Digitized by Google

quelque secours extraordinaire pour le Département de la Marine. Sa Majesté est trop convaincue du patriotisme des Représentans de la Nation, pour n'être pas assurée d'avance de leur empressement à décréter des secours, lorsque le tableau en aura été mis sous leurs yeux. »

« J'ai l'honneur d'être, etc. »

DE MONTMORIN.

M. *Charles de Lameth* et plusieurs autres Membres ayant demandé la parole sur la lecture de la Lettre, M. le Président a annoncé qu'il y avoit déja une liste; sur quoi M. *de Lameth* a exprimé sa surprise de ce que vingt personnes eussent déja leur opinion arrêtée sur un objet que le reste de l'Assemblée ne connoissoit pas encore. — On a demandé la lecture de la liste. — M. *de Mirabeau* l'aîné n'a pas perdu l'occasion de se plaindre de ce que l'Assemblée, par cette méthode des listes, laissât une initiative si subite à une Lettre Ministérielle. « Nous devons, a-t-il ajouté, décider pour l'avenir que les Messages du Roi ne seront délibérés que le lendemain. Mais comme cette Loi n'est pas établie, je demande que la parole se donne sur des demandes successives et que la discussion commence. » — MM. *de la Fayette* et *Cazalès* ont demandé l'ajournement au lendemain, et il a été ordonné.

DU VENDREDI 14 MAI. SÉANCE DU SOIR.

Parmi les Adresses et Dons Patriotiques, on a distingué la générosité de M. *d'Hauteville*, qui sollicite la grace de plusieurs prisonniers détenus à Château-Gonthier pour

N •

Digitized by Google

avoir brûlé ses Archives et tenté d'incendier son Château. M. le Président a été unanimement chargé de se porter vers le Roi pour lui présenter cette Adresse, et le supplier d'y avoir égard. Et il faut avouer qu'une telle action, au milieu de tant de forfaits, étoit bien propre à réveiller le caractère de la Nation Françoise.

Décrété « qu'aucun Membre de l'Assemblée ne pourra assister, comme Electeur, aux Assemblées de District ni de Département. »

Du Samedi 15 Mai.

M. *le Chapelier* a fait porter un Décret qui ordonne aux Commissaires du Roi, réunis avec la Municipalité de Douai, de dresser procès-verbal des personnes qui, ayant plus de 400 liv. de rente, et n'ayant point fait leur déclaration pour la Contribution Patriotique, ont voté aux Elections; et il est de ces personnes, a ajouté M. *Merlin*, qui ont plus de 40 mille liv. de rente.

Autre Décret, concernant le droit de triage, en ces termes:

« L'Assemblée Nationale informée des désordres et voies de fait auxquelles plusieurs Communautés d'habitans et particuliers se sont portés dans différentes Provinces du Royaume, par une fausse interprétation des articles XXX et XXXI du titre second du Décret du 15 Mars dernier, sanctionné par les Lettres Patentes du Roi du 28 du même mois, »

« Déclare qu'en abolissant par lesdits articles le droit de triage, c'est-à-dire, l'action qu'avoit ci-devant le Seigneur pour se faire délivrer, dans certains cas, le tiers

Digitized by Google

des biens par lui concédés précédemment aux Communautés d'habitans, elle n'a entendu rien préjuger sur la propriété des bois, pâturages, marais vacans, terres vaines et vagues, ni attribuer sur ces biens aucun nouveau droit aux Communautés d'habitans ni aux particuliers qui les composent; ordonne que toutes les Communautés et tous les particuliers qui prétendroient avoir sur les bois, pâturages, marais vacans, terres vaines et vagues, des droits de propriété, d'usage, de pâcage, ou autres dont ils n'auroient pas eu la possession réelle et de fait au 4 Août 1789, seront tenus de se pourvoir par les voies de droit, contre les usurpations dont ils croiroient avoir droit de se plaindre; met tous les possesseurs et atéagistes actuels desdits biens sous la sauvegarde spéciale de la Loi; fait défenses à toutes personnes de les troubler par voies de fait, à peine d'être poursuivies extraordinairement, sauf à faire juger contradictoirement avec eux par les Juges qui en doivent connoître, la légitimité ou illégitimité de leur possession; ordonne aux Curés et Vicaires desservant les Paroisses, de faire lecture au Prône, tant du présent Décret, que de l'art. II de celui du 2 Décembre 1789, ensemble de l'art. III de celui du 15 Mars dernier, lesquels à cet effet seront annexés par extrait à l'expédition des présentes.

Nous plaçons de suite un autre projet de Décret, présenté à la fin de la Séance, en un article relatif à la confection des rôles, et au mode des impositions.

Un seul article a été décrété en ces termes :

« L'Assemblée Nationale décrète que les

Digitized by Google Voj

Municipalités qui n'ont pas encore procédé à la confection de leurs rôles des impositions de 1790, seront tenues de les terminer dans le délai de 15 jours, à compter de la publication du présent Décret, faute de quoi les Officiers Municipaux demeureront garans et responsables du retard des impositions de toute la Communauté. Aussitôt après la formation des Districts et des Départemens, il sera nommé des Commissaires chargés de vérifier les sur-taxes, et d'en référer aux Directoires pour être par eux pourvu à l'indemnité. »

A ces trois Décrets près, qui ont été portés sans discussion, toute la Séance a été remplie par celle qui devoit avoir lieu sur la Lettre du Ministre des Affaires Etrangères.

M. *de Biron* a parlé le premier pour la gloire de la Nation Françoise, qui devoit en ce moment se maintenir sur le pied le plus redoutable, et se montrer aussi fidèle à ses alliances avec l'Espagne, qu'invariable dans sa politique contre l'Angleterre, dont il étoit indispensable d'arrêter sans cesse les prétentions. Il n'a craint aucun des maux que la guerre entraîne; l'intérieur du Royaume et les frontieres présentoient une Puissance formidable. Nous avons respecté les dettes contractées par le despotisme; respecterons-nous moins les obligations de reconnoissance contractées avec une grande Nation qui a été une alliée généreuse pour nous? manquerions-nous de courage quand il est question de nos droits et de notre liberté, après en avoir tant montré sous les armes des despotes? Il ne nous faut que de la confiance en nous-mêmes; toute paix est dé-

Digitized by Google

traite si on déclare qu'on n'a pas la force de faire la guerre. — L'Orateur a conclu à des remerciemens pour le Roi sur les mesures qu'il a prises pour assurer le Commerce et l'Empire, et à faire supplier S. M. de faire remettre l'état des besoins du Département de la Marine.

M. *de Virieu*, appuyant cette conclusion, a demandé qu'on fît usage des listes *pour*, *contre* et *sur*; ce qui a été un présage que la discussion seroit longue.

M. l'Abbé *Maury* a dit que la question devoit être traitée contradictoirement. — M. *de Beaumetz* lui a objecté qu'une question politique et diplomatique ne peut, avant d'être discutée, présenter un résultat assez simple pour amener une décision par *oui* et par *non*. — M. l'Abbé *Maury* a répliqué : « Quand même on ne discuteroit que l'un des points historiques il faudroit toujours avoir le sens commun. C'est le choc des opinions qui rend les discussions utiles. Je ne vois ici qu'une question d'argent qui peut se réduire à *oui* ou à *non*. Doit-on faire un armement, doit-on n'en point faire ? »

M. *Duquesnoy* s'y est opposé, et a dit que c'étoit une des mesures prises pour servir les Ministres que de délibérer par *oui* et par *non*, qu'il voyoit le piége ; que les Ministres vouloient semer la discorde et se rendre forts des divisions de l'Assemblée pour la dissoudre. Avec l'initiative accordée aux Ministres, ils demanderont tout au nom du Roi ; ils obtiendront tout avec cette formule que *le Roi sera profondément affligé de nos refus*. Il faut fournir ces secours, mais il faut examiner ces questions ; le Roi

Digitized by Google

a-t-il pu? a-t-il dû? pouvons-nous? devons-nous?

M. *Alexandre de Lameth* a commencé à vouloir établir la question; qui est de savoir si l'Assemblée est compétente, et si la Nation Souveraine doit déléguer au Roi le droit de faire la paix ou la guerre (l'Orateur a été longuement interrompu; grande agitation). En jugeant la question de circonstance on jugeroit la principale, ce qui etoit très-éloigné des vues de l'Assemblée. Il falloit avant tout examiner les causes de cette guerre. La Nation ne devoit pas être sans alarmes quand l'Ambassadeur d'Espagne étoit le même homme qui entra au Ministère au moment où l'Assemblée Nationale étoit entourée de bayonnettes. On devoit savoir pourquoi cet armement. Pouvoit-on déléguer, dans la cause des Rois contre les Peuples, le droit de faire verser le sang, d'entraîner les Citoyens, d'exposer les propriétés? L'Orateur s'est fixé à demander la discussion de cette question constitutionnelle.

M. *Dupont* veut qu'on ajourne cette question à trois semaines, et que, suivant la marche des idées, on examine d'abord la question provisoire.

M. *Barnave* soutient que, dans l'ordre des idées, la question de M. *de Lameth* doit passer la premiere, et qu'il faut d'abord decider si nous avons le droit de consentir ou de défendre un armement. Au moment où les Ministres usurpent ce droit ce seroit passer condamnation que d'adopter l'ajournement. Il a fait une sortie contre les ruses perfides des Ministres, espèce d'hommes à qui on fait trop d'honneur en disant que

Digitized by Google

leurs desseins sont douteux, et il a réclamé la Motion de M. *de Lameth*, c'est-à-dire, la discussion des principes, que trois jours peut-être ne suffiroient pas à bien exposer.

M. *Goupil de Préfeln* a adopté l'ajournement pour ne rien hasarder dans une décision dont l'influence doit être si grande sur la Constitution. Il a relevé avec politesse le Préopinant en ce qui concernoit les Ministres que personne ne craignoit plus que lui, mais qu'il ne falloit pas toujours soupçonner; la Lettre même de M. *de Montmorin* étoit écrite dans un langage patriotique: le Roi y disoit entrer en négociation avec les Cours d'Espagne et d'Angleterre, pour les engager à la paix; pourquoi présumer autre chose que la paix pour suite de ces négociations: d'ailleurs, on le verroit, et si le Roi avoit armé 14 vaisseaux, pourquoi s'effrayer de cet acte de la surveillance suprême qui lui appartient par la Constitution?

M. le Prince *de Broglie* a fait une observation dont l'objet étoit de rejeter l'ajournement, puisque la lettre du Ministre préjugeoit la décision.

M. *de Robespierre* a jugé de même qu'il étoit indispensable de juger la question, et qu'il faut établir le principe avant d'accorder ses conséquences. Comment prendre des mesures pour faire la paix ou la guerre avant que de savoir à qui en appartient le droit? ensuite il a fait entendre sa pensée qui est de ne point s'engager dans une guerre dont on ne connoit pas les motifs et qui n'est qu'un moyen de défendre le despotisme contre les Nations; et supposant qu'au lieu de montrer une grande loyauté, en accordant

Digitized by Google

des subsides et en autorisant des armemens, on se renfermât dans les principes sacrés de n'entrer dans aucune guerre et de vivre avec toutes les Nations dans cette fraternité recommandée par la nature, il en a tiré cette conclusion que toutes les Nations auroient intérêt de protéger la Nation Française, parce que c'est de la France que doit partir la liberté et le bonheur de l'Univers. »

M. *de Mirabeau* l'aîné a rétabli le débat dans sa véritable situation : ce n'étoit pas la question constitutionnelle qu'on devoit traiter prealablement : c'étoit le message du Roi qu'on devoit soumettre à la délibération. « Le message du Roi n'a nul rapport avec une déclaration de guerre : il pourroit exister quand il sera déja décrété qu'à la Nation appartient le droit de faire la paix et la guerre. Le droit d'armer appartiendra toujours à l'exécuteur suprême des volontés nationales. jusques-là il y avoit donc déraison et inconséquence à éluder de cette manière la réponse à faire au Ministre : il y avoit encore de l'imprudence en ce que, si l'on jugeoit nécessaire de traiter la question constitutionnelle, on occasionneroit des retards qui donneroient le prétexte de dire que l'Assemblée avoit arrêté les mesures prises pour le salut du commerce et de l'empire. Il a demandé a traiter, dans le plus court délai, la grande question, mais avec toute l'étendue qu'elle exige. En attendant, il falloit délibérer sur le secours extraordinaire que le Roi demandoit. Un refus irriteroit le commerce; on ne cherchoit que trop à l'irriter. 14 vaisseaux n'étoient pas d'ailleurs un objet effrayant pour la Constitution. Ce qui

Digitized by Google

la menaçoit le plus, c'étoit peut-être de concevoir et de répandre de vaines terreurs. Une conjuration ministérielle ne pouvoit plus être qu'un entêtement de Pigmées. Avant, comme après le jugement de la question contitutionnelle, le Roi pouvoit faire ce qu'il a fait, sauf l'éternelle responsabilité des Ministres. Il a conclu à ce qu'on s'occupât du message du Roi.

M *Delley d'Agier* a voulu revenir sur le principe et appuyer M. *de Lameth*. M. *Reubell* a insisté sur cette opinion, que l'Assemblée devoit décréter le principe, attendu que dans huit jours le Roi déclareroit la guerre sans elle, comme ayant le provisoire. Que le Ministre demandoit de l'argent, et que la Nation n'en devoit point accorder sans connoissance de cause; qu'on ne devoit plus reconnoître d'alliés que les Peuples justes; plus de pactes de famille, plus de guerres ministérielles; que la lettre du Ministre annonçoit assez que le Roi ne pouvoit concilier les Puissances belligérantes, et qu'il alloit faire la guerre à l'Angleterre. Qu'il falloit en vérifier les causes, examiner les motifs, et par conséquent juger auparavant du droit de vérifier et d'examiner.

M. le Baron *de Menou* a observé contre l'opinion de M. *de Mirabeau* qu'elle tendoit à nous engager dans une guerre peut-être injuste, peut-être immorale, et que nous serions forcés de continuer; que nos armées une fois en mer, nous ne pourrions refuser des subsides, ni les accorder sans être emportés loin de nos principes. Qu'il étoit essentiel de statuer sur le droit de faire la guerre et la paix, afin d'examiner ensuite laquelle des deux Nations avoit tort. Si c'étoit l'Angleterre, nous ar-

Digitized by Google

merions, mais toutes nos forces à-la-fois, et après avoir manifesté notre justice; nous développerions tout notre courage, toute notre puissance, et sur le sol de l'Angleterre même. Que l'Anglois combatte contre nous jusqu'au dernier écu, au dernier homme, nous aurons toujours l'avantage. L'Angleterre est libre, magnanime, généreuse; nous avons la même prérogative, les mêmes vertus, elle traitera d'égal à égal, et non plus avec les Ministres et le despotisme. (Des applaudissemens sans fin.)

M. *de Mirabeau* a voulu reprendre la parole pour observer à son tour que le Préopinant n'avoit point combattu son opinion. M. *d'Aiguillon* la lui a reprise pour entrer tout-à-fait dans le sentiment de M. *de Menou*. Il a posé en fait qu'on en vouloit à la Constitution. Que les Départemens et Gardes Nationales offrant des obstacles insurmontables, l'espoir des anti-patriotes se fondoit sur une guerre qu'on ne pourroit plus abandonner si l'on commettoit l'imprudence de la commencer. Tel étoit le but des mauvaises intentions du ministère, intentions dont il ne lui étoit pas permis à lui de douter. Les intrigues des Ministres agiteroient le royaume; les Citoyens seroient trompés, écartés du grand objet de leurs pensées actuelles, et soumis à voir les Visirs abuser de tout, des désastres et des succès. « Un Roi victorieux, a-t-il ajouté, est un grand danger pour la liberté quand c'est un Roi des François; il a conclu à la priorité de la question constitutionnelle et à l'ajournement.

M. *de Mirabeau* a rapproché cet ajournement au lendemain, pas plus tard.

M. *le Chapelier* s'est rangé à l'opinion de

Digitized by Google

M. *de Mirabeau*; il a écarté tous les détails par lesquels on avoit voulu détourner la véritable question; savoir, celle de répondre au message du Roi. Quant à l'autre elle n'étoit pas douteuse, le droit de disposer du sang et de l'or des hommes ne peut appartenir à un seul homme; mais le droit de prendre des précautions pour la défense des hommes appartient à l'exécuteur suprême de leurs volontés : on ne peut retarder l'effet de ce droit, sans tomber dans l'inconvénient de 1756, où notre commerce étoit détruit avant d'avoir tiré le premier coup de canon.

M. *Barnave* a proposé son amendement, consistant à n'approuver que les mesures prises par le Roi dans le Projet des remerciemens à lui faire, et non les Négociations commencées; parce qu'il étoit à craindre qu'elles ne nous conduisissent à une guerre qui est le but des Ministres.

M. *Charles de Lameth* a pensé qu'on devoit aussi instruire le Roi des inquiétudes de l'Assemblée sur une Négociation dirigée par M. le Duc *de la Vauguyon*; et de faire connoître à Sa Majesté, qu'il seroit aussi coupable que dangereux de laisser la politique entre les mains de certaines personnes, que de faire traiter un malade de poison par ceux qui l'auroient empoisonné.

M. *Dupont* a proposé de déployer les forces les plus imposantes contre l'Angleterre, qui n'étoit pas assez dépourvue de sagesse pour armer 32 vaisseaux, afin de favoriser les intrigues des Ministres, et il a conclu à demander au Roi qu'il soit fait un armement égal à celui des Anglois.

L'Assemblée rejette toutes les Motions,

Digitized by Google

tous les amendemens, et la proposition de M. *de Mirabeau* l'aîné a été décrétée unanimement en ces termes :

« L'Assemblée Nationale décrète que son Président se retirera dans le jour pardevers le Roi pour remercier Sa Majesté des mesures qu'elle a prises pour maintenir la paix; décrète en outre que demain 16 Mai, il sera mis à l'ordre du jour cette question constitutionnelle : *La Nation doit-elle déléguer au Roi l'exercice du droit de la paix et de la guerre?* »

Du Samedi 15. Séance du soir.

Une Députation de la Bazoche du Palais a été admise à la Barre, après deux mots d'altercation entre M. le Duc *d'Aiguillon*, qui l'annonçoit, et M. le Vicomte *de Mirabeau*, qui a dit qu'un *Pair de France* devoit connoître beaucoup mieux qu'un autre les sentimens des Membres du Parlement; à quoi M. *d'Aiguillon* a répliqué que c'étoit parce qu'*il avoit été* Pair de France, qu'il croyoit plus essentiel de s'assurer des sentimens de la meilleure Troupe auxiliaire du Parlement de Paris. — MM. de la Bazoche ont reçu les témoignages de la satisfaction de l'Assemblée.

Une autre Députation du Châtelet a prononcé un Discours relatif aux fonctions de poursuivre la Procédure de l'affaire du 6 Octobre. Le Tribunal demande communication des renseignemens que peut avoir acquis le Comité des Recherches, et annonce qu'un travail assidu l'ayant mis sur la trace des coupables, il les poursuivra sans qu'aucune acception de personne puisse l'arrêter.

Digitized by Google

M. *de Cazalès* ayant observé qu'il n'étoit pas de l'honneur de l'Assemblée de discuter sur une pareille proposition, le Décret suivant a été porté à l'unanimité.

« L'Assemblée Nationale décrète que son Comité des Recherches est autorisé à communiquer au Procureur du Roi du Châtelet, les renseignemens qu'il peut s'être procurés sur l'affaire de Versailles du 6 Octobre dernier, dénoncée à cet Officier par le Comité des Recherches de l'Hôtel-de-Ville de Paris. »

Du Dimanche 16 Mai.

M. *Salles* a fait un Rapport sur les efforts que font les Ecclésiastiques d'Alsace pour détruire le respect dû aux Décrets de l'Assemblée, qu'on appelle déja des brigandages dans cette Province. MM. *Beynard*, Grand-Bailly de Boussevillers, *Dietrick*, Notable de la Commune de Strasbourg, et l'Abbé *d'Eymar*, Membre de l'Assemblée Nationale, sont accusés dans ce Rapport. Le dernier a pris la parole pour repousser les inculpations de Commissaires du Roi, qu'il a déclaré coupables, et dénoncé d'avance pour avoir outre-passé leurs pouvoirs dans cette dénonciation. Mais lorsqu'il a voulu entrer dans une justification complète, il a été interrompu par la demande de l'ordre du jour, et l'ajournement de cette affaire à été porté à la prochaine Séance du soir. — On a repris la grande question déterminée par le Décret de la veille : « La Nation doit-elle déléguer au Roi l'exercice du droit de la paix et de la guerre? » MM. *de Sérent*, *de Custine* et *de Virieu*, ont opiné pour l'affirmative ; MM. *d'Aiguillon* et *Charles de Lameth* pour la négative. Mais nous sommes

Digitized by Google

forcés de revenir sur cette discussion importante qui, d'ailleurs, n'a produit encore aucune décision.

Le 11 Mai, le Roi a été se promener à cheval au bois de Boulogne; il y a passé environ deux heures de la matinée. Quelques personnes de sa Cour, et seulement deux Officiers de la Garde Nationale l'accompagnoient. C'est la première fois que ce Prince, qui se sacrifie tout entier aux succès de la Révolution, s'est permis ce plaisir utile, et peut-être plus nécessaire que jamais à sa santé, depuis qu'il est venu habiter Paris.

Le 4 de ce mois, M. *de Vaucilliers* a rendu ses comptes devant l'Assemblee générale de la Commune; il avoit fait quelques jours auparavant son apologie devant le District de St. Etienne-du-Mont, qui l'a député à l'Hôtel de-Ville, et s'etoit très-bien discu pé des reproches dont on avoit essayé de noircir sa probité. Ses Commettans auroient préféré qu'il s'adressât à la Ville même pour les secours pécuniaires dont il s'est trouvé avoir un besoin indispensable, mais ils lui ont rendu la justice la plus éclatante sur la pureté de sa gestion. Il a paru, d'après le rapport de ce Lieutenant de Maire, que presque toutes les Municipalités voisines de la Capitale avoient consenti à lui délivrer la majeure partie de leurs subsistances, et à se reposer sur elle du soin de leur approvisionnement; secours

Digitized by Google

sans lesquels Paris se voyoit exposé au danger de la plus affreuse famine. Ces précautions de la part de M. *de Vauvilliers* font tomber les reproches d'insouciance que M. *Monetière* s'est permis dans des Lettres qu'il lui a adressées à cette époque, et qu'il n'a point été difficile à l'Administrateur inculpé d'arguer de faux. L'impartialité nous force d'ajouter que plusieurs personnes lui savent mauvais gré de l'excès même de ces précautions qui lui a fait acheter à très-haut prix des grains et des farines qu'on auroit actuellement à meilleur marché, ce qui a constitué la Ville en des frais considérables.

Les achats de grains et les dépenses du Département de M. *de Vauvilliers*, se montent à près de 3 millions et demi, sans y comprendre les avances faites par le Gouvernement pour les subsistances de la Capitale, approvisionnée aujourd'hui de 76,000 sacs de farine, du poids de 325 liv., et de 92,000 septiers de grains du poids de 240 liv. La Ville a nommé des Commissaires pour faire l'examen et un nouveau rapport de ce compte, dont la probité connue de M. *de Vauvilliers* fait présumer la justesse.

On assure que M. *de Maillebois* vient de donner sa démission du Gouvernement de Bréda, qui a été donné sur-le-champ au Prince héréditaire fils du Stathouder.

Lettre du Commandant du Port-Vendres à M. le Maréchal de Mailly

Depuis la nuit du 19 au 20 de ce mois, jusqu'aujourdhui, nous avons éprouvé une tempête des plus furieuses, et plus forte que celle du mois de Janvier 1787.

Digitized by Google

Je m'empresse de vous apprendre qu'elle n'a pas fait le moindre dommage à environ 100 bâtimens qui se sont trouvés réfugiés dans ce port, tant François, qu'Espagnols, Anglois et Génois. Les benédictions que j'ai entendu donner par tous les Marins, à notre auguste Monarque et à vous, pour les restaurations de ce port, sont au-dessus de ce que je pourrois exprimer.

La mer étoit si courroucée, et le vent si impétueux pendant 3 jours, que les vagues s'élevoient à plus de 30 toises au-dessus de la cime du rocher le plus haut. Les coups de mer entroient par les embrâsures de la redoute du fanal, et venoient se briser jusqu'au pied de la place Louis XVI. L'obélisque en marbre, élevé à la gloire du Roi au milieu de cette place, et qui a plus de 100 pieds au-dessus du niveau de la mer, n'a reçu aucun dommage. Tous les Capitaines assurent que, depuis Cadix jusqu'a Toulon compris, il n'y a que le Port Vendres où l'on soit à l'abri de périr dans une tempête aussi affreuse. Il a péri, sur la Côte du Roussillon, du Languedoc et de la Catalogne, plus de 30 bâtimens de diverses Nations, qui n'ont pû se réfugier dans ce Port.

Des personnes curieuses du progrès des Sciences, et jalouses de tout ce qui peut honorer le nom François, ont ouvert une Souscription pour armer un bâtiment destiné à parcourir tous les endroits où l'on peut espérer d'avoir des nouvelles de M. *de la Peyrouse*. Cette mission périlleuse sera confiée à M. *de Bougainville* qui a, dit on, offert de s'en charger.

Digitized by Google

MERCURE DE FRANCE.

SAMEDI 29 MAI 1790.

PIÈCES FUGITIVES
EN VERS ET EN PROSE.

RÉPONSE
A une Epigramme imprimée dans l'Almanach des Muses de cette année, page 277.

DU soin de t'ennuyer, Paul assez bien s'acquitte,
En te lisant ses vers, & peut-être les miens :
Mon cher ami ! lisons les tiens,
Et nous serons tous quitte à quitte.

(*Par un Abonné.*)

Digitized by Google

Explication de la Charade, de l'Enigme & du Logogriphe du Mercure précédent.

LE mot de la Charade eſt *Corſage* ; celui de l'Énigme eſt *Ongle* ; celui du Logogriphe eſt *Cravatte*, où l'on trouve *Vérat, Rat, Va, Carte, Arc, Cave, Avare, Acre, Art, Ave.*

CHARADE.

DE mon premier, dans Paris, bien des Suiſſes
Font leur ſéjour & leurs délices ;
Mon ſecond du printemps annonce le retour ;
Mon tout, dépôt commun pour l'or & la fleurette,
A ſouvent réuni ſous une clef diſcrète
La Proſe de Plutus & les Chants de l'Amour.

(*Par un Abonné.*)

ÉNIGME.

QUOIQUE fille de la Molleſſe,
Mon corps eſt compoſé de la plus dure eſpèce ;
Mon père n'a pas l'air coquet,
Les lis ornant peu ſon viſage ;
Son talent n'eſt pas un ſecret,
Il fait grand bruit dans tout le voiſinage ;

Google

Dans un sentier éblouissant
J'erre pour éviter une saison perfide;
J'ai plus d'yeux qu'Argus, cependant
Il faut qu'un Esclave me guide;
Prompte à flatter les sens d'un Maître délicat,
En lui rendant les plus ardens services,
Mes yeux bientôt perdent tout leur éclat.
Quel est alors le prix de tant de sacrifices?
On me met brusquement dehors
De ce réduit paisible & tendre;
Et c'est dans l'instant où j'en sors
Que l'on s'empresse de s'y rendre.

(*Par Mad. Nadal de S...rt, à Chartres.*)

LOGOGRIPHE.

Quand Neptune aux Marins accorde un heureux sort,
On me voit à leur tête arriver dans le port.
En mes cinq pieds, Lecteur, je contiens un passage;
Un adverbe de prix; un effet de l'orage;
Ce précieux métal qui quelquefois séduit;
Une double note en musique;
Un riche pays d'Amérique;
Enfin de la sueur un très-petit conduit;
Sans tête, je m'en vais par terre avec le coche;
Je circule à Paris, & peut-être en ta poche.

(*Par M. N. D. de Neuville aux Loges.*)

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

LETTRES Américaines, dans lesquelles on examine l'origine, l'état civil, politique, Militaire & Religieux, les Arts, l'Industrie, les Sciences, les mœurs, les usages des anciens Habitans de l'Amérique; les grandes époques de la Nature, l'ancienne communication des deux hémisphères, & la dernière Révolution qui a fait disparoître l'Atlantide; pour servir de suite aux Mémoires de D. Ulloa; *par M. le Comte* J. R. CARLI, *Président émérite du Conseil Suprême d'Economie publique, & Conseiller-Privé d'Etat de Sa Maj. I. & R. avec des Observations & Additions du Traducteur. 2 Vol. in-8°. A Boston; & se trouvent à Paris, chez* Buisson, *Libr. rue Haute-feuille, Hôtel de Coëtlosquet.*

DEPUIS la découverte & la conquête de l'Amérique, il seroit difficile de compter ce qu'il a paru d'Ouvrages, de Relations,

Digitized by Google

de Dissertations, de Mémoires, sur cette quatrième partie du Globe. Avec la foi la plus robuste, il est impossible d'adopter tous les détails, tous les récits, tous les prodiges dont ces Livres sont remplis; c'est à une critique judicieuse qu'il appartient d'en faire le choix, & de distinguer ce que le caractère des Historiens, la vraisemblance des narrations, & l'unanimité des témoignages rendent croyable, de ce que l'amour du merveilleux, & l'exagération naturelle aux Voyageurs doivent rendre suspect.

On abrégeroit sans doute l'opération, mais on la rendroit moins sûre & moins digne d'un bon esprit, en prenant le parti de ne rien croire de ce que tant d'Ecrivains affirment; en se flattant de réformer, à près de trois siècles de distance, & dans un Cabinet d'Europe, ce qu'ont écrit des Auteurs contemporains, des témoins oculaires, des hommes d'Etat surveillés par des ennemis dangereux qui se seroient empressés de les démentir.

C'est ce qu'a fait M. Paw dans ses *Recherches philosophiques sur les Américains*. L'air, le sol, les Habitans, les Gouvernemens, les mœurs, il trouve tout également mauvais, sauvage, foible, imparfait, dépravé. Tout ce que les Relations on dit de ces deux grands Empires du Mexique & du Pérou, n'est, selon lui,

Digitized by Google

qu'un tas d'exagérations & de fables; lui seul a pu voir de Berlin ce qu'ils étoient avant la conquête; & de l'état d'ignorance, de simplicité grossière, &, pour ainsi dire, d'enfance où il suppose les Peuples Américains, il conclut » que les eaux ont abandonné plus tard le Continent de l'Amérique; & que le cataclysme ou déluge qui l'avoit couverte, est plus récent » que celui de nos anciens Continens; » que ce terrein étant, à cet égard, » plus nouveau que le nôtre, les Nations » qui l'habitent n'ont pas eu le temps de » devenir aussi robustes & aussi industrieux » que nous «. Il conclut encore de la comparaison qu'il fait entre les Habitans des deux Continens, qu'il n'y a jamais eu aucune communication entre l'une & l'autre de ces deux parties du Globe, que leurs Habitans ne se sont même jamais connus.

Ce sont toutes ces assertions & ces conséquences hasardées, que M. Carli entreprend de réfuter dans ces Lettres. Il prend pour cela un moyen fort simple; c'est de rétablir toutes les autorités que M. Paw a prétendu détruire. Cependant en Critique habile, il se garde bien de tout croire sans examen, & d'avoir une foi égale pour Antonio de Solis, Herrera, Zarate, Gomara, Acosta, Ciera de Léon, Valera & d'autres encore, qui se sont presque tous copiés les uns les autres; mais à quelques exagérations près, il a regardé comme des

Digitized by Google

sources authentiques, le Journal de Christophe Colomb ; les Relations d'Americ Vespuce, dont Paw lui-même reconnoît la véridicité ; le Journal de Cortès, envoyé par ce Général à Charles V, Journal certifié véritable par tous les Capitaines qui étoient avec lui, & plus encore par le silence des ennemis puissans qu'il avoit dans les deux hémisphères ; la Relation du respectable & vertueux *Las Casas* ; le Sommaire des Relations des premiers Voyageurs rédigé par Pierre Martyr, Membre du Conseil des Indes, sous Charles V, & ensuite sous Philippe ; enfin les divers témoignages d'un Ferdinand d'Oviedo, Historien & homme d'Etat, qui avoit fait treize voyages en Amérique ; d'un Nugno de Gusman, qui fut Gouverneur du Mexique quelques temps après Cortès ; d'un Garcilasso de la Vega, Péruvien, de la famille des Incas, né à Cusco huit ans après la conquête, & qui après vingt ans d'études, après avoir passé en Espagne, où il porta les armes, de retour en Amérique, fut plus à même que personne de connoître les opinions, les usages, les Loix de son pays, & de les comparer avec ce que les Espagnols en avoient écrit.

C'est à l'aide de ces autorités ici rassemblées, mais éparses dans son Ouvrage, que M. Carli réfute les paradoxes de M. Paw, & qu'il rétablit la partie historique, philosophique & morale, défigurée à plai-

Digitized by Google

sir par ce Savant. Il s'enfonce ensuite avec autant de sagacité que d'érudition, dans la partie systématique, & prouve autant que l'on peut prouver dans ces matières, que les deux hémisphères aujourd'hui séparés, furent autrefois unis, qu'il y eut communication entre leurs Habitans, & que par conséquent l'infériorité attribuée par M. Paw à ceux de l'Amérique, à raison de la nouveauté de leur Continent, est purement imaginaire.

En retraçant sommairement la conquête du Mexique & celle du Pérou, l'Auteur ne manque pas de payer à la barbarie Espagnole, le tribut d'exécration que lui devront tous les siècles. Il n'oublie pas sur-tout de rappeler ce massacre horrible d'un Peuple sans défense, ordonné par un Dominicain fanatique, parce que le Chef de cette Nation malheureuse avoit laissé tomber de ses mains un Livre qu'il ne pouvoit ni lire ni entendre ». Moine infame, s'écrie M. » Carli, vil insecte, qui, comme tes sem» blables, ne rampois sur la terre que » pour en dévorer les plus beaux fruits, » & anéantir l'espèce humaine, voilà ton » ouvrage « ! Il est bon de se rappeler que c'est dans un Ouvrage Italien que se trouve cette vive apostrophe.

Il revient plusieurs fois sur ce sujet, bien fait pour indigner une ame humaine & tolérante. » L'existence de Dieu, dit-il » ailleurs, & l'immortalité de l'ame étoient

Digitized by Google

les premières baſes de la Religion de ces Peuples qu'on appelle *Sauvages* & *Barbares*, & dont quelques Eſpagnols mirent l'eſpèce en problême, les repréſentant comme des brutes, qu'on pouvoit traiter impunément & ſans remords avec la plus cruelle barbarie. Voilà comment ces Chrétiens cruels juſtifioient les crimes horribles, les ravages qu'ils avoient commis dans ces contrées, brûlant vifs ces Indiens, comme par divertiſſement, les faiſant dévorer par des chiens avec leſquels il les chaſſoient, comme s'ils euſſent réellement pourſuivi des bêtes féroces; énormités que *Las Caſas* a peintes avec des couleurs ſi noires & ſi vraies! Or je demande ſi ces chaſſeurs ſanguinaires croyoient en Dieu? s'ils eſpéroient une vie future, en faiſant déchirer ces déplorables victimes, qui réellement croyoient l'un & l'autre? Mais le ſang qui fume encore en Europe depuis les Conciles de Conſtance & de Baſle, prouve que jamais aucuns Peuples n'ont été ſi cruels que ceux qui croyoient connoître le vrai Dieu, & qui s'en diſoient les adorateurs. Quand le Chef d'une Religion ou d'un Sacerdoce foule un Empereur (Henri) aux pieds, & lui dit qu'un Souverain Pontife eſt fait pour écraſer le *Lion & le Dragon*, que doit-on attendre de ceux qui ſont à ſes ordres?

Digitized by Google

» O hommes cruels ! ô Religion sainte ! ô
» Dieu ! sommes-nous tes enfans «?

Lorsqu'un Auteur *Ultramontain* écrit avec cette humanité brûlante & éclairée, il semble que le règne de la Philosophie est devenu la monarchie universelle, & que celui de la superstition est détruit, même dans sa terre natale.

La constitution politique des deux plus grands Empires de ce Nouveau Monde, offre un spectacle doublement intéressant, l'un par sa ressemblance avec nos institutions Européennes, l'autre par les détails d'une autorité paternelle, dont nul autre Peuple n'a donné ni suivi l'exemple.

L'Empire Mexicain étoit monarchique, mais non héréditaire. Dans les premiers temps, les Grands ou les Chefs de l'Etat se rassembloient à la mort de l'Empereur, & éliſoient celui qui paroiſſoit le plus digne du trône, ou celui qui armoit en sa faveur les intrigues, les cabales & la superstition, à laquelle l'intervention du chef des Prêtres dans l'élection donnoit une grande influence. Dans la suite on réduisit à six le nombre des Electeurs, & leur choix dut toujours tomber sur une personne de la famille où avoit été fixée la couronne, & où elle demeura jusqu'à la destruction de l'Empire.

Le système politique étoit féodal. Trente familles tenoient le premier rang dans l'Etat, & chacune d'elles avoit jusqu'à

Digitized by Google

100,000 vassaux : ceux ci étoient serfs, attachés à la glèbe ; & les Propriétaires ou Maîtres avoient sur eux droit de vie & de mort. Les propriétés y étoient distinguées en allodiales, héréditaires & éventuelles. Celles-ci dépendoient des charges de l'Empire, & l'on n'en jouissoit qu'autant qu'on occupoit ces charges.

Jusqu'ici cela ressemble assez à l'absurde féodalité qui enchaîne encore une partie de l'Europe, & dont nous venons de lui apprendre à secouer le joug ; mais voici un usage qui, s'il eût existé chez les François, eût peut-être rendu leurs fers plus difficiles à rompre, en rendant plus respectables ceux qui les leur faisoient porter. Les Prêtres étoient chargés de l'éducation de la jeunesse, & le témoignage qu'ils rendoient de leurs élèves, décidoit si l'on devoit ou non les inscrire sur le rôle des Nobles, ou sur celui des Roturiers. Il y avoit sans doute des inconvénions à confier cette censure aux Prêtres, & à prononcer dès l'enfance sur une admission qu'on pouvoit, avant l'âge mûr, avoir cessé de mériter ; mais il eût été facile de modifier à cet égard une méthode si raisonnable. Toujours étoit-il vrai que le seul mérite personnel faisoit la distinction de la Noblesse, & que le Tribunal héraldique prononçoit sur la qualité des individus, sans avoir égard aux aïeux. » Il n'auroit » eu, dit l'Auteur, que trop souvent à

Digitized by Google

» rougir dans nos anciens continens en
» voyant l'oisiveté, la folie, l'orgueil,
» la dureté, la dépravation de ceux sur
» qui il auroit dû prononcer. Un homme
» devoit, chez ces prétendus Sauvages,
» être par lui-même tout ce qu'il pouvoit
» être. On évitoit par ce moyen la déca-
» dence des familles nobles, qui vont né-
» cessairement chez nous s'abâtardir, ou
» s'anéantir dans la misère. Plus la No-
» blesse étoit nouvelle, plus elle étoit
» considérée, parce qu'elle n'étoit que le
» prix du mérite. Personne ne pouvoit
» dire : *Mon aïeul étoit un grand homme.*
» On lui auroit demandé *qui es-tu, toi?*
» Tout ce qui pouvoit blesser l'honneur
» & les mœurs, faisoit perdre sur le champ
» la noblesse «.

Si nous avions suivi cet usage, qui devroit être, selon la raison & la justice, celui de tout Gouvernement où il y a des Nobles, nous verrions aujourd'hui moins de mécontens & de frondeurs d'une Constitution qui rétablit parmi nous l'égalité civile trop long-temps & trop cruellement violée. La noblesse, dont l'hérédité est en quelque sorte le vice originel de notre Monarchie, se fût conservée du moins pure & honorée : elle ne se fût point prostituée à l'or & à l'intrigue ; & ne se donnant, ne se conservant qu'à la vertu, comme la première vertu sociale est la justice, elle n'eût jamais accumulé sur elle

Digitized by Google

cet amas de priviléges & de prérogatives dont l'excès outrageant a enfin autorisé le comme forcé le Peuple à rentrer dans ses droits.

La Théocratie s'étoit mêlée à la Constitution du Mexique par l'influence que les Prêtres eurent sur l'éducation, sur le Gouvernement, & même sur l'élection des Empereurs. Elle fut, pour ainsi dire, de l'essence de celle du Pérou, puisque Manco-Capac, son fondateur, se prétendit fils du Soleil, & qu'il sut persuader à son Peuple que les Loix qu'il lui donnoit étoient dictées par le Soleil, son père. Il donna la noblesse à quelques familles qui portèrent comme lui le nom d'*Inca*, c'est-à-dire, *Seigneur* & *descendant du Soleil*. Il leur prescrivit des usages, des habits & des ornemens particuliers, & les distingua pour toujours des autres familles.

Ses descendans & ceux de ces premiers Incas ne se mésalliant jamais, &, pour plus de sûreté, épousant toujours leurs propres sœurs, furent aux yeux des Péruviens une race privilégiée, issue en ligne directe de cet Astre auteur de la fécondité de la Nature, & la personne même des Empereurs fut pour eux une divinité. Mais si les Incas se servirent de l'ascendant que cette opinion leur donnoit sur les Peuples pour leur ôter entièrement la liberté, ils expièrent en quelque sorte leur despotisme, en établissant pour *maxime fondamentale*

Digitized by Google

de leur Gouvernement, *d'obliger même leurs sujets à être heureux.* « L'Empire du Pérou, » dit M. Carli, fut le seul sur la terre » qui parvint à un but si digne de l'humanité ».

Dans chaque ville, bourg ou village, les Citoyens furent distribués en classes ou tribus, dont chacune comprenoit certain nombre de familles. Il n'étoit permis, ni par mariages, ni par changement d'habitation, de confondre une classe avec l'autre : la Loi défendoit de se marier dans une autre famille que la sienne. Chacun épousoit sa parente, à l'exception de sa sœur, privilége réservé aux Incas. Il falloit avoir vingt ou vingt-cinq ans, pour se marier. On quittoit alors la maison paternelle, pour prendre ou exercer la profession qu'on avoit apprise, & l'on formoit une maison nouvelle.

Tout ce grand Etat qui, sur une largeur considérable, occupoit dans ses derniers temps plus de 1300 lieues de longueur, étoit divisé en quatre départemens principaux, selon les quatre points cardinaux de l'horizon. Cuzco étoit comme le centre de ce grand corps : quatre Lieutenans, *ou* Vice-Rois, présidoient avec un Conseil, chacun dans l'un de ces Gouvernemens : un Grand-Conseil résidoit à Cuzco auprès de l'Empereur. Les familles dans chaque ville, bourg ou village, étoient partagées en *dixaines* ; à la tête de chacune étoit un

Digitized by Google

Chef ou *Dixainier*, dont la maison faisoit la dixieme. Cinq de ces Dixainiers étoient subordonnés à un *Décurion*, & deux de ces Décurions ou Chefs (chacun de cinquante familles) dépendoient d'un *Centenier*, qui avoit ainsi le rôle de cent familles & de leurs Décurions respectifs. Cinq de ces Centeniers étoient présidés par un Chef, qui avoit ainsi 500 familles sous ses ordres : deux de ces derniers Chefs formoient le département de mille familles, que présidoit un Chef suprême, sous le nom de *Chiliarque*. Chaque mois l'Officier subalterne rendoit compte de sa gestion à son supérieur, en remontant jusqu'au Chiliarque, qui dépendoit lui-même du Lieutenant-Général, ou Vice-Roi. Les quatre Lieutenans-Généraux rapportoient tout à l'Empereur. Ils étoient Chefs des quatre Conseils de la Justice, de la guerre, des limites, & des revenus ou finances.

Un Dixainier pouvoit entrer à toute heure & en tout temps chez l'un ou l'autre des Chefs des maisons qui étoient dans sa dixaine. Il s'informoit si un père élevoit bien ses enfans, s'il cultivoit son champ, s'il payoit sa taxe; si les enfans obéissoient à leur père; si la mère régloit avec ordre les vêtemens, la nourriture & la propreté de sa maison. Chaque faute devoit être dénoncée, & punie selon sa nature.

Les Décurions, à qui les Dixainiers ren-

Digitized by Google

doient compte de leur inſpection, étoient eux mêmes inſpectés par des Commiſſaires chargés d'examiner leur conduite publique & privée. C'étoit encore aux Décurions que les Dixainiers demandoient les habits, les vivres, le grain pour enſemencer les terres, la laine, le coton, pour filer & tiſſer, néceſſaire à chaque famille ; car dans cette inſtitution ſingulière, ſi chacun ſe devoit à la choſe publique, le Gouvernement ſe devoit à tous, & pourvoyoit aux beſoins de tous.

» Les terreins étoient diviſés en trois » parties. Une appartenoit à la Religion, » l'autre à l'Empereur, la troiſième aux » familles du Peuple. Chaque individu » avoit une meſure de terrein, appelée » *Tupa* : l'homme & la femme pouvoient » vivre de ſon produit, tant en maïs » qu'en légumes. On augmentoit d'un *Tupa* » à la naiſſance de chaque enfant mâle, » & d'un demi à celle d'une fille. Lorſ- » qu'un fils ſe marioit & prenoit maiſon, » la Loi lui aſſignoit la portion même de » terre qui avoit été donnée, lorſqu'il » étoit né, à ſon père. Les terres ne pou- » voient ni ſe vendre ni s'aliéner, & per- » ſonne n'en héritoit. Celles qui ſe trou- » voient excédentes dans une famille par » la mort du père, décédé ſans fils & » ſans femme, retournoient à la maſſe » commune. Si la mère reſtoit veuve avec » des mineurs encore jeunes, la terre de-

Digitized by Google

» meuroit dans la famille ; & c'étoit aux » parens les plus proches à la cultiver pour » la veuve & ſes enfans «.

Ils n'étoient pas les ſeuls à qui la Loi eût aſſuré des ſecours : elle en avoit auſſi pourvu les vieillards & les orphelins. Des Commiſſaires particuliers régloient les jours où l'on devoit cultiver les champs de ces perſonnes impuiſſantes. » On annonçoit » le ſoir, du haut d'une tour, le travail » qu'il y auroit à faire le lendemain en » leur faveur..... La Loi qui obligeoit » à ce travail, ſe nommoit *Fraternité*. Si » l'on manquoit de grains pour enſemencer » les terres, ils étoient fournis par les » magaſins publics «.

Quand toutes les terres deſtinées au Peuple étoient occupées, s'il naiſſoit des enfans, ſi de nouvelles familles s'établiſſoient dans l'Empire, on leur aſſignoit la portion de terrein réglée par la Loi : *c'étoit ſur la partie de l'Empereur que l'on commençoit à la prendre*, enſuite ſur celle du Soleil ; parce qu'on avoit pour maxime invariable, que *les beſoins du Peuple devoient être les premiers ſatisfaits*.

Ne nous étendons pas davantage ſur la forme extraordinaire de ce Gouvernement, où nul ne pouvoit ni reſter oiſif & ſans état, ni prendre un état à ſon choix ; où la richeſſe exceſſive étoit auſſi impoſſible que la pauvreté ; où il n'y avoit point de propriété particulière, mais où la propriété

Digitized by Google

commune se partageoit entre tous les Ci-
toyens, & leur assuroit la vie & l'ai-
sance, &c. &c. Disons seulement que si
Gouvernement gênoit la liberté, c'étoit
moins pour le bien du Peuple, & non
pour celui de ses Maîtres: disons qu'après les
Constitutions libres, les seules vraiment
dignes de l'homme, celle qui *obligeoit*
même les sujets à être heureux, est la plus
belle de toutes les institutions humaines:
disons enfin que dans celles qui ont la
liberté pour base, on n'aura point at-
teint la véritable perfection, tandis que
les besoins du Peuple ne seront pas les
premiers satisfaits, & qu'il n'en est point
où l'on ne dût tâcher d'introduire la tou-
chante Loi de *fraternité*.

Mais dans l'Amérique policée, *tout n'é-*
toit pas Royaume ou Empire; il y avoit
aussi des Républiques. On en compte sur-tout
trois, dont Tlascala étoit la principale.
Un Sénat choisi dans les assemblées du Peu-
ple y formoit le Corps législatif. Des Caci-
ques ou Gouverneurs étoient, dans les Pro-
vinces, dépositaires de la Puissance exécu-
tive, & leurs Décrets n'avoient de force
qu'autant qu'ils étoient confirmés par le
Sénat. Dans ces Républiques, comme dans
le Mexique & au Pérou, l'Agriculture
étoit en honneur; tous les Arts utiles,
& même plusieurs Arts d'agrément avoient
fait des progrès qui annonçoient une ci-
vilisation très-ancienne; les Sciences même

Digitized by Google

oient connues, & principalement l'Astronomie. La Musique, la Poésie, les spectacles publics ornoient les fêtes solennelles ; rien enfin ne manquoit à ces Peuples de ce qui constitue les Nations policées : de quel droit de barbares européens leur donnèrent-ils donc, en les massacrant, le titre de Barbares ? De quel droit un Savant, un Philosophe croit-il pouvoir efficer, par une critique inconsidérée, les témoignages de l'Histoire & les relations authentiques qui placent ces Peuples infortunés si fort au dessus de ceux dont ils furent les victimes ? Rendons grace à M. Carli d'avoir rétabli des faits altérés, & des notions défigurées ; & surtout de s'être également garanti, dans ses recherches, d'une crédulité aveugle, & d'un scepticisme outré.

Le second objet sur lequel la sagacité de ce Savant s'est exercée, c'est le rapport frappant qui se trouvoit, lors de la conquête, entre plusieurs usages, Loix, traditions, rites, Sciences & établissemens Américains & ceux de l'ancien Continent, entre le Mexique & l'Egypte, entre le Pérou & la Chine, entre les Nations du Nord dans les deux hémisphères. La conclusion très-naturelle qu'il en tire, est l'ancienne communication de ces deux parties du même tout. Un grand Continent, depuis long-temps submergé, mais qui existoit probablement dans l'Océan Atlantique, & dont les Peuples

Digitized by Google

pouvoient communiquer tant avec l'Afrique & l'Europe, qu'avec l'Amérique, lui paroît avoir été le point de jonction nécessaire. Il entreprend de déterminer à quelle époque ce Continent, qui étoit l'ancienne Atlantide, avoit disparu. Ses calculs, ses conjectures, ses rapprochemens fondés sur tout ce que l'Histoire & les traditions peuvent fournir de plus vraisemblable, l'engagent à fixer cette époque au Déluge d'Ogygès; & remarquant qu'au temps même de cette inondation, la tradition a conservé des traces d'un ancien incendie du globe, il attribue à l'approche d'une Comète, la cause de ce double évènement. Enfin procédant de conséquence en conséquence, il trouve que la Comète qui parut pour la dernière fois en 1759, a dû, 4017 ans avant notre Ere, rencontrer la terre vers le lieu de son orbite, déranger l'axe, embraser le globe, bouleverser toutes les mers; que c'est-là cet horrible *Typhon* qui éleva la mer à six cents brasses, dévasta l'Egypte, & sépara les deux Continens; ce même Typhon, que les Poëtes ont représenté sous l'emblême de Phaéton qui incendioit la terre, tandis que d'un autre côté il s'y répandoit un déluge, sans lequel aucun habitant, aucun animal, aucune plante ne seroient restés sur le globe.

Les faits, les notions, les conjectures sur lesquels il fonde ce système, la manière ingénieuse dont il en suit les diverses par-

Digitized by Google

es, les raisonnemens & les rapproche-
iens heureux dont il l'appuie, fourniroient
ifément une analyse & des citations in-
éressantes; mais il seroit à craindre que
et intérêt ne fût rien moins que général.
e petit point que nous occupons sur cette
lanète, qui en occupe elle-même un si
etit dans le système général du monde,
st aujourd'hui dans un état de crise qui
bsorbe toute l'attention publique, & la
istrait, pour ainsi dire, de tout objet qui n'y
pas quelque rapport; tout entier aux ré-
olutions politiques qui rendront la fin du
lix-huitième siècle l'époque de la liberté
umaine, l'esprit se porte avec moins de
uriosité sur ces grandes révolutions physi-
ques qui ont bouleversé la terre cinquante
ou soixante siècles avant nous.

Les dernières Lettres ont pour objet un examen rapide de l'Histoire de l'Amérique par Robertson, des conjectures sur les Peuples primitifs de l'Italie, sur quelques fêtes antiques & sur d'autres matières d'érudition: l'on y voit par-tout l'homme instruit, le Philosophe, & le Critique judicieux. Quelquefois les formes de sa critique sont un peu dures; mais le fond en est presque toujours juste.

Il cite beaucoup, & souvent pour le combattre, un de nos plus savans Astronomes, dont le nom, lié depuis longtemps à celui de l'Atlantide, l'est aujourd'hui à des évènemens bien plus intéres-

Digitized by Google

sans pour nous. M. Bailli a mainten
autre chose à faire que de répondre
observations de M. Carli, & de son T
ducteur. Il n'a plus de momens à donn
à son *Peuple perdu*, depuis qu'il s'en
trouvé un qu'il a contribué à rendre lib
& dont les intérêts, la subsistance & le
pos ont été confiés à ses soins.

AVIS.

Royez, Libraire, quai des Augustins, vien
recueillir les divers Ecrits de M. Linguet, sur
Révolution du Brabant; 9 Brochures in-8°, y

Le Despotisme dévoilé, ou Mémoires de Hen
Malers de la Tude, détenu pendant 35 ans d
quatre prisons d'Etat; rédigés sur les pièc
originales, par M. Thiéry, Avocat, Membre
plusieurs Académies; dédiés à M. le Marquis
LA FAYETTE. 3 Vol. in-8°. Prix, 6 l. br. impri
aux frais de M. de la Tude, & se vendent chez
lui, rue Bétizy, N°. 1, au coin de celle de
Monnoie; & chez Lejay fils, Libraire, rue
l'Echelle.

*Mémoire sur les avantages que le Royaume
peut retirer de ses Grains*, considérés sous les
différens rapports avec l'Agriculture, le Com
merce, la Meûnerie & la Boulangerie; avec le
Mémoire sur la nouvelle manière de construire
les moulins à farine, qui a remporté le Prix de

Digitized by Google

Académie Royale des Sciences en 1785, par M. Pansy, Ingénieur du Roi, avec Figures, gravées après ses dessins; par M. Parmentier. A Paris, chez Barrois l'aîné, Lib. quai des Augustins.

MUSIQUE.

Nephté, Tragédie en 3 Actes, mise en musique par M. Lemoine. Prix, 24 livres. A Paris, chez l'Auteur, rue Notre-Dame-des-Victoires, N°. 29; chez M. Kerwer, Facteur de Forté-Piano, rue Neuve-Saint-Eustache, N°. 12; & chez les Marchands de Musique.

Trois Sonates pour le Clavecin, avec accompagnement de Violon; par J. F. Bury. Prix, 6 liv. A Paris, chez l'Auteur, rue Pastourelle, N°. 27, & aux adresses ordinaires de Musique.

Quatre Sonates pour la Harpe, avec accompagnement de Violon; par M. Véron. Prix, 7 l. 4 s. A Paris, chez l'Auteur; maison de M. Imbault, au Mont-d'or, rue St-Honoré, N°. 627.

2e. *Recueil d'Airs choisis*, avec accompagnement de Harpe; par M. Véron. Prix, 3 l. A Paris, même adresse.

Abonnement de Harpe, ou Recueil périodique, composé d'Ouvertures, Pots-pouris, Morceaux détachés & autres; par les Sieurs Krumpholtz, de la Manière, de le Planque, & François Petrini. 1re. Année, N°. 3. Prix, 3 liv. Le pris de la Souscription est de 24 liv. pour chaque année, port f.,

Digitized by Google

& chaque Cahier se vendra séparément 3 liv. Paris, chez le Sr. Naderman, Maître Luthier Facteur de Harpe, rue d'Argenteuil, Butte Saint Roch, N°. 16.

Andante du célèbre Haydn, arrangé pour la Harpe; par J. B. Krumpholtz. Prix, 1 liv. 16 s. A Paris, même adresse.

GRAVURE.

M. le Comte de Mirabeau [illegible] à la Tribune; Portrait gravé au burin par [illegible] antier, d'après le dessein de Allair. Prix, 24 s. A Paris, chez l'Auteur, rue Bourg-l'Abbé, N°. 3.

La douce Résistance, Estampe de 14 pouces de longueur sur 17 de hauteur, Tableau peint par M. Boissy, gravé par M. Tresca. Se trouve à Paris, chez l'Auteur, rue de la Barillerie, maison de Ceffretier, entre le pont Saint Michel & le Palais. Prix, 9 l. avec la lettre, & 18 l. avant la lettre.

Cette Estampe est d'une composition & d'un burin agréables.

TABLE.

RÉPONSE. 169
Charade, En. Log. 170
Lettres Américaines. 171

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE
DE
BRUXELLES.

POLOGNE.

De Varsovie, le 6 Mai 1790.

L'INFLUENCE du Cabinet de Pétersbourg sur le nôtre, cette funeste influence dont il a si long-temps abusé, s'est enfin évanouie, pour ne jamais reparoître. En effet, dans une des dernières Séances de la Diète, on s'est occupé du projet de vente du Palais que la République, forcée alors de s'abaisser jusqu'à flatter son tyran, avoit fait bâtir à l'Ambassadeur de Russie : il a coûté le double de ce que la République avoit assigné pour cet objet, c'est-à-dire, 60,000 ducats, au lieu de 30,000. Si nous avons à nous plaindre de la disette d'argent, au moins, pour notre consolation, l'ambitieuse Russie n'en est-elle pas mieux fournie :

Digitized by Google

c'est au manque d'espèces qu'on attribue sa lenteur à ouvrir la campagne. Le Prince *Potemkin* n'a obtenu que le quart des 20 millions de florins qu'il demandoit. — On sait qu'en 1786 la dette nationale de la Russie montoit à 6 millions 600,000 roubles : on devoit en acquitter un million par an ; mais la guerre n'a pas permis d'éteindre cette partie de la dette. Bien plus, la même année, a été établie une banque pour les Nobles, afin de leur procurer des fonds moyennant l'hypothèque de leurs terres; en peu de temps les prêts faits à la Noblesse se sont élevés à 30 millions; alors il a fallu multiplier le papier-monnoie, et depuis cette époque le numéraire a disparu.

Le projet pour la vente de starosties, tant dans la Pologne que dans la Lithuanie, jusqu'à concurrence de 13 millions, a été repris ; mais rien encore n'est décidé à ce sujet. Quant à la rédaction d'un plan de Gouvernement, les Commissaires chargés de ce travail ont reçu l'ordre de le hâter, et de le présenter le 7 de Mai.

Plusieurs Régimens doivent se rendre à Cracovie, où le Colonel du Génie *Sirakowski* est actuellement pour faire réparer les fortifications. On a aussi commandé à Dantzick 2,000 tentes.

Un Courrier de Berlin a apporté, le

Digitized by Google

22 d'Avril la ratification du Traité conclu entre le Roi de Prusse et le Roi et la République de Pologne : elle est datée du 5 Avril ; l'échange des ratifications respectives a été fait sur-le-champ : le même jour, on a lu dans l'Assemblée des Etats le Traité d'Alliance conclu, le 30 Janvier dernier, entre le Roi de Prusse et la Porte Ottomane. Nous avons donné cette première pièce en entier, mais nous nous étions contentés de présenter quelques articles de la seconde, qu'il peut être utile et intéressant de connoître en détail.

Traité d'alliance défensive entre Sa Majesté le Roi de Prusse, et Sa Majesté le Roi et Sérénissime République de Pologne.

« Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité. Soit notoire à tous ceux à qui il appartient : la Maison Royale de Prusse et Electorale de Brandebourg ayant entretenu avec le Sérénissime Roi et la République de Pologne, depuis les temps les plus éloignés, les liaisons les plus étroites d'amitié et d'alliance, et Sa Majesté le Roi de Prusse ayant nouvellement donné à la Sérénissime République de Pologne des marques réelles de son amitié, il en est résulté un desir mutuel et réciproque de renouveler et de resserrer ces anciennes liaisons par un Traité d'alliance défensive, pour le bien des deux Parties, et pour le maintien de la tranquillité commune et particulière des deux Etats. »

« Pour remplir un but aussi salutaire, Sa Majesté le Roi de Prusse a nommé et auto-

Digitized by Google

risé son Chambellan, Envoyé Extraordinaire et Plénipotentiaire auprès de Sa Majesté le Roi et la République de Pologne, M. *Jérôme*, Marquis *de Lucchésini*. — Et Sa Majesté le Roi et les Etats de la Sérénissime République de Pologne, assemblée en Diète ordinaire et confédérée, ont nommé et autorisé *Jacinthe Malachowski*, Grand Chancelier de la Couronne. — *Alexandre*, Prince *Sapieha*, Grand-Chancelier de Lithuanie. — *Mathias Garnysz*, Evêque de Helm, Vice-Chancelier de la Couronne. — *Joachim Chreptowicz*, Vice-Chancelier de Lithuanie. — *Joseph Rybinski*, Evêque de Cujavie et de Poméranie. — *Ignace Potocki*, Maréchal de la Cour de Lithuanie. *Stanislas Malachowski*, Référendaire de la Couronne et Maréchal de la Diète et de la Confédération de la Couronne. — *Camisir*, Prince *Sapiéa*, Grand-Maître de l'Artillerie, et Maréchal de la Confédération de Lithuanie. — Et *Antoine Drieduszyski*, Grand-Notaire de Lithuanie. — Lesquels Plénipotentiaires, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs en bonne et due forme, et après avoir conféré entre eux, sont convenus des articles suivans :

« Art. Ier. Il y aura une amitié et une union sincère et constante entre S. M. le Roi de Prusse, ses héritiers et successeurs, et S. M. le Roi de Pologne et ses successeurs, ainsi que la Sérénissime République de Pologne; de sorte que les hautes Parties contractantes apporteront la plus grande attention à maintenir entre elles et leurs Etats et Sujets, la plus parfaite amitié et correspondance réciproque, et s'engagent, autant qu'il sera en leur pouvoir, à se dé-

Digitized by Google

fendre et à se conserver mutuellement en paix et en tranquillité. »

« II. En conséquence de l'engagement contracté par l'article précédent, les deux hautes Parties contractantes feront tout leur possible pour se garantir et se conserver reciproquement la possession tranquille des Etats, Provinces et Villes, et de tout le territoire qu'elles possèdent dans le temps de la conclusion du présent Traité d'alliance. Cette garantie des possessions actuelles n'empêchera cependant pas l'arrangement amiable de quelques controverses qui ont existé avant la conclusion de ce Traité, relativement à des limites particulières, et qui n'ont pas encore été applanies. »

« III. Si le cas arrivoit que l'une des hautes Parties contractantes seroit menacée d'une attaque hostile par qui que ce soit, l'autre employeroit sans délai ses bons offices les plus efficaces, pour prévenir les hostilités, pour procurer satisfaction à la Partie lésée, et pour ramener les choses dans la voie de la conciliation; mais si ses bons offices n'avoient pas l'effet desiré dans l'espace de deux mois, et que l'une des deux hautes Puissances contractantes fût, en attendant, hostilement attaquée, molestée ou inquietée dans quelques-uns de ses Etats, droits, possessions ou intérêts, ou de quelque manière que ce soit, l'autre Partie s'engage de secourir son Allié sans delai, pour se maintenir mutuellement dans la possession de tous les Etats, Territoires, Villes et Places qui leur ont appartenu avant le commencement de ces hostilités; pour lequel effet, si le Royaume de Pologne venoit à être attaqué, S. M. le Roi de Prusse fournira à S. M.

Digitized by Google

le Roi et à la Sérénissime République de Pologne, un secours de quatorze mille hommes d'Infanterie et de quatre mille hommes de Cavalerie, accompagné d'un train d'Artillerie proportionné au nombre des Troupes; et si S. M. Prussienne venoit à être attaquée, S. M. le Roi et la République de Pologne lui fourniront un secours de huit mille hommes de Cavalerie, et de quatre mille hommes d'Infanterie, accompagné d'un train d'Artillerie proportionné au nombre des Troupes, lequel secours respectif sera fourni dans l'espace de deux mois, à dater du jour que la requisition sera remise de la part de la Partie requérante, et demeurera à sa disposition pendant toute la durée de la guerre dans laquelle elle se trouvera engagée. Ce secours sera payé et entretenu par la Puissance requise, par-tout où son Allié la fera agir; mais la Partie requérante lui fournira gratis, dans ses Etats, le pain et le fourrage nécessaires sur le pied usité dans ses propres Troupes. »

« Si la partie lésée et requérante préféroit aux Troupes un secours en argent, elle en aura le choix, et ce secours sera alors évalué à vingt mille ducats d'Hollande par an pour mille hommes d'Infanterie, et à ving-six mille six cent soixante-six ducats d'Hollande pour mille hommes de Cavalerie par an, ou dans la même proportion par mois. »

« Si la République de Pologne préféroit alors de fournir son secours en bled pour l'approvisionnement des Magasins, S. M. P. s'y prêtera, autant que ses propres intérêts le permettront, et on évaluera alors le bled

Digitized by Google

que la Pologne pourroit fournir, selon le prix courant de la Pologne. »

« IV. Dans le cas où ce secours stipulé ne seroit pas suffisant pour la défense de la Puissance requérante, la Puissance requise l'augmentera suivant la nécessité du cas; et cette augmentation sera, du côté de Sa Majesté Prussienne, jusqu'à trente mille hommes, et du côté du Roi et de la République de Pologne, jusqu'à vingt mille hommes. Si cependant, malgré cette détermination de la quantité des Troupes auxiliaires, l'une des deux Parties contractantes se trouvoit dans le cas d'un secours de toutes les forces de l'autre, les deux Parties se réservent de se concerter sur ce secours extraordinaire, et de le requérir. »

« V. Les Troupes qui seront fournies par la Partie requise seront sous le commandement du Général qui commande l'armée de la Partie requérante; mais elles resteront ensemble, et sous les ordres de leurs propres Généraux et Officiers: elles ne seront pas plus exposées, et elles seront traitées aussi favorablement que les Troupes de la Partie requérante. »

« VI. Si quelque Puissance Etrangère que ce soit vouloit, à titres d'actes et stipulations précédens quelconques, ou de leur interprétation, s'attribuer le droit de se mêler des affaires internes de la République de Pologne, *ou de ses dépendances* (1), en tel temps, ou de quelque manière que ce soit, S. M. le Roi de Prusse s'employera d'abord par ses bons offices les plus efficaces

(1) Ces mots ont rapport à la Courlande.

Digitized by Google

pour prévenir les hostilités, par rapport à une pareille prétention. Mais si ces bons offices n'avoient pas leur effet, et que des hostilités résultassent à cette occasion contre la Pologne, Sa Majesté le Roi de Prusse, en reconnoissant ce cas comme celui de l'Alliance, assistera alors la République selon la teneur de l'art. IV. »

« VII. Les Parties contractantes ayant résolu de pourvoir aux intérêts des deux Nations, par un Traité de Commerce, et la nature d'un tel Traité exigeant du temps, elles n'ont pas voulu que cela pût causer du retard dans la conclusion du Traité d'Alliance également desirée des deux côtés; mais on continuera la négociation, avant pour la vérification et redressement des abus qui auroient pu s'être glissés de part et d'autre, dans l'exécution du dernier Traité de Commerce, que pour hâter la conclusion d'un nouveau Traité, qui établira d'une manière plus complette les avantages réciproques du Commerce, pour le bien des deux Nations. »

« VIII. Le présent Traité d'Alliance sera approuvé et ratifié par Sa Majesté le Roi de Prusse, et par Sa Majesté le Roi et la République de Pologne; et les lettres de ratification, en bonne et due forme, seront delivrées et échangées de part et d'autre dans l'espace de quatre semaines, ou plutôt, si faire se peut, à compter du jour de la signature du présent Traité. »

« En foi de quoi, nous Soussignés, Plénipotentiaires de S. M. le Roi de Prusse, et de S. M. le Roi et la Sérénissime République de Pologne, avons signé le présent Traité d'Alliance, et y avons apposé le cachet de nos Armes. »

Digitized by Google

Le Marquis *de Lucchésini*, Ministre Prussien, a reçu du Roi la décoration de l'Ordre de l'Aigle-Blanc : on l'évalue à 4,000 ducats ; chacun des neuf Commissaires Polonois qui ont signé le Traité, a reçu de la part du Roi de Prusse une boîte d'or enrichie de diamans.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 12 Mai.

Des lettres de Mittau, Capitale du Duché de Courlande, nous annoncent que l'Assemblée des Etats, qui avoit entamé beaucoup de matières, sans statuer définitivement sur aucune, vient d'être prorogée au mois d'Août. Le Duc, fidèle Allié de la République de Pologne, et qui partage son ressentiment contre la Russie, a écrit aux Maréchaux de la Diète pour offrir de fournir aux troupes plusieurs milliers d'armes : cette offre a été acceptée avec reconnoissance, et les Maréchaux ont dû répondre, au nom de la Diète, pour témoigner au Duc combien elle est satisfaite de son zèle.

La République a fait une promotion militaire, dans laquelle le Prince *Louis de Wirtemberg*, gendre du Prince *Adam Czartorinski*, et le Prince *Michel Lubormisky* ont été élevés au grade de Lieutenant-général. De fâcheuses nou-

Digitized by Google

velles viennent se mêler aux espérances de la Cour de Varsovie. Divers rapports apprennent que beaucoup de Sujets, et sur-tout dans la Podolie, quittent leur patrie, faute de pouvoir payer les impôts qu'on exige d'eux. On ajoute qu'ils sont fatigués des vexations de leurs Seigneurs qui veulent les contraindre d'acquitter les droits de cheminée qu'ils devroient supporter eux-mêmes comme propriétaires.

Des lettres de Pologne disent que le tremblement de terre qui s'est fait sentir si vivement, le 6 d'Avril, à Bucharest, s'est propagé dans plusieurs autres endroits : on a éprouvé une forte commotion souterraine, entre 9 et 11 heures du soir, à Dubno, Berdiczew, Latikzew, Lemberg, Brody, Kaminiek, Niniorow, Tuloczin, Bénder, Jassy, Romam, Kiow, Oczakow et Cherson. A Oczakow, les murs se sont fendus, et l'Eglise s'est écroulée à Zytomyerz.

Le 21 Avril, il a passé par cette Ville un Courrier venant de Pétersbourg, et allant à Copenhague. Voici les noms des vaisseaux Danois qui sont en armement, pour former une flotille de défense : la *Fionie* de 74 canons, la *Louise-Auguste* de 64, le *Mars* de 64, l'*Eléphant* de 70, l'*Indigenat* de 64; la *Poméranie* et le *Prince-Thomas*, frégates, l'une de 42, et l'autre de 36. Plus, deux

bombardiers, deux prames et cinq autres bâtimens.

Le Baron *de la Tourbie*, nouvel Envoyé de la Cour de Madrid, a eu, le 19 Avril, une audience de l'Impératrice de Russie, dans laquelle il lui a remis ses lettres de créance; il a été conduit ensuite à l'Audience du Grand Duc et de la Grande Duchesse. Cette nouvelle, trop peu importante par elle-même pour trouver place dans ce Journal, acquiert peut-être plus d'intérêt dans les circonstances présentes, où l'on prétend que la Cour de Madrid s'est assurée des Alliés puissans, avant de risquer une rupture avec celle de Londres.

On apprend de la Finlande, que le Roi de Suède continue ses opérations contre la partie Russe de cette province. Des lettres plus récentes portent même que toutes les frontières sont couvertes, et en sûreté, dans la province de Savolax, sous les Généraux *d'Armfeldt* et *de Stedingk*; dans la Finlande méridionale, sous le Général *de Meyerfeldt*; dans le District d'Abborsfors, sous le Général *de Platen*; et enfin, près de Warela et d'Anjala, endroit fameux par la Confédération qui va peut-être coûter la vie à un grand nombre d'Officiers, sous les Généraux *de Hamilton* et *de Pollet*. Le Roi lui-même prendra le commandement de la flotille, dans les Scheeren; il

Digitized by Google

montera le vaisseau l'*Amphion*, armé à cet effet.

Une lettre de Carlscrone, en date du 30 Avril, mande que par l'activité infatigable de la Commission que le Roi avoit établie pour l'équipement de la flotte, elle a été mise en état d'appareiller avant le Printemps. Des Chirurgiens Anglois, que le Roi avoit envoyé chercher à Londres il y a quelques mois, en leur offrant un traitement très-avantageux, ont eu le bonheur d'arrêter le progrès des maladies qui l'année dernière ont si fort maltraité les équipages; ceux dont les vaisseaux sont montés à présent, jouissent de la meilleur santé. La grande escadre, commandée par le Duc *de Sudermanie*, a mis à la voile par un vent si favorable, que le 30 au matin elle étoit déja hors de vue; il est probable que les armemens maritimes des Suédois ont prévenu ceux des Russes, du moins n'a-t-on encore aucune nouvelle que leurs vaisseaux soient déja en mer.

De Francfort sur le Mein, le 16 Mai.

Les préparatifs de guerre continuent et se poussent avec vigueur, quoiqu'on n'ait pourtant pas perdu toute espérance de conserver la paix. Des lettres très-récentes du Brandebourg disent: le temps approche où les troupes du Roi se met-

Digitized by Google

iront en marche ; mais cette circonstance ne décide encore rien relativement à la guerre. On attend la déclaration définitive de la Cour de Londres. Un Corps de 50,000 hommes s'assemblera près de Crossen, où l'on a déja envoyé 6,000 wispel de farine. Les travaux vont sans relâche dans l'Arsenal de Berlin : on y est occupé dans ce moment à remplir de petites bombes, dont l'idée est absolument neuve, et de l'invention du Colonel d'Artillerie *de Tempelhof*. Ces bombes peuvent être servies avec célérité, et produisent un effet terrible.

S'il faut en croire des bruits répandus depuis quelque temps, le Roi a dû partir pour la Silésie le 12 de Mai, et le Régiment de Mollendorf, que les autres Régimens ont dû suivre de près, le 20 du même mois.

Cependant, si l'on peut s'en rapporter à des lettres de Vienne, le Roi *Léopold II* a écrit lui-même au Roi de Prusse au sujet de la position actuelle des affaires. On ajoute que ce Prince a eu une longue conférence avec le Ministre Electoral de Brandebourg, dans laquelle il lui a dit expressément qu'il désiroit vivre en bonne intelligence avec la Cour de Berlin.

Le départ du Roi *Léopold II* pour Bude, a dû avoir lieu le 10 de ce mois, et son Couronnement le 29. Sa suite n'est composée que de 451 Personnes.

Digitized by Google

Le Cabinet de Vienne suit toujours avec activité les dispositions nécessaires contre les Turcs qui ont fait une perte considérable dans la personne du Grand Visir *Hasan-Pacha*, dont la mort est aujourd'hui certaine, et qui vont peut-être encore se voir arracher la forteresse importante de Widdin, que l'on craint qu'ils ne défendent pas mieux qu'Orsowa. Cette place est actuellement attaquée et serrée de près par le Corps d'armée sous les ordres du Général *de Clairfait*, comme on l'apprend par des lettres de Shupaneck; il ne seroit même pas impossible qu'en ce moment elle fût prise.

Des avis de la Valachie annoncent que le Corps d'armée posté au-delà de l'Aluta s'est mis en marche vers Foksan, pour joindre le Corps Russe. Cette armée combinée se rendra devant Braclow, tandis qu'une autre division entreprendra le siége de Giurgevo.

Voici la répartition de l'Armée Autrichienne dans la Moravie.

Première colonne: Prince *de Ligne*, Général d'Artillerie, à Wisibau; Comte de *Wurmser*, Général de Cavalerie, à Holleschau; Comte *de Kinsthy*, Général de Cavalerie, à Prosniz; le Lieutenant-Général de *Lilien*, à Bistriz; le Lieutenant-général de *Botta*, à Holein; les Lieutenans-Généraux *de Terzy et de Harnoncourt*, à Prosniz; le Major-général d'*Einsiedel*, à Mescris; le Major-Général de Welsch, à Dreyhoseliz; le

Major-général de *Turkheim*, à Tobitschau; le Major-Général de *Lilien*, à Proniz, et le Major-général de Kospot, à Koftelez. *Cavalerie* : 12 Divisions, savoir; Zeschevitsch, à M scriz; Schekmin, à Hompolez; Nassau, à Kostilez; Kavanagh, à Kaniz. *Infanterie*: 17 Bataillons, savoir; l'Empereur, à Keltch; Lascy, à Drevohostiz; Laudhon, à Prerau; Schroeder, à Wokosch; Mitrowski, à Tobitschau; Brendano, à Kraliz Kallenberg, à Prosniz, et Kheull, à Blumenau.

Seconde Colonne: le Comte *de Broun*, Général d'Artillerie, à Leipniz; les Lieutenans-Généraux *Strasoldo*, à Thematscher; *Hutten*, à Wischau; Prince *de Waldek*, à Neutilschein; *Klebek et Alton*, à Leipniz et *Reilki* à Littau; les Majors-Généraux *Kolonitsch*, à Freistadt; *Rhebuch*, à Holleschau; *Schmalgrs*, à Flumaschou; *Bruner* à Kajetin; *Brovera*, à Nemtsicriz; *Melas*, à Predliz; *Borcs*, à Troppau; *Wernek*, à Fridek; *Wenkheim*, à Weislkirchen; Prince *d Wirhemberg*, à Leipnik; *Sutray*, à Kokor; *Draskorzy*, à Ollmuz; et Szerelem, à Littau. *Cavalerie*: Dix neuf Divisions, savoir; Vurmser, à Freystadt; Modène, à Bissris; Anspac, à Holleschau; Archiduc François, à Urtschiz; Lobkoviz, à Predliz; Empereur à Littau, et enfin Haddik. *Infanterie*: 28 Bataillons, savoir; Deutschmister, à Flumaschor; Charles de Toscane, à Holleip; Ferdinand de Toscane, à Markovaz; Pellegrini, à Kajetin; Klebek, à Klenoriz; la Tour, à Nemtschiz; Neugebaner, à Varocris; Brechainville, à Wischau; Warasdins à Pœlten, Caprara, à Wiffernis; Khevenhuller, à Neustadt; Wenceslas Colloredo, à Olmutz; Esclavons, à Namust. *Grenadiers*: à Leipnik, Osek, Kokor et à Fridek.

Digitized by Google

GRANDE-BRETAGNE.

De Londres, le 24 Mai.

Quelques personnes du parti de l'opposition se permettent d'avancer que la rupture avec l'Espagne n'est qu'un prétexte imaginé par le Ministère, pour se ménager une anticipation d'un million sterling qui lui a été effectivement accordée; le but qu'elles lui supposent est d'employer cette somme dans la prochaine élection générale du Parlement; mais ces conjectures ne sont que trop démenties par les préparatifs sérieux qui se font dans la Grande-Bretagne et sur le Continent. La presse se suit dans Londres, et sur toutes les côtes avec la plus grande activité. On renforce les Troupes de terre, et chaque Compagnie est mise sur le pied nécessaire pour une campagne.

Indépendamment de ces préparatifs, M. *Grenville* a envoyé, il y a peu de jours, à Newgate un ordre de S. M., en vertu duquel les prisonniers qui avoient été condamnés à passer à Botany-Bay peuvent se soustraire à cette peine en prenant du service tant sur terre que sur mer. Il faut que les Ministres regardent la guerre comme certaine, ou du moins infiniment probable

Digitized by Google

pour, avoir accordé cette permission presque sans exemple.

Suivant le *Morning Chronicle*, le Gouvernement a reçu des dépêches du Consul d'Angleterre à Livourne, qui portent que la Cour d'Espagne, celle de Naples et la République de Venise ont conclu un traité d'Alliance pour soutenir les intérêts de la Russie et de la Maison d'Autriche. Quoi qu'il en soit de cette nouvelle fort douteuse, mais qui, en la supposant vraie, feroit croire que l'Espagne s'est ménagé des ressources avant de s'exposer à la guerre, le Lord *Heathfield*, connu sous le nom de Général *Elliot*, a quitté Londres, le Lundi 17 Mai, pour se rendre à Gibraltar, forteresse qu'il a si bien défendue, et dont il reprend le gouvernement.

La même feuille fait une réflexion très-sage au sujet des armemens de l'Espagne. Des Politiques qui voient tout en noir, ont imaginé qu'ils avoient pour objet d'effectuer une contre-révolution en France, et d'y rétablir l'ancien ordre, ou pour mieux dire, l'ancien désordre de choses; si cela est, il faut supposer les Ministres de Sa Majesté Catholique bien clair-voyans, et même un peu doués du don de prophétie, puisque les premiers ordres qu'ils ont expédiés, relativement à ces préparatifs, ont dû être exécutés trois ans au moins avant que les circonstances parussent les rendre

Digitized by Google

nécessaires. Il est ridicule, continue cette feuille, de vouloir que les vues du Cabinet de Madrid ayent aucun rapport avec ce qui se passe en France dans ce moment-ci, la prise des bâtimens Anglois à Nootka-Sund, ayant eu lieu long-temps avant qu'on pût même soupçonner la révolution.

Voici de nouveaux détails sur Nootka-Sund, qui pourront offrir quelque intérêt ; ce sont les papiers Anglois qui nous les fournissent.

L'établissement que M. *Mears* venoit de former dans cet endroit s'annonçoit comme très-avantageux. En effet, les naturels prenoient en échange pour leurs fourrures des morceaux de fer et de laiton, des clous, des boutons, des anneaux. Ils nous fournissoient des peaux d'ours, de loups, de renards, de chevreuils, de daims, et sur-tout de loutres marines dont on fait tant de cas à Pékin, qu'elles se vendent 80 ou 100 écus la pièce. Nous avions aussi conçu de grandes espérances de la pêche, objet important sur cette côte, à cause de l'excellente qualité de l'huile que produisent les baleines de ces parages ; au milieu de nos succès, quant on venoit d'élever une factorerie composée de plusieurs maisons, une escadre Espagnole, sous les ordres de Don *Joseph-Etienne Martinez*, Amiral, Frère du Vice-Roi du Mexique, s'est emparé en Juin et

Digitized by Google

Juillet dernier de deux navires Anglois, la *Princesse Royale* et l'*Argonaute*. Un grand nombre de Matelots Anglois et Chinois, qui composoient l'équipage, n'ayant pas voulu servir à bord de la flotte Espagnole, ont été mis aux fers. On porte à 100,000 liv. sterling la perte qu'éprouve M. *Mears* et sa Société. On avoit heureusement vaincu toutes les grandes difficultés, et surement cette année auroit couvert les mises de fonds et rendu bien au-delà. Ce n'est pas le seul tort fait à la Grande-Bretagne. La ruine de cet établissement emporte celle des profits que se promettoit la Compagnie des Indes; elle auroit envoyé des fourrures à la Chine pour le commerce du thé, au lieu d'y faire passer de l'argent et de l'or. De plus, M. *Mears*, ayant découvert que les Chinois faisoient avec le Japon un trafic avantageux des pelleteries que leur fournissoient les Sauvages, s'étoit proposé de s'emparer de cette branche en se rendant au port de Nangasaqui avec une riche cargaison de fourrures assorties. Il étoit encore dans ses projets de planter des cannes à sucre aux isles Sandwich; dans cette vue, il avoit fait un traité avec *Tianna*, Prince de ces isles, pour l'admission libre des navires de la Grande-Bretagne, et il avoit acheté, pour la Société, un terrain destiné à une factorerie. *Tianna*, croyant ces liaisons

Digitized by Google

fort utiles pour lui, avoit même accompagné M. *Mears* dans son dernier voyage à la Chine.

D'après cet exposé, sans doute il n'est pas probable que la Cour de Londres perde gratuitement d'aussi grands avantages; on peut conjecturer que tout ce qu'il faudra pour les recouvrer et en conserver la jouissance, elle le fera.

Nootka-Sund est situé de 49 à 50 degrés de latitude au Nord, et de 232 à 233 degrés longitude Ouest. Les Habitans, qui n'ont que peu, ou point de barbe, et presque tous des cheveux très-noirs, qu'ils sont dans l'usage de peindre avec de l'ochre, s'habillent d'un tissu d'écorces d'arbres. On a découvert dans ce pays de riches mines de cuivre et de fer.

FRANCE.

De Paris, le 11 *Mai.*

ASSEMBLÉE NATIONALE. 54^e^. *Semaine.*

Du DIMANCHE *16 MAI.*

Question : « La Nation doit-elle déléguer « au Roi l'exercice du droit de la paix et « de la guerre? »

M. le Duc *de Levis* a ouvert cette discussion importante par une distinction entre la guerre offensive et défensive. Personne n'a droit de faire la première; la seconde est juste. Il faut donc premièrement déclarer que jamais la Nation n'entreprendra rien

contre la liberté d'aucun Peuple, mais qu'elle repoussera les attaques de ses ennemis. Ensuite on examinera si celui qui est chargé des affaires extérieures doit être revêtu du droit de déclarer la guerre, en accordant aux Législatures de voter les sommes nécessaires à l'armement, et en déterminant sur cette matière le mode de responsabilité des Ministres. On examinera si les alliances sont plus nuisibles qu'utiles à la France, et d'après cet examen, on décrétera sur la série des questions suivantes : 1°. l'Assemblée Nationale déclarera-t-elle comme article constitutionnel que jamais la Nation Françoise n'entreprendra rien contre la liberté d'aucun Peuple, mais qu'elle repoussera les attaques de ses ennemis? 2°. dans le cas de l'affirmative le Pouvoir exécutif sera-t-il chargé exclusivement de la défense du Royaume? et quel sera le mode de responsabilité des Ministres en cette matière? 3°. à qui le droit de juger du moment où la paix peut être conclue sera-t-il attribué, et à quelles conditions? 4°. les Alliances déjà contractées doivent-elles être ratifiées? pour l'avenir, à qui déléguera-t-on ce Pouvoir? à qui appartiendra le droit de faire des traités de commerce?

M. le Comte *de Serent* s'est attaché à prouver que l'exercice de la force publique devoit être confié à un seul ; sans complaisance pour lui, ni pour le Peuple, car c'est l'intérêt du Peuple et non ses désirs qu'il faut écouter. Il n'a point dissimulé son but d'attribuer au Monarque le droit de la paix et de la guerre, ni les objections qui alloient se présenter contre les Rois ambitieux et les passions des Ministres. Il y a répondu en

Digitized by Google

observant qu'une Assemblée nombreuse recèleroit toujours plus de passions qu'un Conseil particulier, et qu'il seroit encore plus facile aux Nations Etrangères de corrompre au sein des Assemblées que dans le Cabinet des Ministres. Les guerres exigent d'ailleurs secret, célérité d'exécution ; si l'Assemblée Législative se réserve de décider en ces matières, l'ennemi sera instruit avant la décision : et qu'elle confiance aura-t-il dans le Chef d'une Nation qui pourra le désapprouver à sa fantaisie. Ce Chef ne sera plus respecté, et la Nation sera conséquemment humiliée. Les précautions de ce moment lui ont paru tendre à arrêter les Ministres sages qui voudroient négocier utilement, agir glorieusement, plutôt qu'à renverser les projets des Ministres ambitieux que la guerre soutient dans leur place. La gloire du Monarque est inséparable de celle de l'Empire. Tel est le principe qui doit garantir à des François les intentions de leur Chef.

M. le Duc *d'Aiguillon* a trouvé, dans son opinion particulière, la question très-aisée à discuter, puisque tous les pouvoirs appartenoient à la Nation ; point de doute sur celui de faire la paix ou la guerre. Les Rois bons ou mauvais, et les meilleurs même, seroient plus surement entraînés par les Ministres. Il a cité l'exemple de Louvois qui fit couler le sang des François pour occuper le Roi Louis XIV de choses plus importantes que d'une croisée mal faite qui avoit excité son humeur à Trianon. Les caprices des maîtresses, l'ambition des Ministres suffiroient pour conclure à retirer des mains du Roi le Pouvoir de faire la guerre. L'inconvénient de la publicité, en rendant ce

Digitized by Google

droit aux Assemblées Législatives, ne présentoit qu'un objet de vaine terreur. Qui n'a rien à craindre n'a pas besoin de mystère. Un Peuple généreux qui aura manifesté toute la grandeur de son caractère doit faire céder à l'artifice d'une politique tortueuse et embrouillée, l'honneur de mettre tout l'univers dans la confidence de ses desseins. Après la déclaration *des droits de l'homme* il reste à faire une déclaration *des droits respectifs des Nations.* Ces principes posés, l'avis de l'Opinant est que le Roi sera chargé seul de porter les forces de l'Empire vers les parties qui seront attaquées.

M. le Curé *Jallet*, s'écartant un peu de la question, auroit voulu qu'on examinât préalablement si aucune Nation avoit le droit de faire la guerre, d'où il auroit conclu qu'une Nation ne peut pas donner à un Roi le droit qu'elle n'a pas. Mais ce qu'il y a eu de plus remarqué dans son système de paix évangélique, c'est qu'il étoit digne de l'Assemblée Nationale de France d'apprendre à toutes les Nations, même à celles qui nous ont appris à être libres, qu'elles n'ont pas le droit de faire la guerre; et il a conclu dans un projet de Décret à soumettre le Monarque à la Nation qui aura seule le droit d'examiner si les motifs d'une guerre sont justes ou non, si les négociations seront à propos ou non, ainsi que les cas où la Nation pourra confier la force publique au Roi pour la défense du Royaume.

M. *de Custine* a relevé cette aimable erreur de l'innocence qui croit pouvoir rendre toutes les Nations justes, et les lier par une paix universelle. Il falloit examiner plutôt que

Digitized by Google

des principes, fussent-ils excellens, la situation du Royaume, ses forces, ses traités. La France a de belles Colonies qui lui deviendront inutiles sans une Marine qui protege leur importation. Nous avons à notre porte l'Angleterre qui s'élèvera sur notre foiblesse, ou sur ce glorieux désintéressement dont on parle. La prospérité de nos Provinces n'est-elle pas menacée par 500,000 hommes armés par les Puissances du Continent, pour entrer peut-être sur nos frontières à la suite d'une feinte qui nous les montre respectiment ennemies. Dans cette situation, le Roi ne doit-il pas avoir le droit de faire toutes dispositions promptes, vigoureuses et nécessaires pour repousser des hostilités ? Un système de paix générale est bon pour un Royaume entouré de mers, et qui ne peut craindre d'irruptions subites. Il est donc indispensable de laisser au Chef suprême le droit de la guerre. La Nation aura sa ressource dans la responsabilité des Ministres, dans l'obligation de donner avis au Corps Législatif huit jours après les mesures qu'ils auront prises, dans la peine de mort qu'il faut établir pour peine de la responsabilité, si l'on ne veut plus trouver de Ministres coupables.

M. *Charles de Lameth* a renvoyé aux principes décrétés, qui, selon lui, contenoient implicitement la négative, réclamée au moins d'une maniere provisoire par les conjonctures, quand même elle seroit contraire au principe. Comparant ensuite un manifeste de guerre au déploiement du Drapeau rouge dans une Cité, il a prétendu que c'étoit au Corps Législatif, à la Municipalité par excellence,

Digitized by Google

excellence, qu'il appartenoit de déclarer, d'après la volonté du Peuple, et pour la sureté générale, que la force publique va être déployée contre les ennemis de la paix. Le refus de subsides ne fait pas évanouir l'inconvénient d'accorder au Roi l'exercice de ce droit; ceux qui le soutiennent offrent pour toute ressource une insurrection. Après avoir assuré qu'il y a dans une grande Assemblée plus de passions pour le bien que de passions perverses, que les Membres corrompus ou trompés n'y servent guères les Ministres que par leur silence, il a proposé, pour obvier à la lenteur et à la publicité des opérations, l'institution d'un Comité de guerre; il est convenu qu'il auroit ses inconvéniens; mais il valoit mieux les braver que de consacrer un principe dont le timide *Montesquieu* n'avoit pu se dissimuler le danger. L'idole des François, *Henri IV* lui même, quand la France l'a perdu par un crime horrible, alloit embraser l'Europe pour la possession de la Princesse *de Condé*.

C'est une calomnie! a crié d'une voix forte M. l'Abbé *Maury*. M. *de Lameth* s'est plaint de ce qu'on l'interrompoit; il a répété son assertion. Sur une nouvelle réclamation, il a renvoyé aux monumens historiques, aux mémoires *de Sully*, l'ami *d'Henri IV*. Il est impossible, a-t-il ajouté, qu'ayant toujours aimé la mémoire de ce Roi, et avec le Culte dont je fais profession, j'aie inventé ce trait.

L'honorable Membre a passé ensuite à l'exposé des raisons qui devoient rendre les préparatifs de guerre suspects et les faire considérer comme purement ministériels; il a rappelé nos liaisons avec l'Espagne, les précautions de cette Puissance contre les

Digitized by Google

écrits du jour ; la crainte que la Constitution Françoise inspire aux tyrans, la jalousie de l'Angleterre ; enfin, il a fait pressentir que si l'on accordoit le droit de paix et de guerre au Roi, la Constitution seroit infailliblement attaquée, et peut-être détruite ; il a présenté l'armée comme un point de réunion pour les mécontens ; puis posant en fait ce qui est en question, il a promis que le pacte de famille seroit respecté sous le point de vue sous lequel il est respectable, que lorsqu'un intérêt légitime mettra les armes à la main à un cousin de nos Rois, il n'est pas un François qui ne coure à sa défense. Mais on vouloit décréditer les Assignats, empêcher la vente des biens Ecclésiastiques, et ramener l'ancien ordre de choses. Certes, on ne courroit aucun risque d'augmenter sans mesure la prérogative royale, si la bonté du ciel nous promettoit toujours des Princes aussi vertueux que *Louis XVI ;* mais ce droit qui consiste à pouvoir envoyer librement des milliers de François à la mort, ce droit qui ne peut s'exercer sans la dépopulation d'un Empire, seroit plutôt repoussé que réclamé par le cœur paternel du Prince, auquel on pourroit le confier sans danger. A la fin du règne de *Louis XIV*, la France étoit déserte. Je conclus donc, ajouta l'Opinant, que le Pouvoir exécutif ne pouvant qu'exécuter, le pouvoir de déterminer la guerre doit appartenir à la Nation, et être exercé par ses Representans.

M. le Comte *de Virieu* a défendu la mémoire de *Henri IV* qui ne devoit faire la guerre que pour abaisser la Maison d'Autriche, et parvenir à la paix perpétuelle que ce Prince a la gloire d'avoir le premier tenté.

Digitized by Google

Quant au Pacte de famille, Traité vraiment National entre quatre Puissances, il est obligatoire, puisqu'il a pour objet principal de rendre leurs Sujets respectifs, Citoyens entre eux. Il seroit injuste d'en vouloir les avantages, et de se refuser aux charges. En défendant l'Espagne, c'est notre vie, c'est notre richesse que nous défendons; quatre millions de François vivent du Commerce maritime, et c'est pour nous que les Galions apportent l'opulence.

Passant au fond de la question, l'honorable Membre s'est rangé à l'opinion de M. *de Serent;* il a prouvé qu'il n'y auroit unité, secret et rapidité dans les opérations qui l'exigent, qu'en déposant ce redoutable droit entre les mains du Prince. Il a demandé si l'Assemblée des Législateurs, composée d'individus auxquels les connoissances diplomatiques ne seront pas familières, et qu'on aura déchargés de cette responsabilité reportée toute entière sur les Ministres, ne deviendra pas un champ de bataille, où les piastres et les guinées des Nations voisines et jalouses combattront pour une décision favorable à leurs vues; en un mot, si l'on n'achetera pas à son gré la guerre ou la paix. L'exemple de la Hollande, des Athéniens, de la Suède légitimoit ces craintes. Elles seroient bien moins fondées avec des Ministres qui, rassasiés des honneurs, des richesses, des distinctions, n'ont plus qu'à conserver leur gloire toujours sûre, et contre lesquels d'ailleurs la responsabilité est une sauve-garde. Enfin, il a trouvé la comparaison des Ministres avec ceux qui ont une fortune à faire et ne redoutent personne, toute à l'avantage des premiers.

Digitized by Google

Du Lundi 17 Mai.

Après l'expédition de quelques affaires particulieres, telles que la dénonciation de la déliberation des prétendus Citoyens Catholiques de la Ville de Nismes, des demandes d'autorisation pour des emprunts nécessaires à plusieurs Municipalités, des plaintes d'attroupemens dans les forêts royales, et enfin une réclamation contre le Parlement de Toulouse, qui vient de rendre un Arrêt en retrait de Féodalité censuelle, abolie par l'Assemblée Nationale, M. *de Sillery* a repris la parole sur l'importante question qui l'occupe.

Il a cru voir l'Assemblée partagée entre deux opinions; cependant, la question lui paroissoit décidée d'après le Décret qui ne permet de lever aucun impôt sans le consentement de la Nation; en effet, a-t-il ajouté, si vous accordez au Roi le droit de faire la guerre en vous réservant celui de refuser les subsides, ce droit devient tout à fait illusoire; s'il peut lever des subsides sans l'aveu de la Nation, alors le droit de la Nation devient illusoire à son tour; il en a conclu qu'après les premières dispositions contre tout ce qui pourroit porter atteinte à la sureté publique, le Roi, borné au Pouvoir exécutif, doit rendre compte aux Législatures des motifs qui l'ont engagé à les faire. Ce principe avoit même été suivi dans la conjoncture présente, puisque le Roi a averti l'Assemblée Nationale des précautions qu'il croit nécessaires à la sureté de cet Empire; c'est à elle à déliberer sur le plan qu'elle adoptera.

L'Opinant a mis ensuite dans la bouche

Digitized by Google

des François des plaintes très-éloquentes, qu'il suppose que la Nation ne manqueroit pas de faire à l'Assemblée, si elle compromettoit sa liberté nouvellement conquise en accordant au Roi le droit de paix et de guerre. Ce morceau plus oratoire que logique se termine par la proposition de décréter que le Roi, comme chargé du Pouvoir exécutif, a le droit de prendre toutes les précautions nécessaires pour la sureté du Royaume; que l'Assemblée Nationale nommera un Comité Politique pour conférer avec le Ministre des Affaires Etrangères, afin que d'après son rapport l'Assemblée Nationale puisse délibérer.

M. *Malouet* a soutenu que le Roi ne peut continuer la guerre si la Nation refuse des subsides, et qu'elle peut empêcher par le même moyen la levée des Troupes; il faut le dire aussi, a-t-il continué, les Peuples ne peuvent accorder au Prince un Pouvoir illimité; c'est ainsi que la Nation Angloise n'a point fait un despote de son Roi en lui accordant le droit de faire la guerre; mais elle lui a délegué un droit qui exige la nécessité du secret. Quoiqu'on vous assure le contraire, les Peuples libres ont fait plus de guerres d'ambition que les despotes. Ce que vous aurez peine à croire, c'est que depuis un siecle le Grand Turc est le seul qui n'ait fait que des guerres défensives. Quiconque a examiné les transactions des Anglois, a été convaincu que le Ministre qui auroit entraîné la Nation dans une guerre contraire à ses interêts ne pourroit conserver sa place, ni même peut-être sa tête. Ainsi, tout ce qui vous a été représenté contre l'attribution au Roi du droit de

Digitized by Google

faire la guerre est détruit par le fait : le despotisme et la liberté ont à se reprocher les mêmes excès en ce genre. Après avoir montré l'impossibilité de faire ajouter foi par les autres Nations au Manifeste où la France déclareroit renoncer à tout esprit de conquête, M. *Malouet* a fait valoir le besoin de conserver nos Colonies, et le débouché de nos Manufactures en Espagne. Il a peint l'Angleterre conservant des projets sur l'isle de France et l'isle de Bourbon, propres à assurer son empire dans l'Inde, sur St. Domingue même, pour se dédommager de ses pertes en Amérique. En revendiquant pour le Prince le droit de faire la paix ou la guerre, est convenu des dangers qu'il peut entraîner; il lui a paru nécessaire de déterminer avec précision la manière d'en user. Il laisse au Roi toutes les dispositions de défense; mais, s'il n'y a point d'agression, il ne pourra déclarer la guerre que du consentement du Corps législatif, ni accroître les propriétés de la Nation ou céder quelques parties de son territoire sans l'aveu du même Corps, qui arrêtera aussi définitivement les traités d'alliance, lors qu'ils contiendront des engagemens de défense et de secours mutuels.

M. *Péthion de Villeneuve* a présenté l'opinion contraire avec beaucoup d'éloquence. Convaincu du droit de la Nation, qui les a tous, à exercer par ses Représentans, celui de faire la paix ou la guerre, il s'est attaché particulièrement a examiner s'il est de son intérêt de le retenir ou de le déléguer au Roi. Après avoir montré ce droit, exercé par les soldats, c'est-à-dire, par le Peuple dans les premiers temps de la Monarchie où la Nation étoit une armée et son prince

Digitized by Google

un général, il a fait voir qu'à des époques plus rapprochées, les Rois ne pouvoient jamais commencer la guerre sans l'aveu des Comtes et des Barons. Il a ensuite cité les Etats-Généraux depuis 1356 jusqu'à 1614, consultans sur la paix, la guerre, les traités, les alliances, et enfin remplacés par des Corps judiciaires à la nomination d'un maître, dont la seule volonté répandit à grands flots l'or et le sang des Français.

« Vous n'avez donc rien fait pour la félicité publique, s'est écrié l'Orateur, si vous laissez dans les mains de vos Chefs un pouvoir aussi funeste ! une longue énumération de toutes les plaies faites à la France par l'abus de ce pouvoir l'a conduit jusqu'à nos jours, et l'on sent assez combien il a fait valoir, pour son opinion, les fautes accumulées des Ministres, dont il a peint toutes les opérations comme aussi deshonorantes que désastreuses. »

« Passant ensuite de ces tableaux, d'une effrayante vérité, à la réfutation des argumens de ses adversaires, il a soutenu que la Nation n'étoit pas assez garantie par le droit de refuser des subsides. Jugez, a-t-il dit, de ce que pourra faire un despote impétueux et inhumain ; il excitera ses voisins, il entreprendra la guerre pour avoir de l'argent ; avec cet argent, il séduira l'armée, il reviendra vainqueur des étrangers ; il asservira le peuple qui se prosternera devant son front victorieux. La Nation, engagée dans une guerre, ne pourra plus s'arrêter ; la loi impérieuse de la nécessité la forcera d'accorder les subsides qu'elle auroit voulu refuser. La responsabilité des Ministres n'a

Digitized by Google

pas paru suffisante à l'Orateur qui les a vus s'échapper au regard sévère de la justice dans le labyrinthe tortueux des opérations diplomatiques ou financières. »

« Le Corps législatif ne pourra faire avec succès des opérations politiques, parce qu'elles exigent le secret le plus profond : telle étoit la difficulté qui s'offroit à l'Opinant ; au lieu de dénouer le nœud gordien, il l'a tranché. Le mystère ne sert qu'à l'injustice, il ne produit que des erreurs. Mais d'ailleurs les Cours n'entretiennent-elles pas les unes vers les autres des espions titrés ? Mais ne corrompt-on pas les Ministres, les Secrétaires, les Commis? mais avec de l'or ne sait-on pas dissiper les ténèbres? Frédéric ignoroit il ce qui se passoit dans tous les Cabinets de l'Europe; je ne connois de traités solides et respectables que ceux qui sont fondés sur la justice, qui reposent sur l'utilité réciproque et commune. Le véritable intérêt national est d'être juste ; toute la science des hommes d'états est puérile et vaine ; ils trompent leurs contemporains, ils sacrifient leurs descendans. Les corruptions, qui ont tant de prise sur des hommes isolés, deviennent inutiles dans une grande Assemblée où les lumières réunies servent non-seulement à éclairer la discussion, mais encore à dévoiler les intrigues. Mais, dira-t-on, si vous concentrez tellement ces grands intérêts dans le Corps législatif que le Pouvoir exécutif y soit étranger, il les négligera, peut-être même en deviendra-t-il l'ennemi? sans doute, il faut remettre entre ses mains la force publique, mais il faut cependant en déterminer l'usage ; autrement il pourroit la tourner contre la liberté nationale. »

Digitized by Google

Je ne vois dans les traités d'alliance que des injustices quand ils protègent des Puissances injustes ; ils sont une source intarissable de guerres tant que l'alliance n'est pas générale. C'est un jeu trompeur dont les chances, tantôt bonnes, tantôt mauvaises, n'ont jamais la justice pour elles. Laisserez-vous donc au Pouvoir exécutif le droit de risquer aussi le sort des Empires? Quant aux traités de commerce, il est impossible que la prospérité publique n'en ressente pas les influences, elles sont très-marquées, ainsi que l'action et la réaction continuelle du commerce intérieur et extérieur, l'un sur l'autre. Or, si le Pouvoir exécutif n'a pas le droit de faire la loi la plus simple, où seroit la raison de lui donner celui de faire des traités si importans par leurs conséquences ; mais pour l'y intéresser, qu'il puisse les proposer ainsi que la paix et la guerre. Il lui restera bien peu de chose à faire, quant à ce dernier point, si le moyen que je vais vous indiquer, peut amener pour l'humanité l'heureuse révolution hâtée par mes vœux. Déclarons solennellement par un manifeste, que vous voulez bannir de la politique toutes les ruses, toutes les fourberies, pour les remplacer par la loyauté et la justice ; que la France renonce à tous projets ambitieux, à toutes conquêtes ; qu'elle regarde ses limites comme posées par les destinées éternelles ; que toute irruption sur un territoire étranger est une lâche infamie. Vous n'aurez rien fait qui puisse exciter davantage l'étonnement et l'admiration de la postérité. L'Opinant finit par proposer ce plan, plus heureux dans la théorie que dans l'exécution, sous la forme d'un Décret.

Pe

Digitized by Google

M. le Comte *de Montlausier*, a reproché à deux des Préopinans l'exaltation de leurs idées, l'oubli des principes du Droit public de France, des diatribes sanglantes contre *Louis XIV* et contre *Louis XV*, et particulièrement d'avoir offensé les mânes de *Henri IV*. Entraîné par son zèle pour la mémoire de ce Roi, l'expression suivante est échappée à son indignation : « C'est sur l'attentat horrible de *Ravaillac* qu'on vous propose aujourd'hui des consolations. »

M. *Charles de Lameth* s'est cru désigné; il a pris la parole, du Droit naturel que donne la défense. Plusieurs Membres ont fortifié sa réclamation en demandant qu'on rappelât à l'ordre M. *de Montlausier*, qui s'est écrié : « M. le Président, je dois vous observer que j'ai encore plusieurs phrases de ce genre. » Il a été interrompu par le Chef de l'Assemblée, qui lui a intimé l'ordre, et M. *de la Borde de Méreville* a fait la Motion expresse que l'Opinant fût tenu de purger son Discours d'expressions qui calomnioient, en quelque sorte, l'opinion de M. *de Lameth*. L'Orateur impatient du retard s'est ressaisi de la parole. « *Henri IV*, a-t-il repris avec véhémence, *Henri IV* ne fut peut-être pas exempt de foiblesses, mais il les couvrit de ses vertus publiques; l'amour de son Peuple fut toujours la première passion de son cœur, et c'est une grande mal-adresse de rappeler la mémoire de ce Prince, pour jeter de la défaveur sur la cause des Rois. Dans un moment où il seroit essentiel de déposer tous les intérêts particuliers, et d'en faire un holocauste à la Patrie, c'est ce moment que l'on choisit pour nous faire une image effrayante de complots, qui tendroient

Digitized by Google

à frapper vos imaginations de terreur et à maîtriser vos jugemens. Où sont-ils, que font-ils ces prétendus ennemis de la Patrie? Les anciens Propriétaires n'ont-ils pas souffert tranquillement qu'on les dépossédât? (On demande que M. *de Montlausier* soit rappelé à l'ordre). Qu'on me ramène aux carrières, car je ne suis ici que pour dire la vérité. Qui n'admireroit la Noblesse Française, dépouillée dans l'Assemblée Nationale de ses propriétés légitimes, et insultée même après cette spoliation? les voilà ces hommes si ardens pour les intérêts de la Patrie; ils tombent muets sous le fer de leurs bourreaux. Par-tout on a décrié les oppresseurs, et l'on n'a pas entendu les cris des opprimés; et pas un Gentilhomme François n'a encore été trouvé coupable. Les voilà ces hommes proscrits, fuyant de toute part une terre abreuvée du sang de leurs frères, tandis que les véritables ennemis de la Patrie méditent encore des plans de meurtres et d'incendies. « Ils ont de l'or, vous a-t-on dit, mais nous avons du fer. » Et on en a aussi.... ils ont du fer.... ils ont des torches aussi. Je vais entrer dans la question; mes idées seront claires et précises. La question se divise en deux points indépendans. Le Roi aura-t-il le droit de faire la paix? Aura-t-il celui de faire la guerre? Je ne crois pas qu'on puisse lui contester sérieusement le droit de faire la paix. Quant à celui de faire la guerre, qu'on a divisé en offensive et défensive, par une distinction plus subtile que réelle, comme il est incontestable que la guerre peut devenir préjudiciable à la Liberté publique, il importe à la Nation de se garantir de

Digitized by Google

toutes entreprises hostiles ; mais ce moyen doit être tel, qu'il n'ait besoin d'aucune participation de la puissance civile. Quant à la guerre offensive, il faudra désormais se corriger de la manie des conquêtes. On parle sans cesse de Liberté, mais il est bien rare de s'en faire une juste idée. Faire des Lois, consentir des impôts, obéir aux Lois, payer les impôts, voilà la Liberté ; le reste est fantaisie, et n'entraîne que confusion et désordre. C'est cette malheureuse ambition d'une Liberté chimérique, qui a précipité les Empires vers leur ruine. Vous êtes comme les premiers Romains qui demandoient du pain et de la liberté ; et bientôt vous serez comme les Romains avilis, vous ne demanderez plus que du pain et des spectacles. Je ne vois pas de meilleur moyen pour remédier aux inconvéniens d'une guerre injustement déclarée, que le refus des subsides ; car si l'argent est le nerf de la guerre, la Nation peut le couper ou l'étendre quand il lui plaît, et anéantir ainsi tous les projets. N'avez-vous pas des Départemens, des Assemblées primaires, des Municipalités? Avec tant de forces, qu'avez-vous à craindre? C'est plutôt de cette infinité de moyens que vous entassez sans cesse pour les conserver, que pourroient résulter les inconvéniens. Telle est mon opinion. »

M. *de Sinetti*, rentrant dans les idées de M. *Maloüet*, quoiqu'il applaudît à la générosité de celles de M. *Péthion*, a demandé, au nom de la prudence, du maintien de la paix et de l'équilibre de l'Europe, que la France régénérée ne se bornât pas à sa défense personnelle, et que les intérêts de ses alliés fussent sûrs de trouver dans sa bravoure et sa

Digitized by Google

loyauté les secours auxquels les traités leur donnoient droit ; il a réclamé pour le Pouvoir exécutif la faculté de surveiller les Cabinets, de prendre part aux alliances et d'armer la force publique pour la France ou pour ses Alliés. Le secret nécessaire au succès de ces opérations ne l'est pas à celui des traités de commerce, dont la discussion est susceptible de publicité. En conséquence il a présenté un projet de Décret en l'accompagnant de cette maxime malheureusement trop juste : qu'on ne doit pas chercher en politique une perfection mathématique.

M. *de Beauharnois*, adoptant le manifeste proposé par M. *Péthion*, a dit qu'il ne voyoit point l'intérêt national sous le même point de vue que M. *de Montlauzier* et que tous ceux qui, comme lui, calomnient la Nation, ses Représentans et leurs Décrets. Le système d'une paix universelle a pu long-temps passer pour une belle chimère. Mais il doit être permis au peuple François du dix-huitième siècle et à l'Assemblée Nationale de 1789 d'en présenter l'espérance qu'ils ont été dignes de concevoir. Le manifeste pour lequel il réclamoit d'avance la priorité, conçu dans le langage d'une Nation libre, inviteroit à la liberté tous les peuples de la terre ; et dès qu'ils la désireroient les formes ministérielles deviendroient inutiles.

M. *Goupil de Préfeln*, en rentrant dans la même idée, a pourtant ajouté celle-ci de quelque poids : on nous cite toujours l'Angleterre pour modèle, mais l'Angleterre ne craint pas comme nous qu'on puisse mettre assez de troupes entre les mains du Roi pour lui fournir les moyens d'attaquer la liberté des Peuples.

Digitized by Google

Du Mardi 18 Mai.

M. le Duc *de Praslin* a fait reparoître plusieurs des argumens en faveur du Roi; il a sur-tout fait valoir la confiance de la Nation, de qui celui qui a évidemment le plus d'intérêt à la mériter doit l'obtenir. La responsabilité du délégué suprême, dont les Agens doivent être garans, même des évènemens, lui a paru mériter bien davantage cette confiance que le caractère inviolable des Législateurs qui ne doivent aucun compte. Il a combattu cette distinction en guerres offensives et défensives. Jaloux de mettre les apparences de leur côté, ce sont des guerres défensives que tous les Souverains prétendent faire. Le Roi de Prusse lorsqu'il a envahi la Saxe; l'Impératrice de Russie, dans la guerre contre la Porte, sembloient avoir eu les motifs les plus légitimes. Eloignant le rêve philantrope de l'Abbé *de Saint-Pierre*, il a fait sentir la nécessité d'une coalition avec nos voisins pour défendre nos Colonies contre l'Angleterre.

M. le Duc *du Châtelet* a manifesté les mêmes opinions en se rapprochant de celles de M. *de Sérent*: il a repoussé les soupçons qui présentent l'Espagne comme intéressée à troubler notre révolution, tandis que c'est l'Angleterre qui arme. Il a cité l'exemple de cette puissance voisine pour prouver que le refus des subsides suffit pour arrêter l'abus du droit de la guerre dans la main du Roi.

M. *de Robespierre* vouloit qu'on déléguât ce droit dangereux à celui qui a le moins d'intérêt d'en abuser; le Corps législatif ne voudra la guerre que dans le cas de nécessité absolue. Le Pouvoir exécutif au con-

Digitized by Google

traire la désirera pour l'exercice et l'accroissement de sa prérogative. Il a conclu à ce que l'Assemblée délibérât d'abord sur le projet de M. *Péthion* et ensuite sur les circonstances présentes.

M. *d'Haramburе* s'est opposé à ce que ce Pouvoir fut délégué par la Nation à l'Assemblée, parce qu'il est de principe que les droits du peuple ne peuvent l'être qu'à des Agens responsables; il a suggéré l'idée d'un Conseil politique, composé de cinq Membres tirés de la Législature, mais qui n'auroient que voix consultative dans le Conseil du Roi, dont chaque législature renouvelleroit les Pouvoirs, relativement au droit en litige. Enfin, il a fait sentir la nécessité de conserver des alliances protectrices de notre commerce, qui seul fait subsister plus de quatre millions de François.

M. *de Clermont-Tonnerre* a supérieurement examiné les élémens de la question, et pour y porter plus de lumières, il a remonté jusqu'à ceux de la Constitution même. A la suite de cette discussion, qui contient des apperçus neufs, mais qu'il nous est impossible de présenter dans leur enchaînement vraiment philosophique, parce que l'espace nous manque, il a proposé un projet de Décret qui, en laissant au Roi le droit de défendre la liberté et la propriété Nationale, semble assurer aussi ces deux premiers biens contre les invasions de ses Ministres, dont il veut que le Comité de Constitution fixe incessamment le mode de responsabilité.

MM. *Reubell* et *de Crillon* le jeune ont réservé le droit de faire la guerre au Corps législatif. Le premier a prétendu qu'en agir autrement, c'étoit admettre la confusion de

Digitized by Google

tous les Pouvoirs, c'étoit vouloir réunir la volonté et l'action, la loi et l'exécution ; le second a tiré ses motifs de l'intérêt National auquel la prérogative du Roi doit céder. Or, suivant lui, la première idée qui se présente est que ce doit être à ceux sur qui pèse la guerre, et non à ceux que leur position met au-dessus des malheurs qu'elle entraîne, que peut appartenir le droit de la déclarer.

M. l'Abbé *Maury* a paru réclamer des droits plus étendus pour le Pouvoir exécutif: s'attachant à combattre les adversaires de son opinion par tous les genres de preuves, et maniant à lui seul toutes les sortes d'armes dont ils avoient fait usage. Cet Orateur, sur la justesse des raisonnemens et des citations duquel nous ne nous permettrons pas de donner notre avis, a déployé tout à-la-fois beaucoup d'éloquence et d'érudition ; il a soutenu l'attention qu'il a long-temps exercée. Plusieurs morceaux de ce Discours, trop étendu pour que nous puissions l'insérer, trop beau pour que nous ne conseillons pas à nos Lecteurs de se le procurer, ont excité des applaudissemens qui, s'ils n'annonçoient point un auditoire entraîné, convaincu, cédant à la force de la vérité, étoient du moins l'hommage de l'admiration pour de rares talens.

Nous nous contenterons d'en citer les deux traits suivans, brillans de tous les genres de beautés, et dont le premier tient directement à la question.

« Les impôts sont une ressource considérable, ils sont la mesure de la puissance publique. Quand on vous a dit que l'impôt pourroit être refusé, on a répondu que c'étoit un véritable moyen d'insurrection ; mais

Digitized by Google

quand l'impôt n'existe pas encore, il ne peut donner lieu à une insurrection; c'est le bouclier de la Liberté publique. Consultons à présent le vœu National. Vous avez décrété des Assemblées permanentes qui seront réunies pendant quatre mois, depuis le 1er Décembre jusqu'au 1er Avril, mais vous n'avez pas décrété leur perpétuité. Or, je demande s'il peut y avoir un seul jour de l'année où la sentinelle de l'Etat n'ait pas les yeux ouverts. Six semaines ont suffi pour la Ligue d'Augsbourg, trois semaines pour celle de Cambrai. Vous ne pouvez pas vous dissimuler que la lenteur seroit redoutable. Mais vous avez encore un autre danger, vous êtes entourés de Peuples qui vous cacheront tous leurs desseins, et qui connoîtront tous les vôtres. Vous vous préparerez à la guerre avec l'intention d'éviter la guerre; vous ne l'éviterez pas par ces préparatifs, parce que cette intention sera connue. Vous n'aurez pas de secret, et tout sera secret autour de vous. Que pourrez-vous espérer de cet ordre de choses? Qui voudra être votre ami, et exposer ses secrets à la publicité inséparable à tout Corps délibérant. On vous a dit qu'il faudroit établir un Comité Politique; on vous a dit qu'autrefois les Finances étoient enveloppées du mystère; mais quelle différence!.. La prospérité consiste dans le crédit, et le crédit dans la publicité de la situation des affaires. Les opérations politiques ne sont pas de la même nature. Ici commence à s'exercer la puissance de l'opinion; ici il faut prendre en considération le caractère moral des Rois, leurs talens, leurs vertus, leurs vices, ceux de leurs Ministres, ceux des alliés et des ennemis. Faudra-t-il trans-

Digitized by Google

former cette Tribune en Tribunal de médisance et de calomnie? Qui voudra être l'allié d'un pareil Peuple? Depuis les grandes bases posées par le Cardinal *de Richelieu* tout en Europe est équilibre; vous ne pouvez exister seuls, vous seriez bientôt déchirés par vos voisins.....»

« Le vœu et l'intérêt national sont donc que le Roi ait le droit de déclarer la guerre. On vous dit que les Rois en abuseront; mais quelle République n'en a pas abusé? Voyez s'il suffit de jouir de la Liberté pour respecter la Liberté du Peuple; voyez si les Etats les plus libres ne sont pas les plus guerriers. On nous a dit que *Henri IV* alloit allumer la guerre dans toute l'Europe, à cause d'une passion insensée pour *Charlotte de Montmorency*, Princesse *de Condé*. Permettez-moi, permettez à un Représentant de la Nation de réclamer une grande pensée pour la gloire de *Henri*. Non, il n'alloit pas mettre l'Europe en feu pour une passion insensée; il alloit exécuter un projet médité depuis 20 ans, qu'il avoit concerté avec la Reine *Elisabeth*, que pendant long-temps il n'avoit pu persuader à son ami *Sully*, et que *Sully* reconnut ensuite pour être facile, juste et glorieux; il alloit former de l'Europe une grande confédération. On voit pourquoi *Henri IV* écrivoit la veille de sa mort: « Si « je vis Lundi, ma gloire commence Lundi. » Et ce fut le Vendredi qu'un monstre rendit les François orphelins, et fit verser à la France des larmes que deux siècles n'ont encore pu tarir. (On applaudit de toutes parts). »

M. *de Volney* a dit qu'à l'ouverture du débat la question avoit été posée d'une ma-

Digitized by Google

nière vague ; mais que malgré son extrême complication, elle s'étoit partagée d'elle-même en deux termes extrêmes, dont les inconvéniens développés ont fixé l'Assemblée dans le terme moyen où se plaisent la raison et la vérité. Après un résumé un peu trop serré, et par cela même inexact, des raisons pour ou contre, il a trouvé cet heureux terme moyen dans la distinction d'un cas offensif et d'un cas défensif, dont il a prétendu que la question se composoit réellement. C'est d'après ces deux données qu'il a rédigé un Projet de Décret assez semblable au Manifeste par lequel M. *Péthion* veut qu'on instruise l'Europe des dispositions pacifiques de la France. Ce Projet de Décret a été précédé d'un morceau, à la fin duquel, après avoir peint et déploré le triste sort des Peuples de l'Europe où, naguère, l'on ne comptoit que des maisons de Princes et des intérêts de famille, tandis que les hommes n'y avoient qu'une existence accessoire et précaire, l'Orateur s'est écrié : « Vous changerez, Messieurs, un Etat de choses si déplorable; vous ne souffrirez plus que des millions d'hommes soient le jouet de quelques-uns, qui ne sont que leurs semblables, et vous rendrez leur dignité et leurs droits aux Nations. La délibération que vous allez prendre aujourd'hui a cette importance qu'elle va être l'époque de ce grand passage. Aujourd'hui vous allez faire votre entrée dans le monde politique. Jusqu'à ce moment, vous avez délibéré dans la France et pour la France. Aujourd'hui, vous allez délibérer pour l'univers et dans l'univers. Vous allez, j'ose le dire, convoquer l'Assemblée des Nations. Il est donc d'une haute importance

Digitized by Google

d'établir d'une manière imposante l'opinion que les Peuples doivent concevoir de vos principes et de vous ; et la manière dont les grandes idées de Philosophie politique se sont emparées en moins de trois jours de tous les esprits de cette Assemblée, m'est le sûr garant de la sagesse de celles que vous allez prendre.

Du Mercredi 19 Mai.

M. *de Saint-Fargeau* a fait reparoître une exposition plus méthodique des points à traiter ; il a cru nécessaire de séparer deux questions indépendantes, savoir ; la question constitutionnelle du droit de guerre et de paix, et la renonciation à l'esprit de conquête, qui s'obscurciroient par leur rapprochement. Il a montré que le droit exclusif de faire des Traités et de conclure des Alliances s'amalgamoit tellement avec le premier, qu'ils étoient inséparables de leur nature, ou s'annulloient par leur division. Après avoir calculé tous les dangers de l'attribution du droit en litige au Pouvoir exécutif, l'Opinant a dit qu'il n'étoit rassuré, ni par la faculté de refuser les subsides, ni par l'exemple de l'Angleterre. Les Habitans de la Grande-Bretagne, placés dans une île, n'ont rien à redouter des manœuvres étrangères, et les forces navales sont peu inquiétantes pour la Liberté publique. Chacune des Chambres de son Parlement est armée d'un *veto*. Ainsi sa Constitution supposant une inaction momentanée, il a bien fallu déléguer le droit de faire la guerre à une puissance toujours active ; dont rien ne pût arrêter les déterminations. En France, au contraire, l'unité des élémens du Corps lé-

Digitized by Google

gislatif engage à lui confier ce droit, comme au dépositaire qui peut le moins en abuser. M. *de Saint-Fargeau*, dans le Projet de Décret qui termine son opinion, ne laisse au Roi que les préparatifs; il veut qu'il convoque le Corps législatif dans le délai d'un mois, pour que les armemens soient ou révoqués, ou confirmés; il demande en outre que l'Assemblée Nationale nomme un Comité de huit Membres, qui reportera au Corps législatif les renseignemens fournis par le Ministère, relativement au dernier armement.

M. *de Bousmard* a voté pour laisser au Roi un droit dont il étoit en possession; d'autant mieux, a-t-il ajouté, que si la crainte qu'une guerre ne tendît à opérer une contre-révolution vous arrêtoit, je vous dirois: Si on nous fait la guerre, malgré tous nos efforts pour l'éviter, il nous faudra pourtant bien la soutenir. Soyez même sûrs que nos craintes, si nous en manifestons, ne serviront qu'à nous l'attirer plus vîte.

M. *Chabroux*, posant ainsi la question: « Doit-on déléguer au Roi le pouvoir de faire la paix et la guerre? » ne l'a pas trouvée difficile à résoudre; il seroit pour la négative; il diroit encore non, si l'on demandoit: La Nation doit-elle retenir ce droit ou le déléguer au Corps législatif? Il a développé les raisons qui le détermineroient à faire la même réponse à deux questions si différentes, et s'est ensuite adressé cette interrogation. Que faire donc d'un droit que la Nation ne peut exercer, qu'on ne sauroit déléguer au Roi sans danger, et qui périroit peut-être entre les mains des Représentans de la Nation? Il est des circonstances où la

Digitized by Google

Nation doit déclarer la guerre ; de-là deux mesures, les préparatifs et la déclaration. C'est au Roi à faire les préparatifs, à disposer à l'avance toutes les mesures : qu'il convoque les Représentans de la Nation, et qu'après la délibération, le Roi commande l'Armée, en règle les mouvemens, et nomme les Généraux. Quant aux clauses des Traités, elles exigent des Délibérations paisibles. En effet, deux Assemblées Nationales pourroient traiter ensemble deux siècles, que ce temps ne suffiroit pas pour rédiger le préambule d'un Traité. Il est donc indispensable que le Roi fasse l'ouverture des négociations, et que la Nation n'ait plus qu'à ratifier par ses Représentans des conditions d'abord convenues, des articles déja arrêtés. Je vois une ressource au Corps législatif pour s'opposer à la funeste influence des Ministres, en cas qu'ils sortissent des mesures, et s'obstinassent à continuer la guerre. Au moment où l'Assemblée Nationale jugera que la paix pourroit être faite utilement, elle pourra les forcer de la conclure en révoquant une partie de l'Armée. Si vous jugez que ce moyen, dont je m'exagere peut-être l'efficacité, n'est qu'un rêve, je me trouverai m'être endormi en m'occupant affectueusement de la chose publique.

M. *Dupont*, puisant ses principes dans la morale et dans la raison que la Politique ne consulte gueres, en a déduit cette vérité : que le droit de guerre offensive n'appartient à personne, pas même à la Nation ; or, un droit qu'on n'a pas, on ne peut le transmettre, la Nation ne sauroit donc le donner à son Chef ; mais celui de guerre défensive, appartenant à tout le monde, il y auroit

Digitized by Google

de l'injustice à le lui refuser. Ce que tout Citoyen peut, certes le Chef le peut et le doit, à plus forte raison le Chef des Chefs. Il y a plus, dans le cas d'une irruption, le Roi se rendroit coupable en attendant pour agir que le Corps Législatif se fût réuni, et eût délibéré. L'Opinant a combattu ensuite l'établissement d'un Comité Politique, et le compte qu'il rendroit à l'Assemblée, comme incompatibles avec le secret et la responsabilité, sur la nécessité desquels il a particulièrement appuyé.

Il a passé à l'examen de la guerre, entreprise pour défendre et protéger. Après avoir prouvé, toujours d'après la morale et la raison, que le traité défensif qui peut y donner lieu, porte un caractère d'autant plus sacré qu'il est fondé sur la justice et sur l'intérêt mutuel des deux contractans, sans le consentement desquels il ne peut être rompu, M. *Dupont* a démontré jusqu'à l'évidence qu'une guerre offensive étant un crime, un traité du même genre est un delit, et que la promesse de mal faire n'est point obligatoire : il a qualifié de délire très-noble, mais enfin de delire, la proposition que la France n'a pas besoin de traité. L'honneur et la prudence nous font une Loi de tenir les traités défensifs que nous avons contractés. Quant à la paix, qui n'est que le retour à l'ordre, tout moment lui a paru bon pour la faire. Si elle exige des cessions, des renonciations à quelques alliances, c'est alors que la Nation, seul juge des engagemens pris et à prendre, parce qu'ils obligent les individus aussi bien que le corps collectif; c'est alors que la Nation doit être consultée par le Roi dans la personne de ses Représentans. Il a

Digitized by Google

conclu en requérant, dans son projet de décret, l'autorisation spéciale du Corps Législatif pour les traités de navigation et de commerce.

M. l'Abbé *de Montesquiou*, montant à la Tribune après un grand nombre de Membres, a cru qu'il ne restoit qu'une tâche à remplir; presque toutes les vérités avoient été dites, comme presque toutes les erreurs avancées; les diverses opinions en étoient un mélange; il s'agissoit donc de les combiner, de les rapprocher, d'examiner la justesse des objections, la justesse des réponses, en un mot, d'épurer cette masse d'idées; c'est ce qu'il a fait avec autant de méthode que de talent. Toute Constitution politique, a-t-il dit, peut se considérer sous deux points de vue: la liberté politique, la gloire et la prospérité nationale. C'est dans la division des pouvoirs que se trouve la liberté politique; il ne faut donc pas plus les réunir dans l'Assemblée Nationale que dans la main du Roi, chargé de repousser quiconque attente aux propriétés nationales, mais qui ne doit pas en trouver lui-même les moyens, pour lesquels il faut qu'il ait recours à la Nation, parce que la même force qui peut protéger peut aussi opprimer. Quels sont ces moyens? Il s'en présente ici deux, 1°. Distinguer la guerre offensive et défensive, 2°. Donner au Roi le droit de faire la guerre, en réservant aux Représentans de la Nation celui d'en assurer. Mais toute guerre défensive devient bientôt offensive. Cette distinction feroit naître une multitude de débats. Le second moyen est celui de l'argent; mais, dit-on, le droit de déclarer la guerre est le droit d'obtenir

Digitized by Google

d'obtenir des subsides, parce qu'une fois commencée il faut bien la soutenir, sous peine d'en être la victime. Quel remède à ces inconvéniens? la confiance dans la personne du Roi, qu'il faut attacher par ce lien si doux à la chose publique, et la responsabilité des Ministres, qui suppose la défiance à leur égard. Le droit de déclarer la guerre accordé au Roi, n'est pas aussi avantageux à son autorité qu'il le paroît au premier abord. Si elle est malheureuse, l'opinion publique se tourne contre lui, tandis qu'il peut en rejeter l'effet sur l'Assemblée Nationale, en cas qu'elle se réserve de la déclarer; on voit donc que dans la première hypothèse, il doit hésiter à la faire; dans la seconde, il balancera moins.

M. l'Abbé *de Montesquiou* a cité l'exemple du Roi *Guillaume*, Roi en Hollande par le fait, et simple Stathouder en Angleterre. Ce Prince qui ne faisoit jamais la guerre par lui-même dans la Grande-Bretagne, où c'est une prérogative de la Couronne, la décidoit toujours en Hollande, où l'Assemblée représentative a pourtant seule le droit de la déclarer. De cet exemple, bisarre en apparence, il a conclu que nous assurerons notre liberté, en encourageant le Prince à la défendre. Après avoir énoncé le vœu pacifique de l'Abbé *de Saint-Pierre*, que tout homme sensible, mais éclairé, forme sans y croire, l'Opinant fidèle à sa marche méthodique, a présenté la question sous sa seconde face, la gloire et la prospérité nationale.

Il a démontré que nous ne pouvions nous isoler entièrement; que la France seroit toujours obligée d'avoir avec les autres Nations les rapports ordinaires de guerres, de treves,

Digitized by Google

de paix, d'alliance défensive, de commerce. Quant à la paix, a-t-il dit, on ne la fait jamais que dans une position peu sûre. Celui qui est victorieux la désire souvent, mais il cherche à voir quelle est au juste la position du vaincu, pour être plus ou moins difficile avec lui ; ainsi celui qui donne la paix et celui qui la reçoit, sont également intéressés à cacher les motifs qui les déterminent. Si on considère ensuite les Traités d'alliance et de commerce, tout change ; il s'agit alors d'un Etat durable qui peut être discuté publiquement. M. l'Abbé *de Montesquiou* a voulu faire regarder le *pacte de famille* comme un espèce de Traité mixte, dans lequel il entre beaucoup de ce qui constitue un Traité de commerce, et même très-avantageux à la France. L'Espagne ne va-t-elle pas chercher pour vous dans un autre hémisphère, l'or qu'elle n'arrache à la terre qu'en prodiguant la vie des hommes? La Bretagne ne reçoit-elle pas d'elle dix millions de piastres pour ses toiles? Nos provinces méridionales ne donnent-elles pas leurs denrées en échange de son or?.... Mon avis est donc qu'il faut accorder au Roi le droit de déclarer la guerre et celui de faire la paix. Qu'on fasse, si on le veut, des restrictions provisoires, mais n'oublions pas que nous formons une Constitution, que nous travaillons pour des siècles. Je n'entends pas ce que veulent dire ces mots, *Révolution*, *contre-Révolution*. La Constitution ne pourra être attaquée si elle est bonne ; si malheureusement elle étoit mauvaise, c'est-à-dire, si elle ne plaisoit point à la Nation, rien n'empêcheroit qu'elle ne fût détruite. On dit qu'on l'examinera, qu'on la soumettra au jugement de la raison ; mais

Digitized by Google

ce Juge pourroit-il en ce moment faire entendre ses oracles? La raison fuit toujours devant la guerre, et n'habite jamais que le séjour de la paix.

Du Jeudi 20 Mai.

M. le Comte *de la Galissonnière :* Les Nations voisines n'ont pas pris, comme on nous le propose, la résolution de n'attenter jamais à la propriété d'autrui; elles trameront nos malheurs dans le silence; leurs résolutions seront prises dans le secret. Quel avantage ne leur donnerons-nous point, en mettant nos intentions à découvert? Il ne suffit pas de concevoir de beaux projets, il faut encore la possibilité de les exécuter. Ce n'est que par le calcul des hasards que s'acquièrent le plus ordinairement les succès; si nos plans sont connus, le hasard ne fera plus rien pour nous. Les Anglois, aussi jaloux que nous de leur liberté, ont bien confié à leur Roi le droit de faire la guerre et la paix : on me répond que ce Peuple est encore sous l'empire du préjugé : d'autres disent que sa position locale ne lui laisse rien à redouter du despotisme. Ce ne sont pas là les véritables motifs; c'est que les Anglois ne font point connoître à leurs voisins la détresse de leurs finances; des Courriers ne vont point instruire de leurs mesures les peuples qui les environnent; et tel est l'avantage du secret que ce Peuple est toujours redoutable, lors même qu'il est le moins en état de faire la guerre; d'autres vous ont proposé de nommer un Comité politique. Qui voudroit être de ce Comité terrible? qui voudroit s'assujettir à la responsabilité qu'exigeroit un pareil travail? Tous ces

Digitized by Google

moyens sont impuissans, tout nous ramène à donner au Roi un droit aussi ancien que la Monarchie, et la plus belle prérogative de la Couronne : de quel droit voudrions-nous le lui enlever? La Nation nous y a-t-elle autorisés? La question a-t-elle été agitée dans nos Bailliages? Nous ne sommes donc point fondés à ôter au Roi cette prérogative. »

M. *Regnaud.* Je ne parlerai pas sur le fond de la question que quelques Membres ont parfaitement discutée; je m'attacherai seulement à réfuter quelques objections faites par celui des Membres qui a defendu une opinion contraire à la mienne, avec le plus d'eloquence, sinon avec plus de raison; je parle de M. l'Abbé *Maury* : contre son usage, il n'a établi aucun principe; il a simplement invoqué en faveur du Roi, le droit de la possession. Vous pensez bien que, comme rien ne peut prescrire contre les droits d'une Nation, la possession d'un droit n'est qu'un abus qu'elle peut toujours révendiquer. Plus on distingue ce qui constitue la Monarchie, plus on voit que la volonté d'un seul homme ne peut jamais y faire la Loi; comment vouloir que dans un état où le Monarque ne peut disposer de la propriété d'aucuns individus, il puisse disposer de leur existence?

J'adopte les conclusions de M. *Pethion*, et sur-tout cette déclaration, dont le projet est attribué à *Henri IV*; c'est le plus bel hommage que l'Assemblée puisse offrir à sa mémoire.

M. *de Menou.* « Avant de traiter la question, il me semble nécessaire de rappeler les principes généraux. Tous les pouvoirs appartiennent à la Nation; ils doivent être

Digitized by Google

distribués de la maniere la plus avantageuse et la plus conforme à l'intérêt national. La Nation peut-elle confier au Corps législatif le droit de déclarer la guerre et de faire la paix; est-il de l'intérêt National qu'elle le lui confie? Le Corps législatif peut-il l'exercer? Lorsqu'il s'agit de faire la guerre, le Corps législatif examine si elle est juste; il ordonne la guerre, et en l'ordonnant il fait une Loi; telles sont les fonctions du Corps législatif, et où ces fonctions cessent, celles du Pouvoir exécutif commencent. Les traités de paix, les traités de commerce, les alliances, sont des lois, parce qu'elles obligent tous les individus. Le Roi propose les conditions, le Corps législatif les rejette ou les ratifie; voilà les fonctions des deux Pouvoirs, voilà les principes. Si vous ne reconnoissez les principes vous confondez les pouvoirs: ainsi le Corps législatif ordonne la guerre, le Roi fait la guerre; le Corps législatif ordonne la paix et en ratifie les conditions; le Roi propose les conditions, et les fait exécuter. Voyons maintenant s'il est de l'intérêt national de confier le droit de paix et de guerre au Corps législatif Pour conserver la liberté, il faut faire des dispositions telles que le Pouvoir exécutif ne puisse abuser de la force publique qui sera remise entre ses mains. Les Traités de paix, d'alliance et de Commerce sont le résultat de négociations qui, dit-on, pour être avantageuses, doivent être secretes. Je crois que pour être utiles elles doivent être publiques. Si elles sont secretes, elles seront livrees aux intrigues, aux passions des Ministres et des Ambassadeurs. On prétend que si elles ne sont pas secretes, vous serez surpris par vos ennemis. Est-ce que dans une Constitution

Digitized by Google

comme la nôtre, la force publique ne devroit pas être organisée de manière que l'armée de terre et l'armée de mer puissent marcher au premier signal? Quand une armée est bien organisée, il lui faut vingt-quatre heures pour être en état de marcher et de combattre. Quand la Marine est sur un pied respectable, quinze jours suffisent pour mettre en mer une armée navale. On dit que la politique est une science qui n'est pas connue de tout le monde : elle est connue de tout homme d'un sens droit, d'un cœur juste. La vraie politique n'est que la disposition de la justice et de la morale entre toutes les Nations. »

M. *Fréteau.* « Avant tout, il faut établir que le droit de faire la guerre a toujours appartenu à la Nation; vous ne pouvez, sans enfreindre tous les principes, sans compromettre les intérêts de la patrie, le déléguer à d'autres qu'au Corps législatif : il doit m'être permis d'attaquer le préjugé qu'on a élevé contre ce droit vraiment national, et de prouver que, pendant toute la Monarchie, excepté les 160 dernières années, jamais la Nation n'a cessé d'exercer ce droit. Je soutiens contre ceux qui vouloient prouver le contraire, qu'ils n'ont pu le faire sans altérer l'histoire, sans anéantir les monumens les plus respectables. »

Ici M. *Fréteau* a fait une revue de l'histoire, qu'il a victorieusement opposée à tous ceux qui prétendoient n'y avoir trouvé que les preuves de la prérogative royale sur le droit de faire la paix et la guerre. Ensuite il a dit : « Je passe à l'établissement des principes. Vous avez voulu que la Nation fût libre, et je prétends qu'elle ne sera pas

Digitized by Google

libre, si vous décidez qu'elle sera à la merci des Ministres et des jeux des Puissances étrangères. Toute guerre tend à la division du Corps Monarchique. Vous avez déclaré qu'aucune propriété nationale ne pouvoit être aliénée; il en résulte évidemment que si les Ministres pouvoient faire la guerre ils pourroient mettre des impôts; ils pourroient disposer des propriétés nationales. »

« Je crois juste et utile de donner au Corps législatif le droit d'ouvrir la guerre, et de le charger de déterminer la mesure des forces.... Je propose de décréter que la Nation ayant essentiellement le droit de décider, déclarer et faire la guerre, le délègue à ses Représentans, pour en user avec les mesures qui seront arrêtées. ».

M. *de Mirabeau*. « Si je prends la parole sur une matière soumise, depuis cinq jours, à de longs débats, c'est seulement pour établir l'état de la question, qui, si je ne me trompe, n'a pas été posée telle qu'elle devoit l'être.

« Faut-il déléguer au Roi l'exercice du droit de faire la paix ou la guerre, ou doit-on l'attribuer au Corps législatif? C'est ainsi, Messieurs, c'est avec cette alternative qu'on a, jusqu'à présent, énoncé la question; et j'avoue que cette manière de la poser, la rendroit insoluble pour moi-même. Je ne crois pas que l'on puisse, sans anéantir la Constitution, déléguer au Roi l'exercice du droit de faire la paix ou la guerre; je ne crois pas non plus que l'on puisse attribuer exclusivement ce droit au Corps législatif, sans nous préparer des dangers d'une autre nature et non moins redoutables. Mais sommes-nous forcés de faire un

Digitized by Google

choix exclusif? Ne peut-on pas, pour une des fonctions des Gouvernemens, qui tient tout à la fois de l'action et de la volonté, de l'exécution et de la délibération, faire concourir au même but, sans les exclure l'un par l'autre, les deux Pouvoirs qui constituent la force Nationale et qui représentent sa sagesse? Ne peut-on pas restreindre les droits, ou plutôt les abus de l'ancienne Royauté, sans paralyser la force publique? Ne peut-on pas, d'un autre coté, connoître le vœu National sur la guerre et sur la paix par l'organe suprême d'une Assemblée représentative, sans transporter parmi nous les inconvéniens que nous découvrons dans cette partie du Droit public des Républiques anciennes et de quelques Etats de l'Europe? »

« Ainsi, Messieurs, je me suis proposé à moi-même la question générale que j'avois à résoudre, dans ces termes : Ne faut-il pas attribuer concurremment le droit de faire la paix ou la guerre aux deux Pouvoirs que notre Constitution a consacrés? »

« Avant de nous decider sur ce nouveau point de vue, je vais d'abord examiner avec vous si, dans la pratique de la guerre et de la paix, la nature des choses, leur marche invincible ne nous indiquent pas les époques où chacun des deux Pouvoirs peut agir séparement, les points où leur concours se rencontre, les fonctions qui leur sont communes, et celles qui leur sont propres; le moment où il faut delibérer et celui où il faut agir. Croyez, Messieurs, qu'un tel examen nous conduira bien plus facilement à la vérité, que si nous nous bornions à une simple théorie. »

Digitized by Google

« Et d'abord, est-ce au Roi ou au Corps législatif à entretenir des relations extérieures, à veiller à la sûreté de l'Empire, à faire, à ordonner les préparatifs nécessaires pour le défendre? »

« Si vous décidez cette première question en faveur du Roi, et je ne sais comment vous pourriez la décider autrement, sans créer dans le même Royaume deux Pouvoirs exécutifs, vous êtes contraints de reconnoître par cela seul que la force publique peut être dans le cas de repousser une première hostilité, avant que le Corps législatif ait eu le temps de manifester aucun vœu, ni d'approbation, ni d'improbation. Qu'est-ce que repousser une première hostilité, si ce n'est commencer la guerre? »

« Ne s'agit-il donc que d'une guerre défensive? ou l'ennemi a commis des hostilités, voilà la guerre; ou sans qu'il y ait encore des hostilités, les préparatifs de l'ennemi en annoncent le dessein; déjà par cela seul la paix n'existe plus, la guerre est commencée. »

« Il est un troisième cas; c'est lorsqu'il faut décider si un droit contesté ou usurpé sera repris ou maintenu par la force des armes, et je n'oublierai pas d'en parler; mais jusques-là, je ne vois pas qu'il puisse être question, pour le Corps législatif, de délibérer. Le moment viendra où les préparatifs de défense excédant les fonds ordinaires lui seront dénoncés, et je ferai connoître quels sont alors ses droits. »

« Mais, quoi! direz vous, le Corps législatif n'aura-t-il pas toujours le moyen d'empêcher le commencement de la guerre? Non; car c'est comme si vous demandiez s'il est

Digitized by Google

» moyen d'empêcher qu'une Nation voisine ne nous attaque ; et quel moyen prendriez-vous ? »

« Les hostilités sont donc ou commencées ou imminentes ; quels sont alors les devoirs du Pouvoir exécutif ; quels sont les droits du Pouvoir législatif ? »

« Je viens de l'annoncer ; le Pouvoir exécutif doit notifier sans aucun délai l'état de guerre ou existant, ou prochain, en faire connoître les causes, demander les fonds nécessaires, requérir la réunion du Corps législatif, s'il n'est point assemblé. »

« Le Corps législatif, à son tour, a quatre sortes de mesures à prendre ; la première est d'examiner si les hostilités étant commencées, l'agression coupable n'est pas venue de nos Ministres ou de quelque Agent du Pouvoir exécutif. Dans un tel cas, l'auteur de l'agression doit être poursuivi comme criminel de lèse-Nation. Faites une telle Loi, et par cela seul vous bornerez vos guerres au seul exercice du droit d'une juste défense ; par cela seul vous ferez plus pour la Liberté publique, que si, pour attribuer exclusivement le droit de la guerre au Corps représentatif, vous perdiez les avantages que l'on peut tirer de la Royauté. »

« La seconde mesure est d'improuver la guerre, si elle est inutile ou injuste, de requérir le Roi de négocier la paix, et de l'y forcer en refusant les fonds ; voilà, Messieurs, le véritable droit du Corps législatif. Les Pouvoirs alors ne sont pas confondus, les formes des divers Gouvernemens ne sont pas violées, et sans tomber dans l'inconvénient de faire délibérer sept cents personnes sur la paix ou sur la guerre, ce qui certainement

Digitized by Google

n'est pas sans de grands dangers, ainsi que je le démontrerai bientôt, l'intérêt National est également conservé. Au reste, Messieurs, lorsque je propose de faire improuver la guerre par le Corps législatif, tandis que je lui refuse le droit exclusif de faire la paix ou la guerre, ne croyez pas que j'élude en cela la question, ni que je propose la même délibération sous une forme différente. Il est une nuance très-sensible entre improuver la guerre et délibérer la guerre, et vous allez l'apercevoir. L'exercice du droit de faire la paix et la guerre, n'est pas simplement une action ni un acte de pure volonté; il tient au contraire à ces deux principes; il exige le concours des deux Pouvoirs; et toute la théorie de cette question ne consiste qu'à assigner, soit au Pouvoir législatif, soit au Pouvoir exécutif, le genre de concours qui, par sa nature, lui est plus propre qu'aucun autre. Faire délibérer directement le Corps législatif sur la paix et sur la guerre, comme autrefois en délibéroit le Sénat de Rome, comme en délibèrent les Etats de Suède, la Diete de Pologne, la Confédération de Hollande, ce seroit faire d'un Roi de France, un Stathouder ou un Consul; ce seroit choisir, entre deux Délégués de la Nation, celui qui, quoique épuré sans cesse par le choix du Peuple, par le renouvellement continuel des Elections, est cependant le moins propre, sur une telle matière, à prendre des délibérations utiles. Donner au contraire au Pouvoir législatif le droit d'examen, d'improbation, de réquisition de la paix, de poursuivre contre un Ministre coupable de refus des fonds, c'est le faire concourir à l'exercice d'un droit National, par les moyens

Digitized by Google

qui sont propres à la nature d'un tel Corps, c'est-à-dire, par les poids de son influence, par ses soins, par sa surveillance, par son droit exclusif de disposer des forces et des revenus de l'Etat. »

« Cette différence est donc très-marquée, et conduit au but, en conservant les deux Pouvoirs dans toute leur intégrité, tandis qu'autrement vous vous trouverez forcés de faire un choix exclusif entre deux Pouvoirs qui doivent marcher ensemble. »

« La troisième mesure du Corps législatif, consiste dans une suite de moyens que j'indique pour prévenir les dangers de la guerre, en la surveillant, et je lui en attribue le droit. »

« Le premier de ces moyens est de ne point prendre de vacances tant que dure la guerre. »

« Le second, de prolonger sa Session dans le cas d'une guerre imminente. »

« Le troisième, de réunir en telle quantité qu'il trouvera nécessaire, la Garde Nationale du Royaume, dans le cas où le Roi feroit la guerre en personne. »

« Le quatrième, de requérir, toutes les fois qu'il le jugera convenable, le Pouvoir exécutif de négocier la paix. »

« Enfin, la quatrième mesure du Corps législatif est de redoubler d'attention pour remettre sur le champ la force publique dans son état permanent, lorsque la guerre vient à cesser. Ordonnez alors de congédier sur le champ les Troupes extraordinaires, fixez un court délai pour leur séparation, bornez la continuation de leur solde jusqu'à cette époque, et rendez le Ministre responsable; poursuivez-le comme coupable, si des ordres

Digitized by Google

aussi importans ne sont pas exécutés ; voilà ce que prescrit encore l'intérêt public. »

« J'ai suivi, Messieurs, le même ordre de questions pour savoir à qui doit appartenir le droit de faire des Traités de paix, d'alliances, de commerce, et toutes les autres conventions qui peuvent être nécessaires au bien de l'Etat. Je me suis demandé d'abord à moi-même, si nous devions renoncer à faire des Traités, et cette question se réduit à savoir si, dans l'état actuel de notre Commerce et de celui de l'Europe, nous devons abandonner au hasard l'influence des autres Puissances sur nous, et notre réaction sur l'Europe ; si, parce que nous changerons tout à coup notre système politique (et en effet, que d'erreurs, que de préjugés n'aurons-nous pas à détruire !) nous forcerons les autres Nations de changer le leur ; si, pendant long-temps, notre paix et la paix des autres peut être autrement conservée, que par un équilibre qui empêche une réunion soudaine de plusieurs Peuples contre un seul ? Le temps viendra sans doute où nous n'aurons que des amis et point d'alliés, où la liberté du Commerce sera universelle, où l'Europe ne sera qu'une grande famille ; mais l'espérance a aussi son fanatisme ; serons-nous assez heureux, pour que dans un instant le miracle auquel nous devons notre Liberté, se répete avec éclat dans les deux mondes ? »

« Par qui est-il plus utile que le droit de faire la paix ou la guerre soit exercé ? »

« Je vous le demande à vous-mêmes : sera-t-on mieux assuré de n'avoir que des guerres justes, équitables, si on délegue à une Assemblée de 700 personnes l'exercice du droit de faire la guerre ? Avez-vous prévu jusqu'où

Digitized by Google

les mouvemens passionnés, jusqu'où l'exaltation du courage et d'une fausse dignité pourroient porter et justifier l'imprudence? Nous avons entendu un de nos Orateurs vous proposer, si l'Angleterre faisoit à l'Espagne une guerre injuste, de franchir sur le champ les mers, de renverser une Nation sur l'autre, de jouer dans Londres même, avec ces fiers Anglois, au dernier écu, au dernier homme; et nous avons tous applaudi; et je me suis surpris moi-même applaudissant; et un mouvement oratoire a suffi pour tromper un instant votre sagesse. Croyez-vous que de pareils mouvemens, si jamais vous délibérez ici de la guerre, ne vous porteront pas à des guerres désastreuses, et que vous ne confondrez pas le conseil du courage avec celui de l'expérience? Pendant que vous délibérerez, on demandera la guerre à grands cris; vous verrez autour de vous une armée de Citoyens. Vous ne serez pas trompés par des Ministres; ne le serez-vous jamais par vous-mêmes?

Il est un autre genre de danger, qui n'est propre qu'au Corps législatif, dans l'exercice du droit de la paix et de la guerre; c'est qu'un tel Corps ne peut être soumis à aucune espèce de responsabilité. Je sais bien qu'une victime est un foible dédommagement d'une guerre injuste; mais quand je parle de responsabilité, je ne parle pas de vengeance: ce Ministre que vous supposez ne devoir se conduire que d'après son caprice, un jugement l'attend, sa tête sera le prix de son imprudence: vous avez eu des Louvois sous le despotisme, en aurez-vous encore sous le régime de la Liberté? »

« On parle du frein de l'opinion publique pour les Représentans de la Nation; mais

Digitized by Google

l'opinion publique souvent égarée, même par des sentimens dignes d'éloges, ne servira qu'à la séduire; mais l'opinion publique ne va pas atteindre séparément chaque Membre d'une grande Assemblée. »

« Voyez les Assemblées politiques; c'est toujours sous le charme de la passion qu'elles ont décrété la guerre. Vous le connoissez tous le trait de ce Matelot qui fit, en 1740, résoudre la guerre de l'Angleterre contre l'Espagne. *Quand les Espagnols, m'ayant mutilé, me présentèrent la mort, je recommandai mon ame à Dieu et ma vengeance à ma Patrie.* C'étoit un homme bien éloquent que ce Matelot; mais la guerre qu'il alluma n'étoit ni juste, ni politique; ni le Roi d'Angleterre, ni les Ministres ne la vouloient. L'émotion d'une Assemblée moins nombreuse et plus assouplie que la nôtre aux combinaisons de l'insidieuse politique, en décida. »

« Ecartons, s'il le faut, le danger des dissensions civiles : éviterez-vous aussi facilement celui de la lenteur des délibérations sur une telle matière? ne craignez-vous pas que votre force publique ne soit paralysée comme elle l'est en Pologne, en Hollande et dans toutes les Républiques? ne craignez-vous pas que cette lenteur n'augmente encore, soit parce que notre Constitution prend insensiblement les formes d'une grande confédération, soit parce qu'il est inévitable que les Départemens n'acquièrent une grande influence sur le Corps législatif? ne craignez-vous pas que le Peuple, étant instruit que ses Représentans déclarent la guerre en son nom, ne reçoive par cela même une impulsion dangereuse vers la dé-

Digitized by Google

mocratie, ou plutôt l'oligarchie; que le vœu de la guerre et de la paix ne parte du sein des Provinces, ne soit compris bientôt dans les pétitions, et ne donne à une grande masse d'hommes toute l'agitation qu'un objet aussi important est capable d'exciter? ne craignez-vous pas que le Corps législatif, malgré sa sagesse, ne soit porté à franchir lui-même les limites de ses Pouvoirs par les suites presque inévitables qu'entraîne l'exercice du droit de la guerre et de la paix? ne craignez vous pas que pour seconder les succes d'une guerre qu'il aura votée, il ne veuille influer sur la direction, sur le choix des Généraux, sur-tout s'il peut leur imputer des revers, et qu'il ne porte sur toutes les démarches du Monarque cette surveillance inquiète qui seroit, par le fait, un second Pouvoir exécutif?»

« Ne comptez-vous encore pour rien l'inconvénient d'une Assemblée non permanente, obligée de se rassembler dans le temps qu'il faudroit employer à délibérer; l'incertitude, l'hésitation qui accompagneront toutes les démarches du Pouvoir exécutif, qui ne saura jamais jusqu'où les ordres provisoires pourront s'étendre; les inconvéniens même d'une délibération publique sur les motifs de faire la guerre ou la paix; délibération dont tous les secrets d'un Etat (et long-temps encore nous aurons de pareils secrets) sont souvent les élémens?»

« Enfin, ne comptez-vous pour rien le danger de transporter les formes Républicaines à un Gouvernement qui est tout à la fois représentatif et monarchique? Je vous prie de considérer ce danger par rap-

Digitized by Google

port à notre Constitution, à nous-mêmes, et au Roi. »

« Par rapport à notre Constitution, pouvons-nous espérer de la maintenir, si nous ne composons notre Gouvernement de différentes formes opposées entre elles? »

« Rome ne fut détruite que par ce mélange de formes royales, aristocratiques et démocratiques. Les orages qui ont si souvent agité plusieurs Etats de l'Europe n'ont point d'autre cause. Les hommes tiennent à la distribution des Pouvoirs. »

« Si j'examine les inconvéniens de l'attribution exclusive au Corps législatif, par rapport à nous-mêmes, c'est-à dire, par rapport aux obstacles que les ennemis du bien public n'ont cesse de vous opposer dans votre carrière, que de nouveaux contradicteurs n'allez-vous pas exciter parmi ces Citoyens qui ont espéré de pouvoir concilier toute l'énergie de la liberté avec la prerogative royale? »

« Ces hommes qui, après avoir regardé la permanence d'une Assemblée Nationale comme la seule barriere du despotisme, regardent aussi la Royauté comme une utile barrière contre l'Aristocratie. »

« Enfin, par rapport au Roi, par rapport à ses Successeurs, quel sera l'effet inévitable d'une Loi qui concentreroit dans le Corps législatif le droit de faire la paix ou la guerre? pour les Rois foibles, la privation de l'autorité ne sera qu'une cause de découragement et d'inertie; mais la dignité royale n'est-elle donc plus au nombre des propriétés nationales? un Roi environné de perfides conseils, ne se voyant plus l'égal des autres Rois, se croira detroné. »

Digitized by Google

« Un Roi juste croira du moins que le Trône est environné d'écueils, et tous les ressorts de la force publique se relâcheront; un Roi ambitieux, mécontent du lot que la Constitution lui aura donné, sera l'ennemi de cette Constitution dont il doit être le garant et le gardien. »

« Faut-il donc pour cela redevenir esclaves? faut-il, pour diminuer le nombre des mécontens, souiller notre immortelle Constitution par de fausses mesures, par de faux principes? Ce n'est pas ce que je propose, puisqu'il s'agit au contraire de savoir si le double concours que je propose d'accorder au Pouvoir exécutif et au Pouvoir législatif, dans l'exercice du droit de la guerre et de la paix, ne seroit pas plus favorable à la liberté nationale. »

« Ne croyez pas que j'aie été séduit par l'exemple de l'Angleterre, qui laisse au Roi l'entier exercice du droit de la paix et de la guerre. Je le condamne moi-même cet exemple. »

« Voyons maintenant s'il reste encore des objections que je n'aie pas détruites dans le système que je combats. »

« Le Roi, dit-on, pourra donc faire des guerres injustes, des guerres anti-nationales. Et comment le pourroit il, je vous le demande à vous-mêmes? Est-ce de bonne foi qu'on dissimule l'influence d'un Corps législatif toujours présent, toujours surveillant, qui pourra non-seulement refuser des fonds, mais improuver la guerre, mais requérir la négociation de la paix? Ne comptez-vous encore pour rien l'influence d'une Nation organisée dans toutes ses parties, qui exercera constamment le droit de la pétition

Digitized by Google

dans des formes légales ? Un Roi Despote seroit arrêté dans ses projets ; un Roi Citoyen, un Roi placé au milieu d'un Peuple armé ne le sera-t-il pas ? »

« On demande qui veillera pour le Royaume, lorsque le Pouvoir executif déploiera toutes ses forces ? Je réponds, la Loi, la Constitution, l'équilibre toujours maintenu de la force intérieure avec la force extérieure. »

« On dit *que nous ne sommes pas encadrés pour la liberté comme l'Angleterre ;* mais aussi nous avons de plus grands moyens de conserver la liberté, et je propose de plus grandes précautions. »

« Notre Constitution n'est point encore affermie ; on peut nous susciter une guerre pour avoir le prétexte de déployer une grande force, et de la tourner bientôt contre nous. Eh bien ! ne négligeons pas ces craintes ; mais distinguons le moment présent des effets durables d'une Constitution, et ne rendez pas éternelles les dispositions provisoires que la circonstance extraordinaire d'une grande convention nationale pourra vous suggérer ; mais si vous portez les défiances du moment dans l'avenir, prenez-garde qu'à force d'exagérer les craintes, nous ne rendions les préservatifs pires que les maux, et qu'au lieu d'unir les Citoyens par la liberté nous ne les divisions en deux partis toujours prêts à conspirer l'un contre l'autre. Si à chaque pas on nous menace de la résurrection du despotisme écrasé ; si l'on nous oppose sans cesse les dangers d'une très-petite partie de la force publique, malgré plusieurs millions d'hommes armés pour la Constitution, quel autre moyen nous reste-

Digitized by Google

t-il? Périssons dans ce moment! Qu'on ébranle les voûtes de ce temple, et mourons aujourd'hui libres, si nous devons être esclaves demain. »

« Il faut, continue-t-on, restreindre l'usage de la force publique dans les mains du Roi; je le pense comme vous, et nous ne différons que dans les moyens. Mais prenez garde encore qu'en voulant la restreindre, vous ne l'empêchiez d'agir, et qu'elle ne devienne nulle dans ses mains. »

« Mais dans la rigueur des principes, la guerre peut-elle jamais commencer sans que la Nation ait décidé si la guerre doit être faite. »

« Je réponds : l'intérêt de la Nation est que toute hostilité soit repoussée par celui qui a la direction de la force publique; voilà la guerre commencée. L'intérêt de la Nation est que les préparatifs de guerre des Nations voisines, soient balancés par les nôtres; voilà la guerre. Nulle délibération ne peut précéder ces événemens, ces préparatifs. C'est lorsque l'hostilité, ou la nécessité de la défense, de la voie des armes, ce qui comprend tous les cas, sera notifiée au Corps législatif, qu'il prendra les mesures que j'indique; il improuvera, il requerra de négocier la paix; il accordera ou refusera les fonds de la guerre; il poursuivra les Ministres; il disposera de la force intérieure; il confirmera la paix, ou refusera de la sanctionner. Je ne connois que ce moyen de faire concourir utilement le Corps législatif à l'exercice du droit de la paix et de la guerre, c'est-à-dire, à un Pouvoir mixte, qui tient tout à la fois de l'action et de la volonté. »

Digitized by Google

« Les préparatifs même, dites-vous encore, qui seront laissés dans la main du Roi, ne seront-ils pas dangereux? Sans doute, ils le seront; mais ces dangers sont inévitables dans tous les systèmes. »

« Mais ne pourroit on pas faire concourir le Corps législatif à tous les préparatifs de guerre, pour en diminuer le danger? Ne pourroit on pas les faire surveiller par un Comité pris dans l'Assemblée Nationale? Prenez garde: par cela seul nous confondrions tous les pouvoirs, en confondant l'action avec la volonté, la direction avec la loi; bientôt le Pouvoir exécutif ne sera que l'agent d'un Comité; nous ne ferions pas seulement les lois, nous gouvernerions; car quelles seront les bornes de ce concours, de cette surveillance? c'est en vain que vous voudrez en assigner; malgré votre prévoyance elles seront toutes violées. »

« Prenez garde encore. Ne craignez-vous pas de paralyser le Pouvoir exécutif par ce concours de moyens? Lorsqu'il s'agit de l'exécution, ce qui doit être fait par plusieurs personnes n'est jamais bien fait par aucune. Où seroit d'ailleurs, dans un tel ordre de choses, cette responsabilité qui doit être l'égide de notre nouvelle Constitution? »

« Enfin, dit-on encore, n'a-t-on rien à craindre d'un Roi qui couvrant les complots du despotisme sous l'apparence d'une guerre nécessaire, rentreroit dans le royaume avec une armée victorieuse, non pour reprendre son poste de Roi-citoyen, mais pour reconquérir celui des tyrans? »

« Je vous demande si, par une telle objection, vous ne transportez pas précisément

Digitized by Google

aux *Monarchies* l'inconvénient des républiques; *car* c'est sur-tout dans les états *populaires* que de tels succès sont à craindre. C'est parmi les Nations qui n'avoient point de Rois que ces succès ont fait des Rois. C'est pour Carthage, c'est pour Rome que de tels Citoyens, tels qu'Annibal et César, étoient dangereux. Tarissez l'ambition; faites qu'un Roi n'ait à regretter que ce que la loi ne peut accorder; faites de la Magistrature ce qu'elle doit être, et ne craignez plus qu'un Roi rebelle, abdiquant sa Couronne, s'expose à courir de la victoire à l'échafaud!

M. *d'Esprémenil.* Je demande que M. *de Mirabeau* soit rappelé à l'ordre; il oublie que la personne des Rois a été déclarée inviolable. (Une grande partie de l'Assemblée applaudit.)

M. *de Mirabeau.* Je me garderai bien de répondre à l'inculpation de mauvaise foi qui m'est faite; vous avez tous entendu ma supposition d'un Roi despote et révolté, qui vient avec une armée de François conquérir la place des tyrans: Or, un Roi, dans ce cas, n'est plus un Roi.... (La Salle retentit d'applaudissemens.)

Du Vendredi 21 Mai.

M. *de Cazalès.* « L'Assemblée Nationale a reconnu que le Gouvernement François est Monarchique; par un second Décret, elle a déterminé d'une manière précise ce qu'elle entend par Monarchie, en disant que la plénitude du Pouvoir exécutif suprême réside entre les mains du Roi. Ce second Décret n'offre pas d'équivoque. Il n'est pas de Publiciste qui ne soit convenu que le droit de faire la paix et la guerre est une partie es-

Digitized by Google

sentielle du Pouvoir exécutif. Il n'est pas un Membre de cette Assemblée qui osât soutenir que faire un Traité de paix, c'est faire une Loi. Dans un Gouvernement libre, le Corps législatif doit se borner à déterminer les principes des Traités et des Déclarations de guerre. Arrêtez que le Pouvoir exécutif ne s'écartera jamais des principes; c'est à lui qu'il appartient d'en faire l'application. J'en atteste la bonne foi de l'Assemblée Nationale; est-il un seul de ses Membres qui, quand il a voté pour que le Pouvoir exécutif appartînt au Roi, n'ait pas cru lui donner le droit de faire la paix et la guerre? (Une partie de l'Assemblée crie: *non, non*).

« Je réponds à ceux qui m'interrompent en ce moment, qu'il a existé une discussion à Versailles lors de ce Décret. Le mot *suprême* a été long-temps débattu; et sans doute ceux qui viennent de me répondre, n'ont pas été d'avis du mot *suprême*. (Il s'élève encore des murmures). Il n'est pas douteux que si l'Assemblée Nationale étoit composée des mêmes individus; et si nos Collegues n'avoient pas déserté lâchement le poste où la confiance publique les avoit placés, cette question ne seroit pas même l'objet d'une délibération. Mais puisqu'il est malheureusement vrai que cette Assemblée ne peut être liée par ses propres Décrets; qu'ils ne sont, à son égard, que de simples résolutions, et qu'elle détruit le lendemain ce qu'elle a fait la veille (les murmures redoublent); puisque l'Assemblée Nationale a décidé que cette question doit être discutée; persuadé qu'elle n'a pas changé de principes en six mois, et qu'elle ne donnera pas l'exemple d'une mobilité dans les Lois

Digitized by Google

de l'Empire, mobilité vraiment déshonorante pour les Législateurs, et vraiment effrayante pour les Peuples que ces Lois doivent regir.... Plusieurs Orateurs ont dit dans cette Tribune, qu'il n'y a pas de guerre offensive qui soit juste; ils ont étalé les principes qu'affiche la Philosophie moderne; mais ce n'est pas sur les principes vagues de l'humanité que des Législateurs doivent établir leurs operations: ces principes embrassent tous les Peuples du monde. Laissez ce sentiment, qui n'est qu'ostentation; la Patrie doit être l'objet exclusif de notre amour. L'amour de la Patrie fait plus que des hommes, il fait des Citoyens. Il a créé les Spartiates, à l'existence desquels nous sommes tentés de ne pas croire, en voyant combien nous sommes indignes de les imiter. Quant à moi, je le declare, ce ne sont pas les Russes, les Allemands, les Anglois que j'aime, ce sont les François que je cheris; le sang d'un seul de mes Concitoyens m'est plus précieux que celui de tous les Peuples du monde... (Le murmure devient général). »

« Tout ce qui est nécessaire pour la conservation de la Liberté est légitime: quand une guerre offensive est nécessaire, elle est légitime. — Je prendrai mes exemples dans la circonstance où nous nous trouvons. Dans la guerre, l'Angleterre a été forcée de souscrire à une paix désavantageuse; toutes ses démarches ont tendu à diviser nos alliés pour les combattre séparément. Ce Peuple qu'on vous a dit généreux a puissamment contribué à l'asservissement de la Hollande. Aujourd'hui, que la France est travaillée de divisions intestines, il fomente peut être ces divisions. »

« Je

Digitized by Google

« Je ne sais ce que vous serez, ce que vous deviendrez par la Constitution ; mais dans ce moment, vous êtes le Royaume le plus foible de l'Europe.... Au murmure qui m'interrompt, je reconnois la nécessité de prononcer ce que j'avance. Une partie de votre Armée a déserté ; l'autre partie est dans une insubordination manifeste. Dans cet état, une Armée n'existe plus. L'ébranlement de toutes les propriétés a tari jusqu'à la source des revenus publics ; vos Finances ne se soutiennent qu'à l'aide d'une monnoie factice ; vos dépenses ne sont plus soldées que sur vos capitaux ; vous avez perdu une partie considérable de votre population ; votre numéraire est passé chez l'Etranger ; vos Concitoyens, riches ou pauvres, vous ont abandonné ; ils fuient les horreurs des séditions, de la misère et de la famine. »

« Enfin, et voici ce qui présage les plus affreux malheurs, il existe une division entre toutes les classes de Citoyens ; il n'est pas un village où les Citoyens ne soient divisés en deux partis (il s'élève des murmures). Ne vous dissimulez pas les maux qui travaillent l'Empire : il est de votre devoir de les prévenir, et d'annoncer qu'ils vous affligent. Parlez quelquefois à ce Peuple de ses devoirs. Bannissez, proscrivez ces mots affreux *d'Aristocratie* et *de Démocratie* ; ils servent de ralliement à des factieux. Prêchez l'union à tous les François ; réunissez-les de sentiment et de pensées, d'intérêt et d'affection ; que tous les intérêts particuliers se confondent dans l'intérêt public ; vous verrez alors ce que vous pouvez. »

« Je ne puis croire que les objections auxquelles je viens de répondre aient pro-

Digitized by Google

duit assez d'effet pour que la Majorité ne convienne pas qu'une guerre offensive peut être juste ; qu'il est absurde de s'isoler du système politique de l'Europe ; qu'il est de notre intérêt, de notre honneur et de notre loyauté, de ne pas abandonner de fidèles alliés. La question est uniquement de savoir à qui, pour le bonheur du Peuple, seroit délégué le droit de la paix et de la guerre. Si vous l'attribuez à l'Assemblée Nationale, il s'ensuivra qu'elle pourra nommer les Ambassadeurs, les Généraux d'Armée, et disposer de tout ce qui concerne la paix ou la guerre. Si la conduite des affaires exige du secret, de la rapidité, de l'adresse, tant que la politique de l'Europe existera, il est impossible qu'une Assemblée nombreuse en tienne le fil et le dirige. »

« M. *de Mirabeau* vous a proposé de rassembler près du Corps législatif la Milice Nationale. Comment se peut-il qu'on veuille établir le germe de la guerre civile ? Réunir le Corps législatif quand la guerre est déclarée, ne me paroît pas sans inconvéniens. Ne doit-on pas redouter la tendance naturelle des hommes à augmenter leur autorité ? Le Corps législatif tendroit à s'emparer de la guerre. Rappelez-vous les principes de la Monarchie et de la liberté ; ils vous disent que tout doit se rallier au Roi, pourvu que la liberté ne soit point attaquée. Vous avez déja ôté au Roi deux de ses droits ; l'administration intérieure et l'administration de la Justice : si vos Décrets lui ôtent le troisieme, il faut révéler un grand secret au Peuple ; ce jour, il n'aura plus de Roi. Je propose enfin que vous décrétiez que le droit de paix et de guerre appartient au

Digitized by Google

Monarque ; que le Comité de Constitution fixera les principales règles de l'exercice de ce droit ; qu'il déterminera les formes les plus sévères pour la responsabilité des Ministres, et que la question des Traités et des alliances sera ajournée. Cette question mérite une discussion particulière. »

M. *Barnave*. Excepté ceux qui, depuis le commencement de nos travaux, ont contesté tous les principes, personne ici n'a nié les principes théoriques qui doivent déterminer votre décision. Je ne parlerai point de la Souveraineté du Peuple, elle a été consacrée dans la Déclaration des droits ; quand vous avez commencé la Constitution, vous avez commencé à appliquer ce grand principe. Il est donc inutile de le rappeler ; il s'agit seulement de savoir à qui doit être délégué le droit de déclarer la guerre ou la paix, de chercher à qui l'utilité publique invite à le déléguer. On a universellement reconnu le principe de la division des pouvoirs, on a reconnu que l'expression de la volonté générale ne pouvoit être donnée que dans les Assemblées élues par le Peuple, renouvellées sans cesse, et par-là même propres à en imprimer l'opinion, parce que sans cesse on en reconnoît l'impression. Vous avez senti que l'exécution de cette volonté exigeoit promptitude et ensemble, et que, pour combiner cet ensemble, il falloit absolument la confier à un seul homme. Delà vous avez conclu que l'Assemblée Nationale auroit le droit de faire la Loi, et le Roi celui de la faire exécuter. Delà il résulte que la détermination de faire la guerre, qui n'est autre chose que l'acte de la volonté générale, doit être dévolue aux Représentans du Peuple. »

Digitized by Google

« On ne peut contester que l'acte qui nécessite après lui l'augmentation des impositions, la disposition des propriétés, que l'acte qui peut anéantir la liberté publique, dissoudre la machine politique, doit être confié à ceux qui doivent exprimer la volonté générale. Les fonctions du Monarque, ne sont pas moins évidentes : il a l'inspection des résolutions nationales; il peut prendre les précautions nécessaires pour la sureté de l'Empire. Non-seulement il doit diriger la guerre, avoir en sa disposition les forces destinées au secours de l'Etat, nommer des négociateurs, mais encore il est chargé de pourvoir de son propre mouvement à la sureté de ses frontières; il a le droit de faire les préparatifs de guerre; il a encore un plus grand caractère, celui de représenter le Peuple François auprès des autres Peuples. Les actes dévolus au Corps législatif sont indispensables pour la liberté. Tout ce qui porte un caractere de majesté, nous l'avons mis sur la tête du Roi : pourvoir à la sureté de cet Empire, veiller à ce qu'il ne soit porté aucune atteinte à sa dignité, tel est le caractère du Chef de la Nation. »

« Voilà, d'après les différentes discussions, quel m'a paru être le but de tous ceux qui avoient des principes conformes à notre Constitution. Je laisse de côté tous les projets de Décrets qui attribuoient au Roi le droit de faire la guerre; ils sont incompatibles avec la liberté; ils n'ont pas besoin d'être approfondis. Le vice radical du projet de M. *de Mirabeau*, c'est qu'il donne de fait au Roi, exclusivement, le droit de faire la guerre. C'est par la confusion d'une chose

Digitized by Google

bien différente de celle de déclarer la guerre, qu'il a attribué ce droit au Roi. »

« Il est universellement reconnu que le Roi doit pourvoir à la défense des frontières et à la conservation des possessions nationales. Il est reconnu que, sans la volonté du Roi, il peut exister des différends entre les individus de la Nation et des individus étrangers. M. *de Mirabeau* a paru penser que c'étoit là que commençoit la guerre, qu'en conséquence le commencement de la guerre étant spontané, le droit de déclarer la guerre ne pouvoit appartenir au Corps législatif. En partant de cette erreur, en donnant une grande latitude aux hostilités, en les portant jusqu'à la nécessité de défendre les droits nationaux, M. *de Mirabeau* a donné au Roi le droit de faire toute espèce de guerre, même les guerres injustes, et laisse à la Nation la frivole ressource, le moyen impuissant d'arrêter la guerre, quand sa cessation devient impossible. Cependant il est universellement reconnu, je ne dis pas seulement par les Militaires, par les Marins, par les Rois, mais par tous ceux qui connoissent le droit des gens, mais d'après le sentiment de *Montesquieu* et de *Mably*, que des hostilités ne sont rien moins qu'une déclaration de guerre; que les hostilités premières ne sont que des duels de particuliers à particuliers; mais que l'approbation et la protection que donne la Nation à ces hostilités constituent seules la déclaration de la guerre. »

« En effet, si le commencement des hostilités constituoit les Nations en état de guerre, ce ne seroit plus ni le Pouvoir législatif, ni le pouvoir exécutif qui la déclare-

Digitized by Google

reroit, ce seroit le premier Capitaine vaisseau, le premier Marchand, le premier Officier, qui, en attaquant un individu, ou en résistant à son attaque, s'empareroit du droit de déclarer la guerre. Il est bien vrai que ces hostilités deviennent souvent des principes de guerre; mais c'est toujours par la volonté de la Nation que la guerre commence; on rapporte l'offense à ceux qui ont l'exercice de ce droit; ils examinent s'il y a intérêt à soutenir l'offense, à demander une réparation. Si on la refuse, c'est alors que la guerre est ou repoussée ou entreprise par la volonté nationale. J'en présente un exemple récent: chacun sait ce qui s'est passé sur la mer du Sud entre l'Angleterre et l'Espagne. Eh bien! je demande s'il y a actuellement guerre entre ces deux Nations, si le Pouvoir qui dispose de ce droit l'a déclarée, si les choses ne sont pas entières. Qu'arriveroit-il si l'Epagne avoit une Assemblée Nationale? Les Agens du Pouvoir exécutif donneroient aux Représentans de la Nation Espagnole connoissance des hostilités commencées; d'après ces connoissances, l'Assemblée examineroit s'il est de la justice, de l'intérêt de la Nation de continuer la guerre. Si la justice l'exigeoit, elle accorderoit une réparation; si au contraire, elle trouvoit juste de refuser cette réparation, elle décideroit la guerre, et chargeroit le Roi d'exécuter cette décision: voilà le cas où se trouve la Nation Françoise. Des hostilités, de quelque nature qu'elles soient, seront toujours de simples hostilités, du moment où la Législature n'aura pas déclaré la guerre; ainsi des hostilités peuvent conduire la Nation à la guerre, mais ne peu-

Digitized by Google

vent jamais la priver de déclarer qu'elle préfere se soumettre aux plus grands sacrifices. Donc jamais un être ne peut être constitué en guerre sans l'approbation de ceux en qui réside le droit de la faire. Le raisonnement de M. *de Mirabeau* n'est donc qu'un moyen d'éluder la question, qu'un écart de la question. Quelque résolution que vous preniez, soit que vous déléguiez ce Pouvoir au Corps législatif, soit que vous le déléguiez au Pouvoir exécutif, le Décret de M. *de Mirabeau* sera toujours imparfait; car il est indispensable de savoir le moment où la Nation est en guerre, il est indispensable de savoir à qui il appartient de la déclarer en son nom, et dans les deux cas, il nous laisse la même incertitude. Du moment où on décide que le Roi la déclarera, concurremment avec la Nation, il est évident qu'on confere ce droit au Pouvoir exécutif, puisque ces fonctions précedent l'agression, et que c'est lui qui prononce si les hostilités seront continuées. Je demande si la faculté qu'on laisse au Corps législatif de décider si la guerre cessera, n'est pas illusoire; si lorsque la guerre sera commencée, lorsqu'elle aura excité les mouvemens des Puissances redoutables, il sera possible alors de déclarer qu'elle ne sera pas continuée. C'est donc au Roi qu'il attribue constitutionnellement le droit de déclarer la guerre; c'est si bien là son système qu'il l'a appuyé par tous les raisonnemens dont s'étoient servi les personnes qui soutiennent cette opinion. Les propositions et les maximes qu'il a présentées sont tellement tendantes à prouver qu'il faut déléguer au Roi le droit de faire la guerre, que pour répondre à son système, je ne vais qu'examiner ses propositions et

Digitized by Google

ses maximes. Deux points sont divisés dans le discours de M. *de Mirabeau.*

« 1°. Les inconvéniens d'attribuer aux Législatures le droit de déclarer la guerre. »

« 2°. Les inconvéniens de l'accorder au Pouvoir exécutif, et le moyen de remédier à ces mêmes inconvéniens. Il s'est attaché à établir qu'ils étoient immenses pour les Législatures, et qu'ils étoient moindres pour le Pouvoir exécutif; enfin, il a proposé les moyens de pallier ces derniers inconvéniens; il a dit que le droit de faire la guerre exigeoit de l'unité, de la promptitude et du secret, et qu'il ne pouvoit en supposer dans les délibérations du Corps législatif. En s'appuyant de l'exemple des Républiques anciennes, on n'a pas cessé de comparer notre Constitution avec la démocratie de la place publique d'Athènes, avec le Sénat aristocratique de Rome, qui tâchoit de distraire le Peuple de la liberté par sa gloire; on l'a confondu avec celle de Suède, où il existe quatre Ordres différens divisés en quatre Chambres, le Roi et le Sénat, où les Pouvoirs publics sont dispersés entre six Pouvoirs différens, qui sans cesse se combattent, et qui, après avoir combattu la délibération, combattent encore l'exécution, ainsi que vous l'avez vu dans la dernière Révolution; on l'a comparée avec celle de la Hollande; on n'a pas craint même de l'assimiler à celle de Pologne, où des Aristocrates rassemblés, exerçant personnellement un *Veto* personnel, sont obligés de prendre à l'unanimité leurs délibérations, où les guerres extérieures doivent toujours être malheureuses, puisque la guerre intestine est presque constitutionnelle dans ce pays. »

Digitized by Google

« Il est vrai qu'accorder aux Législatures le droit de faire la guerre, ce seroit enlever la promptitude et le secret qu'on regarde comme absolument nécessaires. »

M. *de Mably* pensoit que, pour la Puissance dominante de l'Europe, il n'y avoit pas d'autre politique que la loyauté et une fidélité constante. Il a démontré que, de même que dans les Finances, la confiance double le crédit, de même il existe un crédit politique qui place en vous la confiance des Nations, et qui double votre influence. Mais dans quel cas le secret seroit-il nécessaire? C'est lorsqu'il s'agit des mesures provisoires, des négociations, des opérations d'une Nation avec une autre; tout cela doit être attribué au Pouvoir exécutif. Il aura donc encore le moyen de s'appuyer du secret; les seules choses que vous ferez sont inutiles à cacher.

« Après avoir écarté les principaux motifs par lesquels on a cherché à prouver que le droit de la guerre ne pouvoit être attribué au Corps législatif, il reste à examiner les inconvéniens qui résulteroient de confier ce droit au Pouvoir exécutif. On a dit qu'en le confiant aux Législatures, elles se laisseroient entraîner par l'enthousiasme des passions, et même par la corruption. Est-il un seul de ces dangers qui ne soit plus grand dans la personne des Ministres que dans l'Assemblée Nationale? Contestera-t-on qu'il ne soit plus facile de corrompre le Conseil du Roi que 720 personnes élues par le Peuple? »

« Il arrivera peut-être que la Législature pourra s'égarer; mais elle reviendra, parce que son opinion sera celle de la Nation, au

Digitized by Google

lieu que le Ministre s'égarera presque toujours, parce que ses intérêts ne sont pas les mêmes que ceux de la Nation. Le Gouvernement dont il est Agent est pour la guerre, et par conséquent opposé aux intérêts de la Nation : il est de l'intérêt d'un Ministre qu'on déclare la guerre, parce qu'alors on est forcé de lui attribuer le maniement des subsides immenses dont on a besoin, parce qu'alors son autorité est augmentée sans mesure ; il crée des Commissions, parce qu'il nomme à une multitude d'emplois ; il conduit la Nation à préférer la gloire des conquêtes à la liberté ; il change le caractère des Peuples, et les dispose à l'esclavage : c'est par la guerre sur-tout qu'il change le caractère et les principes des Soldats. Les braves Militaires qui disputent aujourd'hui le patriotisme avec les Citoyens, rapporteroient un esprit bien différent s'ils avoient suivi un Roi conquérant, un de ces héros de l'Histoire, qui sont presque toujours des fléaux pour les Nations. »

« Vainement on oppose la responsabilité et le refus des impôts, et dans le cas où le Roi lui-même iroit à la tête de ses Troupes, on propose d'autoriser le Corps législatif à rassembler les Milices Nationales. La responsabilité ne s'applique qu'à des crimes. La responsabilité est absolument impossible, autant que dure la guerre, au succès de laquelle est necessairement lié le Ministre qui l'a commencée. Ce n'est pas alors qu'on cherche à exercer contre lui la responsabilité. Est-elle nécessaire quand la guerre est terminée? Lorsque la fortune publique est diminuée, lorsque vos Concitoyens et vos frères auront péri, à quoi ser-

Digitized by Google

vira la mort d'un Ministre? sans doute elle présentera aux Nations un grand exemple de justice; mais vous rendra-t-elle ce que vous aurez perdu? non-seulement la responsabilité est impossible en cas de guerre, mais chacun sait qu'une entreprise de guerre est un moyen bannal pour échapper à une responsabilité déja encourue lorsqu'un déficit est encore ignoré : le Ministre déclare la guerre pour couvrir, par des dépenses simulées, le fruit de ses déprédations. L'expérience du Peuple a prouvé que le meilleur moyen que puisse prendre un Ministre habile pour ensevelir ses crimes, est de se les faire pardonner par des triomphes. »

« Il ne me reste à examiner que le dernier moyen offert par M. *de Mirabeau*. Dans le cas où le Roi feroit la guerre en personne, le Corps législatif auroit le droit de réunir des Gardes Nationales, en tel lieu et en tel nombre qu'il jugeroit convenable pour les opposer à l'abus de la force publique, à l'usurpation d'un Roi Général d'armée. Il me semble que ce moyen n'est autre chose que de proposer la guerre civile pour s'opposer à la guerre. Un des avantages dominans du Gouvernement Monarchique, un des plus grands motifs d'attachement à la Monarchie pour ceux qui cherchent la liberté, c'est que le Monarque fait le désespoir de tous les usurpateurs. Or, avec le moyen proposé, je demande s'il ne se trouvera jamais un Législateur ambitieux qui veuille devenir usurpateur; un homme qui, par ses talens et son éloquence, aura assez de crédit sur la Législature pour l'égarer, sur le Peuple pour l'entraîner? Si le Roi est éloigné, ne pourra-t-il lui reprocher ses

Digitized by Google

succès et ses triomphes? ne peut-il pas lui venir dans la tête d'empêcher le Monarque des François de rentrer dans la France? Il y a plus : la Législature ne commanderoit pas elle-même ; il lui faudroit un Chef, et l'on sait qu'avec des vertus, des talens et des graces, on se fait aisément aimer de la troupe qu'on commande. Je demande quel seroit le vrai Roi, et si vous n'auriez pas alors un changement de race ou une guerre civile? Je ne m'attacherai pas plus longtemps à réfuter ce moyen. »

« Consultez aujourd'hui l'opinion publique ; vous verrez d'un côté des hommes qui espèrent s'avancer dans les armées, parvenir à gérer les affaires étrangères; les hommes qui sont liés avec les Ministres et leurs Agens; voilà les partisans du système qui consiste à donner au Roi, c'est-à-dire, aux Ministres, ce droit terrible. Mais vous n'y verrez pas le Peuple, le Citoyen paisible, vertueux, ignoré, sans ambition, qui trouve son bonheur et son existence dans l'existence commune, dans le bonheur commun. Les vrais Citoyens, les vrais amis de la liberté, n'ont donc aucune incertitude. Consultez-les, ils vous diront : donnez au Roi tout ce qui peut faire sa gloire et sa grandeur, qu'il commande seul, qu'il dispose de nos armées, qu'il nous défende quand la Nation l'aura voulu : mais n'affligez pas son cœur en lui confiant le droit terrible de nous entraîner dans une guerre, de faire couler le sang avec abondance, de perpétuer ce système de rivalité, d'inimitié réciproque, ce système faux et perfide qui déshonoroit les Nations. Les vrais amis de la liberté refuseront de conférer au Gouvernement ce droit fu-

Digitized by Google

neste, non-seulement pour les François, mais encore pour les autres Nations, qui doivent tôt ou tard imiter notre exemple. »

M. *Barnave* a présenté son projet de Décret pour l'opposer à celui de M. le Comte *de Mirabeau.*

Trois autres discours ont été prononcés dans cette Séance : ceux de M. l'Archevêque *d'Aix*, de M. *Garat* le jeune et de M. de *Biauzat.* Ce n'est uniquement que faute de place que nous nous trouvons forcés de les omettre ; car nous voudrions sincèrement mettre nos lecteurs à portée de les comparer aux autres discours, et de deviner pourquoi ils n'ont eu aucune influence dans cette Séance, ni dans toute la délibération.

Du Samedi 22 Mai.

M. *le Chapelier.* « Cette question, depuis long-temps débattue, commence enfin à s'éclaircir. Quoiqu'elle ne soit pas précisément posée, il est facile d'apercevoir maintenant la difficulté. L'Assemblée est divisée en deux opinions contradictoires. Le Roi aura-t-il le droit de paix et de guerre? Le Corps législatif aura-t-il ce droit? je ne m'arrêterai pas à la première. Personne ici ne veut laisser aux Ministres le droit de ruiner l'Etat, de répandre à leur gré le sang des François. Tout le monde reconnoît l'insuffisance de la responsabilité, et l'insuffisance et le danger du refus des subsides. Il est donc nécessaire de chercher un autre moyen ; il faut donc que le Corps législatif délibère la guerre, la paix et les Traités de Commerce. C'est ici que la question se divise. Il y a dans cette question politique divers droits, divers devoirs, diverses circonstances

Digitized by Google

à distinguer. La guerre a deux époques, les hostilités imprévues et la guerre déclarée; les attaques et les hostilités ne dépendent pas de nous, elles sont hors de nous; nous ne pouvons empêcher qu'elles existent; la déclaration appartient toute entière au Corps législatif. Il faut décréter, qu'il ne peut y avoir de guerre sans un Décret du Corps législatif; que si la nécessité de repousser des hostilités l'a commencée, les Représentans de la Nation peuvent permettre ou défendre de la continuer. Avoir la puissance de permettre et de défendre la guerre, c'est avoir le droit de la guerre; mais déclarer la guerre sans la proposition du Roi, voilà ce que disent beaucoup de Décrets; voilà ce qui consacreroit beaucoup d'inconvéniens. D'abord, ce seroit donner au Gouvernement une forme purement Républicaine; ce seroit aller contre les principes de votre Constitution. Si le Corps législatif pouvoit ordonner la guerre sur la Motion d'un de ses Membres, le Monarque seroit à côté de la Constitution; il n'auroit plus que les fonctions d'un Général d'Armée; la dignité et l'influence du Chef de la Nation et de la Nation même, près des Cours Etrangères, seroient diminuées; enfin, vous détruiriez un des fondemens de cette Constitution que la sagesse a dictée. En donnant au Roi la sanction, vous avez exigé le concours du Roi pour les Lois, comment lui refuseriez-vous ce concours pour la guerre? S'il n'est pas possible que le Roi ait un *Veto* suspensif, il faut du moins que le Corps législatif ne puisse déclarer la guerre sans lui. Voyons maintenant s'il est de l'intérêt du Peuple que le Corps législatif seul fasse la paix ou

Digitized by Google

la guerre? L'intérêt du Peuple est d'avoir le moins de guerre possible. Je remets au Corps législatif le moyen d'empêcher la guerre et de dire : la guerre ne sera pas faite. On veut lui donner le droit de la déclarer, c'est un moyen de plus d'attirer la guerre. Toutes les mesures du Gouvernement sont rompues, il n'y a plus de Gouvernement Monarchique. Ne voyez-vous pas que si la guerre étoit malheureuse, on attribueroit le revers au Corps législatif, qui seul l'auroit décidée? Ne voyez-vous pas qu'il perdroit tout son crédit sur un Peuple courageux et jaloux de la gloire des armes? Ne voyez-vous pas que la Nation humiliée se tourneroit du côté du Roi, et que le Corps législatif auroit perdu son ressort sur le Pouvoir exécutif? Si on objecte que le pouvoir de permettre ou de défendre la guerre est illusoire, parce que le Ministre saura corrompre la Législature de manière à s'assurer la Majorité, parce qu'il ne notifiera les hostilités qu'au moment où il sera impossible de ne pas suivre la guerre, je demande à ceux qui ont proposé des Projets de Décrets, s'ils offrent quelques moyens de parer à ces dangers? je donne, comme eux, au Corps législatif, le droit d'empêcher la guerre; j'exige, comme eux, que la notification des hostilités et des préparatifs soit faite au Corps législatif; j'exige, comme eux, que le Corps législatif soit assemblé, si les Représentans de la Nation n'étoient pas réunis; je veux seulement l'empêcher de décider que la guerre sera faite quand le Roi ne l'aura pas proposée. Je veux ainsi diminuer les chances de la guerre. Je présente cette proposition réduite à ses moindres termes. Le Corps législatif aura le pouvoir d'empêcher la guerre; le Roi

Digitized by Google

aura le pouvoir d'empêcher la guerre : ni l'un, ni l'autre n'aura le pouvoir de faire la guerre, sans le consentement de l'un ou de l'autre. »

« Tous les Décrets proposés donnent exclusivement le droit de faire la guerre au Roi, ou au Corps législatif seul, à l'exception de celui de M. *de Mirabeau*, qui renferme toutes les idées et tous les principes que je viens de développer. Cette rédaction, qu'on a dit obscure, remplit clairement mes intentions. J'ai cependant quelques amendemens à proposer, etc. »

M. *Duport*. « J'examine l'opinion du Préopinant; cette opinion est d'autant plus faite pour accélérer la délibération, qu'elle paroît se référer à l'opinion générale de l'Assemblée. Quelle est donc cette opinion? Vous avez décrété que la volonté générale seroit exprimée par le Corps législatif; vous avez donné deux fonctions Nationales au Pouvoir exécutif; exécuter seul la volonté de la Nation, consulter, par la suspension de la Loi, la volonté vraiment Nationale. On a observé que le Roi ne pouvoit exercer cette fonction pour le droit de paix et de guerre; et dans cette impossibilité, il a été reconnu que cette faculté s'exerceroit par l'initiative. Vous devez donc déclarer que, sur la proposition du Roi, le Corps législatif aura le droit de déclarer la guerre : voilà bien la réunion des Pouvoirs. Vous devez vous exprimer clairement, parce que, dans cette lutte continuelle entre le Pouvoir législatif et le Pouvoir exécutif, il ne faut pas présenter de phrases louches qui pourroient devenir la source d'indéterminables débats. Il est de votre dignité de dire clairement ce que vous avez droit de décider. »

Digitized by Google

« Le Pouvoir exécutif aura la proposition, le Pouvoir législatif la déclaration. Quel est l'avantage d'une obscurité d'expression? Si M. *de Mirabeau* veut dire que le Corps législatif doit, sur la proposition du Roi, décider la guerre, pourquoi n'explique-t-il pas son idée aussi clairement qu'il la conçoit. »

« M. *de Mirabeau* l'aîné. « C'est quelque chose, sans doute, pour rapprocher les oppositions, que d'avouer nettement sur quoi l'on est d'accord et sur quoi l'on diffère. Les discussions amiables valent mieux pour s'entendre que les insinuations calomnieuses, les inculpations forcenées, les haines de la rivalité, les machinations de l'intrigue et de la malveillance. On répand depuis huit jours que la Section de l'Assemblée Nationale qui veut le concours de la volonté Royale dans l'exercice du droit de la paix et de la guerre, est parricide de la Liberté publique : on répand les bruits de perfidie, de corruption, on invoque les vengeances populaires pour soutenir la tyrannie des opinions. Et moi aussi : on vouloit, il y a peu de jours, me porter en triomphe, et maintenant l'on crie dans les rues, LA GRANDE TRAHISON DU COMTE DE MIRABEAU..... Je n'avois pas besoin de cette leçon pour savoir qu'il est peu de distance du Capitole à la Roche Tarpéienne; mais l'homme qui combat pour la raison, pour la Patrie, ne se tient pas si aisément pour vaincu. Celui qui a la conscience d'avoir bien mérité de son pays, et sur-tout de lui être encore utile, celui que ne rassasie pas une vaine célébrité, et qui dédaigne les succès d'un jour pour la veritable gloire : cet homme porte avec lui la récompense de ses services, le charme de ses peines, et le prix de ses

Digitized by Google

dangers; il ne doit attendre sa moisson, sa destinée, la seule qui l'intéresse, la destinée de son nom, que du temps, ce juge incorruptible, qui fait justice à tous. »

« Je rentre donc dans la lice, armé de mes seuls principes et de la fermeté de ma conscience. Je vais poser, à mon tour, le véritable point de la difficulté avec toute la netteté dont je suis capable, et je prie tous ceux de mes adversaires qui ne m'entendront pas, de m'arrêter, afin que je m'exprime plus clairement; car je suis décidé à déjouer les reproches tant répétés d'évasion, de subtilité, d'entortillage; et s'il ne tient qu'à moi, cette journée dévoilera le secret de nos loyautés respectives. M. *Barnave* m'a fait l'honneur de ne répondre qu'à moi; j'aurai pour son talent le même égard qu'il mérite à plus juste titre, et je vais à mon tour essayer de le réfuter. »

« Vous dites que nous avons établi deux Pouvoirs distincts, l'un pour l'action, l'autre pour la volonté: je le nie. »

« Le Pouvoir exécutif, dans tout ce qui tient à l'action, est certainement très-distinct du Pouvoir législatif; mais il n'est pas vrai que le Corps Législatif soit entièrement distinct du Pouvoir exécutif, même dans l'expression de la volonté générale. »

« En effet, quel est l'organe de cette volonté, d'après notre Constitution? C'est tout à la fois l'Assemblée des Représentans du Pouvoir exécutif, ce qui a lieu de cette manière; le Corps législatif délibère et déclare la volonté générale; le Représentant du Pouvoir exécutif a le double droit ou de sanctionner la résolution du Corps législatif, et cette sanction consomme la loi; ou d'exercer le *Veto* qui lui est accordé pour un cer-

Digitized by Google

tain espace de temps, et la Constitution a voulu que durant cette période la résolution du Corps législatif ne fût pas loi; il n'est donc pas exact de dire que notre Constitution a exprimé deux Pouvoirs très-distincts, même lorsqu'il s'agit d'exprimer la volonté générale. Nous avons au contraire deux Pouvoirs qui concourent ensemble dans la formation de la Loi, dont l'un fournit une espèce de vœu secondaire, exerce sur l'autre une sorte de contrôle, met dans la Loi sa portion d'influence et d'autorité. Ainsi, la volonté générale ne résulte pas de la simple volonté du Corps législatif. »

« Voyons maintenant l'application de votre principe à l'exercice du droit de la paix et de la guerre. »

« Vous avez dit: Tout ce qui n'est que volonté en ceci, comme dans tout le reste, retourne à son principe naturel, et ne peut être énoncé que par le Pouvoir législatif; ici je vous arrête, et je découvre votre sophisme en un seul mot que vous-même avez dit; ainsi vous ne m'échapperez pas. »

« Dans votre Discours, vous attribuez l'énonciation de la volonté générale... à qui? *Au Pouvoir législatif;* dans votre Décret, à qui l'attribuez-vous? *Au Corps législatif.* Sur cela, je vous appelle à l'ordre. Vous avez *forfait* à la Constitution. Si vous entendez que le Corps législatif est le Pouvoir législatif, vous renversez par cela seul toutes les Lois que nous avons faites; si, lorsqu'il s'agit d'exprimer la volonté générale, en fait de guerre, le Corps législatif suffit..... et par cela seul le Roi n'ayant ni participation, ni influence, ni contrôle, ni rien de tout ce que nous avons accordé au Pouvoir exécutif par notre système social, vous au-

Digitized by Google

riez en Législation deux principes différens, l'un pour la Législation ordinaire, l'autre pour la Législation en fait de guerre, c'est-à-dire, au milieu de la crise la plus terrible qui puisse agiter le Corps politique ; tantôt vous auriez besoin, et tantôt vous n'auriez pas besoin pour l'expression de la volonté générale, de l'adhésion du Monarque..... et c'est vous qui parlez d'homogénéité, d'unité, d'ensemble dans la Constitution ! Et ne dites pas que cette distinction est vaine ; elle l'est si peu à mes yeux et à ceux de tous les bons Citoyens qui soutiennent ma doctrine, que si vous voulez substituer, dans votre Décret, à ces mots : *le Corps législatif*, ceux-ci : *le Pouvoir législatif*, et définir cette expression, en l'appelant un acte de l'Assemblée Nationale, sanctionné par le Roi, nous sommes d'accord. »

« Vous avez dit : Une déclaration de guerre n'est qu'un acte de volonté, donc c'est au Corps législatif à l'exprimer. »

« J'ai sur cela deux questions à vous faire, dont chacune embrasse deux cas différens. »

Première Question. « Entendez-vous que la déclaration de guerre soit tellement propre au Corps législatif que le Roi n'ait pas l'initiative, ou entendez-vous qu'il ait l'initiative ? »

« Dans le premier cas, s'il n'a pas l'initiative, entendez-vous qu'il n'ait pas aussi le *Veto* ? Dès-lors, voilà le Roi sans concours dans l'acte le plus important de la volonté Nationale. Comment conciliez-vous cela avec les droits que la Constitution a donnés au Monarque ? Comment le conciliez vous avec l'interêt public ? Vous aurez autant de provocateurs de la guerre que d'hommes passionnés. »

Digitized by Google

« Y a-t-il ou non de grands inconvéniens à cela? vous ne niez pas qu'il y en ait. »

« Y en a-t-il au contraire à accorder l'initiative au Roi? J'entends par l'initiative, une notification, un message quelconque, et je n'y vois aucun inconvénient. »

« Voyez d'ailleurs l'ordre naturel des choses. Pour délibérer, il faut être instruit. Par qui l'être, si ce n'est par le surveillant des relations extérieures. »

« Ce seroit une étrange Constitution que celle qui, ayant conféré au Roi le Pouvoir exécutif suprême, donneroit un moyen de déclarer la guerre sans que le Roi en provoquât la délibération par les rapports dont il est chargé; votre Assemblée ne seroit plus délibérante, mais agissante; elle gouverneroit. »

« Vous accorderez donc l'initiative au Roi. »

« Passons au second cas. »

« Si vous accordez au Roi l'initiative, ou vous supposez que cette initiative consistera dans une simple notification; ou vous supposez que le Roi déclarera le parti qu'il veut prendre. »

« Si l'initiative du Roi doit se borner à une simple notification, le Roi, par le fait, n'aura aucun concours à une déclaration de guerre. »

« Si l'initiative du Roi consiste au contraire dans la déclaration du parti qu'il croit devoir être pris; voilà la double hypothèse sur laquelle je vous prie de raisonner avec moi. »

« Entendez-vous que le Roi, se décidant pour la guerre, puisse délibérer la paix? je ne trouve à cela aucun inconvénient. Entendez-vous au contraire, que le Roi ne voulant que la paix, le Corps législatif puisse ordonner la guerre, et la lui faire soutenir

Digitized by Google

malgré lui? Je ne puis adopter votre système, parce que c'est de ceci que naissent des inconvéniens auxquels il est impossible de remédier. »

« De cette guerre délibérée malgré le Roi, résulteroit bientôt une guerre d'opinion contre le Monarque; contre tous ses Agens. La surveillance la plus inquiete présideroit à cette guerre; le desir de la seconder, la defiance des Ministres, porteroient le Corps législatif à sortir de ses propres limites. On proposeroit des Comités d'exécution militaire, comme on vous a proposé naguères des Comités d'exécution politique; le Roi ne seroit plus l'Agent de ces Comités; nous aurions deux Pouvoirs exécutifs, ou plutôt nous régnerions. »

« Il me semble, Messieurs, que le point de la difficulté est complettement connu, et que M. *Barnave* n'a point du tout abordé la question. Ce seroit un triomphe trop facile maintenant que de le poursuivre dans les détails, où, s'il a fait voir du talent, il n'a jamais montré la moindre connoissance d'homme d'Etat, des affaires humaines. Il a déclamé contre les maux que peuvent faire et qu'ont fait les Rois; et il s'est bien gardé de remarquer que dans notre Constitution le Monarque ne pouvoit plus désormais être Despote, ni rien faire arbitrairement; et il s'est bien gardé sur-tout de parler des mouvemens populaires. »

Ici M. *de Mirabeau* a longuement réfuté les objections faites contre son projet de Décret par M. *Barnave*. Cette réfutation contient encore beaucoup de principes et de développemens de la question. Mais il faut nous hâter d'arriver au Décret de l'Assemblée, qui tient lieu de tout le reste de cette

Digitized by Google

importante discussion; l'Orateur a conclu à ce que l'on mît en délibération son projet de Décret amendé par M. *le Chapelier*.

On demande à aller aux voix.

L'Assemblée est consultée, et le Président prononce que la discussion est fermée. Voici le Décret.

L'Assemblée Nationale décrète comme articles constitutionnels:

« 1°. Le droit de la paix et de la guerre appartient à la Nation. La guerre ne pourra être décidée que par un Décret de l'Assemblée Nationale, qui sera rendu sur la proposition formelle et nécessaire du Roi, et qui sera sanctionné par lui. »

« 2°. Le soin de veiller à la sureté extérieure du Royaume, de maintenir ses droits et ses possessions, est délégué par la Constitution, au Roi; lui seul peut entretenir des relations politiques au dehors, conduire les négociations, en choisir les Agens, faire des préparatifs de guerre proportionnés à ceux des Etats voisins, distribuer les forces de terre et de mer, ainsi qu'il le jugera convenable, et en régler la direction en cas de guerre. »

« 3°. Dans le cas d'hostilités imminentes ou commencées, d'un Allié à soutenir, d'un droit à conserver par la force des armes, le Roi sera tenu d'en donner, sans aucun délai, la notification au Corps législatif, et d'en faire connoître les causes et les motifs; et si le Corps législatif est en vacance, il se rassemblera sur-le-champ.

« 4°. Sur cette notification, si le Corps législatif juge que les hostilités commencées sont une agression coupable de la part des Ministres, ou de quelques autres Agens du Pouvoir exécutif, l'auteur de cette agression

Digitized by Google

sera poursuivi comme coupable de lèse-Nation ; l'Assemblée Nationale déclarant à cet effet que la Nation Françoise renonce à entreprendre aucune guerre dans la vue de faire des conquêtes, et qu'elle n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun Peuple. »

« 5°. Sur la même notification, si le Corps législatif décide que la guerre ne doit pas être faite, le Pouvoir exécutif sera tenu de prendre, sur-le-champ, des mesures pour faire cesser ou prévenir toute hostilité, les Ministres demeurant responsables des délais.

« 6°. Toute déclaration de guerre sera faite en ces termes : DE LA PART DU ROI ET AU NOM DE LA NATION. »

« 7°. Pendant tout le cours de la guerre, le Corps législatif pourra requérir le Pouvoir exécutif de négocier la paix, et le Pouvoir exécutif sera tenu de déférer à cette réquisition. »

« 8°. A l'instant où la guerre cessera, le Corps législatif fixera le délai dans lequel les Troupes mises sur pied au-dessus du pied de paix, seront congédiées, et l'Armée réduite à son état permanent ; la solde desd. Troupes extraordinaires ne sera continuée que jusqu'à la même époque, après laquelle, si les Troupes restent rassemblées, le Ministre sera responsable et poursuivi comme criminel de Lèse-Nation. »

« 9° Il appartiendra au Roi d'arrêter et de signer, avec les Puissances étrangères, toutes les conventions nécessaires au bien de l'Etat ; et les Traités de paix, d'alliance et de commerce ne seront exécutés qu'autant qu'ils auront été ratifiés par le Corps législatif. »

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

MAR 31 1931

Digitized by Google

Digitized by Google

MAR 31 1931

Digitized by Google